

Des éloges pour *Making Africa Work*

« Enfin, un livre sur ‘comment faire’ plutôt que ‘quoi faire’ pour améliorer le sort des populations d’Afrique. Les leaders devraient le lire, et apprendre. »

**Mmusi Maimane, leader de la Democratic Alliance,
parti politique sud-africain**

« Par sa compréhension des entrecroisements entre les gens, les politiques, les villes et les états, *Making Africa Work* est le guide de référence des choix informés pour une meilleure Afrique. »

**Mondli Makhanya, rédacteur-en-chef du *City Press*,
hebdomadaire sud-africain**

« Je regrette ne pas avoir eu ce manuel quand j’étais Président du Malawi. Non seulement avance-t-il des arguments convaincants sur ce qu’il faudrait faire, mais il donne aussi des exemples concrets et les étapes à suivre pour y arriver. »

Joyce Banda

« Ce livre important tombe à point nommé. Le PIB par habitant d’Afrique est en déclin, par conséquent cette région est à nouveau en train de diverger du reste de l’humanité. Les leaders africains sont devant un choix : gérer l’alternance économique, ou être submergés par l’alternance politique. Pour ceux qui auront la sagesse de choisir le premier, ce manuel est un guide précieux. »

Paul Collier, Université d’Oxford

« Au-delà du battage médiatique et des clichés, un projet pour une Afrique prospère. »

Donald Kaberuka, ancien président, Banque africaine de développement

« *Making Africa Work* incite à considérer les pays comme des entreprises en schématisant et en illustrant des choix concrets pour réussir. »

Neal Froneman, Sibyane Gold

« Ce livre fournit le matériel essentiel pour tout décideur politique. »

Tendai Biti, ancien Ministre des Finances, Zimbabwe

« *Making Africa Work* devrait se trouver dans l'attaché-case de chaque leader africain. En répondant aux 'pourquoi' et 'comment' de l'histoire du développement en Afrique, il confirme ce qu'ont déjà dit des voix progressistes : l'Afrique est en difficulté parce qu'elle a été gérée de façon médiocre. Heureusement, il démontre que notre continent n'est pas irrécupérable, en fournissant des recommandations concrètes que nous devons appliquer de suite. »

Raila Odinga, ancien Premier Ministre, Kenya

« *Making Africa Work* est un guide pour les praticiens et les savants à travers le business de l'Afrique. Avec des analyses comparatives et des expériences de terrain dans les secteurs moteurs de la croissance économique et du développement à travers le continent, tout en traitant des structures et des questions clés qui façonnent le contexte de la 'nouvelle normalité' africaine, cette contribution importante tombe à point nommé. »

Lyal White, Gordon Institute of Business Science, Université de Pretoria

« Des points de vue incisifs, une synthèse inestimable de travail de terrain et d'excellentes analyses. »

Gilbert Houngbo, ancien Premier Ministre, Togo

« Cet excellent ouvrage démontre que la démocratie et le développement sont indissociables : quand la politique est cassée, c'est comme tenter de construire une maison sur du sable. »

Hakainde Hichilema, ancien candidat à la présidence, Zambie

« Si vous ne lisez qu'un seul livre cette année, il faut que ce soit *Making Africa Work*. Se basant sur des études de cas exhaustives, africaines et internationales, l'inestimable contribution de ce livre réside dans sa façon d'illustrer précisément comment et quand obtenir les composantes essentielles de leadership, de politiques et de gouvernance. »

Erastus Mwencha, vice-président, Commission de l'Union africaine

L'Afrique en Marche

Un manuel pour la réussite économique

Greg Mills | Olusegun Obasanjo | Jeffrey Herbst | Dickie Davis



Konrad
Adenauer
Stiftung



Co-publié en juillet 2017 par :

**The Konrad Adenauer
Stiftung**

60 Hume Road
Dunkeld
Johannesburg
South Africa
+27112142900

**The Brenthurst
Foundation**

6 St Andrews Road
Parktown
Johannesburg
South Africa
+27112742098

**The Olusegun Obasanjo
Presidential Library**

M.K.O. Abiola Way
Abeokuta
Nigeria
+2348182460133

© 2017 – Greg Mills, Olusegun Obasanjo, Dickie Davis and Jeffrey Herbst

Tous droits réservés

Aucune partie du présent ouvrage ne peut être reproduite ni transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie ou l'enregistrement, ni selon tout autre système informatisé de mise en mémoire ou de recherche de données, sans la permission écrite de l'éditeur.

Imprimé en 12 sur 15 pts Calluna

Couverture par Tim Sheasby

Maquette et typographie par Sheaf Publishing, Benoni

Traduit par Eva Arissani, Laurent Chauvet, et Hannelise Brand

Relu et corrigé par Hélène du Preez

Imprimé et relié par United Litho, Johannesburg

Première édition, première impression 2017

ISBN: 978-0-620-76459-9

« lim' uze ushay' etsheni ! »

Il faut labourer jusqu'à tomber sur un rocher !

(Proverbe zoulou)



Sommaire

Préface : Pourquoi écrire maintenant ?	ix
Remerciements	xiii
A propos des auteurs	xvi
Acronymes et abréviations	xix
Introduction	1
1^{ère} Partie : La situation des populations, des institutions et des structures de l'Afrique	
1 Les gens et les villes	27
2 Démocratie et développement	50
3 Infrastructures	75
2^{ème} Partie : L'état de l'économie africaine	
4 L'agriculture	99
5 L'Exploitation minière	121
6 L'Industrie de transformation	147
7 Le Secteur des services	172
8 La Technologie	194
3^{ème} Partie : Faire marcher l'Afrique	
9 Mobiliser les ressources, minimiser les risques pour l'investissement	221
10 Planifier la réussite	245
11 Leadership et performance	265
Conclusion	296
Notes et références	309
Index	336



Pourquoi écrire maintenant ?

Ce livre est un guide pour améliorer la capacité de l'Afrique pour la croissance économique et la création d'emploi. Un tel modèle est particulièrement nécessaire à une époque où les pays africains, dont bon nombre restent pauvres, doivent se préparer à une augmentation massive de la population, et par conséquent, du nombre de jeunes à la recherche d'un emploi.

Nous sommes optimistes quant aux perspectives des pays africains, à condition que certaines décisions difficiles soient prises maintenant. Les gouvernements et les leaders ne peuvent plus continuer comme si de rien n'était, s'ils entendent faire face au boom démographique imminent. Pour réformer, il faudra changer en profondeur la façon dont les économies africaines fonctionnent. Cela veut dire s'ouvrir au commerce et au capital internationaux plutôt qu'à l'aide, s'appuyer sur l'entreprise plutôt que sur des systèmes où sévissent le culte de la personnalité et le clientélisme. Aussi les gouvernements devront-ils avoir comme objectif l'expansion du secteur privé plutôt que la redistribution dans le secteur public. Toutes ces initiatives devront reposer sur une vraie prise de conscience quant à l'urgence de créer des emplois avant que la vague de la croissance démographique ne submerge les sociétés africaines.

Si le continent a profité de taux de croissance impressionnants d'environ 5 pour cent dans les années 2000, les changements n'ont pas été suffisants. Par exemple, cette croissance était en grande partie due non pas à une meilleure gouvernance, mais plutôt à une forte hausse des prix des matières premières, appuyée par l'envol de la demande chinoise.

Maintenant que les prix des matières premières sont en déclin, on craint que beaucoup de pays africains n'aient pas assez fait pendant les années « grasses » pour réformer leurs pratiques de gouvernance politique et économique. Pour citer la fameuse déclaration de Warren Buffett, « C'est quand la mer se retire qu'on découvre qui se baignait nu. »

Il ne s'agit pas ici de croissance économique seulement. Une autre façon de mesurer le succès de la réforme africaine est par la stabilité de ses sociétés. Le continent a été la scène de deux tiers des morts liés aux conflits dans le monde depuis 1990.¹ La pauvreté, également, est toujours présente. Plus de 40 pour cent des Africains vivent dans une extrême pauvreté.²

En dépit de ces réalités, il s'est avéré difficile jusqu'à présent de changer les anciennes méthodes de gestion des économies africaines. Cette inertie reflète les phénomènes contemporains de recul de la démocratie et de mauvaise gouvernance – quand le gouvernement fonctionne de façon efficace, mais seulement pour une élite.³ Dans un tel environnement, les bénéfices du statu quo l'emportent sur les incitations à la libéralisation des économies, puisque les élites arrivent aisément à gérer et à contourner les mesures dissuasives internationales ou autres conçues pour encourager le changement.

Cela dit, les leaders qui aujourd'hui auront la prévoyance et la vision pour effectuer les choix nécessaires au changement, seront dans l'avenir reconnus pour la prospérité et la stabilité qu'ils auront apportées à leurs pays. Cependant, ceux qui perpétueront les anciennes méthodes verront leurs nations s'appauvrir davantage ainsi que leur propre règne menacé. Le Printemps arabe, où les jeunes sans perspectives d'avenir ont renversé des leaders et déstabilisé des pays en seulement quelques semaines, met en évidence la vitesse à laquelle ces tensions peuvent déborder, allant jusqu'à l'effondrement politique. Cette menace est d'autant plus sévère depuis que le pouvoir se retrouve de plus en plus dans les mains des citoyens individuels, grâce à la prolifération des communications mobiles.

Il paraît inévitable que le nombre d'Etats défaillants en Afrique – déjà le plus élevé dans le monde – augmentera si les leaders n'agissent pas pour résoudre les difficultés imminentes provoquées par les augmentations de population attendues, avec la souffrance et le chaos concomitants que l'effondrement institutionnel implique. De même, d'autres défis critiques auxquels sont confrontés les pays africains – s'adapter aux changements climatiques, améliorer le statut des femmes, réduire les inégalités – ne pourront être relevés que si les états développent leurs économies et génèrent davantage d'emplois. Sinon, la crise démographique deviendra tellement préoccupante qu'elle empêchera toute intervention dans d'autres domaines.

Notre analyse est basée sur du travail de terrain à travers toute l'Afrique, commencé il y a 12 ans, lors de la création de la Fondation Brenthurst. Notre livre met en exergue des recherches effectuées depuis la chute des prix des matières premières à partir de 2014. Il s'appuie sur des analyses statistiques et des études de cas pour décrire les obstacles à la prospérité en Afrique ainsi que les stratégies mises en œuvre ailleurs dans le monde et qui ont abouti à la réduction de la pauvreté. Il prend en compte les challenges réels rencontrés par des chefs de gouvernement à travers le continent alors qu'ils essaient de faire avancer leurs pays. Nous croyons qu'une réflexion sur des études de cas comparatives est instructive à cause des progrès constants des pays que nous citons comme exemples. Parmi les échecs les plus frappants des gouvernements africains postcoloniaux est leur insularité. Les défis de l'Afrique devraient être considérés dans le cadre de normes et pratiques universelles et non pas comme des problèmes isolés ou uniques. Après tout, il n'y a pas si longtemps, beaucoup de pays asiatiques et sud-américains se trouvaient dans des circonstances rappelant celles d'une bonne partie de l'Afrique d'aujourd'hui. Qu'il s'agisse d'élaborer une politique industrielle ou d'essayer d'obtenir l'équité à travers la croissance, l'Afrique n'a pas besoin de réinventer la roue : il y a beaucoup à apprendre des autres.

Nous avons choisi de structurer le livre par secteur, dont les mines, l'agriculture, les infrastructures, les services, la manufacture, la planification et les mécanismes de mise en œuvre. Cette analyse sectorielle est importante, parce que le bilan de gouvernance d'un pays est l'accumulation d'un grand nombre de décisions prises dans différents domaines d'activité. Il est souvent plus facile de se rendre compte de l'effet des actions gouvernementales sur les économies en examinant les défis économiques communs à travers la région. Les secteurs que nous examinons ici sont les plus importants pour l'Afrique. Nous analysons les aspects critiques des économies africaines, des secteurs les plus anciens et les plus traditionnels jusqu'aux domaines où les entrepreneurs jouissent des technologies de pointe.

Au début de chaque chapitre nous avons inséré un court résumé des étapes clé pour la réussite, ainsi que les challenges et opportunités auxquelles les états africains seront confrontés. Le dernier chapitre rassemble toutes les suggestions sectorielles afin de fournir un modèle exhaustif pour les leaders africains.

Cette structure et les solutions proposées reflètent la diversité des auteurs. Une moitié de l'équipe consiste en collaborateurs de longue date, Greg Mills et Jeffrey Herbst. Pour ce projet s'est joint à eux le Major-Général (à la retraite) Dickie Davis, qui a plus de trois décennies d'expérience de la mise en œuvre des décisions d'hommes politiques, souvent dans des circonstances difficiles, de Bosnie à l'Afghanistan, et qui a dédié une bonne partie de sa carrière post militaire à l'Afrique Subsaharienne. Enfin, l'ancien Président nigérian Olusegun Obasanjo, qui a probablement été confronté aux problèmes de l'Afrique plus qu'aucun autre Africain vivant.

Nous avons grandement bénéficié d'un colloque de deux jours organisé par la Fondation Konrad Adenauer en août 2016, où plus de 30 décisionnaires, universitaires et cadres supérieurs du secteur privé – tous d'Afrique ou ayant une solide expérience de différentes parties du continent – ont lu le manuscrit et fait beaucoup d'observations et de suggestions importantes. Ils ont profondément enrichi nos observations. Même si nous n'avons pas tous été d'accord sur tout, cet atelier intensif a renforcé notre vision des énormes opportunités pour une croissance significative et la réduction de la pauvreté qui sont réalisables si les leaders africains prennent les décisions difficiles mais nécessaires, et à l'inverse, des destins dystopiques qui guettent les pays si des mesures drastiques ne sont pas prises maintenant.

Remerciements

La Fondation Brenthurst, notre affiliation institutionnelle commune, a été établie en 2005 par la famille Oppenheimer. Son but est de renforcer la performance économique de l'Afrique. Nombre des expériences et des leçons décrites dans ce livre sont le résultat de notre collaboration avec un grand nombre de gouvernements africains et autres dans notre effort de développer des solutions stratégiques concrètes et d'identifier les meilleures pratiques internationales.

A la Fondation Brenthurst, nous avons eu la chance de travailler avec beaucoup de personnes extraordinaires à la production de ce livre. Leur intelligence, énergie, professionnalisme et intégrité ont été une source d'inspiration aboutissant à la publication de cet ouvrage.

Nicky, Jonathan et Jennifer Oppenheimer, en particulier, ont toujours offert à la fondation et à ce projet leur soutien inestimable. Le boursier du programme Mandela-Machel à la Fondation, Nchimunya « Chipo » Hamukoma, a été une source constante et toujours enthousiaste d'outils de référence, de tableaux et de graphiques. Ghairon Hajad fut une ressource précieuse en matière de logistique. Partenaire institutionnel de longue date de la Fondation, la Fondation Konrad Adenauer a généreusement organisé un colloque pour discuter d'une première version du livre. Toute notre gratitude va vers le personnel du lieu, la Villa La Collina, et vers Holger Dix, Terence McNamee, Leila Jack et Andrea Ostheimer pour leur rôle dans l'organisation du colloque.

M Driss Ouauouicha, Recteur de l'Université Al Akhawayn à Ifrane, a eu la gentillesse de nous accompagner lors d'un programme de recherche qu'il avait organisé pour nous au Maroc. David, Vicky, Peter et Lauren Horsey nous ont généreusement ouvert les portes de leurs maisons au Kenya et ont enduré la présence des chercheurs se prélassant et travaillant sur leur porche pendant des heures. John Kollias nous a dirigés vers du matériel pertinent sur le rôle de la technologie. Olly Stern a organisé un programme à Londres qui nous a permis de comprendre le raisonnement derrière les décisions

d'investisseurs. Christopher Clapham nous a, comme toujours, fourni un point d'ancrage à Mepal pour rédiger du matériel, alors que Lyal White fut un compagnon de route généreux en Amérique Latine. Thomas Vester et Dafydd Lewis ont organisé un itinéraire exceptionnel au Vietnam et aux Philippines, tout comme l'Ambassadeur Barry Desker à Singapour et Hery Saripudin et Pradono Anindito en Indonésie. Rod Hagger a tout géré à Lilongwe, des visites de terrain et des colloques aux roues cassées ; et Paul Norman, Mark Pearson et David Littleford, parmi d'autres, ont fait en sorte que nos mois en Zambie aient été productifs et confortables. Notre compréhension de l'industrie minière a été enrichie par une table ronde qui eut lieu au Royal Zambezi Lodge en avril 2016 et qui aboutit au Zambezi Protocol.¹ Paul Cluver a généreusement partagé son temps et ses contacts dans la communauté fermière du Cap occidental, tout comme Lampie Fick à Caledon. Joe Siegle a avancé des réflexions uniques et utiles sur la relation entre la démocratie et le développement. Branko Brkic nous a permis de reproduire du matériel publié antérieurement dans le *Daily Maverick*², tout comme Ray Hartley du *Rand Daily Mail*³. Johnny Clegg a non seulement trouvé le temps de commenter cet ouvrage, mais a aussi fourni le proverbe zoulou au début du livre, qui pourrait être la meilleure description de la ténacité dont les auteurs comme les leaders ont dû faire preuve.

Tom Alweendo, Isaac Kgosi, Phillip Carter, Fidèle Sarassoro et Ahmed Shire ont tous contribué à organiser les entretiens avec, respectivement, les Présidents de la Namibie, de la Côte d'Ivoire et du Botswana, ainsi que le Premier ministre de l'Éthiopie. Les ambassadeurs Louis Pienaar et Dahan Ahmed Mahmoud, avec Anthony Makutuma et Matt Pascall, ont organisé une mission à Nouakchott en Mauritanie en octobre 2016.

Un grand merci à Jean Bourdin de l'Alliance Française de Johannesburg, dont les conseils ont été précieux, à Eva Arissani, Laurent Chauvet, Hannelise Brand et Hélène du Preez, qui ont produit une superbe traduction du texte original, à Tim et Jackie Sheasby, qui ont travaillé d'arrache-pied pour créer un beau design, et enfin, à Saul Musker pour avoir fait de cette édition, une réalité.

Le livre vient accompagné d'une chanson, « Mama Afrika », chantée et composée par Robin Auld et Greg Mills. Elle peut être téléchargée à partir du site web de la Fondation Brenthurst, www.thebrenthurstfoundation.org.

Dernier point, mais certainement pas des moindres, nos familles respectives nous ont encouragés de façon désintéressée à 'en finir avec ça' et nous ont laissé le temps et l'espace pour le faire !

OO, GJBM, JIH et RRD,

Abeokuta, Johannesburg, Washington et Marlborough

A propos des auteurs

Greg Mills dirige la Fondation Brenthurst, basée à Johannesburg, depuis sa création en 2005. Il est l'auteur des best-sellers *Why Africa is Poor – And What Africans Can Do About It*¹ (Penguin, 2010) et, avec Jeffrey Herbst, *Africa's Third Liberation*² (Penguin, 2012). Ayant travaillé comme conseiller stratégique auprès du Président du Rwanda en 2008, il a animé des comités consultatifs au Malawi, au Mozambique et en Afghanistan, et a été employé par des chefs de gouvernement au Libéria, au Lesotho, au Kenya, en Zambie et au Zimbabwe. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Lancaster et d'une licence spécialisée d'études africaines de l'Université de Cape Town. Membre de l'International Institute for Strategic Studies et de Chatham House, et du conseil consultatif du Royal United Services Institute, il fut nommé en 2013 au Groupe de personnalités de haut niveau sur les Etats fragiles de la Banque africaine de développement. Il est professeur invité au Royal College of Defence Studies, au Collège supérieur de défense de l'OTAN et au National Defence College d'Afrique du Sud. Ses livres les plus récents sont *Why States Recover*³ (Picador, 2014) et, avec Jeffrey Herbst, *How South Africa Works*⁴ (Picador, 2015).

Jeffrey Herbst est Président et PDG du Newseum (musée de l'actualité) à Washington DC. Précédemment il était Président de l'Université Colgate, une grande université d'arts libéraux aux Etats-Unis. Titulaire d'un doctorat de l'Université Yale, il a aussi été doyen et vice-président exécutif aux affaires académiques à l'Université de Miami. M. Herbst a entamé sa carrière en tant que professeur de politique et d'affaires internationales à l'Université de Princeton où il a enseigné pendant 18 ans. Il est l'auteur de *States and Power in Africa : Comparative Lessons in Authority and Control*⁵ (Princeton University Press, 2014) et de plusieurs autres livres et articles. Il a aussi enseigné aux Universités du Zimbabwe, du Ghana, de Cape Town et du Cap Occidental. Membre du Council on Foreign Relations (Conseil américain

pour les relations extérieures), il siège au Conseil consultatif de la Fondation Brenthurst depuis 2005.

Olusegun Obasanjo est un ancien Président du Nigéria. Il a mené une brillante carrière militaire, ayant entre autres participé à la Mission de maintien de la paix de l'ONU au Congo en 1957 et ayant reçu, au nom du gouvernement nigérian, l'acte de capitulation des mains des forces opposées après la guerre civile nigériane en 1970. Ayant fréquenté plusieurs institutions éducatives, dont l'Abeokuta Baptist High School, l'Ecole militaire d'ingénierie d'Inde et le Royal College of Defence Studies à Londres, il monta au grade de général, avant de devenir chef d'état du Nigéria après l'assassinat du chef d'état militaire en février 1976. En septembre 1979, un gouvernement démocratiquement élu lui succéda. Plus tard, après le coup d'état du général Sani Abacha, il fut incarcéré pendant trois ans pour ses positions pro-démocratie, jusqu'au décès d'Abacha en juin 1998. A sa libération, il fut démocratiquement élu Président en 1999 et a accompli deux mandats. Avec à son compte plus de 30 livres publiés sur des sujets variés, il continue à poursuivre sa passion pour la résolution de conflits, la médiation et le développement, via plusieurs institutions, dont sa présidence du Forum de Haut Niveau de Tana sur la Sécurité en Afrique, et la Fondation Brenthurst.

Dickie Davis est conseiller spécial à la Fondation Brenthurst et directeur général de Nant Enterprises Ltd. Il a servi dans l'Armée britannique pendant 31 ans, avant de la quitter en 2015 avec le grade de Major-général. Au cours de sa carrière militaire, il a servi à maintes reprises dans des opérations en Afghanistan en tant que commandeur de la première Equipe britannique de reconstruction provinciale à Mazar-e-Sharif (2003), animant l'initiative de reconstruction et de développement de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité en tant qu'ingénieur en chef de FIAS IX (2006-07), et en tant que chef d'état-major du commandement régional (Sud) (2009-10). Il est l'un des vice-présidents de l'Institution of Royal Engineers, président du Royal Engineers' Museum et colonel honoraire des Royal Monmouthshire Royal Engineers (Militia). Titulaire d'un diplôme d'ingénierie civile et d'un master de technologie de la défense, il est boursier du Chartered Management Institute en Grande Bretagne et a été nommé CB (Companion of the Order of the Bath – un Ordre militaire de chevalerie) et CBE (Commandeur de

l'Ordre de l'Empire britannique) en 2004. Il est co-auteur, avec David Kilcullen, Greg Mills et David Spencer, de *A Great Perhaps ? Colombia : Conflict and Convergence*⁶ (Hurst/OUP, 2015), qui est basé sur des travaux de terrain exhaustifs en Amérique Latine et en Afrique subsaharienne.

Acronymes et abréviations

ADMARC	Agricultural Development and Marketing Corporation (Malawi)
AGOA	African Growth and Opportunity Act (accord qui prévoit une exonération des droits de douane pour les produits exportés vers les Etats-Unis par des pays d'Afrique subsaharienne)
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
BEAC	Botswana Economic Advisory Council (Conseil consultatif sur l'économie du Botswana)
BSGR	Beny Steinmetz Group Resources
CBD	Central business district (quartier central d'affaires d'une ville)
DTC	Diamond Trading Company (Botswana) (société de négoce en diamants)
EAU	Emirats arabes unis
ET	Ethiopian Airlines
FAO	UN Food and Agriculture Organization (L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
IDE	investissements direct esétrangers
FMI	Fonds monétaire international
ICMM	International Council on Mining and Metals (Conseil international des mines et des métaux)
IPO	initial public offering (premier appel public)
IPPUC	Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano de Curitiba (Institut de recherche et d'aménagement urbain de Curitiba)
MAEP	mécanisme africain d'examen par les pairs
MIT	Massachusetts Institute of Technology
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
OGM	organisme génétiquement modifié
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des nations unies
PAN	Partido Acción Nacional (Parti Action Nationale, Mexique)

PDG	Président directeur général
PIB	produit intérieur brut
PRI	Partido Revolucionario Institucional (Parti Révolutionnaire Institutionnel, Mexique)
RCA	République centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
SAA	South African Airways (compagnie aérienne nationale d'Afrique du Sud)
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SOE	state-owned enterprise (entreprises d'Etat)
SWAPO	South West Africa People's Organization (mouvement indépendantiste namibien devenu parti politique - actuellement SWAPO Party, au pouvoir)
SWOT	strengths and weaknesses; opportunities and threats (forces, faiblesses ; opportunités, menaces)
TRB	transport rapide par bus
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UPND	United Party for National Development (Zambia)
ZNBC	Zambia National Broadcasting Corporation (Société nationale de radiodiffusion et de télévision de la Zambie)

Introduction

L'Afrique peut s'attendre à un avenir difficile voire désastreux, à moins qu'elle n'agisse rapidement pour consolider la démocratie, libéraliser ses économies, investir dans les gens et les infrastructures et garantir l'Etat de droit.

Etant donné que la population de l'Afrique subsaharienne devrait se multiplier par deux pour atteindre 2 milliards en l'espace d'une génération, si les dirigeants ne prennent pas ces mesures décisives pour encourager l'investissement à long terme, le continent sera submergé par le nombre croissant de gens, surtout dans ses villes. Cependant, si les bonnes mesures stratégiques et institutionnelles sont prises, elles contribueront à créer les conditions nécessaires à un dividende démographique à forte croissance.

La nature du défi auquel l'Afrique est confrontée est évidente sur la Great East Road, route qui relie la ville zambienne de Chipata, sur la frontière avec le Malawi, à la capitale, Lusaka. Le trajet le long de cette route nationale est, au mieux, éprouvant. Si les 570 kilomètres de cette route ont, pour la plus grande partie, été refaits, entraînant l'augmentation des vitesses de circulation, cela reste toujours un slalom géant de véhicules à quatre et à deux roues, de tracteurs, camions, troupeaux de chèvres, bétail, carrioles à ânes, piétons, chiens et même de charrettes immobilisées. En suivant cette route, nous avons freiné brutalement pas moins de 20 fois pour éviter des chèvres errantes. Après, nous avons arrêté de compter.

Les camions ajoutent à la confusion, surtout à l'endroit où la route descend vers la rivière Luangwa et son pont suspendu long de 222 mètres. Une plaque au côté ouest de ce pont construit avec l'aide britannique, commémore son inauguration par le Président Kenneth Kaunda en 1968. Les paramilitaires costumés qui servent de police routière permettent à un seul camion à la fois de traverser – des camions chargés pour la plupart de nourriture industrielle et de carburant pour la Zambie et la République Démocratique du Congo, leur cabines ornées de versets bibliques et d'autres slogans, allant de « Seul Dieu sait » à l'intrigant « Troisième Base ».

La route est à l'image de la situation en Zambie. Il y a de plus en plus de gens et ils se dirigent tous vers les villes. D'ici l'an 2030, la population aura augmenté des 16 millions actuels à environ 25 millions. Un nombre croissant sera attiré vers les régions urbaines car, en dépit des sols fertiles du pays, l'agriculture n'a jamais atteint tout son potentiel, entre autres à cause de l'ingérence du gouvernement dans le prix du maïs, de l'absence de régime foncier et de la complexité et du coût en matière de logistique.

Construite pour 1 million d'habitants, Lusaka en accueille aujourd'hui 2,5 millions, et au rythme actuel, ce chiffre aura doublé d'ici 15 ans. Qui embauchera ces jeunes qui chercheront des emplois au cours des prochaines années ?

La Zambie n'a pas encore fourni de réponse. La présence de tant de véhicules à deux roues rappelle les tentatives de diversification économique, au temps de la Première République, du président Kenneth Kaunda, qui a créé plusieurs nouvelles industries locales, dont Luangwa Industries qui fabriquait à Chipata les vélos de marque Eagle. La Zambie fabriquait également des camions et voitures Mitsubishi, assemblait des véhicules Fiat, Peugeot et Land Rover, produisait des batteries à Mansa, du verre et des vêtements à Kapiri Mposhi et Kabwe, mettait en conserve des ananas à Mwinilunga et transformait des noix de cajou à Mongu. Dunlop fabriquait des pneus à Ndola pour l'exportation dans la région ; Serioes International confectionnait des costumes de marque destinées à l'exportation vers le Royaume Uni et l'Allemagne; Lever Brothers, Johnson & Johnson et Colgate-Palmolive produisaient des objets ménagers et des articles de toilette ; et ITT Supersonic manufacturait des postes de télévision et de radio à Livingstone.

Pourtant, si les industries zambiennes étaient à l'époque classées juste derrière celles du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud dans la région, peu d'entre elles existaient encore en 2016. La fabrique de vélos de Chipata était devenue un entrepôt à bière, Livingstone Motor Assemblers (à l'époque l'une de seulement sept usines Fiat dans le monde) une petite scierie, Mulungushi Textiles à Kabwe, une porcherie, et Kafue Textiles un site de stockage pour maïs. Suite à la disparition de la protection tarifaire et des mesures d'incitation fiscale administrées auparavant par l'Industrial Development Corporation gouvernementale – la clé de voûte de la stratégie d'industrialisation par la substitution aux importations – ces industries sont

parties. Les consommateurs avaient voté avec leur porte-monnaie pour des biens importés moins chers et souvent de meilleure qualité.

Les tentatives d'industrialisation ont été entravées non seulement par un manque de compétitivité et par la taille du marché zambien, mais aussi par la nationalisation simultanée des industries clés. En avril 1968, Kaunda a annoncé que l'Etat prendrait le contrôle de toutes les sociétés privées de commerce de détail, de transport et de manufacture – des mesures baptisées ensuite « les réformes de Mulungushi ». Dix-huit mois après, on a annoncé les réformes Matero selon lesquelles le gouvernement acquerrait 51 pour cent des parts des compagnies minières existantes, Anglo American Corporation et Roan Selection Trust. En 1973 ces deux sociétés ont été entièrement nationalisées et transférées à l'entité d'Etat Zambia Consolidated Copper Mines (ZCCM). Cette année-là les mines ont produit au moins 720 000 tonnes de cuivre et employaient 48 000 personnes.

Cependant, au fil du temps l'industrie du cuivre, accablée par la mauvaise gestion étatique, s'est effondrée et avec elle, l'économie. Comme il sera démontré dans le chapitre 5, la production de la ZCCM a chuté à 257 000 tonnes en 2000, année où elle n'employait que 21 000 personnes. La contribution des mines à l'économie est tombée d'un tiers de la production totale en 1973, à moins de 8 pour cent 30 ans après, avant d'entamer une lente reprise.

De plus, la Zambie n'a pas réussi à développer d'autres secteurs qui pourraient employer de nouveaux travailleurs. Par exemple, la Banque Mondiale a constaté en 1966 qu'il existait « un potentiel agricole important non exploité et une marge considérable pour le développement de l'industrie du tourisme ».¹ Ceci, comme le montre le chapitre 4, est malheureusement toujours le cas – du potentiel et des promesses au lieu de performance et de progrès.

De la même façon, un demi-siècle plus tard le tourisme – un secteur qui devrait pouvoir générer un grand nombre d'emplois – ploie sous des réglementations en évolution constante, une culture du permis, et le coût et la difficulté de se déplacer et de circuler dans le pays. Le potentiel de la Zambie est mal promu et le développement de ses parcs nationaux est incomplet. Par conséquent, et en dépit d'attractions extraordinaires comme les chutes Victoria, considérées comme l'une des Sept merveilles naturelles du monde,

le pays accueille au maximum à peine 150 000 touristes internationaux par an.

Pourtant, la Zambie était l'enfant modèle d'une nouvelle ère de croissance africaine dans les années 2000, quand la croissance de son économie était de 7 pour cent par an à partir de 2004. Cette performance était censée être due à une meilleure gouvernance et de meilleures politiques. Mais avec la chute du prix du cuivre, la croissance a ralenti, les effets exacerbés par une politique fiscale incohérente et un gouvernement porté sur la dépense. La croissance économique de la Zambie a chuté à 3 pour cent seulement en 2015.² Ce taux est à peine suffisant pour maintenir les revenus par habitant actuels, et totalement incapable de générer les emplois requis par le grand nombre de jeunes qui seront à la recherche de travail dans les prochaines années.

Les défis particuliers de la Zambie illustrent parfaitement les problèmes communs au continent tout entier.

La réalité africaine

L'Afrique a profité au cours des 20 dernières années d'une période de croissance économique sans précédent (du moins selon le bilan postcolonial). Depuis 1995, l'augmentation annuelle du PIB dans la région subsaharienne a atteint en moyenne 4,3 pour cent par an, trois pour cent de plus par rapport aux deux décennies précédentes.³ Par conséquent, les niveaux de revenus (réels) ont considérablement grimpé, de 726 dollars par habitant en 1994 par exemple, à 984 dollars en 2005.⁴

Mais ces taux de croissance n'ont pas été réalisés partout sur le continent. Dans huit pays, les revenus par personne ont en fait baissé – sévèrement dans le cas du Zimbabwe, d'environ 30 pour cent. De plus, la croissance n'a pas autant bénéficié aux pauvres que dans d'autres régions. Alors qu'ailleurs dans le monde la pauvreté a été réduite de 2 pour cent pour chaque point de pourcentage en plus de consommation moyenne par habitant, cette réduction s'est limitée à 0,69 pour cent en Afrique.⁵ Ceci s'explique en partie par le fait que la source de la croissance africaine est principalement extractive (pétrole, gaz, exploitation minière) plutôt qu'agricole ou manufacturière.

Cette constatation révèle de grandes disparités dans l'accès au financement, à l'éducation, aux soins de santé et autres services de base, ainsi que dans les perspectives d'emploi formel, notamment entre les régions

rurales et urbaines. Et en partie, cette lente réduction des niveaux de pauvreté est liée à un manque de compétences pertinentes et à l'absence du système nécessaire à leur acquisition. Alors que les taux de scolarisation en primaire en Afrique subsaharienne se sont améliorés dans la région, progressant de moins de 60 pour cent en 1970 à 100 pour cent, les taux d'achèvement et de maîtrise restent problématiques, à juste au-dessus de 60 pour cent, comparés à la moyenne globale de plus de 90 pour cent. Un niveau élevé d'illettrisme mène à une marginalisation généralisée par rapport à la vie économique et sociale productive, et il est associé à de mauvaises conditions de santé et de nutrition. Si le taux officiel de chômage pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne n'est, à 8 pour cent, que légèrement supérieure à la moyenne globale de 6 pour cent,⁶ le sous-emploi est beaucoup plus élevé. Nombre de personnes qui sont considérées comme ayant du travail sont auto-employées ou dans des emplois mal rémunérés. Les Africains travaillent pour survivre, mais dans l'ensemble, ils sont pauvres.⁷

Par ailleurs, la période faste est finie maintenant à cause de la baisse des cours des matières premières et de l'incertitude sur le marché mondial. La croissance en Afrique subsaharienne en 2016 était prévue à 1,4 pour cent – moins de la moitié des 3,5 pour cent en 2015 et nettement inférieure à la tendance au cours des deux décennies précédentes.⁸

Avant l'effondrement des cours des matières premières, des observateurs acclamaient d'un commun accord une Afrique « en marche » ou, dans le jargon contemporain, « ascendante ».⁹ Sans surprise, vu le brouillard de désespoir qui a fréquemment enveloppé le continent, une petite industrie s'est vite créée autour des meilleures perspectives pour l'Afrique – parfois basée sur un mélange d'arrogance, de foi et de données anecdotiques. Par exemple, *The Economist* a affirmé que « les 1,2 milliards d'habitants d'Afrique ... ont beaucoup de potentiel. Ils sont jeunes : au sud du Sahara, leur âge moyen est en-dessous de 25 ans partout sauf en Afrique du Sud. Ils sont mieux éduqués que jamais auparavant : les taux d'alphabétisation parmi les jeunes ont maintenant dépassé les 70 pour cent partout sauf dans une bande de pays dans le désert du Sahara. » Ceci, selon l'article, est le continent incarné par « les malls florissants de Nairobi et les ports bourdonnants d'Abidjan », ainsi que par une diminution des conflits et une amélioration des conditions sanitaires.¹⁰

Le niveau de pauvreté de l'Afrique est bien en baisse (de 61 pour cent en 1994 à 43 pour cent 20 ans plus tard).¹¹ Cependant, l'Afrique héberge environ la moitié des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde, ainsi que la majorité des Etats fragiles du monde, où la réforme et la reprise demeurent précaires. Elle a un long chemin à rattraper sur les décennies perdues des années 60, 70 et 80, quand le développement s'envolait en Asie du Sud, pour citer un exemple régional. Déjà en l'an 2000, la Banque Mondiale estimait que « Compte tenu de la croissance démographique rapide de la région, cinq pour cent de croissance annuelle (était) nécessaire pour simplement empêcher l'augmentation du nombre des pauvres ». Et d'affirmer que « Réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici 2015 nécessiterait une croissance annuelle de plus de sept pour cent, accompagnée d'une distribution plus équitable des revenus »¹².

Même avant l'effondrement des cours des matières premières, il n'y avait pas eu de transformation en profondeur de la structure des revenus de la grande majorité des pays du continent. Comme l'a affirmé *The Economist* :¹³ « Environ 90 pour cent des africains se situent en-dessous du seuil des 10 dollars par jour », alors que « la proportion de la classe moyenne des 10 dollars – 20 dollars (sauf l'Afrique du Sud, très atypique) a augmenté de 4,4 pour cent à seulement 6,2 pour cent entre 2004 et 2014 ». En outre, « au cours de la même décennie, la proportion définie comme 'moyenne supérieure' (20 dollars – 50 dollars par jour) est passée de ... 1,4 pour cent à 2,3 pour cent ». Il constate qu'il pourrait y avoir « seulement 15 millions de ménages de classe moyenne supérieure dans 11 des économies subsahariennes les plus grandes (en excluant l'Afrique du Sud et en utilisant une fourchette de 15 dollars – 115 dollars par jour) ».

L'amélioration de la croissance économique de l'Afrique au cours de ce siècle a été un accomplissement notable. Cependant, à l'avenir il faudrait faire plus pendant une période plus soutenue, surtout qu'il est improbable que le boom des matières premières du début du siècle se répète.¹⁴ Les enjeux seront d'autant plus importants quand la vague de la croissance démographique s'abattra sur les pays d'Afrique.

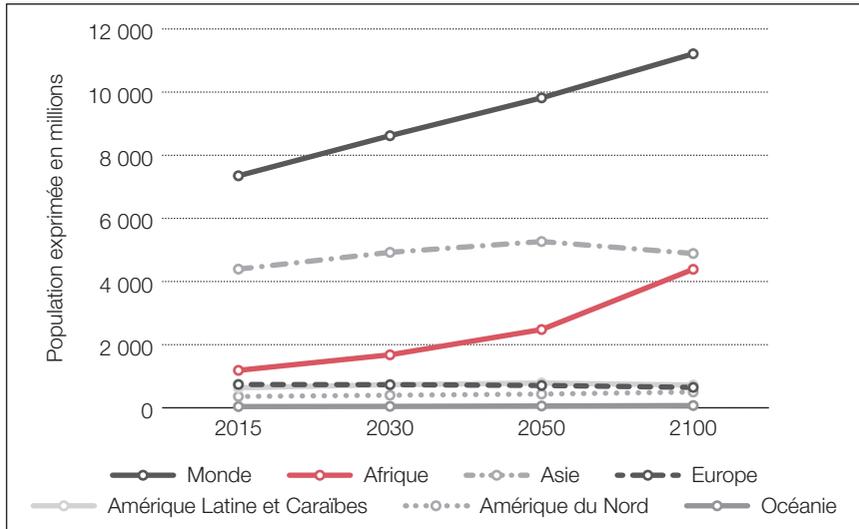
Les gens : le défi fondamental pour l'Afrique

Ce livre pose une question qui est fondamentale pour l'Afrique et pour tous ceux qui se préoccupent de la réelle réduction de la pauvreté dans le monde. Est-ce que l'Afrique peut, à l'instar de l'Asie de l'Est, réduire de manière significative le nombre de gens à faible revenu, et récolter les bénéfices concomitants en matière de mortalité infantile, de santé infantile et maternelle, d'éducation et de bien-être, que d'autres nations, autrefois considérées comme désespérées, ont réalisés ces dernières années ? En particulier, compte tenu de l'énorme augmentation des populations qui va s'effectuer dans tout le continent, est-ce que suffisamment d'emplois seront générés pour employer le très grand nombre de jeunes qui en résultera ?

Nous croyons que ces questions doivent être posées maintenant afin de préparer les économies à la réalité démographique à venir. Si les leaders attendent jusqu'à ce que les populations aient considérablement augmenté, les mesures qu'ils pourront proposer viendront trop tard pour leurs citoyens sans emploi. La population totale de l'Afrique devrait plus que doubler d'ici 2050, pour atteindre 2,4 milliards. Selon l'ONU, l'Afrique devrait représenter plus de la moitié de la croissance démographique mondiale entre 2015 et 2050. La quasi-totalité de cette croissance se réalisera dans les 49 pays de l'Afrique subsaharienne, représentant 2 milliards de ce nombre. Ce livre cible principalement ce phénomène démographique.¹⁵ Même l'expansion rapide de la population asiatique semble bien modeste en comparaison : cette dernière aura augmenté d'un facteur de 3,7 entre 1950 et 2050, alors que le facteur équivalent de l'Afrique devrait s'élever à 5,18 de 2000 à 2100.¹⁶

Le statisticien suédois Hans Rosling a constaté que « la population augmente en Afrique pour la même raison qu'elle avait augmenté d'abord en Europe, puis aux Amériques et ensuite en Asie. C'est quand la population part d'une phase où beaucoup d'enfants sont nés et beaucoup d'entre eux meurent. Ensuite le taux de mortalité baisse et [quelque temps plus tard] le taux de naissance suit. »¹⁷

Figure 1 : Projections démographiques de l'ONU selon la variante moyenne, 2015–2100

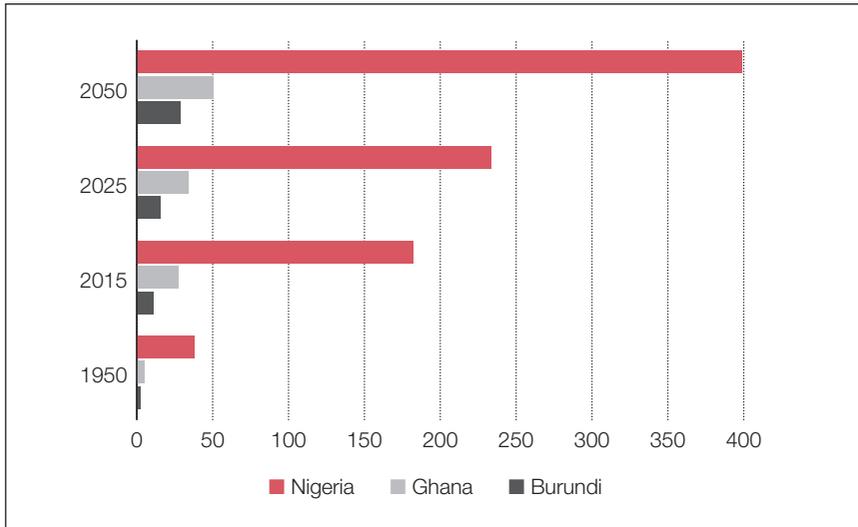


Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, Division de la population. *World Urbanisation Prospects : The 2014 Revision* (Perspectives d'urbanisation dans le monde, révision 2014), <https://esa.un.org/unpd/wpp/DataQuery/>

D'ici 2050, les populations de 28 pays africains devraient plus que doubler. En 2100, 10 pays africains devraient avoir multiplié par au moins cinq leur population: l'Angola, le Burundi, la RDC, le Malawi, le Mali, le Niger, la Somalie, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. Il y a un lien entre la pauvreté et la croissance démographique, quand cette dernière est particulièrement élevée dans le groupe des 48 pays désignés par l'ONU comme les moins développés, dont 27 se trouvent en Afrique. Les augmentations africaines sont annoncées malgré la probabilité d'une réduction substantielle des niveaux de fertilité. La projection par variante moyenne de l'ONU prédit une chute de la fertilité moyenne allant de 4,7 enfants par femme en Afrique (de 2010 à 2015) à 3,1 de 2045 à 2050, atteignant 2,2 pendant la période 2095 à 2100. Après 2050, l'Afrique devrait être le seul des grands continents à subir encore une croissance démographique substantielle. Par conséquent, la part du continent dans la population globale devrait atteindre 25 pour cent d'ici 2050 et 39 pour cent en 2100.

Pour mettre en relief la nature perturbatrice de la croissance démographique que l'Afrique va subir, la Figure 2 montre la croissance de trois pays : le Burundi (relativement petit), le Ghana (un pays de taille moyenne) et le Nigéria (le géant du continent).¹⁸

Figure 2 : Populations nationales dans des années sélectionnées (en millions), 1950–2050



Source : Département des affaires sociales et économiques de l'ONU, Division de la population. *World Urbanisation Prospects : The 2014 Revision* (Perspectives d'urbanisation dans le monde, révision 2014), <https://esa.un.org/unpd/wpp/DataQuery/>

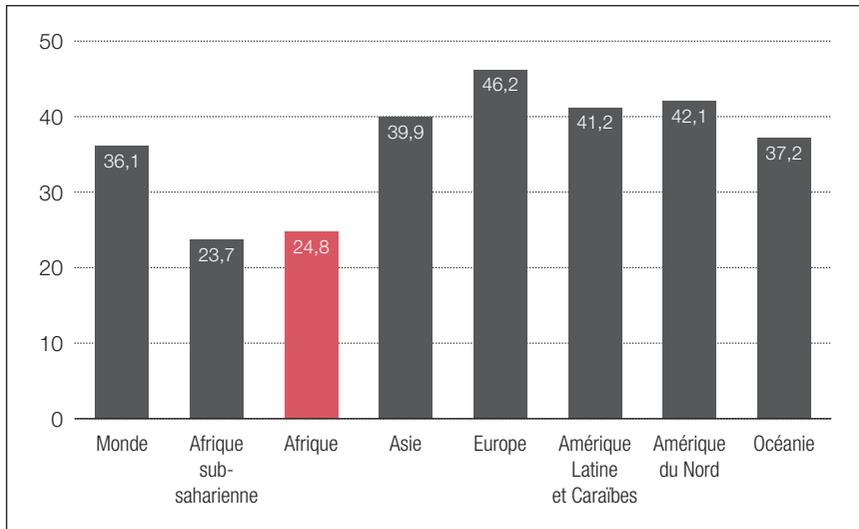
La population de chaque pays aura augmenté proportionnellement à sa taille entre 1950 et 2050. Au cours de la relativement courte période (selon les normes démographiques) de 2015 à 2025, elle croîtra de 20 pour cent (au Ghana), 33 pour cent (au Burundi) et 31 pour cent pour le Nigéria. Par conséquent, tous les trois seront radicalement différents en 2035 par rapport à leurs populations en 2015.

La croissance démographique de l'Afrique, comparée au déclin des populations dans le reste du monde, implique qu'elle sera de plus en plus différenciée par l'âge de sa population. L'Afrique sera beaucoup plus jeune que le reste du monde. Comme l'a affirmé *The Economist* : « Les Africains représenteront une part de plus en plus grande de la population jeune dans le monde : en 2100, ils représenteront 48 pour cent des jeunes en-dessous de l'âge de 14 ans. »¹⁹ Autrement dit, 10 des pays les plus jeunes du monde sont en Afrique.²⁰

Le Niger est le pays le plus jeune d'Afrique et du monde, avec un âge moyen de 14,8 ans seulement, la moitié du chiffre mondial de 29,6 ans – le résultat d'un taux de naissance élevé et une espérance de vie courte. Le taux de fertilité moyen du Niger est de 7,6 enfants, comparé au chiffre

mondial de 2,5, et l'espérance de vie est de 58 ans seulement. L'Ouganda est le deuxième pays le plus jeune et le Tchad le troisième, avec un âge moyen de 16 ans.

Figure 3 : Estimation de l'âge médian de la population totale en 2050



Source : Département des affaires sociales et économiques de l'ONU, Division de la population. *World Urbanisation Prospects : The 2014 Revision* (Perspectives d'urbanisation dans le monde, révision 2014), <https://esa.un.org/unpd/wpp/DataQuery/>

Par contre, presque partout dans le reste du monde, on vieillit. En 2015, le segment de la population au-dessus de l'âge de 60 ans représentait 12 pour cent de la population mondiale. Au rythme actuel de la croissance, plus de 3,2 pour cent par an, les plus de 60 ans représenteront en 2050 un quart ou plus des populations de tous les grands continents du monde sauf l'Afrique.

Exploitée à bon escient, et bien planifiée, la croissance démographique africaine et la grande proportion de tant de jeunes gens qui en résulte présentent une puissante force motrice de changement avec des opportunités pour compenser le manque de main d'œuvre qui s'ensuit. (Il existe une situation similaire dans d'autres pays du monde où des populations vieillissantes créent l'opportunité de fournir des services pour cette tranche d'âge.) Soixante pour cent de la population d'Afrique et 45 pour cent de la main d'œuvre ont moins de 25 ans, avec environ 10 à 12 millions de jeunes accédant au marché du travail chaque année. La proportion des jeunes

dans la population totale devrait atteindre plus de 75 pour cent en 2015 et ne diminuera probablement pas avant une génération ou plus. La Banque Mondiale, par exemple, estime que le dividende démographique pourrait générer 11 à 15 pour cent de PIB entre 2011 et 2030. Mais une telle croissance présuppose l'amélioration de l'éducation et des compétences et l'existence d'infrastructures convenables et de systèmes capables d'employer des jeunes, ainsi que des gouvernements efficaces pour mettre tout ceci en place.

Sans cette planification et des politiques favorables au développement, il pourrait s'ensuivre un désastre démographique et une incitation aux troubles sociaux et à l'accélération des migrations, aussi bien à l'intérieur du continent africain que vers l'Europe et ailleurs. Le choix est entre les mains des décisionnaires africains.

De façon critique, le grand nombre de jeunes qui atteindront l'âge adulte au cours des prochaines années auront besoin d'emplois.

Le Fonds Monétaire International (FMI) estime qu'afin d'optimiser son dividende démographique croissant, le continent devra produire en moyenne 18 millions d'emplois à haute productivité par an jusqu'en 2035. L'afflux de jeunes gens exigera un rythme de création d'emplois extrêmement rapide, voire sans précédent. Le FMI constate aussi qu'au cours de cette période il faudrait mettre en place des politiques pour effectuer un transfert progressif d'emplois du secteur informel, qui représente environ 90 pour cent des 400 millions d'emplois dans les pays à faible revenu en Afrique subsaharienne, vers le secteur formel.²¹

Jusqu'à présent, la création d'emplois en Afrique n'a pas suivi les taux actuels de naissance. *African Economic Outlook 2015*,²² par exemple, rapporte que seulement 7 pour cent de la population des 15 à 24 ans dans les pays africains à faible revenu avait un emploi « décent ». Dans les pays africains à revenu intermédiaire, ce chiffre était légèrement plus élevé à 10 pour cent.²³ Soulignant le défi, la Banque mondiale estime que malgré des efforts considérables, en 2030 environ 19 pour cent de la population de l'Afrique vivra toujours dans la pauvreté. Ces 300 millions de gens représenteront à ce moment-là 80 pour cent de la population mondiale vivant avec (l'équivalent, en 2005, de) moins de 1,25 dollars par jour.²⁴

Les risques que représente un grand nombre de jeunes numériquement connectés, sans emplois, sont élevés.²⁵ Ils ne resteront pas les bras croisés à attendre le changement : ils l'exigeront. A l'avenir, les efforts politiques se

focaliseront de plus en plus sur les villes, les jeunes et les technologies qu'ils utilisent.

En même temps, les lieux où vivent et travaillent les gens en Afrique sont en train de changer. On s'attend à ce que les pays au sud du Sahara deviennent la région de la planète à l'urbanisation le plus rapide. Le pourcentage de personnes vivant en ville dans cette région augmentera de 16 pour cent pour atteindre 56 pour cent en 2050.²⁶ Au cours de cette période, environ 2,5 milliards de gens s'ajouteront à la population du monde, presque 90 pour cent de cette augmentation s'opérant en Asie et en Afrique.²⁷ Par exemple, Lagos – qui avait une population de 1,4 millions en 1970 et 5 millions en 1991 – atteindra les 25 millions d'ici 2020, rivalisant avec le Caire pour le titre de la ville la plus peuplée du monde. La croissance urbaine de l'Afrique va de loin dépasser le taux historique des régions développées et en développement. Alors que la population de Londres a augmenté de 2 pour cent par an entre 1800 et 1910, se multipliant par deux tous les 35 ans, certaines villes africaines voient leurs populations doubler tous les 10 ans, avec des taux de croissance de plus de 7 pour cent par an.²⁸

Jusqu'ici, comme il sera démontré, l'urbanisation en Afrique n'a pas suivi la croissance économique à l'échelle qui a été constatée ailleurs. Pour citer la Banque mondiale, on ne peut pas décrire les villes africaines « comme étant économiquement denses, connectées, et vivables. Elles sont plutôt surpeuplées, déconnectées, et chères ».²⁹ Les migrants urbains sont majoritairement passés d'emplois peu productifs dans des communautés rurales à des emplois tout aussi inefficaces dans des zones urbaines à faible revenu. Ni les migrants, ni les économies africaines n'ont cueilli les bénéfices économiques des agglomérations urbaines, de la main d'œuvre concentrée ou des économies d'échelle.

L'inévitable concentration dans les villes d'une population en pleine croissance change la donne pour l'Afrique, d'une façon ou d'une autre.

Les vieilles politiques qui ont figuré à des degrés variables à travers le continent – l'ingérence gouvernementale dans l'économie, la corruption, et l'incapacité de se focaliser sur la croissance – non seulement ne serviront pas la population, mais – plus grave encore – si ces politiques restent inchangées, elles mettront les leaders face à des populations de plus en plus agitées. Ces conditions ont le potentiel de déstabiliser les gouvernements et de mettre fin au mandat des dirigeants non performants. Dans une Afrique plus peuplée et

plus urbanisée, le destin des leaders sera à l'avenir beaucoup plus directement lié à la performance économique.

Matières premières : gérer l'effondrement

Pendant le boom des matières premières, l'optimisme ambiant voulait que les économies africaines étaient en train de se transformer et qu'elles ne dépendaient plus de l'exportation des matières premières. En 2010 le McKinsey Global Institute affirmait que « l'histoire de la croissance africaine ne s'explique qu'en partie par le boom des matières premières. Les ressources naturelles ne représentaient que 24 pour cent de la croissance du PIB de l'Afrique de 2000 à 2008 ». McKinsey avançait que « les raisons essentielles pour l'envolée de la croissance africaine étaient l'amélioration de la stabilité politique et macroéconomique, et les réformes microéconomiques ». Cependant, McKinsey assurait ses arrières en affirmant que le continent continuerait à bénéficier de « la demande croissante mondiale pour le pétrole, le gaz naturel, les minerais, les aliments, la terre arable et autres ressources naturelles ».³⁰

Cette analyse a alimenté le rapport très optimiste sur l'Afrique de McKinsey, *Lions on the Move*, publié en 2010.³¹ Le rapport affirme : « Nous constatons que la poussée de croissance en Afrique s'est étendue à travers les pays et dans tous les secteurs et que ses origines dépassent largement le boom mondial des produits de base, » et fait remarquer que, « L'Afrique recèle de vastes opportunités commerciales potentielles, en particulier pour les entreprises dans les industries en contact avec des consommateurs (comme la vente en détail, les télécommunications et les banques) ; les industries liées aux infrastructures ; toute la chaîne de valeur liée à l'agriculture ; et dans les industries liées aux ressources. » Le rapport affirme : « Les dirigeants et investisseurs du monde ne peuvent pas se permettre d'ignorer l'immense potentiel du continent. »

Mais depuis que la demande chinoise ralentit, il est clair que l'argument niant la dépendance de l'Afrique à l'égard des produits de base comme moteur de la croissance était faux. McKinsey a sous-estimé l'influence des exportations de matières premières sur l'économie intérieure dans sa globalité. Il est clair aussi que le rapport s'était trompé concernant le rythme et l'étendue de l'amélioration de gouvernance et l'appétit des gouvernements

africains pour les changements de politique. Six ans après, McKinsey revisite sa thèse africaine dans *Lions on the Move 2*.³² La seconde version reconnaît la décélération de la croissance africaine et la divergence entre les pays. « Certains pays ont maintenu une croissance rapide alors que d'autres ont subi un ralentissement marqué à cause de la baisse des prix des ressources et d'une instabilité socio-politique plus élevée », admet-elle. Pour progresser, les gouvernements et « les entreprises d'Afrique devront améliorer leur performance ».

Quelle que soit la valeur et la justesse de ces prédictions audacieuses, il est clair que la croissance économique africaine ne peut pas continuer à s'appuyer sur les matières premières, non seulement parce que la pérennité de la demande est discutable, mais aussi parce que les produits de base ne fournissent pas les emplois dont l'Afrique a besoin. La hausse des prix tenait essentiellement de la demande de la Chine, dont la part dans la consommation mondiale de métaux a augmenté de 6,4 pour cent en 1990 à 43,9 pour cent en 2015. Cependant, la hausse annuelle de la consommation de métaux en Chine a diminué de 10,3 pour cent pendant la période 1995 à 2008, à 3,2 pour cent entre 2010 et 2014.³³ Les taux de croissance de la Chine devraient continuer à reculer au fur et à mesure de sa transition d'une économie manufacturière vers une économie de services et de consommation.

La fin du super cycle des produits de base a été suivie par la raréfaction d'autres sources de financement. Au cours de la décennie commençant en 2015, 17 pays africains ont émis des obligations libellées en dollars à des investisseurs étrangers alors que les investisseurs se tournaient vers l'Afrique pour de meilleurs rendements. La première obligation en dollars du Ghana a été sursouscrite quatre fois. L'obligation à 10 ans de la Zambie, émise en 2012, a été sursouscrite 24 fois et vendue au rendement de 5,6 pour cent.

Les annulations de dettes de 30 pays africains ont ramené la dette externe dans la région d'un pic de 76 pour cent du PIB en 1994 à 25 pour cent en 2008, permettant aux gouvernements africains de faire de nouveaux prêts. Alors que près de 14 milliards de dollars de dettes ont été émises en 2014 et 2015, le marché a ralenti à cause de la baisse des prix des produits de base et l'affaiblissement des monnaies africaines, et alors qu'ailleurs des taux d'intérêt à la hausse s'installaient.³⁴ Si le rapport médian dettes-PIB du continent n'est qu'à 42 pour cent, il avait franchi les 50 pour cent dans certaines des anciennes économies de boom, dont la Zambie, et au Ghana il avait dépassé

les 70 pour cent. Si rien ne change, la liquidité africaine risque de se dégrader alors que la date de remboursement de ces obligations, majoritairement après 2020, approche.³⁵

En outre, il semblerait que peu de pays africains aient profité des années « fastes » des prix élevés des matières premières pour fondamentalement transformer leurs institutions, leurs stratégies et leur politique. L'Indice de liberté économique de la Heritage Foundation est un système compréhensif de classement qui évalue les pays selon l'état de droit, la performance fiscale, la réglementation et l'ouverture des marchés. L'indice n'est pas parfait – aucun système qui prétend classer tous les pays ne l'est – mais il permet des comparaisons cohérentes entre les nations et les époques.

Entre 2010 et 2015, selon cet indice, l'Afrique n'a pas fait beaucoup de progrès. Le rang moyen des pays de la région a grimpé de 54,07 à 54,95 (le plus élevé, Hong Kong, atteignant 89,6). Dans les classements, le continent africain est passé d'une position qui aurait été (dans le tableau de 2015) plus ou moins à égalité avec le Surinam à la 129^{ème} place, à l'égalité avec l'Égypte à la 124^{ème} place.³⁶

L'amélioration de gouvernance peu impressionnante de l'Afrique est confirmée par d'autres classements. L'Ibrahim Index of African Governance de 2016,³⁷ le 10^{ème} dans la série publié par la Fondation Mo Ibrahim, a fait état d'une légère amélioration de la gouvernance, d'un point par rapport à la décennie précédente. Mais ce gros titre cache quelques tendances inquiétantes. En 2015 presque deux tiers des citoyens africains vivaient dans des pays où la sécurité et l'état de droit s'étaient dégradés au cours des 10 années précédentes. Le score moyen du continent pour l'indicateur de corruption et de bureaucratie a lui aussi périclité au cours de la décennie écoulée, avec 33 pays indiquant une détérioration. Parmi eux 24 ont obtenu en 2015 leur plus mauvais score jamais enregistré. Et deux tiers des pays du continent, représentant 67 pour cent de la population africaine, ont signalé une détérioration dans la liberté d'expression au cours des 10 dernières années.³⁸

Des processus administratifs et de réglementation sont déterminants pour assurer une croissance satisfaisante et pour créer des emplois, comme il s'est avéré dans d'autres régions. En fait, pour reprendre le commentaire de Paul Collier, quand les prix des produits de base sont bas, c'est le moment idéal pour réviser les règles, parce que tous les acteurs comprendront qu'il

ne peuvent pas simplement surfer sur la vague des prix élevés et que la gouvernance est donc essentielle pour la promotion de la croissance.

Même si personne ne peut prévoir le cours des prix des matières premières dans le futur, et que beaucoup de ceux qui ont essayé ont fini par se ridiculiser, il semblerait que les prix sont revenus à « l'ancienne norme ». Il serait imprudent de croire que les prix élevés de la décennie précédente reviendront de sitôt – peut-être jamais.

Meilleures pratiques : à quoi ressemble le développement ?

Malgré les défis auxquels l'Afrique est confrontée, nous restons optimistes quant aux perspectives du continent, car d'autres pays ont réussi à surmonter ce qui semblait être des barrières similaires insurmontables. La pauvreté n'est pas une fatalité. On en sait aujourd'hui beaucoup, à travers le monde, sur les façons de développer les économies et d'améliorer les niveaux de vie.

Vers la fin 2015, moins de 10 pour cent de la population mondiale vivait dans de l'extrême pauvreté, malgré l'utilisation d'un nouveau chiffre de revenu journalier pour définir cette catégorie : 1,90 dollars au lieu de 1,25 dollars.³⁹ En fait, en dépit des discours sur l'inégalité grandissante entre les riches et les pauvres, ces dernières décennies ont vu la plus grande réduction de la pauvreté de l'histoire du monde. Au cours des 20 années suivant 1990, la proportion de gens vivant dans l'extrême pauvreté, par rapport à la population totale des pays en voie de développement, a été coupée en deux pour tomber à 21 pour cent – une réduction de près d'un milliard de personnes.

La réduction de la pauvreté est en grande partie due aux événements dans l'Asie de l'Est. Les trois-quarts de cet effet viennent des progrès économiques de la Chine qui a arraché à la misère 680 millions de gens au cours des 30 années suivant 1980. Elle a diminué son taux d'extrême pauvreté de 84 pour cent à seulement 10 pour cent en 33 ans.⁴⁰

Les taux de pauvreté ont décliné au cours des 30 dernières années en grande partie parce que la croissance des pays en voie de développement a progressé d'un taux annuel moyen de 4,3 pour cent de 1960 à 2000, à 6 pour cent entre 2000 et 2010. On estime qu'environ deux tiers de la réduction de la pauvreté sont dus à la croissance.

Mais le besoin d'aller beaucoup plus loin jouit d'une large reconnaissance et soutien au niveau international, comme en témoigne l'adoption,

le 25 septembre 2015 par l'Assemblée générale de l'ONU, de 17 Objectifs « ambitieux » de développement durable – la suite des Objectifs du Millénaire pour le développement.⁴¹ L'étendue de la pauvreté en Afrique est aussi mise en évidence, comme il est indiqué plus haut, par l'urbanisation galopante sur tout le continent où la disette et l'excès existent côte à côte, et par l'inquiétude à propos de l'inégalité croissante, au niveau mondial, entre les générations. Alors que dans le passé, les générations nouvelles pouvaient espérer des revenus supérieurs à ceux des générations précédentes, ce n'est plus nécessairement le cas.

En effet, nous ne sous-estimons pas une seconde les défis auxquels les gouvernements africains sont confrontés en voulant promouvoir la croissance et réduire la pauvreté. Ce livre décrira en détail les durs choix que les leaders africains devront faire afin de changer nombre des pratiques devenues courantes au cours du demi-siècle depuis l'indépendance de la plupart des pays africains.

En même temps, des études de pays en développement à travers le monde illustrent l'importance d'efforts soutenus pour promouvoir une gouvernance favorable au changement économique radical. Dans les années 50, par exemple, développer les économies en Asie de l'Est était considéré comme difficile, voire impossible, notamment pour des raisons dites « culturelles », dont le Confucianisme. La Chine a également pendant des années été considérée comme une cause perdue.

Même si aucun pays ou région n'est complètement analogue à un autre, l'expérience de l'Asie de l'Est démontre bien les résultats extraordinaires qu'un gouvernement déterminé peut obtenir.

Singapour, qui a obtenu son indépendance en 1965, un an après la Zambie, illustre la divergence entre deux pays et deux continents. En 2016, le revenu par habitant de la Zambie était, à 1 000 dollars, un peu plus de trois fois plus élevé qu'à l'indépendance en 1964 ; le PIB par habitant de Singapour, à 56 284 dollars, était plus de 50 fois supérieur à ce qu'il était en 1965. Il est difficile d'imaginer le Singapour d'aujourd'hui comme un trou perdu, pauvre et fragile. Cette cité-Etat est pourtant née d'une crise lors de sa séparation d'avec la Fédération Malaise, sur fond de *konfrontasi*⁴² avec l'Indonésie, et déchirée par des sensibilités et différences raciales, ethniques et religieuses. Avec Lee Kuan Yew à la barre de cette transformation, les actions de l'Etat ont toujours été

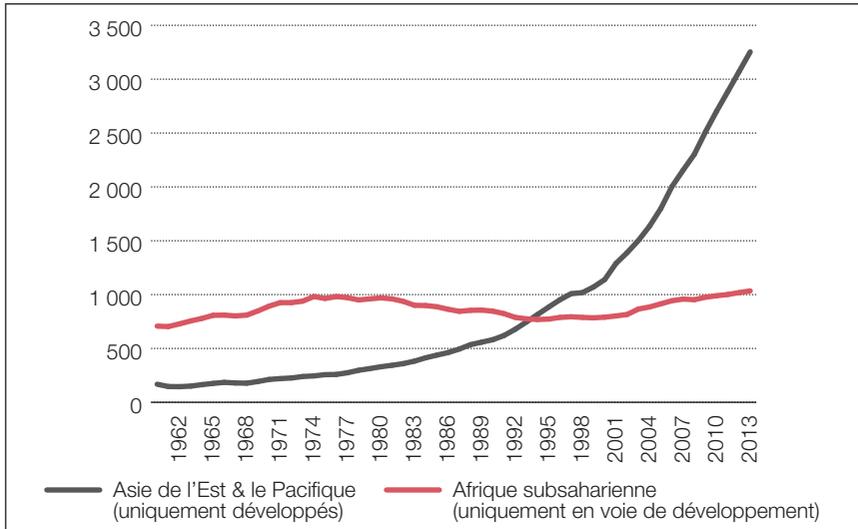
guidées par des principes commerciaux, et contrebalancées par la délégation des pouvoirs et la responsabilité partagée parmi les « pères fondateurs ».⁴³

On peut en apprendre beaucoup sur les perspectives de l'Afrique en observant la performance de Singapour. Mais malgré nombre d'opportunités, les leçons de cette transformation et d'autres, similaires, n'ont pas été tirées.

Paradoxalement, l'Afrique semble être partie dans la direction opposée. « En 1968 », raconte l'ancien Premier ministre du Kenya, Raila Odinga, « une équipe de Singapouriens est venue au Kenya pour apprendre de nous, puisque nous étions à l'époque un pays plus développé qu'eux. » Quarante ans après, selon Odinga, « En tant que Premier ministre, j'ai participé à un voyage d'étude à Singapour avec six ministres. Celui-ci était le dernier d'une série de voyages entrepris par le gouvernement kényan, dont il n'était jamais sorti aucun rapport et dont les participants gardaient tout enseignement pour eux. J'ai dit que ce voyage devait être différent, que nous devons transformer nos conclusions en actions. A notre retour, j'ai demandé à chaque ministre de rédiger un plan d'action basé sur ce qu'il avait appris à Singapour, puisque ce n'était pas la peine de réinventer la roue. Chaque ministre était chargé de préparer son plan d'action par rapport à notre Vision 2030. » Mais Odinga constate, affligé, qu'après son départ du gouvernement en 2013, « il ne s'est plus rien passé ».⁴⁴

Pourtant, au moment de la décolonisation, l'Asie de l'Est semblait jouir de peu d'avantages par rapport à l'Afrique. Les sociétés traditionnelles de l'Asie de l'Est se caractérisaient souvent par des rivalités ethniques, des institutions fragiles et une gouvernance limitée en dehors de la capitale, une démocratie trébuchante, une agriculture de subsistance, des relations commerciales externes fragmentées et une hiérarchisation sociale aigue. Ces conditions caractérisaient aussi beaucoup d'Etats africains.⁴⁵ Les deux continents avaient subi l'exploitation coloniale et le pillage des ressources, où le clivage entre conquérants et conquis était basé sur la race, même si les souverains coloniaux avaient tendance à favoriser certains groupes locaux par rapport à d'autres. Et sur les deux continents, les colons étaient imposés aux locaux, provoquant une hostilité intense.⁴⁶ Non seulement ils ont hérité de frontières artificielles et de mauvaises conditions commerciales, mais leurs peuples se sont retrouvés avec un piètre estime de soi, en colère contre les étrangers mais manquant de confiance en leurs propres capacités, et soupçonneux envers leurs concitoyens.

Figure 4 : Comparaison de l'Asie de l'Est et de l'Afrique : 50 ans de revenus par habitant (en 2005 \$), 1960–2013



Source : Données de comptabilité nationale (Banque mondiale) et fichiers OCDE de données de comptabilité nationale, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators&preview=on#>

Pourtant, la région de l'Asie de l'Est a prospéré. Comme Barack Obama l'a constaté lors de sa première visite sur le continent africain en tant que Président américain en juillet 2009,⁴⁷ le colonialisme à lui seul n'explique pas le tribalisme, le patronage, le népotisme, la corruption et les politiques d'autodestruction qui ont causé le retard du développement du continent par rapport aux besoins de ses populations et par rapport à ses pairs dans d'autres régions.

Alors que la plupart des pays d'Asie de l'Est ont dû, comme l'Afrique, accepter une composition ethnique complexe résultant de la colonisation, ceci n'a pas provoqué d'instabilité endémique, dans la plupart des cas. L'Asie de l'Est aussi a dû faire face à un capital humain sous-développé, et pourtant ses Etats ont, pour la plupart, rapidement fait de leurs populations un atout en investissant dans l'éducation. Alors que la capacité institutionnelle de l'Afrique est citée comme un obstacle au développement structurel, certains pays d'Asie de l'Est ont développé leurs économies malgré des institutions beaucoup moins bien dotées à l'indépendance que celles des pays africains.

En fait, à certains égards les pays africains étaient mieux lotis que leurs homologues asiatiques au moment de l'indépendance. Après tout, peu de

pays africains ont subi le lourd tribut et la dévastation des conflits à l'échelle du Vietnam, de Laos et du Cambodge.

Malgré la tendance actuelle à désigner l'aide internationale comme seule cause de tous les problèmes de l'Afrique,⁴⁸ les pays asiatiques ont eux aussi reçu des montants relativement importants des donateurs. Dans les années 60, les montants d'aide par habitant reçues par les deux régions étaient similaires. Si certains pays asiatiques (comme la Corée du Sud et Taiwan) ont bénéficié d'un flux d'aide particulièrement généreux et continuent à en bénéficier (le Vietnam), ils se sont gardés de devenir dépendants de cette seule source de revenu. Les pays asiatiques ont fait bon usage de l'aide, grâce à une meilleure gouvernance, des politiques rationnelles, une planification efficace et une définition claire et ferme de la propriété des projets.⁴⁹

L'approche descendante et la planification centrale comme moyens de contrôle et de développement économique ont lamentablement échoué en Asie de l'Est, tout comme en Afrique et ailleurs où l'on a voulu les imposer – aussi intellectuellement cohérents et séduisants qu'ils puissent paraître aux yeux du leadership postcolonial. Les deux régions subissaient les mêmes problèmes caractéristiques de gigantisme et d'exploitation socialistes. Cependant, les pays asiatiques qui ont abandonné ce système – la Chine, le Cambodge et le Vietnam, par exemple – ont immédiatement prospéré.

Un meilleur environnement politique explique également le fait que certains pays de l'Asie de l'Est (le Vietnam, encore, ou la Malaisie, par exemple) ont su profiter au mieux de leurs ressources naturelles abondantes sans pour autant se limiter à la transformation de produits naturels, ce qui les aurait rendus vulnérables aux fluctuations des prix.

L'écart entre les performances de l'Asie de l'Est et de l'Afrique n'est pas non plus attribuable aux systèmes politiques, même si, pour certains, la réussite en matière de développement de l'Asie de l'Est a été utilisée pour justifier l'autoritarisme, vu que les économies de la région ont atteint des taux de croissance économique élevés sans que les citoyens accèdent pleinement aux droits politiques.

Démocratie et développement

Etant donné l'expérience historique postcoloniale de l'Afrique, nous avançons que la démocratie et le développement vont de pair. Il ne s'agit pas de choisir

l'un ou l'autre, la démocratie ou la croissance, mais plutôt de laisser ces deux aspects se renforcer mutuellement – aussi séduisant que des dirigeants africains (et certains en dehors de l'Afrique) puissent trouver l'autoritarisme comme système de gouvernement pour « faire avancer les choses ».

Comme nous l'expliquons au chapitre 2, nombre de leaders africains ont répondu aux aspirations de la majorité de leurs citoyens en remplaçant des régimes autocratiques – le système de gouvernement de prédilection dans les années 60 à 80 – par des démocraties électorales. Inévitablement, il y a eu des retours en arrière, et beaucoup d'institutions ainsi que les élections qui les ont sous-tendues, ont été défectueuses. Il y a d'autres excellentes raisons de maintenir ces démocraties plutôt qu'une préférence anecdotique pour un « dictateur bienveillant ». D'abord, comme il sera démontré plus bas, des autocrates bénins qui se consacrent au bien-être du peuple, comme dans le modèle est-asiatique, sont rare en Afrique. Ensuite, les observations empiriques le démontrent clairement : les démocraties africaines se développent plus rapidement, sont plus sûres pour ceux au pouvoir et sont plus prospères que les autres options.

Jusqu'à présent, il était difficile de reproduire le modèle est-asiatique d'autoritarisme doux en Afrique. Puisque Singapour, par exemple, est une petite île compacte, ses dirigeants pouvaient avancer que la population était obligée de faire des sacrifices, vu les challenges réels que poseraient la Malaisie et l'Indonésie si Singapour restait un pays pauvre. Aussi, peu de pays africains – vu les difficultés qu'ils ont à surmonter – ont vu, ou peuvent s'attendre à voir, la « légitimité par la performance » qui était un facteur essentiel dans l'obtention et le maintien de la confiance des citoyens de singapouriens en leurs leaders formidables.

Beaucoup d'autres aspects de la réussite économique de l'Asie de l'Est ont été négligés par les défenseurs des autocraties. Parmi eux sont un fort investissement dans l'éducation, une bureaucratie réactive, la création d'une politique susceptible d'attirer des investissements commerciaux, des salaires bas, une forte productivité, des investissements dans les infrastructures, l'augmentation des rendements agricoles comme une incitation initiale à la croissance, et une focalisation inconditionnelle sur la compétitivité.

Globalement, le facteur le plus marquant de différenciation entre l'Afrique et l'Asie de l'Est est, comme il est souligné dans ce livre, la relation entre le gouvernement et le secteur privé. L'expansion du secteur privé en

Afrique a souvent été un tabou, et ce non seulement pendant la période après l'indépendance. Les colonialistes – qu'ils soient britanniques, français, portugais ou belge – quelle que soit leur idéologie en Europe, ont mis en place des Etats hautement interventionnistes qui empêchaient activement l'enrichissement économique des peuples indigènes, tout en protégeant les colons blancs, les entreprises coloniales et le capital monopolistique.

En général, les leaders africains qui ont émergé après les indépendances ont trouvé les systèmes économiques dont ils héritaient à leur goût (une fois débarrassés de tout racisme), surtout que l'interventionnisme d'Etat offrait beaucoup d'opportunités de patronage. Etendre le contrôle et l'intervention d'Etat était l'un des rares leviers qui leur restaient dans un contexte de faiblesse généralisée de l'Etat. Ce modèle a été exacerbé par l'incapacité de ces libérateurs de prévoir une stratégie au-delà de la redistribution à leurs électeurs préférés.⁵⁰ Par la suite, les élites africaines sont majoritairement restées indifférentes vis-à-vis de réformes majeures et de libéralisation, à part quelques ouvertures du système opérées de façon fragmentaire (des opérateurs de téléphones portables aux investissements dans les infrastructures), de manière à restreindre toute menace au statu quo.

Par conséquent, le taux d'investissements capables de diversifier les économies et de créer des emplois en Afrique, notamment dans l'industrie, est resté très faible.

Inculquer un sentiment d'urgence et de responsabilité

Les mendiants gagnent leur vie aux carrefours de la ville de Fès. Ce sont des subsahariens, aux dires de notre collègue marocain. « Ils traversent le pays en travaillant afin d'atteindre l'Europe. » On estime à 1 million le nombre de migrants subsahariens qui, en 2016, attendaient le long de la côte nord-africaine – principalement au Maroc, en Algérie et en Libye – avec l'intention de se frayer un chemin vers le continent européen. Dans le Sahel, la ville d'Agadez au Niger (un lieu de passage entre l'Afrique de l'Ouest et du Nord depuis le 15^{ème} siècle) était devenue un épiceutre du trafic des migrants avec plus de 20 000 passages par mois en 2016, pour la plupart venant d'Afrique de l'Ouest, et en particulier du Nigéria.⁵¹

Vu les projections sur la croissance démographique du continent, il est clair que sans croissance économique, la pauvreté de l'Afrique menace de

submerger l'Europe. Tandis que l'Europe fera des efforts pour protéger ses frontières et pour faire en sorte que les africains restent en Afrique, on ne peut pas s'attendre à ce que les européens soient plus à même d'encourager et d'améliorer la croissance économique africaine que les africains eux-mêmes, ou qu'ils s'y engagent plus volontairement.

Pourtant, comparé à l'Asie de l'Est, l'Afrique n'a pas le même sentiment d'urgence ou le besoin d'effectuer des réformes pour répondre à cette crise imminente, en particulier les réformes visant à augmenter radicalement la croissance et le nombre d'emplois. En partie, ceci est une réflexion de l'hostilité envers le capital étranger. C'est aussi lié au manque d'aptitudes et à un leadership défaillant. Et cela révèle une incapacité à apprendre de l'expérience des autres.

L'objectif du continent ne devrait pas être de reproduire le modèle asiatique, mais d'apprendre de l'Asie et d'autres régions à croissance rapide, pour créer une vision qui permettrait aux leaders et aux citoyens de prospérer ensemble. Passer par une « bonne » crise – c'est-à-dire, profiter des opportunités créées par une crise pour introduire des changements difficiles et jusque-là peu séduisants – a été un élément clé, catalyseur de réformes en Asie et en Amérique latine, notamment en Colombie, au Chili, en El Salvador et au Costa Rica.

En identifiant et en profitant d'un sentiment de crise, les leaders africains devront éviter la « tyrannie de l'urgence » et plutôt créer une vision commune de la façon dont leurs pays devront progresser. L'un de nos collègues nous a rappelé qu'un « nationalisme discipliné est la sauce secrète du développement ». Ceci peut être une référence à l'attachement profond des leaders est-asiatiques au bien-être du peuple, quel que soit le système de gouvernement formel. En l'absence d'une vision commune selon laquelle des sociétés toutes entières peuvent avancer, les leaders seront incapables de situer leurs actions dans un contexte plus large, des électeurs critiques ne comprendront pas pourquoi on leur demande de faire des sacrifices, et la stabilité politique sera inévitablement menacée.

Tout comme les arguments pour affronter cette crise vont au-delà des statistiques pour répondre aux espoirs et aux craintes des gens, il en est de même pour les méthodes. Le colonialisme et l'exclusion raciale ont laissé des blessures profondes, issues d'injustice et de rivalités, qui ont laissé un legs de méfiance envers les affaires et en particulier envers les entreprises

étrangères. Dans cet environnement, l'émotion est aussi importante dans la considération des options de politique que l'empirisme.

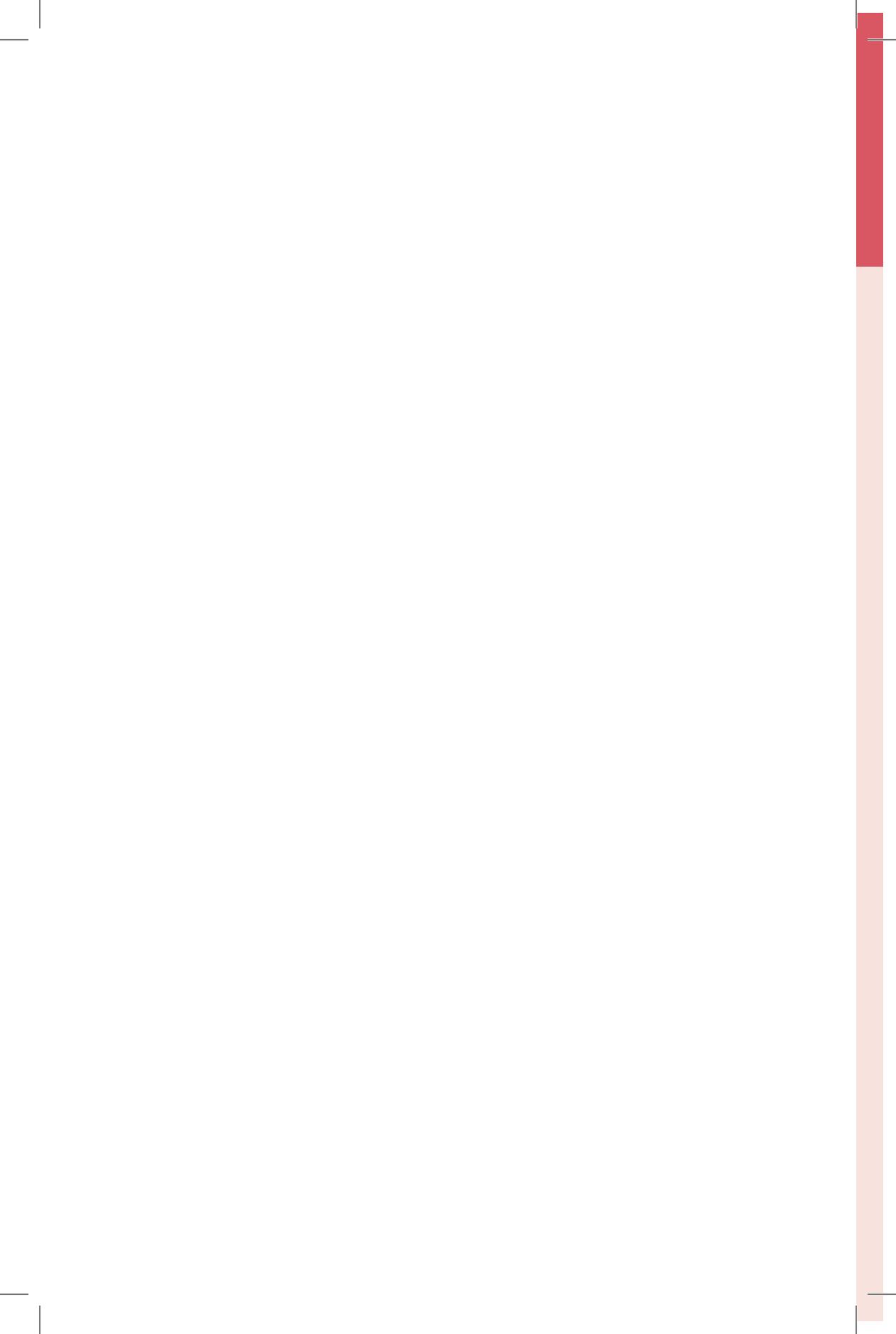
Par conséquent, les leaders devant d'entrée de jeu développer une 'idéologie de la croissance' qui va au-delà des documents de vision sans substance qui jonchent le paysage politique. Au lieu d'employer toujours plus de consultants, les gouvernements et les partis au pouvoir devront se débarrasser de leur animosité envers les entreprises. Une telle approche présuppose que les gouvernements réussissent à s'entendre avec les entreprises et qu'ils rectifient les attitudes étouffantes allant de l'indifférence bienveillante à l'antagonisme ostentatoire. Les entreprises, pour leur part, devront bien comprendre et assumer leurs responsabilités sociales au sens large, d'une façon ouverte et transparente visant à instaurer et à maintenir la confiance. Dans le cas contraire, la croissance rapide de la population risque de s'accompagner d'une crise sociale et politique accélérée, et à terme, la déliquescence de l'Etat entraînant une tragédie humaine à grande échelle.

Les chapitres ci-après se penchent sur les secteurs critiques qui composent les économies des pays africains, et illustrent des modes de réforme et de meilleure pratique.

1^{ère} Partie

La situation des populations, des institutions et des structures d'Afrique





Les gens et les villes

Une réussite en cinq étapes :

- Percevoir les villes comme des moteurs de croissance diversifiée et de création d'emplois en Afrique. La croissance basée sur les zones urbaines représente un changement dramatique par rapport à celle basée sur l'exportation de ressources naturelles, qui a été au cœur de la plupart des économies africaines.
- Prendre des mesures urgentes est la seule façon de confronter l'explosion démographique urbaine imminente.
- Se focaliser sur le financement et l'autorité au niveau des villes, afin de redéfinir les ressources pour permettre aux administrations locales d'adresser le défi des populations croissantes.
- Promouvoir la densification de l'offre de logement et des solutions de transport rentables pour réaliser le dividende urbain.
- Assurer la sécurité au niveau local, en tant que facteur catalyseur de bien des changements.

Défis et opportunités : Jusqu'ici, la croissance rapide de la population africaine n'a pas été suivie par une augmentation d'emplois. L'urbanisation en Afrique ne semble pas encore produire les améliorations en matière de croissance économique et de qualité de vie obtenues ailleurs, notamment en Asie. A la place, les villes africaines grandissent de façon plutôt improvisée, surchargeant au-delà du point de rupture les infrastructures et services existants, et incapables d'améliorer la productivité et de créer des emplois. Une hausse de la population peut être une bonne ou une mauvaise chose, selon la réaction du gouvernement au niveau de la création d'emplois et de l'absorption des gens par le secteur privé.

Statistiques clés : Selon L'Ibrahim Index of African Governance de 2016, 33 pays africains ont subi un déclin de la sécurité et de l'état de droit depuis 2006 – la moitié d'entre eux de façon significative. Près de la moitié des pays du continent affichent leur pire score jamais atteint dans cette catégorie,

au cours de la période 2013 à 2015. L'indice a « démontré un lien fort entre la sécurité et l'état de droit d'une part, et la performance des gouvernements de l'autre ».¹

Hillbrow est la partie la plus densément peuplée de la ville de Johannesburg. C'est un pot-pourri de nationalités, de coutumes, de cuisines et de langages, un mélange d'informel et de formel, de légal et d'illégal. Une trempette dans son labyrinthe révèle une fable de la ville moderne africaine.

Notre guide s'appelle Brighton.² Il a quitté l'armée zimbabwéenne en 2005 « pour de plus verts pâturages », dit-il, et travaille comme garde de sécurité d'une école depuis 2009. « Aucun groupe ne domine dans les quartiers », dit-il pendant que nous roulons vers l'est, même si, évidemment, il y a des poches de saveurs ethniques. « Il y a plus de somaliens et de bangladais à Mayfair », constate-t-il alors que nous descendons la rue commerçante. « Ici il y a plus d'étudiants », dit-il, pointant du doigt un groupe de jeunes se prélassant sur un balcon à Berea. « Mais tout le monde est mélangé – nigériens, ghanéens, zimbabwéens, malawiens, mozambicains. Nous devenons tous sud-africains pour survivre. »

Le quartier de Hillbrow est un rectangle orienté du nord au sud, d'une surface d'un peu plus de 1km² et qui accueille officiellement 100 000 personnes, peut-être le double, comparé à la moyenne à Johannesburg – un peu moins de 2 500 par kilomètre carré.

L'une des 50 plus grandes villes du monde et la plus riche d'Afrique du Sud, Johannesburg a été fondée sur les richesses de son sous-sol. Elle abrite 7 millions de personnes, la majeure partie de la population de la province de Gauteng, bastion de l'économie sud-africaine.

Aujourd'hui, Hillbrow est synonyme de l'effondrement de la gouvernance dans les années 90 et de l'exode des Sud-africains blancs aisés vers le nord de la ville ou plus loin. L'illégalité est flagrante partout – Brighton désigne du doigt plusieurs hommes faisant la queue pour acheter de la drogue à un policier en civil descendu de l'arrière d'une camionnette dans O'Reilly Road. Quel type de drogue ? « De la marijuana, du crack, de l'unga (à base d'héroïne) ... tout ce que vous voulez », répond-il. Il semble cependant que l'alcool est un

plus grand vice, à en juger ses avertissements répétés pour faire attention aux ivrognes bloqués au milieu de la route ou titubant au bord du trottoir.

Mais plus que l'illégalité, c'est la coexistence des commerces informels et formels qui frappe. Des kiosques de repas et des vendeurs de légumes opèrent sur les trottoirs devant les omniprésents prêteurs sur gages, shebeen (débits de boisson illégaux), coiffeurs-barbiers, cabinets médicaux, casse-auto, magasins d'électronique et autre boucheries – des entreprises sans nom côtoyant des enseignes de marques. A Hillbrow, le commerce est de plus en plus informel. Une visite aux vendeurs d'électronique dans les rues Esselen, Twist et Kotze – pour la plupart des Ibos ou des bangladais – confirme cette tendance. On ne vous demande pas ni vous fait payer une licence de télévision (c'est pourtant requis par la loi) ; ni la TVA non plus, d'ailleurs. Pour eux, le coût d'intégrer le secteur formel et de payer des taxes serait plus élevé qu'en seraient les avantages. Tout est dans la marge.

Plus vers l'est, sur la Rue Raleigh de Yeoville, se trouve le marché congolais, plutôt bien organisé. A l'intérieur, des échoppes appartenant à des congolais et des nigériens vendent du vundu, noir et fumé, d'origine zambienne ; du tilapia salé et éviscéré ; des ignames ; des tissus wax de couleurs vives du Congo ; des piments oranges et de l'huile de piment ; des aubergines ; des conserves diverses ; et des sachets en plastique avec du tofu, du riz et de la semoule. Les prix des différentes échoppes se valent, et sont compétitifs.

Surplombant Hillbrow, Ponte City est une tour d'acier et de béton de 173 mètres de haut et de 54 étages, en forme de rouleau de papier hygiénique – la tour résidentielle la plus haute du continent. Elle a été construite en 1975, quand Hillbrow était considérée comme la « Manhattan d'Afrique ».

Conçue par Rodney Grosskopff, architecte de 29 ans, comme un symbole du mode de vie et des aspirations des années 70, la Ponte a été l'une des premières victimes de la dégradation du centre-ville et de la fuite de la classe moyenne et de leurs entreprises vers des quartiers plus sûrs et plus prospères. Vers la fin des années 90, des déchets se sont accumulés à l'intérieur du cylindre du bâtiment jusqu'à hauteur du cinquième étage, et la tour se trouvait submergée par un quartier où sévissaient le crime, la drogue, la prostitution et les armes à feu. On parlait de la transformer en prison. Cependant, 15 ans après, Ponte City vient d'être rénovée et redynamisée et abrite aujourd'hui 3 000 étudiants et travailleurs, sud-africains, nigériens, congolais et zimbabwéens, tous choisissant d'ignorer les nigériens qui

lavent des voitures à l'entrée, et se bouchant le nez contre la fumée épaisse émanant de déchets brûlées. Le loyer mensuel d'un grand appartement est de 5 000 rands (environ 400 euros) – un bon rapport qualité-prix, et commode, malgré les défis que représentent les aléas du quartier de Primrose Terrace et de Ponte.

« Nos lieux de résidence doivent être verticaux », dit Grosskopff, « sinon on ne pourra jamais atteindre nos lieux de travail, vu les distances et la circulation. La question », dit-il, « n'est pas si c'est la solution la plus logique ou la plus scientifique ; c'est si la société le préfère et si elle le permettra ».³ Et c'est vrai que vivre où l'on travaille réduit sensiblement la prime du transport.

Hillbrow n'est pas un cas isolé de croissance africaine sauvage et de potentiel de développement non réalisé – loin de là.

Juste après les panneaux interdisant de laisser tourner votre moteur au ralenti, deux énormes défenses factices d'éléphant accueillent le visiteur à l'aéroport international Daniel arap Moi de Mombasa. Début 2016, de grands travaux étaient en route pour élargir Barack Obama Road d'abord à quatre voies, ensuite à huit, en partant du rond-point de Changamwe jusqu'à Mariakani, à 36 kilomètres au nord-ouest de Mombasa, sur la route vers Nairobi.

La rue qui traverse Mombasa pour aboutir à la chaussée Makupa qui relie l'Île Mombasa au continent, est bordée d'échoppes poussiéreuses dont les façades défraîchies en tôle proposent toutes les mêmes articles : de la nourriture, des légumes, des fruits, du Pepsi et du Coca, des unités de recharge pour téléphone, des chaussures, des vêtements, du maquillage, des livres, du matériel de construction, et plus au moins tout ce qu'on peut imaginer. Le camion devant nous, l'inscription sur son hayon proclamant, « Believe me I will be there » (« Croyez-moi, j'y serai »), slalome pour éviter les touc-touc (qui prononcent leur nom quand on les démarre), les boda-boda (*moto-taxis*) et les matatu (*minibus*), et se fraie un chemin parmi les autres camions qui encombrant les trottoirs et la chaussée.

L'Hôtel Vatican, malgré son nom, n'offre que peu de conseil spirituel à ceux qui empruntent le rond-point très fréquenté de Makupa, menant à l'Avenue Kenyatta (nommée en l'honneur du leader fondateur du pays) où des vendeurs proposent des sachets d'arachides à 10 shillings, des tranches d'ananas, des bananes et des vêtements d'occasion. Les véhicules zigzaguent

pour éviter les brouettes chargées de légumes, de fruits et d'articles de ménage, ainsi que leurs pousseurs en sueur. Le Nyali Bridge, pont à quatre voies traversant la mer, et la seule route vers le nord, est situé le long d'un terrain prévu pour l'aménagement d'un immeuble résidentiel de standing. Plus au sud, on prévoit de construire un pont en complément du service de navettes existant, lourd et lent.

Des visiteurs à Mombasa auraient été stupéfiés par la fluidité de la circulation ce jour-là, même sans les nouvelles infrastructures en construction. Apparemment, selon notre chauffeur, un grand ménage a été fait quand le président Uhuru Kenyatta est venu passer un mois au bord de la mer. La solution était simple : augmenter le nombre de voies selon le flux de la circulation, et déployer des agents pour contrôler les carrefours importants.

Port principal de l'Afrique de l'est, Mombasa est le centre de l'industrie du tourisme balnéaire du Kenya. Potentiellement un moteur de croissance au Kenya et dans la région de l'Afrique de l'Est, Mombasa traite pourtant la même quantité de marchandises (780 000 conteneurs⁴) en une année que les ports les plus actifs du monde (Shanghai et Singapour) voient passer en une semaine.⁵

Au-delà du port, Mombasa a aussi du mal à développer son économie. C'est un endroit où il coûte cher de faire des affaires. Deuxième ville du Kenya et l'une des principales plaques tournantes économiques du pays, Mombasa n'est pourtant que la 6^{ème} sur les 13 villes kényanes classées dans l'Indice de Facilité à Faire des Affaires de la Banque mondiale (*Ease of Doing Business Index*).⁶ L'accès aux financements est limité et il est difficile d'obtenir des informations sur l'emploi et les marchés.⁷ Environ 80 pour cent des 1,2 millions d'habitants de Mombasa vivent dans des zones d'habitations informelles qui couvrent plus de 90 pour cent de la surface de la ville, et près de 40 pour cent vivent en-dessous du seuil de pauvreté.⁸

La majorité participe exclusivement, ou au moins principalement, au secteur informel, dans des emplois à faible valeur ajoutée.

Il y a aussi des couches d'insécurité liées aux trafics de drogue, pour lesquels Mombasa est un point de transit, et à la corruption légendaire des responsables du port et des agents des douanes. Le caractère principalement musulman de la ville complique un peu plus la donne. De 2012 à 2014, par exemple, pas moins de 21 religieux islamiques ont été abattus dans la ville. Le radicalisme et la criminalité ont de l'attrait en l'absence d'autres

opportunités.⁹ En particulier, certains jeunes de Mombasa ont déclaré qu'ils « ne faisaient plus partie du Kenya ».¹⁰

Etant donné sa situation stratégique en tant que lieu de passage vers l'Afrique de l'Est, Mombasa représente jusqu'ici une opportunité de développement ratée, où les revers du crime et du terrorisme démontrent, et en même temps exacerbent, le coût d'une mauvaise gouvernance. Pour s'attaquer aux causes profondes il faudra agir sur plusieurs fronts, allant de l'amélioration de l'efficacité du port – ce qui exigerait des niveaux de volonté politique jamais vus – au démantèlement et à la refondation des systèmes corrompus, et jusqu'à l'investissement dans des infrastructures matérielles et immatérielles au niveau de l'éducation et de l'emploi. C'est un chantier immense.

Hillbrow et Mombasa sont révélatrices des défis urbains et démographiques qui guettent l'Afrique, même si les villes portent en elles la promesse d'un développement accéléré.

L'avantage des villes

En Europe on est actuellement focalisé sur la migration africaine à travers la Méditerranée. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime qu'en 2015 plus d'un million de migrants sont arrivés en Europe par la mer, et près de 34 900 par la terre, comparé au total de 280 000 arrivées par la mer et la terre pour l'année 2014. Et ces chiffres n'incluent pas les arrivants non détectés.¹¹ Les migrants viennent principalement de l'Afrique de l'Ouest, de la Corne de l'Afrique et, depuis 2013, de Syrie pour échapper à la guerre civile. Les chiffres pourraient être bien plus élevés, maintenant et dans l'avenir. Il pourrait y avoir jusqu'à un million de gens seulement en Libye qui attendent de faire le voyage par mer, souvent périlleux, jusqu'en Europe.¹²

Mais à l'intérieur de l'Afrique, il y a eu, au cours des cent dernières années, un nombre beaucoup plus élevé de migrants d'un autre type – un nombre en augmentation constante. Ce sont ces africains ruraux qui affluent vers les villes, comme le montre la Figure 1.1, ainsi que ceux qui traversent leurs frontières vers d'autres états africains.

Historiquement, une telle croissance urbaine a été positive pour le développement et l'emploi. Les agglomérations urbaines aident à produire des économies d'échelle pour la main d'œuvre, et facilitent la mise en place

d'infrastructures et de services. Elles apportent aussi la solution à deux obstacles majeurs à la productivité : la connectivité et l'énergie.¹³ Au fur et à mesure que les pays développés substituent à la manufacture les services comme source d'emplois, la densité pourrait devenir moins essentielle, étant donné que beaucoup de gens peuvent travailler à domicile. Par contre, dans les économies où la manufacture est moteur d'emploi – ce dont certains pays africains espèrent profiter – la densité de l'offre de logement et des moyens de transport efficaces pour aller au travail sont d'une importance capitale. La réussite des transports collectifs dépend d'une offre de logement dense.

Jusqu'à présent, l'Afrique n'a pas profité de la croissance portée par l'urbanisation. Selon une étude de 2007 de 90 pays en voie de développement, l'Afrique est la seule région où l'urbanisation ne va pas de pair avec la réduction de la pauvreté (comme il a été démontré dans l'introduction).¹⁴ Et selon l'Institut Brookings, l'urbanisation en Afrique, à l'encontre d'autres régions, n'est pas due à une meilleure productivité agricole ou à l'industrialisation. Plutôt, les villes africaines sont des centres de consommation où les rentes obtenues des ressources naturelles sont dépensées par les riches. Ainsi, les villes africaines ont pour la plupart été incapables de mettre en place les infrastructures qui ont transformé des villes ailleurs en lieux de prospérité.¹⁵

Au lieu de tirer parti des avantages des agglomérations, l'Afrique reste confrontée à des problèmes graves (comme il sera expliqué au chapitre 7), notamment en matière de production et de transmission d'électricité, et la migration a eu l'effet de créer plus de congestion plutôt qu'une meilleure connectivité. Plus de la moitié des africains subsahariens urbains vivent dans des bidonvilles, dont seulement 40 pour cent ont accès à des équipements sanitaires décentes. Ces taux sont les mêmes qu'en 1990. Le rapport d'enfants en charge est 40 pour cent plus élevé en Afrique qu'en Amérique latine et 65 pour cent plus élevé qu'en Asie.

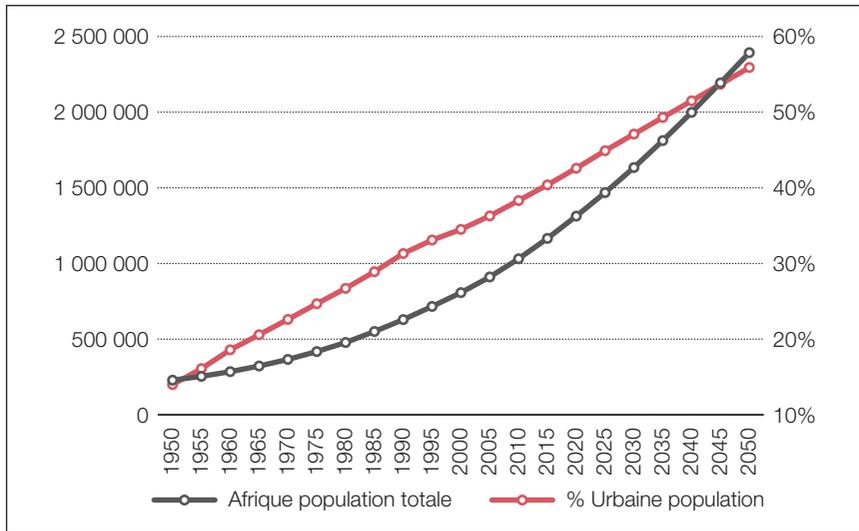
Les villes occupent l'espace où la mise en application a lieu, où les vrais problèmes se révèlent, où les décideurs se frottent aux problèmes de la société. Si le rôle des acteurs municipaux est souvent négligé, leur influence directe est souvent plus importante que celle des Présidents. En effet, la montée en puissance des gouvernements nationaux en matière d'élaboration et de mise en application de politiques est un phénomène relativement récent, poussé par la globalisation, la nécessité de constituer des armées (surtout après les

guerres mondiales du siècle dernier) et l'importance nationale de la gestion des inégalités.

Les municipalités sont par nature pragmatique et moins partisans, puisque leur mission est de « nettoyer les rues », quel que soit leur allégeance politique. Les maires sont par nécessité exécutifs et non législatifs. Ou, comme l'a dit Teddy Kollek, maire de Jérusalem pendant 28 ans, lors de négociations entre des communautés israéliennes et palestiniens : « Epargnez-moi vos sermons, et je réparerai vos égouts. »¹⁶

Pourtant, malgré leurs responsabilités de terrain, les villes, en général, ne disposent pas des outils stratégiques nécessaires. Pour reprendre les propos d'Edward Glaeser, expert de Harvard sur le développement urbain, « On ne connaît pas de meilleure voie que les villes pour sortir de la pauvreté. Ce sont elles qui transforment le mieux les civilisations. Mais il y a aussi des démons qui vont de pair avec la densité. »¹⁷

Figure 1.1 : L'Afrique : Urbanisation et population, 1950–2050



Source : ONU, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2014). *World Urbanisation Prospects : The 2014 Revision* (Perspectives d'urbanisation dans le monde, révision 2014), <https://esa.un.org/unpd/wpp/DataQuery/>

L'un des défis est le fait que l'environnement et les limites politiques n'ont pas su s'adapter au rythme et à la réalité de l'expansion. Il doit y avoir une démarcation claire entre les responsabilités municipales et nationales, combinée avec une délégation adéquate d'autorité et l'allocation de

ressources aux administrateurs des villes. A une époque où les maires sont censés « régner sur le monde », étant donné l'essor considérable de leurs circonscriptions, les autorités locales disposent toujours d'une autorité limitée et manquent d'outils de financement et de ressources.

Un second défi est celui des inégalités, et des tensions et contraintes qu'elles véhiculent. Par exemple, Cape Town, pierre angulaire de l'industrie touristique de l'Afrique du Sud, affiche néanmoins une physionomie très contrastée. Attirés par le décor de villas opulentes le long de la côte, de plages immaculées et de « vieil » argent, les visiteurs qui arrivent à l'aéroport international de Cape Town sont souvent choqués quand ils transitent par des étendues de bidonvilles où les installations sanitaires et électriques restent un luxe hors d'atteinte. Héritage de l'injustice de l'apartheid, l'inégalité des richesses se reflète dans les divisions spatiales. Les banlieues pauvres des Cape Flats (une zone plate et sablonneuse à la périphérie de Cape Town) et des townships, où sévissent les gangs, s'étendent à perte de vue autour du cœur de la ville ; par conséquent les gens vivant dans ces quartiers doivent parcourir de longues distances pour arriver à leur lieu de travail.

Cependant, la ville reste une destination attrayante pour les migrants de tout le pays et du continent, exerçant une énorme pression sur l'offre de logement, la prestation des services essentiels, les systèmes de transport public et plus que tout, l'emploi.

Selon Tim Harris, ancien Chargé d'investissements pour la Ville de Cape Town, les autorités ont trois axes prioritaires pour affronter ce nouveau défi de la migration urbaine : connecter les citoyens par des investissements dans les transports publics et les infrastructures d'information et de technologie ; maintenir un niveau élevé de prestation des services de base au fur et à mesure que la ville s'étend (dont des allocations gratuites d'eau et d'électricité pour ceux qui ne sont pas en mesure de payer) ; et garantir des solutions adéquates et appropriées aux problèmes des établissements humains.¹⁸

Pourtant, comme la plupart des villes africaines, Cape Town a une capacité limitée pour agir indépendamment du gouvernement central dans sa gestion de ses propres défis – ou, plus positivement, pour faire valoir ses atouts. Comme dans d'autres contrées, la raison pour cet état des choses se résume à l'argent et à l'autonomie.

Actuellement, la ville, avec sa population de 3,7 millions, dispose d'un budget annuel de 36 milliards de rands (2,6 milliards de dollars), dont

6 milliards de rands pour des dépenses d'investissement – comparé au budget national de 1,25 billions de rands pour une population totale de 52 millions. Quatre-vingt pour cent des revenus de la ville viennent des paiements de charges (surtout pour l'électricité), de taxes foncières et d'autres facturations. Le reste provient de trois sources : une tranche du gouvernement national, calculée selon une formule nationale ; des subventions conditionnelles du Trésor (ce qui enlève aux municipalités la liberté de dépenser selon leurs besoins) ; et une portion de la taxe sur le carburant prélevée dans la ville. La majeure partie de ces fonds (comme pour d'autres budgets municipaux) est utilisée pour l'entretien et l'expansion des infrastructures et pour la prestation de services essentiels (dont l'eau, l'électricité et l'enlèvement des ordures), grâce à ces infrastructures. Le manque de fonds est exacerbé par les « mandats non financés », comme les bibliothèques et les cliniques, ce qui laisse les villes avec « des déficits de centaines de millions de Rands pour des services fournis qui ne sont pas compensés par des revenus ou des allocations venant des structures d'en haut », dit Harris.¹⁹

Cet environnement fiscal et politique réduit sévèrement la capacité de Cape Town, mais aussi d'autres villes sud-africaines, d'agir de façon autonome, par exemple en concevant des mesures fortement incitatives pour l'investissement. Elle peut proposer des incitations « non financières » : l'accélération des autorisations d'urbanisation, des mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité, un « point de liaison » au bureau du maire pour faciliter l'investissement, et des « avantages liés au mode de vie ». Du côté financier, pour promouvoir des investissements, la ville a pu proposer des tarifs d'électricité réduits et des exonérations de frais de dossier et de contributions au développement auxquels des projets d'infrastructure sont normalement soumis. Elle peut aussi proposer des charges et des baux fonciers réduits, même si ces mesures sont controversées à l'intérieur de l'administration, surtout vu les contraintes budgétaires.

Du point de vue de la ville, la réforme la plus importante pour permettre aux villes de façonner leur propre destin serait la dévolution, par le gouvernement central, des pouvoirs de taxation. Des tentatives dans ce sens de la part des rédacteurs de la Constitution ont été victimes du manque de capacité des gouvernements infranationaux et de la tendance vers le centralisme du gouvernement national. Ceci a détruit la possibilité de

compétition au niveau de la taxation entre gouvernements locaux – un outil clé pour la promotion du développement dans le monde entier.

Un défi commun pour les villes est d'exploiter le potentiel pour la connectivité offert par la densité des habitations. Mais les villes africaines ont tendance à grandir en s'étalant et non pas par une augmentation de la densité comme l'a été le cas à Hillbrow – elles s'étendent à l'horizontale et non pas à la verticale.

Mais l'Afrique peut, encore une fois, apprendre des autres. Par exemple, la réussite de Curitiba, une ville dans le sud du Brésil, démontre comment, avec de la réflexion intelligente, une planification détaillée, de la continuité dans le leadership et une exécution déterminée, une ville peut affronter des problèmes qui paraissent insurmontables. Curitiba est célèbre pour la façon dont la conception et la mise en place d'un système de transport original a changé l'environnement et par conséquent la connectivité de la ville. Mais à y regarder de plus près, ce n'était qu'un élément d'un plan général qui a apporté de réelles améliorations à la ville et dans les vies des gens.

Curitiba et le transport rapide par autobus²⁰

Curitiba, avec sa population de 2 millions, est la capitale de l'état brésilien du Paraná. En 2010, Curitiba a remporté le *Globe Sustainable City Award* (récompense internationale pour les villes durables) pour son excellence en développement urbain. C'était mérité, car la ville a vraiment innové et intégré.

« Nous recevons beaucoup de visiteurs de Chine, d'Afrique du Sud, de Colombie et d'autres pays », dit Silvia Ramos de Urbanização de Curitiba, le régulateur de transport.

Ce n'est pas surprenant. Curitiba a créé un système de transport terrestre appelé transport rapide par bus (TRB) qui est devenu un modèle global que d'autres ont cherché à reproduire. Aujourd'hui, 250 villes dans le monde ont des TRB.

Faire fonctionner ceci requiert plus que la mobilité. Curitiba a réussi à utiliser un système de transport public terrestre relativement peu coûteux pour transformer la ville, non seulement au niveau de la circulation des gens, mais aussi au niveau de la façon dont elle utilise les terrains et les espaces publics. L'intégration a été accomplie en reliant les gens, et ceci a été essentiel pour les progrès économiques de la ville.

En 1966, quand la ville était en train d'élaborer un plan directeur, ils ont étudié des modèles de France et du Royaume-Uni, entre autres. Mais le coût d'un système de transport sous-terrain a été jugé prohibitif pour la ville, malgré sa richesse due à l'agriculture. Alors ils ont opté pour un système de transport de surface avec des voies de bus dédiées, qui coûtait à peu près un dixième du coût d'un réseau ferré sous-terrain.

Quand le système a été mis en œuvre en 1974, il transportait seulement 50 000 passagers par an. Aujourd'hui, le TRB transporte 1,7 million de personnes chaque jour sur un réseau de 85,6 kilomètres, avec six lignes et un parc de 1 368 bus, dont certains ont une capacité de 250 passagers, et qui desservent 6 500 arrêts. Les bus, qui parcourent 328 kilomètres chaque jour, sont fournis et gérés par des entreprises privées, payées au kilomètre. Les passagers paient un tarif standard d'un peu moins d'un dollar, quel que soit la distance parcourue. Ce tarif subventionne de manière croisée les gens, pour la plupart pauvres, qui habitent plus loin du centre-ville.

Jaime Lerner a été une figure centrale de ce système. Membre de l'équipe qui avait conçu la soumission gagnante pour le plan directeur de la ville, il a en 1965 participé à la création de l'Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano de Curitiba (Institut de recherche et de planification urbaine de Curitiba - IPPUC), un organisme de recherche, de suivi et de mise en œuvre financé par la municipalité.

Lerner a été élu maire trois fois, la première fois en 1971. S'il a mis en place plusieurs changements importants dans la ville, dont l'augmentation du nombre de parcs, la création d'un système de formation en apprentissage pour les jeunes défavorisés et le lancement d'un projet très réussi de recyclage, le TRB reste son accomplissement majeur et le don de Curitiba au monde.

« Il faut se représenter le TRB », dit-il, « non comme un simple système de transport, mais comme la conception d'une ville. Il a été le moteur de la croissance de la ville. Nous avons commencé modestement, mais pour chaque problème de chaque étape, nous avons innové. »

Non seulement le nombre de lignes a augmenté exponentiellement, mais les services se sont améliorés de façon radicale. Plus de 90 pour cent du parc est adapté aux usagers handicapés. Nombre d'embranchements sont entièrement intégrés, avec différents types et tailles de bus. Des arrêts de structure tubulaire ont amélioré le confort des passagers. Un système à trois voies de bus, des voies lentes et rapides pour automobiles, et des aires

d'alignement pour TRB ont été introduits pour réduire les ralentissements. Et aujourd'hui un nombre croissant de bus utilise du carburant bio, alors que l'introduction des bus électriques et hybrides (*Hibri-bus*) est imminente.

« Au Brésil tout tourne autour de la voiture », constate Lerner. « Par exemple, il y a au moins 5 millions de voitures seulement à São Paulo, qui occupe chacune 25 mètres carré d'espace sur les routes et en stationnement. Ceci correspond à la taille d'une petite unité de logement. Si même la moitié de cet espace était plutôt dédié au logement, on pourrait loger 2,5 millions de personnes de plus près de leur lieu de travail. Mais pour faire cela, nous devons fournir du transport public afin de transformer l'espace pour voitures, privé, en espace public. Dans les années 70, quand nous l'avons fait, on disait que chaque ville avec une population de plus d'un million devait avoir un métro sous-terrain. Comme nous n'en avions pas l'argent, nous avons posé la question : qu'est-ce qu'un métro ? La réponse était : c'est un système rapide et avec une bonne fréquence, pour qu'on n'ait pas à attendre. Donc, vu que nous n'avions pas les ressources pour un système sous-terrain, nous nous sommes dit, 'Pourquoi pas en surface ?' Alors nous avons utilisé les rues existantes et nous les avons reliées à la structure et à la croissance de la ville – où nous avons lié et intégré l'habitation, le travail, les loisirs et la mobilité. »

« C'est pour cela », déclare-t-il, « que Curitiba est différente. Il s'est agi de rénover et de faire évoluer le système existant ».

On estime que le TRB a entraîné une réduction d'environ 27 million de trajets en voiture par an. Avec de tels rendements, Curitiba profite depuis trois décennies d'une croissance de plus de 7 pour cent, et le revenu par habitant dépasse de 30 pour cent la moyenne nationale. Paradoxalement, Curitiba est aujourd'hui le deuxième producteur de voitures du Brésil et dispose aussi d'un secteur dynamique de services et de haute technologie.

Curitiba a réussi à faire de grands progrès par rapport aux problèmes permanents et similaires auxquels sont confrontées toutes les villes du Brésil : le transport, la gouvernance, les infrastructures et la sécurité. Pourtant, très peu d'autres villes brésiliennes ont tenté de reproduire ce succès. La raison, dit Lerner, est très simple : la politique. Selon lui, le problème réside dans le fait que « aujourd'hui les décisions sont soumises au consensus ; mais la démocratie n'est pas le consensus – plutôt le conflit géré de façon intelligente ». Au lieu de viser une solution parfaite, dont la mise en place prendra du temps, ou n'aboutira jamais, il faut faire preuve de pragmatisme :

« L'amélioration doit commencer quelque part. Parfois vous avez besoin d'un effet de démonstration pour faire avancer les choses. »

Une raison clé pour la relative réussite de Curitiba a été la cohérence dans la planification et la mise en œuvre.

Daniele Moraes est architecte à l'IPPUC. Elle rappelle que le plan directeur de 1965 n'était pas le premier dans l'histoire de Curitiba. Le premier plan de la ville a été rédigé en 1853, suivi 90 ans plus tard par le Plan Agache, qui prévoyait un centre-ville de haute densité avec des banlieues rayonnant autour vers l'extérieur – la tendance de l'époque – pour la population de 180 000. La proposition lauréate pour le plan de 1965 – la population de la ville ayant atteint 500 000 habitants – partait du Plan Agache mais en se focalisant sur une combinaison d'occupation des sols, de routes et de transport afin de fournir un meilleur environnement et développement social et économique. Depuis, il y a eu deux révisions, en 2004 et 2014.

Il ne s'est pas simplement agi de plans, mais aussi de continuité en ce qui concerne les personnes, explique Moraes. Elle signale que « Curitiba a profité de six mandats municipaux – 24 ans – où les maires étaient issus d'IPPUC. Jaime Lerner, qui a rempli trois mandats, Rafael Greca, qui travaille toujours à l'IPPUC, et Cassio Taniguchi, qui a rempli deux mandats. Ils étaient tous aussi issus du même groupement politique qui a administré la municipalité pendant 40 ans. » Elle ajoute, « Jaime Lerner était un homme politique astucieux et diplomate. Il a enseigné le recyclage aux enfants, par exemple, produisant ainsi une génération entière impliquée dans l'urbanisation et l'environnement. Il a créé beaucoup de soutien pour le changement. »

La masse critique est importante aussi. Financé par la municipalité, l'IPPUC a 160 employés, pour la moitié architectes et ingénieurs.

Evidemment, il y a des défis. Economiste de renom, Carlos Guimaraes de la FESP (Ecole d'ingénieurs de São Paulo), une université privée brésilienne axée sur le commerce, constate qu'il y a une différence entre l'équipe de l'IPPUC et « les professeurs actuellement présents à la mairie, qui ont une approche aux choses très théorique, mais ne savent pas comment les réaliser. » Et comme le rappelle son collègue Luis Fernando Ferreira da Costa, il y a toujours des manques de fonds parce que le Brésil reste un pays très centralisé. « Les impôts passent des villes aux états au centre fédéral, mais le montant de ce qui revient dépend en partie de la politique. C'est aussi une réflexion de la taille du gouvernement fédéral : tout le monde au Brésil veut travailler pour

le gouvernement. Nous avons besoin de plus de décentralisation et d'une plus grande autonomie, comme aux Etats-Unis, afin que les états puissent générer et dépenser leurs propres taxes. » Cape Town n'est pas seule.

« La résolution de problèmes », affirme Lerner, « n'est pas liée à l'échelle ou à la taille de la ville ou aux ressources financières. Le défi réside dans l'organisation, et dans la création d'une responsabilité partagée entre les citoyens et le gouvernement, et entre les secteurs public et privé. Sinon vous n'obtiendrez pas le résultat dont vous avez besoin. »

La réussite de Curitiba a été exportée partout dans le monde, entre autres vers des villes au Nigéria, en Tanzanie, en Afrique du Sud et au Maroc. Oscar Edmundo Diaz a participé à la mise en place du système TRB TransMilenio à Bogotá, la capitale de la Colombie, avec le maire Enrique Peñalosa. Le système a démarré en 2000 avec deux couloirs, 400 000 passagers et quatre opérateurs privés. En 2016 il s'était étendu à 12 itinéraires, 2,5 millions de passagers et 10 opérateurs. Sur certains des trajets, 52 000 passagers étaient transportés dans chaque direction toutes les heures – l'équivalent des métros les plus efficaces du monde. Pourtant, ceci est jugé insuffisant pour une ville de 9 millions d'âmes, et est révélateur aussi des difficultés à mettre en œuvre plus de trajets.

Peñalosa a repris ses fonctions après une absence de 14 ans, en 2015. L'une de ses missions était d'atteindre l'objectif pour 2015 de 366 kilomètres de couloirs dans le réseau, et de faire en sorte que 85 pour cent de la population habite à moins d'un kilomètre d'un système de transport public avant 2030. Diaz aussi est revenu, comme conseiller spécial auprès du maire, ayant entre-temps aidé des pays africains avec leurs propres projets de TRB. Il insiste, avec le bénéfice du recul, sur l'importance de gérer la politique des itinéraires, de sécuriser les bus et de fournir des systèmes adéquats de billetterie, ainsi que sur le besoin de densité comme condition nécessaire à la réussite des systèmes de transport de masse. « Bâissez », dit-il, « ou ces systèmes ne pourront pas tenir leur promesse ».²¹

Mais gérer les défis qui permettent l'exploitation optimale des avantages de l'urbanisation n'est pas seulement une question de planification. Les solutions pour le développement dépendent de la disponibilité des compétences appropriées et de la volonté d'investir dans la création de ces compétences. Elles exigent aussi l'amélioration de la sécurité et le maintien de l'état de droit. Un manque de sécurité compromet directement les avantages

de l'urbanisation, puisque la réponse à l'insécurité dans les villes est de séparer les gens, derrière de hauts murs ou dans des systèmes séparés de transport.

Comme il a été noté dans la préface, l'Afrique est le continent le plus violent du monde, subissant deux tiers des décès non dus à l'Etat, globalement.²² L'Ibrahim Index of African Governance de 2016 constate que l'incapacité de maintenir la sécurité et l'état de droit sur le continent « a empêché la gouvernance de progresser ». Environ 33 pays « ont subi un déclin dans la sécurité et l'état de droit depuis 2006, 15 d'entre eux de manière significative ». Comme le démontre l'indice, les quatre sous-catégories dans la catégorie de la sécurité et l'état de droit révèlent des tendances négatives, alors que la sécurité personnelle et nationale ont subi les plus grandes détériorations au niveau des sous-catégories. En outre, près de la moitié des pays du continent ont enregistré leur pire score jamais atteint dans cette catégorie, au cours des trois dernières années. L'indice conclut, « Il y a une forte corrélation entre la sécurité et l'état de droit d'une part et la performance des gouvernements de l'autre. »²³

La réalité de ces statistiques peut être constatée sur le terrain dans certains quartiers de Cape Town.

La dimension sécurité

Le père Craven Engel a le physique trapu d'un joueur de rugby. Comme son homonyme célèbre, Danie Craven, il a joué pour l'Afrique du Sud en tant que demi de mêlée.

Cela fait 27 ans qu'il travaille dans le township d'Hanover Park à Cape Town, autrefois réservé aux « coloureds » (métis) et l'un des quartiers les plus violents du monde.²⁴ Le taux annuel d'homicide dans et autour de ses immeubles à deux étages en béton a atteint jusqu'à 100 meurtres pour 100 000 habitants. A cause des niveaux élevés de violence dans d'autres townships comme Nyanga, Langa, Khayelitsha, Kraaifontein, Delft, Bishop Lavis et Philippi, Cape Town est la ville la plus violente d'Afrique du Sud et d'Afrique. Au cours de l'année de référence du 1er avril 2015 au 31 mars 2016, le poste de police de Philippi East a enregistré le taux d'homicide le plus élevé du pays, à 203,1 pour 100 000 habitants, suivi par Gugulethu à 140,1 pour 100 000 et Nyanga à 130,6 pour 100 000 personnes.²⁵ En effet, avec 52 meurtres pour 100 000, huit fois le taux mondial, Cape Town est

parmi les villes les plus dangereuses du monde, dont Caracas au Vénézuéla, San Pedro Sula au Honduras et San Salvador en El Salvador.

Bien que couvrant seulement deux kilomètres carrés, Hanover Park est officiellement divisé en deux secteurs par la police. Mais en réalité, comme on peut le voir sur la carte Google affichée dans le bureau d'Engel, le township est fragmenté en plusieurs communautés régies par des gangs : *Cowboy Town*, *Back Streets*, *The States*, *The Taliban Area*, *The Valley of the Plenty* (« la vallée d'abondance ») et *The Jungle*. Chacune est contrôlée par un groupement qui dépend d'un des deux gangs dominants, les *Mongrels* (sous le « drapeau britannique ») et les *Americans*. Les *Americans* ont récemment accouché d'une nouvelle filiale appelée ISIS – dont le pasteur tente tout naturellement de minimiser la dimension religieuse, dans cet environnement déjà compliqué et instable.

Le père Engel anime un programme, sous l'égide de l'église pentecôtiste et financé par la ville de Cape Town, axé sur la prévention de la violence, la médiation entre gangs et la réhabilitation de leurs membres. Cinq « interrompeurs », tous d'anciens membres dirigeants de gangs, y sont employés à côté du même nombre de volontaires ; il y a aussi quatre autres personnes, chargées de la capture de données ou chercheurs. L'équipe surveille les incidents liés à la sécurité à l'aide d'un système de *shot spotters* (« capteurs d'incidents ») – des micros fixés sur les feu de signalisation liés à un système Google Earth et à des téléphones portables. Cette technologie permet un suivi en temps réel des fusillades, et l'intervention et la médiation immédiates. Si les renseignements « analytiques » sont partagés, ici on fait peu confiance à la police et on n'y a pas souvent recours. En effet, on dit que les armes à feu de plus en plus lourdes utilisées à Hanover Park – comme des Uzi à 16 ou 21 tirs – viennent des arsenaux de la police.

Le père Engel a du pain sur la planche, avec en moyenne 40 à 50 meurtres par an. Au mois de mai 2016, par exemple, 325 coups de feu ont été recensés dans le township, avec cinq morts et huit blessés dans 36 incidents impliquant des gangs, dont 36 pour cent environ étaient liés à la drogue et à des guerres de territoire. Le reste de la violence, affirme le pasteur, est « sporadique » – souvent des attaques de représailles. La veille de notre visite à Ceasefire, l'ONG du père Engel, deux gangsters ont été abattus lors de fusillades punitives, dont un garde de sécurité de 15 ans.

Le père Engel admet que les gangs sont un mode de vie pour les 55 000 habitants d'Hanover Park. Ici, le chômage est endémique, malgré le taux de chômage relativement bas de la ville : 21,1 pour cent, comparé à la moyenne sud-africaine de 36,3 pour cent. Les membres des gangs, souvent déscolarisés, obtiennent leur 'rang' en prison – appelé « l'Université du crime » – dans une hiérarchie stricte de « généraux », de « capitaines » et de « tireurs ». L'activité violente se concentre sur les frontières entre les territoires, où il y a peu de mouvement de gens, et où l'éclairage fait défaut la nuit.

Il dit que la proportion d'individus à risque à Hanover Park est de moins de 8 pour cent de la population. « Si vous pouvez sortir la violence des quartiers, comme vous vous débarrasseriez des déchets en utilisant des toilettes et des égouts, alors une solution peut être trouvée. » Mais ceci n'est pas facile dans une zone où il y a un manque de confiance, où le transport pour aller au travail est cher, et où l'insécurité est partout. Le père Engel s'est substitué à l'Etat défaillant et a stabilisé la situation. Mais pour perpétuer cet état des choses, une initiative de société civile ne suffit pas. Une présence policière soutenue qui utilise les technologies disponibles est un aspect : augmenter le rapport police-population, actuellement à 439 personnes en moyenne par agent à Cape Town (avec un chiffre encore plus élevé dans certaines zones, dont des townships) pour se rapprocher de la norme internationale de 220 : 100 000.²⁶ Il y a une corrélation entre le manque de présence policière et les taux de violence, quand la moitié de la criminalité est concentré dans seulement 15 zones de la ville, selon les dires du responsable sécurité de la mairie, J.P. Smith.²⁷ Néanmoins, il faut plus que cela, dit le père Engel, « pour créer des alternatives – des emplois. Si nous pouvons créer des emplois pour seulement 10 pour cent d'entre eux, les autres se mettront à rêver. » Ce n'est pas étonnant que, dans les circonscriptions de police du Cap caractérisées par des taux élevés de meurtre, il y ait des niveaux élevés d'inégalité socio-économique et une augmentation du chômage.²⁸

L'Afrique n'est pas le seul continent à avoir été confronté par ces difficultés. Des situations qui paraissent désespérées peuvent être retournées rapidement, dans l'espace d'une génération. Le cas de Medellín, en Colombie, illustre cette promesse.

Le visage du succès

Le redressement de Medellín, la deuxième ville de la Colombie, est en partie dû à un meilleur leadership et une urbanisation améliorée. Mais il a aussi été rendu possible par une amélioration de la sécurité dans cette ville auparavant synonyme du baron de la drogue Pablo Escobar.

A une époque, Medellín affichait les taux record de crimes violents dans le monde, atteignant près de 7 000 meurtres par an à l'apogée du règne de Pablo Escobar au début des années 90. En 2008, ce chiffre était descendu à un peu plus de 1 000 homicides, puis tombé à 658 en 2014.²⁹ En 1991, pour utiliser une mesure différente, Medellín a enregistré 381 homicides pour 100 000 habitants, deux fois le taux enregistré 20 ans plus tard à Ciudad Juárez, à l'époque l'épicentre de la guerre des drogues au Mexique. En 2015, le taux d'homicide de Medellín était le même que celui de Washington DC.³⁰

L'impulsion pour ces améliorations et la croissance économique qui s'ensuivit était arrivée 20 ans plus tôt, quand les autorités ont localisé et tué Escobar dans un barrio de Medellín en décembre 1993. Sa fin signalait l'avènement d'un nouveau régime de sécurité et de renseignement, une guerre anti-droque renouvelée, et une approche pangouvernementale par rapport aux questions de sécurité et de développement.³¹ L'élection du gouvernement du Président Álvaro Uribe en 2002, en particulier, a vu un retournement dramatique de la situation en matière de sécurité de la Colombie, avec les services de sécurité dotés de plus de ressources, les dépenses sur les infrastructures augmentées et des dirigeants prêtant plus attention au détails jusque dans les zones les plus reculées de la Colombie. Ceci a ouvert la voie au processus qui a abouti à un cessez-le-feu avec les guérillas des Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (les FARC) vers la fin 2016.³²

L'action policière à Medellín est aujourd'hui dirigée à partir du centre d'expédition de pointe situé dans la mairie, où des agents suivent des diffusions sur des écrans télévision géants. Les capacités de la police se sont aussi énormément accrues. En 2015, par exemple, il y avait 10 211 agents de police pour les 3,5 millions de citoyens vivant dans l'aire métropolitaine de Medellín,³³ pratiquement le double du nombre déployé 15 ans auparavant.³⁴ En même temps, la qualité de l'action policière s'est améliorée, notamment grâce à un pourcentage plus élevé d'officiers diplômés dans les rangs³⁵ et à une meilleure coopération avec les militaires.

Medellín est aujourd'hui un modèle d'urbanisation dans le monde. Pour la ville, ainsi que pour la Colombie entière, la sécurité a ouvert la porte à beaucoup d'autres choses. Il y a également eu des changements importants dans la planification et les infrastructures de la ville, en même temps qu'une prise de conscience de l'importance pour la sécurité, comme pour la croissance, d'un système d'opération différent, avec une meilleure utilisation des espaces publics et le raccordement des zones extérieures avec le centre d'affaires. Le Projet urbain intégral a fourni à la ville son système de 'gondoles' ou télécabines qui aujourd'hui relie des lotissements informels de la périphérie, à travers une topographie extrême, au système de métro et donc au centre-ville. Le projet a aussi encouragé du développement, comme des bibliothèques et des espaces verts, autour des stations de métro.

La ligne J du réseau Metrocable de Medellín passe aujourd'hui au-dessus de La Comuna 13, l'un des barrios les plus durs de la ville. Inauguré en 2007, le système funiculaire relie les 28 000 habitants de la comuna, ainsi que d'autres, au centre de la ville. Le trajet, qui autrefois aurait impliqué des heures de voyage le long de routes étroites et sinueuses, dure maintenant 10 minutes et coûte seulement 1 \$.

Observant les toits en tôle rouillée et les maisons de brique rouge agglutinées à flanc de colline, un policier local a rappelé en 2014, « Nous avons eu un problème quand le téléphérique a commencé. Les locaux tiraient dessus d'en bas ». Le problème de sécurité a été résolu en intensifiant les patrouilles. La ligne J, l'un des trois qui traversent la ville, transporte 30 000 personnes par jour, les télécabines survolant les barrios rapidement, à 16 kilomètres à l'heure, déposant les gens de façon efficace à la station San Javier, en bas, et à La Aurora, en haut de la colline, 2,7 kilomètres plus loin.

Arrivés à la station San Javier, les usagers prennent le métro, inauguré en 1995 et construit par un consortium hispano-allemand. Chics et propres, les 27 stations et les cabines modernes du système sont un symbole du revirement du sort de Medellín. Autrefois la ville d'Escobar, la ville est aujourd'hui l'épicentre des industries minière et manufacturière de la Colombie. Le métro transporte un demi-million de passagers chaque jour, dont 350 000 habitants de la zone nord-est, où habitent beaucoup de travailleurs. Il est en train d'effacer les barrières entre des zones riches et pauvres, autrefois disparates, et de faciliter le développement des activités.

Avec le coût de la construction du Metrocable s'élevant à 10 \$ millions par kilomètre et celui du métro lui-même à 2 \$ milliards, développer le système de transport de la ville était un geste courageux. Les urbanistes de Medellín avaient réalisé qu'utiliser le métro comme axe de développement était clé pour répondre aux besoins modernes de la ville dans une période de fluctuation et d'instabilité sociales. L'expansion de la ville à partir des années 60 avait empli la Vallée d'Aburra de communautés où les conditions de vie dures étaient exacerbées par le trafic de drogue, le chômage et la violence.

Dans un cycle positif, la sécurité améliorée a entraîné la prospérité économique qui, à son tour, a renforcé la stabilité. Medellín dispose d'environ 1 750 sociétés d'export, plus que toutes les autres villes colombiennes, allant de fabricants de textiles aux services. Ils sont complétées par les mines, la production d'énergie, la construction et, de plus en plus, le tourisme. Le succès de Medellín réside dans l'ouverture, que ce soit entre ses propres communautés ou vers les marchés internationaux.

Ces développements ont contribué à changer les attitudes locales et à intégrer des communautés à la vie citadine, fusionnant ainsi le formel et l'informel. En 2013, Medellín a remporté la récompense de « Ville innovante de l'année » de l'Urban Land Institute, écartant ainsi New York et Tel Aviv.

S'élever et s'adapter à leur époque n'est pas une chose que la majorité des villes africaines aient réussies à faire jusqu'à présent – du moins, pas d'une façon aussi positive.

Conclusion : un nouveau programme urbain

Il n'y a pas si longtemps, Medellín était synonyme d'un niveau d'anarchie que même les villes les plus éprouvées d'Afrique n'ont pas encore subi. Cependant, un gouvernement dévoué avec un plan détaillé pour la sécurité, l'économie et les infrastructures a réussi à redresser une situation que beaucoup jugeaient désespérée. Les ingrédients essentiels étaient d'admettre la gravité de la situation et de prendre la responsabilité, autant pour les problèmes que pour les solutions.

La leçon positive de Medellín pour les leaders africains est que le changement est possible et que même des situations extraordinairement difficiles peuvent être résolues dans un laps de temps relativement court. Il y a une autre dimension. L'évolution positive dans des zones urbaines affecte

proportionnellement un plus grand nombre de personnes que dans des zones rurales, et ce faisant donne une impulsion considérable au dynamisme entrepreneurial et à la croissance économique.

Un effort concerté est requis de la part de l'Etat et de ses leaders pour obtenir un tel résultat. Parfois, comme dans le cas du père Engel, il y a des individus héroïques qui font de leur mieux pour améliorer leurs quartiers. Cependant, ils ne peuvent pas assurer la sécurité même de petites zones, encore moins de villes africaines hautement complexes et explosives, et il leur est difficile de faire durer leurs programmes. La croissance démographique, le manque d'emplois et l'urbanisation rapide peuvent créer de larges zones où l'autorité du gouvernement n'est pas apparente et où des criminels et d'autres peuvent circuler librement. Par conséquent, si rien ne change, l'avenir sera fait de zones de plus en plus anarchiques où les gens tentent de survivre dans des conditions de grande tension et d'insécurité. Vu les politiques actuelles, les gouvernements en Afrique ne pourront fournir ni les conditions ni les ressources requises pour que les villes exploitent au mieux leurs avantages inhérents de densité et d'échelle.

Les solutions doivent être le fait de l'économie politique si les milieux urbains doivent fournir une réponse aux difficultés extrêmes d'exclusion sociale et économique en Afrique. Dans ce contexte, existe-t-il une solution qui lierait le logement, le financement, la sécurité, la connectivité internet, le transport et la gouvernance à l'éducation, à la croissance économique, aux services de santé et à la création d'emploi ? Ce qui est essentiel ici, c'est d'assurer l'état de droit et d'éviter la corruption.

Il ne sert à rien de nier l'étendue des défis africains. Les structures urbaines africaines actuelles, comme il sera démontré au chapitre 6, ne sont pas un produit des facteurs positifs de répulsion et d'attraction, mais plutôt du désespoir. Exploiter cette opportunité pour créer un avenir différent demande l'acceptation du besoin de la densité de logement d'une part, et du rôle positif que des communautés et des entreprises informelles peuvent jouer, d'autre part. Ainsi, la planification, la gouvernance et l'architecture supposent non pas de construire du nouveau mais plutôt d'insérer des structures dans le secteur informel et de se servir des ressources et de l'ingéniosité déjà présentes pour construire.³⁶

Quelle que soit l'échelle de ces défis, et les contraintes en matière de temps et de ressources, Medellín prouve que 20 ans suffisent pour démanteler les

schémas négatifs du passé, si un bon leadership et les incitations appropriées sont en place. Le challenge pour les leaders africains réside dans le fait que de tels résultats requièrent une déviation marquée du statu quo qui a donné naissance à ces conditions.

L'aspect sécurité seul ne peut naturellement pas réussir. Le niveau des ressources militaires et financières affectées à des contextes aussi divers que l'Irak et la RDC démontre qu'il n'existe pas de solution sécuritaire aux problèmes d'un pays. La répression peut fournir une marge de manœuvre, mais la stabilité à plus long terme exige une solution politique et économique.

Démocratie et développement

Une réussite en cinq étapes :

- La démocratie et le développement sont indivisibles. Un gouvernement démocratique représente les intérêts de la population entière, et non pas d'une élite seulement.
- Les périodes de stabilité qui peuvent être créées par des régimes autoritaires doivent être considérées avec scepticisme, étant donné la performance économique supérieure et la stabilité des gouvernements démocratiques sur le long terme.
- Les démocraties doivent être façonnées de manière à traiter les défis politiques, économiques et démographiques propres aux pays.
- La démocratie est essentielle à l'émancipation des villes parce que seuls les leaders démocratiques sont capables de déléguer le pouvoir.
- Il est nécessaire d'avoir une « stratégie pour la démocratie » afin de faire face aux défis qui menacent les élections et les institutions démocratiques.

Défis et opportunités : L'objectif essentiel dans l'amélioration des économies africaines est la mise en place de structures et d'incitations qui encouragent l'expansion du secteur privé et l'enrichissement de la population. Parallèlement, les intérêts et les considérations des élites sur le continent doivent être dévalués. Les systèmes démocratiques sont, de manière générale, le mieux à même d'enrichir des sociétés entières parce qu'ils sont animés par les électeurs et leurs intérêts. Des données empiriques indiquent que les démocraties ont tendance à mieux gouverner. C'est l'obligation pour les institutions de rendre des comptes – la marque de la démocratie – qui encourage la participation politique et la bonne gouvernance économique. Mais le progrès et même la consolidation de la démocratie semblent être bloqués ou même avoir reculé dans certaines régions du continent.

Les statistiques clés : En dépit des difficultés de la construction de démocraties institutionnelles et des progrès inégaux réalisés dans ce domaine sur le continent, 70 pour cent des Africains dans 34 pays pris en compte

ont indiqué préférer la démocratie à « d'autres types de gouvernement » en 2013. Le nombre de démocraties électorales africaines est passé de seulement deux en 1980 à plus de 40 un quart de siècle plus tard. Mais le nombre de pays considérés comme « pas libres » dépasse le nombre de ceux considérés comme « partiellement libres ». Si la population du continent est la plus jeune du monde avec un âge médian de 19,5 ans¹, l'âge moyen des 10 leaders africains les plus âgés est de 78,5 ans, comparé à 52 ans pour les leaders des 10 pays les plus développés économiquement. En 2016, les cinq Présidents africains ayant exercé le plus longtemps étaient en place depuis 29 à 36 ans.

« Parmi les asymétries de l'histoire », écrivait Henry Kissinger au sujet de l'ancien Premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, « il y a le manque de correspondance entre les capacités de certains leaders et la puissance de leurs pays ». L'ancien patron de Kissinger, Richard Nixon, était encore plus flatteur. Il estimait que, si Lee avait vécu dans une autre époque et un autre lieu, il aurait pu « atteindre la stature internationale d'un Churchill, un Disraeli ou un Gladstone ».²

Singapour a été utilisée par le Président du Rwanda, Paul Kagame, comme prétexte pour ne pas démocratiser entièrement son pays. Il est vrai que la réussite économique de la nation-île est inextricablement liée au style de gouvernement de Lee. Cependant, faire référence de façon superficielle à Singapour comme alternative à la démocratie est aussi ignorer certaines vérités importantes.

Comme d'autres nations en Asie de l'Est – la Corée du Sud, la Chine, l'Indonésie et Taiwan, entre autres – Singapour s'est modernisée sous un système de contrôle politique rigide. Néanmoins, la nation-île a joui d'une extraordinaire liberté de choix de l'individu et d'ouverture économique – une dictature douce qui n'a rien à voir avec les périodes de règne autoritaire en Afrique, souvent violentes et corrompues, que Lee dénonçait lui-même. De plus, si l'image « d'homme fort » de Lee peut plaire à certains dictateurs, les réalités de Singapour allaient au-delà de la dépendance à l'égard d'une seule personne : la confiance dans les institutions, et l'amélioration des politiques et de la gouvernance pour promouvoir le développement, en étaient le fondement.

Alors que Lee était le visage humain et public du gouvernement et qu'il gérait habilement la politique et les personnalités, il était entouré d'une équipe formidable. Ses mémoires, « Du Tiers-monde à la Prospérité », révèle à quel point il estimait l'opinion de ses collègues, et qu'il y avait souvent des désaccords au sein de gouvernement sur des questions essentielles.³ Les différences d'opinion étaient tolérées, et la concurrence des idées produisait de meilleurs résultats.

En outre, Singapour s'efforçait d'attirer les gens les plus talentueux, de les payer correctement et de leur donner l'entier soutien du leadership pour faire leur travail. Comme disait Lee, « Nous avons de meilleures chances de ne pas échouer si nous respectons les principes de base qui nous ont permis de progresser : la cohésion sociale par le partage des bénéfices du progrès, l'égalité des chances pour tous, et la méritocratie, avec le meilleur candidat ou la meilleure candidate pour le poste, surtout en matière de gouvernement ».⁴

Contrairement à la xénophobie et à la politique identitaire qui règne dans certains pays africains, la mise en valeur de la diversité ethnique et la volonté d'attirer les meilleurs talents internationaux sont d'autres facteurs essentiels à la réussite de Singapour. Le pays avait une population d'un peu plus d'un million au moment de son indépendance. Des 5,3 millions d'habitants actuels, environ 1,5 millions sont expatriés, résidents permanents ou travailleurs migrants. Cette injection d'immigrants a fait partie d'une stratégie pour atteindre les objectifs de PIB, et est en corrélation avec le besoin d'innovation continue et d'efficacité de Singapour.

Sous-jacent à tout cela est la détermination de Singapour à globaliser plutôt qu'à nationaliser. Les gouvernements africains mettent systématiquement des barrières à l'importation et l'exportation de biens, et sont méfiants à l'égard des motivations d'investisseurs étrangers. Singapour, en revanche, a profité de sa situation géographique stratégique en y associant des politiques favorables et des institutions focalisées sur l'application de ces politiques. Il y a une exonération des droits sur les importations, de faibles taux de taxation, divers accords de libre-échange, et une promotion vigoureuse du commerce et des exportations, avec près de 40 000 entreprises internationales sur l'île, dont 7 000 multinationales. Singapour s'est bien gardée de brusquer les marchés ou les besoins et les sensibilités des entreprises multinationales et de la finance internationale. En fait, elle s'est

toujours efforcée de renforcer les institutions régulatrices pour éviter toute perception d'une augmentation des risques dans les pays en développement.

Les défenseurs d'une gouvernance plus autoritaire argumentent que la combinaison de faibles niveaux d'alphabétisation, de distraction et du coût d'élections régulières et du manque de leaders alternatifs forts et compétents, rendent la démocratie à l'occidentale inefficace en Afrique. Ils font part d'une préférence pour une figure forte, vraisemblablement quelqu'un comme Lee, « qui peut simplement faire avancer les choses » sur le long terme – une forme de dictature bienveillante.

Jusqu'à présent, le problème avec ce modèle est que beaucoup d'Etats africains ont déjà subi ce genre de régime à parti unique ou dirigeant unique, et qu'ils ont plutôt fonctionné comme une caricature de la dictature « de pacotille », souvent extrêmement brutale, que comme la Singapour de Lee. En Afrique, mais aussi ailleurs, les dictatures ont tendance à ne pas être bienveillantes. Tout comme ils utilisent la répression pour contrôler leurs citoyens, de la même façon ils finissent souvent dans la violence. Le problème a été que les autoritaristes africains n'ont pas adopté la focalisation sur la croissance économique, la mise en valeur du talent et la perspective mondiale qui étaient les fondements du miracle de Singapour.

Par conséquent nous croyons que la réussite économique à long terme dépend de la démocratisation des pays africains. C'est la seule façon d'obliger les gouvernements à mettre en place des institutions qui bénéficieront à la majorité. Compter sur la bonne volonté et la sagesse d'une petite élite a échoué depuis des décennies dans des dizaines de pays. A part la nécessité d'être réélu, il n'y a pas d'autre système qui forcerait les leaders africains à encourager le secteur privé et à créer des emplois face à la croissance démographique extraordinaire en Afrique.

Les progrès démocratiques en Afrique

Pendant la Guerre froide, la plus grande partie de l'Afrique était enfermée dans des systèmes de gouvernement à parti unique ou autoritaires, qui par leur nature réprimaient la concurrence des idées ou des systèmes.

Avant la chute du mur de Berlin, seuls deux pays avaient ce qu'on pouvait appeler des systèmes démocratiques institutionnalisés : le Botswana et l'île Maurice.⁵ Puis, entre 1990 et 2005, avec la disparition de la concurrence entre

les grandes puissances, et aussi de l'aide militaire et économique qui avait soutenu beaucoup de dictateurs africains, le nombre de pays qui organisaient des élections multipartites, compétitives et régulières a augmenté de façon dramatique jusqu'à 40. La Côte d'Ivoire a eu des élections multipartites en 1990 ; le Bénin et la Zambie ont suivi en 1991 ; le Kenya en 1992 ; et la Tanzanie en 1995. La Ghana et le Nigéria sont revenus au régime civil avec des élections pluralistes en 1996 et 1999 respectivement. Depuis 1991 il y a eu 36 transferts pacifiques du pouvoir aux urnes en Afrique subsaharienne.⁶

Pendant cette période, le nombre de pays africains considérés comme « libres » par le groupe de réflexion américain Freedom House⁷ s'est multiplié par presque quatre pour atteindre 11. Il est vrai qu'il y a eu un plus grand changement parmi les pays « pas libres », qui représentaient 70 pour cent du continent en 1990 mais seulement 33 pour cent en 2005. La plupart des pays qui ont quitté cette catégorie se sont déplacés dans la catégorie des pays « partiellement libres » qui est passée de 24 pour cent à 44 pour cent en 2005.

La grande surprise de la période entre 2005 et 2014, cependant, est le peu de progrès – et même la régression – en matière de réformes politiques. Le nombre de pays classés « libres » en 2014 a baissé d'un pays depuis 2005 et il y a eu quelques déceptions majeures, notamment le Mali. Mais ce qui frappe encore plus, c'est qu'après une décennie au cours de laquelle la catégorie des « partiellement libres » dépassait la catégorie des « pas libres », les pays considérés comme « pas libres » sont aujourd'hui plus nombreux que les « partiellement libres » (21 contre 18).

Bien sûr, les transitions de pouvoir en Afrique ont tendance à être fluides. Parmi ceux qui enregistrent un arrêt des progrès, dont les retours en arrière mentionnés ci-dessus, 80 pour cent reprennent en général le chemin de la démocratie dans les 3 ans qui suivent, certains plus d'une fois. Ces régimes sont faits de coalitions changeantes et souvent complexes, avec des alliances institutionnelles et ethniques, parfois avec l'armée. Des 91 Présidents et Premiers ministres à avoir été en fonction sur le continent dans des régimes civils depuis 1989, près de la moitié (45 pour cent) avaient soit servi dans l'armée, soit été des guérillas.⁸

Les obstacles à la démocratie en Afrique vont des relations avec des étrangers plus intéressés par des bénéfices à court terme – comme des revenus de minerais et de pétrole – que par le développement des institutions de gouvernance ; à des problèmes profondément ancrés d'institutions

fragiles, de nationalisme mitigé et de pauvreté durable, qui peuvent mener à une situation où un vote peut être acheté contre un repas ou un T-shirt.⁹ Les institutions démocratiques (les parlements, les cours de justice et les procureurs publics) ont souvent été embryonnaires et faibles, tout simplement parce qu'il est très difficile de créer des structures robustes. Le renforcement de ces institutions entraîne presque toujours l'amélioration de la probité financière et de la transparence, comme il est suggéré par le différentiel de croissance figurant dans la section suivante, même si la relation entre la gouvernance et la démocratie n'est pas linéaire. Les obstacles aux élections se manifestent de différentes façons. La Déclaration 2002 de l'Union africaine (UA) sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique, met en exergue certains défis en demandant que les élections soient organisées « par des institutions électorales impartiales, sans exclusivité, compétentes » et capables de rendre des comptes. Elle fait aussi appel aux Etats membres pour prévenir la fraude, les tricheries et toute autre pratique illégale.¹⁰

S'ajoute à ces problèmes un changement du niveau d'engagement de la communauté internationale dans la promotion de la démocratie. Depuis le début des années 2000, cet objectif semble avoir été remplacé par celui de la prévention de la radicalisation et du terrorisme sur le continent. Après les élections de 2016 en Ouganda les Etats-Unis ont tempéré leurs objections à cause de la nécessité de maintenir des troupes ougandaises dans la mission de l'UA en Somalie. Ayant reconnu les difficultés auxquelles l'opposition ougandaise avait été confrontée pendant le scrutin de février 2016 de cette nation de l'Afrique de l'Est – du truquage par le gouvernement, du harcèlement et un manque de transparence – le candidat aux présidentielles zambiennes de 2016, Hakainde Hichilema a déclaré, « Nous ne pouvons aider que nous-mêmes ». ¹¹ Ou, pour reprendre les propos du chef de l'opposition et ancien Premier ministre kényan, Raila Odinga, en 2016, « La démocratie est attaquée sur le continent. Les élections sont aujourd'hui organisées comme des rituels visant à perpétuer la règle des personnes au pouvoir, une obligation constitutionnelle préétablie ». Selon Odinga, ceci est dû à « l'émergence de la Chine comme acteur économique dominant. Les Etats-Unis ont été les défenseurs de la démocratie sur le continent, mais aujourd'hui ils rechignent à jouer ce rôle. Peut-être », dit-il, « qu'ils agissent dans leur propre intérêt stratégique, de peur d'être délogés par la Chine ». ¹²

En partie à cause de cette diminution de l'appétit international pour la démocratie, Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU, a affirmé que « après une période initiale de réel changement, les dirigeants se sont rendus compte que les élections ne devaient pas nécessairement mener à la démocratie : on pouvait en jouer afin de rester au pouvoir, parfois indéfiniment ». Par conséquent, dit-il, « certaines élections sont simplement des paroles en l'air lancées par des leaders non démocratiques en faveur de la démocratie ». Ce faisant ils confondent « la légalité avec la légitimité », même si les cours de justice certifient les résultats. La conséquence de « la répression avec la stabilité », surtout sur le long terme, et « d'un mandat électoral avec un chéquier vierge » est le rétrécissement de l'espace politique. « Les sociétés robustes reposent sur trois piliers : la paix et la sécurité ; le développement durable ; et les droits de l'homme et l'état de droit », écrit Annan. « Beaucoup de gouvernements croient qu'ils peuvent avoir les deux premiers sans le troisième qui inclut des élections légitimes. Ils ont tort. »¹³

Ce qui a émergé des deux scrutins de 2016, en Ouganda et en Zambie, comme il sera démontré ci-dessous, est une matrice pour des leaders en place sur la gestion en leur faveur du processus électoral : réduisez l'espace démocratique, usez de l'ingérence, abusez des ressources publiques, contrôlez les informations et, si nécessaire, modifiez les chiffres.

Ces incidents illustrent bien qu'il ne suffit pas d'avoir des élections pour revendiquer une démocratie. En effet, elles pourraient même renforcer l'autoritarisme si elles permettent la subversion du processus démocratique par des abus électoraux.

Ces dernières années cela s'est vu lors de nombre de « coups d'état constitutionnels », où les leaders ont consolidé leur pouvoir par des élections. Par exemple, Sam Nujoma, Président fondateur de la Namibie, a en 1998 introduit un projet de loi qui lui permettait de briguer un troisième mandat, en dépit de la limite constitutionnelle de deux ans.¹⁴ La Zambie et le Malawi ont fait de même en 2001 et 2003 respectivement, même si la tentative des deux dirigeants en place, Frederick Chiluba et Bakili Muluzi, n'a pas abouti. Des référendums ont modifié les constitutions au Tchad, en Guinée et au Niger. Yoweri Museveni de l'Ouganda a aboli le mandat limité en échange de la promesse d'un retour à la démocratie pluraliste en 2005.¹⁵ En décembre 2015, la Constitution du Rwanda a été modifiée par référendum pour permettre à Paul Kagame d'étendre son mandat. Il était, de fait, déjà

au pouvoir depuis 1994. Avant cet amendement, Kagame n'aurait pas pu briguer la présidence en 2017 parce que la Constitution du Rwanda limitait le président à deux mandats. Un référendum ayant approuvé l'amendement avec une majorité de 98,3 pour cent, Kagame obtenait le droit de briguer un nouveau mandat de sept ans, suivi par deux mandats successifs de cinq ans chacun, potentiellement jusqu'en 2034, date à laquelle il aura passé 40 ans au pouvoir.

Les dirigeants autoritaristes ont l'habitude de se rendre indispensables. A la question de l'ancien Premier ministre britannique, Tony Blair, en 2016, « Pourquoi briguer un troisième mandat ? », Kagame a répondu qu'il respectait simplement les souhaits du peuple rwandais. « Je n'ai pas demandé ceci », a-t-il dit. « J'ai dit, peut-être que vous devriez tenter le coup avec quelqu'un d'autre. Mais ils n'arrêtaient pas de dire, non, nous voulons que vous restiez. »¹⁶

Cependant, en comparaison, les PDG des 500 majeures entreprises américaines restent en moyenne en poste pendant 4,9 ans, plus ou moins le temps que dure un seul mandat présidentiel. La durée moyenne de la totalité des PDG est de 8,1 ans.¹⁷ Même s'il existe des exceptions, les entreprises craignent en général le rôle du PDG « impérial ».

Donc, une démocratie qui contribue à l'épanouissement économique des citoyens, se doit d'être plus qu'un simple moment électoral. Il s'agit d'assurer la séparation des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif. Il s'agit de garantir l'embauche basée sur le mérite dans tous les échelons du gouvernement, mais surtout dans les institutions essentielles de surveillance de la gouvernance ; il s'agit de réformer le processus des appels d'offre pour garantir la transparence des contrats ; et, au milieu de tout cela, il s'agit d'avoir des médias libres et vigoureux. Cela exige des hommes politiques qui se focalisent sur les choix de politique et non pas sur la politique identitaire. Quand les institutions manquent de pouvoirs ou d'indépendance, et que la gouvernance est mauvaise, les conditions sont réunies pour la « capture » des institutions publiques et la redistribution de faveurs, d'emplois et de contrats qui s'ensuit.¹⁸

A cet égard, les capitales de l'Afrique subsaharienne devraient dépasser en taille celles d'autres pays à cause de l'attraction d'éventuelles largesses, ou rentes, gouvernementales issues de ces ressources. En revanche, les villes « non capitales » africaines affichent non seulement des concentrations

réduites de population, mais aussi des taux de croissance économique plus élevés.¹⁹ La nature du système politique peut donc influencer l'urbanisation. Une étude publiée dans les années 90 a constaté que la taille des villes dans des dictatures dépassait de 50 pour cent celle des villes dans les démocraties.²⁰ Les raisons avancées pour ces niveaux relatifs de concentration étaient les tarifs douaniers élevés, le coût élevé du commerce interne, et le faible degré de commerce international. Plus clairement encore, l'étude constate que la politique, par exemple le degré d'instabilité, « détermine la primauté des collectivités ».

La force d'une démocratie ne réside pas seulement dans la nature des institutions publiques, mais aussi dans la manière dont le gouvernement interagit avec ces institutions et avec l'opposition politique.

Trois raisons pour lesquelles la démocratie est importante pour l'avenir économique de l'Afrique

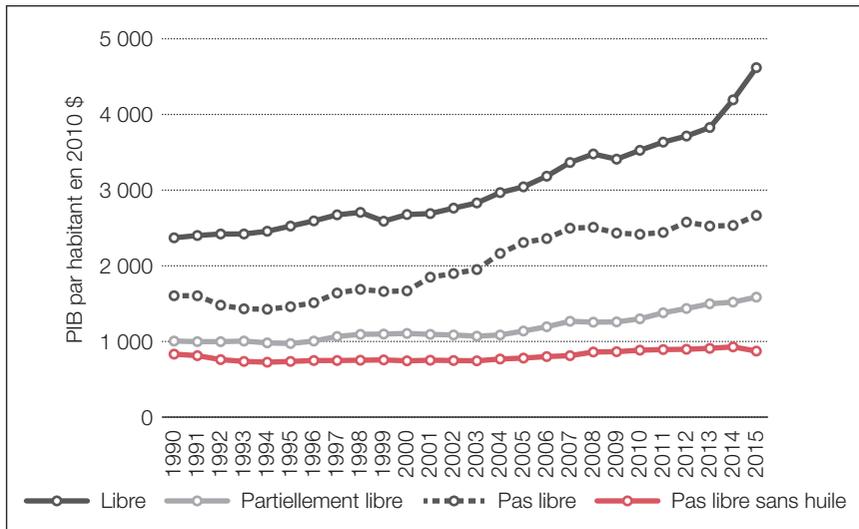
La première raison pour soutenir la démocratie en Afrique est que les démocraties du continent ont en général affiché des taux de croissance économique qui sont 30 pour cent plus rapides que ceux des autocraties. Elles sont donc mieux équipées pour créer le nombre d'emplois qui seront nécessaires au fur et à mesure que leurs populations augmentent.

Cela correspond à ce qui a été constaté mondialement et au cours d'une période plus longue. Par exemple, comme il est démontré par les recherches de Joseph Siegle et ses collègues,²¹ depuis la fin de la Guerre froide, seulement neuf sur 85 autocraties dans le monde ont réalisé une croissance économique durable. Par ailleurs, 48 de ces autocraties ont subi au moins un incident d'« expérience économique désastreuse » (définie comme une contraction annuelle du PIB par habitant d'au moins 10 pour cent) pendant cette période. Il existe un lien entre la performance démocratique et économique à cet égard. Parmi le top 47 des pays de l'Indice de développement humain de l'ONU – c'est-à-dire ceux classés comme ayant « un développement humain très élevé » – 41 sont considéré comme « libres » ; deux (Singapour et les Seychelles) comme « partiellement libres » ; et seulement quatre (Brunei, Hong Kong,²² les EAU et le Qatar) comme « pas libres ».

significativement plus élevée que la croissance dans les pays « partiellement libres » et « pas libres ».

Comme on peut le voir, la performance du groupe « pas libre » est considérablement moins bonne quand les Etats producteurs de pétrole (le Soudan, la Guinée équatoriale, l'Angola, le Gabon et la RDC) sont omis. Si la richesse en matières premières peut faire grimper les taux de croissance sur le court terme, la qualité de la gouvernance devient plus importante sur le moyen et le long terme, parce que les prix des matières premières sont cycliques, et une bonne gouvernance est nécessaire pour attirer des investissements.

Figure 2.2 : PIB par habitant en Afrique subsaharienne classé selon les indicateurs de liberté



Source: Basée sur les classements qui ont utilisé le rapport *Freedom in the World* (La liberté dans le monde) de Freedom House (<https://freedomhouse.org/report-types/freedom-world>) as well as GDP data from the World Development Indicators (World Bank national accounts data, and OECD National Accounts data files)

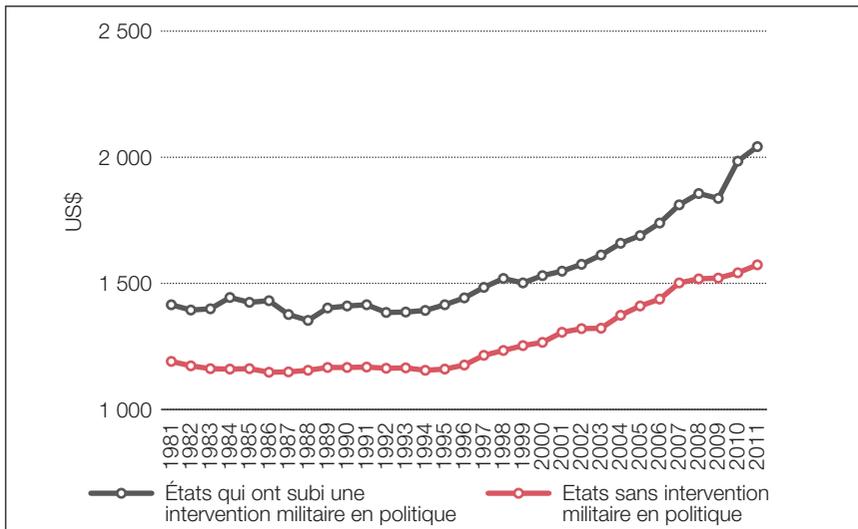
Non seulement les démocraties obligent les autorités à rendre des comptes, mais elles mettent aussi à l'épreuve les philosophies de l'espace politique. L'une des forces inhérentes des systèmes démocratiques est leur flexibilité et leur pragmatisme. Elles permettent de mettre en pratique le consensus – sur l'inefficacité de l'aide, la promotion de l'intégration régionale, la nécessité d'investir dans l'éducation et les compétences – et encouragent les institutions à fonctionner.²⁴ La démocratie rend la politique et les politiques plus compétitives – quelque chose qui fait cruellement défaut dans les

autocraties – et pour réussir, les commerces et les économies ont besoin de compétition. Donc les « dictatures bienveillantes » ont un prix : la croissance économique potentielle.

Cet argument est étayé par les mauvaises performances des régimes militaires. Depuis la fin de la Guerre froide, le nombre de régimes militaires et la fréquence des coups d'état a baissé de manière significative. Malgré l'émergence d'une littérature révisionniste sur l'impact des « bons coups d'état » en Afrique,²⁵ le bilan de gestion économique et de violence politique de la période des coups est éloquent : les militaires africains ont été de piètres gestionnaires, comparés à leur confrères civils.

La Figure 2.3 montre la différence de performance économique entre les gouvernements subsahariens où l'armée s'est abstenue de jouer un rôle politique (Botswana, Cameroun, Cap Vert, Djibouti, Gabon, Kenya, Malawi, Maurice, Sénégal, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie et Zambie) et ceux, ailleurs, où elle a été présente depuis l'indépendance.

Figure 2.3 : La performance économique des états militaristes de l'Afrique Subsaharienne contre les non militaristes (PIB par habitant en dollars US constants de 2000), 1981–2011



Source: Base de données de la Banque Mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators&preview=on#>

Les autocraties affichent généralement des déclinés économiques marqués suivis par des périodes régulières de crise. Cette volatilité est partiellement

due à leur plus grande dépendance vis-à-vis de revenus issus de ressources naturelles. Des analyses montrent aussi que les autocraties ont tendance à reculer en période de stagnation économique (c'est-à-dire quand la croissance par habitant est à moins de 1 pour cent). En effet, ceci s'inscrit dans une tendance plus large – partout dans le monde, le degré de fluctuation de la croissance est bien plus élevé dans les autocraties. Le coefficient de variation (l'écart-type divisé par la différence moyenne) pour l'expansion de l'autocratie depuis 2000 est de 4.28 ; pour les régimes mixtes il est à 2.11 ; et pour les démocraties à 1.48. Autrement dit, l'expansion de la démocratie a été de trois fois moins volatile que celle des autocraties. Concrètement, cela veut dire que les autocraties varient beaucoup plus en matière d'expansion d'une année à l'autre et les unes par rapport aux autres, que les démocraties. La constance est importante en matière de croissance et de développement ; une telle volatilité sape l'effet cumulatif d'une croissance régulière.²⁶

Comme il a été constaté ci-dessus, une des composantes essentielles de la réforme démocratique est le rôle du secteur privé. Quand il est mineur, cela réduit les opportunités économiques et le potentiel pour la création d'emplois nécessaires au redressement d'une économie stagnante.²⁷ Ces périodes mettent à mal les revendications des autocraties de « légitimité par la performance » – autrement dit, la légitimité par la prestation de services, en dépit d'une absence de droits humains – et peuvent mener à des transitions plus abruptes.

Les démocraties sont plus pacifiques

La deuxième raison pour soutenir la démocratie est que les démocraties ont démontré au cours de l'histoire qu'elles étaient mieux équipées pour résoudre les tensions et les conflits des sociétés de façon pacifique. Par conséquent, paradoxalement, les leaders de régimes autoritaristes ont tout intérêt à se rapprocher de la démocratie, car les régimes autoritaristes finissent souvent dans la violence, avec des conséquences graves pour ceux au pouvoir. La paix et la stabilité, ou leur absence, ont des conséquences économiques et sociales, comme il a été démontré ci-dessus.

Avant 1990, l'Afrique subsaharienne avait eu 19 scrutins démocratiques, 14 non démocratiques ou contestés et 77 changements de régime non démocratiques. Dix-sept chefs d'État sont morts d'une mort violente alors

qu'ils étaient en fonction, ou peu de temps après leur destitution par coup d'état. La situation après 1990 est manifestement différente. Il y a eu un nombre bien plus important de scrutins. En 2016 il y avait eu 118 scrutins démocratiques, 77 non-démocratiques ou contestés et 34 changements de régime non-démocratiques. Onze leaders sont morts de façon violente alors qu'ils étaient en fonction. Quand on analyse les données selon le classement Freedom House le plus récent des pays libres, partiellement libres et pas libres, il est possible de voir comment les différentes trajectoires de changement de régime influent sur les niveaux de liberté dans un pays.

Ceci ne devrait pas surprendre. Annan écrit, « Les démocraties ont des niveaux de conflit interne bien plus bas que les non-démocraties. A une période où plus de 90 pour cent des guerres ont lieu dans, et non pas entre, les Etats, les implications de cette constatation pour la prévention des conflits sont évidentes ». ²⁸ La démocratie produit des changements de régime méthodiques. Cela permet aux gens d'attendre leur tour, au lieu de se rabattre sur un coup d'état. A cet égard, la Conférence de l'OUA sur la sécurité, le développement et la coopération en Afrique de 1991 avait identifié l'absence de démocratie inclusive comme la cause majeure d'insécurité sur le continent. ²⁹

Un système démocratique viable implique la possibilité d'un gouvernement alternatif, et empêche les gouvernements de se reposer sur leurs lauriers.

Pour conclure – et c'est probablement la meilleure raison pour avoir des gouvernements démocratiques en Afrique – la démocratie est le style de gouvernement préféré des citoyens. L'Afrobarometer Index of Demand for Democracy (Indice de la demande de démocratie) a grimpé de 15 points dans les 16 pays pris en compte entre 2002 et 2012, de 36 pour cent à 51 pour cent. Début 2013, sept Africains sur 10 dans les 34 pays pris en compte préféraient la démocratie à 'd'autres types de gouvernement'. La demande de démocratie est la plus forte en Afrique de l'Ouest. Les Africains considèrent les élections comme la meilleure marque d'un régime démocratique. ³⁰ Il y a aussi de bons exemples où la démocratie a réussi en dépit d'un héritage difficile.

En finir avec les coups d'état : réflexions personnelles sur le Nigéria, par Olusegun Obasanjo, ancien chef d'Etat nigérian

L'intervention de l'armée dans la politique nigériane en janvier 1966 devait continuer, comme des chaises musicales, pendant 33 années, polluant l'espace politique, apportant l'instabilité et l'incertitude, entraînant la destruction de vies et de biens, aboutissant à une guerre civile et laissant un pays divisé à l'intérieur et isolé à l'extérieur. L'apogée a été atteinte quand le Général Sani Abacha s'est mis à poursuivre de façon implacable et irresponsable son programme d'auto-succession et de présidence à vie. Le Nigéria a été appauvri au niveau économique, politique, intellectuel et culturel. C'est devenu un Etat paria. Les nigériens ont abandonné le pays en masse, cherchant refuge partout dans le monde. Le Nigeria en est resté prostré. Ceux qui exprimaient leur désaccord ont été soit assassinés, soit emprisonnés, comme moi-même en tant que chef d'Etat militaire, ainsi que mon adjoint, Shehu Yar'Adua. Arrêtés sous prétexte d'un coup d'état fictif, nous avons été condamnés à de longues années d'emprisonnement. Sans l'intervention internationale, nous aurions été assassinés. Tout de même, le chef M.K.O. Abiola, considéré comme le gagnant du scrutin avorté du 12 juin 1993, est décédé en prison.

La mort soudaine d'Abacha a été providentielle en ouvrant non seulement les portes des prisons, mais aussi la voie aux réformes politiques, inversant l'exode nigériane. Le général Abubakar Abdulsalami, successeur d'Abacha, n'a pas tardé à libérer les prisonniers politiques, créant un environnement propice au retour des exilés nigériens. Il a également ouvert la voie à une nouvelle tentative de régime démocratique. C'est dans le cadre de cette expérimentation démocratique qu'on m'a persuadé de briguer la présidence du Nigéria.

J'ai adhéré à l'un des trois partis politiques, le People's Democratic Party (Parti démocratique du peuple). Depuis l'avènement des militaires dans la vie politique du Nigéria, on débattait sans cesse de la façon de mettre fin à la récurrence et à la persistance des coups d'état. Les coups étaient devenus de plus en plus destructeurs et déstabilisants. Quelle qu'en soient les excuses, ils avaient eu un impact négatif majeur sur la démocratie, la gouvernance et l'unité du pays. Le Nigéria devait absolument en finir avec les coups d'état perpétuels.

La solution souvent avancée qui consistait à inclure une interdiction des coups d'état dans la Constitution, n'était pas la bonne réponse. Un coup d'état est un acte de haute trahison passible de la peine de mort s'il échoue, mais en même temps son auteur accède au parlement s'il réussit. C'était une pratique destructrice et déstabilisante, coûteuse pour l'armée elle-même, et subversive en termes de discipline, d'ordre et de bonne conduite militaire. Un officier subalterne prend une arme à feu, observe son chef politique et ses officiers supérieurs dans le viseur, les tue, puis s'installe au parlement. Il devient instantanément supérieur à tous les officiers politiques et militaires. Telle était la situation au Nigeria entre 1966 et 1999.

En prenant mes fonctions de Président, j'ai décidé de mettre fin à ces coups d'état incessants. J'ai demandé à l'Armée de me soumettre une liste de tous les officiers qui avaient soit participé à des coups dans le passé, soit bénéficié de coups en obtenant des fonctions politiques comme gouverneurs ou ministres. Ne sachant pas à quoi servirait la liste, l'Armée l'a consciencieusement rédigée et me l'a soumise en tant que chef suprême et président des conseils des trois bras des forces armées. En tout, 93 officiers ont reçu ce vendredi un préavis de 6 heures de mise à la retraite, avec l'ordre de ne pas porter l'uniforme ni de rester dans les casernes cette nuit-là pour éviter des réactions indésirables. Le lundi suivant, les conseils de service se sont réunis pour ratifier la mise à la retraite de tous les officiers. Par ma position privilégiée et mon expérience de général testé au combat et victorieux en guerre, je savais qu'un officier privé de son uniforme et de sa caserne est comme un poisson hors de l'eau, et que son pouvoir et influence seraient grandement diminués.

La mise à la retraite des 93 officiers a été salutaire. Cela montrait que participer à un coup d'état ou en bénéficier pouvait vous rattraper, même longtemps après, et tant que vous étiez en vie. Leur départ à la retraite ne les empêchait pas d'entrer dans la vie publique ou d'y progresser. Certains d'entre eux ont fait de la politique plus tard et sont devenus gouverneurs ; certains ont été députés ; d'autres ont été nommés ministres ou ambassadeurs. L'idée n'avait pas été de les punir pour la vie, mais de les exclure de positions dans l'armée, où ils pouvaient planifier, fomenter ou exécuter des coups d'état, ou en bénéficier. Et quand un officier avait goûté aux avantages de la vie politique, quand il avait été nourri et logé au frais du gouvernement, il trouvait facilement des prétextes pour en vouloir plus, si sa position le lui permettait.

Le fait qu'il n'y ait pas eu de coup d'état ni de tentative de coup au Nigéria depuis 1999 est la preuve de l'efficacité des mesures mises en place pour mettre fin à l'influence déstabilisante des coups sur la vie politique et le régime du Nigéria. Avant 1999, et depuis l'indépendance, le régime démocratique le plus long n'avait duré que six ans – de 1960 à 1966.

Cela n'a été ni facile ni parfait, mais il y a des améliorations et des indications de progrès parmi les membres de la classe politique. S'il y a de mauvais signes ou de mauvais comportements, il faudrait les surveiller de près. Pour les pays avec des expériences similaires à celle du Nigéria, il est impératif de trouver une façon efficace et relativement peu douloureuse de limiter l'incidence des coups par et de la corruption parmi les militaires.

Prévenir les coups civils, élaborer une stratégie pour la démocratie

Il pourrait être utile de discuter de la valeur de la démocratie pour les pays africains et leurs leaders aux prises avec les problèmes graves de développement du continent. Mais cela reste hypothétique, vu que le progrès et la consolidation de la démocratie semblent être à l'arrêt actuellement, selon des données de Freedom House, qui montrent comment les constitutions ont été modifiées pour permettre aux leaders au pouvoir d'y rester plus longtemps, ainsi que l'augmentation des allégations de fraude électorale.

L'un des arguments avancés pour reporter la démocratie est qu'elle détourne l'attention des décisions difficiles en matière de développement mais qu'avec le temps, si les revenus nationaux augmentent, elle deviendra un luxe abordable. Cela revient à dire que la dictature peut être la meilleure option pour les pays pauvres jusqu'à ce qu'ils aient atteint un certain niveau de développement, parfois exprimé en revenu par habitant.³¹ Mais des analyses économétriques n'étaient pas l'idée que « la démocratie devient un obstacle à la croissance économique en dessous d'un certain seuil de développement ».³² Cet argument n'explique pas non plus que l'Afrique se laisse aller vers plus d'autoritarisme malgré plus d'une décennie de croissance économique élevée.

Ce glissement vers l'autoritarisme est moins le résultat d'un choix binaire entre l'autocratie et la démocratie, comme décrit ci-dessus, que d'interventions subtiles pour altérer le cours d'un scrutin ou d'un processus institutionnel. De telles interventions sont rarement considérées par la

communauté internationale comme étant assez graves pour mériter la censure, et encore moins l'intervention. Mais l'usurpation du processus démocratique est devenue un art en Afrique, où les perdants et les victimes n'ont pas voix au chapitre et, pour reprendre les paroles de l'ancien Président zambien Guy Scott après les élections controversées de son pays en 2016, « peuvent être éliminés un par un ».³³

Pendant ces élections, par exemple, une équipe externe avait été chargée de vérifier la liste des électeurs. Mais l'audit a eu lieu bien plus tard qu'initialement prévu, réveillant des soupçons qu'il avait été retardé pour empêcher sa vérification par l'opposition ainsi que d'éventuels recours juridiques quant à son intégrité. Le processus de vérification était censé avoir lieu au siège de la Commission électorale de la Zambie, mais apparemment l'audit officiel, ainsi que l'ordinateur sur lequel il était enregistré, auraient été déplacés, sur ordre du Bureau du Président, dans une maison sécurisée à deux pas de la Commission électorale, et donnés à des consultants travaillant pour le Bureau du Président. Selon le parti d'opposition, le United Party for National Development (UPND), « l'objectif du gouvernement était d'accéder à la salle principale des serveurs de la Commission électorale de la Zambie afin d'insérer des chiffres favorables pendant le dépouillement des votes, basés sur les informations récupérées de la liste des électeurs ».

L'UPND a eu vent de ce stratagème par un informateur qui leur a fourni des photos de l'intérieur de la maison sécurisée. Une des options envisagées par l'opposition était de faire une descente dans la maison et de détruire les équipements. Mais ceci aurait mis leur informateur en danger, tout en donnant aux « auditeurs » assez de temps pour se déplacer dans une autre maison. L'équipe de l'UPND a aussi envisagé de communiquer les images aux médias internationaux, mais elle redoutait une réaction mitigée ainsi que le danger de compromettre sa source. A la place, l'UPND a identifié le tracé des câbles souterrains entre la maison sécurisée et le bâtiment de la commission électorale, et les a fait sectionner, ni vu ni connu, au moment où le dépouillement commençait. « Cela ne leur a plus laissé le temps de déménager », se rappelle l'officiel de l'UPND, « et a éliminé la possibilité d'entrer des chiffres erronés dans le système. Paniqué, l'un des consultants (du Bureau présidentiel) a essayé d'entrer dans le bâtiment de la commission électorale pour résoudre le problème en entrant manuellement les chiffres. Il a été vu par un membre de l'UPND qui l'a immobilisé par terre avant

de le faire arrêter. »³⁴ Après l'échec de cette combine, le Patriotic Front (Front patriotique, au pouvoir) se serait rabattu sur des méthodes plus primaires, mais non moins efficaces, comme de déployer des hommes de main armés aux stations de vote pour en chasser les agents de l'UPND.

Ce qui est en train d'émerger des élections de la Zambie et d'autres pays africains, dont celles en 2016 en Ouganda et au Gabon (où un taux de participation revendiqué de 99,9 pour cent dans le bastion du Président Ali Bongo, la province de Haut-Ogooué, a tout juste fait pencher la balance en sa faveur par 5 000 votes), est un gabarit pour la victoire pour les leaders en fonction : réduisez l'espace démocratique, usez de l'ingérence, abusez des ressources publiques, contrôlez les informations et, si besoin est, ne permettez pas aux chiffres de vous faire obstacle.

A l'approche du jour du scrutin zambien, aucun média n'était disponible pour diffuser des actualités favorables à l'opposition, malgré les grosses sommes d'argent et les subventions internationales qui avaient été payées à la Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC, Société nationale de Radiodiffusion et de Télévision de la Zambie) pour les assister avec leur programmation. Par conséquent, on ne pouvait entendre que des diffusions favorables au gouvernement. L'Institut international de la presse a estimé que les entraves au fonctionnement des médias d'opposition jetaient « une ombre » sur la démocratie zambienne.³⁵

La ZNBC refusait de diffuser des informations favorables à l'opposition, comme le documentaire sur la campagne politique d'Hichilema de l'UPND, jusqu'à ce que la Cour Suprême le leur ordonne quelques jours avant les élections.³⁶ Le documentaire a été diffusé une seule fois, bien en dehors des heures de grande écoute. Après la décision de la Cour les intimant de le diffuser, la ZNBC prétendait qu'il ne restait plus de créneau de programmation. Quand le journal *The Post*, la chaîne de télévision MUVI et la radio Komboni FM ont maintenu leur couverture de l'opposition, leurs bureaux ont été saccagés et leur personnel agressé. Ils ont été obligés de fermer leurs portes. On a placé des limites sur les rassemblements publics de l'opposition et appliqué des restrictions pour restreindre la libre circulation des leaders d'opposition.³⁷ Ces restrictions ont été un coup dur pour l'opposition, étant donné qu'une partie importante des campagnes politiques en Afrique consiste à rencontrer les gens et à distribuer des objets souvenir.

Du point de vue de l'opposition, l'intimidation et les violences policières étaient également bien plus courantes pendant les élections de 2016 que jamais auparavant dans l'histoire électorale de la Zambie. Des sympathisants de l'opposition ont été tués, beaucoup d'autres ont été battus par des voyous rémunérés, à la pleine vue de la police, et des femmes ont été agressées et dénudées. L'objectif semble avoir été l'intimidation généralisée. L'arrestation de leaders de l'opposition aux prétextes bidon était monnaie courante tout le long de la campagne, avec comme objectif la perturbation. Aux dires de l'opposition, des bulletins de vote supplémentaires ont été imprimés avant le scrutin. L'enregistrement d'électeurs étrangers est aussi devenu un enjeu, comme un grand nombre d'entre eux votaient dans des villes frontalières âprement disputées. Mais l'opposition ne pouvait pas faire grand-chose, vu qu'ils n'aient eu accès à la liste des électeurs qu'à la dernière minute. Le jour même des élections, le 11 août 2016, le processus de vote s'est bien déroulé dans la majorité des circonscriptions. Après, l'UPND a affirmé que des bulletins avaient été mis à la poubelle et qu'il y avait eu de l'intimidation, de la tricherie et de la distorsion systématique lors du dépouillement. Ils ont prétendu avoir été privés d'accès aux formulaires « Gen 12 » – qui devaient certifier le résultat du dépouillement de chaque bureau de scrutin et être signés par les agents et représentants de tous les partis présents – ce qui les avait empêché de vérifier les résultats. Le délai, selon eux, aurait permis au Patriotic Front de manipuler les chiffres, notamment dans la capitale, Lusaka, où habitent près d'un sur six votants. Il est incontestable que le dépouillement et l'annonce des résultats ont ralenti au cours du weekend suivant le scrutin, alors qu'on les attendait beaucoup plus tôt – un signe évident de trucage.

En dépit de – ou grâce à – tout cela, le Patriotic Front a obtenu sa marge de victoire de 50,1 pour cent par seulement 5 000 votes sur près de 3,8 millions.³⁸ Même en écartant toutes les allégations de malfaisance électorale, la marge pour éviter un ballottage était trop petite pour être honnête : seulement 0,13 pour cent.

Ces événements montrent que la tenue d'élections est en soi insuffisante pour pouvoir revendiquer une démocratie. En effet, les élections pourraient même renforcer l'autoritarisme si elles permettent la subversion du processus démocratique par la fraude électorale.

Avant même que les résultats soient annoncés, plusieurs équipes d'observateurs internationales ont décrit les processus de vote et de

comptage comme, pour reprendre les paroles du rapport du Commonwealth, « crédibles et transparents ». La mission d'observation électorale de l'UE a déclaré que « le scrutin s'est déroulé de façon pacifique et a en général été bien géré », en dépit de « distorsions systématiques dans les médias d'Etat et (de) restrictions à l'égard de la campagne (de l'opposition) ». Il y avait d'autres missions internationales, du Carter Centre, de l'UA, de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), du Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe, et de l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique.³⁹

Voulant éviter les violences, la communauté internationale a encouragé l'UPND d'entamer des procédures judiciaires plutôt que de descendre dans les rues. « Toute objection au processus, sur quelque niveau que ce soit, du Président jusqu'aux districts, doit être canalisée vers les tribunaux au moyen de recours légaux, avec des preuves à l'appui, et non pas vers les rues », a déclaré Janet Rogan, chef du bureau local de l'ONU en Zambie, après l'annonce des résultats définitifs.⁴⁰ Le parti de Hichilema a saisi les tribunaux au sujet des résultats pendant le délai prescrit de sept jours. Ils ont obtenu 14 jours pour compiler et présenter leurs arguments devant la Cour Constitutionnelle, qui a stipulé que l'audition débiterait le 2 septembre 2016. Sur ce, la cour siégeant au complet (tous les juges ayant été nommés par le Président Lungu) a décidé que l'audition continuerait le lundi 5 septembre. Ce lundi-là, trois juges sur les cinq ont décrété que les 14 jours stipulés par la Constitution pour un recours électoral avaient expiré le 2 septembre, et ils ont débouté l'opposition.⁴¹

Il serait tentant pour des observateurs et gouvernements – et investisseurs – internationaux d'estimer qu'il est dans leur intérêt, dans des circonstances aussi acrimonieuses, de ne rien faire – une option basée sur des clichés comme « gardons un profil bas », « ne faisons pas de vagues », « laissons-les faire » et « attendons de voir ». La norme fixée par les observateurs internationaux pour des élections réussies n'est pas très exigeante : il s'agit avant tout d'éviter des violences, peu importe que les comptes soient manifestement truqués. Et leur réticence à s'attaquer au système a un côté stratégique compétitif : d'autres acteurs internationaux hésiteront à le faire, et pourraient profiter d'un éventuel désaccord bilatéral. Il est nécessaire d'élaborer une « stratégie démocratique » pour les élections.

Pour contrer la fraude et l'intimidation, les forces d'opposition doivent générer leurs propres processus sophistiqués de surveillance électorale, comme des dépouillements parallèles, et faire en sorte que leurs résultats soient comptabilisés et annoncés avant ceux de l'agence gouvernementale. C'est une chose que la campagne victorieuse de Muhammadu Buhari a réussi à faire en 2015 au Nigéria, face aux ressources massives de la campagne de Goodluck Jonathan. Dans ce contexte, l'essor de la technologie numérique en Afrique présente un paradoxe. La technologie offre le moyen de mobiliser très rapidement des mouvements de masse, surtout dans les villes. En même temps, elle peut être utilisée, en l'absence de normes institutionnelles et de contrepoids, pour la dissémination de propagande farfelue, et le gouvernement peut couper les communications en appuyant simplement sur un interrupteur (numérique).

S'opposer à ces tendances requiert de la vigilance, mais aussi des médias alternatifs, libres d'ingérence gouvernementale, et une opposition capable de faire de la publicité à la radio, à la télévision, dans la presse écrite et sur les réseaux sociaux. Cela demande des sondages de grande envergure – et chers – afin d'évaluer l'audience et de cibler les messages. Cela présuppose la libre circulation des militants, des volontaires et des observateurs électoraux.

Tout cela requiert du financement – à grande échelle. On estime, par exemple, que les candidats à la présidentielle en Zambie avaient, avant le scrutin de 2016, dépensé jusqu'à 15 millions de dollars chacun pour leurs campagnes précédentes, en 2011 et 2015. La tentative avortée de Jonathan en 2015 pour rester au pouvoir au Nigéria aurait coûté plus d'un milliard de dollars américains. Pour la campagne du vainqueur Muhammadu Buhari, le chiffre est plus proche des 200 millions de dollars. Néanmoins, la victoire de Buhari prouve que l'argent n'est pas tout et qu'il peut être contrecarré par une politique intelligente d'alliances et de stratégies électorales.

Hichilema estime que les observateurs internationaux ont été « absolument nuls » concernant leur soutien du processus démocratique dans son pays.⁴² Peu importe leur bonne volonté – leur rôle pourrait au contraire être pernicieux, puisque, de par leur présence même, ils seraient réticents d'admettre avoir présidé un évènement frauduleux. Pour beaucoup d'entre eux, ce serait une vérité dérangeante. Bien sûr, ils pourraient jouer un rôle plus utile. Par exemple, au lieu de permettre au dirigeant en place de les approvisionner de Dubai, pourquoi pas fournir des bulletins de vote

inviolables ; au lieu de payer pour que les observateurs mènent grand train à l'Intercontinental, pourquoi pas payer des compagnies de sécurité privées pour sécuriser les bureaux de vote ? C'est comme cela que les observateurs peuvent être utiles et que l'argent des contribuables peut être utilisé à bonne fin.

S'ils manquent de muscle politique, ou de ressources, ou des deux, les observateurs feraient mieux de ne pas faire semblant et de plutôt rester chez eux.

L'histoire nous montre que les clés du pouvoir politique domestique, comme de la paix, sont dans les mains des acteurs locaux, et non étrangers, qu'ils soient d'Afrique où de plus loin. Par exemple, en 2003, des gouvernements africains ont mis en place le Mécanisme africain d'Examen par les Pairs (MAEP) – une auto-évaluation volontaire de la gouvernance des pays. Jusqu'à présent, il y a 34 membres, alors que 18 pays avaient complété le processus d'évaluation en novembre 2016.⁴³ S'il a bien démarré, comme d'autres institutions, le MAEP a été victime de l'approche dite « de la liste de blanchisserie », avec une liste interminable de priorités gouvernementales, sans les moyens ni la volonté de les aborder. Ceci a été exacerbé par l'absence de volonté politique « des leaders africains, surtout après la sortie des Présidents Mbeki et Obasanjo », explique un officiel qui travaillait au secrétariat, et suite au décès du premier ministre Meles Zenawi d'Ethiopie.⁴⁴

L'incapacité des gouvernements africains – et des investisseurs – de prendre le MAEP au sérieux et le manque d'engagement sans concession au sujet des élections révèle la difficulté de changer la dynamique politique intérieure, de créer des moyens de faire pression sur les élites et leurs façons de faire. Par conséquent, le bilan des gens de l'extérieur qui auraient amélioré la gouvernance et la démocratie en Afrique, est médiocre, surtout parce que les leaders africains sont systématiquement résistants contre une quelconque « conditionnalité » liée à l'aide externe. Les donateurs ne sont donc pas trop portés sur les exigences en matière de démocratie et d'état de droit, préférant des initiatives moins controversées comme l'assistance dans le domaine des infrastructures et le développement des compétences. Mais être plus fermes et plus volubiles sur la démocratie est ce qui s'impose, pour des raisons liées à la croissance économique à long terme, et parce que cela revient à se mettre du côté de la majorité des Africains.

Conclusion : le besoin d'institutions et d'urgence

La frustration due au rythme de la réforme économique en Afrique peut encourager le populisme et faire tolérer l'autoritarisme sous prétexte de « faire avancer les choses ».

Mais en démocratie il ne s'agit pas seulement d'obtenir des résultats. Il s'agit d'obtenir des résultats justes et un processus juste. Ce dernier implique des élections transparentes, de la gouvernance inclusive et du respect pour l'état de droit. Le problème avec les régimes populistes, comme Nic Cheeseman nous le rappelle, est qu'ils suivent très rarement la procédure établie.⁴⁵ Plutôt que de renforcer les institutions, ils cassent de vieilles barrières pour atteindre leurs objectifs. Comme ils bousculent les choses, ils sont souvent vite applaudis pour les changements qu'ils font. Mais leur refus d'obéir aux règles institutionnelles et d'adhérer aux normes établies mène invariablement à l'érosion des systèmes déjà affaiblis et des contrôles et contrepoids, auxquels sont substitués le spectacle politique et le culte de la personnalité. Ce qui crée encore plus de place pour des abus. Cela commence souvent par la corruption du système électoral et le harcèlement et la persécution de l'opposition. Avec le temps, quand il finit par être difficile de maintenir la dynamique, l'autoritarisme s'insinue inévitablement.

Il ne peut y avoir de compromis entre la démocratie et le développement. « A long terme », dit Cheeseman, « les tentatives de promotion du développement et de lutte contre la corruption n'aboutiront pas si elles ne renforcent pas les institutions publiques ».⁴⁶ Des actions ponctuelles contre la corruption pourraient attirer l'attention et paraître efficaces, mais en étant très personnalisées, elles ne servent qu'à exacerber le problème. Le but de la gouvernance, après tout, est d'encourager moins de discrétion personnelle, pas plus. Et l'économie politique n'est pas définie par la question si des leaders individuels volent ou pas, même si leur exemple peut être important moralement. La question est de déterminer si leurs actions servent à renforcer ou à miner les institutions et leurs contrôles et contrepoids. Comme dit Cheeseman, les actions des populistes sont rarement un soutien à la démocratie ou au développement.

Il y a un autre aspect qui mérite d'être mis en avant à l'intention de ces régimes non réceptifs aux besoins et demandes de leurs citoyens, ceux qui se contentent de poursuivre leur chemin tant bien que mal en servant

principalement l'intérêt des élites. Le printemps arabe, ainsi que le Brexit et la victoire de Donald Trump, ont été une leçon sur la disparition d'anciennes barrières à la politique – surtout en matière d'argent et d'accès aux médias traditionnels. Après tout, tweeter 10 millions de partisans ne coûte rien. Les blogs et l'internet sont eux aussi des outils puissants, non soumis aux filtres des organismes de presse traditionnels. Les électors africains sont bien exposés à cette tendance à travers l'essor de la connectivité mobile. La possibilité de bouleversements politiques accrus pourrait aussi être une réflexion de la perception des jeunes sur l'enjeu pour eux dans ce statu quo.⁴⁷ Bien sûr, l'utilisation de la technologie n'est pas à sens unique – au contraire. La propagande médiatique sophistiquée du gouvernement russe et la manipulation de l'internet par certains gouvernements africains démontrent que les autorités comprennent et savent exploiter, elles aussi, le pouvoir de la technologie numérique.

La croissance démographique attendue en Afrique subsaharienne présente un défi énorme et souligne la nécessité d'urgence. Pour y faire face, les pays vont devoir créer des emplois, tout en maîtrisant les tensions sociales qu'une telle croissance entraînera. L'histoire a prouvé qu'un système de gouvernement démocratique avec des institutions robustes est le style de gouvernement le plus à même d'affronter ces défis – et c'est ce que les peuples africains attendent. Finalement, les leaders réellement forts se sentent à l'aise face aux défis, à la concurrence et à la responsabilité que la démocratie implique. Ils n'ont pas besoin de réprimer l'opposition par la force ou par la fraude électorale : ils sont victorieux de par des politiques meilleures, plus efficaces, et étayées par un bilan de bonne performance.

Infrastructures

Une réussite en cinq étapes :

- Le développement d'infrastructures requiert une approche à long terme pour pouvoir soutenir des projets qui peuvent prendre des années à réaliser, et pour maintenir la confiance des investisseurs.
- Des modèles de revenus clairs doivent être élaborés dès le début pour les projets d'infrastructure importants.
- Le rôle essentiel du secteur privé dans le développement d'infrastructures sera influencé par l'étendue des monopoles publics.
- Les infrastructures doivent être scrupuleusement liées aux politiques en matière de commerce, de connectivité, de compétences et d'ouverture.
- La construction de logements peut être soutenue en donnant plus d'autonomie aux collectivités locales, en poursuivant une politique de densification dans les villes, en simplifiant les procédures en matière de titres fonciers et en soutenant des initiatives pour le logement abordable.

Défis et opportunités : Des infrastructures opérationnelles – les routes, les chemins de fer, les ports, les réseaux d'électricité et d'eau, et les autres systèmes de base qui font qu'un pays fonctionne – est la condition préalable absolue du développement et de la croissance dans les secteurs dont traitent les chapitres suivants. Les infrastructures africaines sont en si piteux état actuellement que même de légères améliorations peuvent affecter de façon dramatique le climat des affaires dans beaucoup de pays, et signaler le début d'un retournement. L'état actuel des systèmes d'infrastructure et de réglementation en Afrique est une entrave plus ou moins absolue à la croissance. A titre d'exemple : il est difficile d'imaginer comment l'Afrique peut développer son secteur manufacturier sans avoir amélioré sa capacité de générer l'électricité dont dépendent ces entreprises.

Statistiques clés : Deux tiers de la population africaine – 600 millions de personnes – n'ont pas accès à l'électricité. En comparaison, 75 pour cent de la population de l'Asie de l'Est y ont accès. Deux tiers de la capacité installée d'électricité en Afrique subsaharienne se trouve dans un seul pays, l'Afrique

du Sud, qui est lui-même assailli par des pénuries et des coupures. Seuls un tiers des Africains vivant dans des zones rurales se trouvent à moins de 2 kilomètres d'une route praticable en toute saison, comparé aux deux tiers de la population dans d'autres régions en voie de développement. On estime que l'Afrique devra dépenser 93 milliards de dollars par an afin d'aborder son retard en matière d'infrastructure, dont la moitié serait pour l'électricité. Plus de 90 pour cent du commerce africain s'exporte par la mer.

« *C*liqueti clac ... scriii ...cliqueti clac. » Secouant, cliquetant, le train Tazara roulait le long de la route entre Kapiri Mposhi, au centre de la Zambie, vers Dar es Salaam, 1 860 kilomètres plus loin au bord de l'océan Indien. Tazara était l'initiative des présidents Kenneth Kaunda et Julius Nyerere, une pièce maîtresse partagée de solidarité africaine, de développement et d'anticolonialisme. Aujourd'hui, Tazara est à peine opérationnel, avec quatre services passagers programmés par semaine et des trains de fret irréguliers.¹ En 2015 Tazara a transporté seulement 88 000 tonnes de marchandises, loin de la capacité de 5 millions de tonnes installée par les Chinois en 1975, quand ils ont construit la ligne, et le chiffre annuel le plus bas jamais enregistré depuis le début des opérations de fret.²

Il y a de bonnes raisons pour lesquelles Tazara ne fonctionne pas très bien.

La statue devant le terminal ferroviaire à Kapiri Mposhi, à 200 kilomètres au nord de Lusaka, raconte l'histoire du chemin de fer : les espoirs, le sang, la sueur, les larmes – et l'échec. La voie ferrée représente à elle seule un tiers de million de tonnes de rails en acier, tous importés de Chine. Une pelle géante rappelle le labeur et les sacrifices des 50 000 Chinois et des 60 000 Africains qui ont construit les 320 ponts, 22 tunnels et 2 225 ponceaux qui ponctuent la route. Plus de 160 ouvriers, dont 64 Chinois, ont péri dans des accidents en cours de route. Mater le terrain a été un exploit d'ingénierie, de souffrance et de courage.

A l'époque, Tazara était le plus grand projet d'aide chinois en Afrique, coûtant au moins 500 millions de dollars, aux prix des années 70. Nyerere s'était tourné vers les Chinois, étant donné que les Etats-Unis, entre autres, estimaient qu'il n'y avait pas de justification commerciale à ce chemin de fer. Le but était de trouver une voie alternative d'exportation maritime pour le cuivre zambien, autre que l'Angola, le Mozambique, la Rhodésie ou

l'Afrique du Sud, tous sous domination blanche. Ajoutez-y une bonne dose de panafricanisme et d'*uhuru* de Nyerere, avec une pincée de sel antioccidentale, et l'affaire Tazara était conclue.

En 2016, les voitures à voyageurs étaient vieilles et délabrées, les installations sanitaires une offense à l'odorat dont l'odeur exacerbait la difficulté d'y rester debout, leur emplacement dans le train indiqué seulement par les traces de pieds mouillés. « Vous devriez voir en troisième classe », disait le chef de train. « Ils n'ont même pas le seau d'eau. »

Le train se fraie lentement un chemin en descendant des hauteurs brunes, rudes et sèches, à travers la plaine côtière verte, vers Dar, le paysage parsemé de bananiers, de palmiers et d'herbes grasses. Desservant 93 gares au long de sa route, la voie ferrée relie des communautés rurales extrêmement pauvres, qui autrement seraient complètement isolées. A Kapwila, par exemple, à deux heures de la frontière avec la Tanzanie, des gens se pressent autour du train, vendant de tout, de la viande de bœuf à de l'eau. Les scènes sont parfois pitoyables. Une petite fille essayait en vain de vendre l'eau qu'elle avait transvasée dans de vieilles bouteilles de Fanta.

A l'intérieur du train, des échanges plus complexes ont lieu. L'une des contrôleuses explique que, si elle n'a pas reçu sa paie de 90 dollars depuis cinq mois, sa position privilégiée lui permet de commercer. Par exemple, elle achète du riz à Dar à 300 kwacha le sac et le vend à Kapiri à 400 kwacha. D'autres font le même genre de commerce avec des vêtements d'occasion, appelés *salaula* (« choisir » ou « fouiller ») à Bemba, et des bananes et des patates douces, reliant ainsi les régions africaines centrale et orientale – en dépit du gouvernement.

Notre voyage a duré 50 heures, à 40 kilomètres à l'heure en moyenne, mais plus de 10 heures avait été passées à l'arrêt dans des gares, manœuvrant, chargeant des passagers et des marchandises, et à passer la frontière. Une ou deux heures de plus avaient été rajoutées à cause d'une membrane de frein cassée qui a été réparée par beaucoup d'hommes avec de gros marteaux bruyants. Il n'y a pas d'argent pour payer les salaires et parfois juste assez pour un demi-réservoir de carburant, laissant des trains bloqués en route. Il y a aussi des retards dus aux erreurs logicielles, humaines et organisationnelles, et pas seulement à cause de pénuries de matériel.

Malgré les wagons retournés et le matériel roulant jonchant les voies, ainsi que les 48 sections certifiées délabrées, où une limite de vitesse est

imposée et où les voitures rebondissent et penchent plus que d'habitude, la voie ferrée est globalement en bon état – pas étonnant, puisqu'elle est presque toute neuve en termes d'usage. A quelques endroits, les traverses avec leurs inscriptions en chinois ont été volées. Tazara a aussi 90 wagons chinois pratiquement neufs parmi les plus de 500 véhicules opérationnels, ainsi que 14 locomotives géantes General Electric, tout à fait utilisables.

Les Chinois ne s'intéressent plus qu'à moitié à l'entretien du rêve ferroviaire. En 2015 ils en étaient au 15^{ème} protocole d'assistance, mais ils ne semblent pas vouloir s'engager à réparer le chemin de fer. La politique africaine de Pékin n'est plus inspirée par le sentimentalisme et un socialisme commun, mais plutôt par une approche implacablement intéressée et commerciale. Les politiques des autres donateurs n'ont en général pas été d'une grande aide non plus. Au cours des 15 dernières années, l'aide occidentale s'est focalisée sur l'amélioration des routes, surtout en Zambie, un pays enclavé. Les flux d'aide pour des projets routiers se sont accompagnés de corruption, avec une partie des fonds servant à financer des campagnes politiques. Et quand les donateurs ont serré la vis en matière de gouvernance, l'argent n'a pas été dépensé. Par exemple, en 2014 la moitié de l'allocation européenne de 140 millions d'Euros pour les routes en Zambie a été renvoyée à Bruxelles.

Par conséquent, la circulation a été déviée des chemins de fer vers les autoroutes. Alors qu'il y a 25 ans, 60 pour cent des marchandises quittant le port de Dar es Salaam voyageaient par train sur les voies ferrées centrales et sur Tazara, ce chiffre était tombé en 2015 à moins de 0,7 pour cent.

Début 2015, Tazara transportait moins de 2 pour cent de sa capacité de fret prévue. Transporter des marchandises par la route, via la Tanzanie, le Mozambique, la Namibie ou l'Afrique du Sud, devrait coûter plus cher, compte tenu la capacité de charge comparativement plus élevée des chemins de fer. Mais ce n'est pas le cas. Pour les deux types de transport, le prix est d'environ 145 dollars la tonne. Et alors qu'un camion mettrait environ une semaine pour voyager du Copperbelt (la Ceinture de cuivre) jusqu'à Durban, il est arrivé que le train pour Dar mette jusqu'à deux mois. Comme l'a remarqué l'un des grands producteurs de cuivre en Zambie, pour chaque jour qu'une tonne de cuivre est bloquée, cela coûte 60 centimes de dollars par tonne à l'entreprise.

Tazara peut être redressé, mais cela demandera de grosses doses de volonté politique. Il faudrait commencer par reconnaître que son état actuel n'est pas adéquat, même si ce statu quo arrange plusieurs acteurs importants. Entre autres choses, il faudrait aussi que *Zambian Railways* (la société de chemins de fer de la Zambie), récemment retirée de la concession, améliore son service pour relier les zones d'exploitation et la ligne Tazara en passant par Kapiri Mposhi.

Les retombées de ces améliorations seraient énormes, et pas seulement pour les mines. Par exemple, la Zambie a le potentiel de doubler facilement sa production annuelle de maïs, pour atteindre 4 millions de tonnes. Jusqu'à présent, le maximum que la Zambie n'ait jamais réussi à exporter en un an était 600 000 tonnes, à cause des contraintes logistiques. Transporter de l'engrais par la route à partir de Beira coûte 180 dollars par tonne – et de l'extérieur vers Beira, seulement 50 dollars. D'où son coût élevé de 400 dollars la tonne. La Zambie utilise 400 000 tonnes d'engrais pour sa production annuelle de 2 millions de tonnes de maïs. Si le coût des intrants peut être réduit, la production montera en flèche.

Au bout de la ligne Tazara, le port devrait fonctionner ; actuellement, il ne fonctionne pas. En 2014, Dar a effectué des échanges à hauteur de 14,5 millions de tonnes, dont 642 000 conteneurs, comparés à 3,8 millions de tonnes et 124 conteneurs en 2000. De tout cela, seulement 1,8 millions sont destinés à la Zambie. Un rapport de la Banque mondiale révèle qu'en moyenne, chaque vaisseau patiente à Dar pendant 20 jours, contre trois à quatre jours dans des ports de calibre mondial.³ Alors que le port ploie sous la difficulté de gérer 1 250 camions par jour, le chemin de faire ne fonctionne pas. Pour reprendre les paroles du directeur du port, « Pour que nous soyons efficaces ... le chemin de fer doit être efficace. Le chemin de fer nous a déçus ».⁴ Redresser le système requiert des défenseurs du rail qui soient plus puissants que le lobby des camions en face et que ceux qui profitent de ces retards et surestaries sans fin. C'était sans surprise, mais en même temps encourageant, qu'une des premières actions du Président tanzanien John Magufuli après sa prise de fonction a été de dissoudre le conseil directeur de l'autorité du port à cause de leur incapacité d'agir face à la longue histoire de sous-performance du port.

Si Dar pouvait devenir aussi efficace comme port que Mombasa – qu'on peut à peine qualifier de leader mondial – la Tanzanie gagnera environ

2 milliards de dollars supplémentaires par an, ou 7 pour cent de son PIB, alors que 800 million de dollars de plus par an atteindront les pays limitrophes. Les retombées d'un flux majoré vers les opérateurs du port et les autorités fiscales seront manifestes, bien plus importantes que les 300 millions de dollars actuels que représentent les redevances obtenues en retardant les choses.

Le défi pour l'Afrique en matière d'infrastructure

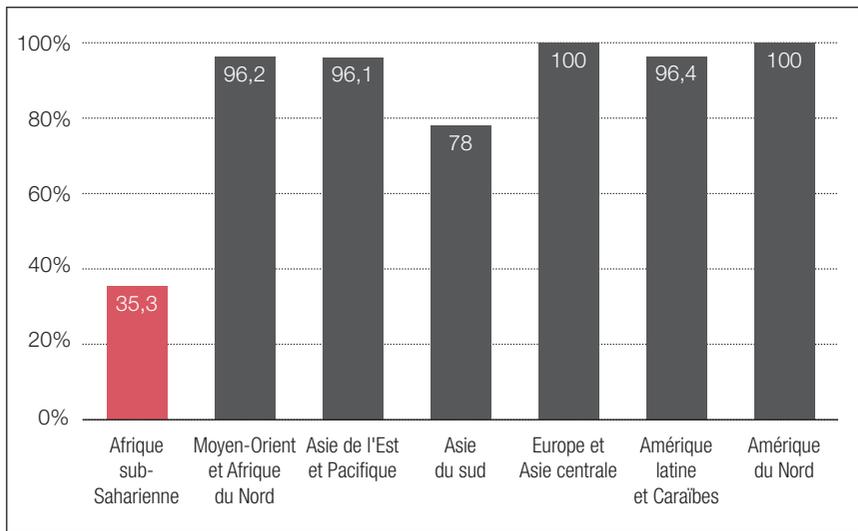
L'Afrique a un énorme retard en matière d'infrastructure. Les dépenses africaines en infrastructure ont diminué de près de la moitié entre 1980 et 1998, pour atteindre un peu plus de 1 pour cent du PIB. Et alors que les dépenses en matière de défense ont atteint en moyenne 10 pour cent des dépenses publiques en 1998, les dépenses en infrastructure n'ont représenté que 4 pour cent. Prenons l'exemple du Ghana. Avec une densité routière équivalente à un quart de celle de la Chine (et à seulement 4 pour cent de celle de l'Inde), il n'était pas surprenant que les coûts de transport routier au Ghana étaient deux fois à deux fois et demie plus élevés qu'en Thaïlande, au Pakistan et au Sri Lanka au milieu des années 2000.

La Banque mondiale a estimé en 2009 que l'Afrique, compte tenu des effets de la croissance démographique, devrait dépenser 93 milliards de dollars par an afin de s'attaquer à son retard en matière d'infrastructure. Le rapport, *Africa's Infrastructure: A Time for Transformation* (Les infrastructures de l'Afrique : le temps de la transformation), estimait que les états fragiles auraient besoin de dédier environ un tiers de leur PIB à des programmes de rattrapage du retard en infrastructure. « Le casse-tête est que les pays qui ont les plus grands besoins en infrastructure sont souvent ceux qui sont les moins attirants pour les investisseurs », note le rapport.⁵ Des 93 milliards de dollars, près de la moitié devrait être affecté à l'approvisionnement en énergie sur le continent – environ sept fois le taux annuel de financement au cours des 10 dernières années. Il constate aussi qu'un quart de la capacité installée de production électrique d'Afrique n'est pas opérationnel. Le rapport a calculé que l'amélioration de l'efficacité opérationnelle des infrastructures existantes, le recouvrement de factures, la négociation entre les régions, la réduction des effectifs et d'autres économies pourraient réduire l'écart de financement à 31 milliards de dollars.⁶ Les gouvernements africains dépensent déjà 45 milliards de dollars par an en infrastructures, dont 40 pour cent sont

affectés à l'énergie. Donc, théoriquement, avec l'allocation effective et efficace de ressources, une solution est à portée de main. Mais la réalité est quelque peu différente.

Comme si l'ampleur du rattrapage à effectuer n'était pas assez intimidante, cela vaut la peine de noter que les besoins en électricité du continent devraient doubler d'ici 2030 et tripler d'ici 2040.

Figure 3.1 : L'accès à l'électricité (% de la population) en 2012



Source: Banque mondiale, *Sustainable Energy for All, Global Electrification database* (L'énergie durable pour tous, base de données sur l'électrification dans le monde), <http://datbank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-developmentindicators&preview=on#>

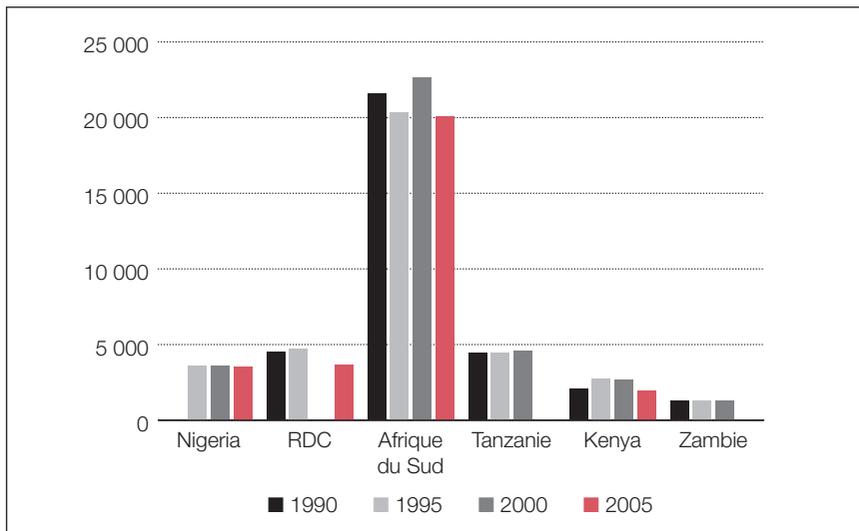
Pourtant, en 1970, l'Afrique Subsaharienne avait trois fois la capacité énergétique de l'Asie du Sud. Aujourd'hui la population sans accès à l'électricité d'Afrique subsaharienne est la plus élevée de toutes les régions du monde (voir Figure 3.1). La consommation moyenne d'électricité résidentielle par habitant d'Afrique est l'équivalent d'environ la moitié du niveau moyen en Chine, ou un cinquième de celui de l'Europe. Autrement dit, 12 pays en Afrique subsaharienne concentrent 90 pour cent de la capacité ; 30 pays ont des installations énergétiques de moins de 500 mégawatts ; et 13 pays ont des installations de moins de 100 mégawatts.⁷

Les routes et autres infrastructures de base sont tout aussi inadéquates. La Banque mondiale constate que seulement deux tiers des Africains vivant dans des zones rurales habitent à moins de 2 kilomètres d'une route

praticable en toute saison, comparé à deux tiers de la population dans d'autres régions en voie de développement.⁸ Les frais de transport de marchandises en Afrique subsaharienne étaient en moyenne 200 pour cent plus élevés en 2010 qu'ailleurs dans le monde, selon la Banque mondiale. En Afrique du Sud, plus développée que ses voisins, les coûts dépassaient quand même de 40 pour cent ceux d'autres pays en dehors du continent.

Cette situation s'explique en grande partie par l'absence de réinvestissement, par de mauvaises politiques et par un manque (délibéré) de concurrence perpétué par des pratiques monopolistes. Par exemple, le réseau ferroviaire d'Afrique du Sud est le dixième dans le monde par sa taille, et représente environ 80 pour cent du réseau total d'Afrique. Néanmoins, les services ferroviaires sud-africains sont si inefficaces que seulement 13 pour cent du fret est transporté par train (comparé à 48 pour cent pour l'Australie, ou 21 pour cent pour le Brésil⁹). Ceci fait augmenter les coûts de transport, en particulier pour l'exportation de minerais en vrac. En Afrique du Sud les frais de transport ont représenté 57 pour cent de l'ensemble des coûts logistiques en 2014,¹⁰ bien au-dessus la moyenne mondiale de 39 pour cent.

Figure 3.2 : Lignes ferroviaires en Afrique, km route, 1990–2005



Source: Banque mondiale, Département des transports, de l'eau, et des technologies d'information et de communication, Division transports. (Informations disponibles seulement pour des années sélectionnées.) <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-developmentindicators&preview=on#>

Le problème du faible niveau d'investissement n'est pas réservé à l'Afrique du Sud. Dans les années 70, les réseaux routiers et ferroviaires de la Zambie étaient considérés comme parmi les meilleurs d'Afrique. Mais 20 ans après, le gouvernement lui-même estimait que 80 pour cent du réseau routier s'étaient détériorés. Sur l'ensemble du patrimoine routier évalué à 2,3 milliards de dollars, 400 millions avaient été perdus à cause d'un manque d'entretien. Tazara était assailli de problèmes évitables, notamment la déprédation des infrastructures, un retard d'entretien et un manque d'investissement. Les trains étaient souvent obligés de s'arrêter parce que des éclisses et des traverses avaient été enlevées des rails. Les traverses en béton étaient volées et écrasées pour en extraire l'armature en acier, vendue comme ferraille.

Même si le développement d'infrastructure est difficile, le fond du problème réside dans l'économie politique. Un manque de concurrence le long des couloirs commerciaux fréquentés par les camions dans la région subsaharienne a maintenu les tarifs routiers à un niveau plus élevé que nécessaire. Des liens entre les élites au pouvoir et les sociétés routières ont entraîné des choix de politique déséquilibrés. Cependant, comme le constate la Banque mondiale, les marges de profit peuvent aller de 60 pour cent (en Afrique Australe) à 160 pour cent (en Afrique de l'Ouest), « partagées entre les dessous-de-table, les revenus obtenus par l'application (ou l'abus) de réglementations, et les bénéfices des sociétés routières ».¹¹

« Malgré la nécessité commerciale et économique d'investir dans l'infrastructure », observe un investisseur qui a de l'expérience dans plusieurs pays et secteurs, « les gouvernements africains affichent rarement un sentiment brûlant d'urgence pour faire avancer les choses. C'est une réflexion », dit-elle – et ceci est valable à travers l'ensemble du secteur – « d'un manque de capacité gouvernementale, de compétences spécialisées, d'un système judiciaire robuste dans lequel les conventions internationales sont intégrées dans le droit national, d'acuité financière, et d'un environnement général propice aux affaires ». En ce qui concerne l'énergie, par exemple, il est difficile d'obtenir un accord à long terme pour l'achat d'électricité. « Un manque de compréhension des bases concernant les redevances et les contrats », note-t-elle, « mène à des négociations qui s'étirent en longueur, même pour les plus petits investissements, et à des processus caractérisés par la politique de la corde raide ».¹²

La réussite, donc, exige plus que de simples financements pour le développement. L'expérience du Panama illustre l'importance de focaliser sur la nécessité d'un cadre politique global – logiciel d'infrastructure – en plus de la provision d'infrastructures physiques concrètes.

Panama : un ensemble performant

Dar es Salaam et le Panama l'ont tous les deux, mais seulement ce dernier s'en sert : un emplacement idéal.

« Tout est dans l'emplacement. » Non seulement c'est le slogan des agents immobiliers, mais il paraît que ça s'applique aussi au développement. Pensez à Singapour, situé au carrefour commercial de l'Asie du Sud-est. Ou au Maroc, séparé de l'Europe seulement par le détroit de Gibraltar. Ou au Panama.

L'achèvement du canal il y a un peu plus de 100 ans de cela, l'ouverture d'une brèche dans l'isthme de l'Amérique Centrale, était, même selon les normes contemporaines, un exploit extraordinaire. Cela a demandé l'excavation de plus de 150 millions de mètres cube de terre, deux décennies, et deux tentatives : d'abord par les Français à partir de 1881, puis par les Américains.

L'effort français a fait faillite en 1889 après qu'ils eussent dépensé près de 290 millions de dollars, et a coûté la vie à 22 000 des 63 000 ouvriers, pour la majorité à cause du paludisme et de la fièvre jaune.

Ayant repris le projet en 1904, les Américains l'ont fini 10 ans plus tard. Ils ont complété la tranchée Gaillard, construit les écluses longues de 305 mètres avec leurs murs en béton d'une épaisseur de 15 mètres et leurs 88 paires de portes en acier de 700 tonnes, et ce faisant ont créé le lac Gatun, à l'époque le plus grand réservoir artificiel du monde. La construction du canal a coûté 375 millions de dollars – environ 9 milliards, transposés au 21^{ème} siècle – et les vies de 5 600 ouvriers de plus. Bien que scandaleusement élevé, le taux de fatalité a été considérablement réduit par la découverte du lien entre le paludisme et les moustiques, suite aux recherches menées par Carlos Finlay et Walter Reed, ainsi que par les projets d'assainissement qui ont ensuite été mis en place pour mitiger la maladie.

Cet exploit technologique incroyable, qui élève les navires de 26 mètres (au-dessus du niveau de la mer) dans trois chambres successives, côté Pacifique et Atlantique, en passant par des vannes géantes de 6 mètres de

diamètre, alimentées par gravité, a été une véritable mine d'or autant pour le gouvernement américain que, depuis le transfert du contrôle en 1999, pour les Panaméens.

Chaque jour 45 à 50 navires effectuent le voyage de 77 kilomètres, au coût moyen de 85 000 dollars par vaisseau, selon leur taille – le coût maximal étant 490 000 dollars. A l'origine on estimait que le canal ferait transiter environ 80 millions de tonnes de trafic maritime par an. Début 2016, c'était monté à plus de 300 millions de tonnes.

Mais la géographie en soi ne garantit pas le succès. Le Panama aurait pu être le Nicaragua, un pays qui a ses propres projets pour un canal. Aujourd'hui le premier à une économie de 8 200 dollars par habitant ; le dernier 1 450 dollars. C'est simplement que le Panama a su profiter de sa localisation.

Le Panama a été l'une des économies les plus dynamiques du monde pendant ces 15 dernières années, croissant à un rythme moyen de plus de 7 pour cent entre 2001 et 2014 – plus du double que la moyenne régionale en Amérique latine.

Economiste formé à l'Université de Chicago et ancien vice-président de la Banque mondiale, Nicolás Barletta a été Président du Panama du 11 octobre 1984 au 28 septembre 1985, jour où il a démissionné à cause du rôle de plus en plus violent de l'armée. Barletta, qui a plus tard servi comme président de l'autorité du canal, identifie plusieurs facteurs moteurs de l'économie panaméenne : la géographie, la connectivité régionale et globale (comme la compagnie aérienne régionale, Copa), le canal, les télécoms sophistiqués, et un cadre politique sain.

Grâce à ces facteurs, dit l'ancien Président, « 83 pour cent de l'économie est composé de services, dont le tourisme, les zones d'échange, la santé, les ports, le ravitaillement et la réparation des navires, et les banques ». Les résultats ont été non négligeables : « côté demande de l'économie, les exports ont augmenté d'une moyenne annuelle de 14,5 pour cent depuis 12 ans ; et côté offre, l'investissement représente 27 pour cent du PIB, partagé équitablement entre l'Etat, le secteur privé interne et les étrangers. » Un taux largement au-dessus de la moyenne régionale de 20 pour cent du PIB.¹³

En termes de politique complémentaire, l'utilisation du dollar américain assure la stabilité monétaire (le Panama n'a pas de banque centrale), alors que des réformes fiscales ont réduit les taux et les tranches, simplifié les

déclarations et amélioré la collection. Le taux d'impôt sur les sociétés, fixe, est à 25 pour cent.

Il y a toujours eu le risque qu'un projet aussi rentable que le canal, qui rapporte 1 milliard de dollars de recettes annuelles au gouvernement, puisse inciter à l'apathie gouvernementale et à la paresse nationale. Mais les Panaméens ne sont pas restés les bras croisés en ce qui concerne leurs infrastructures héritées.

Les deux ports aux deux bouts du canal sont gérés depuis 2000 par une société basée à Hong Kong. Et en 2007 les travaux ont commencé pour un élargissement du canal, à hauteur de 7,8 milliards de dollars, pour permettre à des vaisseaux larges de 54,8 mètres, comme des navires transportant 13 000 conteneurs, de passer. L'élargissement a été inauguré en juin 2016.

L'ancien canal pouvait accueillir des vaisseaux de jusqu'à 80 000 tonnes de port en lourd (appelés des Panamax), qui transportaient jusqu'à 4 400 conteneurs. Son élargissement permet aux vaisseaux de jusqu'à 120 000 tonnes de port en lourd, transportant jusqu'à 13 000 conteneurs, de passer. Les droits par vaisseau qui passe dans les nouvelles écluses sont estimés à 1,5 millions de dollars chacun. Cela reste moins cher que l'alternatif : un voyage autour du cap Horn.

L'élargissement n'est pas le seul investissement intelligent à long terme du Panama. Alors que d'autres discutent de zones économiques spéciales, le Panama en a créé six. Jusqu'au 31 décembre 1999, des troupes américaines étaient basées à 14 sites au Panama. Si leur présence était un affront à certains Panaméens, beaucoup d'autres ont compris les avantages financiers que ces 'touristes cachés' avaient apportés. Au lieu de se lamenter sur la perte financière résultant du départ des Américains, le gouvernement et le secteur privé se sont mis à convertir les anciennes bases en centres de production et en communautés économiques. L'ancienne base aérienne américaine de Howard est aujourd'hui la zone économique spéciale Panama Pacifico, à seulement 15 minutes de route de Panama City en passant par le Pont des Amériques. Cette zone accueille 248 entreprises, les deux-tiers des sociétés de manufacture. La majorité sont étrangères, comme les grandes enseignes 3M, BASF, Caterpillar, Dell et SABMiller.

Panama Pacifico vise à attirer des entreprises qui emploieront à terme 40 000 personnes, avec des habitations pour 60 000. Sa création avait été motivée par la volonté de « trouver des façons d'ajouter de la valeur aux

marchandises passant par le canal, » dit Frank Terracina, le directeur de marketing.

Côté Pacifique, au bout de la voie ferrée du *Panama Canal Railways* (Chemins de fer du canal du Panama), où on charge des conteneurs de 12 mètres sur des rames à deux niveaux et à 50 wagons, sur le site de l'ancienne base militaire américaine de Fort Clayton, se trouve la Cité du Savoir, où travaillent aujourd'hui 5 000 personnes. L'initiative de deux hommes d'affaires visionnaires, Gabriel Lewis et Fernando Eleta, la Cité a été conçue pour être un centre d'innovation.

Si la dotation pour la Cité du Savoir était le terrain, le cash-flow vient des loyers des 200 bâtiments situés sur le site de 120 hectares. Les entreprises, ONG et organismes de recherche sont scrupuleusement sélectionnés selon leur pertinence en matière de technologie et de savoirs.

Ce qui attire les entreprises et d'autres à Panama Pacifico et à la Cité du Savoir est ce mélange d'excellente connectivité, de procédures bureaucratiques simplifiées, d'une réglementation libérale en matière de visas, et d'une absence de taxes.

Du coup, la Cité du Savoir reçoit 15 fois plus de candidatures qu'il n'y a d'espaces disponibles. Alors que le salaire mensuel minimum au Panama est de 600 dollars, ceux qui travaillent sur le site sont payés plus de 1 500 dollars.

Bien sûr, le Panama a ses problèmes. La situation politique y reste très tendue, avec des préoccupations persistantes concernant l'état de droit et la corruption. Par exemple, l'ancien Président Ricardo Martinelli, qui a démissionné en juillet 2014, est parti en Floride sous des accusations d'avoir trempé dans des affaires de pots-de-vin. Un quart de la population vit dans la pauvreté, très élevée dans les zones rurales notamment, même si elle a baissé de façon significative par rapport aux 40 pour cent de 2008. Et le rôle du Panama en tant que paradis fiscal a été mis en exergue par les « Panama Papers », la fuite de 11,5 millions de documents compromettants venant des fichiers de Mossack Fonseca, le quatrième cabinet d'avocats offshore du monde.¹⁴

Cependant, en seulement cinq ans près d'un demi-million de Panaméens ont réussi à sortir de la pauvreté, principalement grâce à la croissance économique accélérée. Il y a aussi eu une réduction généralisée des inégalités. Comme l'a déclaré l'ancien Président Barletta, « Si nous faisons ce qu'il

faut, le Panama a un potentiel de croissance de six pour cent dans un avenir prévisible ».

Un élément clé de « ce qu'il faut faire » a été de prendre au sérieux le développement des infrastructures et de traduire des projets ambitieux en actions concrètes.

La composante critique du logement et de la construction

Le township de Khayelitsha, « notre foyer » en isiXhosa, a été construit à 35 kilomètres du centre-ville de Cape Town au milieu des années 80. C'était là une dernière tentative d'aménagement du territoire selon le régime de l'apartheid, et devait aussi être une solution aux problèmes que l'afflux de migrants, pour la majorité originaires du Cap oriental, posait au gouvernement, avec l'apparition de zones d'habitation informelles comme celui de Crossroads, près de l'aéroport de Cape Town. La pression s'est intensifiée après l'abolition, en 1986, des « pass laws » – lois qui avaient été conçues pour limiter la libre circulation des citoyens Noirs – et le démantèlement de l'apartheid.

Le logement joue un rôle central dans le développement, non seulement en cimentant le lien social, mais aussi en tant qu'investissement financier personnel.

En dépit de récents chamboulements liés à des bulles spéculatives immobilières et à l'instabilité financière, le logement est toujours, dans les économies développées, le plus important investissement personnel tangible.

Paul Collier et Anthony Venables de l'Université d'Oxford démontrent que les biens immobiliers représentent plus d'un tiers de la richesse totale des ménages en Grande-Bretagne, qui s'élève à 15 billions de dollars. L'accumulation de biens au niveau national est donc « fondamentalement liée à l'investissement dans le logement ».¹⁵ De plus, la construction de logements crée des emplois, surtout à cause de sa nature à forte intensité de main-d'œuvre, encore renforcée par la construction d'infrastructures connexes, routières et autres.

Comme le montre la Figure 3.3, il y a eu une augmentation considérable des dépenses pour des projets d'infrastructures en Afrique. Cependant, seul un petit pourcentage de ces dépenses est consacré au logement – on l'estime à 10 pour cent seulement des dépenses publiques et privées affectées au

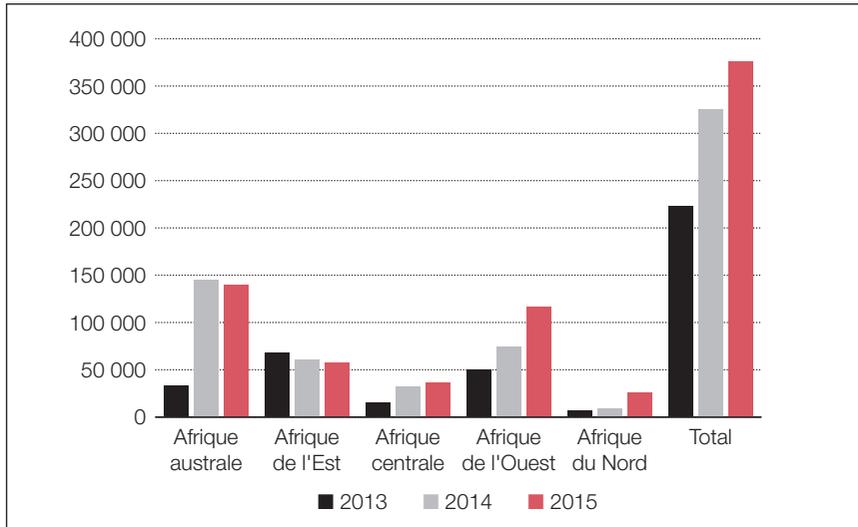
développement immobilier et social. En 2015, par exemple, 37 pour cent des dépenses ont été consacrées au transport, 28 pour cent à l'énergie et à l'électricité, et seulement 6 pour cent à l'immobilier.¹⁶

Dans une grande partie de l'Afrique, de Khayelitsha à Kibera, et de Makoko à Manenberg, le ménage type habite dans un baraquement peu cher, ou pire. Selon la Banque de développement africaine, si l'Afrique subsaharienne a la proportion la plus basse de résidents urbains dans le monde, elle a la plus grande proportion d'habitants de bidonvilles, soit 65 pour cent. Seule une moitié environ des citadins du continent ont accès à l'assainissement, et un tiers à l'électricité. Par conséquent, alors que ces ressources sont de plus en plus sollicitées à cause de la migration vers les zones urbaines et de la croissance démographique, l'inégalité dans les villes africaines reste la deuxième plus élevée au monde, avec un coefficient de Gini de 0,58 en moyenne, bien au-dessus de la moyenne mondiale de 0,4.¹⁷

Dans le monde développé, dont l'Afrique du Nord, les logements sont généralement construits par des sociétés privées selon des normes acceptables, avec des valeurs de marché décelables, ouverts à un mélange de location et de propriété, publics autant que privés. L'échelle de l'activité de construction a créé des emplois salariés, ainsi que des investissements et des incitations à l'accession à la propriété pour assurer l'entretien ultérieur.¹⁸ Les maisons africaines, en revanche, souvent construites par l'habitant, n'adhèrent souvent pas aux normes de construction, dépendent souvent de droits d'occupation informels et flous, et ne sont généralement pas reliées aux services qui sont du ressort des collectivités locales, comme les routes, l'électricité, l'éclairage public, l'eau ou l'assainissement, surtout dans les zones à faible revenus.

Khayelitsha est composé de plusieurs sites –du poste d'arrivée des nouveaux migrants vers le sud-est à Nkanini, aux zones périphériques d'Harare et Monwabisi. Le township a une population de 800 000 personnes alors qu'il avait été conçu pour 250 000.¹⁹ La population est jeune (lors du recensement de 2011, seuls 7 pour cent des résidents avaient plus de 50 ans), et pour la majorité composée de migrants récemment arrivés (près des deux tiers sont des migrants venus des zones rurales), ce qui a valu au township le sobriquet de 'Rural in an Urban Setting' (du rural en milieu urbain). Couvrant 43 kilomètres carrés, il est l'un des quartiers les plus pauvres de Cape Town : le revenu annuel moyen par famille y est de 20 000 rands (1 250 dollars)

Figure 3.3 : Les projets d'infrastructure en Afrique (en millions de dollars), 2013–2015



Source : Deloitte, Africa Construction Trends report 2015 (Rapport sur les tendances dans le bâtiment en Afrique), <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/manufacturing/ZA-ConstructionTrendsReport-2015.pdf>

– environ la moitié de la moyenne pour la ville. La moitié des habitations sont des bicoques. Il coûte 40 rands par jour (le cinquième d'un salaire journalier) à un travailleur pour se déplacer jusqu'au centre-ville de Cape Town où l'on est le plus susceptible de trouver du travail. Ce coût élevé est une réflexion de la géographie : la plupart des gens n'habitent pas près de leur lieu de travail. Cela dit, ce trajet quotidien est plus court que la norme en Afrique du Sud, où les travailleurs font en moyenne deux heures de trajet par jour et dépensent environ 40 pour cent de leur paie en transport.

Il existe plusieurs initiatives financées par l'administration de la ville pour tenter d'améliorer les compétences, la sécurité et les opportunités commerciales autour des principaux axes de Khayelitsha. Dans les townships voisins d'Harare et de Kusaya, par exemple, cela s'est traduit par la construction d'une série de sites de location près de la gare, qui accueillent quelques-uns des 3 000 *spaza shops* (petites épiceries) du township. Il y a aussi une bibliothèque bien fréquentée au centre. Comme disait un fonctionnaire, c'est un peu comme un « centre commercial externalisé ».

Ces initiatives ont été adoptées de façon enthousiaste par des commerçants, bien qu'à un coût élevé pour la ville. Près de 200 millions de rands (13 millions de dollars au moment de la rédaction de ce livre) sont

affectés à ces améliorations à Harare et Kusaya, et 627 millions de rands supplémentaires sont destinés à Hanover Park. Mais les initiatives restent compliquées de par des questions de confiance et de leadership dans les communautés locales (en termes de qui parle au nom de qui, et avec quel objectif), et de par le passif culturel de la vie rurale – par exemple, la préférence des gens pour des habitations de plain-pied. Il y a aussi la prise de conscience du fait que la ville a besoin de 400 000 nouveaux logements, certains dans les zones dites ‘d’intégration’, plus près de la ville, le long des couloirs de navette, et par une utilisation plus efficace des terrains et des habitations urbains existants. « Au cours de la prochaine génération », dit un fonctionnaire de la ville, « 80 pour cent de l’augmentation démographique va s’effectuer parmi les citoyens pauvres ».²⁰ Dans l’absence d’action en matière de logement, la pauvreté va s’enraciner dans ces townships où des maisons sont sous-louées et des *backyarders* (« ceux qui vivent dans l’arrière-cour ») construisent leurs propres abris parmi les habitations existantes.

Les dépenses pour le logement devraient augmenter en Afrique à cause de la combinaison de croissance démographique et d’aspirations plus élevées. Une famille africaine moyenne dépense plus de la moitié de son budget en nourriture ; en 2015, elle consacrait 24 pour cent de plus au logement, aux soins de santé et à l’éducation. La population urbaine étant estimée à 1,2 milliards d’ici 2050, avec 4,5 millions de nouveaux résidents arrivant tous les ans dans des zones d’habitation informelles en Afrique, la population des bidonvilles devrait doubler tous les 15 ans.²¹ L’ONU estime que plus de 200 millions de personnes vivront dans des bidonvilles en Afrique subsaharienne d’ici 2020.²²

Par exemple, on estime qu’il manque 2,5 millions de logements, seulement en Afrique du Sud, et que le chiffre pour l’Égypte, le Nigéria et l’Afrique du Sud ensemble pourrait atteindre 23 millions, à un coût pour le marché de 350 milliards de dollars.²³

Les retombées d’une amélioration de l’offre de, et de l’accès au, logement sont considérables, et vont au-delà du fait d’avoir un chez-soi confortable, facile d’accès et chaud. Mondialement, il y a une corrélation entre l’urbanisation et une augmentation du PIB. C’est le résultat de taux plus élevés de productivité obtenus par l’augmentation de la densité de population, des économies d’échelle, et la provision de meilleures infrastructures et de meilleurs services, comme l’éducation. Ceci est manifeste, par exemple,

au Site C de Nolungile Station à Khayelitsha, à l'intersection des rues Japhta K. Masemola et Solomon Tshuku. Près de la station des taxis appelé « Kuwait », ça grouille d'activités. Des « Mamas » enveloppées de fumée attisent des brasiers où sont étalés des morceaux de poulet, des abats et des tripes, au milieu de conteneurs qui abritent pompes funèbres, coiffeurs, cabinets médicaux et tailleurs. Malgré la pauvreté, le quartier est relativement sûr à cause de l'activité, et aussi parce que les vendeurs gardent un œil vigilant sur leurs marchandises. Le business se concentre forcément là où il y a du passage et de l'argent.

Néanmoins, l'Afrique n'a jusqu'à présent pas su profiter de l'urbanisation, en termes de croissance économique, à la même échelle que d'autres régions en développement. Comme il a été indiqué au chapitre 1, ceci est dû, d'une part, au fait que les migrants ne sont pas attirés vers les villes par l'industrialisation, mais plutôt par la redistribution de rentes, et d'autre part, parce que ce sont les faibles rendements agricoles qui les poussent à quitter les zones rurales, et non pas des améliorations de l'efficacité dans l'agriculture. Par exemple, la population urbaine de l'Afrique subsaharienne a atteint 40 pour cent en 2013, avec un PIB par habitant de 1 018 dollars ; l'Asie de l'Est et le Pacifique ont atteint ce niveau d'urbanisation en 1994 avec un PIB de 3 617 dollars par habitant ; le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en 1968 avec 1 806 dollars par habitant ; et l'Amérique latine et les Caraïbes en 1950 avec 1 860 dollars par habitant. Etant donné le pourcentage élevé de richesse personnelle consacrée au logement dans le monde, ce taux relativement faible de croissance par habitant limite les ressources que les ménages africains ont à leur disposition pour dépenser ou investir dans le logement.²⁴

Cela est doublement pénalisant, puisque le secteur du bâtiment pourrait aussi créer des emplois, surtout dans les catégories des emplois non-qualifiés et semi-qualifiés. Au début du 21^{ème} siècle, 111 millions de personnes travaillaient dans le secteur du bâtiment mondialement, dont 75 pour cent dans des pays à faible revenu ; pourtant, la productivité par ouvrier était 10 fois plus élevée dans les pays plus riches.²⁵ En Afrique du Sud, le cas le mieux documenté en Afrique, les dépenses en travaux de construction en 2013 se sont élevées à 310 milliards de rands (200 millions de dollars), avec 820 000 personnes employées dans le secteur formel (8 pour cent du total national), et encore 340 000 (17 pour cent) dans le secteur informel. De ces dépenses, 50 milliards de rands étaient consacrés à la construction résidentielle,

un secteur qui employait (officiellement) 150 000 personnes.²⁶ On estime que la construction d'une seule maison en Afrique crée cinq emplois.²⁷

Pour réaliser ces emplois et d'autres avantages, il est fondamental d'investir. Il faut créer les bonnes conditions, il faut planifier, et il faut gérer plusieurs aspects simultanément, comme les embouteillages et la pollution, qui, selon McKinsey, font partie des autres écueils de la croissance non maîtrisée.²⁸ Cela requiert des partenariats pour accéder au savoir-faire, à la technologie et au financement, et cela demande de s'attaquer aux obstacles posés par les politiques.

La reconnaissance du principe et de la pratique de la densification fournit déjà quelques solutions. Nombre de townships sont déjà pleins à craquer : la densité des 150 000 habitants de Delft, près de Khayelitsha, par exemple, est de 14 000 par kilomètre carré ; la densité des 17 000 personnes vivant à Sweet Home Farm, l'une des 323 zones d'habitations informelles de Cape Town, située près de Hanover Park et commencée sur une déchetterie, est estimée à 33 000 par kilomètre carré.²⁹ Mumbai, en comparaison, a une densité de population de 21 000 par kilomètre carré.

La reconnaissance du besoin de logement à haute densité, la disponibilité de terrains, la prestation à grande échelle de services efficaces, surtout l'électricité, et la capacité des sociétés de construction de construire à grande échelle sont des conditions préalables de rattrapage du retard.

Il y a trois autres conditions. Premièrement, vu la complexité de la propriété foncière et la nécessité de prioriser le financement, il doit y avoir de l'incitation politique d'en haut. Les collectivités locales ont besoin de plus d'autonomie pour générer et dépenser le revenu. Sinon, ils n'auront que très peu d'intérêt à promouvoir la croissance économique ; aussi, ils n'auront pas les moyens de créer les infrastructures qui sont nécessaires pour éviter que « des projets raisonnables deviennent des chimères ». ³⁰ Cela veut dire que les banques, les promoteurs et les gouvernements devront élaborer un schéma de financement où les risques et les retombées sont partagés.

Deuxièmement, le logement doit être rendu abordable. Le Centre pour le financement du logement abordable en Afrique a calculé que le prix de la maison la moins chère nouvellement construite par un promoteur formel privé est de 31 085 dollars, alors que le revenu moyen par habitant est de 1 764 dollars. Ceci comparé à la mesure mondiale d'accessibilité de trois à cinq fois le revenu annuel du ménage.³¹ Il n'est donc pas surprenant que la

majorité préfère acheter dans le secteur informel du logement, où les coûts varient de 2 pour cent (au Malawi) à 15 pour cent (en Zambie) du prix de l'unité de logement formel le moins cher. Rendre le logement plus abordable demande non seulement de construire d'une façon qui réduit les coûts, mais aussi de fournir des plans de financement innovateurs, dont des maisons subventionnées et des prêts. En plus, le marché hypothécaire de l'Afrique est très mal desservi. Des conditions typiques d'hypothèques africaines sont un taux d'intérêt d'environ 22 pour cent et un terme de seulement 10 ans, ce qui répond aux besoins d'« une petite élite nantie ».³²

Troisièmement, il doit y avoir de la clarté sur les titres et droits de propriété. Dans ce domaine, le gouvernement doit encourager l'innovation. Il y a plusieurs façons dont il peut s'engager – soit en assouplissant les règlements pour permettre aux résidences de devenir, de façon légale, des entreprises, soit en mettant des terres à disposition pour des entreprises à fort taux d'emploi dans des quartiers difficiles, à des loyers modestes, ou pour la construction de hautes barres d'immeuble. Il est aussi nécessaire d'aborder non seulement la question de la propriété des terres, entre autres par la promotion de la copropriété, mais aussi sa disponibilité, par l'intervention de l'Etat. Actuellement, la plupart des villes sont emprisonnées dans un « carcan de manque d'espace ».³³ Des opportunités qui ne demandent pas beaucoup de surveillance réglementaire ou de fardeau financier sont préférables.

En même temps, les gouvernements doivent aussi améliorer l'efficacité et les niveaux de compétences de leurs bureaucraties. Le temps d'attente moyen en Afrique pour un permis de construire est de 162 jours, et l'enregistrement de propriété coûte généralement 8,3 pour cent de la valeur.³⁴

La création d'emplois, en particulier, sera énormément facilitée en donnant aux gens la possibilité d'habiter dans des endroits d'où ils peuvent facilement accéder à leur lieu de travail. Par définition, la manufacture à basse technologie et à fort taux de main d'œuvre ne peut pas être réalisée virtuellement, et au fur et à mesure que le niveau de développement de la Chine augmente, des villes africaines correctement développées peuvent espérer récupérer une partie de ce travail. L'arrivée de la classe moyenne africaine s'effectuera également par l'accession à la propriété et l'intérêt pour la stabilité économique, stratégique et politique qu'elle apporte. Pour atteindre cet objectif, l'offre de logement en Afrique devra engager autant le secteur privé que public. Ce sera sans aucun doute un marathon sans ligne

d'arrivée, un cycle auto-entretenu, puisque plus on améliorera les villes, plus elles attireront de nouveaux arrivants et plus le défi sera grand. La réussite dépendra dans une grande mesure de systèmes bancaires efficaces, de la possession de titres fonciers, et de la mise en place de crédit par un profilage scrupuleux.

Conclusion : faire attention à l'écart qui se creuse

Transformer l'économie politique de protection des privilèges, de pillage et de survie en une économie de prospérité sera au cœur de la transformation de Tazara, comme avec n'importe quel projet d'infrastructure en Afrique. Cela demandera que le leadership renonce à tout contrôler, et trouve les moyens et les structures pour motiver ceux qui opèrent plus bas dans la hiérarchie. Cela requiert qu'on gère la politique aussi bien, sinon mieux, que l'économie.

Le manque d'infrastructure est un problème pour tous les pays africains et résulte de décennies de négligence, de politisation et de sous-développement. Le prix à payer sera élevé si cette situation perdure. Selon la Banque mondiale, la qualité inférieure des infrastructures retarde la croissance économique d'environ deux points de pourcentage chaque année et réduit la productivité de jusqu'à 40 pour cent. L'innovation en matière de financement et de conception, et une meilleure utilisation des infrastructures existantes, sont essentielles à la résolution du manque d'infrastructure en Afrique.

Attirer du financement privé est aussi vital pour réduire le déficit. Depuis que le rapport 2009 de la Banque mondiale a identifié le déficit annuel de financement d'infrastructure de 93 milliards de dollars, il semblerait que les capitaux pour les infrastructures africaines ont totalisé environ 328 milliards de dollars entre 2009 et 2014, soit une moyenne de 54 milliards par an. En 2013, par exemple, les organismes publics de développement ont contribué 44 milliards, avec l'Asie représentant la plus grande part, soit 15,9 milliards (la Chine représentait 13,4 milliards de ce montant et le Japon 1,5 milliards). Les banques africaines de développement ont fourni 2,2 milliards de dollars, des banques de développement multilatérales 9,2 milliards, l'Europe 6,3 milliards, des donateurs arabes 3,3 milliards et les Amériques 7,2 milliards de dollars. Les prêts commerciaux n'ont représenté que 9 milliards de dollars supplémentaires cette année-là.³⁵

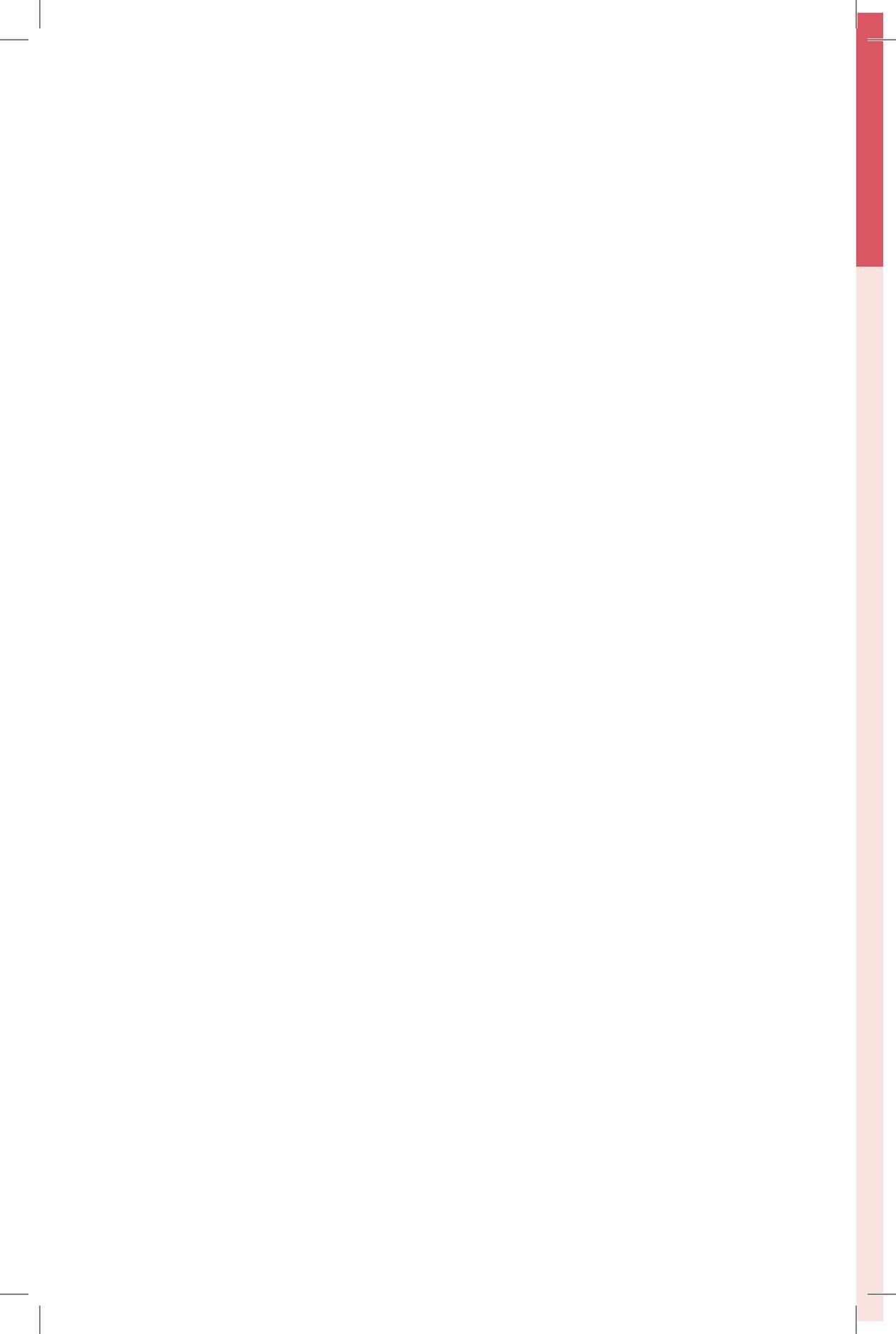
L'innovation en matière de financement peut contribuer aussi, comme cela sera montré au chapitre 10, mais la réponse ne réside pas seulement dans de nouveaux projets. Une utilisation plus efficace des infrastructures existantes pourrait ramener le déficit en dépenses à un tiers des capitaux estimés nécessaires. La technologie pourrait aussi apporter des réponses au problème. Le coût de l'énergie solaire, par exemple, est en train de baisser, offrant des alternatives énergétiques pour l'Afrique. Le coût de l'énergie solaire a baissé de 75 pour cent entre 2010 et 2016, et l'éolienne de 25 pour cent, remettant en cause la primauté des combustibles fossiles qui génèrent actuellement 85 pour cent de l'énergie dans le monde.³⁶

L'entretien des infrastructures est également particulièrement important, mais aussi difficile, parce que ce n'est pas « tendance » et manque par conséquent de prestige et de potentiel de rendement. Il y a pourtant des signes positifs. Par exemple, l'Éthiopie a maintenu une focalisation déterminée sur la provision d'infrastructures, dont des mégaprojets comme le barrage Grand Renaissance et sa liaison ferroviaire reliant Djibouti à Addis-Abeba, dont une grande partie du financement a été générée sur place. La réussite de ces initiatives sera déterminée, comme il a été démontré au Panama, par la mesure dans laquelle elles seront menées à bien non seulement par la provision des biens d'infrastructure, mais par la mise en place d'un ensemble de réformes, notamment la possibilité pour le secteur privé d'opérer sans surcharge réglementaire. Dans le développement des infrastructures, une approche à long terme et une volonté politique d'encourager la réforme sont vitales.

2^{ème} Partie

L'état de l'économie africaine





L'Agriculture

Une réussite en cinq étapes :

- Supprimer les déformations des prix agricoles par le gouvernement.
- Faire face à la peur des pénuries de vivres par de meilleures prévisions de marché.
- S'assurer que les politiques gouvernementales embrassent des pratiques agricoles modernes, y compris la mécanisation, les économies d'échelle et une plus grande production.
- S'assurer de la sécurité des titres de fermiers à long terme, qu'il s'agisse de terre à bail ou en propriété.
- Améliorer la logistique qui est essentielle à la réussite de la production de denrées alimentaires et de l'exportation de produits agricoles non alimentaires.

Défis et opportunités : L'agriculture en Afrique, c'est l'histoire d'un potentiel énorme qui n'a pas été atteint. Les autres régions de la planète ont doublé ou même triplé leurs productions, alors que les productions de céréales en Afrique, pour donner un exemple, sont estimées par la FAO à 66 pour cent en dessous de la moyenne mondiale.¹ Quarante des 55 économies africaines sont des importatrices nettes de nourriture, certaines ayant les secteurs agricoles les moins performants au monde, alors que 300 millions d'Africains souffrent de malnutrition. Les raisons pour lesquelles l'Afrique stagne dans le domaine agraire sont claires : la guerre, l'instabilité, le manque de clarté quant aux titres fonciers, le peu d'investissement dans l'humain et dans les systèmes de gestion, l'ingérence du gouvernement dans les prix des denrées alimentaires, et l'absence d'économies d'échelle et de technologie. Avec 600 millions d'Africains engagés directement ou indirectement dans la production agricole, dont 70 pour cent sont des femmes selon les estimations, une performance améliorée peut distribuer les gains d'une croissance économique à une section marginalisée de la population.

Statistiques clés : L'Afrique contient 874 millions d'hectares de terre arable, soit 60 pour cent du total mondial.² Pourtant, le continent n'utilise que 43 pour cent de ses terres arables potentiellement pluviales. Moins de 4 pour cent des 39 millions d'hectares de terres qui conviennent à l'agriculture sont actuellement irrigués.³ L'utilisation d'engrais par hectare en Afrique ne représente que 13 pour cent de la moyenne mondiale. Le continent est relativement peu mécanisé : ses fermiers ne possèdent qu'un tracteur pour 868 hectares, comparé à la moyenne mondiale d'un tracteur pour 56 hectares. Les importations de denrées alimentaires en Afrique subsaharienne se montent à 25 milliards de dollars annuellement.⁴

Les Argentins aiment raconter, à leur encontre mais de façon touchante, que lorsque Dieu a créé l'Argentine, il lui a donné les meilleures terres, le meilleur climat, des minerais et bien d'autres choses. Lorsque le reste du monde s'est plaint, Dieu a égalisé les choses en donnant cette nouvelle terre abondante aux Argentins.

Les derniers 70 ans de l'histoire économique d'Argentine est une histoire de cycles : une courte période de prospérité suivie de périodes de faillite croissantes plutôt longues, suivies de réformes d'austérité. En 1990, par exemple, Carlos Menem est entré en fonction et a introduit une série de réformes qui ont permis de stabiliser l'inflation, et les choses ont commencé, une fois de plus, à s'améliorer. Pourtant, au début des années 2000, le pays s'est encore retrouvé en crise, avec des changements de dirigeants et des fuites de capitaux en série. Néstor Kirchner a ensuite été élu Président en 2003, et son gouvernement a stabilisé la situation, présidant à la chute dramatique des taux de chômage et de pauvreté. En dépit de son populisme politique, un semblant de stabilité économique est réapparu, bien que cela eût moins à voir avec les politiques du gouvernement qui incluaient les défauts de paiement, qu'avec l'ingénuité du secteur privé.

Durant les années 1990, le secteur privé en Argentine a investi considérablement dans les nouvelles techniques agricoles, dont la technique du semis direct en particulier, ainsi que l'utilisation d'herbicides et de graines génétiquement modifiées. Au milieu des années 2000, la demande chinoise de soja, actionnée par la triple augmentation de consommation de

viande par personne, a favorisé l'augmentation rapide des exportations en Argentine. « Le soja », a dit un expert agricole argentin, « c'est de la viande ». En conséquence, la production végétale a augmenté de 20 à 93 millions de tonnes entre 1995 et 2010. Durant la même période, les exportations ont augmenté de 2 à 56 millions de tonnes de soja. Ce résultat est dû à la montée des rendements, vu que la surface cultivée (autour de 40 millions d'hectares) n'a augmenté que de 25 pour cent.

L'Argentine est désormais le troisième pays producteur de soja (après les Etats-Unis et le Brésil), et le premier exportateur de produits transformés à base de soja, dont la farine, l'huile et le biodiesel.

Cette révolution de production et d'exportation agricole a été reproduite au Brésil qui a augmenté son exportation de soja à 54 millions de tonnes en 2014-2015, ce qui représente plus de la moitié de sa production annuelle de 98 millions de tonnes, une production que la Chine a pratiquement absorbé à 75 pour cent.⁵ En 2000, l'entière production brésilienne se montait à un peu plus de 30 millions de tonnes.

Il n'y a pas qu'en Amérique Latine qu'on trouve de tels moments de changement agraire rapide. En effet, l'expression « Révolution verte » a été inventée pour décrire ce qui est arrivé en Inde dans les années 1960 et 1970.

La famine du Bengale, le pire désastre alimentaire attesté au monde, a eu lieu en 1943 lorsque l'Inde était colonisée par l'Empire britannique. Quatre millions d'habitants sont morts de faim, dû principalement au fait que l'offre alimentaire n'y avait pas été fait une priorité. Cette tragédie a forcé l'Inde postcoloniale à faire de la sécurité alimentaire un programme prioritaire qui a conduit à la Révolution verte entre 1967 et 1978. La production agricole a augmenté durant cette période avec l'expansion des zones d'agriculture, la double culture, l'amélioration de la technologie et des graines, tel qu'on l'a vu avec la variété de blé K68 à haut rendement. Ces changements ont permis d'accroître les récoltes de 72 à 130 millions de tonnes jusqu'en 1978.⁶ Bien que la Révolution verte ait, pour certains, fait preuve d'insuffisances, comme le fait qu'elle n'a pas conduit à l'autarcie alimentaire, elle a néanmoins permis d'améliorer la sécurité alimentaire et de créer des emplois dans l'industrie agro-alimentaire. Elle a également tenu compte de l'industrialisation grâce à la construction de barrages d'irrigation et d'installations hydro-électriques, et a permis d'assurer l'approvisionnement des zones urbaines en nourriture.⁷

On trouve des histoires similaires concernant d'autres cultures dans d'autres pays.

Au moment de l'unification des Vietnams du Nord et du Sud en 1975, la production rizicole s'élevait à 10,3 millions de tonnes pour une population de 48 millions d'habitants. Il a donc fallu importer pour répondre aux insuffisances. Mais ces importations ont dû augmenter là où l'accroissement de la production n'arrivait pas à suivre la croissance démographique. En 1980, il a fallu importer 2 millions de tonnes de riz. Après une famine au milieu des années 1980, le processus de réforme agraire a été accéléré et le monopole de l'Etat assoupli, forçant les producteurs à améliorer leurs productions. La conséquence de cela a été que le Vietnam a, en 2008, produit un surplus de 7 millions de tonnes, en faisant le deuxième exportateur mondial de riz après la Thaïlande.

D'autres domaines du secteur agricole vietnamien sont également porteurs de records impressionnants, notamment la pisciculture et la production caféière. En effet, la part des exportations de café du pays a augmenté de plus de 20 pour cent par an durant les années 1990, passant de 0,1 pour cent à 20 pour cent en 30 ans. Avec des exportations de 1,2 millions de tonnes en 2015,⁸ le Vietnam est devenu le deuxième exportateur de café au monde. Aujourd'hui, l'industrie caféière emploie environ 2,6 millions de personnes, et les grains de café sont cultivés sur un demi-million de petites fermes.⁹

Essentiellement, la production accrue du Vietnam, dans le secteur agricole et industriel aussi bien que dans le secteur des services, est due au groupe de réformes économiques doi moi (ou de « rénovation »), qui visaient à créer une « économie de marché d'orientation socialiste », par l'assouplissement du contrôle central et la libéralisation du marché, permettant de ce fait de débloquer les investissements et les initiatives nécessaires à une croissance rapide. Les résultats sont impressionnants : en 1994, 60 pour cent des Vietnamiens vivaient sous le seuil de pauvreté; 20 ans plus tard, ce chiffre est descendu en dessous de 10 pour cent.

L'Afrique a également eu ses succès : le Kenya et l'Ethiopie sont des exemples de progrès en floriculture. Ces deux pays ont désormais 2 000 et 600 hectares de cultures, respectivement. Leurs taux de rémunération sont bas ; ils sont proches des marchés européens (comparés à d'autres régions) ; et le climat et l'altitude dans ces pays leur permet de planter tout au long de

l'année. Ils bénéficient de plateformes de correspondances régionales, et le Kenya a même dédié un terminal entier à l'exportation des fleurs à l'aéroport international Jomo-Kenyatta.

Les exportations de fleurs coupées du Kenya ont augmenté par douze fois à 137 000 tonnes, entre 1988 et 2014, faisant du Kenya le troisième exportateur de fleurs au monde. C'est aujourd'hui le fournisseur d'un tiers des fleurs importées par l'Union Européenne. Un demi-million de Kenyans dépendent de ce secteur qui rapporte 600 \$ millions annuellement.

Plus au nord, et bien que son secteur de floriculture n'ait démarré qu'avec un hectare de fleurs d'été en 1995, l'Éthiopie est aujourd'hui classée parmi les cinq premiers fournisseurs au monde. En Afrique, elle est classée deuxième après le Kenya pour la production et l'exportation des fleurs. Ses recettes ont dépassé les 265 millions de dollars en 2015, et le secteur est responsable de 75 000 emplois directs tenus principalement par des femmes.

Le premier chargement dédié en 2005, se souvient Tsegaye Abebe, le fondateur de l'Association éthiopienne des producteurs et exportateurs d'horticulture, et le fermier qui a planté le premier hectare, « n'avait rempli que 19 tonnes sur les 36 disponibles dans ce Boeing 757. Et puis nous avons commencé à le remplir à capacité maximale, nous avons ensuite accru le nombre d'avions et, plus tard, nous sommes passés au MD-11 d'une capacité de 75 tonnes. Aujourd'hui », sourit-il, « nous utilisons deux 777 chaque jour, trois durant les périodes de pointe, en direction de l'Europe, et envoyons un conteneur de soute vers le Moyen-Orient. En tout, nous exportons en moyenne 300 tonnes par jour dans l'année. »¹⁰

Addis-Abeba a offert des prêts subventionnés pour chercher à plaire aux investisseurs, l'abandon des droits de douane sur les intrants et les biens d'équipement, ainsi qu'une exonération fiscale de cinq ans aux exportateurs. La location des terres gouvernementales est « presque gratuite », à 7,70 dollars par hectare annuellement, et les prêts à conditions libérales sont disponibles avec de longues périodes de recouvrement.

L'industrie des fleurs coupées est une affaire de logistique aussi bien que de terre, dont la réussite dépend d'une gestion solide, d'un gouvernement réactif, de l'entretien des marchés ainsi que de la réduction des frais. Lorsque les frais de logistique sont moins chers que les frais de chauffage des serres européennes, l'importation de fleurs est logique.

En Afrique du Sud, le secteur agricole reste un employeur important avec 700 000 ouvriers, soit environ 5 pour cent de la force ouvrière.¹¹ En dépit des inquiétudes soulevées par rapport à la restitution et la redistribution des terres, ce secteur se distingue comme l'exportateur africain modèle, de boissons, de noix et de fruits en particulier, qui représentent deux-tiers des exportations de produits agricoles. L'exportation du vin à elle seule a rapporté presque 500 millions de dollars en 2012–2013.¹² Le vin représente un produit hautement valorisé, à valeur multiplicatrice importante.¹³ Le total des bénéfices directs et indirects générés par l'industrie viticole dans le tourisme et autres domaines, représente non moins de 1,2 pour cent du PIB d'Afrique du Sud.¹⁴ Dans la seule Province du Western Cape, l'agriculture fournit plus d'un tiers de toutes les recettes d'exportation.¹⁵

Pourtant, en dépit de ces histoires de réussites, le secteur agricole en Afrique se caractérise non seulement par un potentiel non réalisé, mais également par des frais considérables par rapport à la nutrition, des prix élevés et la perte de revenus.

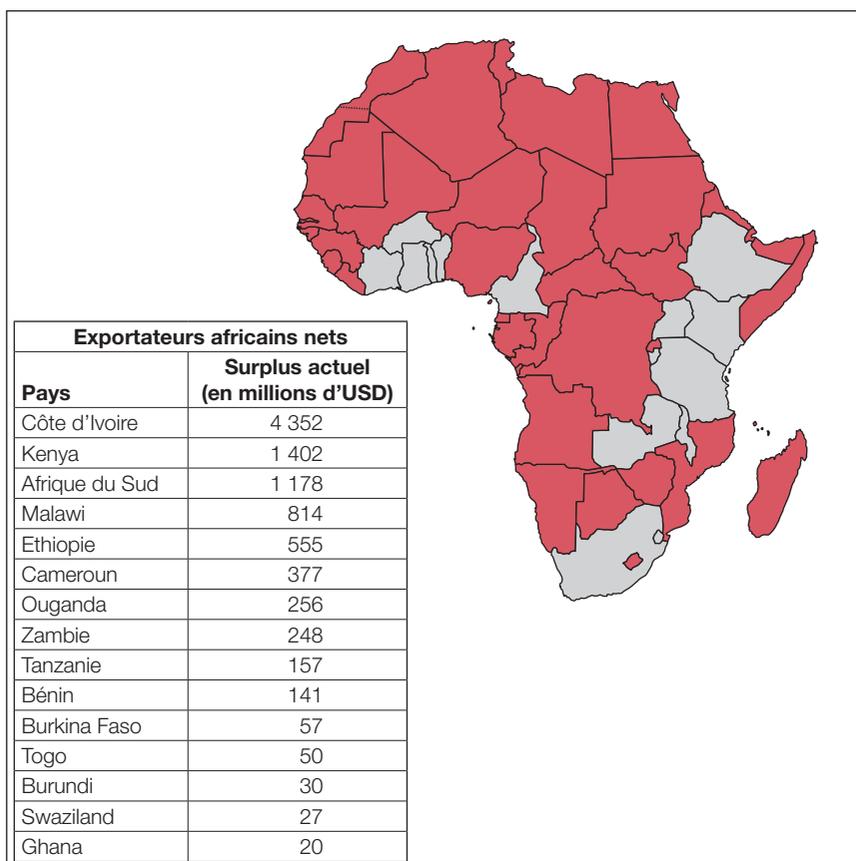
Le problème de l'agriculture africaine

Le quartier général de la FAO à Rome est situé dans l'ancien Ministère de l'Afrique orientale italienne. Toutefois, les lignes bien définies sur l'extérieur de l'ancien quartier général colonial de Mussolini, en face du Cirque Maxime, ne sont pas reproduites à l'intérieur. L'agencement de l'intérieur est une confusion de zones désignées alphabétiquement sur huit étages – une métaphore appropriée de la frustration de la FAO en Afrique. Sa mission est de vaincre la faim dans le monde en servant de forum pour la résolution de problèmes et en offrant des informations techniques. La plus grande partie du travail du personnel de 10 000 employés porte sur l'Afrique, la bénéficiaire nette d'une aide alimentaire.

En dépit des nombreux efforts, jusqu'à maintenant les organisations telles que la FAO semblent impuissantes à changer cette situation. En 2016, sur les 37 pays à travers le monde qui ont demandé de l'aide pour pénurie alimentaire, suite à une crise, plus de 28 étaient en Afrique.¹⁶ Bien que l'on s'attendît à ce que la production mondiale de céréales reste constante en 2016, soit à environ 2,5 milliards de tonnes, on s'attendait à ce qu'elle baisse de plus de 10 pour cent en Afrique, à 156 millions de tonnes.

Ces vicissitudes – et ces mauvais résultats – traduisent la situation météorologique et les conflits. Mais dans l'ensemble, elles illustrent le très mauvais rendement agricole de l'Afrique depuis les indépendances. Alors que d'autres pays ont radicalement transformé leurs productions pour nourrir leurs habitants, comme on l'a vu précédemment, l'Afrique dans la très grande majorité stagne. La malnutrition en Afrique reste l'un des plus grands fléaux dans les régions en développement, affectant près d'un quart de la population du continent. La malnutrition a un effet durable sur les enfants et leur développement cognitif, préparant la scène pour des problèmes générationnels, et exacerbant les défis déjà redoutables des services de santé.¹⁷

Figure 4.1 : Exportateurs africains nets de produits agricoles (en gris)



Source : Banque Mondiale, Indicateurs de développement de l'Afrique, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=africa-development-indicators#>

Avec ces mauvais résultats viennent également d'autres coûts. La grande majorité des pays africains sont des importateurs nets de denrées alimentaires, ce qui signifie que le prix de la nourriture reflète l'importation, y compris les frais de transport et les bénéfices. Un autre impact est la perte de revenus potentiels sur les exportations de produits agricoles. Il y a également l'effet de déformation et de diversion des prix élevés sur l'économie des ménages. Alors que l'Américain moyen dépense 6,7 pour cent de ses revenus sur la nourriture, à égalité avec Singapour en première place (c'est-à-dire les pays où la nourriture est le moins cher), le premier pays d'Afrique sur les 92 pays étudiés par le Ministère de l'agriculture des Etats-Unis, est l'Afrique du Sud, en 47^{ème} place avec 19,4 pour cent des revenus ; le Kenya et le Nigeria étant les deux derniers, avec 47 et 56,9 pour cent des revenus respectivement.¹⁸ Il est donc peu surprenant de voir que plus d'un tiers des Kenyans souffrent de malnutrition. Au Nigeria, le niveau de dépense dépasse les 40 pour cent.¹⁹ Le prix élevé de la nourriture a un gros impact sur la capacité des citoyens à investir dans d'autres domaines, comme par exemple dans les soins médicaux, les vêtements, le logement et l'éducation.

Les prix de la nourriture aux Etats-Unis sont bas, grâce aux améliorations continues de la productivité, encouragée par les progrès de la mécanisation et de la technologie, et par la disponibilité croissante des intrants chimiques, lesquels ont conduit à des économies d'échelle toujours croissantes. Alors même que la surface des terres et l'apport de la main d'œuvre au sein de l'agriculture aux Etats-Unis ont diminué, la production agricole totale a plus que doublé entre 1948 et 2013.²⁰

L'analyse de la FAO concernant les raisons à l'origine d'un tel échec systémique est d'une grande clarté : Il n'y a pas de manque de terres ni d'eau en Afrique. Ce qu'il y manque, plutôt, ce sont des régimes de politiques attrayants et stables, la sécurité des titres de propriété et une approche concurrentielle.

Toutefois, les analystes de la FAO se demandent pourquoi les problèmes plus graves – tels que le problème bien identifié des prix – ne sont pas résolus. Une faible densité démographique – environ la moitié de la moyenne mondiale et un dixième de la moyenne du Vietnam par exemple – empêche le commerce et l'accès aux marchés, là où les fermes et les fermiers sont comparativement isolés. Tout le monde connaît le mauvais état dans lequel se trouvent les infrastructures en Afrique, et surtout les pratiques et les

systèmes d'irrigation, ainsi que les services logistiques qui sont médiocres et chers. Tous ces facteurs reflètent et renforcent un manque d'économies d'échelle. Une autre raison également donnée est l'ingérence habituelle des gouvernements dans la détermination des prix.

Aborder ces problèmes nécessite une certaine volonté politique et une segmentation des politiques qui ont manqué jusqu'ici. Ces lacunes sont le reflet d'un manque d'intérêt historique de la plupart des élites africaines pour transformer l'agriculture. La faible densité démographique signifie non seulement qu'il y a eu moins d'investissements dans les systèmes agricoles fixes, et qu'il y a une plus grande tendance des populations à migrer en périodes de stress, mais également que la population rurale d'Afrique est tellement dispersée que son influence politique en reste limitée.

Cette situation s'est traduite par des subventions élevées – correspondant souvent à l'approche d'élections – pour les populations urbaines et des prix bas pour les producteurs ruraux. « Plutôt que de voir les fermier comme des entrepreneurs » explique Ben Belhassen, le responsable du commerce et des marchés de la FAO, « ils sont perçus comme de pauvres paysans. »²¹ Pour lui, cette situation est due à la tension qui existe entre les impulsions politiques à court terme et le besoin d'une vision de développement à long terme, dont l'agriculture devrait faire partie.

« La solution », explique-t-il, « a besoin de commencer par la volonté politique de rendre l'agriculture prioritaire dans le développement national ». Cela signifie également le besoin de soutenir l'initiative des fermiers. Lorsqu'on connaît les problèmes et leurs solutions, une fois que la volonté politique est là, les améliorations ne peuvent que suivre rapidement.

Il n'y a aucun doute que l'amélioration du rendement agricole offre de grands avantages à tous les Etats africains ; il a le potentiel de générer d'énormes revenus et de créer des emplois. Aujourd'hui en Afrique, le secteur agricole est essentiel à l'offre d'emplois pour la moitié de la main d'œuvre. C'est également la première source de revenus pour peut-être jusqu'à un quart des ménages urbains.²² Mais ce secteur s'est immobilisé principalement dans la petite agriculture à petite production et petit rendement. Dans le cas des histoires de développement réussi, celles de l'Asie en particulier, plus les pays et leurs habitants sont devenus riches, plus la part de l'agriculture est petite dans l'économie en général. De ce point de vue, le problème de l'Afrique est

qu'elle n'est pas sortie de la petite agriculture à petite production pour se transformer.

Il y a donc trois grands défis à relever pour l'amélioration de l'agriculture à travers l'Afrique. Tout d'abord, le continent doit améliorer ses productions de cultures de base, en prenant en compte le coût du transport des marchandises sur de longues distances ; il doit ensuite diversifier ses types de culture et accéder aux marchés au comptant, aux niveaux national et international ; enfin, il doit ajouter plus de valeur aux produits agricoles.

Les politiques nécessaires à une plus grande production sont bien connues : améliorer les intrants ; introduire de nouvelles variétés de graines ; fournir des meilleurs services de vulgarisation agricole ; investir dans les compétences et les infrastructures de base ; introduire des réformes agraires ; développer le financement et l'assurance pour les zones rurales ; et garantir la prévisibilité de la détermination des prix et du rôle du gouvernement.

En dépit du fait que ces besoins sont bien compris, les réformes nécessaires ne sont toujours pas mises en œuvre. Il semble que cela ait plus à voir avec la politique et le choix des politiciens.

Production, systèmes et technologie

A la fin du XIXe siècle, presque la moitié des ouvriers aux Etats-Unis étaient employés dans l'agriculture ; un siècle plus tard, ce chiffre est tombé à moins de 2 pour cent. Même chose pour le Royaume-Uni, où la part de la main d'œuvre employée dans la pêche et l'agriculture est passée de 22 pour cent au milieu du XIXe siècle à moins d'un pour cent au XXIe siècle.²³

Ces baisses sont le résultat de la mécanisation et des améliorations technologiques. Il n'y a aucune raison de croire que si l'Afrique suivait le même chemin de productivité agricole, elle ne pourrait obtenir les mêmes résultats, avec des répercussions sur l'emploi dans les fermes alors que la production augmente. Mais il y aura d'autres opportunités en chemin.

Equalizer est un fabricant de matériel de plantation de graines et autres. Pour son fondateur, Gideon Schreuder, tout a commencé par la fabrication d'un crible à grains pour sa ferme familiale à Hopefield, sur la côte occidentale, au nord de la ville du Cap. « Les modèles qu'on trouvait sur le marché » se rappelle-t-il 16 ans plus tard « n'étaient pas très efficaces.

Le criblage et le pré-lavage étaient très importants, car cela nous permettaient d'obtenir un meilleur prix lorsqu'on livrait nos grains à la coopérative. »

Inévitablement, une chose en amenant une autre, en 2000 ce diplômé d'ingénierie mécanique s'est retrouvé dans la fabrication de matériel agricole. Avec une équipe de production de plus de 80 employés, Equalizer s'est concentré sur la conception et la fabrication de planteuses et de semeuses nécessitant peu ou pas de travail du sol. « Développé pour l'Afrique, fait pour l'Afrique, rudimentaire, résistant et solide » est le mantra derrière la conception du matériel d'Equalizer. Ce mantra donne cependant une fausse impression de la sophistication et la technologie de pointe des machines du fabricant qui sont tirées par tracteur, et qui peuvent pulvériser des herbicides, creuser des sillons qui se resserrent, déposer soigneusement par pression d'air des quantités précises de graines et d'engrais selon des profondeurs et des distances programmées pour les conditions du sol, avant de refermer les sillons. L'efficacité des machines illustre l'échelle des opérations agricoles pour lesquelles elles sont conçues. Une planteuse de blé de 18 mètres à 60 rangs peut couvrir 12 hectares en une heure ; la planteuse de maïs de 24 mètres peut couvrir 14 hectares en une heure également.²⁴

L'Australie et le Canada font partie des marchés internationaux d'Equalizer qui, en 2016, comptait plus de 800 planteuses et semeuses dans les champs. Cette entreprise fabrique une machine par jour et est devenue le fournisseur préféré en Afrique du Sud, devant John Deere.

La réussite d'Equalizer non seulement montre que les opportunités de fabrication existent pour les entreprises africaines, mais indique également la direction que l'agriculture devrait suivre : vers des opérations commerciales plus larges et capitalistiques, offrant des économies d'échelle. Il existe également une tendance vers de meilleures pratiques agricoles menées par une meilleure utilisation du sol et de l'eau pour accroître la productivité. Heinrich Schönfeldt, un céréalier dans la région de l'Overberg, à 100 km de la ville du Cap après les montagnes des Hottentots-Holland, résume le défi de l'agriculture dans la région comme suit : « Le fond du problème c'est qu'on a besoin de produire plus, de meilleure qualité et moins cher pour pouvoir entrer en concurrence avec le reste du monde. » Pour Lampie Fick, ancien ministre de l'agriculture de la Province, dont la famille est agricultrice dans la même région depuis plus de 200 ans, « on ne peut pas parler de plus de nourriture sur moins de terre sans changer les pratiques. »

Les premiers exportateurs agricoles du monde sont les Etats-Unis (175 milliards de dollars en produits d'exportation en 2015), le Brésil (90 milliards de dollars), la Chine (70 milliards de dollars), le Canada (65 milliards de dollars), l'Inde (47 milliards de dollars), l'Indonésie (43 milliards de dollars) et l'Argentine (41 milliards de dollars).²⁵ Tous utilisent des cultures génétiquement modifiées. Il s'agit de types de graines introduites commercialement au milieu des années 1990. Les trois premiers producteurs de maïs (soit les Etats-Unis, la Chine et le Brésil) et les trois premiers producteurs de soja (soit les Etats-Unis, le Brésil et l'Argentine) utilisent des organismes génétiquement modifiés (OGM).²⁶ Bien qu'il y ait des préoccupations de par le monde et même des oppositions à l'utilisation de telles variétés hybrides, elles sont beaucoup plus résistantes à l'utilisation des herbicides que les graines normales, particulièrement dans le cas du soja et du maïs, mais également du colza, du coton, de la luzerne et de la betterave à sucre.

L'introduction du maïs génétiquement modifié a conduit à une augmentation considérable de la production en Afrique du Sud, et a permis de presque doubler les rendements en 10 ans seulement. La production nationale du maïs s'est vue augmenter de plus 40 pour cent avec 14 millions de tonnes en 2014, même si la surface cultivée a diminué de plus de 50 pour cent, soit à moins de 2 millions d'hectares. La production moyenne à travers le pays a augmenté de 2,9 à 5,3 tonnes par hectare durant cette période. De même, la production de soja est passée de 282 000 tonnes en 2007/2008 à 1,1 millions de tonnes en 2014/2015. Ces deux résultats indiquent une augmentation quadruple des surfaces plantées et la disponibilité de variétés rustiques de soja.²⁷

Mais pas tout ce qui a rapport au progrès concerne de nouveaux types de graines. La région agricole du Cap occidental d'Afrique du Sud produit un peu plus de la moitié de la production nationale annuelle de 1,7 millions de tonnes de blé, en plus des 500 000 tonnes produites dans les Provinces de l'Etat libre et du Cap du Nord. Le rendement moyen par hectare dans la région de l'Overberg du Cap du Sud, autour de la ville de Caledon, est de 3,5 tonnes par hectare, le double de la production du milieu des années 1980.

Une promenade en voiture sur la N2 de la ville du Cap à Caledon offre une image de félicité rurale : des champs d'orge verte, de blé et de colza

festonnent soigneusement les deux côtés de la route nationale, ponctués par les murs blancs des fermes bien entretenues.²⁸

On n'y trouve aucunes variétés de graines de blé génétiquement modifiées, du moins pas commercialement. Les rendements de blé ont augmenté de plus de la moitié dans la région de Caledon, grâce aux méthodes de cultures de conservation. En évitant de labourer les champs constamment pour les désherber, et en laissant la paille et autres déchets sur place, la biodiversité et la richesse carbonique des sols en deviennent améliorées, comme le sont également la rétention et l'usage de l'eau. Dans la région du Cap du Sud, où plus de 90% des agriculteurs pratiquent ces méthodes de conservation, le rendement par hectare proportionnellement à l'usage de l'eau s'est amélioré, et est passé d'entre 6 et 8 kg de blé par millimètre de pluie à entre 13 et 15 kg.

Richard Krige est membre exécutif de l'organisme sectoriel Grain SA. En plus de l'élevage, il cultive plus de 2 600 hectares de blé, d'avoine, de colza, de luzerne, de trèfle et d'orge dans sa ferme de Boontjieskraal au sud de Caledon. « Les agriculteurs de la région sont passés de l'ère de la mécanisation, » explique Krige, « lorsqu'on labourait tout le temps pour se débarrasser des champignons, des maladies et des mauvaises herbes, mais qui épuisait la matière organique et la structure du sol, à la priorité de la composition chimique des sols, les composés phosphatés et azotés en particulier. Désormais nous nous intéressons aux composants biologiques du sol comme source de nutrition. Donc améliorer les sols, mais également les variétés qui permettent une plus grande utilisation d'herbicides pour contrôler les mauvaises herbes, le grand concurrent des cultures. » Par exemple, dans le cas du maïs, il dit que l'utilisation d'engrais seulement donne une récolte moyenne de 3 tonnes par hectare ; l'utilisation d'herbicides seulement donne une récolte de 5 tonnes ; et l'utilisation des deux donne 7 tonnes.

Pourtant, malgré les améliorations de rendement, l'Afrique du Sud doit importer plus de la moitié de sa consommation annuelle de blé. Une productivité encore plus grande est désormais possible, allant peut-être jusqu'à 50 pour cent de plus avec une combinaison de nouveaux types de graines et de meilleures méthodes d'exploitation agricole. En tirer parti demandera une meilleure coopération entre les producteurs et les consommateurs, comme cela s'est vu avec la production d'orge, ce qui a permis le cofinancement de nouvelles variétés. Cela signifie également,

explique Krige, d'avoir à couper « les frais d'intrants, là où l'on paie des prix paritaires à l'importation sur les engrais et les produits chimiques. »²⁹

Bien que cela permette de répondre à la demande croissante de denrées alimentaires d'une population de plus en plus urbaine, il est peu probable que cette montée représente une grande source d'emploi. Heinrich Schönfeldt cultive plus de 5 000 hectares avec neuf personnes seulement, là où 45 personnes étaient employées autrefois. A travers le Cap du Sud, le taux d'emploi dans les fermes a baissé de presque la moitié, alors que les machines et l'intensification ont pris le dessus. Le nombre de fermiers a également baissé, vu que les fermes sont devenues plus grandes. En effet, du blé au maïs, il y a eu une révolution de la productivité en Afrique du Sud, avec moins de la moitié du nombre d'agriculteurs commerciaux en 2015 (soit 32 000) qu'il y en avait vers la fin des années 1980, alors que le rendement agricole a augmenté de presque 30 pour cent depuis 1994.³⁰

« Alors qu'on a vu des augmentations et des améliorations considérables suite à de nouvelles pratiques », explique Schönfeldt, « il existe un potentiel énorme dans le reste de l'Afrique, où l'on pourrait faire trois récoltes par an. Mais pour cela, » ajoute-t-il, « nous devons faire de l'agriculture une possibilité d'investissement pleine d'attraits, un business, et pas seulement une passion ; il faut qu'elle soit guidée par la réalité des marchés mondiaux, les dernières méthodes de production et les nouvelles technologies. Ce qui veut dire, qu'en fin de compte, il faut se débarrasser de cette mentalité d'agriculture de subsistance. »

A la différence des anciennes augmentations de production en Afrique subsaharienne, qui étaient guidées par une expansion de la surface cultivée, une part croissante de l'augmentation de la production à l'avenir devra émaner d'une productivité améliorée. En supposant une croissance démographique rapide, « complétée par une augmentation des revenus et la continuation des politiques et structures de marchés actuelles, » l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) met en garde néanmoins sur le fait « qu'il est prévu que la production de cultures vivrières dans de nombreux pays augmente plus lentement que la demande. » En conséquence, sans investissements pour l'augmentation de la productivité, « on peut s'attendre à ce que l'importation des produits de base augmente en Afrique.³¹

Les 10 chars à bœufs de développement du Malawi

La situation de Michael Kamzawa illustre parfaitement le défi du Malawi et les défis d'augmenter la production en Afrique.³²

Entouré d'enfants dans le village de Chikasauka à 50 km au nord de Lilongwe, Mr Kamzawa, 64 ans, nous raconte qu'il aimerait être sélectionné pour le Système de production intégrée – universellement connu comme le SPI – afin d'augmenter sa culture de tabac. Sa participation au SPI lui permettrait d'accroître le rendement et la qualité de ses feuilles de tabac Burley, et donc ses revenus. En qualité de membre du programme, il serait à même d'utiliser les engrais et les graines fournies par les maisons de commerce de tabac locales, et de bénéficier de l'expertise de « techniciens de la feuille » parcourant le pays sur une 125cc de marque chinoise.

Son problème immédiat est qu'il n'a pas été sélectionné dans le cadre du programme. Le marché mondial du tabac est tout simplement trop petit et il y a trop de cultivateurs de tabac au Malawi pour que le SPI puisse satisfaire tout le monde. Son problème est que l'intervention du gouvernement sur le marché du maïs signifie qu'il ne peut pas obtenir de prix commercial pour ce produit agricole. Entre ces deux cultures, il est condamné à une vie de travail dur et de pauvreté.

Mr Kamzawa, et beaucoup d'autres comme lui, est pauvre parce que le Malawi ne fait pas ce qu'il devrait faire pour son agriculture.

Au moment de l'indépendance du pays en 1964, le Malawi jouait un rôle secondaire dans l'industrie mondiale du tabac. Dans les années 1980, il était devenu un producteur important de tabac Burley séché à l'air, très utilisé dans la fabrication des cigarettes goût américain, qui complétait le tabac séché à l'air chaud produit au Zimbabwe. Les relations entre les cultivateurs, le gouvernement et les acheteurs étaient soigneusement réglées par le régime de Hastings Banda au Malawi, qui permettait d'assurer le contrôle de la qualité et de la quantité. La production du tabac Burley du Malawi a augmenté de presque 500 pour cent, à 100 millions de kilogrammes entre 1980 et 1992.

Puis tout s'est effondré. Alors que la domination dictatoriale de Banda faiblissait au début des années 1990, et que la population malawienne en pleine croissance cherchait à planter plus pour survivre, une surproduction a suivi, assortie d'une chute du prix du tabac. Les cultivateurs comme

Michael Kamzawa ont été payés 25 pour cent seulement du prix du marché pour leurs productions de qualité inférieure.

En conséquence, les récoltes et les prix ont basculé de façon spectaculaire, allant d'une pointe de 208 millions de kilogrammes en 2011 (lorsque le prix payé était de 1,13 dollars par kilogramme) à 65 millions de kilogrammes en 2012 (lorsque le prix s'est rétabli à 2,05 dollars par kilogramme).

La demande mondiale de tabac Burley du Malawi est d'environ 140 millions de kilogrammes par an. Pour une plus grande production, le prix payé pour la récolte diminuerait dangereusement pour se rapprocher du prix de revient estimé à 1,50 dollars par kilogramme).

A la suite de ces fluctuations, et en essayant de maîtriser l'industrie, en 2012 le gouvernement a accepté de permettre que 80 pour cent des ventes mondiales de tabac (basées sur le chiffre des 140 millions de kilogrammes) fassent l'objet de contrats directs entre les maisons commerciales et les cultivateurs. Avec ce système en place, le SPI – sur versement d'une caution – a fait que les cultivateurs reçoivent des engrais, des graines et les conseils techniques d'agents de vulgarisation agricole. En échange, les cultivateurs devaient vendre leur produit aux maisons commerciales à un prix pré-garanti mais lié au marché. On estimait que ce système permettait à tout le monde d'y gagner, non seulement pour ce qui était du contrôle de la qualité et de la quantité, mais également parce que l'industrie du tabac s'intéressait à l'amélioration de la conformité. Avec une procédure de sélection minutieuse, des problèmes plus généraux ont pu être abordés dont l'élimination du travail des enfants, l'assurance de bonnes pratiques agricoles, l'élimination de toute matière non liée au tabac, telle que le plastique, du produit et l'amélioration de la durabilité environnementale à travers, par exemple, la plantation généralisée de forêts.

Pour les cultivateurs, les gros avantages étaient des rendements plus élevés et des prix plus stables, conduisant à des revenus plus importants et à un début de cycle d'amélioration qui les aiderait à sortir de la pauvreté. Les fermiers du SPI pouvaient gagner environ 1 000 dollars par hectare en ventes, après déduction du coût des graines et des engrais, et même après la déduction des impôts du gouvernement de 380 dollars, et des frais de transport pour la livraison des produits aux marchés. Pour chaque hectare de tabac cultivé, le contrat global du SPI offrait également des graines et des engrais pour un demi-hectare de maïs pour garantir la sécurité alimentaire

des cultivateurs, ainsi que des légumineuses telles que du soja ou de l'arachide, leur offrant ainsi une source supplémentaire de revenus.

La différence se voyait clairement en comparant les cultivateurs qui faisaient ou non partie du SPI. Dans le cas désespéré de Mr Kamzawa, ce dernier obtenait « sept à huit balles de tabac », explique-t-il dans sa langue maternelle, le Chichewa, ou « dix chars à bœufs de maïs » par hectare. Son voisin, Gabriel Kumandakuyitana (un nom qui signifie littéralement « la tombe appelle »), âgé de 33 ans et qui bénéficiait du SPI, avait augmenté son rendement de 10 balles de tabac (chacune pesant aux alentours de 90 kilogrammes) par hectare, à 23 balles. Sachant de surcroît que les rendements des cultivateurs qui ne faisaient pas partie du SPI étaient en plus rejetés pour cause de mauvaise qualité, et que les prix variaient selon qu'un cultivateur était ou non affilié au SPI (en 2015 les cultivateurs non-affiliés recevaient 1,45 dollars alors que les affiliés recevaient 1,70 dollars par kilogramme), il y avait une grande différence de revenu.

Le problème est qu'il y a tout simplement trop de cultivateurs au Malawi, ou autrement dit, le pays n'offre pas assez d'opportunités permettant de changer d'emploi, et la demande mondiale en tabac est trop faible. C'est la raison pour laquelle Mr Kamzawa et la plupart de ses covillageois ne bénéficient pas du SPI. La demande étant petite et limitée et la qualité essentielle, comme c'est le cas pour le tabac Burley, la réglementation joue un rôle essentiel pour ce qui est de s'assurer de la stabilité du marché et du revenu convenable des cultivateurs.

Aggravant ces défis, le Malawi a dû faire face à une croissance démographique prodigieuse lors des 35 années suivantes. Sa population à l'indépendance, en 1964, était de 3,8 millions d'habitants. Cinquante ans plus tard, elle a dépassé la marque des 16 millions, et il est projeté qu'elle atteindra les 50 millions d'ici 2050. Une telle croissance mettra une pression considérable sur les ressources terriennes. Dans la région centrale du pays, la taille moyenne d'une ferme est d'un hectare. Dans les régions agricoles plus riches du sud, elles font la moitié, là où la croissance démographique, comme le dit un cultivateur commercial, est « 15 ans plus avancée que celle de la région du centre ».

L'effet de cette croissance démographique sera la réduction de la taille des terrains, étant donné que la terre est transmise à la descendance. Alors que, généralement, les fermiers du Malawi veulent plus de terre, comme

le dit Mr Kumandakuyitana, « les Chefs n'ont plus de terres » à distribuer. Aggravant ce cycle vicieux et sans fin est le fait que les rendements sont restés faibles. Une double production aurait un effet dramatique.

Le Malawi est en concurrence avec le Burundi, le Niger, la RDC et la République Centrafricaine pour être officiellement le pays le plus pauvre du monde en termes de revenu par personne, qui se montait à tout juste 381 dollars (en termes actuels) en 2015. Statistiquement, les Malawiens sont plus de trois fois plus pauvres que les Zambiens. Pourtant les Zambiens qui, en 2015 gagnaient 1 300 dollars par personne,³³ étaient déjà très pauvres selon les normes mondiales (revenus moyens de plus de 10 000 dollars).

Statistiques à part, la différence entre ces deux pays reste considérable. Le voyage de Lilongwe, sur la M12, jusqu'au poste de frontière de Mchinji dépeint un pays qui va mal. Des multitudes de gens marchent le long de la route de 120 km, accompagnés de cyclistes dangereux portant des chargements – lourds et chancelant – de bois, de poutres, de cannes à sucre, de charbon, de carpettes tissées et parfois de chèvres. Ils sont en provenance d'une myriade de petites villes telles que Mphandula, Kamwendo et Kahona entre autres. Du maïs défraîchi pousse sur le bord de la route, et les villages offrent une collection miteuse d'étalages et de magasins, de détritits et parfois de granges à tabac, ces petites structures en bois dans lesquelles le tabac est pendu pour être séché.

Le sentiment de chaos s'intensifie au fur et à mesure que la route se rapproche de Mchinji. Cette ville frontière, un désordre de camions, de tas de briques, d'affiches d'ONG internationales, de plusieurs stations-service, d'une agence d'assurance et d'une armée de vendeurs ambulants, détient en son centre une structure de style années 1970 en brique, où les passeports sont tamponnés d'un bunk et où de grands livres apparemment contrôlent le déplacement des véhicules. La condition de la route empire, les bas-côtés se remplissent de nids de poules qui apparaissent selon un rythme saccadé – ce n'est pas pour rien qu'on nomme les chauffeurs du Malawi les rois de l'esquive.

Une fois passé la bôme grinçante et le chaos du poste de frontière de Mwami, sur la route menant à Chipata, en Zambie, la différence est énorme : des Shoppers, des Spars, des fast-foods et des stations-service toutes neuves. Comparativement, c'est le jour et la nuit, la différence entre la pauvreté endémique et avoir de l'argent.

Mais il n'y a pas qu'en Zambie qu'on trouve cette situation. De nouveaux concurrents ont émergés, y compris au Mozambique qui était également une fois la nation la plus pauvre de la planète, avec un revenu par personne de 160 dollars en 1996. Pourtant, le PIB par habitant du Malawi en termes de celui du Mozambique a baissé de 150 pour cent, au milieu des années 1980, à moins de la moitié aujourd'hui. La concurrence mozambicaine est due en grande partie à la réussite du système des petits planteurs de tabac, dans la Province de Tete, qui a démarré au début des années 2000.

La crise économique du Malawi n'est pas le résultat de ce que d'autres ont fait, mais ce que les Malawiens ont fait... ou plutôt n'ont pas fait. La réponse à la crise de l'emploi et des revenus du Malawi ne se trouve pas dans l'octroi de plus de soutien. Les donateurs fournissent déjà l'équivalent d'un quart du PIB du pays. Elle se trouve dans ce que le Malawi peut faire pour lui-même.

La réponse au défi de survie de Michael Kamzawa se trouve dans la dépolitisation et la libéralisation du marché du maïs. Jusqu'à maintenant, avec le maïs, là où la demande régionale est énorme, l'intervention du gouvernement pour garder le prix du maïs faible a eu des conséquences négatives importantes.

Durant les années 1980, une privatisation partielle, soutenue par la Banque Mondiale, de la société chargée de la commercialisation et du développement agricoles, l'ADMARC, a permis à cette dernière, avec des fonds limités, de fournir des engrais et des graines aux petits agriculteurs, mais a conduit à la fermeture de nombre de ses entrepôts. Toutefois, le secteur privé n'avait pas la capacité de fournir des services de commercialisation concurrentiels à travers le pays. De même, le secteur n'a pu stocker assez de maïs pour couvrir les périodes difficiles, et la capacité des commerçants à importer du maïs a été restreinte afin de maintenir les prix lors des déficits. En conséquence, les subventions sont réapparues et l'ADMARC contrôlée par le gouvernement a de nouveau joué un rôle de plus en plus important, renversant de ce fait la libéralisation.

Le défi a partiellement à voir avec une absence de propriété foncière et donc l'incapacité de mobiliser des fonds, mais principalement avec la structure des prix et le rôle de l'ADMARC, dont le dumping routinier du maïs n'est pas seulement coûteux pour le fisc, mais fait baisser les prix. Cette tendance est exacerbée par les interdictions d'exportation. « La nourriture bon marché mine l'économie, dont les bénéficiaires sont les trois ou quatre

millions de Malawiens urbains, au détriment des quatre millions de ménages agricoles, » explique Jimmy Giannakis de *Farmer's World*,³⁴ se faisant l'écho d'une opinion très répandue.

Il faut plutôt accroître la pression du marché « pour amener l'offre et la demande plus proche du bord », en libéralisant le prix du maïs. Le rôle du gouvernement serait d'assurer un filet de sécurité pour les plus vulnérables, à travers des prévisions et des suivis plus fiables, permettant ainsi d'éviter le genre de changements de politiques qui sont caractéristiques de la politique du maïs au Malawi. Un exemple d'un tel changement de politique serait le système de subvention aux intrants agricoles, très attrayant politiquement, qui a été introduit par le président défunt Bingu wa Mutharika et acclamé comme une contribution majeure par de nombreux donateurs à la sécurité alimentaire, bien que ce système ne fût pas viable et qu'il ait fait baisser le prix à travers une production non liée au marché. Jusqu'à maintenant, les intérêts politiques concernaient la fourniture de maïs bon marché, même si l'intérêt économique des agriculteurs – et donc du Malawi – se trouve dans la production d'une denrée de base plus chère.

Selon les experts, il faut trouver le bon prix, et les quantités ainsi que les productions augmenteront au fur et à mesure que les agriculteurs répondront aux besoins. Avec les vicissitudes du climat et des politiques, il y a toujours une chance qu'il y ait une demande régionale. « Il y a toujours quelqu'un » explique un agriculteur malawien évaluant un créneau, « qui rate le maïs dans la région ». Pour avoir accès aux marchés régionaux cependant, il faudra faire plus d'efforts pour réduire les coûts des transports, qui sont de 4 400 dollars pour un conteneur de 12 mètres de Lilongwe à Beira, à 950 km de là, alors que d'expédier de Beira aux Emirats arabes unis ne coûte que 1 450 dollars. Résoudre ce problème signifie également aborder l'inefficacité stupéfiante des postes de contrôle frontalier, qui incluent Mwami et Mchinji.

Il existe un problème encore plus profond que les dirigeants du Malawi doivent affronter s'ils désirent développer l'économie. Le secteur privé reste bondé, les primes sont déviées pour récompenser ceux qui travaillent au gouvernement, ou qui servent d'intermédiaires commerciaux, les responsables des services délivrant les permis ou des services de douanes, les gestionnaires de produits agricoles entre le vendeur et l'acheteur, les politiciens qui comptent sur l'accès et les préférences pour sauvegarder des intérêts commerciaux. C'est un malaise qui fait que les droits acquis prennent

la priorité sur les besoins de développement nationaux, et qui garantit que les hommes comme Michael Kamzawa resteront pauvres.

Conclusion : Des emplois spécifiques et une plus grande mécanisation

La réalisation du potentiel agricole de l'Afrique nécessitera plus que des agriculteurs capables et méticuleux, bien que cela eût aidé sans aucun doute. Elle nécessitera également diverses actions intégrées. Tel que l'a fait remarquer Gideon Schreuder, « pour bien faire marcher l'agriculture, il ne s'agit pas seulement de bien cultiver, mais également de bénéficier de tout un système de soutien, avec des entreprises s'occupant entre autres des graines, des produits chimiques, des engrais, des équipements et de la logistique, accompagné d'une politique gouvernementale la rendant suffisamment attrayante. »

Il y aura des pilules politiques et de principes qui seront dures à avaler en chemin, surtout pour le gouvernement. Celles-ci concerneront en particulier les limites de la petite culture pour ce qui est de la production céréalière, vu entre autres les coûts du type de machinerie et des pratiques qui seront nécessaires pour offrir les gains de productivité dont auront besoin les populations urbaines africaines croissantes. Pour l'Afrique du Sud, pour ne prendre qu'un exemple, la taille de référence minimale, explique Schreuder, pour une ferme rentable cultivant des céréales et capable d'acheter des biens d'équipement d'occasion « est d'au moins 400 hectares ». Dans la région de l'Overberg du Cap occidental, elle est d'au moins 1 000 hectares.

L'avenir ne dépend pas que des denrées de bases, de l'amélioration des rendements pour permettre à l'Afrique de se nourrir, de l'exportation des surplus vers les villes, et de la répartition de la main d'œuvre agricole vers d'autres emplois importants, dans les secteurs de l'industrie et des services. Pour un continent à la recherche d'emplois, il existe également des opportunités avec les produits agricoles dont la production ne peut être entièrement mécanisée. En Afrique du Sud, de tels produits incluent les oranges, un marché dans lequel ce pays est devenu le deuxième exportateur au monde,³⁵ ainsi que diverses nouvelles industries agricoles telles que les avocats, les noix et les baies, et plus généralement les fruits et les fleurs. « De telles cultures, » explique Paul Cluver, viticulteur et producteur de

pommes, « ont une plus grande valeur et demandent une main d'œuvre importante, et permettraient d'employer plus de gens ».³⁶

Dans tout cela, le fond du problème, dit Schreuder, « c'est que les agriculteurs ont besoin de se sentir assez en sécurité pour mettre en risque les investissements de leur vie ». C'est un commentaire qui s'applique à tous les secteurs d'affaires, et surtout à ceux qui concernent les investissements fixes et immobiliers tels que l'agriculture et l'exploitation minière.

L'Exploitation minière

Une réussite en cinq étapes :

- Améliorer la certitude des politiques et des investisseurs. Des processus réglementaires et administratifs stables, efficaces et transparents sont des facteurs déterminants essentiels de l'investissement pour les sociétés minières.
- Développer un récit passionnant, tourné vers l'avenir et réaliste avec le secteur minier sur le rôle qu'il jouera dans le développement national, et s'y tenir.
- Comprendre que plus d'enrichissement dépend de la fourniture d'une électricité bon marché et d'opportunités de fabrication nationale.
- Apprécier les systèmes de logistique nécessaires à l'investissement dans les minerais en gros (le fer et le charbon en particulier) et les immenses coûts impliqués.
- Comprendre que la politique gouvernementale doit refléter la réalité des fluctuations du prix des matières premières, ainsi que les besoins à long terme des investisseurs.

Défis et opportunités : Etant donné que nombre de pays dans le monde développent leurs grilles d'infrastructures et leurs secteurs de la fabrication, il y aura une demande en minerais. Cela donne à certains pays d'Afrique des opportunités d'amélioration des compétences de leur main d'œuvre, d'industrialisation ainsi que d'investissement et de commerce internationaux. Cependant, l'exploitation minière est un commerce cyclique et les prospects du secteur sont soumis aux changements d'équilibres de l'offre et de la demande. En Afrique, les projets d'exploitation minière se caractérisent également par un manque de confiance entre les sociétés minières, les gouvernements et les nations qu'ils dirigent. L'exploitation minière est une entreprise capitaliste complexe à long terme, dans laquelle les risques et les récompenses doivent être soigneusement comparés, et qui peut être facilement déroutée par les changements de politique et l'instabilité.

Statistiques clés : L'Afrique regorge de minerais. Le continent contient 20 pour cent des réserves d'or connues dans le monde, 23 pour cent de titane, 28 pour cent de vanadium, un quart de tout le manganèse, plus de la moitié du cobalt de la planète, plus de 60 pour cent des réserves de diamants pour joaillerie, 80 pour cent des engrais phosphatés, 90 pour cent de la chromite et 95 pour cent du platine. De larges zones d'Afrique restent sous-explorées pour ce qui est des gisements miniers. Bien qu'il se soit avéré problématique de profiter de l'opportunité commerciale que représentent les minerais, depuis une quinzaine d'années les principaux producteurs en sont devenus dépendant. Au Botswana, la contribution de l'exportation des minerais au PIB (principalement le diamant) est montée de 58,7 pour cent à 83,7 pour cent ; en Zambie, la dépendance à l'égard des minerais est montée de 79,4 pour cent à 83,6 pour cent ; et en RDC, elle est montée de 72,4 pour cent à 78,3 pour cent.¹ En dépit d'une augmentation des revenus moyens durant le boom sur les prix des matières premières des années 2000, plus de la moitié de la population de ces pays africains qui dépendent des produits d'extraction vit avec moins de 2 dollars par jour.²

James, âgé de 29 ans, vient de Maseru.³ C'est un mineur illégal ou zama zama (littéralement celui qui est prêt à « tenter le coup », « tenter sa chance » ou « prendre un risque »), dans la zone appelée Durban Deep, à 20 km au sud-ouest de Johannesburg. Il exploite l'or avec quatre compatriotes, debout dans l'eau glaciale jusqu'aux chevilles, lavant le matériau creusé dans un seau en plastique. Remplissant leurs seaux avec l'eau d'une vieille mine, la solution s'échappe par les trous dans le fond du seau sur un tapis à nervures, qui récupère le concentré dense rempli d'or. Il est ensuite traité avant d'être mélangé avec du mercure pour l'extraction, puis chauffé au chalumeau oxyacétylénique qui finalement ne laissera derrière que l'or pur.

James vend son butin à un marchand local, pour lequel il reçoit, dit-il, 21 dollars par gramme, soit moins de la moitié du taux du marché international. Ses amis et lui se font chacun 3,50 dollars par jour, affirme-t-il, pour leur travail, à peine de quoi manger et payer un loyer.

La zone de Durban Deep était activement exploitée jusqu'en 2001 jusqu'à ce que, suite à une fusion échouée avec Johannesburg Consolidated Investments, l'atelier de traitement a été fermé et les puits bouchés, laissant

environ 12 millions d'onces d'or non exploité. Au moment de la rédaction, une nouvelle entreprise d'origine australienne, West Wits Mining, tentait de rouvrir la mine, travaillant conjointement avec un promoteur immobilier pour la construction de logements abordables pour 75 000 personnes sur les 4 000 hectares de la zone de prospection, entamant ainsi la construction des 800 000 logements qui restent à construire dans la Province du Gauteng.

L'Afrique du Sud a produit 144,5 tonnes d'or en 2015, d'une valeur de 6,6 milliards de dollars. Les zama zamas ont, quant à eux, exploité une quantité estimée à huit tonnes, d'une valeur de 400 millions de dollars. Ils sont en bas de la liste des emplois. On estime que les trois quarts d'entre eux sont des immigrés clandestins prêts à tout, en provenance du Lesotho, du Mozambique, du Malawi et du Zimbabwe. Avec un taux de chômage touchant les 40 pour cent en Afrique du Sud, il sera toujours difficile pour les immigrés de trouver un emploi. Pour eux, exploiter une mine est difficilement une bonne aubaine, mais plutôt leur dernière – ou leur seule – chance.

Les responsables des mines et les personnels de sécurité estiment que, dans l'ensemble, il est possible qu'aujourd'hui il y ait jusqu'à 15 000 zama zamas, par rapport aux 120 000 mineurs travaillant dans les opérations officielles d'exploitation d'or en Afrique du Sud. En 2015, plus de 65 zama zamas sont morts dans les mines. Par comparaison, 33 mineurs sont morts dans les mines d'or sud-africaines la même année. Là où les piliers soutiennent les toits des mines qui contiennent des matières à très haute teneur, mais qui restent non exploitées, les zama zamas qui exploitent ces sections le font au risque de leur vie.

Dans un système syndiqué hautement organisé, avec les chefs d'organisations criminelles en haut de la pyramide qui gèrent les gangs, et « en bas les casseurs » comme l'a décrit un mineur australien, nombre de gens sont assassinés par des rivaux. En 2014, 200 zama zamas ont été pris au piège par un gang qui avait bloqué les sorties d'une mine illégale. Beaucoup d'entre eux sont morts, et il n'y a eu aucune conséquence officielle. Quatre ans auparavant, plus de 100 « mineurs illégaux » sont morts dans un incident unique à Welkom.

Les circonstances désespérées des zama zamas qui travaillent dans des conditions difficiles et menaçantes pour gagner si peu, devrait faire l'objet d'une grande empathie. Néanmoins, leurs activités encourent des coûts considérables, au-delà de la perte de recettes fiscales, ainsi que des bénéfices

et de la confiance des investisseurs. Les zama zamas font partie d'un sinistre réseau de criminalité impitoyable, qui se préoccupe peu ou pas de la propriété ou de la sécurité d'autrui ni de l'environnement, tout en engendrant et nourrissant la corruption au sein des secteurs publics aussi bien que privés.

Bien sûr, l'Afrique du Sud n'est pas le seul pays touché. De la Colombie au Zimbabwe, on estime à 25 millions les mineurs artisanaux, vivant de l'exploitation minière plutôt que d'être employés par une société minière, et utilisant pour cela des techniques et des technologies d'extraction rudimentaires et dangereuses. De plus, on estime à 150 millions le nombre de gens qui dépendent indirectement de ces mineurs, dans plus de 50 pays en développement.⁴ L'exploitation minière artisanale prend place généralement dans des lieux éloignés, non soumis au contrôle des gouvernements ou d'organismes écologiques ou autres.

L'ascension des zama zamas reflète le déclin spectaculaire de l'industrie minière en Afrique du Sud. Vers la fin des années 1980, la part officielle du pays dans l'industrie minière mondiale était de 40 pour cent, avec à son plus haut niveau 880 000 emplois. L'exploitation de l'or à elle seule comptait 540 000 emplois. En 2016, la part de l'Afrique du Sud était de moins de 5 pour cent du total de l'industrie minière mondiale, et le secteur employait 473 000 personnes, ce qui représente 8 pour cent du PIB et plus de la moitié des recettes en devises du pays.

Le manque de confiance des investisseurs, combiné avec une main d'œuvre difficile à contrôler et une extraction du minerai de plus en plus difficile, profonde et chère, ont fait que l'Afrique du Sud a produit 87 pour cent d'or de moins en janvier 2015 qu'en janvier 1980.⁵ Sa production d'or est descendue de la première place en 2006 (lorsque le pays produisait 300 tonnes, ce qui est peu comparé aux 1 000 tonnes de 1970), à la septième place en 2016, après la Chine, l'Australie, la Russie, les Etats-Unis, le Canada et le Pérou.

Ce déclin reflète un manque d'investissement et, derrière cela, un manque de confiance en l'avenir. En 2011, la part mondiale de l'Afrique du Sud dans des projets miniers entièrement nouveaux n'était que de 5 pour cent ; par comparaison, l'Australie en était à 38 pour cent. Une telle baisse d'investissement correspond aux tendances qu'on trouve dans d'autres pays du continent africain (tel que la Zambie, par exemple) et nuit à la croissance.

Pourtant, il n'y a aucune raison pour que l'exploitation minière soit un secteur en déclin. Une enquête dirigée par Citibank en 2010 a révélé que l'Afrique du Sud est le pays minier le plus riche au monde, en termes de réserves non pétrolières, estimées à une valeur de 2,5 billions de dollars aux prix actuels. C'est beaucoup plus que la valeur des réserves de la Russie ou de l'Australie qui sont estimées à 1,6 billions de dollars chacune.⁶ Au moment de la rédaction, les experts estimaient qu'avec le bon environnement réglementaire, l'Afrique du Sud pourrait au moins doubler ses productions de charbon, de platine, de fer et de manganèse en cinq ans, permettant de créer 200 000 emplois directs et indirects.⁷

Mais une nouvelle mine d'or en Afrique du Sud, vu les profondeurs impliquées, prend cinq ans d'investissement, nécessitant au moins 140 \$ millions simplement pour passer la phase de faisabilité. Il faut ensuite un autre investissement de 2 \$ à 3 \$ milliards (aux prix de 2016) pour arriver à une « profondeur moyenne », au filon même, ce qui implique une autre période de travail de 10 ans. Alors seulement la mine commence-t-elle à récupérer les dépenses d'investissement et, en fin de compte, après une autre décennie ou plus, à faire du bénéfice.⁸

Arrêter le déclin de l'industrie minière en Afrique ne demande pas de nouvel investissement majeur, mais plutôt de collaboration – et d'une meilleure confiance – entre le monde des affaires et les gouvernements.

La raison pour laquelle Durban Deep a été fermé, et la raison de l'émergence ultérieure des zama zamas est le manque de confiance des investisseurs, qui autrement permettrait de retourner la situation en Afrique du Sud. C'est également lié à des questions sur l'état de droit et la capacité de réaction bureaucratique aux préoccupations et besoins commerciaux, le manque de sécurité de base dans les zones minières, le changement continu des politiques, particulièrement autour de la promotion économique des Noirs. En bref, il y a un manque de vision de la part du gouvernement en ce qui concerne l'avenir de l'exploitation minière sur le long terme, ainsi qu'un manque de sensibilité aux réalités commerciales et à la volatilité des prix des matières premières.

Les propriétaires australiens de Durban Deep pensent qu'avec une sécurité sur place, une réponse rapide aux permis d'exploitation, et les permissions nécessaires à l'aménagement des lotissements, ils peuvent « stériliser » la surface de la mine et la ressusciter. Ils ont calculé que la surface contient

500 000 onces d'or qui devront être excavés et la surface rebouchée. Cet or devrait financer la phase suivante qui permettra l'exploitation de 1,5 millions d'onces, situées au-dessus de 270 m. Si tout se passe comme prévu, la nouvelle mine pourrait employer 2 500 ouvriers qui pourraient soutenir 10 fois ce nombre étant donné que, d'après les géologues, « le filon du Wits ne se prête pas à la mécanisation. »⁹ Toutefois, l'emploi et les recettes du gouvernement ne sont pas les seuls facteurs décisionnels. Il y a également des conditions environnementales, sanitaires et autres à prendre en considération, ainsi qu'une préoccupation toute particulière pour ceux qui se mettent en danger en exploitant des débris, et pour les activités des zama zamas dans les communautés environnantes.

S'il n'y a pas d'amélioration du niveau de confiance dans la politique minière, de stabilité politique et, en conséquence, d'arrivée de capitaux, le secteur minier officiel de l'Afrique du Sud continuera de décliner, tout comme le nombre de zama zamas continuera d'augmenter alors que les ouvriers auront du mal à trouver du travail autre part.

Sans l'engagement d'un nouveau capital, le secteur devenant informel tombera dans l'impasse, ce qui sera une claire indication de l'échec des politiques pratiquées.

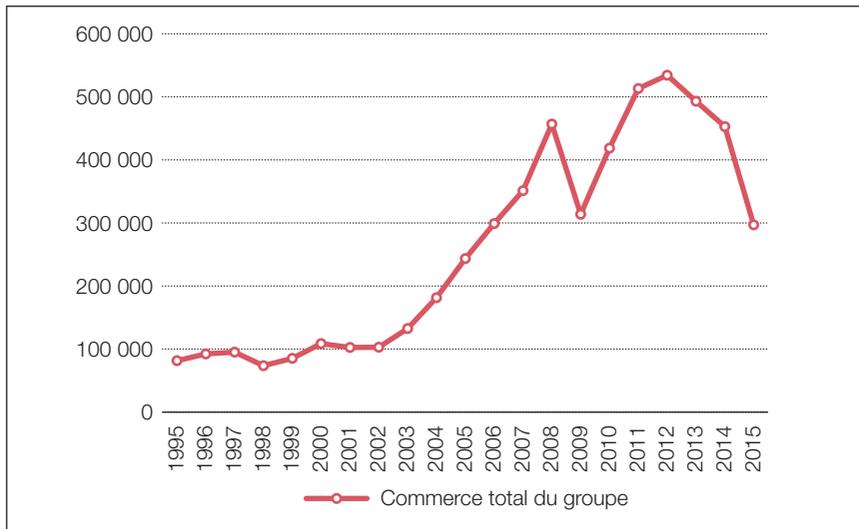
Le défi africain

Les économies africaines dépendent beaucoup de l'industrie extractive, qui comptait pour 28 pour cent du PIB combiné du continent en 2012, 77 pour cent du total des exportations et 42 pour cent de toutes les recettes des gouvernements.¹⁰ Des études dirigées par l'International Council on Mining and Metals (ICMM), par exemple, montrent que pour chaque 1 dollar généré par l'exploitation minière, au moins 3 dollars en plus sont générés autre part dans l'économie locale, et que pour chaque personne employée directement dans l'exploitation minière, jusqu'à 15 emplois ou plus sont créés autre part dans cette économie.¹¹

La valeur totale de la production minérale mondiale a sextuplé de 1992 à 2012. Lors de ce boom, les pays à revenus plus faibles sont devenus plus dépendants des exportations de minerais, notamment en Afrique subsaharienne.¹² D'où le fait que la baisse des exportations de minerai en Afrique, comme l'indique la Figure 5.1, a conduit à une baisse de la croissance

économique à travers l'Afrique subsaharienne, et plus particulièrement parmi les pays dépendant des matières premières d'exportation et des recettes budgétaires. Par exemple, la croissance du continent n'a compté que pour 3 pour cent en 2015, bien en dessous de la moyenne de 6,8 pour cent entre 2003 et 2008. La Banque Mondiale a attribué cette performance plus faible en grande partie à la chute des prix des matières premières.¹³

Figure 5.1 : Commerce africain des matières premières, des pierres précieuses et de l'or non monétaire (en dollars actuels), 1995–2015



Source : Commerce africain de produits primaires, pierres précieuses et or non monétaire (en dollars courants)

En dépit des années de prospérité, la relation entre l'industrie et le gouvernement dans de nombreux pays en Afrique s'est caractérisée par une constante méfiance des deux côtés, alimentée par des perceptions erronées. Le légende veut que les mines s'assimilent à de grandes richesses et, à l'extrême, que les sociétés minières volent délibérément le minerai ou ne paient pas leurs impôts en ne déclarant pas tout ou « en manipulant les prix ». Les sociétés minières, quant à elles, se plaignent que le caractère à long terme de leur commerce, à travers les bonnes et les mauvaises périodes, et les niveaux de risques qu'elles doivent endosser ne sont pas compris par ceux qui font les règles. De telles tensions sont aggravées par une augmentation de l'intensité capitaliste et de la mécanisation de l'exploitation minière,

dont l'impact se ressent particulièrement dans les pays où l'exploitation minière est le pilier de l'économie.

Les perceptions quant à la valeur et au rôle de l'exploitation minière sont accrues dans les milieux où il y a moins d'opportunités. La perception prédominante concerne les énormes bénéfices qui sont faits au détriment des populations, suivant un scénario où seule une partie y gagne. Paradoxalement, les communautés autour des mines dépendent grandement – souvent de la naissance à la mort – des sociétés minières auxquelles l'Etat transfère fréquemment ses responsabilités. Pourtant, ces mêmes sociétés qui œuvrent pour le développement doivent souvent faire face à l'ingérence, la corruption et la recherche de rentes – étant les seules cibles au sein d'une économie où peu se passe – reflétant ainsi la difficulté de gérer un bien immobilier et fixe.

Plutôt que de travailler avec l'industrie comme un partenaire développemental à long terme, certains gouvernements, exploitant la pression du public et cherchant à tout prix à générer des revenus, suivent une approche à court terme, ciblant l'industrie avec des régimes fiscaux élevés et autres mécanismes redistributifs, dont l'appel à l'enrichissement des minerais et la valorisation accrue.

Mais l'appel à valorisation accrue prend rarement en considération la mesure dans laquelle le minerai a déjà subi des procédures d'enrichissement. Ce n'est pas comme si les sociétés minières exportaient des rochers, loin de là. Dans le cas de l'extraction du cuivre, pour prendre un exemple, après l'étude géologique et le forage (pour la création d'un modèle tridimensionnel du gisement), suivi du minage, de l'excavation et du roulage, la valorisation entraîne le concassage, le broyage, la flottation, la lixiviation, l'extraction par solvant et l'extraction électrolytique pour la création de cathodes. Pendant ce temps, les sulfures sont valorisés par flottation pour la création de concentré de cuivre. La production d'anodes à partir de ce concentré entraîne un processus tout aussi élaboré d'extraction par fusion à haute température. La mine la plus large de la Zambie, Kansanshi, utilise chaque jour un quart de million de litres de diesel pour exploiter 80 000 tonnes de minerai, desquelles 700 tonnes de cuivre sont extraites. Cette mine produit plus de 270 000 tonnes de cuivre annuellement. L'appel à davantage d'enrichissement semble ainsi résider dans la croyance que les sociétés minières sortent du sol des fils de cuivre pur, qui nécessiteraient encore plus d'enrichissement.

D'autres processus de valorisation s'appliquent à d'autres minéraux, tel que le platine. La complexité est définie par le processus d'extraction du minerai. Le régime implacable du forage-minage-nettoyage-support permet d'extraire le minerai de platine, qui est enlevé du mur d'abattage en grattant avec des treuils et des pelleuses, et rabattu sur une rigole collectrice. De là, il est transporté jusqu'à un conteneur de chantier qui est vidé dans des wagons, lesquels avancent dans un travers-banc jusqu'à un remblai de station. Le minerai est ensuite vidé dans une cheminée à minerai puis remonté à la surface dans des bennes de 7 tonnes qui passent toutes les 2 minutes, et qui le transporte jusqu'au concasseur. De là, le minerai, qui contient aux alentours de 6 grammes par tonne de minéraux, arrive dans une usine de concentration où sa pureté est améliorée à 140 grammes par tonne, et d'où les rejets miniers de 0,6 grammes par tonne sont déversés dans le barrage de stériles miniers. Le concentré est extrait par fusion, ce qui permet d'éliminer la silice, et la matte produite est ensuite traitée dans un convertisseur pour l'élimination du fer et du soufre, ce dernier étant converti en acide sulfurique pour la vente. Après avoir été lentement refroidie, la matte du convertisseur est concassée et placée dans une installation de traitement magnétique qui permet de séparer les « magnétiques » (c'est-à-dire les métaux du groupe du platine) pour l'affinage des métaux précieux, avec l'extraction du platine, du palladium, du rhodium, de l'iridium, du ruthénium, de l'or et de l'argent. L'installation de traitement permet également de séparer les « non magnétiques » pour l'affinage des métaux de base tels que le cuivre, le nickel et le cobalt. Le platine est ensuite transporté par hélicoptère vers une installation sécurisée.

La valorisation en aval est de plus en plus concentrée chez les plus grosses entreprises, étant donné que les projets de plus petite envergure n'ont pas les mêmes économies d'échelle.

En dépit (ou peut-être à cause) des appels à une plus grande valorisation, c'est dans l'intérêt du gouvernement de s'assurer que le secteur minier soit globalement en bonne santé, pas seulement pour des raisons de revenus à long terme, d'emplois et de perspectives d'industrialisation, mais parce que nombre de gouvernements ont des intérêts directs dans les opérations minières.¹⁴

Bien que le succès de l'exploitation minière nécessite un partenariat d'intérêts communs, et bien que la jeune population africaine qui augmente

rapidement ait besoin d'emplois, l'instabilité des politiques a planté la graine d'un cycle vicieux de décroissance dans le secteur minier.

L'incertitude des politiques mène à l'incertitude des investisseurs, et limite la mise en commun des capitaux disponibles. La sous-capitalisation du secteur minier, à son tour, entraîne inévitablement une exploitation à coût plus élevés et, du point de vue général de la concurrence mondiale pour l'obtention de fonds, une baisse d'intérêt pour l'exploitation minière dans les pays plus risqués. Ceci a pour conséquence de suspendre les décisions devant être prises sur nombre d'investissements majeurs dans l'exploitation minière. Alors que les grandes sociétés minières rééquilibrent constamment les portefeuilles et recherchent les mines les plus compétitives en termes de coûts, l'incertitude des politiques continue d'alimenter le cycle selon lequel les grandes sociétés minières réputées partent et sont remplacées par d'autres sociétés minières aussi grandes mais moins réputées, lesquelles partent en fin de compte pour être remplacées par des petites sociétés minières aux capacités réduites, conduisant finalement à la régression du secteur minier. Alors que les sociétés minières plus petites tendent à avoir des systèmes de gouvernance moins développés, cela augmente la charge de surveillance réglementaire dans un environnement dans lequel beaucoup de gouvernements ne possèdent que des capacités limitées.

Vu les intérêts communs, il est donc nécessaire de relancer ces relations. Il faut casser ce cycle infernal, rétablir la confiance, développer un récit partagé et se mettre d'accord sur un marché équitable. En vue de recommencer ce processus, ce qui ne sera pas facile, il faut trouver de nouveaux chemins de concertation et identifier des intérêts communs. Mais tout d'abord, il faut que les gouvernements prennent conscience des contraintes auxquelles les investisseurs doivent faire face.

Ce que les investisseurs recherchent

Un certain nombre de facteurs guident les investissements dans les matières premières : le type de minerai, la géographie, la teneur du minerai, le stade du projet (par exemple stade d'exploration ou de début ou fin de production), la complexité et les frais de technologie et d'infrastructure requises, l'environnement politique et les politiques appliquées, ainsi que la durée de l'investissement du début à la fin.

Il s'agit là d'une industrie avec des horizons à très long terme. Pour certains gisements de minerai, la phase d'exploration à elle seule peut durer jusqu'à 15 ans. Moins d'un projet d'exploration sur 10 passe en phase de construction qui peut durer de trois à sept ans, et qui inclut l'étude de faisabilité. Une autre période d'environ cinq ans se passera avant de récupérer les dépenses d'investissement, en supposant que le projet bénéficie d'une trésorerie suffisamment forte, vu que la plupart des mines se basent sur un cycle de vie de 20 ans. Un tel cycle de vie demande un acte de foi de la part des investisseurs, qui aille au-delà du régime politique et du système des politiques immédiats, vu qu'il pourrait y avoir jusqu'à trois ou quatre présidents durant le cycle de vie de la mine.

Il existe également une différence fondamentale entre les minéraux précieux (l'or, le diamant, le platine et l'argent) et les minerais de base (le charbon, le cuivre, le fer, le manganèse, la bauxite, l'étain, le zinc, le nickel etc.) en termes des volumes, et donc en ce qui concerne la logique de transport requise, où la proximité d'une infrastructure routière, ferroviaire ou portuaire joue un rôle essentiel. L'électricité et l'eau sont essentielles dans toutes les opérations minières. La nature d'un produit de base et d'une zone de production minière peut être divisée encore plus selon que le minerai vient « en gros » ou pas, ce qui représente la différence essentielle entre, d'un côté, le minerai de charbon ou de fer (en gros), et de l'autre le reste. Les minerais en gros qui ont une valeur relativement faible mais un volume énorme, nécessitent des capitaux supplémentaires pour leur roulage, leur manutention et les compétences techniques y afférentes, ce qui demande un bilan d'inventaire solide pour permettre et maintenir leurs opérations.

Les sociétés minières, tout comme les parties prenantes, cherchent la plus grande certitude lorsqu'elles calculent où investir. Comme l'indique un gestionnaire de fonds basé à Londres, « le problème est que les biens se trouvent rarement dans des pays aux politiques sensées et stables. Et lorsque c'est le cas, comme en Amérique du Nord par exemple, ils sont examinés en détail. Dans quel cas ça devient une question d'aller dans l'environnement qui est le 'moins pire' ». ¹⁵

Les sociétés minières utilisent deux approches fondamentales lorsqu'elles évaluent les risques. La première, appelée « méthode scientifique », essaie de réduire les facteurs de risque à des chiffres, lesquels vont au-delà des questions techniques relatives à la qualité, aux volumes et aux coûts d'extraction pour

inclure d'autres questions, telles que la probabilité de l'augmentation de l'impôt, les changements de valeur des devises, la probabilité d'un crédit budgétaire, les préoccupations écologiques et la possibilité de prévention du rapatriement des royalties. La deuxième approche, appelée « approche artistique », est principalement une « décision binaire » viscérale basée sur l'instinct et l'expérience des cadres supérieurs. Les suppositions principales concernant les prix, l'inflation, le change et les risques politiques sur la durée du cycle de vie du projet sous-tendent l'une ou l'autre approche.

Parfois, de mauvaises décisions coûtent très cher. La mine de fer de Minas-Rio au Brésil, exploitée par Anglo-American, est un exemple des risques inhérents à l'investissement dans un marché où les sociétés minières – et les gouvernements (en Afrique en particulier) – sont des preneurs de prix, vulnérables aux facteurs exogènes, et où parfois les émotions à l'état brut peuvent déterminer les événements.

La mine de Minas-Rio a été achetée comme projet de développement pour 5,5 milliards de dollars, à la pointe du cycle des prix en 2008. L'achat était apparemment motivé par le fait qu'on pensait que le super-cycle était une nouvelle norme, et également par le fait que la multinationale Anglo-American craignait d'être exclue du boom. Le développement de Minas-Rio était supposé coûter 2,7 milliards de dollars, qui devait inclure la construction d'une conduite de 525 km, pour l'acheminement des boues jusqu'à un port dédié.¹⁶ Six ans plus tard et avec une dépense d'au moins 8 milliards de dollars, période durant laquelle les prix du minerai de fer avaient chuté de 145 dollars par tonne au moment de l'achat, à 55 dollars par tonne, Anglo-American avait finalement commencé à sortir le minerai de la mine. Les coûts et le programme de développement ont été poussés à la hausse par les retards et les demandes de permis, notamment ceux concernant l'utilisation et l'accès aux terres, bien qu'Anglo-American fût soutenue par une équipe de 400 avocats. Ces difficultés, selon certains, ont été compliquées par la décision de racheter la part du partenaire brésilien, ce qui a laissé Anglo-American exploiter toute seule, à la porte de Vale, le géant minier brésilien et l'un des producteurs de minerai de fer les plus prodigieux au monde.¹⁷

Anglo-American n'est pas la seule société à avoir été perdante pour être tombé au mauvais moment et avoir suivi une mauvaise gestion stratégique. Vale a également dépensé des sommes similaires pour développer ses gisements de houille de Moatize, dans la Province de Tete, au Mozambique.

Le bassin houiller de Moatize contient du charbon à coke qui sert dans la fabrication de l'acier. Le projet de Vale incluait la construction d'une ligne de chemin de fer de 900 km, qui devait traverser le Malawi, pour rejoindre le port mozambicain de Nacala. Le coût de l'investissement, combiné à la baisse des prix du charbon (de 150 dollars par tonne en 2011 à moins de 80 dollars par tonne au début de 2016), et à la qualité décevante du charbon de Moatize, ont amené le groupe Vale à subir des pertes de 500 millions de dollars par an, et à amortir 2,4 milliards de dollars d'investissements en 2016.¹⁸

Alors que « l'approche artistique » susmentionnée suggère d'avoir une certaine confiance dans les préjugés et l'instinct, ce qui est vrai si l'on en juge par les conversations des investisseurs, les cadres du secteur minier parlent plus souvent de conditions et préoccupations systémiques.

Pour ceux qui cherchent à investir sur le long terme en Afrique, spécialement lorsqu'il s'agit d'exploiter des métaux de base, leur appétit reflète les niveaux d'incertitude autour de la fréquence des changements de politiques, des systèmes de contrôle du change, de l'arbitraire général des politiques et des niveaux de corruption. Les défis liés aux politiques et à la politique se résument par l'énigme qui entoure la nécessité d'un partenaire local. « Tout d'abord, cela nous amène au problème d'être exposé aux PPE [personnes politiquement exposées], » explique un chef du service de prospection commerciale d'une grande multinationale. « Mais c'est un double coup dur. Ça nous dit également qu'on ne peut pas faire confiance au cadre juridique pour nous protéger, et qu'il faut un partenaire local pour ça. » C'est non seulement contre un tel comportement social qu'une société minière va instinctivement éviter d'être « capturée par l'Etat », mais que des lois basées sur le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux de 2003 existent pour y remédier, notamment la Loi britannique relative à la répression et la prévention de la corruption, et la Loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger.

Les sociétés minières s'inquiètent également, surtout en Afrique, du contrôle de l'accès physique. De nombreux défis à cet égard expliquent pourquoi les sociétés minières qui réussissent en Afrique exploitent généralement, à quelques exceptions près, l'or ou le diamant qui ne demandent pas d'investir de larges sommes dans les infrastructures (et dont les prix, dans le cas de l'or, sont généralement contracycliques aux minéraux industriels), comparés au minerai de fer ou au charbon qui nécessitent une

importante logistique. De même, les gouvernements africains manquent généralement de ressources pour investir dans de telles infrastructures, même si parfois ils ont une participation majoritaire. Cela mène inévitablement ou bien à des retards de construction d'infrastructure, ou bien au fait que les gouvernements prennent une partie des bénéfices sans aucun investissement de leur part, ou bien les deux. Avec des coûts de chemin de fer allant de « 5 millions de dollars à 15 millions de dollars le kilomètre », remarque un expert en infrastructure minière, « vous voulez être sûr d'avoir la priorité sur la ligne de chemin de fer si vous payez pour sa construction. Mais le problème », explique-t-il, « c'est que les pays africains voient de telles infrastructures comme faisant partie du patrimoine national, impliquant des droits également pour les passagers et autres transports, ce qui complique les choses. »

Finalement, la tentative d'application de l'Impôt australien de 2010 sur les super bénéficiers des sociétés minières, et la révocation de l'Impôt de 2014 sur les bénéfices tirés des ressources minérales devraient également fournir un autre avertissement salutaire aux gouvernements africains. D'un seul coup, l'impôt empêchait l'Australie d'avoir les « meilleures » mines de fer du monde. « Meilleures », explique un cadre du secteur minier, « se définit du point de vue de la politique économique, non pas d'un point de vue géographique ou de celui de la nature des biens ».

L'investissement minier est comme dans les autres secteurs, en ce sens que c'est un équilibre entre un risque et une récompense. La volonté d'accepter le risque est, néanmoins, influencée par l'importance du pari qui a été fait et par le cycle de vie probable de la mine. Plus il y a de confiance dans le gouvernement et la continuité de la politique – soit, essentiellement, que le système réglementaire ne va pas changer avec les changements de régime politique – plus la probabilité d'investissement est grande. Cela doit également être pris en considération avec « toutes sortes de discontinuités techniques autour du prix, du taux de change, de la qualité et des volumes. Nous avons l'habitude des surprises pour ce qui est des avantages, mais encore plus pour ce qui est des inconvénients. »¹⁹

La Guinée en est un exemple typique, où les risques ont dépassé les récompenses possibles – et où les attentes du gouvernement et des citoyens n'ont pas l'air d'être alignées sur celles des sociétés minières.

Une opportunité ratée

Sur le papier, la Guinée est très riche. Non seulement elle est dotée d'un tiers (soit 16 milliards de tonnes) des réserves connues de bauxite du monde, mais elle possède également des réserves d'uranium, de diamants, d'or et autres métaux, y inclus 6 milliards de tonnes de réserves de minerai de fer qui représenteraient un quart des réserves de la planète. On dit que la chaîne montagneuse de Simandou dans la Province de Faranah, près des frontières de la Sierra Leone et du Libéria, est un amas géant de fer. Il en serait de même pour la montagne de Nimba, dans la région de Guinée forestière voisine, au sud.²⁰

Pourtant, depuis plus d'un demi-siècle d'indépendance, la Guinée fait partie des 20 nations les plus pauvres de la planète. Avec un revenu annuel moyen par habitant d'un peu plus de 500 dollars, la moitié du pays vit en-dessous du seuil de pauvreté. L'agriculture emploie 80 pour cent de la main d'œuvre. L'industrie légère y est très limitée ; on y trouve des industries agro-alimentaires mineures. La bauxite et l'alumine comptent pour plus de la moitié de toutes les recettes à l'exportation. Alors que le pays a un énorme potentiel hydroélectrique, étant donné que c'est l'un des pays les plus humides et montagneux d'Afrique occidentale, la Guinée n'a produit que 220 MW d'électricité en 2013. La capitale, Conakry, est soumise à de fréquentes interruptions, et les zones rurales où vivent les deux-tiers de la population sont constamment soumises à des coupures de courant.

En 2013, la Guinée était « en tête d'affiche », comme l'a décrit un diplomate européen, dans chacune des catégories d'indicateurs pouvant offrir une image négative du pays, c'est-à-dire l'incompétence, la capacité du gouvernement, les compétences, l'éducation, la corruption, l'organisation et la destruction de l'infrastructure. Dans chacune de ces catégories, l'Etat échouait. Bien qu'elle ne fût pas affligée par une guerre civile, la Guinée a néanmoins été l'un des six pays à bénéficier de l'attention de la commission de consolidation de la paix de l'ONU.²¹

Le gouvernement d'Alpha Condé, au pouvoir depuis 2010, a déclaré sa vision concernant le développement du pays : que la Guinée soit un pays émergent d'ici 2030, un développement dans lequel l'exploitation minière serait, comme on pouvait s'y attendre, l'industrie clé. Le gouvernement

avait visé une valeur d'investissement égale à 20 milliards de dollars d'ici la réélection de Condé (qui a eu lieu) en 2015. Cette année-là, l'énorme projet Rio Tinto était supposé commencer à exporter du minerai de fer, grâce à une nouvelle ligne de chemin de fer de 650 km et une installation portuaire dont le coût total se monterait à 12 milliards de dollars. Ce projet à lui seul était supposé créer 10 000 emplois directs rien que durant la phase de construction, et de tripler le PIB à 15 milliards de dollars.

Depuis 2010, cependant, divers projets miniers sont tombés dans l'oubli. Cette impasse est arrivée, avec pour toile de fond, le déclin des prix du minerai à travers le monde, et un code minier initial (bien qu'il ait été retravaillé ultérieurement) qui a postulé un système d'impôts et de royalties liés à l'ère plus lucrative. Le coût du développement du projet de Trans-Guinean Railways, une ambition gouvernementale controversée de longue date, qui permettrait de relier le nord au sud du pays, a fourni un autre obstacle. En effet, le gouvernement avait initialement demandé une participation majoritaire dans la ligne, ainsi que l'inclusion de passagers avec le transport de produits autres que du minerai. La réalité est que la route la plus courte vers les marchés d'exportation pour les mineurs est le Libéria. De plus, le gouvernement de Guinée n'était pas en possession des 6 milliards de dollars qu'il devait investir dans le projet de la ligne de chemin de fer. Le fait d'avoir ajouté les passagers et autres cargos dans le projet n'a servi qu'à compliquer les choses davantage et à accroître des coûts déjà considérables.

Mais l'échec du développement des mines n'était pas dû qu'au gouvernement. Les droits d'exploitation du gisement de Simandou ont été donnés à Rio Tinto en 1997. Après que le gouvernement a déclaré que la société anglo-australienne prenait trop de temps à développer la mine, en juillet 2008, Rio Tinto s'est vue retirer son permis d'exploitation par le Président, qui à l'époque était Lansana Conté. Les droits pour l'exploitation de la moitié du gisement ont alors été octroyés à Beny Steinmetz Group Resources (BSGR), une société qui, jusqu'alors, avait porté son attention sur l'exploitation des diamants. En dépit des protestations de Rio Tinto, le gouvernement a ratifié son marché avec BSGR en avril 2009. Steinmetz a alors vendu une participation de 51 pour cent dans son opération de Simandou, au géant minier brésilien Vale, pour 2,5 milliards de dollars, pour ce qui serait à cette époque un investissement de 160 millions de dollars par BSGR. A cette époque, le budget du gouvernement guinéen était moins de la moitié de ce

chiffre²². Paul Collier, conseiller auprès du gouvernement de Condé, n'avais rien de moins qu'une vision sanguine de tels opérateurs : « Leur compétence technique est une carte de réseau social. Ils savent comment obtenir un contrat – c'est ça leur expertise, » a dit l'économiste basé à Oxford.²³ Lorsque Condé a été élu en 2010, à la suite d'un examen de tous les contrats miniers, l'entreprise BSGR-Vale a perdu son permis après que le gouvernement a trouvé que BSGR l'avait obtenu par corruption – ce que la société nie.

En 2011, Rio Tinto a renégocié son marché, payant au gouvernement 700 \$ millions d'avance en impôts. Le gouvernement, toutefois, a insisté que sa vision de compléter finalement le projet de Trans-Guinean Railways soit réalisée dans le cadre de ce marché. En conséquence de cela, la confiance entre le gouvernement et le milieu des affaires était au plus bas. Le conseiller du Président avait demandé si les sociétés minières avaient jamais eu l'intention d'investir dans leurs opérations : « Sinon comment expliquer que Rio Tinto est ici depuis quinze ans et n'a même pas exporté une tonne de minerai » ?²⁴ Les sociétés minières, toutefois, craignaient que des tentatives d'opérations à l'écart d'autres améliorations générales, au sein du pays, conduisent à « des attentes grandissantes et ... à un comportement de prédateur, » comme l'a expliqué un cadre.²⁵ Ces attentes tout à fait différentes ont créé beaucoup de frictions et entraîné des retards. Bien sûr, les sociétés veulent empêcher qu'on inonde le marché de matières premières pas chères.²⁶ Mais, alors qu'on devrait leur accorder le temps de développer leurs biens, autour de 10 ans, à défaut de progrès il est raisonnable de s'attendre à ce que ces marchés soient cédés à d'autres.

En octobre 2016, il a été annoncé que Rio Tinto avait signé un accord pour la vente de sa participation dans Simandou à la société chinoise Chinalco. Rio Tinto recevrait un paiement allant jusqu'à 1,3 milliards de dollars pour un projet doté d'une réserve de minerai de plus de 2 milliards de tonnes, d'un potentiel de production annuelle de 100 millions de tonnes, et d'une durée de vie de plus de 40 ans.²⁷ Durant le même mois, l'International Finance Corporation a également annoncé qu'elle vendrait sa participation de 4,6 pour cent dans le même projet.

Quelles que soient les récompenses potentielles à long terme, il semble que le prix du fer, les défis du financement, ainsi que les coûts et les complexités des infrastructures requises ont fait pencher la balance de « développement » à « vente ». Les sociétés ne sont pas disposées à investir

là où il y a un grand risque d'incertitude, qu'elle concerne la politique, les politiques ou les prix. La Zambie en est un autre exemple.

Les volte-face fiscales de la Zambie

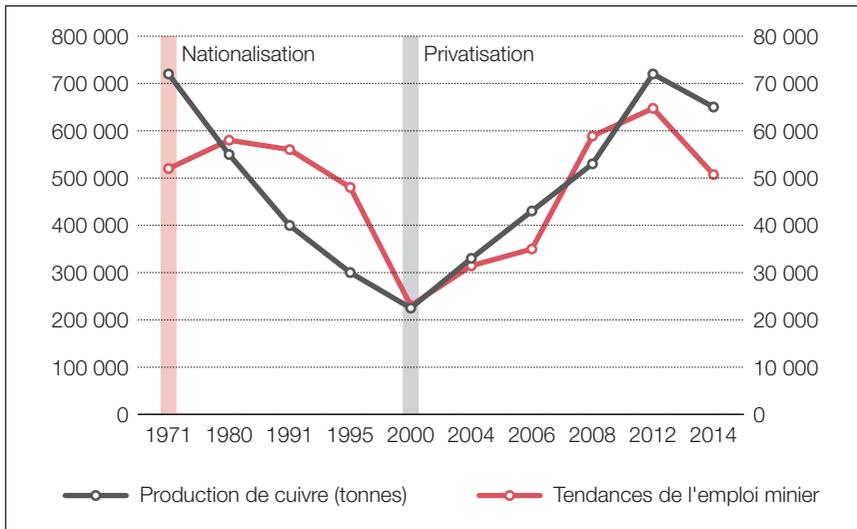
La Zambie illustre ce qu'il coûte d'avoir une industrie en désaccord avec le gouvernement sur les politiques, en dépit des mauvais résultats de la nationalisation de l'industrie.

La production de cuivre de la Zambie en 1973 était de 720 000 tonnes, soit 15 pour cent du total mondial, et l'industrie employait 48 000 personnes. Suite à la nationalisation cette année-là, la production a subi une longue baisse, avec la production du cuivre qui est descendue à 257 000 tonnes en 2000, l'année de la privatisation, lorsque 21 000 personnes étaient employées (voir la Figure 5.2). En conséquence, le PIB réel par habitant a baissé de 1 455 dollars en 1976 à 1 037 dollars en 1987, soit -3,6 pour cent par an, puis à 892 dollars en 2000, période à laquelle l'Etat encourrait un coût de 1 million de dollars par jour pour exploiter ses mines.²⁸

La perte de production subie par la Zambie suite à la nationalisation des mines a été calculée à 45 milliards de dollars, un montant qui dépasse le total des aides reçues durant cette période.²⁹ Vu différemment, si la Zambie avait maintenu sa part de production mondiale de cuivre des années 1970, aujourd'hui elle générerait 2,7 millions de tonnes.

Suite aux nouveaux investissements faits après la privatisation, en 2014 la production était remontée à 700 000 tonnes. L'industrie employait alors 65 000 employés. Mais avec le progrès dans les autres pays du monde, ce tonnage représentait moins de 4 pour cent du total mondial. La mine de Kansanshi, un investissement post-privatisation, est le plus gros producteur de cuivre de la Zambie, avec environ 250 000 tonnes annuellement, dont plus de 3 milliards de dollars payés en impôts et presque la même somme réinvestie. Plus de 8 000 ouvriers sont employés, avec des salaires et des paiements d'électricité qui permettent d'injecter un montant supplémentaire de 50 millions de dollars dans l'économie zambienne chaque mois. La contribution de la mine à la Zambie est énorme : certaines années, Kansanshi à elle seule contribuait à 90 pour cent à l'impôt sur les revenus que les entreprises doivent payer en Zambie.

Figure 5.2 : Tendances de la production de cuivre et de l'emploi dans le secteur minier en Zambie, 1971–2014



Source : Calculs de l'auteur⁹⁰

Pourtant, l'exploitation minière y reste une industrie aux abois. La mine de Kalumbila, cette géante de 2,1 milliards de dollars située dans le nord-ouest du pays, et qui est assaillie de problèmes liés à l'approvisionnement en électricité et aux droits aux titres fonciers, était le tout dernier investissement minier majeur du pays. Les nouveaux investissements et l'extension de la durée de vie des mines sont dissuadés par les changements que le gouvernement opère sur le système des impôts miniers, et par l'abrogation des accords de développement qui garantissaient aux investisseurs une période de stabilité de 15 ans par rapport à la politique fiscale. Depuis 2008, pas moins de 797 textes réglementaires (essentiellement des directives ministérielles pour modifier, mettre à jour ou en vigueur le droit primaire actuel) affectant l'industrie minière, directement aussi bien qu'indirectement, ont été publiés par le gouvernement zambien, dont la majorité (soit 501) ont été votés depuis 2011.

En 2011, le gouvernement de la Zambie a mis en place un impôt de 6 pour cent sur le chiffre d'affaire, et un impôt de 30 pour cent sur les entreprises minières. En janvier 2015, cet impôt est passé à 8 pour cent sur le chiffre d'affaire des mines souterraines, et à 20 pour cent en royalties³¹ pour les mines à ciel ouvert. Tel que le FMI l'a conclu en juin 2015, « à 50 pour cent,

le TIEM [taux d'imposition effectif moyen] de la Zambie était le deuxième taux le plus élevé parmi les pays producteurs de cuivre. »³² Ces augmentations sont arrivées à la suite d'un changement relatif à la TVA, qui a conduit le gouvernement à tergiverser lorsqu'il s'agissait de repayer près de 1 \$ milliard aux sociétés minières.

Après des débats passionnés, en 2016, le gouvernement a proposé un impôt sur les sociétés de 30 pour cent et une échelle mobile de 4 à 6 pour cent pour les royalties.³³ Pourtant, l'accord général mondial est de 30 pour cent pour l'impôt sur les sociétés, et de trois pour cent sur les royalties.³⁴ Tel que le ministre des finances l'a remarqué au Parlement en avril 2016, une telle instabilité de politique nuit à la crédibilité de la Zambie face à ses investisseurs, laquelle « est basée sur deux thèmes : la prévisibilité et la cohérence. Si nous adoptons les volte-face comme modèle, la confiance de nos investisseurs en sera réduite. »³⁵

L'incapacité d'adopter une politique minière qui soit meilleure ou plus cohérente n'est pas due à un manque de publicité autour des meilleures (et pires) pratiques, ni au fait que ces pratiques sont toutes en dehors de l'Afrique. Par exemple, l'expérience chilienne, que nous discutons ci-après, est bien connue, notamment parce que des sociétés minières d'Afrique australe y ont travaillé.

Le Chili et la Mauritanie – Une histoire à succès

La croissance économique du Chili depuis les années 1980 n'est rien moins que remarquable, spécialement durant les années 1990, où son taux annuel était de plus de 7 pour cent en moyenne. Pourtant il est facile d'oublier qu'en 1972, l'économie du Chili a été classée avant dernière en Amérique Latine, lorsqu'à la suite de la dominance économique de l'Etat, l'inflation a atteint 500 pour cent, et que les grèves fréquentes et « la nationalisation, le contrôle des prix et les tarifs élevés étaient à l'ordre du jour. »³⁶

D'un taux faible à 4 000 dollars par personne en 1975, le revenu réel par habitant a plus que triplé en 30 ans. En 2011, des capitaux étrangers totalisant presque 82 milliards de dollars avaient été investis dans l'industrie minière, ce qui équivalait à plus de la moitié de tous les capitaux étrangers investis au Chili depuis 1974.³⁷

La transformation du pays s'est basée sur deux piliers.³⁸ Le premier était l'établissement de réformes économiques vers un marché libre à la fin des années 1970 et au début des années 1980, menées par une équipe de jeunes économistes brillants. Le deuxième était l'augmentation massive de la production nationale de cuivre. Le cuivre, dont presque un tiers de la consommation mondiale annuelle est fourni par le Chili, représente deux tiers des revenus à l'exportation du pays.

Les changements dans ce secteur sur un quart de siècle ont été spectaculaires. En 1990, le secteur privé représentait moins d'un quart de la production minière de cuivre au Chili. A la fin des années 2000, la production de cuivre de la société nationale minière CODELCO avait doublé en 20 ans. Mais le secteur privé produisait deux-tiers de la production nationale annuelle de 6 millions de tonnes. En 1970, le Chili produisait la même quantité de cuivre que la Zambie ; quatre décennies plus tard, elle produit huit fois plus.

L'investissement étranger a été facilité par un système fiscal abordable et stable, et par le fait que les sociétés locales et étrangères étaient traitées de la même façon. Les lois fiscales du Chili ont été convenues par l'Etat et les investisseurs, principalement en vertu du décret-loi n°600 de 1974. Cette loi prévoyait un « contrat » entre un investisseur et l'Etat chilien, l'établissement de zones de libre-échange, l'introduction de politiques garantissant le versement des bénéfices et des capitaux, le libre choix quant au pourcentage de participation étrangère, la non-discrimination par rapport aux investisseurs nationaux, et la libéralisation des tarifs.

Les politiques de l'emploi, très compliquées, ont été relaxées grâce à une série de mesures visant à décentraliser les négociations collectives, améliorer la transparence du vote au sein des syndicats, et permettre un plus grand choix d'affiliation aux organisations syndicales. La réforme du système de retraite, en 1980, a également permis aux ouvriers de choisir une caisse de retraite privée, en y versant les 10 pour cent du salaire obligatoires.

Durant cette période de transformation, le Chili a contenu la corruption. Il a invariablement été classé dans les 20 premiers pays à l'indice de perception de la corruption de Transparency International, c'est-à-dire ayant une meilleure performance que nombre d'autres pays développés.

Dans le cas où l'exemple chilien semblerait trop distant pour les responsables politiques, d'autres exemples plus proches s'offrent à eux.

La route qui va de Nouakchott, la capitale de la Mauritanie, à la mine d'Akjoujt, au nord-est, est longue de 250 km, en direction de la frontière du Sahara occidental. C'est un territoire dur, plus proche semble-t-il de Mars que de la Mauritanie.³⁹

Une courte section au début de la route a été construite pour relier le nouvel aéroport international avec la capitale, là où les quatre voies sont éclairées par des lampadaires solaires. A la limite de la ville, la route est une vraie piste d'autos tamponneuses, avec des charrettes tirées par des ânes, des camions-citernes, des camions, des chameaux et des Mauritaniens suicidaires. La route est bordée d'un mélange de détritiques en plastique, de vieux pneus, d'arbustes du désert, de carcasses de voitures, d'une mosquée ça-et-là, et des omniprésentes khaïmas – ces tentes autour desquelles les chèvres se bagarrent et d'où, occasionnellement, un berger sort, vêtu d'un boubou et d'un chèche aux couleurs vives. Le sable rouge des dunes roulantes se déverse sur la route en divers endroits, fouettant celle-ci à d'autres, donnant l'apparence d'une brume fantomatique.

Et puis, soudain, il n'y a pratiquement plus rien. Juste une ligne noire, une ficelle sur le sable sans fin, ponctuée de quelques rares tentes, d'antennes solaires de téléphonie cellulaire, de chameaux broutant et de chèvres vadrouillant, de barrage routiers de la police sédentaire, et de citernes souples éparpillées sur le côté de la route. La Mauritanie, l'un des 10 pays les plus sous-peuplés du monde, a une densité de population de 3,5 habitants par kilomètre carré, pour une surface de presque 1 million de kilomètres carrés, comparable au Botswana (3,48), l'Islande (3,24), la Namibie (2,56) et à son voisin le Sahara occidental (2,25).⁴⁰ Le coût de livraison d'infrastructure par habitant sur ce vaste territoire est élevé.

Il fut un temps où la Mauritanie était économiquement en marge du monde – même les sociétés de messagerie la confondaient avec l'île Maurice, de l'autre côté du continent. Etant donné ses vastes réserves de minerai de fer et de cuivre, elle a bénéficié du boom mondial du secteur minier. Les investissements directs étrangers (IDE) annuels ont sauté de 100 millions de dollars en 2006 à 1,5 milliards de dollars en 2012, dont 90 pour cent étaient dans le secteur minier. Le pays a bénéficié de cinq années de croissance de 5,4 pour cent à partir 2010.

Cependant, la Mauritanie reste l'un des pays les plus pauvres de la planète, avec un PIB de 1 300 dollars par habitant, le plaçant 156^{ème} sur la

liste des 188 pays de l'indice de développement humain de l'ONU. Bien que sa population ait une faible croissance, selon les normes régionales, 60 pour cent est âgée de moins de 25 ans ; le taux d'alphabétisme n'est que de 52 pour cent. Son infrastructure est fragile, avec un-cinquième de la population qui a accès à l'électricité, et il existe un manque chronique d'eau dans tout le pays. La Mauritanie importe jusqu'à 90 pour cent de ses besoins en produits alimentaires.⁴¹

Les problèmes macroéconomiques ont fait surface au fur et à mesure que le super-cycle des matières premières se soit détendu. Avec une chute de 10 pour cent de la production minière en 2015, la croissance du PIB est tombée de 6,4 pour cent l'année précédente à 3 pour cent. Et la dette publique est montée à plus de 90 pour cent du PIB, forçant la dévaluation de l'ouguiya.

Cependant, le partenariat continu avec les mines offre un certain soulagement. La Mauritanie est le deuxième producteur de minerai de fer en Afrique, et aspire à devenir l'un des cinq premiers exportateurs de minerai de fer au monde d'ici 2025, avec une production annuelle de 40 millions de tonnes. Des investisseurs exploitent également les mines de cuivre et d'or, y inclus Mauritanian Copper Mines à Akjoujt. Avec une injection de fonds et de technologie des propriétaires, c'est-à-dire la société minière First Quantum, cette mine qui a été initialement démarrée par Anglo-American dans les années 1960, produit autour de 40 000 tonnes de cuivre et 60 000 onces d'or annuellement.

La route de Nouakchott à Akjoujt a été reconstruite en 2012 par Mauritanian Copper Mines pour 25 \$ millions, ce qu'elle a fait dans son propre intérêt, vu les six camions-citernes de 30 tonnes de carburant, et les quinze camions de 50 tonnes de concentré de cuivre qu'elle doit faire passer chaque jour sur cette route. Une autre activité de Mauritanian Copper Mines est de pomper de l'eau sur 120 km, d'un aquifère situé à Benn' chahab. Sous la chaleur de l'été, avec des températures qui atteignent plus de 50 degrés Celsius, la mine reçoit moins de 75 pour cent de l'eau initialement pompée, le reste étant dévié vers la ville locale ainsi que diverses communautés et caravanes qui se trouvent en chemin. Dans la ville d'Akjoujt, 360 des maisons appartiennent à la mine, qui a également établi des programmes de formation pour les jeunes, les femmes, les fermiers et les écoliers.

De tels programmes rallongent la liste des responsabilités, en termes d'attentes aussi bien que de dépenses, aux activités de la mine qui est déjà bien

chargée à cause de la distance et du coût des services. Le coût du transport, par exemple, jusqu'au port de Nouakchott est de 16 dollars par tonne, plus 10 dollars de frais de manutention et 35 dollars de frais de transport pour la Chine. A cela, doivent être ajoutés les frais de traitement, ce qui explique pourquoi les projets d'extraction du fer, à partir des déchets du concentré de cuivre et d'or, ont dû être suspendus lorsque les prix du fer ont chuté en dessous de 60 dollars par tonne.

Réduire les inégalités et s'attaquer à la redistribution des richesses, remarque la Banque Mondiale, « sont des défis clés que la Mauritanie peut surmonter, à condition qu'elle continue son engagement de garantir la bonne gouvernance, particulièrement dans le secteur minier et la direction d'entreprises publiques. »⁴² En effet, le partenariat public-privé, parfaitement illustré par la mine d'Akjoujt, répond à certaines des questions que posent la Mauritanie – et le Sahel dans l'ensemble.

Conclusion : Développer une situation où tout le monde y gagne

L'obtention de plus de valeur, et le dégagement de revenus de l'exploitation minière en Afrique demanderont de s'écarter des actions tactiques, et d'adopter une approche plus cohésive, inclusive et stratégique. Il faut que les pays aillent vers un cycle positif et constructif, qui permette à tout le monde d'y gagner. Il faut qu'une telle stratégie se développe à partir d'initiatives nationales et internationales existant déjà, mais avec une plus grande cohésion, plus d'engagement et d'urgence.

Pour cela, toutes les parties doivent admettre les résultats inévitables du cycle actuel – la déflation et le dégraissage des effectifs de l'industrie de manière graduelle – et les perdants : les ouvriers actuels et futurs, les gouvernements, les communautés et, en fin de compte, les sociétés minières.

Les questions difficiles qui ont contribué à la crise actuelle dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne devront être adressées en toute honnêteté et ouvertement : comment l'héritage historique devrait-il être traité ? Dans quelle quantité un bénéfice est-il raisonnable ? Quelle est la responsabilité d'une société minière envers ses employés et les communautés ?

De manière toute aussi importante, un accord devra être conclu sur ce à quoi ressemble une industrie minière réussie. Il faut qu'il soit également reconnu que l'exploitation minière en soi représente un effort risqué et à long terme. Pour que l'entreprise réussisse et que l'exploitation minière entraîne un avantage mutuel, toutes les parties doivent pouvoir réduire le risque autant que possible. Il faudra bien plus qu'un dossier éclairé pour cela : il faut que les sociétés minières comprennent également les problèmes que les gouvernements doivent aborder et, pour cela, faire une contribution stratégique aux problèmes plus larges, dont le développement commercial, les questions relatives à l'eau, le foncier, l'éducation etc.

Bien qu'il y ait un accord général sur le fait qu'il manque un récit commun à travers l'industrie minière, son développement a été empêché par un manque d'unité. Un tel récit cohésif a besoin de plaider en faveur du maintien et du développement de l'industrie minière pour chaque audience (le gouvernement, la nation, les groupes de pression). Il a besoin d'aborder la position de l'industrie dans la société ainsi que les questions d'héritage historique, le besoin de stabilité dans les politiques mises en œuvre, l'équilibre entre la création de revenus et le besoin de valorisation, le besoin d'un minimum de contraintes essentielles mais justes, et le besoin d'un règlement juste pour toutes les parties. L'incapacité d'aborder ces aspects conduira finalement à un plus grand déclin au sein de l'industrie.

Le gouvernement, pour sa part, doit réaliser que l'exploitation minière requiert des capitaux et des partenariats à long terme, patiemment gérés avec le temps, et sous-tendus par une réglementation cohérente et la transparence du droit. L'établissement et le maintien de la confiance par la communication avec l'industrie minière sont au centre de ce processus. Et une partie essentielle de l'équation de la confiance est la détermination et l'adhérence à des normes industrielles solides et convenues. La compétitivité n'est pas que pour les sociétés minières, mais pour l'ensemble du pays.

Certains minéraux sont très limités et sont exploités quels que soient les risques. Pensons ici aux rares terres du Congo. Toutefois, la plupart des minéraux ne sont pas si rares, comme le minerai de fer, le charbon, la bauxite et même le cuivre. A cause du manque relatif de rareté, les investissements miniers sont guidés, dans une grande mesure, par le prix des matières premières et le coût de leur extraction.

Pour entrer en concurrence, l'Afrique doit s'assurer d'être une destination d'investissement attrayante. Avec des prix couramment à la baisse, c'est maintenant qu'il faut se réformer et mettre en place un bon cadre de travail. Cela peut aider les pays à réaliser l'entière valeur d'un redressement des prix, au cas où cela arriverait.

L'Industrie de transformation

Une réussite en cinq étapes :

- Attirer les industries de transformation venant de Chine, et comprendre ce dont elles ont besoin exactement pour « déménager en Afrique ».
- Comprendre que le recrutement de l'industrie de transformation dépend du degré de compétitivité par rapport à ses rivaux dans le monde.
- Œuvrer pour que les gouvernements abordent le problème des retards administratifs et réduisent les opportunités de corruption, ce qui permettrait de créer l'environnement nécessaire à la réussite des entreprises.
- Se servir des politiques, préférences et conventions commerciales pour guider le développement industriel plutôt qu'une « stratégie industrielle ».
- Comprendre que la manufacture de produits réfléchis à plus haute valeur, pour attirer le client, dépend du développement de compétences manufacturières de base, et de leur complémentation avec des apprentissages d'institutions d'éducation, de recherche et de formation pertinentes.

Défis et opportunités : L'augmentation considérable de la fabrication aidera à fournir des emplois aux populations urbaines à croissance rapide en Afrique ; la population croissante de l'Afrique même permettra de fournir un marché intérieur croissant. Des milliards de dollars d'investissements vont quitter la Chine dans les prochaines années, alors que l'augmentation des salaires rend ce pays moins concurrentiel dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie manufacturière bas de gamme. Les fabricants peuvent s'installer n'importe où dans le monde, mais pour survivre et réussir, ils ont besoin d'investissements et de rester concurrentiel. L'Afrique peut entrer en concurrence du point de vue de ses compétences, son coût de la main d'œuvre et sa localisation, mais ce sont souvent des cadres politiques médiocres qui font que les pays d'Afrique n'arrivent pas à attirer des investissements pourtant bien nécessaires. Les manufactures ont besoin de conditions

économiques constantes et concurrentielles, ainsi qu'une infrastructure où la puissance électrique est garantie, et les liaisons de transport facilitent l'exportation à des prix concurrentiels.

Statistiques clés : En Afrique subsaharienne, l'industrie de transformation ne compte que pour 14 pour cent du PIB,¹ un taux qui, à l'exception de celui du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, est le plus bas au monde.² Dans l'ensemble, l'industrie manufacturière de l'Afrique ne représente que 1,5 pour cent de l'industrie de transformation mondiale.³ La population de l'Afrique subsaharienne qui a accès à l'électricité est de 35,3 pour cent, alors que la moyenne en Asie du sud (la région avec le deuxième taux d'accès à l'électricité le plus faible) est de 78 pour cent, et en Asie de l'est 96,1 pour cent.⁴ Un commerce prend 25,8 jours (chiffres de 2015) pour démarrer en Afrique subsaharienne, comparé à la moyenne mondiale de 20,4 jours.⁵ Les matières premières représentent 60 pour cent des exportations de marchandises dans 28 pays sur 38 en Afrique. L'indice de diversification à l'exportation pour l'Afrique subsaharienne a augmenté de 1 pour cent de 1995 à 2013, alors que la part de l'industrie manufacturière de la région, en termes de contribution au PIB, a baissé depuis 2000 de 14 à 10 pour cent.

Les pays qui sont exceptionnellement pauvres et mis au défi peuvent devenir des pays industriels très dynamiques en une génération. Le Vietnam et le Mexique en sont deux bons exemples.

Le Vietnam,⁶ en l'espace d'une génération, a su redresser son développement de manière extraordinaire, passant d'un PIB réel par habitant de 97 dollars en 1989 à 2 052 dollars en 2015.⁷ Ce résultat reflète un record de croissance dynamique, qui fait en moyenne plus de 6 pour cent depuis 1997, bien que cela fût plus élevé dans les villes. Avec plus de 6 millions d'habitants, la ville de Ho Chi Minh (anciennement Saigon) a fourni une croissance de 9,6 pour cent entre 2010 et 2015.

« Nous prévoyons que le Vietnam deviendra un pays d'industrie et de modernité d'ici 2025 », explique le vice-président de la ville, Le Thanh Liem qui porte l'épingle de revers en or du Parti, attestant de son ancienneté.

« Pour cela », explique-t-il, « nous utilisons nos forces intérieures et mobilisons des réserves extérieures grâce à des investissements.

La négociation du Partenariat Trans-Pacifique », note-t-il, « en fait partie, mais notre but c'est d'essayer d'attirer des investisseurs ici. Le capital est essentiel, comme l'est le développement des ressources humaines et, de plus en plus, la méthode des facteurs globaux de productivité » (c'est-à-dire les améliorations de rendements qui ne s'expliquent pas par les améliorations de la main d'œuvre et du capital, y inclus la technologie et la gouvernance). « Bien que la ville s'agrandisse au taux de 9,6 pour cent par an », observe-t-il, « notre accroissement annuel en termes de facteurs globaux de productivité est monté de 20 pour cent en 2014 à 32 pour cent en 2015 ».

On ne s'attend pas à une analyse aussi sophistiquée, même si elle est désirable, du représentant officiel d'une ville de n'importe quel pays, encore moins d'un pays qui a mis du temps à démarrer ses réformes de marché il y a 30 ans, et seulement après que ses tentatives d'économie centralisée ont échoué en pleine période de famine.

Malgré tous les inconvénients d'un Etat à parti unique, y inclus une corruption généralisée, et l'adhésion rhétorique au symbole omniprésent de la faucille et du marteau et aux bannières communistes, la pensée vietnamienne est libérale et en même temps pragmatique, assez pour réaliser que l'Etat doit réduire son emprise sur l'économie.

On peut voir l'étendue de la transformation du Vietnam dans le rôle que jouent ses entreprises d'Etat. Avec la privatisation – dénommée « égalisation » de manière plus acceptable – le nombre des entreprises d'Etat s'est réduit de moitié entre 1990 et 2000, soit à 5 800, puis à 3 135 jusqu'en 2013. Ce désinvestissement a créé un parallèle dans la transformation de la contribution économique des entreprises d'Etat qui, en 2011, employaient 60 pour cent du capital total pour générer 38 pour cent du PIB. En 2012, ces chiffres ont baissé à 38 et 33 pour cent respectivement.

En 2015, les entreprises d'Etat contribuaient officiellement 31,5 pour cent du PIB, et employait 1,7 millions de personnes (par rapport à 1,8 millions l'année précédente), soit 3,2 pour cent de la main d'œuvre totale de 52,2 millions. Par comparaison, deux-tiers des emplois du pays venaient du secteur privé, et 26 pour cent venaient de sociétés à participation étrangère.⁸

Les cotations en bourse sont une autre mesure de cette transition. La Bourse de Ho Chi Minh a été lancée en 2000 avec deux sociétés. Quinze ans plus tard, elle cotait 303 valeurs avec une capitalisation boursière de

50 milliards de dollars et 370 à la Bourse d'Hanoi. Il est prévu qu'un autre lot de 400 entreprises d'Etat sera coté en 2017.

Un certain nombre d'entreprises d'Etat ont réussi à se transformer en entreprises commerciales privées.

La société Vinamilk, qui a été démarrée par un ingénieur formé dans l'ancienne URSS en 1976, est basée à My Phuoc, au nord de Ho Chi Minh. Sa laiterie dernier cri de 120 millions de dollars construite par Tetra Pak, entièrement automatisée, est capable de produire 400 millions de litres de lait par an. La consommation annuelle de lait du Vietnam a augmenté de 10 litre par personne en 2010 à 17 litres cinq ans plus tard, dû à une combinaison de richesse améliorée et une plus grande prise de conscience des avantages du lait pour la santé. Ce niveau de consommation est encore loin de celui de la Chine (26 litres), de la Thaïlande (35 litres) et de la Malaisie (53 litres) – d'où le plan de doubler la capacité de la laiterie d'ici 2018. Vinamilk a attiré un certain nombre d'investisseurs étrangers lors de son introduction en bourse en 2003.

Il en va de même pour la société Vinatex, une usine de fabrication textile, qui est devenue une société par actions de 57 \$ millions lors de son introduction en bourse en septembre 2014.

De même, l'Aéroport international de Tân Sơn Nhất est à peine reconnaissable du temps où c'était l'aéroport principal utilisé par les Américains, durant la guerre du Vietnam. A l'époque, c'était l'une des bases aériennes militaires les plus occupées du monde. Au début des années 1990, les installations militaires américaines, barbouillées de signes et de slogans de paix, étaient encore visibles. Aujourd'hui, l'aéroport a été transformé en plateforme de correspondances qui a accueilli 26 millions de passagers en 2015.

Vietnam Airlines est parmi les grandes entreprises d'Etat qui restent à « égaliser ». Ce désinvestissement est guidé en partie par le Partenariat Trans-Pacifique, là où ses dispositions incluent une condition nécessitant de mettre fin aux subventions. De cette manière, tout comme c'est le cas pour le Mexique avec l'Accord de Libre-échange nord-américain, c'est la politique commerciale qui guide la politique industrielle, pas l'inverse.

Bien sûr, il existe des problèmes et des revers. Les entreprises sont impactées par la corruption et la demande continuelle de paperasserie, et une grande quantité de ce qu'on appelle des « petits permis » pour se conformer aux arrêtés et aux réglementations. Pour aborder ce problème, le Vietnam a

mis en place quelques 300 parcs industriels, où des guichets uniques et des installations douanières spéciales permettent de contrecarrer la bureaucratie avide. Cette initiative a permis d'encourager les étrangers à investir.

La capacité du Vietnam à développer rapidement son industrie de transformation, en dépit de son héritage difficile, n'est pas unique. D'autres pays ont pu atteindre des objectifs similaires.

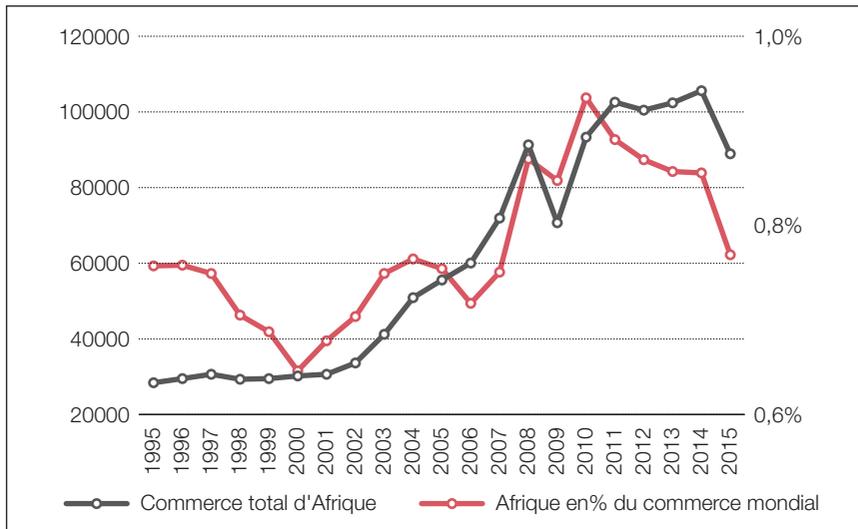
Le défi africain

L'Afrique pourrait-elle être la prochaine Chine ? C'est la question que se posent ceux qui envisagent les opportunités de développement, rendues possibles par la montée des coûts de la main d'œuvre dans la République populaire, alors que ses industries passent à une production capitaliste de haute technologie. Durant la prochaine décennie, environ 85 millions d'emplois seront disponibles alors que la Chine monte dans l'échelle industrielle. L'Afrique saura-t-elle profiter de cette situation, utilisant dans la foulée les accords commerciaux privilégiés du continent avec les USA et l'Europe ?⁹

La réponse à ces questions dépend largement de la mise en place de conditions propices, qui vont de la politique économique à l'infrastructure et à la stabilité politique. Cela signifie également de faire les choses mieux que ses concurrents. D'autres pays vont entrer en concurrence pour remplir la part du marché potentiel que la Chine va laisser derrière elle ; il y a peu de chances que ces pays restent là à ne rien faire.

Ces questions ne concernent pas seulement les marchés de l'emploi à faible coût. Elles concernent également les économies africaines plus riches, dont l'Afrique du Sud, notamment avec la tentation d'essayer de s'occuper des dilemmes des politiques de développement au moyen des entreprises d'Etat.

Figure 6.1 : Commerce des produits manufacturés, 1995–2015



Source : Conférence de l'ONU sur le Commerce et le développement, <http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolder/reportFolders.aspx>

Généralement, les responsables politiques aiment beaucoup faire remarquer qu'ils font tout ce qu'ils sont supposés faire pour construire une base manufacturière. Par exemple, beaucoup d'entre eux mettent en place des zones économiques spéciales, qui permettent d'offrir des franchises douanières et fiscales aux fabricants exportateurs, et autres incitations. Ces zones peuvent être utiles, en ce sens qu'elles offrent un approvisionnement fiable en électricité et en eau, de bonnes liaisons routières, ainsi que des sites qui pourraient autrement être difficiles à accéder, et dans lesquels est garantie la disponibilité d'une électricité particulièrement importante à la valorisation des ressources minérales. Le problème est que, étant donné que la plupart des autres pays à travers le monde sont déjà en train d'entreprendre des réformes similaires, ces mesures, qui doivent être maintenues, n'offrent pas d'avantage spécial. La même chose s'applique aux 'guichets uniques'. Les coûts de la main d'œuvre africaine ne sont pas différenciateurs non plus, n'étant généralement pas moins chers (et souvent plus) que ceux de leurs concurrents asiatiques, alors que le coût des services correspondants en Afrique peut être plus élevé et moins fiable.

Bien sûr, en bas de la chaîne de production, tel que l'industrie du textile et des vêtements, les prix et la productivité sont importants. Pourtant, dans

l'ensemble, les différences essentielles entre la réussite et l'échec semblent être une combinaison de gouvernance et d'attitude.

Selon les indicateurs de la réglementation des affaires (*Doing Business*) de la Banque Mondiale – la base de données à laquelle le milieu des affaires se réfère fréquemment – en 2016, seule une poignée de pays africains avait un environnement d'entreprise jugé moins pire. L'île Maurice y est classée 32^{ème}; mais après cela, seuls le Rwanda (62^{ème}), le Botswana (72^{ème}), l'Afrique du Sud (73^{ème}), les Seychelles (95^{ème}) et la Zambie (97^{ème}) sont dans les 100 premiers pays du monde.¹⁰ Il est clair que les pays africains ont fait des progrès durant la dernière décennie, mais le reste du monde n'est pas resté sans rien faire non plus. En conséquence, l'Afrique subsaharienne, à l'exception de quelques petits pays, n'a pas réussi à progresser dans le classement de l'industrie manufacturière.

La manufacture reste une industrie exceptionnellement difficile en Afrique, comme l'illustrent le Lesotho et l'Afrique du Sud.

Monter dans l'échelle manufacturière, un échec pour le Lesotho

Le petit pays du Lesotho est un bon exemple des possibilités offertes par l'industrie de transformation, ainsi que des déboires de celle-ci. Bien que ce soit sur les plus grands pays d'Afrique qu'on a le plus souvent porté l'attention, en fait le Lesotho a eu plus de vraies opportunités et, étant une petite nation, n'aurait pas eu à attirer tant d'entreprises manufacturières que cela pour faire une grande différence. Pourtant, sa 114^{ème} place au classement sur la facilité de faire des affaires (*Doing Business*) en 2016 n'est pas impressionnante.

La route au sud de Maseru, en direction de l'aéroport de Moshoeshoe, raconte sa propre histoire de la difficulté du développement au Lesotho. La route est bordée de kiosques en fer et d'entrepôts de ferrailleurs, reflétant plus des stratégies de survie que des petites entreprises, dans une nation où le chômage atteint 40 pour cent, et où la population a augmenté de 25 pour cent depuis 1985, à plus de 2 millions d'habitants. Presque la moitié de la population vit dans la pauvreté ; la prévalence du VIH y est de 23 pour cent, la deuxième plus élevée au monde ; et un demi-million d'habitants dépendent d'aide alimentaire.¹¹

Bien qu'il soit entièrement enclavé au cœur de l'Afrique du Sud, le Lesotho a bénéficié de certains avantages de développement. En 2000, il a obtenu l'accès aux marchés américains en franchise de droits et sans contingent, par l'intermédiaire de la Loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique (*African Growth and Opportunity Act* ou AGOA). Les fabricants de vêtements chinois ont vite profité de cette opportunité et, en 2005, 38 entreprises de textiles et de vêtements avaient été créées, employant 55 000 Basothos.

Le Lesotho a également reçu une part régulière des recettes de l'Union des Douanes d'Afrique australe (Southern African Customs Union), et bénéficie d'un marché potentiel relativement riche tout autour de lui, en Afrique du Sud (qui a un revenu moyen par habitant de plus de six fois celui du Lesotho, ce dernier se montant à 980 dollars). Il bénéficie également des infrastructures routières et portuaires relativement sophistiquées de sa voisine. Le Royaume des montagnes est l'heureux bénéficiaire de ressources en eau abondantes qu'elle vend à ses voisins assoiffés d'Afrique du Sud.

Toutefois, les sociétés basées au Lesotho n'ont pas réussi, contrairement à leurs contreparties d'Asie ou du Mexique, à monter dans l'échelle manufacturière, vers des productions à haute valeur. Les raisons principales de cet échec sont l'héritage de l'instabilité politique et la pauvre gouvernance.

En janvier 1986, le Lesotho a vécu le premier d'une série de coups d'états militaires, lorsque le Major General Justin Metsing Lekhanya a expulsé Chief Leabua Jonathan. Ce dernier avait gouverné avec un autoritarisme toujours croissant depuis l'indépendance en octobre 1966, et avait même orchestré un coup d'état après les élections de 1970 qui avaient été gagnées par le parti d'opposition, le Parti du Congrès Basotho (*Basotho Congress Party*).¹²

Trois décennies plus tard, il semble que les problèmes du pays, tout comme sa population, ont augmenté. Les militaires sont désormais des agresseurs politiques en série. Le changement de gouvernement en février 2015 est la répercussion d'un coup d'état manqué au mois d'août de l'année précédente. Avant cela, il y a eu toute une série régulière de tentatives de coups et d'assassinats. Lekhanya est destitué en mai 1991 lors d'un coup orchestré par le Colonel Elias Ramaema. La démocratie s'ensuit en 1993, mais à la suite d'élections en 1998, il y a des protestations et des émeutes concernant les résultats, et une force armée de la SADC dirigée par l'Afrique du Sud doit être déployée pour restaurer la démocratie et faire respecter la

loi. Opération Boleas, le nom de code du déploiement, est très vite devenue controversée, et en septembre 1998, les forces nationales de défense sud-africaines perdent 11 hommes alors qu'elles tentent de réprimer une révolte à Maseru. Du temps que les forces quittent le pays en mai 1999, des grandes sections de la ville sont détruites.

Sous-tendant les changements constants de gouvernement et les démonstrations de force des militaires sur la scène politique, se trouve une histoire de corruption et de recherche de rentes. Tel que Moeketsi Majoro, l'ancien ministre du Développement et de la planification (et délégué du Lesotho au FMI), l'a fait remarquer, « Alors que l'héritage d'une réforme politique inachevée est le facteur d'accélération dans ce conflit, la corruption et la criminalité en sont les causes premières. Les cas de fonds publics qui, sous l'ancien gouvernement ont été blanchis à travers différents marchés pour le profit du parti et d'individus, ont fait l'objet d'enquêtes et ont été consignés dans les archives publiques ». ¹³

L'assistance et l'intérêt internationaux se sont taris. En 2016, seules cinq missions diplomatiques étrangères à plein temps sont présentes dans le royaume (soit la Chine, l'UE, la Lybie, les USA et l'Afrique du Sud). Même le Royaume-Uni – l'ancienne puissance coloniale – s'est retiré. Ce dernier est aujourd'hui représenté par un consul honoraire. On est loin de la grande époque anti-apartheid lorsque « chaque pays européen, entre autres, avait une ambassade ici », a expliqué un ministre.

Le pays reçoit toujours 300 millions de dollars en aides, soit plus de 11 pour cent de son revenu national brut. Mais tout ce que ces aides semblent avoir accompli au fil du temps, c'est d'atténuer les inconvénients plutôt que de faire prospérer le pays et de le rendre plus stable ; et vu le rythme des actes de violence, même cette stratégie semble défectueuse.

Jusqu'en 2015, le nombre d'entreprises de vêtements et de textile est descendu à 18, employant 35 000 personnes. Cette baisse est le résultat de la volatilité du Rand (par rapport auquel le cours de la monnaie locale, le loti, est fixé), des coûts élevés des intrants (notamment l'électricité et le transport), et du manque de confiance dans la situation politique. La fin des Accords multifibres en 2005 favorise ceux qui offrent un plus grand « coût-efficacité – essentiellement l'Asie plus que l'Afrique », explique un producteur chinois. « Les coûts salariaux en Asie », remarque-t-il, « sont plus bas, et les gouvernements offrent plus d'incitations, dont les opérations exonérées

à l'importation et les ventes locales hors-taxes ». Au Lesotho, bien que les coûts de la main d'œuvre soient bas (1 212 Rands minimum par semaine, l'équivalent de 80 dollars), la concurrence est tendue dans la région : au Kenya, la main d'œuvre coûte 76 dollars par semaine, et en Ethiopie 50 dollars. Au Bangladesh elle coûte autour de la moitié (43 dollars) de ce chiffre, au Vietnam 52 dollars, en Inde 49 dollars et au Cambodge 50 dollars. Le déclin du secteur du textile du Lesotho est exacerbé par le paiement à la pièce en Asie, ce qui n'est pas permis au Lesotho, et par son taux élevé d'absentéisme, entre 8 et 10 pour cent. Une comparaison de la productivité entre le Vietnam et le Lesotho raconte sa propre histoire : au Vietnam, 28 opérateurs produisent 1 000 pièces par jour ; au Lesotho, 36 ouvriers produisent 600 de ces mêmes pièces par jour.

Les temps d'expédition du Lesotho sont plus longs et les frais de transport plus chers qu'en Asie. Par exemple, en 2011, les frais d'envoi d'un conteneur de 12 mètres du Lesotho aux USA se montaient à 4 620 dollars. Par comparaison, l'expédition du même conteneur se montait à 2 600 dollars du Vietnam, 2 800 dollars du Cambodge et 3 100 dollars du Bangladesh. Le coût des services publics a aussi augmenté régulièrement, les prix de l'électricité s'alignant sur ceux d'Eskom, le fournisseur sud-africain.

Le pays a également un manque d'énergie. Le barrage de Muela, au Lesotho, ne produit que 72 mégawatts, alors que les besoins en électricité du pays dépassent les 120 mégawatts en 2016, et la demande augmente. Pour combler ce manque, le pays est à la merci d'Eskom. On a formé le projet de construire un autre barrage, Polihali, avec une capacité électrogène inter-reliée, mais que ce projet se matérialise ou pas dépend de la stabilité politique et du niveau de confiance des investisseurs. Le prix de l'eau a également augmenté de 13 pour cent en 2016.

Sans l'AGOA, il serait difficile au Lesotho d'être concurrentiel. L'accord avec les USA offre jusqu'à 33 pour cent de remise sur les produits du Lesotho, grâce à son accès en franchise de droits et sans contingent. En conséquence, certains des plus grands producteurs se sont lancés dans la manufacture des tissus qui, normalement, sont assujettis à des droits de douane plus élevés (le nylon en particulier), afin de profiter pleinement de l'accès au marché américain.

Il s'agit là de défis que le Lesotho devrait pouvoir surmonter. Certains pays asiatiques ont déjà quitté la fabrication du textile et du vêtement, alors

que leurs conditions de vie et les attentes salariales de leurs mains d'œuvres ont augmenté. En dépit de la montée en flèche de son industrie textile, le Lesotho n'a pas réussi à améliorer sa compétitivité, ni à monter dans l'échelle de l'industrialisation vers des produits à plus haute valeur ajoutée. Dans l'ensemble, ses tentatives et ses efforts pour créer des industrialistes Basothos (plutôt que chinois) n'ont pas réussi.

Le ministre des Petites entreprises du Lesotho, Thabiso Lits'iba, un ancien professeur d'université, explique que ce manque de progrès est dû à l'absence relative de gens compétents parmi les 44 000 fonctionnaires du pays ; et que c'est également dû à « un manque de leadership dans l'établissement d'une direction stratégique claire et d'objectifs ». Autrement dit, ce malaise est dû en partie au fait que le gouvernement n'écoute pas et qu'il ne veut pas prendre de décisions difficiles. Pourtant, comme l'a expliqué un autre ancien fonctionnaire, « au lieu de contempler les avantages de l'accord sur le textile à long terme, on cherche à voir qui en a bénéficié sur le court terme ». Plutôt que de penser à travers les générations, les politiciens, selon le raisonnement de Majoro, sont trop occupés à se battre pour avoir les restes.

En 2008, sur l'invitation de sa Majesté le Roi Letsie, la Fondation Brenthurst a rassemblé un groupe d'experts de pays à économies à forte croissance, soit Singapour, Costa Rica, la Colombie, El Salvador, le Chili et le Vietnam, pour partager leurs expériences et identifier le chemin que le royaume devrait suivre pour développer une économie à forte croissance. Cette visite comprenait également une commande de travaux portant spécifiquement sur le climat conjoncturel au Lesotho, et sur le secteur du tourisme. Remarquant les progrès du Lesotho dans l'industrie de transformation, où ce dernier profite pleinement des opportunités offertes par l'AGOA, et remarquant le fait que le pays s'est lancé dans des gros projets d'infrastructures, tels que le Lesotho Highlands Water Project, les recommandations du rapport final portent sur la création d'emplois et une croissance guidée par l'exportation, ces deux chemins étant les seuls offerts qui permettront d'amener le pays dans une ère plus prospère.

Pourtant, aucune de ces réformes – telles que l'élimination des contraintes d'entreprises et l'établissement d'un forum pour parvenir à un accord général sur la croissance nationale – n'a été mise en œuvre, bien que le gouvernement nous ait accordé toute son attention lors des réunions et montré qu'il était d'accord par rapport à nos recommandations.

Tim Thahane était notre interlocuteur gouvernemental principal. Avant d'entrer en fonction comme ministre des Finances, il s'était distingué lorsqu'il était gouverneur adjoint de la banque centrale d'Afrique du Sud. Il pense que notre initiative a été perdue, comme l'a été le projet de croissance ultérieur de la Banque Mondiale, dû à ce qu'il décrit comme « la vision à court terme du gouvernement ». Autrement dit, les hauts-placés du gouvernement n'étaient pas disposés à consacrer la volonté politique à la réussite de l'initiative. Pourtant, comme l'a dit un autre participant Basotho haut-placé, « c'était une belle initiative. Elle était en avance sur son temps. Nous faisons le même travail cinq ans plus tard. Mais vous », a-t-il souri, « vous êtes parti avec ».

Le défi de l'Afrique du Sud

Le cas du Lesotho illustre nombre des attitudes envers l'industrie de transformation à travers l'Afrique. Beaucoup d'entre elles se voient en Afrique du Sud, qui a l'une des plus grandes économies du continent et qui, d'après tous les indicateurs habituels, devrait posséder une industrie de transformation florissante.

L'industrie manufacturière en Afrique du Sud contribuait à 13,4 pour cent du PIB en 2014, ce qui en fait le quatrième élément d'activité économique le plus important, après les services financiers, immobiliers et d'affaires (20,3 pour cent) ; les services fournis par les administrations publiques (17 pour cent) ; et la vente en gros, la vente au détail, la vente automobile ainsi que la restauration et l'hébergement (14,4 pour cent). Cependant, la contribution de cette industrie à la croissance annuelle réelle du PIB a baissé régulièrement de 0,7 pour cent en 2010 à 0,1 pour cent en 2013. En outre, l'industrie s'est défaite de plus de 300 000 emplois depuis la récession mondiale de 2008-2009, et en a perdu 100 000 rien qu'en 2015-2016.¹⁴

Les faits montrent à quel point l'environnement est difficile pour les fabricants, notamment dans le secteur des petites et moyennes entreprises, où le plus gros des emplois manufacturiers, comme l'espère le gouvernement, sera créé à l'avenir.

Prenons l'exemple de Newcastle. Originellement une halte entre Durban et Johannesburg, Newcastle en Afrique du Sud est fondée en 1864 et est le quatrième village d'implantation dans la colonie du Natal. Aujourd'hui, c'est une ville de presque 400 000 habitants, la troisième plus grande après

Durban et Pietermaritzburg, une ville qui est en train de s'ajuster à de nouvelles réalités.

Même aussi récemment qu'en 1969, Newcastle n'était qu'une petite localité. C'est ensuite qu'a été annoncée la création de l'aciérie d'Iskor, envisagée comme un développement en trois phases qui emploierait 25 000 personnes jusqu'en 2000. Des investissements ont suivi pour développer l'infrastructure de la ville, y compris des logements. Au moment où les deuxième et troisième phases ont été annulées en 1983, l'usine employait 13 000 personnes. La privatisation de l'aciérie en 1989 a fait baisser le nombre des employés à 9 000, laissant la ville avec 750 maisons vides.

L'annulation du développement de l'aciérie a incité la municipalité à poursuivre une politique industrielle agressive. En 1983, la ville a obtenu son premier investissement étranger d'une société basée à Hong Kong, et les choses se sont intensifiées rapidement avec l'ouverture d'une usine par mois. Des incitations de décentralisation généreuses ont permis d'attirer de nouvelles entreprises. Durant sa période record, les zones industrielles de Riverside et de Madadeni hébergaient 65 usines de textile et de vêtements. Le changement des relations diplomatiques de Taiwan à la Chine populaire en 1997 a entraîné la fermeture de certaines entreprises taiwanaises et l'ouverture d'entreprises chinoises. En 2015, le secteur du textile-habillement emploie 6 500 ouvriers, soit un tiers de la main d'œuvre industrielle de la ville, comparé à la période record avec ses 35 000 ouvriers.

Mais, aujourd'hui, les choses vont difficilement à Newcastle, reflétant les changements d'une industrie qui est en baisse depuis les années 1980, et qui n'emploie plus qu'un-cinquième environ de la main d'œuvre 25 ans plus tard. La fin des incitations, les fluctuations de la valeur du Rand, la concurrence des importations bon marché du Bangladesh, de l'Inde et de la Chine en particulier, ainsi que l'établissement de l'AGOA ont tous contribué à ébranler la compétitivité du fil et des vêtements de fabrication sud-africaine. Dans le cadre de l'AGOA, l'Afrique du Sud fait partie de la catégorie des pays développés et, à ce titre, ne remplit pas les conditions requises pour convertir les textiles meilleurs marché de pays tiers, en vêtements pour le marché américain, comme peuvent le faire ses voisins, le Lesotho et le Swaziland. En conséquence, un certain nombre de fabriques de vêtements plus grandes ont quitté le pays au milieu des années 2000. Puis, en 2011, le Conseil national des Négociations (National Bargaining Council) a tenté de fermer plusieurs

usines chinoises, afin de faire respecter la conformité au salaire minimum imposé par le Conseil. Lorsqu'il l'a fait, les ouvriers ont manifesté contre le Conseil et menacé de mettre le feu aux locaux.

La situation économique de la ville est plus compliquée que la somme des bouleversements extérieurs ou du paiement de salaires minimums. Comme l'a expliqué le président de la Chambre chinoise de commerce et d'industrie de Newcastle, Alex Liu, « alors que les prix représentent une grande préoccupation au sein de la manufacture de vêtements, le problème avec le salaire du Conseil des Négociations concerne la manière dont fonctionne notre entreprise. Alors que le Conseil dit qu'on ne peut pas récompenser la productivité mais, plutôt, les années de service, cela réduit l'autorité du propriétaire de l'usine pour ce qui est de gérer nos usines et de récompenser ceux qui sont plus productifs. Il n'est tout simplement pas possible de payer tout le monde pareil, car cela détruirait le moral des ouvriers et deviendrait impossible à gérer. Ce n'est pas tant une question de faisabilité budgétaire, » ajoute-t-il, « que de logique commerciale ».¹⁵

La municipalité, du propre aveu des propriétaires des usines, a essayé de « s'occuper d'eux du mieux qu'elle a pu, » comme on s'occupe « d'enfants », en intervenant auprès du gouvernement central pour résoudre les problèmes de permis de travail, de relations du travail, de gestion environnementale et d'autres problèmes. Toutefois, la frustration des propriétaires des usines et de la municipalité locale « est que Pretoria n'écoute pas. Nous n'avons pas de voie de communication directe avec les ministères du gouvernement », disent-ils, « ni même avec le gouvernement de la Province ».

A commerce actif, gouvernement réactif

L'industrie de transformation en Afrique du Sud est confrontée à des défis similaires, même plus haut dans la chaîne de valeur.

Des flans octogonaux en zinc sont emboutis pour être transformés en boîtes de conserve d'un côté de la chaîne de fabrication, créant des cathodes. Les boîtes sont acheminées le long de tapis roulants où elles sont remplies de bioxyde de manganèse à l'intérieur d'un revêtement en carton, et d'un bâton en graphite pour former l'anode. A divers endroits le long du tapis roulant, les boîtes sont placées dans de grandes bennes, où à leur tour elles seront couvertes de bouchons, de joints et de couvertures de décalque.¹⁶

En Afrique du Sud, Eveready fabrique 50 millions de piles par an, ce qui permet de subvenir à environ la moitié de la demande du pays. La société est basée à Port Elizabeth depuis 1937, l'année durant laquelle British Eveready établit l'usine dans Harrower Road initialement. L'usine déménage en 1972 dans la zone industrielle, là où elle se trouve aujourd'hui, comme l'atteste la plaque en laiton dans le foyer du bâtiment : « Ouverte officiellement par l'Honorable Dr N. Diederichs, Ministre des Finances ». Dans les années 1970, Eveready est racheté par Hanson et, en 1996, par Gillette. En 2003, lorsque Gillette supprime tous ses types de pile, sauf pour Duracell, l'opération sud-africaine est rachetée par la Direction.

L'équipe a dû travailler dur pour placer la société dans un nouveau marché, sous la pression de concurrents moins chers, principalement chinois. En cherchant de nouvelles opportunités commerciales, et pour maintenir ses 220 employés, la société Eveready s'est diversifiée dans les produits en bois de première nécessité et, récemment, dans les éoliennes. La façade du bâtiment expose désormais, au-dessus du signe bleu et blanc E-V-E-R-E-A-D-Y, une gamme de turbines Kestrel de 3,5 kilowatts qu'elle a développée localement, avec les aubes et grilles en fibre de verre virant et tournoyant dans cette ville renommée pour ses bourrasques.

Eveready a vendu 3 500 Kestrels, mais la plupart étaient pour un marché d'exportation. « Le problème, à la base », explique son Directeur général Avijit Das, « est que le gouvernement ne voit pas le commerce comme une chose positive pour le pays. C'est ce qui forme ses perceptions et ses politiques ». « De plus », a-t-il ajouté, « il faut qu'on décide si l'on est un pays développé ou en développement. Une décision là-dessus permettra de formuler les politiques pour lesquelles il faudra faire pression, y inclus celles relatives aux normes de travail et de produits, et permettra de formuler les attentes ».

La turbine offre une solution énergétique pratique et clés-en-mains aux communautés hors réseau. « S'il le voulait vraiment », explique Das, « le gouvernement pourrait s'assurer de sa réalisation ». En revanche, en entrant en concurrence avec des produits importés, Eveready a demandé aux autorités de mettre en œuvre des normes relatives à l'environnement et à la sécurité, en vain apparemment. « Le rôle du gouvernement devrait être de créer des politiques qui mènent à des emplois, et pas que pour son propre bien. Il devrait essayer de faire de l'investissement quelque chose de simple et facile ».

Selon Das, le gouvernement n'a rien fait pour aider. « Nous sommes les seuls fabricants de micro-turbines en Afrique du Sud, et nos produits sont agréés aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Mais nous n'avons jamais rencontré qui que ce soit au gouvernement qui nous a demandé : Qu'est-ce qu'on peut faire pour vous aider ? Une situation, » ajoute-t-il « complètement différente de l'Inde, mon pays natal, où, en dépit des frustrations à cause de la bureaucratie, les autorités me demandent régulièrement : Qu'est-ce qu'on peut faire pour vous aider à fabriquer ici ? »

L'expérience de Volkswagen à Uitenhage, à 25 kilomètres au nord de Port Elizabeth, concerne une technologie de pointe, et qui dépend de la politique dirigiste du gouvernement pour compenser les insuffisances dans les autres domaines du système sud-africain.

En 2013, un système entièrement automatisé de presse mécanique dernier cri, d'une valeur de 500 millions de Rands, a été installé dans l'usine de VW. Ce système a la capacité de produire à la chaîne plusieurs centaines de tôles de carrosserie par heure. La nouvelle chaîne, établie dans des conditions stériles plus comparables à une salle d'opération qu'à un atelier de réparation, est la première au monde à combiner une technologie d'emboutissage à mouvements ondulatoires avec la robotique de chez Cobra, pour déplacer des pièces rapidement durant la procédure. Cette nouvelle technologie permet d'expliquer pourquoi VW n'emploie plus que 4 000 personnes, par rapport aux 10 000 durant les années 1980.

La société a investi plus de 5 R milliards dans la modernisation de l'usine d'Uitenhage, qui devrait doubler sa production annuelle à 170 000 unités, et être la seule productrice de la nouvelle Polo Berline.

On est loin de 1946, lorsque l'Association sud-africaine des Assembleurs et Distributeurs de voitures (*South African Motor Assemblers and Distributors*) est lancée avec un capital-actions de 1 million de Rands pour assembler des Studebakers sur le même site de 20 hectares, lesquelles à l'époque peuvent s'acheter pour 2 500 Rands.

Bien qu'elle ait régulièrement gagné le prix de la meilleure usine VW, sur les 119 de par le monde, la survie de l'usine dépend entièrement du programme de subventions du gouvernement sud-africain pour la production de voitures, soit le Programme de Production et de Développement automobile (*Automotive Production and Development Programme* ou APDP), à travers lequel le prix des véhicules assemblés localement est dégrèvé par

rapport à la taxe sur les pièces importées pour leur fabrication. « Dès que l'APDP s'arrêtera », dit Thomas Schäfer qui est à la tête de VW South Africa, « il faudra qu'on arrête tout. On a un léger avantage avec le coût de la main d'œuvre, mais pas plus par rapport au Portugal ou à la République Tchèque. Et on a un gros problème de coût par rapport à la logistique. Ce qu'on économise, grâce à l'APDP, s'annule avec les 500 euros extra qu'on doit dépenser par unité en frais de transport sud-africains ».

VW n'est pas le seul à cet égard. Le fabricant Ford, qui est basé à Pretoria, a bénéficié d'une transformation radicale depuis la production de son nouveau pick-up, le Ranger, qui a démarré en 2015. En l'espace d'une année, il a gagné une part dominante du marché sud-africain, avec la vente de 36 000 voitures, et l'exportation de 60 000, principalement au Royaume-Uni et en Allemagne. « La géographie est un vrai défi en Afrique du Sud », explique le Directeur Général, Jeff Nemeth, « qu'il s'agisse de la fabrication ou autre, de l'exportation ou de l'importation, vu que le pays se trouve à 10 000 kilomètres des principales sources d'approvisionnement et des marchés ».

Bien que la productivité de Ford South Africa soit de 30 pour cent meilleure qu'une usine Ford similaire en Thaïlande, comme pour VW, le fabricant est assailli de frais de logistique. Des études montrent que le coût du transport des voitures par voie ferrée, sur les longues distances rencontrées en Afrique du Sud, devrait coûter 60 pour cent de moins que le transport par voie routière. Toutefois, en Afrique du Sud, ces coûts sont similaires, ce qui illustre des niveaux élevés d'inefficacité au sein du réseau ferroviaire du pays. Le coût lié à l'exportation d'une voiture de la Thaïlande à l'Arabie Saoudite revient à 800 \$ moins cher que celui lié à l'exportation de la même voiture de l'Afrique du Sud à l'Arabie Saoudite.

Dans le centre de Port Elizabeth se trouve l'usine de General Motors qui a été ouverte en 1948, au prix ahurissant de 1 £ million. Quelques six décennies plus tard, elle produit 40 000 unités de deux modèles.

L'industrie, explique le Directeur général de General Motors, Ian Nicholls, a pâti du coût élevé des compétences et de la distance des marchés d'exportation. Toutefois, les efforts qui sont faits pour améliorer le réservoir de talents, par le biais de programmes gouvernementaux, n'aboutissent qu'à peu de choses. Le degré de syndicalisation aggrave les frais et les défis, avec la négociation d'augmentations annuelles de 10 pour cent alors qu'il n'y a que 6 pour cent d'inflation, réduisant la compétitivité. « Jamais dans cet

environnement », dit-il, « dans lequel je sais combien il est difficile de se débarrasser d'un employé, je n'embaucherais une seule personne sans être absolument certain d'avoir besoin d'elle ». Sa part de logistique revient à 8 pour cent du coût d'une unité, avec une marge bénéficiaire de juste 5 pour cent. Avec les quatre plus grandes usines de General Motors, aujourd'hui en Chine, qui produisent 500 000 unités par an, seule une combinaison de l'APDP, le désir de maintenir une position stratégique en Afrique et « l'inertie » font que l'entreprise continue de fabriquer des voitures en Afrique du Sud.

L'APDP, d'après Schäfer, place l'Afrique du Sud dans « la moitié inférieure des pays à subventions, en dessous de la Corée du Sud, du Mexique, de la Chine et de la Turquie », par exemple. Bien que le système des subventions reste important, il pense que ce qui permettra de garantir le succès de l'industrie en Afrique du Sud est la stabilité des politiques « pendant au moins une décennie », faisant baisser le coût des inefficacités logistiques, et permettant de garder l'inflation sous contrôle. Tout cela dépend, toutefois, d'une attitude selon laquelle « le gouvernement doit aider plutôt qu'entraver l'industrie ».

Le gouvernement sud-africain visait à doubler sa production locale de véhicules à 1,2 millions d'unités d'ici 2020, depuis l'avènement de l'APDP en 2013. Mais cela ne pourra arriver à moins que les coûts de logistique baissent et, en relation à cela, que les volumes d'éléments de fabrication locale augmentent. Dans un cycle infernal, néanmoins, la capacité de générer des éléments de fabrication locale est forgée par des économies d'échelle, tout comme l'électricité, la main-d'œuvre et autres écarts de coûts. S'occuper de ces facteurs nécessite la collaboration du milieu des affaires et du gouvernement. Et cela, à son tour, nécessite un gouvernement disposé à accepter que les entreprises sont là pour se faire de l'argent, en quantité raisonnable, et qu'il doit les y aider.

Le chemin différent de l'histoire du Mexique montre qu'en dépit des défis, un développement soutenu à partir d'une faible base est possible avec une forte direction de la part du gouvernement.

La course du Mexique vers le haut

Il y eut un temps où le Mexique¹⁷ avait le même profil que nombre d'Etats africains : un pays très dépendant du pétrole, réputé pour sa corruption et avec un parti politique qui avait gouverné depuis longtemps en dépit de ses échecs économiques. Ce profil était si enraciné qu'au milieu des années 1990, l'ambassadeur du Mexique en Afrique du Sud avait trouvé navrant une publicité à la télévision pour une marque de chips de maïs, qui présentait un paysan avachi portant un sombrero et qui parlait avec un accent qui aurait fait rougir le personnage d'Eli Wallach, dans *Le Bon, la Brute et le Truand*.

Il y a du vrai dans ce que ce diplomate disait. Du temps que la publicité a été diffusée, les choses au Mexique avaient changé. Plus de 30 ans plus tôt, en 1965, son gouvernement avait lancé un programme d'industrialisation à la frontière du pays, mieux connu sous le nom de *maquiladoras*,¹⁸ qui a transformé le marché de l'emploi et le profil de l'exportation du pays, en exploitant l'avantage comparatif d'une main d'œuvre abondante et bon marché, avec l'assemblage « à la hâte » et l'exportation de marchandises.

Pour donner un exemple de la réussite du programme, en 2016 Monterrey devient la ville la plus riche et la plus industrialisée du Mexique. Pas moins de 46 000 camions quittent la ville chaque jour, transportant des marchandises à destination du marché américain, là où la part du Mexique a quadruplé à 20 pour cent en 21 ans, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre-échange nord-américain (ALENA). Toutefois, ce ne sont plus les marchandises bon marché des *maquiladoras* qui quittent la ville, mais des exportations de produits de valeur élevée. La montée du Mexique dans la chaîne de valeur est parfaitement illustrée par ses centres de recherche publique-privée et ses incubateurs d'innovation, tels que le Parque de Investigación e Innovación Tecnología, à proximité de l'aéroport international de Monterrey.

L'expérience du Mexique illustre le fait qu'il est impossible de commencer la manufacture de produits réfléchis à haute valeur, sans développer d'abord des compétences manufacturières de base et les compléter ensuite avec des apprentissages d'institutions d'éducation, de recherche et de formation pertinentes. Les *maquiladoras* étaient, de cette manière un antécédent essentiel aux opérations d'aujourd'hui qui sont plus sophistiquées.

Guanajuato, au cœur du Mexique, et qui était le centre de l'industrie mondiale de l'exploitation minière de l'argent, est en train de développer

un Silverado des temps modernes, sous forme d'industrie automobile. Une usine géante de General Motors y produit 370 000 pickups par an. Et General Motors n'est pas le seul fabricant à s'y être installé. Mazda, Honda, Hino Motors, Toyota et VW en ont fait autant. L'Etat de Guanajuato a produit 550 000 véhicules en 2015, la même quantité que la production entière de l'industrie automobile sud-africaine.

Le Mexique est vite passé d'assembleur à fabricant et innovateur dans l'industrie automobile, et est aujourd'hui le septième producteur du monde. L'Afrique du sud, qui a la plus grande industrie automobile en Afrique, n'est que 24^{ème}.

Bien que le Mexique vive encore de nombreux problèmes sociaux, avec sa très forte population de 125 millions d'habitants, la fabrication fournit des emplois directs à plus de 2 millions de personnes. Comme l'indique Jaime Serra Puche, un économiste du commerce et le principal négociateur pour le Mexique dans l'ALENA, « Nous exportons aujourd'hui 1 milliard de dollars par jour, dont 80 pour cent viennent de l'industrie manufacturière. Au début de l'ALENA, nous exportions environ 100 millions de dollars par jour, et une grande partie de ça était du pétrole ».

En dépit des défis de la criminalité liée à la drogue dans le pays, Luis de la Calle, l'ancien ministre adjoint pour les Négociations commerciales internationales, insiste sur le fait que trois facteurs rendent la montée du Mexique « irrépensible ». Le premier concerne la démographie. Il y a une nette augmentation de la population mexicaine en âge de travailler, avec une baisse de la dépendance entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. La jeunesse quant à elle crée une grosse demande de biens de consommation que le Mexique est désormais en mesure de fabriquer.

Le second facteur concerne la réduction des coûts d'énergie en Amérique du Nord, ce qui en fait la région la moins chère du monde du point de vue énergétique. Cette baisse est due à l'augmentation de la production américaine de gaz qui est passée de 64 milliards de pieds cubes par jour en 2006, à 90 milliards de pieds cubes en 2015, accompagnée d'un doublement de la production pétrolière américaine à 10 millions de barils par jour, durant les cinq dernières années. Les réformes énergétiques ainsi que les investissements ciblés du Mexique, dans le cadre d'un réseau intégré de gaz en Amérique du Nord, permettront d'amener du gaz par conduite du Texas jusque dans des endroits isolés du Mexique qui n'ont jamais eu d'industrie

auparavant, tout en permettant également de faire baisser les coûts des industries déjà en place. La dérégulation dans le secteur de l'électricité a permis, en même temps, de faire baisser le prix commercial de l'électricité de 25 pour cent.

Le troisième facteur concerne l'appréciation réelle du dollar américain qui a permis de soutenir les exportations mexicaines actuelles, telles que l'exportation des voitures et des appareils.

En conséquence de ces facteurs, le Mexique est aujourd'hui la seule grande économie qui soit en concurrence avec la Chine en ce qui concerne l'industrie manufacturière. Aussi, la valeur des exportations par habitant du Mexique est presque deux fois plus grande que celle de la Chine.

Mais, plus important encore, le progrès du Mexique s'est plus basé sur les accords commerciaux que sur la tactique des rencontres au sommet. Le fait que le Mexique est un pays ouvert et connecté avec des transferts tangibles, s'est avéré crucial pour le progrès du pays, en qualité d'exportateur à valeur ajoutée aussi bien que de nation industrielle se modernisant. A cet égard, le Mexique a porté son attention sur des accords comme l'ALENA, lequel lui a permis de capitaliser sur ses avantages naturels au sein du marché américain depuis plus de 20 ans, quels que soient les sentiments de certains politiciens américains sur le futur de cet accord.

La stratégie commerciale clairement définie du Mexique non seulement forme la base de la politique étrangère du pays, mais détermine également son rendement concurrentiel, évitant une politique industrielle que nombre d'économiste et technocrates au Mexique voient comme trop lourde et rentière.

Pour tous ses problèmes de sécurité et de corruption, l'environnement politique du Mexique est, durant ce siècle, passé du népotisme institutionnalisé à une compétitivité accrue. A la tête de la révolution démocratique en ce dernier siècle, il y avait Vicente Fox, Président de 2000 à 2006. Fox était le premier dirigeant de l'opposition à occuper ce poste en plus de 70 ans.

En 1810, Guanajuato était le site de la première victoire militaire des rebelles, lors de la Guerre d'indépendance du Mexique contre l'Espagne. 180 ans plus tard, l'Etat de Guanajuato s'est une fois de plus retrouvé au centre d'un changement politique. L'Etat a prospéré lorsque le Gouverneur Fox y était en fonction avec son Parti Action nationale (Partido Acción Nacional ou

PAN), dont les efforts combinés ont conduit au taux de chômage le plus bas dans l'Etat, offrant une continuité et un conservatisme politique qui ont été essentiels pour encourager les investissements, tel que l'a reconnu l'industrie automobile.

Fox a été choisi pour représenter le PAN aux élections nationales de 2000. Sa victoire a permis de rompre l'emprise dont le parti sortant, le Parti révolutionnaire institutionnel (*Partido Revolucionario Institucional* ou PRI), avait bénéficié sur la scène politique mexicaine. Le PRI avait commencé son agenda avec une politique sociale radicale mais, à mesure que progressait le XX^{ème} siècle, il était devenu plus corrompu et populiste. En tant que parti prédominant et hégémonique, le PRI avait bénéficié de trois sources majeures de soutien électoral, a expliqué un homme d'affaire de Monterrey. Le Parti plaisait aux pauvres paysans qui cherchaient la redistribution, aux bureaucrates qui voulaient garder leurs emplois, et aux syndicats qui voulaient des faveurs politiques. Pour rester au pouvoir, le Parti utilisait les tactiques de la redistribution du boom pétrolier du Mexique, la répression, la rente, la distribution de contrats, la corruption et la fraude électorale. Pendant longtemps, de tels droits acquis triomphaient d'un quelconque désir de réforme. Comme dit le proverbe (qu'on attribue à Fidel Velásquez, le chef de la Confédération des Syndicats ouvriers du Mexique), « celui qui bouge n'apparaît pas sur la photo » (*el que se mueve no sale de la foto*).¹⁹

Il est possible qu'un tel cynisme politique ait atteint son point le plus bas avec l'élection, en 1988, de Carlos Salinas après qu'un problème informatique ait, comme par hasard, arrêté le compte des votes. Salinas a essayé de mettre en place des réformes radicales, qui incluaient la conclusion de l'ALENA – perçue comme le pas le plus significatif vers un Mexique ouvert et moderne – et l'indépendance de la Banque centrale. Néanmoins, ces mesures ont été assombries à l'époque, par une vague de scandales liés à la corruption, l'insurrection des Zapatistes dans l'Etat de Chiapas au sud, une augmentation du trafic de drogue, et une crise d'endettement dont son successeur, Ernesto Zedillo, a dû s'occuper. Une fois Président, Zedillo a institué un système électoral transparent qui a permis de garantir l'élection de Fox.

L'ALENA a permis une plus grande ouverture et une plus grande responsabilité. « Plus on est fermé », explique Joy Langston, une spécialiste des sciences politiques au Centro de Investigación y Docencia Económicas, un organisme de recherche basé dans la ville de Mexico, « plus les

opportunités rentières sont grandes. Cela a été », dit-elle, « exacerbé par un système judiciaire qui est semi-dysfonctionnel au mieux, allant des tribunaux aux commissariats, de la protection de contrats à la protection de personnes ».

Fox dirige une fondation portée sur le leadership, depuis son hacienda familiale, dans sa ville natale de San Cristobel, à une heure de route de Guanajuato. Il reconnaît que le PRI avait préparé le terrain pour sa propre ruine. « Ils étaient devenus corrompus et inefficaces, et leur manque de fonctionnalité allait à l'encontre du développement. Il fallait qu'ils s'effondrent. Nous avons profité de ça. Notre programme s'est porté sur une communication spécifique, pour convaincre le public mexicain qu'il se porterait mieux sans le PRI. »

Avec une minorité au Congrès, Fox a eu du mal à faire passer les réformes, bien qu'il ait réussi à faire accepter des améliorations limitées dans les domaines de l'éducation et des services de santé, et notamment de la sécurité sociale, en développant le système de paiement en espèces des prestations de la sécurité sociale (*Oportunidades*). « Notre genre de démocratie, de libertés, de respect pour les droits de l'homme et d'ouverture a rencontré beaucoup de résistance de la part des sections âgées, fermées et violentes de la société mexicaine. Changer d'un paradigme à un autre a demandé beaucoup d'effort », a-t-il dit.

Bien que le PRI soit revenu au pouvoir en 2012 (avec le soutien de Fox, ironiquement), les victoires du PAN, lors des élections présidentielles de 2000 et 2006, ont aidé à changer la politique du Mexique et à changer l'image du PRI, celle d'un parti qui n'a jamais perdu le pouvoir, quels que soient ses échecs et ses excès, à un parti qui peut perdre et qui a perdu les élections. La décentralisation entre le gouvernement fédéral, les 32 états et les 2 500 municipalités, ainsi qu'une augmentation de la concurrence à ces niveaux, a permis de réduire encore plus les risques d'un retour à la politique d'antan.

Pendant longtemps les Mexicains ont fui leur propre pays pour chercher à vivre le soi-disant « rêve américain » au nord de la frontière. Mais, comme l'indique un homme d'affaire, « la plupart cherche à vivre le rêve mexicain, c'est-à-dire une vie dans laquelle on gagne des dollars, mais on vit avec des pesos au Mexique ». La conversion rapide des *maquiladoras* offre une opportunité de réaliser ce nouveau rêve.

La trajectoire du Mexique lors du dernier quart de siècle montre qu'il est crucial de ne pas se tromper en politique, aux niveaux national et régional. Cela montre que les accords commerciaux peuvent servir à guider l'industrialisation et, à cet effet, que la fabrication n'a pas besoin d'être une course salariale vers le bas – mais plutôt une vers le haut.

Conclusion : « Déménager en Afrique ? »

Ces études de cas (voir également l'étude de cas sur l'Éthiopie au Chapitre 11), illustre le fait que la création d'emplois, dans l'industrie légère à bas salaires, est très sensible aux infrastructures, à la logistique et aux coûts salariaux, ainsi qu'aux préférences commerciales négociées. Il est difficile de monter dans l'échelle salariale et technologique sans l'amélioration des compétences et autres capacités.

Durant nos recherches pour le présent ouvrage, nous n'avons pas rencontré une seule personne qui ait dit que l'Afrique ne pouvait pas entrer en concurrence dans l'économie internationale. Au lieu de cela, nous avons rencontré nombre d'entrepreneurs qui étaient prêts à dévouer leurs vies et leurs capitaux à exporter de l'Afrique. Personne n'a dit que les défis géographiques étaient trop décourageants. Même au Lesotho, qui est enclavé, il existe beaucoup d'intérêt pour le développement de l'industrie. Et personne n'a dit que les gouvernements ne savaient pas ce qu'il fallait faire pour promouvoir l'industrie de transformation. Plutôt, maintes et maintes fois, la question a été de savoir si les gouvernements ont donné aux entreprises le moyen d'opérer de telle manière que les investisseurs pouvaient faire des bénéfices qui justifient leur temps et leur capital. Le Lesotho et l'Afrique du Sud ont tous deux manqué à plusieurs reprises de mettre en place des conditions propices, raison pour laquelle beaucoup d'occasions ont été ratées dans l'industrie de transformation.

Face aux mêmes défis, le Vietnam et le Mexique n'ont pas raté ces occasions. Le résultat est qu'aujourd'hui ces pays sont plus riches, leurs populations vivent plus longtemps, et leurs enfants sont mieux éduqués. Ils montrent qu'avec un gouvernement portant son attention sur la mise en place d'un environnement propice au commerce et à l'emploi, pour les entreprises, l'industrie légère offre des rémunérations considérables. Ces pays

illustrent également le fait que l'industrie de transformation n'a pas besoin d'être une course salariale vers le bas.

Le Secteur des Services

Une réussite en cinq étapes :

- Le secteur des services a besoin d'être activement développé par les gouvernements, qui doivent porter leur attention sur la fourniture de l'infrastructure et de l'environnement réglementaire requis.
- Maintenir les coûts (et les frais généraux) du gouvernement au minimum et assortir l'ambition au pragmatisme, et la croissance suivra, tel qu'on l'a vu avec le cas des lignes aériennes Ethiopian Airlines and Emirates.
- Aider au développement d'une industrie de tourisme national en rendant son accès plus facile que celui des tourisms concurrents. Cela inclut de faciliter l'acquisition des visas et de réduire les coûts et les problèmes auxquels sont soumis les hôteliers, grâce à des processus de permis uniques.
- Etablir des conditions qui encouragent les banques étrangères à contribuer à l'accélération du développement et de la sophistication des systèmes bancaires locaux.
- Soutenir activement le développement de l'industrie des assurances, et reconnaître sa nature régionale en éliminant le protectionnisme et en fournissant une réglementation efficace.

Défis et opportunités : Le secteur des services a le potentiel de créer des emplois à grande échelle en échange de dépenses d'investissement assez modestes. Au milieu des années 1990, les services – des activités économiques telles que le tourisme, la banque et les assurances qui ne produisent pas un produit tangible – représentaient presque deux-tiers du PIB mondial, une augmentation d'environ la moitié durant les années 1980. Même dans les pays toujours en cours d'industrialisation, le secteur des services croît par rapport au reste de l'économie.¹ Le secteur des services offre à l'Afrique une opportunité considérable de dépasser les étapes de développement, et d'augmenter l'emploi de manière radicale. Par exemple, en 2012, McKinsey estimait que le commerce de détail et l'industrie hôtelière à eux deux pouvaient ajouter 9 millions sur les 54 millions d'emplois potentiels en

Afrique d'ici 2020.² Contrairement aux matières premières, les services peuvent être produits n'importe où. Alors que certains pays africains bénéficient d'avantages uniques par rapport à certains aspects du tourisme, ils sont en concurrence avec tous les autres pays pour ce qui est des services. Des offres solides de services demandent des opérations commerciales complexes et profitent souvent des avantages de la technologie.

Statistiques clés : Le marché des services est massif. Par exemple, en 2014, plus de 1,1 milliards de touristes ont voyagé dans le monde, dont l'Afrique (y inclus en Afrique du Nord) qui représentait moins de 5 pour cent des arrivées. Seuls deux pays, le Maroc et l'Afrique du Sud (avec environ 10 millions de touristes chacun) ont reçu 40 pour cent du total des touristes sur le continent. Un emploi est créé environ tous les 10 touristes. Le Kenya est en haut de la liste de la population qui se sert de services bancaires en Afrique, avec 25,4 millions d'abonnés aux services bancaires par téléphone mobile en 2015. Sur l'ensemble de la population adulte en Afrique, 339 millions – soit 80 pour cent – ne se sert pas de services bancaires, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas accès à des services financiers formels.³

L'image d'avant et d'après de Dubaï est similaire à celle de Singapour. Dans l'image d'avant, on voit beaucoup de sable, une crique et pas grand-chose d'autre ; dans l'image d'après, on voit d'innombrables gratte-ciel, dont le plus grand du monde avec 830 mètres, le Burj Khalifa, ainsi que nombre de centres commerciaux, un aéroport et un port de niveaux internationaux.

Cette transformation s'est passée en l'espace de deux générations seulement. Il y a cinquante ans, la plupart des maisons à Dubaï n'avaient pas l'eau courante, et les avantages de la vie y étaient rares, certainement lorsque cette ville était comparée à ses voisines des Emirats.

L'histoire de la ligne aérienne Emirates illustre cette transition. Elle démarre en 1985 avec deux avions seulement (un Boeing 737 loué et un Airbus A300). Aujourd'hui, la ligne est un connecteur mondial. En 2016, en dépit des transactions commerciales difficiles provoquées par la phase descendante de l'économie chinoise, et l'élimination des suppléments pour le carburant, Emirates anticipe plus de 10 pour cent de croissance. Elle travaille en même

temps à l'amélioration du hall de l'aéroport, y inclus celle des navettes, en vue de garantir son statut de « super connecteur » aérien mondial.

Le succès d'Emirates reflète le style de direction du pays. Le boom pétrolier n'a commencé qu'en 1966, bien après que Sheikh Saeed bin Maktoum bin Hasher Al Maktoum ait commencé à œuvrer pour la diversification, la croissance et le développement dans les années 1970. Historiquement, Dubaï est un port relativement insignifiant. Pour développer l'Emirat, la direction de la ville prend en charge la croissance, suivant de près les projets et la santé de l'ensemble de l'économie.

Dubaï se sert également de ses dividendes pétroliers pour diversifier. Au milieu des années 1970, le pétrole représente la moitié du PIB de Dubaï ; à la fin des années 2000, ce chiffre est juste au-dessus de 2 pour cent. A l'époque, le commerce ainsi que la réparation et l'entretien sont les industries les plus larges de la ville, représentant 39 pour cent du PIB.⁴ Son ouverture relative aux autres cultures et à l'expertise étrangère est cruciale pour sa croissance. En 2016, 80 pour cent de la population de Dubaï, qui se monte à 2,5 millions, sont des expatriés, principalement d'Asie du sud. Dit simplement, Dubaï a créé un environnement où d'autres peuvent réussir, contrairement à la plupart de l'Afrique qui reste lourde de jalousie et de soupçons sur les motivations des étrangers.

Mais Dubaï a dû faire face à de nombreux défis. L'insécurité régionale est endémique. La crise financière mondiale de 2008 a porté un coup sévère à l'économie, qui s'est avéré temporaire. Dubaï reste néanmoins vulnérable aux fluctuations du prix des produits de base.

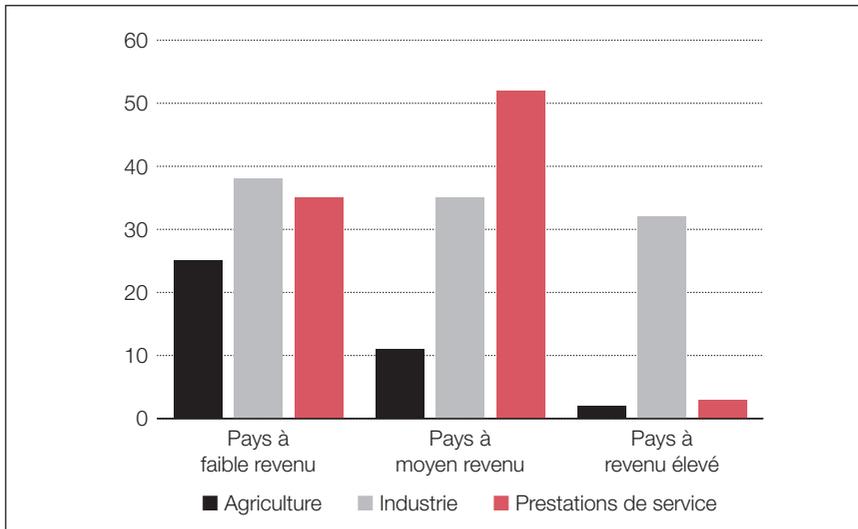
Son record de diversification rapide est impressionnant et surprenant, lorsqu'on le compare avec l'Afrique. Alors que Dubaï est construite sur l'ouverture commerciale et la libéralisation financière, les pays africains sont restés en arrière et, par exemple, ont été incapables ou ont refusé de mettre en œuvre la Déclaration de Yamoussoukro de 1988, en vue de libéraliser le transport aérien en Afrique. Pour prendre un autre exemple, l'Afrique du Sud a entravé la visite des touristes en introduisant des conditions et des procédures de visas très compliquées, alors que Dubaï a continuellement facilité les démarches pour que les touristes visitent le pays et y dépensent leur argent.

Le défi africain

Historiquement, l'agriculture a été le secteur le plus important des économies en développement. Mais au fur et à mesure que les pays se développent et que leurs habitants s'enrichissent, le secteur des services devient plus important. Dans la plupart des pays développés, le secteur des services est désormais le secteur dominant, dû partiellement au tourisme. Mais, comme l'indique la Figure 7.1,⁵ le secteur des services contribue grandement à la croissance de tous les pays.

L'intensité de main d'œuvre comparativement élevée des services permet de garantir que, au fur et à mesure qu'un pays se développe, les emplois créés dans ce secteur compensent ceux qui ont été perdus dans les secteurs agricole et industriel, alors que l'augmentation des dépenses d'investissement assure la mécanisation et autres progrès technologiques, qui facilitent le travail.

Figure 7.1 : Structure de l'économie mondiale, 1995 (% PIB)



Source : Banque mondiale, www.worldbank.org/depweb/beyond/beyondco/beg_09.pdf Données de la Banque Mondiale

Au milieu des années 1990, les services représentent presque les deux-tiers du PIB mondial, passant de presque la moitié durant les années 1980. Même dans les pays toujours en cours d'industrialisation, le secteur des services croît relativement au reste de l'économie.⁶

Les pays africains ont souvent dressé des obstacles sur le chemin de la croissance, dans le secteur des services, ce qui empêche de profiter entièrement du potentiel de l'emploi. Mais la bonne nouvelle est que l'on peut œuvrer pour changer la politique actuelle, et donc créer des nouveaux emplois.

Le tourisme et les défis des lignes aériennes

Le tourisme est l'un des secteurs les plus prometteurs de nombreux pays africains (et peut-être même le plus prometteur), en ce sens qu'il offre la possibilité de créer de nombreux emplois, notamment pour les nouveaux venus sur le marché du travail. Néanmoins, pour que le tourisme réussisse, les pays africains doivent être desservis par des lignes aériennes fiables, et concentrées sur le transport d'autant de visiteurs que possible.

La plupart des marchés du tourisme en Afrique restent difficiles à accéder, et présentent des préoccupations relatives à la sécurité. S'assurer que les lignes aériennes fonctionnent de manière efficace s'avère particulièrement difficile. La trajectoire de la South African Airways (SAA), qui est régulièrement classée meilleure ligne africaine, en est un bon exemple.⁷ Malheureusement, sa mauvaise gestion l'a beaucoup endetté. Jusqu'en 2016, les opérations du gouvernement pour sauver la compagnie aérienne nationale périlante ont coûté 2 milliards de dollars en tout,⁸ dont une garantie de 350 millions de dollars fournie en octobre 2012, à condition que le Conseil d'administration de la SAA développe une stratégie de redressement. Le gouvernement a également annoncé en janvier 2014 que la SAA recevrait un autre renflouement de 460 millions de dollars.

La Zambie a vécu une histoire similaire de ligne aérienne en difficulté, avec une ambivalence surprenante envers l'industrie du tourisme. Les noms et les carcasses de vieux avions encombrant l'Aéroport international Kenneth Kaunda, à Lusaka, sont un cimetière de rêves perdus. Depuis la liquidation de la ligne aérienne nationale Zambia Airlines en 1994, beaucoup de lignes sont venues et sont reparties, telles Zambia Express, Aero Zambia, Zambia Skyways, Zambian Airways, Mahogany Airlines, Airwaves et Zambezi Airlines. La plupart ont été mises à mort par une ambition sans fin, une expansion trop rapide, des frais généraux trop élevés et des cargos trop petits.

Tony Irwin, un ancien pilote de *Zambian Airways*, a commencé *Proflight* avec un *Beechcraft Baron* à 5 places, en se concentrant sur le secteur du tourisme. Six ans plus tard, il s'agrandit et achète un *Piper Chieftain* à neuf places, amenant les touristes à Mfuwe dans le Parc national de *South Luangwa*, et à la station des Chutes *Victoria* à *Livingstone*, synchronisant ses sorties avec les vols de *British Airways* vers Londres. En 2003, avec un financement de *Barclays*, *Proflight* acquiert son premier *Jetstream*, un avion de fabrication britannique à 18 places. « C'était ce qu'on pouvait se payer », dit Irwin. « C'est assez économique, avec des frais d'entretien raisonnables, et son faible coût d'investissement nous a permis de faire partie du jeu ». Mais, dit-il, « on était quand même assez fou d'avoir fait ça, quand on y repense. On avait besoin de travailler plus pour repayer l'avion, alors on a fait de la concurrence à *Zambian Airways*, qui avait été créé à partir de *Roan Air*, la vieille ligne aérienne de *ZCCM* [*Zambian Consolidated Copper Mines*], pour s'introduire dans le marché de la Province de *Copperbelt* ».

En 2016, *Proflight* faisait voler six *Jetstreams* et un jet régional *CRJ*, avec 70 pour cent des passagers en voyages d'affaires, pas des touristes. Irwin explique : « C'est un petit marché pour lequel les lignes aériennes ont besoin de vraies économies d'échelle ». *Proflight* a transporté 136 000 passagers en moyenne entre 2012 et 2015. « Une bonne gestion est essentielle, y compris un faible taux de renouvellement du personnel et des compétences techniques élevées ».

Les frais de carburant, qui sont presque deux fois plus élevés qu'en Afrique du Sud, sont le symptôme « d'une raffinerie locale très inefficace » et du prix à payer lorsqu'on vit dans un pays enclavé. Plus important encore, alors que l'industrie du tourisme pourrait créer un très grand nombre d'emplois (le rapport dans le secteur du tourisme en *Zambie* est de 1,3 emplois directs par lit), le caractère saisonnier de l'industrie du tourisme fait obstacle à sa croissance. La saison des pluies est aggravée par une infrastructure limitée, qui restreint l'accès aux parcs nationaux de *Zambie*. « Lors d'une très mauvaise semaine, on transporte 80 passagers ; lors d'une très bonne semaine, on en transporte 880 », dit Irwin, « et pendant six mois de l'année, durant la saison des pluies, pas grand-chose se passe ».

L'accès au pays a également été compliqué par une interdiction d'exploitation de l'Union européenne en 2004, affectant les lignes aériennes zambiennes, et qui a finalement été levée après un grand retard en juin

2016. De tels problèmes ont également été aggravés par le rôle de la société des aéroports, « l'un des derniers bastions du monopole d'Etat, qui a besoin au moins d'une direction convenable et d'une séparation des fonctions de manutention et de gérance de l'aéroport ». Sa pauvre performance opérationnelle entraîne des frais plus élevés de remise en œuvre d'aéronefs, augmentant ainsi le coût des vols.

De manière plus générale, en Zambie, le nombre de lits de qualité internationale sur tout le pays est d'environ 5 000, dont tout juste 850 se trouvent à Lusaka. Ce manque d'hébergement de qualité reflète les défis de la soi-disant « culture du permis » de la Zambie. Il faut près de 40 permis pour ouvrir un hôtel et, bien que le taux de l'impôt sur les entreprises soit resté au même niveau, les prix des chambres d'hôtel ont augmenté de façon spectaculaire, ajoutant des frais considérables aux affaires et fournissant de nombreuses opportunités de corruption.

Néanmoins, certaines lignes aériennes ont eu du succès. Ethiopian Airlines (ET) – une entreprise qui a une belle histoire mais qui aurait pu finir comme tant d'autres entreprises d'Etat en Afrique – est peut-être le meilleur exemple de la manière dont une bonne gouvernance peut promouvoir une société de service dynamique.⁹ Le siège social modeste d'Ethiopian Airlines, à deux pas de l'aérogare principal de l'Aéroport International de Bole à Addis-Abeba, est fidèle au mantra du gouvernement pour ce qui est de maintenir les frais généraux au minimum. Son Directeur général, Tewolde GebreMariam, parle avec la même franchise désarmante de l'évolution de la ligne aérienne qui, contrairement à nombre d'autres compagnies aériennes nationales d'Afrique, est positive.

Selon Tewolde, l'histoire de la ligne aérienne, qui remonte à 70 ans, peut être divisée en deux phases : la première phase couvre 60 ans et reflète une croissance régulière qui n'a rien d'exceptionnelle; la deuxième phase s'étend sur 10 ans, à la suite de sa toute première perte de revenus après la fin de la guerre avec l'Erythrée, lorsque la compagnie a bénéficié d'une transformation stratégique radicale.

Tewolde est revenu de New York en 2004, où il avait dirigé les opérations d'Ethiopian Airlines. Suite à une 'analyse stratégique' effectuée à l'aide d'Ernst & Young, la ligne aérienne a développé sa Vision 2010, « qui repositionnait la compagnie aérienne », explique Tewolde. L'objectif était d'augmenter le chiffre d'affaire de 400 millions de dollars en 2005 à 1 milliard de dollars en

cinq ans. Cela devait se faire grâce à un « réseau réorganisé », avec une section pour les 52 vols du matin à destination de l'Afrique, et une section pour les vols du soir, lorsque ceux du matin reviennent (sauf pour les vols à l'ouest du Togo) et repartent vers le Moyen-Orient, l'Europe, l'Asie et les Amériques.

En 2010, le chiffre d'affaire de la compagnie aérienne était de 1,3 milliards de dollars, un chiffre qui excédait les projections initiales, ce qui a également été le cas du nombre des passagers et des cargos. La Vision 2025 a alors été mise en place. « La nouvelle technologie avionique », explique Tewolde, « comme le 787 et le A350, demandait un horizon à long terme ». A cette date, Ethiopian Airlines planifie d'avoir 120 avions avec 90 destinations internationales et 20 nationales, et un chiffre d'affaire de 10 milliards de dollars. Le cycle de planification est échelonné en trois périodes de cinq ans, soit une période à court terme, une à moyen terme et une à long terme. Tewolde admet qu'un tel cycle à long terme « est controversé dans une industrie où il est difficile de planifier un an à l'avance, encore moins 15 ans ». La planification est compliquée par « le besoin d'être autonome en Afrique parce qu'il n'y a pas assez d'entrepreneurs dans le secteur privé. Ce qui veut dire qu'on doit fournir nous-mêmes les services de restauration, de soutien et techniques ».

La stratégie de la ligne aérienne, explique son Directeur général, comprend divers piliers. Le premier concerne la faisabilité budgétaire et la durabilité. « Nous devons rester solvables », dit-il, « puisque nous n'avons pas d'autre moyen de financer la croissance, et on se s'attend pas à recevoir quoi que ce soit du gouvernement ». Il est également nécessaire de maintenir la conformité de nos flottes aux normes internationales, aux coûts les plus bas possibles. « Notre avantage concurrentiel est le coût », admet-il, « mais pour réaliser cela nous allons devoir ajuster notre modèle d'exploitation ». Bien qu'Ethiopian Airlines reste une plaque tournante du transport aérien en dehors d'Addis-Abeba, le fait qu'elle veuille établir des plates-formes de correspondances régionales au Togo, en Afrique occidentale (par l'intermédiaire de son investissement à Asky), en Afrique australe (à travers Air Malawi) et, comme prévu, en Afrique centrale, offre d'autres possibilités de croissance concurrentielle.

Un autre pilier est l'infrastructure. « Notre mission guide notre flotte, ce qui signifie que nous avons besoin d'avions long-courriers et à grande capacité. La diversité, » dit-il, « est un mal nécessaire ». Vu l'absence

d'alternatives en Afrique, la ligne aérienne est autonome pour ce qui est de la formation du personnel, grâce à son Académie qui inclut des techniciens, des pilotes, des représentants de commerce, des commerciaux et des équipages, et qui est capable de former 4 000 étudiants à la fois. Ethiopian Airlines possède également la plus grande gare de fret d'Afrique, et la plus grande opération d'entretien technique et de réparation. Elle planifie d'agrandir ses installations de ravitaillement pour produire 80 000 repas par jour, ce qui en fera une fois de plus la plus large installation de ravitaillement en Afrique. « On n'aime pas trop la sous-traitance en Afrique, en dehors de l'Afrique du Sud », observe-t-il, « d'où cette approche ».

Le dernier pilier est l'intégration des gens, du processus et de la technologie de la compagnie aérienne, y inclus des technologies de l'information et de la communication, dans un système entièrement automatisé « des cargos aux salaires, » dit-il, « et des finances au manifeste ». Cela s'applique également au personnel de la compagnie aérienne. « Tous les membres du personnel se servent de leur carte magnétique à l'entrée et à la sortie, et cela est directement relié au service des salaires. S'ils ne viennent pas travailler, ils ne se font pas payer ».

Ethiopian Airlines a été une réussite durant une période où, selon les mots de Warren Buffet, on voyait l'aviation comme une « bonne manière de se faire une petite fortune à partir d'une grande ». Peut-être que son succès n'est pas en dépit de l'absence de gros moyens, mais à cause du manque de ceux-ci. Nombre de concurrents ont les moyens de dépenser plus qu'Ethiopian Airlines. « Turkish Airlines a désormais 40 destinations en Afrique », reconnaît Tewelde, « et le Kenya reste un rival ». Il fait remarquer cependant qu'Emirates, « vu son étendue, s'occupant déjà de 5 millions de passagers africains chaque année », est leur plus gros concurrent.

Mais quelles leçons peuvent en tirer les autres ?

« Il faut d'abord prendre un point de vue à long terme, et ça doit venir du gouvernement », dit-Tewelde, « et pas seulement de la compagnie aérienne, car vous avez besoin d'une politique bien définie. Le gouvernement doit répondre à la question de savoir s'il voit la compagnie aérienne comme un bien stratégique ou simplement comme une affaire », dit-il, puisque c'est ça qui façonnera son rôle et son investissement. « Et ensuite il vous faut une

gestion saine et cohérente, surtout dans une affaire où même une petite erreur peut vous épuiser entièrement. Il faut que vous soyez économe », cautionne-t-il, « avec des frais de gestion minimales, et un contrôle soigné des coûts ». Les gens, dit-il, lui inclus, « travaillent ici non pas pour recevoir un chèque à la fin du mois, mais pour avoir un sentiment de contribution nationale, de devoir national ». Bien que les salaires des pilotes soient influencés par un marché international, et que la compagnie se voit forcée, à contrecœur, d'ajuster son offre à la hausse afin de retenir ses équipages plus expérimentés, les employés sont un guide essentiel des coûts. « Vous ne pouvez pas », avertit-il, « être aussi généreux que South African Airways, et vous attendre à survivre ».

Dans tout cela, dit-il, « les gouvernements doivent faire de l'aviation quelque chose de facile, d'abordable et sans danger pour le public, si ces pays veulent entretenir des relations commerciales les uns avec les autres. Un exemple est le prix du carburant. Bien qu'en 2016, le prix du pétrole ait baissé, il n'a pas baissé autant qu'il aurait dû en Afrique. Là où l'on paie 1,25 dollars par litre en Europe, dans certains endroits en Afrique le pétrole est encore à 3,50 dollars par litre. La plupart des gouvernements ne comprennent pas la valeur de l'aviation », ajoute-t-il, « mais la voient plutôt comme une mine d'or qui va permettre de payer d'autres choses – alors ils la grèvent d'impôts trop élevés, et du coup limitent la croissance et les services ».

Meilleurs services bancaires

Les plaintes habituelles des pays d'Afrique concernent le fait qu'il n'y a pas assez de financement extérieur pour répondre aux besoins de développement. Depuis deux générations déjà, il y a des appels à davantage d'aide pour l'Afrique, et lorsqu'elle est augmentée, il y a un allègement de la dette. En fait, il existe un grand nombre de fonds qui sont mis à la disposition des pays africains en provenance de l'Occident, de la Chine, d'investissements étrangers et de marchés de crédit international. Le problème est que la gouvernance, dans la plupart des pays africains, n'est pas assez bonne pour que ces fonds soient utilisés de manière productive. Dans une mesure très réelle, le monde est en fait inondé de fonds, qui ne demandent qu'à servir dans les projets africains – relativement rares – qui sont fiables, et qui opèrent dans un environnement relativement libre de réglementations gouvernementales onéreuses, et de préoccupations relatives à la corruption.

On voit généralement l'aide et l'investissement étranger comme les sources principales de financement pour le développement en Afrique, parce que les pays pauvres, par définition, n'ont généralement pas de ressources nationales flottantes. Toutefois, il y a de l'argent, même dans les pays pauvres en Afrique, qui pourrait être dirigé vers le développement si les bons systèmes bancaires et d'assurance étaient en place. En outre, des efforts considérables pour l'amélioration des services bancaires et d'assurance au niveau national permettraient d'envoyer un signal puissant aux investisseurs étrangers, et serviraient à attirer leur attention ainsi que leur capital.

L'avènement de la téléphonie mobile a servi à améliorer radicalement l'accès à l'argent dans les marchés clés de l'Afrique.

Tel qu'on le verra dans le chapitre 8, grâce à M-Pesa, la population du Kenya est celle qui se sert le plus de services bancaires en Afrique, avec 25,4 millions d'abonnés aux services bancaires par téléphone mobile en 2015. L'Ouganda a 18 millions d'abonnés, et la Tanzanie juste en-dessous de 10 millions. En 2014, 8 sur 10 Kenyans adultes se servent de services bancaires, ce qui est plus qu'en Afrique du Sud avec 70 pour cent, qu'au Nigeria avec 44 pour cent et qu'au Ghana avec 40 pour cent. Cela place également le Kenya au-dessus de la moyenne mondiale de 62 pour cent.¹⁰ Mais en 2016, dans l'ensemble de l'Afrique, c'est 20 pour cent de la population seulement qui se sert de services bancaires. Le service bancaire est lié à la richesse et à la création de richesse, ainsi qu'à la technologie. Entre 2011 et 2014, 700 millions de personnes en plus ont commencé à 'se servir de services bancaires' à travers le monde, entraînant une baisse de 20 pour cent des personnes dans le monde qui ne se servent pas de services bancaires, c'est-à-dire 2 milliards de personnes en tout. Un tel progrès est dû en grande partie à la prolifération des téléphones mobiles et de l'accès à l'Internet.

Pourtant, malgré tous ces progrès technologiques, qui ont contribué à l'avancée capitale de l'utilisation des services bancaires en Afrique, il y a une différence entre le service bancaire transactionnel et l'activité bancaire traditionnelle, entre payer électroniquement et emprunter de l'argent. De plus, la carte de crédit, contrairement à la carte de débit et au service bancaire transactionnel, est limitée. Selon MasterCard, en 2014, 2 pour cent seulement des transactions en Afrique étaient électroniques.¹¹ En conséquence, bien que la technologie ait aidé les Africains à faire de grands pas en avant,

elle n'a pas encore permis de résoudre certaines des questions fondamentales conditionnant la progression de l'activité bancaire traditionnelle.

Le service bancaire est un « développement dérivé », en ce sens qu'il découle du revenu accru, aussi bien qu'un « moteur du développement », là où l'accès aux finances encourage l'esprit d'entreprise. Aussi, le faible pourcentage de gens à travers l'Afrique qui se sert de services bancaires non seulement reflète la situation du développement, mais a également un impact négatif sur celle-ci.

En un mot, un système bancaire bien développé qui fonctionne est un ingrédient essentiel pour les perspectives de croissance, la prospérité, les investissements d'infrastructure, la création d'emplois et l'avancement général d'un pays en développement. Comme le dit Laurie Dippenaar, le président du groupe sud-africain de services financiers FirstRand d'une valeur de 90 milliards de dollars, « les gouvernements des pays en développement veulent souvent 'protéger' leurs banques locales. Les pays africains font une grosse erreur de ne pas encourager la présence de banques étrangères et les investissements de celles-ci. La présence de banques étrangères permet d'accélérer le développement et la sophistication des systèmes bancaires des pays africains, avec en général des conséquences bénéfiques ».¹²

Standard Bank, dont l'histoire remonte à plus de 150 ans en Afrique du Sud, commence à créer sa franchise dans le reste de l'Afrique au début des années 1900.¹³ En 2016, elle opère dans 20 pays du continent, dont l'Afrique du Sud, et dans d'autres marchés émergents. En Afrique, Standard Bank trouve que, jusqu'à maintenant, les marges sur les services bancaires transactionnels sont très faibles, ce qui explique en partie pourquoi les transferts électroniques marchent mieux que l'activité bancaire traditionnelle. Elle trouve également difficile de percer le palier inférieur du marché des microcrédits, vu que « les pauvres sont moins préoccupés par les notations de la dette et du crédit, et qu'ils ont peu ou pas de nantissement ». La notion que « les pauvres vous rembourseront parce qu'ils voudront emprunter encore » n'est « vraie, semble-t-il, que s'il n'y a qu'un prêteur ». Le résultat est que « plus on prête, plus on prend ». En dépit des exigences de fonds propres imposées par la Banque centrale d'Afrique du Sud, Standard Bank a réussi des taux de rémunération impressionnants sur ses affaires : autour de 15 pour cent en Afrique du Sud, et plus de 18 pour cent dans le reste de l'Afrique.

Les services bancaires numériques offrent une nouvelle frontière à l'Afrique mais, là encore, principalement dans le contexte d'un service transactionnel. En 2016, Standard Bank trouve que le trafic dans les succursales baisse de 20 pour cent sur les deux années précédentes, mais que durant cette même période, l'utilisation de l'application de services bancaires mobiles augmente de 300 pour cent. Elle pense que deux autres « logiciels » peuvent aider à encourager la croissance des services bancaires. Le premier est l'intégration régionale, sous forme du mouvement plus libre des capitaux, des biens et des personnes, tout comme la Communauté d'Afrique orientale a réussi à le faire. Le second est la tenue d'élections régulières et non-violentes, vu que « le seul remède à la mauvaise gouvernance est la concurrence politique ».¹⁴

Il n'est pas surprenant que le secteur du microcrédit en Afrique ait réussi là où le secteur du service bancaire commercial traditionnel a faibli. Le potentiel du secteur du microcrédit est évalué à jusqu'à 25 pour cent du PIB de l'Afrique. Les prêts de micro-financement sont généralement donnés à ceux qui sont employés de manière informelle et à ceux dont les revenus représentent un tiers de la moyenne nationale. Les prêts doivent donc compter sur des nantissements qui ne sont pas traditionnellement utilisés par le secteur bancaire.

Cela permet également d'expliquer pourquoi le marché africain de l'emprunt immobilier est le plus faible au monde, avec 3,7 pour cent du potentiel urbain en 2011. En guise d'illustration, la valeur des emprunts immobiliers du Nigeria, qui a augmenté de plus de quatre fois entre 2006 et 2011, ne représente pas plus de 0,5 pour cent du PIB, comparé à celle de l'Afrique du Sud qui représente plus de 25 pour cent.¹⁵ La progression des emprunts immobiliers est également entravée par les frais de logement élevés. En Ethiopie, un appartement de 100 mètres carrés subventionné par l'Etat se vend, par exemple, 35 fois la moyenne des revenus d'un Ethiopien, alors qu'en comparaison, en Grande-Bretagne, la proportion est d'environ 5 fois. Il est possible que l'application de procédures bureaucratiques améliorées, transparentes et simplifiées aident, ce qui permettrait de réduire les temps de transfert de propriété, mais l'écart est vaste.¹⁶

Le déplacement de fonds à moindres frais et en toute sécurité est une partie importante de toute histoire de développement. Le fait de pouvoir emprunter et mettre à profit ses actifs, pour la plupart de l'Afrique, est

encore une pièce manquante du puzzle financier. Un certain nombre d'étapes permettraient d'améliorer l'accès aux services bancaires.

Dans les pays à revenus plus faibles, l'accès aux services bancaires pourrait être amélioré, en développant des systèmes d'identification nationaux, qui sont « suffisants » pour permettre aux banques connectées au réseau international de traiter les remises de fonds, sans risquer d'avoir des difficultés avec les lois américaines et européennes sur le blanchiment. Les pays à revenus moyens pourraient, quant à eux, encourager le développement de registres des crédits du secteur privé (sans succomber à la pression politique pour mettre en vigueur des amnisties sur les renseignements en matière de crédit), et faire tout leur possible pour éviter les réglementations bancaires peu orthodoxes, telles que les taux plancher et les taux plafonds, ainsi que les augmentations ad hoc des réserves obligatoires (comme cela s'est vu avec les taux plancher au Kenya et les taux plafond au Mozambique). Puis, dans les pays financièrement les plus sophistiqués (tels que l'Afrique du Sud, la Namibie, l'île Maurice et le Maroc), réputés pour leurs bonnes réglementations, il faudrait qu'ils soient plus actifs dans la création de réglementations internationales, de sorte que celles-ci soient plus sensibles aux besoins financiers des pays en développement. Pour le dire sans ménagements, les réglementations sont actuellement créées par Bâle et Washington, en vue d'aborder les risques américains et européens. Dans les pays en développement, ces règlements rendent l'emprunt plus cher, tout en éliminant une maladie (le résultat de trop d'effet de levier par les banques) que l'Afrique n'a pas encore contractée.

Dans l'ensemble, l'Afrique devrait chercher à utiliser des financements à taux préférentiels (dans le cas des banques de développement) pour attirer la finance privée, et non pas pour la remplacer. Les contribuables (dans les pays riches aussi bien qu'en Afrique) sont généralement disposés à prendre des tranches de dettes ou d'actions plus risquées et à maturité plus longue. L'argent du secteur privé peut ainsi être prêté aux mêmes projets, garantissant plus de production d'énergie ou quel que soit le besoin, plus rapidement.

Alors il n'est guère étonnant que le Directeur de Standard Bank, Sim Tshabalala, voie en l'Afrique « une opportunité pour accroître la portée » des services bancaires. « On pense que les actifs des banques auront plus que doublé entre 2010 et 2020. En gros, la demande de services financiers augmente au taux de 1,5 fois le PIB, donc si la croissance du PIB du continent

atteint la moyenne de 4,5 pour cent sur la décennie, c'est probablement juste. Certainement », ajoute-t-il, « on pourrait faire plus. Le degré d'utilisation des services bancaires en Afrique reste très faible (tel qu'il est mesuré par actifs/PIB et comptes bancaires officiels par habitant). On pense également – sur la base de ce qui s'est passé dans d'autres régions – que c'est le secteur des assurances qui augmente en premier. Le premier produit que les gens achètent après l'ouverture d'un compte transactionnel, c'est un contrat d'assurance obsèques, vie ou voiture ».

Assurer l'Afrique

L'assurance est également un aspect essentiel de l'économie moderne et important dans les bases des infrastructures et des services financiers. Mais c'est une industrie qui a besoin d'être entretenue.

L'Afrique, d'après les normes internationales, n'est pas suffisamment assurée. Le taux de pénétration des assurances non vie sur le continent – excluant l'Afrique du Sud – mesuré en pourcentage du PIB, n'est que de 0,73 pour cent, et la pénétration de l'assurance vie n'est que de 0,4 pour cent, soit environ un cinquième de la moyenne mondiale. Pourtant, la disponibilité de l'assurance permet d'améliorer la durabilité économique, de réduire la responsabilité envers les tiers, et permet aux consommateurs d'acquérir, leur logement notamment.

Les sociétés d'assurance sud-africaines ont su saisir cette opportunité considérable en Afrique, mais leur succès n'a pas été sans problèmes.

Fondée en 1980, Hollard est la société d'assurance indépendante et privée la plus large d'Afrique du Sud, connue pour l'importance qu'elle accorde à l'innovation et l'informalité. Depuis 2000, la société a ouvert des succursales dans toute l'Afrique, avec des investissements au Mozambique, en Namibie, au Botswana, en Zambie et, depuis 2015, au Ghana. Pour l'instant, elle vend principalement des couvertures d'assurance commerciales non-vie, couvrant principalement les grandes entreprises. Cette approche fait un parallèle avec l'environnement bancaire en Afrique. En fait, le taux d'assurance entreprise-individu de Hollard en Afrique est de 70:30, soit l'opposé de la moyenne mondiale.

De 2010 à 2016, les opérations régionales de Hollard en Afrique lui ont valu une croissance annuelle de 30 pour cent, qui représente 28 pour cent

des bénéficiaires de la société en 2015, une augmentation de tout juste 3 pour cent en 2011. La société s'est concentrée sur la distribution de sa marque et l'établissement d'équipes locales plutôt que d'expatriés avec, en soutien, un accès à l'expertise technique et des bilans de la maison mère en Afrique du Sud.

Mais il y a encore beaucoup à faire. Le taux de pénétration de l'assurance à travers l'Afrique est contraint par une combinaison de culture, de réglementation et de richesse/pauvreté relatives. Hollard trouve que les réglementations d'assurances sont rarement alignées sur les intérêts des petites entreprises, ces réglementations étant « très traditionnelles et inflexibles ». La société soutient les tentatives de demande de rétention de primes. Mais dans certains marchés, comme par exemple celui du Nigeria, où la demande de rétention est de 80 pour cent, on considère qu'un tel niveau est trop élevé, reflétant un manque d'ouverture dans les marchés. « Sans des marchés plus libres », explique un expert du marché africain chez Hollard, « il est difficile de partager les risques, l'expertise et les produits, ce qui demande de nombreux engagements envers les plus petites économies, ce qui augmente les coûts ». Ces difficultés sont aggravées par les tentatives de rétention des primes des sociétés nationales, et par les demandes croissantes de conformité à travers le monde. Ces dernières servent à affaiblir les sociétés régionales et nationales, et à renforcer les multinationales qui ont les compétences nécessaires. « Les organismes locaux de contrôle ont étouffé l'industrie », dit un spécialiste avec 35 ans d'expérience, « éliminant les intermédiaires et faisant monter les coûts ».

Avec moins de protectionnisme et de réglementation assortis au marché, il y a beaucoup de marge de manœuvre pour l'innovation et l'expansion. Des produits qui permettent de protéger les agriculteurs contre les sécheresses et les inondations, et qui sont guidés par une surveillance et des renseignements météorologiques numériques, en sont un exemple, avec des paiements faits par transaction sur téléphones mobiles.¹⁷

Enfin, la volatilité des devises complique la détermination des valeurs à assurer, là où ces valeurs continuent de fluctuer. C'est pour cette raison que les clients veulent payer leurs assurances en « devises fortes », ce qui n'est souvent pas permis dans les pays où il faut que la prime d'assurance soit payée dans la même monnaie que celle dans laquelle la couverture d'assurance a été contractée.

En conséquence, le marché de l'assurance en Afrique, jusqu'à maintenant, ne s'est pas comporté comme il aurait dû, ne réalisant que ce qui a été estimé à un quart de sa valeur potentielle.¹⁸ En somme, une amélioration de cette situation demande une meilleure gouvernance et une plus grande ouverture, ces mêmes caractéristiques qui ont permis la croissance de l'un des plus grands exportateurs d'Afrique : SABMiller.

Une logistique complexe sans erreur : l'histoire de SABMiller

En novembre 2015, les deux plus grosses brasseries du monde, Anheuser-Busch InBev (AB InBev) et SABMiller, se sont mises d'accord sur les modalités d'une fusion de 107 milliards de dollars, qui permettrait de créer l'une des plus grandes entreprises du monde. Le contrat a dû être révisé en juillet 2016, après la chute de la livre britannique à la suite du Brexit, qui avait rendu les modalités du contrat initial moins attrayantes. La nouvelle société produirait environ 30 pour cent de la bière du monde. AB InBev dont les marques incluent Budweiser, Corona et Stella Artois, avait une main d'œuvre de 155 000 employés et des revenus de 47 milliards de dollars. SABMiller avait 70 000 employés dans 80 pays, dont 18 directement (and 21 indirectement à travers une participation de 20 pour cent dans le Castel Group) en Afrique.

Cette histoire illustre ce qu'il faut faire pour réussir dans une entreprise complexe. SABMiller est à la base une entreprise de services (distribution et spectacle), de fabrication ainsi qu'une entreprise agricole, alors que sa santé reflète la qualité de la politique gouvernementale et des infrastructures fournies. Dans le cas de SABMiller, ses opérations de distribution et de divertissement indiquent une forte dimension de services au sein de la société.

L'expansion de la société South African Breweries (SAB) en Afrique coïncide avec une série de privatisations dans certains pays d'Afrique, y compris le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie, au début des années 1990 (SABMiller est créée plus tard, en 2002, avec la fusion de Miller Brewing).

« Au début », dit Jon Kirby, le Directeur général des opérations de SABMiller en Afrique, « on se méfiait beaucoup de l'Afrique du Sud et du secteur des entreprises. Au début, nos réunions du Conseil d'administration avec les Tanzaniens prenaient des jours. Aujourd'hui elles ne durent que quelques heures ».

« Ça n'entraînait pas d'énormes sommes d'argent mondialement », reflète Keith Doig, qui a terminé sa carrière chez SABMiller en 2012 comme Directeur du Financement et du développement des entreprises pour l'Afrique, l'Afrique du Sud et l'Asie-Pacifique. « Nous pensions que nous pouvions partager notre sens aigu des affaires et de la gestion avec les entreprises de l'époque, et y ajouter de la valeur. Nous avons également des affaires au Botswana, au Lesotho et au Swaziland, et avons une vieille affaire au Zimbabwe, où on nous avait laissé avec un actionnariat de 20 pour cent, et nous avons une certaine expérience dans les opérations de marchés moins sophistiqués. Comme le disait toujours Meyer Kahn [le Président de SAB à l'époque], 'l'Afrique est notre arrière-cour'. Nous pensions que nous savions nous en occuper. »

En 1993, dans la première de ces transactions, SAB a payé 22,5 millions de dollars pour 50 pour cent de Tanzania Breweries. « Plutôt que de prendre l'argent », se rappelle Kirby, « le gouvernement de Dar a réinvesti le produit de la vente dans l'entreprise. C'était impressionnant ». En 2016, la capitalisation boursière était de 1 milliard de dollars, et les bénéfices de la société avant de payer les intérêts, les impôts, les moins-values et les amortissements était de 250 millions de dollars. Les 23 années suivantes ont vu Tanzania Breweries accroître sa part du marché de 35 à 95 pour cent.

A la surface, la logique de la croissance semble parfaite. Les ventes officielles d'alcool font juste 40 pour cent de l'ensemble du marché de l'alcool en Afrique, le reste concernant divers types d'alcool « fait maison » sans permis, allant de la bière de maïs à l'alcool de banane. Mais le consommateur africain est aussi ambitieux que n'importe quel autre consommateur, quand cela en vient aux marques et à la qualité. Ou comme Doig l'explique, « l'objectif était de doubler le prix de la bière et de réduire de moitié le prix de la bière – offrir sur le marché un meilleur produit pour le secteur haut de gamme et le rendre plus abordable pour l'autre secteur ».

Et vu que la consommation de bière par habitant (9 litres), à travers l'Afrique, ne représente que 15 pour cent environ de la consommation sud-africaine (58 litres), « l'opportunité existe encore aujourd'hui », déclare Kirby.

« Le secret de son succès », dit-il, « c'est que SAB s'y trouvait dès le début et est revenu au b.a.-ba dans les boissons ». Son expansion africaine correspondait à une « tête de pont en Europe de l'Est » et une joint-venture en Chine.¹⁹ La réussite dépendait de la construction d'une échelle régionale

et d'efficacités de la production, la logistique, la commercialisation et les finances. Tel que Doig s'en souvient, « On allait sur place, on mettait de l'ordre dans les marques, on améliorait la qualité, et on s'occupait de la commercialisation comme il faut. En fait, ce qui comptait c'était de bien refaire les bases. »

Des erreurs ont été faites et des leçons ont été apprises en chemin, notamment l'échec sur le marché kenyan que SAB n'arrivait pas à percer, un « cas classique où on fait attention au tableau d'Excel » plutôt que de comprendre la concurrence, se souvient Kirby. « C'était un marché plutôt grand, avec autour de 3 à 4 millions d'hectolitres [mesures de 100 litres], et on pensait qu'une part de 12 à 15 pour cent aurait été facile. On a finalement atteint les 15 pour cent, mais on n'a jamais fait de bénéfice. Pendant cinq ans et demi, on perdait 10 millions de dollars par an. C'était la guerre avec East African Breweries. A la fin, aucun revendeur n'était disposé à avoir un frigidaire Castle et mettre nos produits sur le devant du magasin. » Les Kenyans n'allaient pas abandonner si vite et, Kirby dit, « on n'aurait pas dû s'attendre à ce qu'ils abandonnent. Finalement, on a fait un marché dans lequel on a pris 20 pour cent d'East African Breweries au Kenya et ils ont pris 20 pour cent de SAB en Tanzanie. A la fin, » soupire-t-il, « on a tous fait de l'argent ».

Au fil du temps, les fusions et les prises de participation sont devenues de plus en plus sophistiquées, comme ça a été le cas en Ethiopie, où le gouvernement avait un sens plus aigu de la valeur potentielle de l'entreprise. « Et encore, il n'y avait jamais eu de gros problèmes », se souvient Doig, « quand il s'agissait d'obtenir l'approbation des autorités ».

Et l'expérience a servi dans d'autres marchés, comme celui du Nigeria. SABMiller a acheté sa première participation dans une brasserie au Nigeria en 2009, quand elle a acquis 75 pour cent de Pabod Breweries à Port Harcourt. En 2011, elle a en fait échangé International Breweries dans une autre ville nigériane, à Ibadan, avec son opération Castel en Angola. Et en septembre 2012, SABMiller a investi dans un nouveau site à Onitsha, dans l'Etat d'Anambra. Ces investissements se sont vite avérés un gros succès, avec la nouvelle brasserie « produisant un rendement maximum dès le deuxième mois, » et les deux autres allant presque immédiatement en phase d'expansion.

SABMiller a développé avec succès deux nouvelles marques locales au Nigeria : Hero et Trophy. « Plutôt que de nous battre pour avoir des clients consommant d'autres marques, comme on l'avait fait au Kenya, on s'est battu sur les prix, en dans la foulée on a augmenté notre part du marché de 0 à 23 pour cent en cinq ans », explique Kirby. La même expérience était vraie au Ghana, où la part du marché a augmenté de 30 à 50 pour cent sur la même période, et pareil pour l'Ouganda.

Bien que le coût de construire une brasserie en Afrique soit entre 40 et 50 pour cent plus élevé qu'en Amérique Latine ou en Europe, la qualité des brasseries africaines augmente. « Aujourd'hui, » a dit Kirby en mars 2016, « trois de nos 10 meilleures brasseries sont en Afrique ». La raison pour cela et pour laquelle les brasseries d'Amérique Latine fonctionnent bien « est due aux gens ».

Dans le hall d'entrée du siège social de SABMiller en Afrique du Sud, à Johannesburg, se trouve une peinture représentant les divers dirigeants de la société durant les cent premières années de son existence, commençant par William Hackblock en 1897, jusqu'à la nomination de Meyer Kahn en 1990, en passant par celle du notable de chez Anglo-American, Gordon Waddel, en 1984. « Graham McKay [le directeur général qui a succédé à Kahn] allouait toujours la moitié de son temps à des nouveaux projets, et soutenait toujours ses directeurs. Il avait un proverbe », se souvient Kirby : « S'il y avait plus d'Afrique, j'y investirais ».

Le succès de SABMiller, plus que tout, s'est construit sur l'excellence de ses employés et de ses dirigeants. Une évaluation de cela serait, pour ceux qui font des recherches en Afrique ou en Amérique Latine, de faire un arrêt dans une brasserie de SABMiller qui offre généralement un bon aperçu de la scène politique et économique locale. La société, remarque Kirby, « a développé des relations remarquables avec les gouvernements dans la plupart des pays ». C'était dû principalement à la taille de la société : « SABMiller est une gloire locale dans de nombreux milieux africains. Les impôts que nous payons permettent de couvrir les salaires de la fonction publique, par exemple ».

L'Afrique a joué un grand rôle dans cette histoire de réussite. « En 1995 », dit Kirby, « nous nous sommes félicités lorsque nous avons fait 7 millions de dollars de bénéfices en Afrique. Vingt ans plus tard, ce chiffre est monté à 140 millions de dollars ». De cette manière, la réussite de la société est « le plus gros compliment qu'on puisse faire à SAB, à l'Afrique du Sud des entreprises et

au gouvernement lorsqu'il a permis à la société de se développer à l'extérieur et d'être cotée à la Bourse de Londres. Cela devrait nous encourager. »

Concernant la stratégie d'ensemble, dit Doig, « nous avons une direction de qualité. Malcolm Wyman [le directeur financier] et Graham McKay en étaient les architectes, avec le soutien de Meyer ». D'un point de vue stratégique, « La décision de transférer sa cotation primaire était un geste catégorique de SAB, montrant qu'elle devenait un acteur mondial. Le protagoniste d'un marché émergent n'avait pas besoin d'exploiter le marché mondial des actions, pour lequel il fallait une caisse spéciale. Ce n'était pas facile. Les relations avec les investisseurs à Londres ont fait face à beaucoup d'hostilité de la part des analystes de la ville, qui n'appréciaient pas qu'une entreprise du FTSE ne réalise pas d'opérations à Londres. Mais en fin de compte, tout a bien marché. »

Cela a bien marché en effet, et ce faisant, cela a montré que les Africains aspirent à la qualité autant que n'importe quel autre groupe, et que de faire de l'argent en Afrique implique un mélange nécessaire de politique appropriée, de compétence humaine et de logistique efficace, comme partout ailleurs. Fondamentalement, le gouvernement a besoin de perdre son emprise pour donner au secteur privé l'espace dont il a besoin pour fonctionner.

Conclusion : une mine d'opportunités

Le secteur des services est une mine d'opportunités pour les pays africains qui savent améliorer la gouvernance. Par exemple, les Kenyans dépensent actuellement 140 millions de dollars chaque année dans le tourisme médical en Inde.²⁰ Non seulement un système de santé publique employant des partenariats publics-privés et la télémédecine (qui est décrite au chapitre 8) permettrait de réduire cet exode, mais il permettrait de renverser la situation actuelle et d'apporter des revenus, notamment de ceux qui cherchent des soins médicaux haut de gamme dans la région.

De même, le vieillissement de la population occidentale offre des perspectives d'établissement de villages-retraite en Afrique, pour les personnes fortunées d'Europe, comme on le voit en Namibie qui bénéficie d'un climat approprié et d'une main d'œuvre disponible. Le potentiel des données analytiques acquises grâce aux services bancaires transactionnels ouvre une autre gamme de possibilités stimulantes, allant de la vente

améliorée de biens de consommation et de produits financiers mieux ciblés, à des services de santé répondant à des besoins nationaux et, potentiellement, internationaux. La mise en œuvre de ces opportunités, parmi d'autres, nécessite l'intégration des politiques et des législations appropriées, une technologie et une infrastructure adaptées, et une volonté politique.

En effet, les services représentent un secteur idéal pour l'Afrique, en ce sens qu'ils ne nécessitent pas de grosses dépenses d'investissement, contrairement au secteur minier ou à l'industrie de transformation.

L'engagement peu enthousiaste d'un gouvernement peut produire des secteurs de services retardés, qui ne pourront pas réaliser tout leur potentiel pour créer des emplois et une activité économique dynamique. Une réglementation adaptée au marché des banques et des assurances est cruciale à cet égard, tout comme l'est le maintien au minimum des coûts et des frais généraux, et le besoin d'assortir l'ambition au pragmatisme, comme on l'a vu avec Ethiopian Airlines and Emirates.

La Technologie

Une réussite en cinq étapes :

- S'assurer de l'ouverture à l'économie internationale qui est nécessaire pour que le commerce de l'Afrique bénéficie des nouvelles technologies et que celles-ci se développent localement.
- Comprendre que l'efficacité d'un gouvernement dépend de sa capacité à intégrer la technologie en vue d'améliorer les prestations de services, des soins médicaux à l'éducation.
- Eliminer les barrières réglementaires et politiques en vue de permettre un accès Internet haut débit à plus de citoyens.
- Encourager l'investissement dans la recherche et la technologie en offrant des allègements fiscaux.
- Les gouvernements doivent accepter la réalité des pertes d'emplois dues à la technologie dans certains secteurs, et chercher à maximiser les emplois dans d'autres secteurs.

Défis et opportunités : En vue de bénéficier de la libre circulation des informations, des capitaux et des biens, les gouvernements devront accepter que leurs citoyens participent pleinement à l'économie mondiale, y compris à l'information et au commerce. Les avantages de l'Internet ne seront pas atteints tant qu'on n'aura pas fourni une possibilité de connexion aux femmes et autres groupes marginalisés qui n'en ont pas bénéficié jusque-là. Il faudra s'assurer que les augmentations de productivité et d'efficacité résultant des nouvelles technologies entraînent la création et non la perte d'emplois. Cela nécessitera de prendre des mesures positives de gestion de la méfiance et du malaise africains par rapport aux « étrangers », et donc d'encourager l'arrivée de nouvelles technologies et des sociétés, finances et personnes qualifiées qui les accompagnent.

Statistiques clés : Les taux de pénétration des téléphones mobiles en Afrique sont de 70 pour cent¹ ; toutefois ceux de l'Internet sont plus faibles, avec 29 pour cent, dont la grande partie est justifiée de beaucoup par la technologie mobile. Les Africains peuvent payer 30 à 40 fois plus que les Européens pour

accéder l'Internet.² Mais les choses sont rapidement en train de changer : en 2005, la pénétration de l'Internet en Europe était 20 fois plus élevée qu'en Afrique ; en 2014, elle n'était que de quatre fois plus élevée.³ L'utilisation des technologies renferme également une dimension éducative et de recherche. Ce défi se ressent le plus en Afrique subsaharienne, où deux-tiers à peine des apprenants finissent l'école primaire.

Mark Zuckerberg a visité le Kenya en septembre 2016. Cet entrepreneur Internet de 32 ans, philanthrope et fondateur de Facebook, a annoncé son arrivée dans le pays sur sa page de Facebook. « Je viens d'atterrir à Nairobi ! Je suis venu pour rencontrer des entrepreneurs et des développeurs, et pour étudier l'utilisation du téléphone mobile pour les transactions financières – un domaine dans lequel le Kenya est le leader mondial. » Lors d'une courte visite habilement organisée et bien promue, Zuckerberg est passé chez iHub, l'un des principaux incubateurs d'innovation du continent.

Fondé en 2010, iHub a généré 30 start-ups durant ses six premières années. A tout moment, sept entreprises se servent de l'espace de l'incubateur, en plus de 80 entrepreneurs techniques, assis sur des chaises bleues, bricolant derrière leurs écrans dans l'espace de travail relaxant vert et blanc.

C'est là que Zuckerberg a rencontré des techniciens à l'origine de BRCK, un routeur portable, de PayGo Energy qui facilite les paiements mobiles pour s'approvisionner en gaz de cuisine, et de Gearbox, un « espace » de fabrication de hardware.⁴ Le directeur général de Facebook a également rencontré des entrepreneurs de Twiga Foods, un fournisseur interentreprises de fruits et légumes basant ses services sur le paiement mobile, Mookh, une start-up de commerce électronique social, et Vivo Active Wear, un magasin en ligne de vêtements pour femmes.

La réputation du Kenya pour l'innovation high-tech trouve ses origines dans le succès de M-Pesa, un service mobile de transfert d'argent, lancé par l'opérateur de mobile kenyan Safaricom en 2007, et qui a été rendu possible par la révolution du smartphone. L'utilisation du téléphone mobile au Kenya est passée d'un peu plus de 2 200 utilisateurs en 1995 à 80 pour cent de la population adultes en 2015, année durant laquelle 25,4 millions d'utilisateurs étaient abonnés à M-Pesa. En conséquence, au Kenya 8 adultes sur 10 se

servent de services bancaires, ce qui est bien plus qu'en Afrique du Sud et représente le chiffre le plus élevé du continent.

M-Pesa n'est pas la seule technologie exceptionnelle du Kenya. M-Kopa vend des systèmes d'énergie solaire aux populations très pauvres. Son système solaire à 200 dollars inclut un panneau solaire, deux ampoules LED, une lampe LED, une radio rechargeable et un chargeur de téléphone. Les clients paient 35 dollars d'avance et font des paiements journaliers de 45 centimes pendant un an, au bout duquel le système leur appartient. En fin 2015, M-Kopa avait vendu 250 000 systèmes, et visait les 1 million d'ici fin 2017.⁵ Dans la foulée, M-Kopa a établi un système de crédit pour les consommateurs à très faibles revenus.

Il est donc peu surprenant qu'on vante Nairobi comme étant l'incubateur technologique de l'Afrique, surnommée la « Silicon Savannah ». Le gouvernement espère que l'industrie de la technologie du Kenya fournira 180 000 emplois, 1 milliard de dollars en exportations, 500 millions de dollars en start-ups de capital-risque, et jusqu'à 8 pour cent du PIB national d'ici 2020.⁶ Les espérances sont grandes. En faisant l'éloge des entrepreneurs technologiques du Kenya, le Président Barack Obama a dit : « Ce continent doit être un futur centre de la croissance mondiale, et pas seulement au service de la croissance africaine ».⁷

On estime qu'environ 40 pour cent du PIB du Kenya passe par M-Pesa, l'équivalent d'environ 30 millions de dollars par jour. M-Pesa (*pesa* signifiant « argent » en swahili) a incontestablement transformé le service bancaire au Kenya, et au-delà des frontières, permettant les transferts d'argent de manière efficace et en toute sécurité. Néanmoins, il y a une grande différence entre un service bancaire transactionnel (comme le paiement électronique), et un service bancaire traditionnel (comme l'emprunt pour démarrer une affaire ou acheter un logement). C'est pourquoi, en ouvrant les crédits aux populations pauvres, M-Kopa (*kopa* signifiant « emprunter » en swahili) est moins une entreprise d'énergie que de financement. La plupart de ses clients gagne moins de 2 dollars par jour. La carte SIM joue le rôle d'agent des prêts en bloquant l'accès au système à distance, en cas de dette impayée. Ses 600 nouveaux clients par jour équivalent à 100 000 dollars en nouveaux prêts.

Vu les niveaux de risque, il est difficile de prêter de l'argent aux personnes à très faibles revenus à des taux accessibles. Trouver les moyens d'offrir un

service à un « énorme marché cible » de manière à récupérer son argent « est un défi énorme et une grande opportunité », explique Tim Carson, le Directeur général de Premier Group, une entreprise de microcrédit pour l'Afrique orientale, dont le siège se trouve à Nairobi.

Premier Group fait cela de trois manières, en mélangeant le travail de terrain traditionnel et le traitement high-tech. Les prêts personnels, qui sont généralement aux alentours de 400 à 500 dollars, « sont soigneusement contrôlés par des entretiens minutieux, la vérification des renseignements de solvabilité et l'utilisation de technologie ». Les étals dans les marchés et les logements sont géolocalisés, les coordonnées sont vérifiées assidûment, et la marge brute d'autofinancement soigneusement calculée. Le système de suivi du prêt est basé sur cloud. La plupart des déboursements et des remboursements se font avec des transferts d'argent sur téléphone mobile. Tous les prêts et les documents sont scannés et archivés, et les réconciliations automatisées.

En dépit de l'utilisation de la technologie, ce système fait tout de même grand cas des agents sur le terrain : Premier Group a 400 agents au Kenya pour gérer 24 000 clients, 250 en Ouganda pour 14 000 clients, et 100 en Tanzanie pour 5 000 clients. Mais ces microcrédits ne durent jamais plus de 12 mois.⁸ Ils peuvent servir à dépanner mais pas à fournir des ressources pour investir à long terme, comme pour un prêt immobilier.

Même avec M-Pesa, les frais des transactions financières restent aussi élevés que 44 pour cent par paiement. En dépit de la propagation des téléphones cellulaires, l'accès est encore limité par la pauvreté. Depuis que le Kenya a obtenu son câble de fibre optique sous-marin en 2009, le nombre d'utilisateurs Internet a augmenté de sept fois, à plus de 21 millions. Pourtant, 80 pour cent des abonnés de téléphonie mobile au Kenya ne dépensent qu'un dollar par mois en forfaits de données.

Un peu moins de la moitié des 44 millions d'habitants au Kenya vivent en-dessous du seuil de pauvreté, dont 3,9 millions environ dans des bidonvilles.⁹ Les projections officielles du Kenya suggèrent que le nombre de citoyens vivant dans des agglomérations urbaines augmentera de 32 à 54 pour cent d'ici 2030.¹⁰

La main d'œuvre au Kenya aujourd'hui est de plus de 20 millions, avec 5 millions seulement travaillant dans des emplois rémunérés ; le reste de la main d'œuvre travaille dans l'agriculture ou à son compte. Seuls 1,3 millions

de personnes travaillent dans le secteur privé. En 1990, la part du secteur informel dans le marché de l'emploi n'était que de 20 pour cent.

Cette situation affecte en particulier les jeunes Kenyans en-dessous de 35 ans, soit deux-tiers de la population. Environ 800 000 Kenyans accèdent au marché du travail chaque année. La plupart sont au chômage et ont un très faible niveau d'instruction. Plus de 40 pour cent n'ont jamais été à l'école primaire ou l'ont finie, et moins d'un cinquième ont fini l'école secondaire, dû en partie au fait qu'ils se retrouvent à devoir travailler et se débrouiller très jeune.¹¹ Les statistiques sont choquantes à cet égard : plus de 50 pour cent des travailleurs sont âgés de moins de 15 ans, et environ 1,9 millions de Kenyans travaillent 66 heures ou plus par semaine. Il faut que les choses changent dans ce pays, sinon elles vont encore se dégrader dans la mesure où la part des populations très défavorisées croît plus rapidement que celle de la classe moyenne.

La question est de savoir si la technologie – y compris la technologie mobile à large bande – peut jouer un rôle dans la baisse du déficit de l'éducation et celle des divisions relatives à la richesse et à l'accès ? Et, en créant des nouveaux emplois, la technologie peut-elle permettre aux pays africains comme le Kenya de dépasser les étapes de développement ? La réponse dépend largement de ce que le gouvernement fait ou ne fait pas.

La contrainte technologique

L'avancée de la technologie semble inexorable. D'après la loi de Moore, la puissance informatique double tous les 18 à 24 mois. Non seulement il est impossible d'y échapper mais, à première vue, la modernisation technologique a beaucoup à offrir à l'Afrique.¹²

L'Afrique a trois grands avantages potentiels à gagner de la technologie numérique. Le premier est la capacité d'amélioration de la compétence et de l'efficacité du gouvernement. Elle peut aider à accélérer la réglementation et l'administration, y compris les demandes de licences et de permis, ainsi que les déclarations d'impôts, par exemple.

On trouve déjà des exemples positifs d'efficacité émergeant du milieu gouvernemental. Il y a les prestations sociales par l'intermédiaire des cartes d'assurance maladie, un système qui est utilisé en Afrique du Sud. Près de la moitié des ménages sud-africains reçoivent une forme d'allocation sociale.

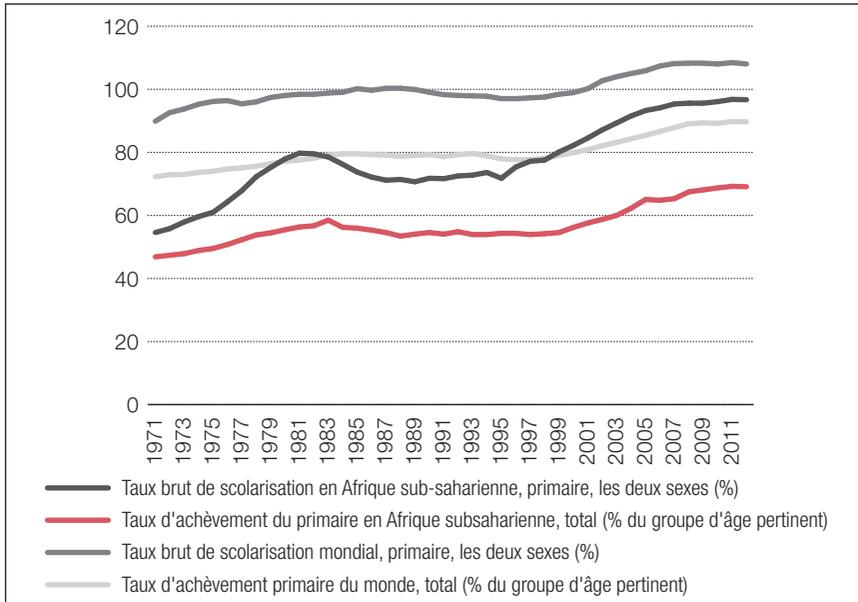
Depuis 1996, le nombre des bénéficiaires de l'allocation sociale a augmenté de 2,4 millions à 16 millions.¹³ Cela a permis de réduire les niveaux de pauvreté de façon radicale. En 2010, 27,8 millions de personnes, soit 56,8 pour cent de la population vivait dans la pauvreté. Cinq ans plus tard, en 2015, ce chiffre est descendu à environ 21,5 millions de personnes, soit environ 41 pour cent de la population.¹⁴ La corruption au sein du système d'allocations sociales a été considérablement réduite grâce à l'introduction de la technologie biométrique, qui permet d'enregistrer les empreintes digitales et la voix aux fins d'authentification lors des paiements en espèces.¹⁵

Dans un autre domaine, d'importantes améliorations dans la fourniture d'infrastructures sont également possibles, grâce à l'utilisation des techniques de données prévisionnelles afin de comprendre l'impact des décisions, et grâce à l'utilisation de nouvelles techniques de construction.

Le second grand avantage offert par la technologie se voit dans le flux d'informations. En agriculture, par exemple, l'information sur la situation météorologique, sur l'utilisation de graines et d'engrais ou encore sur les marchés pourraient aider la production de manière radicale, et peut-être même garantir que le continent puisse se nourrir. L'internet à haut débit pourrait également permettre de contourner les inefficacités gouvernementales, et le défi de la géographie en ce qui concerne la fourniture d'électricité et l'accès à l'éducation et aux soins médicaux. Comme l'observe Bob Collymore, le Directeur général de Safaricom, « il est absolument impossible de faire la classe proprement à 100 élèves dans la campagne du Kenya. Les tablettes sont un moyen d'offrir une nouvelle norme d'éducation qui enseigne des compétences, plutôt que d'apprendre aux gens à régurgiter des leçons ».¹⁶

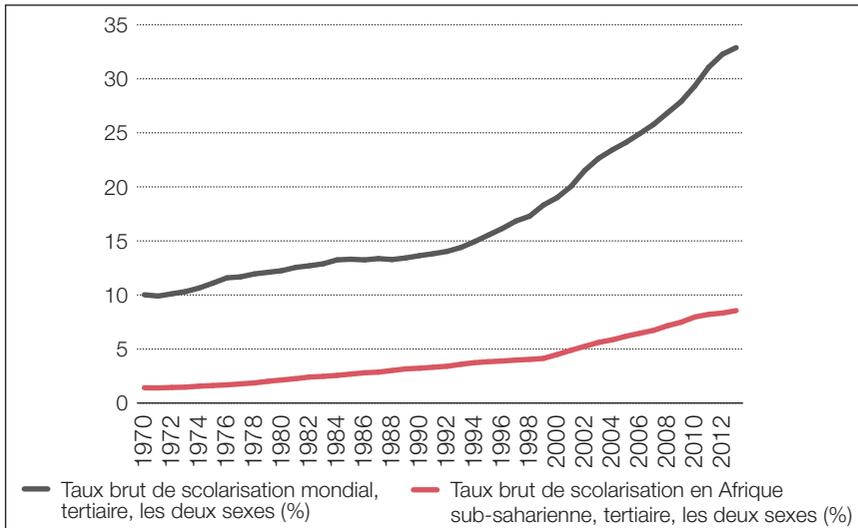
L'Afrique reste bien en-dessous des taux d'inscription internationaux dans l'éducation de base (comme l'indique la Figure 8.1), et surtout dans l'éducation tertiaire (voir la Figure 8.2). En conséquence, la proportion de scientifiques et de chercheurs en Afrique subsaharienne n'est que de 79 par million d'habitants, comparée à la moyenne mondiale de 1 081 par million d'habitants. Tout aussi important que ces chiffres sont les disciplines. Seuls 22 pour cent des diplômés d'universités africaines sortent avec des diplômes en science, technologie, ingénierie et mathématiques, comparé à 40 pour cent en Chine,¹⁷ par exemple.

Figure 8.1 : Taux d'inscription et de réussite dans l'école primaire, 1971–2011



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicator&preview=on#>

Figure 8.2 : Taux d'inscription dans le tertiaire, 1970–2012



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicator&preview=on#>

La technologie a déjà révolutionné l'accès à l'université, en offrant des cours bon marché (ou gratuit) en ligne. La base de données des cours en ligne ouverts à tous (Massive Open Online Course ou MOOC) la plus large a, depuis 2009, enregistré plus de 400 000 inscriptions en provenance de plus de 150 pays. La MOOC enregistre aujourd'hui 4 200 cours offerts par plus de 500 universités à travers le monde, touchant plus de 35 millions d'étudiants.¹⁸

Basée dans la ville du Cap, GetSmarter qui offre des formations courtes en ligne, offre aux professionnels une expérience de campus en ligne, et porte son attention sur les compétences pertinentes des industries, dans des domaines tels que la Fintech et les mégadonnées. Deux frères, Rob et Sam Paddock, ont démarré cette entreprise en 2007, avant le boom du MOOC, en offrant des formations courtes. GetSmarter a depuis inscrit des milliers d'étudiants en partenariat avec les universités du Cap et du Witwatersrand, et s'est développé à l'international en incluant l'Université de Londres, le MIT et l'Université de Cambridge. Ce faisant, les frères Paddock ont construit une société employant plus de 350 employés dont la vaste majorité travaille à mi-temps, et fonctionnant sur 19 heures à travers les fuseaux horaires, offrant des compétences sud-africaines à des prix raisonnables mais de niveau international. Les formations sont conçues en modules comprenant une combinaison de travaux dirigés, de vidéos, d'apprentissages appliqués, de projets écrits individuels et collaboratifs, et de notation. En 2016, l'entreprise avait 1 000 étudiants inscrits au cours sur la Fintech du MIT, et 900 inscrits au cours sur les mégadonnées et la démarche socio-analytique du MIT, en provenance de 77 pays. 3 000 étudiants s'étaient également inscrits à des cours offerts par les universités du Cap et du Witwatersrand.¹⁹

En ce qui concerne le rôle de la technologie, lorsqu'il s'agit de relier les petits agriculteurs entre eux, aux marchés ou à des sources d'informations cruciales, Bill Gates en personne a fait remarquer que l'effet habilitant de la technologie devrait aider les agriculteurs à prendre une part du marché de 40 milliards de dollars, en importations annuelles de produits alimentaires africains. « Quelque chose ne tourne pas rond », dit Gates, « lorsque la moitié de la main d'œuvre du continent produit de la nourriture, et que le continent achète encore sa nourriture autre part »! Il y a, dit-il, une « coupure d'information », qui « découle du fait que les marchés agricoles, comme les banques, existent sur un plan formel, alors que les petits agriculteurs eux existent sur un plan informel. Ainsi, agriculteurs et marchés ne peuvent

pas communiquer de manière efficace. Les petits agriculteurs ne savent pas ce que le marché va payer. Ils ne peuvent pas cultiver conformément aux spécifications du marché parce qu'ils ne les connaissent pas. Ils n'ont aucun moyen d'apprendre les pratiques de gestion agricole qui leur permettraient de doubler ou même tripler leurs récoltes. Au lieu de cela, ils font pousser principalement ce qu'ils mangent ou peuvent vendre localement, comme ils l'ont toujours fait. »²⁰

C'est pour cela que l'objectif de M-Farm, qui opère de l'iHub de Nairobi, est de permettre aux agriculteurs d'obtenir des informations relatives aux marchés de gros, et de vendre leurs produits en se servant de la technologie mobile.

Le troisième avantage de la technologie est qu'elle permet de créer un grand nombre de nouveaux emplois. Cela pourrait se réaliser à travers l'amélioration de la compétitivité en mieux connectant l'Afrique aux marchés mondiaux, aux capitaux et aux connaissances. Cela pourrait également se réaliser à travers les types d'innovation qui sont exposés à l'iHub de Nairobi, ou à l'un des 90 incubateurs de technologie trouvés dans plus de la moitié des pays d'Afrique.²¹

Par exemple, il y a des opportunités immédiates à saisir en utilisant les 80 millions de « porte-monnaie » mobiles en Afrique, pour les paiements à travers les secteurs, allant des services de santé aux assurances, à l'électricité et à l'éducation. La majorité du marché des consommateurs africains – pas moins de 330 millions d'adultes – n'est pas desservie par des services financiers et autres services connexes. En intégrant de tels services, l'opportunité va au-delà des technologies banques-point de vente, et de la capacité de travailler par delà les frontières, les réseaux et les secteurs, y compris l'énergie, l'éducation et la santé. Il y a également, à cet égard, un besoin de construire des renseignements sur les consommateurs africains, là où la technologie peut jouer un rôle.²²

Michael Macharia s'est lancé dans l'entreprise technologique il y a 16 ans, lorsqu'il a commencé à intégrer les services bancaires au Rwanda. Aujourd'hui, il est à la tête de Seven Seas Technologies, une société installée dans des locaux haut de gamme à Nairobi. Ses 200 employés travaillent principalement dans trois principaux domaines technologiques : la fourniture de services de santé, les services sociaux et la sécurité nationale.

D'après son expérience personnelle, Macharia pense que la technologie a un grand avenir dans la fourniture de solutions dans les domaines de la santé et de l'éducation. Pour cela, dit-il, « il faut cinq choses : des partenariats public-privés, des modèles financiers innovateurs, des compétences, des chaînes d'approvisionnement et la technologie ». En travaillant avec General Electric, et avec un engagement de financement sur sept ans de la part du gouvernement, commençant en mai 2015, Seven Seas a introduit l'utilisation de matériel radiologique dans 98 hôpitaux au Kenya, touchant ainsi 400 000 patients durant les 14 premiers mois. La télémédecine connecte les hôpitaux éloignés avec les experts à travers le pays. Macharia planifie de se lancer dans les services de soins de santé primaire en introduisant des cliniques-conteneurs, également connectées à des experts dans d'autres parties du pays.

Seven Seas s'est également embarqué dans son projet de Centres Huduma, qui consiste à convertir les 300 bureaux de poste du Kenya en centres de services gouvernementaux, permettant ainsi le paiement des impôts locaux et les demandes de documents d'identité et de passeports. Lors des trois premières années, 47 centres ont été ouverts, dit Macharia, ce qui a permis de « réduire la congestion et la corruption ». Le plus gros défi dans tout cela, « c'est de convaincre le gouvernement d'accepter cette solution. La classe moyenne », ajoute-t-il, « est très cynique par rapport à ce genre de système, car eux soudoient les employés pour obtenir ce qu'ils veulent. Mais ce projet concerne les gens en bas de la pyramide, ces mêmes gens qui ont vu leur vie changer grâce à M-Pesa, lorsqu'ils ne pouvaient même pas encaisser un chèque à la banque auparavant. »²³

Cette promesse numérique est évidente dans l'impact de la connexité de la téléphonie mobile en Afrique. Au milieu des années 1990, le taux de connexité de l'Afrique subsaharienne était évalué à 0,5 lignes pour 100 habitants (comparé à la moyenne mondiale de 15 lignes pour 100 habitants), avec une liste d'attente de 3,6 millions pour des lignes fixes.²⁴ En 1995, la moitié des pays de l'Afrique n'avait pas de connexion Internet.²⁵

Encouragé par une plus grande ouverture au capital étranger, suite aux privatisations et aux changements réglementaires, la situation s'est transformée. On prévoit que le trafic des appels vocaux, en Afrique subsaharienne, aura augmenté de 653 millions d'abonnés en 2015, à 930 millions d'abonnés d'ici 2019. De même, l'utilisation des données mobiles augmentera d'une valeur estimée à 20 fois entre 2013 et 2019,

soit deux fois l'augmentation mondiale anticipée, lorsque trois abonnements mobiles sur quatre incluront l'Internet. Cette augmentation correspond à la croissance mondiale de l'utilisation des mobiles, de 11,1 millions d'utilisateurs en 1990 à environ 4 milliards d'utilisateurs en 2015, dont la moitié utilise des smartphones.²⁶

D'autres effets émaneront de cette expansion de la technologie de la communication, comme par exemple le fait qu'elle permettra d'améliorer la transparence. Elle renferme également une dimension générationnelle – et politique – en ce sens que les jeunes sont ceux qui ont le plus de chance d'adopter la technologie dès le départ.²⁷ En effet, c'est la technologie mobile qui a aidé à déclencher et à diffuser les manifestations du Printemps arabe.

Cependant, certains gouvernements d'Afrique utilisent ce phénomène technologique à leur avantage lorsque, par exemple, ils mettent un frein à l'utilisation des médias en ligne qui promeuvent la bonne gouvernance et expriment des opinions dissidentes, et lorsqu'ils ferment les médias sociaux durant les élections, et interrompent les communications mobiles en vue de réprimer les manifestations.²⁸

Il y a également des défis inhérents à l'adoption de nouvelles technologies. L'expérience des pays développés suggère qu'il y a des chances que la technologie mette la pression sur les emplois existants, et qu'en même temps elle en crée très peu.

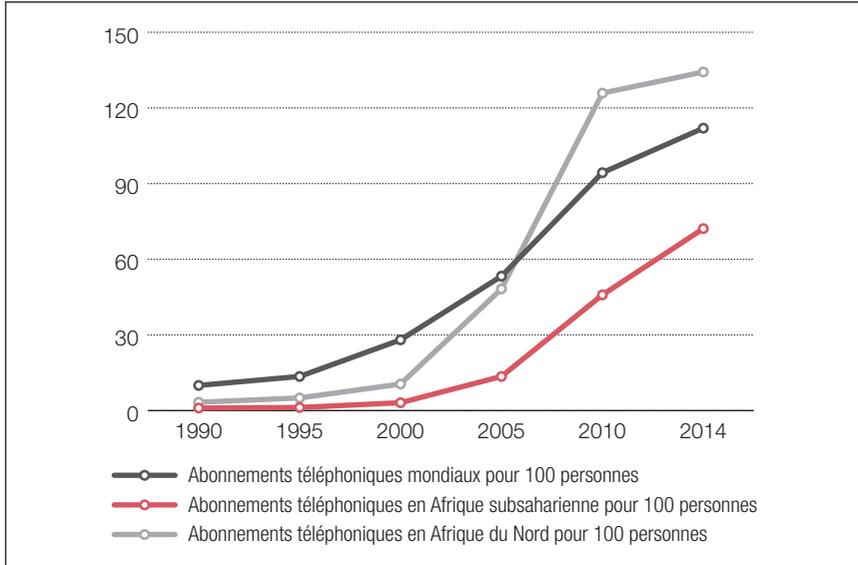
Force perturbatrice ou facilitatrice ?

Il y a peu de doute sur la force perturbatrice de la technologie sur la main d'œuvre, et sur la manière dont le monde fonctionne. Prenons Instagram et Kodak par exemple.

Instagram, une plateforme de partage de photos, a été créée par 14 personnes hautement qualifiées qui, pour cela, ont utilisé le pouvoir du réseau numérique. Après 18 mois d'existence, elles ont vendu la société pour presque trois-quarts d'un milliard de dollars, quelques mois après la faillite de Kodak, une autre entreprise de photographie qui, à son apogée, employait 145 000 personnes et détenait des milliards de dollars d'actifs.²⁹

La chaîne des magasins de vidéos Blockbuster est un autre exemple d'une victime de la force perturbatrice de la technologie.

Figure 8.3 : Abonnements mobiles par 100 personnes, 1990–2014



Source : Union internationale des télécommunications, World Telecommunication/ICT Development Report and database, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>

Durant ses beaux jours, cette chaîne faisait partie du paysage de tous les centres commerciaux aux Etats-Unis. Pourtant la société a dû déclarer faillite en 2010, après avoir été anéantie par les services de vidéos en temps réel, tels que Netflix. A son apogée, Blockbuster employait 60 000 personnes dans 9 000 magasins rien qu'aux Etats-Unis.³⁰

Ce ne sont pas là les seuls exemples de l'effet perturbateur de la technologie sur les modèles d'entreprises traditionnels. Le commerce en ligne a eu un impact majeur sur les magasins traditionnels de vente en détail, changeant la manière dont ils fonctionnent, et même sur les fast-foods, avec l'utilisation d'écrans tactiles pour passer les commandes et la préparation automatique des aliments. Les kiosques de distribution automatique vendent plus que des barres de chocolat et des snacks, ils vendent également des marchandises électroniques de valeur, et peuvent même louer les films que Blockbuster louait autrefois. De plus en plus, les consommateurs sont habitués à la robotique que l'on trouve dans les magasins de détail, pas seulement aux caisses et aux kiosques sans personnel, mais à travers la dépendance des téléphones comme moyen de paiement et d'obtention de renseignements.

L'automatisation, ajoutée à la sous-traitance, a inévitablement exercé une pression à la baisse sur les revenus de la main d'œuvre. En même temps, l'inégalité des salaires dans les pays développés a atteint des niveaux qu'on n'avait pas vus depuis la Grande Dépression. Durant le dernier quart de siècle, par exemple, les revenus réels et la richesse ont stagné pour la vaste majorité des Américains.³¹ Le revenu médian des ménages ajusté à l'inflation, aux Etats-Unis, était de 56 516 dollars en 2015 ; en 1999, il était de 57 909 dollars.³² Cela a accompagné le déclin du secteur de la transformation. Dans l'Etat de l'Ohio, par exemple, en 1960, plus de la moitié des emplois étaient dans l'industrie de fabrication ; aujourd'hui, ce chiffre représente à peine un-dixième.³³

Les Etats-Unis ne sont pas le seul pays en termes d'inégalité intergénérationnelle. Les retraités ont vécu une plus grande croissance de revenus disponibles que les jeunes, dans pratiquement tous les pays riches durant les dernières décennies. Dans sept économies majeures (soit le Royaume-Uni, le Canada, la France, les Etats-Unis, l'Espagne et l'Italie), la croissance du revenu moyen d'un jeune couple ou d'une famille entre vingt et trente ans a été nettement plus faible que les moyennes nationales au cours des 30 dernières années.³⁴ Dans de nombreux cas, cela est dû à la hausse des prix de l'immobilier qui a été supérieure à la hausse des salaires et, en conséquence, l'acquisition d'un bien immobilier revient beaucoup plus cher. C'est également dû en partie au fait que les jeunes du millénaire (nés entre 1980 et 2000) sont moins payés, en termes réels, que ne l'étaient leurs parents lorsqu'ils avaient le même âge.

Cela s'est passé pendant que les élites ont vu leur richesse monter en flèche. Les salaires médians payés aux directeurs généraux des sociétés sur la liste de Fortune 500, ont triplé à plus de 10 millions de dollars entre 1992 et 2013.³⁵ D'où la popularité du raisonnement tenu par l'économiste français Thomas Piketty sur l'inégalité inhérente du capitalisme. Piketty maintient que le pouvoir économique et politique est concentré entre les mains d'une oligarchie. Certains en ont conclu que « aujourd'hui le conflit n'est plus entre la classe ouvrière et la classe moyenne ; il est entre une toute petite élite et la grande majorité des citoyens ». ³⁶ Cela a conduit à des demandes de redistribution de richesse plus grande en vue de maintenir la stabilité sociale.

Mais pour la majorité de l'Afrique, il y a longtemps que ces niveaux d'inégalité représentent la réalité, avec une petite classe moyenne, un

énorme quart-monde et une toute petite élite connectée politiquement, comme l'illustre l'exemple sur le Kenya fourni au début du présent chapitre. De manière plus générale, l'Afrique porte moins son attention sur l'inégalité que sur la génération de plus de ressources.

Dans un cycle absolument infernal, vu les besoins de l'Afrique, la technologie peut quand même supprimer des emplois. L'industrie minière, dans laquelle la procédure de plus en plus préférée est la robotique, illustre cela.

Dans une future exploitation minière souterraine de diamant, où des camions à benne gyro-guidés sans chauffeurs transportent la kimberlite, une telle exploitation nécessite environ 30 pour cent de main d'œuvre de moins qu'une mine souterraine conventionnelle. Bien qu'il soit probable que les frais de main d'œuvre restent similaires, avec des salaires plus élevés pour les ouvriers mieux qualifiés, « les coûts d'entretien », explique un mineur vétérinaire, « baisseront grandement. Il n'y a pas de testostérone, donc pas de freinage ou d'accélération soudains, ni de collision sur le côté. Et il n'y a pas de pauses-déjeuner ni d'absentéisme. Les véhicules tournent bien entre les cycles de services réguliers. » Les fonçages de puits sont également en train de devenir plus mécanisés – guidés par la technologie.³⁷

La technologie se fait également ressentir dans l'exploitation d'autres types de minéraux, où il y a beaucoup de chances que l'avenir devienne mécanisé. Dans les mines d'or et de platine en Afrique du Sud, la profondeur, l'épaisseur et la teneur des gisements de minerai déterminent la part de technologie et de main d'œuvre qui sera utilisée, à savoir si l'exploitation nécessitera une main d'œuvre importante, utilisant des méthodes conventionnelles de forage à la main avec des marteaux perforateurs pneumatiques, ou si l'exploitation nécessitera l'utilisation de techniques plus mécanisées, avec par exemple du matériel à boîtier rabaisé, commandé à distance, pour extraire et transporter le minerai.³⁸

Ce n'est pas la seule industrie où une plus grande efficacité et des nouvelles technologies ont un impact sur l'emploi. Bien que la technologie soit incontestablement une grande force perturbatrice, cela ne veut pas dire qu'elle conduit toujours à une perte d'emploi.

Plus qu'une pomme par jour

L'Afrique du Sud contribue à hauteur de 1,2 pour cent à la production mondiale de pommes. Celles-ci sont produites par environ 700 agriculteurs commerciaux travaillant sur 23 625 hectares.³⁹ Etant donné que la Chine, qui produit la moitié de la production mondiale de pommes, soit 64 millions de tonnes, en exporte très peu,⁴⁰ l'Afrique du Sud bénéficie d'une importance disproportionnée sur le marché mondial de l'exportation des pommes. Elle représente plus de 5 pour cent du marché total de l'exportation de 7,5 millions de tonnes, avec juste en-dessous de 375 000 tonnes. Ce marché vaut presque 400 millions de dollars. L'industrie des fruits, quant à elle, dans l'ensemble est encore plus importante en termes d'emplois, là où elle soutient directement environ 108 000 travailleurs et quatre fois autant de personnes à charge. Dans le cas des pommes uniquement, les chiffres indiquent 27 000 ouvriers pour 107 000 personnes à charge (chiffres de 2015).

La société Kromco qui est basée à Grabouw, près de la ville du Cap, traite 53 000 pommes chaque année, dont deux-tiers sont destinés à l'exportation, pour des marchés dans lesquels les prix sont deux fois plus élevés que sur le marché national.⁴¹

La technologie a eu un impact sur l'entreprise de Kromco qui a supprimé quelques vieux postes, mais en a créé des nouveaux en même temps. Auparavant, la plupart du tri se faisait au moment de cueillir le fruit, une procédure lente dans laquelle il y avait beaucoup de gâchis. Aujourd'hui, avec la nouvelle technologie de traitement, jusqu'à 15 pour cent de fruits frais en plus sont bons pour le conditionnement. Auparavant, ces fruits auraient été rejetés et auraient servi à faire du jus.

Aujourd'hui, toutes les pommes sont mises dans de grandes bennes, de l'arbre directement, sans les trier. Chaque benne peut contenir environ 3 000 pommes. De là, elles vont directement à la chaîne haute-technologie de traitement et de tri, ou dans l'entrepôt frigorifique. A l'usine de tri qui peut traiter 24 tonnes de pommes par heure, un système automatisé submerge les bennes dans de l'eau et les pommes flottent jusqu'à une baie, où 6 ouvriers vérifient les fruits pour voir s'ils sont coupés ou abimés. Si c'est le cas, ces derniers sont retirés pour servir à faire du jus.

De là, ils sont déplacés jusqu'à une chaîne de convoyeurs où ils sont automatiquement triés par poids et qualité, chaque pomme étant

photographiée plus de 30 fois dans la foulée. Elles sont ensuite classées dans l'une des 57 catégories et remises dans les bennes qui ont été nettoyées automatiquement entre temps. Un code-barres est appliqué, indiquant la taille, l'origine et la qualité. De là, les pommes sont ramenées à l'entrepôt frigorifique ou à l'usine d'emballage à côté, où (principalement) des femmes emballent les fruits dans des boîtes aux couleurs criardes. Pour chaque boîte, la ferme, le verger, la chaîne et même l'emballer peuvent être retrouvés électroniquement.

Alors qu'aujourd'hui le nombre de trieurs chez Kromco a baissé de 70 à 25, le nombre d'employés à la chaîne d'emballage lui augmente. Les pommes sont désormais emballées à l'usine pour être vendues directement au supermarché et aux consommateurs, permettant ainsi de réduire le nombre d'intermédiaires sur les marchés de l'exportation. Kromco emploie 300 personnes en permanence et jusqu'à 700 en saison.

Avec l'augmentation de la capacité de production et le contrôle de la qualité – grâce à la technologie – Kromco anticipe une croissance de 30 pour cent d'ici 2022. Celle-ci est également guidée par une meilleure compréhension des préférences des marchés de l'exportation. Plus de 30 pour cent des pommes sud-africaines étaient exportées vers le reste de l'Afrique en 2015, qui est son plus grand marché (le Royaume-Uni représente 25 pour cent du marché et l'Asie de l'Est 24 pour cent). « Nous devons comprendre les préférences particulières des marchés africains », explique Willem Coetzee, le Directeur général de Kromco. « Alors que le Nigeria préfère une certaine qualité de pommes, elle peut être différente en Angola. Ces marchés sont plus sensibles, vu que les vendeurs vendent souvent les fruits individuellement. »

D'autres applications de technologie innovante sont utilisées dans les fermes de pommes en Afrique du Sud. Paul Cluver, l'un des 13 agriculteurs qui approvisionnent Kromco, a décidé de cueillir ses fruits la nuit. Cela a permis de doubler le rendement, là où les températures sont plus basses, et l'attention des ouvriers est plus intense, vu l'éclairage. Ses 40 tracteurs sont équipés de GPS, ce qui a permis de réduire la vitesse et donc d'éviter les accidents, et d'optimiser les frais d'entretien et de diesel.

Ces technologies ne sont pas nouvelles, loin de là. La chaîne robotique de marque française qu'utilise Kromco, peut s'acheter facilement pour 4 millions de dollars. Pareillement, les GPS des tracteurs se trouvent facilement dans

le commerce. Ce qui fait la différence, c'est la manière dont on intègre les systèmes et les technologies, et l'application qu'on en fait.

Le Maroc offre un autre exemple de la manière de gérer la contrainte technologique: l'utilisation de la technologie pour créer des nouveaux emplois.

L'utilisation de la technologie pour le développement au Maroc

Une dizaine de kilomètres en dehors de Rabat, sur l'autoroute Tanger-Casablanca, se trouve Technopolis, un campus incubateur de start-ups.⁴² A l'intérieur des bâtiments en béton et en verre, en face de l'Université internationale de Rabat, se trouvent 50 jeunes entreprises, attirées par des faibles loyers, une bonne connectivité, la disponibilité de fonds pour augmenter leurs activités, ainsi que des conseils. On trouve un autre groupe de 260 start-ups en informatique 90 kilomètres plus loin, au Technopark Casablanca, ouvert en 2001. Un troisième parc similaire a été ouvert à Tanger en 2015.

Pour le Maroc, la création d'emplois ne concerne pas que la technologie, mais surtout les politiques, les processus et les gens.

C'est dans la zone de l'Aéropole, à 30 kilomètres de Casablanca, que se trouvent 100 sociétés, dont les sous-traitants Matis, Aircelle, Snecma, Sagem et Teuchos, ainsi que des grands noms de l'aviation tels que Boeing, Bombardier et Airbus. Ensemble, ces sociétés emploient 11 500 personnes, et font un chiffre d'affaire de 1 milliard de dollars, soit 5 pour cent des exportations du Maroc.

Le pays vise à obtenir une plus grosse part de la fabrication des 35 000 avions qui doivent être construits à travers le monde, dans les deux prochaines décennies. L'objectif de son industrie aéronautique est de doubler ses emplois et ses rendements d'ici 2020, en augmentant partiellement la proportion des pièces fabriquées localement dans ses usines de montage à 35 pour cent.

L'industrie automobile du Maroc a également le vent en poupe. En 2005, Renault a acquis l'usine de fabrication de Fiat à Casablanca laquelle, en 2015, a produit 62 000 voitures. En 2011, Renault a ouvert une nouvelle usine de 1 milliard de dollars près de Tanger, qui a fabriqué 229 000 voitures en 2015. Le gros de son marché se trouve juste de l'autre côté de la mer, en Espagne et au-delà, en France et en Allemagne.

L'objectif de l'usine est de fabriquer 330 000 unités d'ici 2020, amenant la production de Renault au Maroc à environ 400 000 unités. En 2016, Renault a signé un deuxième investissement de 1 milliard de dollars pour augmenter les pièces de fabrication locale à 65 pour cent. PSA Peugeot Citroën est désigné pour ouvrir une usine de 620 millions à Kenitra en 2019, visant un rendement de 200 000 voitures en trois ans. Il y a également des projets pour l'installation d'un troisième fabricant, ce qui augmentera davantage la production ainsi que le nombre des sous-traitants automobiles déjà basés au Maroc qui se monte à 150.

Le total des exportations automobiles du Maroc a atteint 5,3 milliards en 2015, ce qui en fait la plus importante source de revenus à l'exportation du pays, après les envois de fonds des 5 millions de Marocains vivant à l'étranger (d'une valeur d'environ 7 millions de dollars), et avant les autres sources de revenus importantes à l'exportation, soit le tourisme, l'agriculture et les engrais phosphatés. Aujourd'hui, l'industrie automobile du Maroc est une réussite : elle fournit 100 000 emplois et envisage de fournir 90 000 emplois supplémentaires d'ici 2020, lorsqu'elle remplira son objectif d'exporter l'équivalent de 1 milliard de dollars de pièces détachées et de voitures.

Ce triomphe n'est ni surprenant ni dû à un coup de chance. La croissance industrielle a été construite sur un ensemble de facteurs – la proximité du pays aux marchés européens ; une main d'œuvre relativement bon marché (les ouvriers marocains dans l'industrie automobile gagnent environ la moitié de leurs homologues européens lorsque la productivité est prise en compte) ; des accords commerciaux d'une valeur de 1,5 milliards avec les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Turquie et plusieurs pays d'Afrique du Nord ; son système logistique efficace ; ainsi que des incitations fiscales et autres.

Mais à la base de son succès, on trouve les changements de politiques et l'action du gouvernement. Ahmed Chami a travaillé pour Microsoft pendant 11 ans avant de devenir le Ministre de l'Industrie, du commerce et des nouvelles technologies du Maroc. « Le plus grand défi », explique-t-il, « est que nous devons créer 200 000 emplois chaque année pour absorber nos diplômés ». ⁴³

Lorsqu'il est arrivé au gouvernement en 2007, Chami disait qu'il devait travailler sur deux choses. La première était « de garantir la fondation macroéconomique. Cela incluait la réduction de la dette publique, l'inflation, les déficits des finances publiques et des balances de paiements,

et l'amélioration de nos avoirs en devises. Une fois que cela avait été mis en place, il fallait penser aux moteurs du développement. Dans les années 1990s, nous avions un moteur et demi de croissance : l'un était le tourisme, et la moitié l'agro-industrie ».

Il fallait, insiste-t-il, que cette situation change. Pour réaliser la diversification et assurer l'avenir de ses 33 millions de citoyens, il fallait que le gouvernement se concentre sur l'amélioration de l'infrastructure. « Pour ce secteur en lui-même », cela permettrait d'accroître la croissance et de servir de catalyseur, dit Chami. Le résultat est que les autoroutes, les ports et les systèmes ferroviaires du Maroc en sont très améliorés, même en comparant les 10 dernières années. Pendant ce temps, le pays vient tout juste de démarrer, à Ouarzazate, la première phase d'une centrale d'énergie solaire de 580 mégawatts d'une valeur de 9 milliards de dollars, la plus grande du monde.

D'autres plans ont également été démarrés. Le gouvernement s'est embarqué dans des projets complémentaires pour augmenter les chiffres du tourisme. En 2015, le Maroc recevait 10 millions de visiteurs annuellement, soit quatre fois plus qu'il y a 20 ans, et une stratégie de « Maroc Vert » a été lancée pour accroître l'agriculture.

Mais il en fallait plus. Etant donné qu'aucun pays ne peut se développer sans industrie, le Maroc a examiné minutieusement, avec l'aide d'experts-conseils, 80 industries manufacturières. Il a proposé six domaines prioritaires : l'aéronautique, l'automobile, la prospection pétrolière offshore, le textile et le vêtement, l'électronique et l'agro-industrie. « Il fallait voir le Maroc comme une société, en identifiant des domaines dans lesquels nous serions bons et où nous pourrions faire des bénéfices », dit Chami.

Alors qu'il y avait déjà une stratégie industrielle émergente en place au moment où est arrivé, le rôle de Chami était de mettre cette stratégie en pratique, « de PowerPoint à Word, ou peut-être en un Projet Microsoft », dit-il en riant, vu sa carrière. Une feuille de route de 111 actions, connue comme Le Pacte National pour l'Emergence Industrielle, impliquant neuf ministères, a été signée en février 2009.

« Ce qui a rendu cela possible », explique-t-il, « ce n'était pas seulement le fait que ce projet était porté par quelqu'un au sein de notre ministère, mais qu'il faisait participer le secteur privé avec une équipe de 'super héros' dans mon cabinet ministériel ».

Le budget du projet était directement lié à la livraison de sa cible de 220 000 emplois par an, mais ne garantissait pas sa réussite. « De manière générale, l'administration est terrible », médite Chami, « avec des gens qui sont habitués à travailler au sein d'une hiérarchie stricte et en silos, sans partager les informations. Pour que les choses se fassent, parfois nous devons les faire nous-mêmes, pour contourner le protocole ».

Une approche similaire a été prise pour l'application de la technologie, pour laquelle le gouvernement envisageait quatre rôles. Le premier était la transformation sociale, un exemple étant les 80 pour cent de subventions pour les ordinateurs portables d'étudiants. Jusqu'à maintenant ces subventions, financées par un fonds de la société Maroc Telecom qui voulait garantir l'accès universel dans les zones rurales, ont touché 140 000 bénéficiaires.

Le deuxième rôle de la technologie était dans l'e-gouvernement – par exemple pour le paiement des impôts, la prise de rendez-vous et l'enregistrement de permis. Le troisième rôle était l'amélioration de la compétitivité des petites et moyennes entreprises (c'est-à-dire qui font moins de 10 millions de dollars de bénéfices) par l'utilisation de l'informatique.

Et, finalement, pour favoriser l'émergence « d'un Microsoft ou Google marocain » un jour, le gouvernement a proposé de créer le « Maroc Numeric Fund » chargé de financer les start-ups des technoparks, et de promouvoir la sous-traitance dans l'informatique, les processus de gestion d'entreprises et l'utilisation des connaissances dans cinq établissements délocalisés à Casablanca, Fès, Rabat, Oujda et Tétouan.

Pour transformer cette idée en réalité, le gouvernement a établi diverses motivations. Les zones libres à Tanger, Kenitra, Oujda et autour du parc aéronautique de Casablanca ont des loyers moins chers, sont libres d'impôts sur le revenu pour les cinq premières années, et n'imposent que 8,75 pour cent sur les revenus pendant les 20 années suivantes. Dans les technoparks et les établissements délocalisés, le loyer est également moins cher, les coûts de télécommunication sont plus faibles, les largeurs de bandes plus puissantes, les débits plus élevés, et les impôts sur le revenu personnel sont moins de la moitié (à 20 pour cent) du taux d'imposition en dehors des technoparks (qui est de 44 pour cent). Les frais de formation sont remboursés. Jusqu'à 20 pour cent des dépenses d'investissement dans l'industrie automobile seraient également payées par le Fonds Hassan II.

Tout cela demandait un champion, « le Roi lui-même », explique Chami. C'est le Roi du Maroc, Mohammed VI qui, depuis son avènement en 1999, a entraîné le changement dans l'économie et la politique du pays. Toutefois, c'est le Printemps arabe qui a donné une impulsion aux premiers pas du pays vers la libéralisation et la privatisation, et qui a suscité la rédaction d'une nouvelle constitution avec un pouvoir délégué à 1 053 municipalités, 78 provinces et 12 régions. Le Maroc a été confronté à une crise, et jusqu'à présent y a fait face de manière positive.

Bien sûr, la situation est loin d'être parfaite. La création d'emplois pour les diplômés a diminué progressivement à environ 60 000 par an, alors qu'elle avait atteint 130 000 en 2011, peu de temps avant que Chami ne quitte le ministère.

Il faudra plus de changements pour garantir que le Maroc puisse continuer à aborder les pressions sociales considérables auxquelles le pays est soumis. « Pour que toutes ces choses marchent, il faut le faire avec les bonnes personnes », dit Chami, « sinon ce n'est que de la théorie ». Le système éducatif a souffert de l'ingérence politique dans les années 1980, lorsque le gouvernement a essayé de réparer un système qui ne marchait pas, en mettant l'arabe au centre des études, et en se distançant du français. C'était lié à une plus grande préoccupation de l'inclusion sociale. Les migrants des zones rurales peuvent être marginalisés aux périphéries des villes, avoir des larges familles, être sous-performant d'un point de vue éducatif et se retrouver dans des métiers inférieurs et parfois sombrer peu à peu dans la délinquance.

Mais bien que de nombreux pays soient confrontés aux mêmes pressions de changement social et économique que le Maroc, bien qu'ils aient conçu une vision et aient même fait des plans pour diversifier et moderniser leurs économies, peu les appliquent.

Jusqu'à maintenant, l'histoire technologique du Maroc a été de mettre en application des technologies qui existaient déjà, en vue de créer des opportunités d'affaires, d'améliorer la gouvernance et les prestations de services. Les innovations extraordinaires telles que « les convecteurs temporels » de Retour vers le futur ou autres « disrupteurs dimensionnels » ne sont pas essentiels pour l'avenir de l'Afrique. Ce qu'il faut plutôt, c'est de la volonté politique, des bonnes directives et des dirigeants dynamiques et compétents.

Conclusion : le retour aux bases ?

Zuckerberg a proposé Free Basics, une initiative pour fournir aux utilisateurs de téléphones mobiles un accès gratuit à l'Internet, dans les pays sous-desservis comme la Zambie, la Tanzanie et le Kenya. Cette proposition s'est heurtée à une résistance et a été tournée en ridicule : 'accès gratuit en question ne concernerait que quelques domaines de l'Internet. Ce geste aurait permis à Zuckerberg d'accéder aux mégadonnées de l'Afrique, de permettre l'analyse des consommateurs, et de ce fait d'adapter les réponses et de changer la vie des gens. Une telle initiative signifierait également que les utilisateurs se retrouveraient à ne plus utiliser les sociétés de télécommunication mais des produits tels que WhatsApp et Messenger, avec leurs capacité d'identification et d'authentification.

On prévoit que le monde des enfants du millénaire passe de plus en plus d'une borne Wi-Fi à une autre, ce qui ne s'avère pas une bonne nouvelle pour les sociétés de télécommunication, mais ce qui permet des transactions plus rapides et moins chères. Deloitte avait prévu que 300 millions de clients dans le monde feraient des appels vocaux à partir d'un réseau Wi-Fi et/ou 4G en fin 2016, soit deux fois plus qu'au début de la même année, et cinq fois plus qu'au début de 2015.⁴⁴ Ce phénomène ne peut que continuer à grandir, simplement parce que ce que cela coûte moins cher.

En effet, M-Pesa au Kenya constitue, de cette manière, un échec autant qu'un succès. « Ce système marche parce que le système de paiement ne marche pas dans le pays », dit un cadre de banque basé au Kenya. « La raison pour laquelle ce système n'a pas été adopté dans le reste du monde après huit ans », remarque-t-il, « c'est que les autres ont déjà des systèmes qui marchent mieux et qui sont moins chers ».

Les incubateurs peuvent livrer des idées réalisables. Mais les transformer en entreprises, comme l'expérience d'iHub le montre, est plus difficile. Dans l'ensemble, il faut que la politique autour de la technologie soit faite pour encourager les petites et moyennes entreprises, qui représentent la grande majorité des emplois dans les pays à faible revenu.⁴⁵ Garantir la prospérité de ces entités nécessite, comme l'illustre le Maroc, des financements pour les start-ups, y compris l'assurance d'un bon écosystème pour les efforts de collaboration.⁴⁶

Une certaine prudence est également nécessaire dans l'application de nouvelles technologies. L'utilisation de drones pour transporter des échantillons de sang devant être examinés au Malawi ou pour distribuer des médicaments au Rwanda ne va pas résoudre le problème des infections VIH, l'état dans lequel se trouvent les hôpitaux de ces pays ni réduire le chômage. Et, de toute façon, comme l'ont souligné d'autres,⁴⁷ il serait beaucoup moins cher et probablement plus fiable d'envoyer des échantillons par moto, mais pas aussi sexy, bien sûr, et probablement moins attrayant pour obtenir le financement d'une entreprise haute-technologie de la Silicon Valley ou d'un donateur qui aime être interviewé.

La technologie ne peut pas non plus dépasser le besoin d'une politique sensée, d'une réglementation bien rédigée, d'un Etat de droit, de toilettes propres et d'eau potable. La présence de ces conditions, plus qu'une nouvelle application ou une start-up, permettra à cet écart de financement – entre la liste des projets d'infrastructure sur le papier versus ceux qui sont mis de côté – d'être « dépassé ».

Si l'Afrique veut bénéficier de la libre circulation des informations, ses gouvernements devront permettre à leurs citoyens de participer à l'économie mondiale de l'information à travers une connexité améliorée. Cela demande de prendre des mesures par rapport à cinq réalités.

La première est que les gouvernements doivent accepter le pouvoir du crédit. Pour qu'un crédit soit donné largement et sans conditions onéreuses, il faut des renseignements transactionnels. Les transactions moins chères, à leur tour, permettent d'aider ce processus, bien que l'inverse soit également vrai. Comme le reconnaît Bob Collymore de Safaricom, « la technologie peut également renforcer les inégalités. L'accès à un smartphone peut accélérer l'écart avec ceux qui n'ont pas cet accès – la différence entre être connecté au monde et rester gardien de troupeau à Turkana ».⁴⁸

La deuxième est que les gouvernements doivent accepter le rôle des chaînes de production mondiale dans l'industrie de transformation. Se retrouver à produire une petite pièce de quelque chose encore et encore – être l'une des douzaines de fournisseurs de pièces détachées de l'iPhone d'Apple, par exemple – est désirable, car c'est ainsi que va le monde.

La troisième réalité est que le besoin d'ouverture signifie l'encouragement de la migration des compétences vers l'intérieur du pays. L'accélération, entre autres, de la délivrance des visas aux personnes qualifiées et aux

entrepreneurs est essentielle. En 2016, une douzaine de pays offraient des programmes de visas start-ups, parmi eux l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, le Royaume-Uni, l'Irlande, la France, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, le Canada et le Chili. L'un des rares programmes de visa start-ups établis dans une économie en développement, 3, a été lancé en 2010. Il offre un capital de lancement aux entrepreneurs, allant de 15 000 à 90 000 dollars, selon le stade auquel en est la start-up. Ce programme a attiré plus de 2 000 entrepreneurs depuis son avènement, et les entreprises en question ont mobilisé plus de 100 millions de dollars en capitaux privés. Grâce à cette initiative, le Chili est aujourd'hui considéré comme un incubateur d'innovation en Amérique Latine.⁴⁹

Cela nécessitera un certain investissement politique, dans les milieux où l'on se montre soupçonneux à l'égard des étrangers que l'on accuse de prendre les emplois des nationaux. Cela signifierait également de permettre aux sociétés étrangères, et aux individus, de rapatrier ouvertement et facilement leurs dividendes et leurs capitaux. Cela nécessitera également une direction politique qui saura changer la mentalité locale des chercheurs d'emploi en créateurs d'emploi, comme le maintient le Président de la Namibie, Hage Geingob, au chapitre 11.

La quatrième réalité est que ces bases incluent de ne pas se tromper sur l'éducation, et d'investir dans la recherche et le développement, un encouragement pour l'innovation. Les dépenses dans la recherche et le développement de l'Afrique subsaharienne représentent moins du quart de la moyenne mondiale de 2,1 pour cent du PIB. Même dans le pays le plus avancé du continent, l'Afrique du Sud, elles ne représentaient que 0,73 pour cent en 2012.⁵⁰ Un système de réductions d'impôts et de soutien financier du gouvernement pour les incubateurs de technologie et les universités permettrait également de contribuer à l'innovation.

La dernière réalité est que les gouvernements doivent apprécier le fait que les règlements varient d'un pays à l'autre, et les surcharges que cela crée pour les entreprises. Alors que l'Inde représente un marché de 1,2 milliards de personnes, elle ne bénéficie que d'un organisme de contrôle par secteur. L'Afrique a également une population d'un milliard de personnes, mais 54 organismes de contrôle. Pour faire baisser le prix des télécommunications, le gouvernement doit s'assurer que les conditions de pratiques concurrentielles soient bien en place.

La technologie permettra d'offrir des solutions à l'Afrique et de réduire les barrières. Seule, cependant, tout comme avec le soutien financier, la technologie ne peut pas fournir une solution instantanée et unique. Elle créera des nouveaux défis, et son utilité dépendra des gouvernements africains qui devront mettre les autres aspects des réformes nécessaires en place, y compris l'espace nécessaire au fonctionnement du secteur privé. Il est possible, par exemple, que les solutions numériques permettent d'alléger la crise des agriculteurs zimbabwéens, en les connectant au marché, en les aidant à mieux planifier leurs cultures, en leur fournissant des assurances, et en améliorant leurs rendements. Mais la technologie ne sera jamais à même d'atténuer le désastre qui a détruit le secteur agricole suite aux politiques foncières de Robert Mugabe.

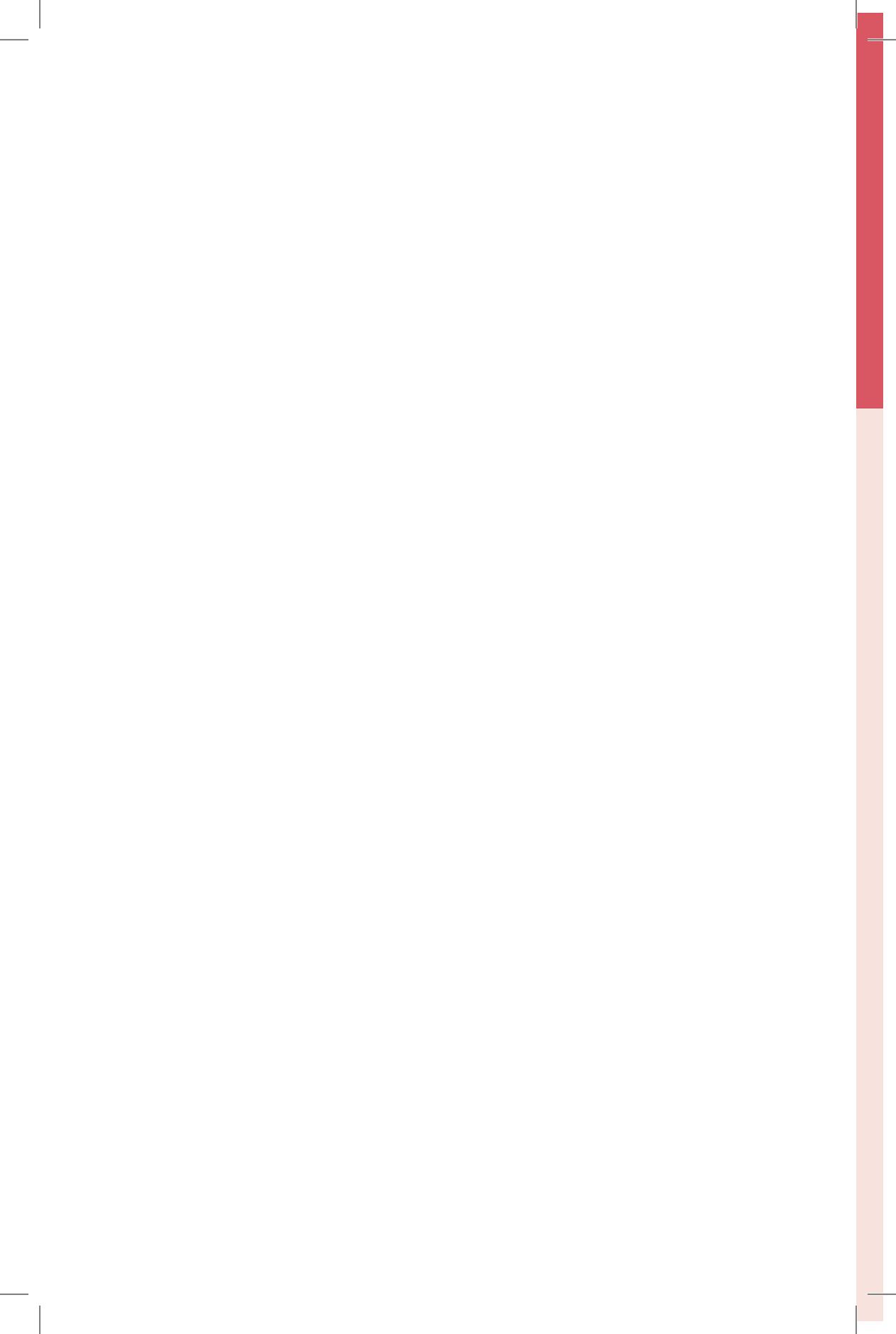
Le gros avantage immédiat de la technologie pour l'Afrique se trouve dans son intégration au sein d'un programme pour résoudre des « problèmes de procédures », comme M-Pesa l'a fait pour les transactions financières, ou Seven Seas le fait dans le domaine des soins médicaux et avec ses centres Huduma. Un avantage à long terme d'une telle intégration se trouve dans le potentiel de recueillir des renseignements et analyses sur les populations, surtout en fournissant un indice de solvabilité à ceux qui se trouvent en bas de la pyramide des revenus.

Si l'Afrique manque de prendre des mesures déterminées, afin de promouvoir non seulement l'accès au numérique, mais également l'accès au mouvement des marchandises, des compétences, des services et des technologies, ses pays risquent de prendre encore plus de retard sur une économie mondiale qui devient de plus en plus intégrée.

3^{ème} Partie

Faire marcher l'Afrique





Mobilisation des ressources, élimination des risques d'investissement

Une réussite en cinq étapes :

- L'aide extérieure peut être utile, mais les investissements viendront du secteur privé; il est donc essentiel d'adopter un état d'esprit favorable aux entreprises.
- La création de stabilité et de certitude dans le domaine politique, juridique et réglementaire est la clé d'une stratégie d'investissement réussie.
- L'aide ne surmontera pas une faible gouvernance. Une meilleure performance et prestation de services de l'état doivent être générées et endossées localement.
- L'engagement de la Chine doit être accepté, mais il convient de garantir les intérêts du peuple africain plutôt que d'enrichir les élites.
- Il faut aligner l'aide sur les plans nationaux et l'utiliser pour réduire les coûts des activités commerciales.

Défis et opportunités : Etant donné la performance relativement médiocre des IDE en Afrique à ce jour, le potentiel de hausse est considérable. Cependant, les barrières à l'entrée des capitaux privés dans une grande partie de l'Afrique restent énormes. Les pays africains n'ont pas eu jusqu'ici un contexte réglementaire et politique favorable pour attirer le type et le volume d'investissement qui crée de l'emploi. L'aide n'a pas non plus répondu aux problèmes de financement du développement africain et peut, au contraire avoir donné les mauvais signaux aux gouvernements africains en affaiblissant le lien entre les dirigeants et leur électorat. Alors que la Chine a fourni un nouveau modèle de soutien financier aux pays africains, cette aide supplémentaire ne résoudra pas par elle-même les problèmes de développement de l'Afrique.

Statistiques clés : L'afflux global d'IDE était de 1.23 billions de dollars en 2014, avec les pays industrialisés représentant 499 milliards de dollars, l'Asie (excluant la Chine) 465 milliards de dollars et la Chine 129 milliards de dollars. L'Afrique a reçu 54 milliards de dollars de ces IDE, dont 42 milliards de dollars à l'Afrique subsaharienne. Hors de l'Afrique subsaharienne, l'Afrique occidentale a reçu 12,8 milliards de dollars, l'Afrique orientale 6,8 milliards de dollars, l'Afrique centrale 12,1 milliards de dollars et l'Afrique australe 10,8 milliards de dollars. L'Afrique du Sud était à elle seule la plus grande bénéficiaire avec 5,7 milliards de dollars. Environ 48 pour cent du stock IED d'Afrique était dans les services, 31 pour cent dans les matières premières et 21 pour cent dans le secteur manufacturier.¹ Les flux d'aide mondiale ont augmenté de 60 milliards de dollars en 2000 à 160 milliards de dollars en 2014.² Depuis 2000, l'aide occidentale à l'Afrique a doublé pour atteindre plus de 50 milliards de dollars annuellement. L'aide chinoise, qui n'est pas incluse dans ce chiffre, s'est élevée à presque 100 milliards de dollars pendant la même période. Les transferts de fonds des Africains vivant à l'étranger sont estimés à au moins 40 milliards de dollars par année, mais pourraient être quatre fois cette somme.

La plaque du constructeur sur le carter de la turbine géante donne une indication de l'ancienneté de la centrale hydroélectrique : « English Electric Company Ltd, Queen's House, Kingsway, London ». ³ Le grand fabricant britannique de jadis de locomotives, missiles guidés, ordinateurs et des avions Lightning and Canberra, parmi d'autres contributions iconiques d'ingénierie, n'existe plus. Il a été incorporé dans la General Electric Corporation en 1968.

Cependant, il y a encore aujourd'hui des restes de la vieille English Electric Company en Afrique. La centrale hydroélectrique de Mulungushi en Zambie, au fond d'un ravin de 355 m, à 60 km au sud-est de Kabwe, a été construite par la Broken Hill Development Company et ouverte en 1925 par SAR le Prince de Galles, le futur Edward VIII. Elle a été construite pour fournir de l'énergie à la Mine de Broken Hill ; une se centrale, a été construite 60 kilomètres plus loin à Mita Hills.

Même aujourd'hui, pour aller de Kabwe à Mulungushi, il faut faire deux heures de route éreintantes dans un camion sur une piste qui serpente

entre les villages perdus. La ténacité, la prévoyance, le génie technique et le dévouement requis pour construire la centrale de Mulungushi il y a de nombreuses années est stupéfiant, d'autant plus si l'on considère la pente escarpée, son inaccessibilité, la prévalence des maladies et beaucoup d'autres choses.

Les ingénieurs devaient non seulement construire la centrale hydroélectrique, mais aussi ses séries de vannes, la station de treuillage, 5km de canaux et des barrages de dérivation, et le barrage de Mulungushi même pour alimenter les turbines. Puis ils ont dû poser un kilomètre de gros tuyaux dans de grosses conduites de béton descendant dans la vallée pour fournir la vitesse de flux nécessaire pour faire tourner les générateurs.

La descente dans le ravin de Mulungushi est excitante. Le chariot descend un petit chemin à un angle de 45 degrés, attaché au treuil en haut par un simple câble et une technique rudimentaire. (Le treuil porte le nom d'Allen West & Co, Brighton, England). 15 minutes plus tard, en bas, les tuyau x géants argentés du haut tournent à angle droit pour nourrir les turbines par une série compliquée de valves d'admission et de buses à pression. A l'intérieur du bâtiment en tôle ondulée, les quatre turbines sont disposées côte à côte, les deux machines English Electric flanquées de deux turbines chinoises plus récentes de Chongqing Huayuan Hydroelectric Technical Engineering Co. Ltd, pour donner son titre complet.

En 1925 il n'y avait qu'une turbine de 2,5 mégawatts. Deux ans plus tard on a rajouté deux turbines de 6,2 mégawatts, et en 1941 une quatrième turbine de 8 mégawatts, date à laquelle la Broken Hill Mine – qui produit du zinc, du plomb et de l'argent – était en pleine production.

Avec la nationalisation des mines de la Zambie en 1972, commença un long déclin. La mine de Broken Hill (rebaptisée Kabwe Mine) a été fermée en 1990. Douze ans plus tard, les deux centrales hydroélectriques qui alimentaient la mine ont été privatisées et vendues à la Lunsemfwa Hydro Power Company, marquant le début de la période de redressement.

En 2009, la turbine numéro un de 2,5 mégawatts a été remplacée par une unité de 10,5 mégawatts ; les turbines deux et trois ont été réhabilitées, et en 2013, la quatrième a aussi été remplacée et améliorée à 7,8 mégawatts, augmentant la production, du moins sur papier, à 32 mégawatts. En 2016, la capacité totale installée combinée à Mulungushi et Mita Hills était de

56 mégawatts, une petite mais importante quantité étant donné les besoins pressants en énergie et les pénuries en Zambie.

La Zambie était autrefois réputée pour son énergie bon marché et abondante, qui avait permis aux mines de se développer. Elles consomment environ 50 pour cent de la production nationale d'électricité, ce qui n'est peut-être pas étonnant pour un secteur qui contribue 70 pour cent des réserves de change. L'énergie hydroélectrique est un avantage important pour le développement du pays qui possède environ un tiers des réserves d'eau de l'Afrique australe.

La demande estimée d'énergie en Zambie a augmenté de 1 600 mégawatts en 2008 à 2 200 mégawatts huit ans plus tard. C'est ce que les cinq centrales hydroélectriques devraient produire, du moins sur papier. Cependant, une mauvaise gestion de l'eau et des retards dans les nouveaux projets ont donné lieu à des délestages continuels dans tout le pays.

Par exemple, le projet hydroélectrique de 750 mégawatts de Kafue Gorge Lower est sur la table depuis le milieu des années 1990, et a été l'objet de nombreux services de consultants financés par des donateurs. Une étude approfondie en 1997⁴ a identifié la possibilité d'obtenir 6 000 mégawatts supplémentaires du réseau de rivières et lacs de la Zambie, offrant « une opportunité d'exportation significative ». A l'époque où 65 pour cent des 1000 mégawatts d'énergie produite l'était par l'industrie minière du cuivre, le rapport envisageait une augmentation de la consommation en électricité de 100 pour cent sur 15 ans. Il indiquait aussi le déficit envisagé de 5 000 mégawatts d'ici 2010 en Afrique du Sud et la possibilité pour la Zambie d'exporter de l'énergie à la république.

Après plus de 15 ans de retard, le contrat de Kafue Gorge Lower a été finalement attribué à la fin de 2015. Cependant, la nouvelle centrale électrique ne sera opérationnelle que dans cinq ans, au plus tôt. Entre temps, les prédictions de croissance de la demande se sont avérées exactes – ainsi désormais ce projet est une question de rattrapage plutôt que de progression.

On ne peut pas imaginer qu'il y aura un autre Mulungushi à l'époque moderne, voire jamais – au grand détriment de la population zambienne qui a désespérément besoin de travail et d'énergie. Bien qu'on ait su que la Zambie était derrière la courbe, et malgré la présence de donateurs pendant des décennies, le secteur de l'énergie n'a pas tenu ses engagements envers la population. Le secteur privé a parfois attendu pendant des années que

des projets soient approuvés. Ces délais ont été apparemment causés et encouragés par l'inertie du gouvernement et le potentiel de manœuvres mesquines.

La Zambie a un plan de développement national, différentes stratégies d'industrialisation et de création d'emplois, et une Vision pour 2030. On ne manque pas de bonnes analyses et d'idées. C'est l'action – et pas plus de visions et de stratégies – qui sont nécessaire pour le développement. On aura aussi besoin de financement et, comme avec Mulungushi dans les années 1920, il devra venir probablement du secteur privé. Il faudra que l'investissement soit remboursé dans la durée, et avec profit.

Pour mettre en œuvre les bonnes idées, un peu de « l'esprit d'entreprise » et de l'ardeur de Mulungushi qui produisirent un exploit d'ingénierie dans une vallée inaccessible il y a 90 ans, ne serait pas superflu aujourd'hui.

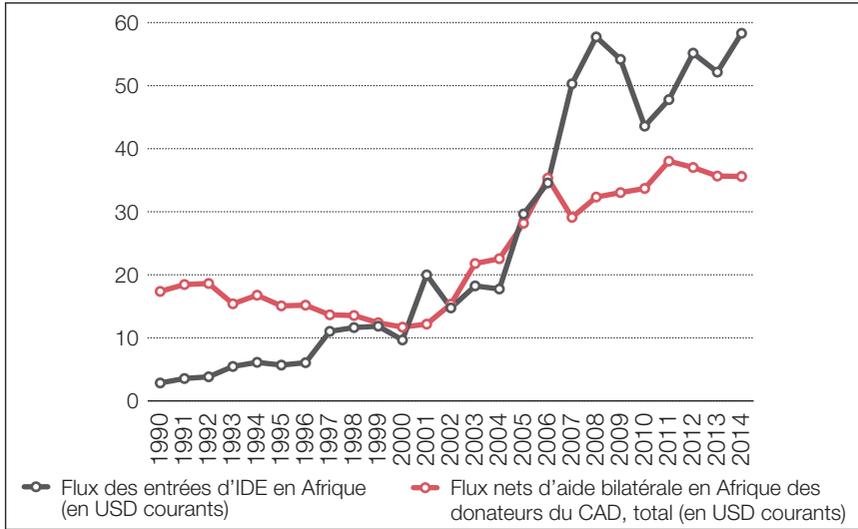
Le problème des ressources africaines

Jusqu'à récemment, les donateurs d'aide étaient considérés comme le principal moyen pour développer l'Afrique. Cet argument a été avancé au sommet du G8 de Gleneagles en 2005 quand, mené par Tony Blair et Gordon Brown, un appel a été fait (et entendu) de doubler le flux d'assistance officielle de développement au continent. En 2014, le flux net global d'aide a atteint 161 milliards de dollars, alors qu'il était de 60 milliards de dollars en 2000 et de 35 milliards de dollars en 1980.⁵ En 2016, l'Afrique a reçu 40 milliards de dollars d'aide annuelle, plus du double du montant de 2000.⁶

Nous avons beaucoup appris sur l'octroi d'aide pendant le dernier quart de siècle. Depuis 2000, les donateurs ont dépensé plus de 5 milliards de dollars en Afrique. Un montant analogue avait été dépensé en Afrique pendant la Guerre froide, mais une grande partie de cette somme avait été dépensée pour des raisons d'intérêts stratégiques des grandes puissances et de loyauté perçue, comme dans l'ex-Zaïre, sur les clients soviétiques plutôt que pour le développement.⁷

Immédiatement après la Guerre froide, l'aide au développement a été donnée avec des conditions renforcées. Ces conditions sont devenues rapidement une source de conflit avec les gouvernements nationaux. La tendance vers le « soutien budgétaire » a suivi, où les donateurs permettaient à certains gouvernements de contrôler et de verser les dépenses de l'aide

Figure 9.1 : IDE et flux d'aide à l'Afrique (en millions de dollars courants), 1990–2014



Source : Comité d'Assistance au Développement de l'OCDE, « Distribution géographique des flux financiers aux pays en voie de développement », Rapport de Coopération au Développement, et base de données des statistiques internationales de développement, www.oecd.org/dac/stats/idsonline; <http://unctadstat.og/wds/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=96740>

directement dans leurs budgets. Cette approche à eu plus ou moins de succès dans l'amélioration de la gouvernance, et dans certains cas, il y a eu un retour au financement direct des projets en raison de plusieurs fautes comptables et de défaillances de supervision. Bien que le soutien budgétaire ait réduit considérablement les coûts de transaction des donateurs et amélioré l'harmonisation des dépenses, cela a eu au mieux des résultats incertains sur la réduction de la pauvreté.⁸

Cependant, le bilan général est médiocre. Comme Daron Acemoglu et James A. Robinson l'ont noté : « l'idée que des contributions importantes peuvent remédier à la pauvreté a dominé la théorie du développement économique – et la pensée dans beaucoup d'agences d'aide internationale et de gouvernements – depuis les années 50. Et quels ont été les résultats ? En fait, pas bon du tout. Au cours des six dernières décennies des millions de personnes ne vivent plus dans des conditions d'extrême pauvreté dans le monde, mais cela n'a presque rien à voir avec l'aide étrangère. C'est plutôt dû à la croissance économique en Asie qui a reçu peu d'aide ».⁹

Il n'est donc pas surprenant que depuis 2000 un certain nombre de changements et de défis sont apparus dans le modèle d'aide occidentale à l'Afrique. Le plus important c'est l'arrivée de la Chine.¹⁰ Si l'on utilise une large définition du mot aide (y compris l'assistance financière pour des projets), la Chine et les USA ont fourni respectivement 94,3 milliards de dollars et 107,9 milliards de dollars de 2000 à 2013. (Cela sera examiné plus loin).

Une autre tendance a été la capacité des pays africains eux-mêmes de générer le financement du développement en émettant des titres de créance.¹¹ En 2014, 21 pays africains avaient des notations internationales de crédit, plus du double de ce qu'ils avaient dix ans plus tôt. Les économies africaines ont pu accéder à des fonds internationaux qui cherchaient des investissements à rendement plus élevé dans les économies émergentes, une tendance qui s'est intensifiée après la chute des taux d'intérêt dans les économies industrialisées après la crise financière de 2008. En 2014 par exemple, il y a eu de nouvelles émissions obligataires de la Zambie, du Kenya, de la Côte d'Ivoire, d'Afrique du Sud, du Sénégal et du Ghana, qui entre ces pays, ont recueilli plus de 7 milliards de dollars, portant le total cumulé recueilli depuis 2006 à 25,8 milliards de dollars.

Les émissions d'obligations ne sont pas la seule source de « nouveaux » capitaux pour l'Afrique. Il y a eu une hausse constante dans les flux d'IDE, de 6,3 milliards de dollars en 2000 à 42 milliards de dollars en 2013.¹² De même, il y a aussi des intérêts croissant dans les capitaux privés. Le Groupe américain Carlyle, par exemple, a obtenu en 2014 presque 700 millions de dollars pour son premier fonds d'Afrique subsaharienne. Il y a d'autres intérêts analogues sur tout le continent, allant du ciment aux fleurs et au secteur bancaire.¹³

Le flux accru d'envois de fonds de la diaspora africaine est une tendance de financement correspondante. Officiellement, ces paiements s'élèvent à 40 milliards de dollars, mais pourraient atteindre 160 milliards de dollars, ou un vingtième du PIB continental, étant donné qu'environ 75 pour cent de tous les transferts sont hors du système bancaire formel. Par exemple, le quart des 6 millions d'Erythréens vit à l'étranger et renvoie environ 38 pour cent du PIB. Une famille Erythréenne sur trois dépend des transferts de fonds, alors que les trois quarts reçoivent au moins un type de virement.¹⁴ En général, plus le pays est petit, plus grande est la dépendance des envois de fonds mesurés en

pourcentages du PIB. Le Cap Vert, qui est à 34 pour cent, le Liberia (26 pour cent) et le Burundi (23 pour cent) sont parmi les plus dépendants.

Bien que les dirigeants aient souhaité développer de nouvelles sources d'entrées de capitaux, on est également plus conscient des systèmes de gouvernance qui permettent les sorties illicites de capitaux.

La commission de haut niveau de l'UA sur les flux de capitaux illicites a calculé, par exemple, que le continent perdait plus de 50 milliards de dollars en sorties illicites de capitaux en raison de stratagèmes frauduleux par les entreprises comme par les gouvernements afin d'éviter les paiements d'impôts. Ce chiffre, dit la commission, a presque triplé depuis 2000. En tout, on calcule que le continent a perdu illégalement environ 850 milliards de dollars entre 1970 et 2008, y compris 217,7 milliards de dollars du Nigeria et plus de 81,8 milliards de dollars de l'Afrique du Sud. Ces flux de capitaux résultent de « la mauvaise estimation des coûts commerciaux, des paiements entre les sociétés mères et leurs filiales, et des mécanismes de transfert de bénéfices destinés à cacher les revenus », note l'étude.¹⁵

L'existence de paradis fiscaux facilite ces fuites de capitaux. Cependant, ce sont les faibles systèmes de gouvernance en Afrique et le manque de confiance dans les politiques et dans l'état de droit qui sont les catalyseurs de ces flux de capitaux. Il est très difficile pour les gouvernements de s'attaquer à ces principes fondamentaux.

C'est la manière d'utiliser les capitaux de l'aide qui sépare le succès du développement des échecs. Le Vietnam est un exemple de développement réussi.

La bonne utilisation de l'aide : les leçons du Vietnam

S'il y a un pays qui avait une excuse pour ne pas se développer, c'est bien le Vietnam. Détruit par des guerres successives pendant des centaines d'années avec la Chine, le Japon, la France et les Etats-Unis, divisé par le colonialisme et soumis à des systèmes administratifs étrangers, un pays montagneux et accidenté avec des voisins difficiles, divisé ethniquement et voué dogmatiquement au socialisme, le Vietnam devrait être l'un des pays le plus pauvre au monde.

Après la réunification en avril 1975, le gouvernement a perdu une décennie avec des politiques socialistes, telles que la collectivisation de l'agriculture,

ce qui a résulté en une famine et l'effondrement économique. Le Vietnam a commencé ses réformes dans les années 1980, en permettant aux fermiers, au début du processus de *doi moi* (rénovation), de garder une partie de leur production.

Au milieu des années 1990, quand son programme de réforme *doi moi* venait de s'installer, la plus part des industries étaient contrôlées et dirigées par l'Etat, et la majorité des avions de sa compagnie aérienne nationale étaient d'origine soviétique (ce qui est à éviter dans son propre intérêt). Bien que les motos aient commencé à se populariser, la plupart des gens se déplaçaient encore à pied et dans des charrettes, et aussi dans des voitures poussives des pays de l'Est, des tricycles motorisés, des autobus cachant de la fumée et des trains à vapeur. Le pays était pauvre, avec des conditions de vie difficiles et un faible niveau de vie.

Vingt ans plus tard, le pays était pratiquement méconnaissable. Hanoi n'est plus austère et Ho Chi Minh City a retrouvé son statut de grande cité d'Asie. Malgré une multitude de problèmes, tels qu'une infrastructure bancaire, l'inflation et la surchauffe financière, le Vietnam a été pendant les deux dernières décennies le pays à la croissance économique la plus rapide au monde, avec une croissance moyenne du PIB de 8 pour cent de 1990 à 1997, 6,5 pour cent de 1998 à 2003 et de plus de 5 pour cent depuis 2004, en dépit des difficultés périodiques mondiales.

Ce n'est pas comme si le pays avait oublié son histoire difficile. C'est plutôt que les Vietnamiens ont réussi à mettre leur passé derrière eux et choisi de regarder en avant. Son redressement, autant à cause de ses propres échecs que de la guerre elle-même, contient beaucoup de leçons pour les autres pays qui essaient de faire la même chose.

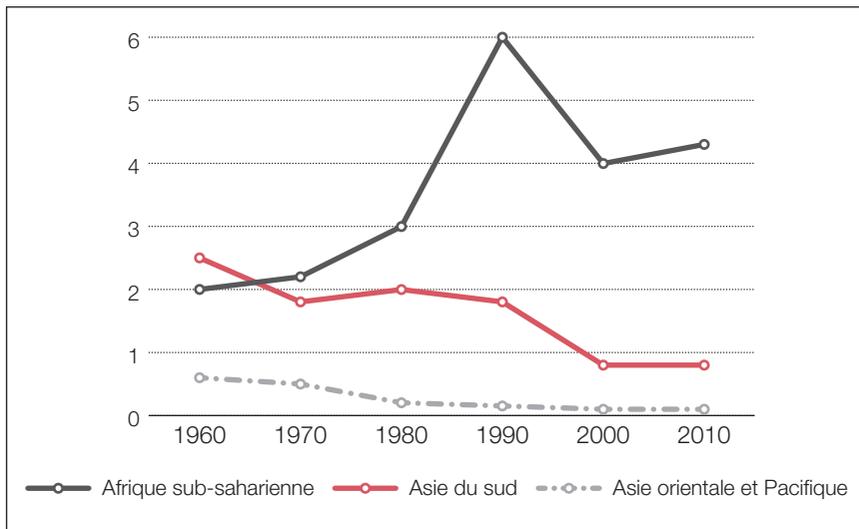
Saisissant l'occasion, la nature superindustrielle et l'esprit d'entreprise des Vietnamiens ont fait surface comme dans d'autres domaines si on leur en donne l'occasion. De 1990 à 2005, la production agricole de Vietnam a presque doublé, le faisant passer d'importateur net de nourriture au rang de deuxième plus grand exportateur de riz. Bien que le café ait été introduit par les colons français au milieu du XIX^{ème} siècle, l'industrie a déperissé en raison de la guerre et de la planification centrale. A la suite du *doi moi*, l'introduction de l'entreprise privée a eu pour effet une hausse de croissance dans l'industrie. En 2000, comme indiqué au chapitre 4, partant de presque rien, le Vietnam était devenu le deuxième plus grand producteur de café au monde après le Brésil,

avec une production annuelle de 900 000 tonnes. En 2010, la production de café avait dépassé 1,1 million de tonnes, venant en deuxième place après le riz pour la valeur des exportations.

Les produits à base de poisson, les noix de cajou, les textiles et les industries électroniques étaient aussi en plein essor. Le secteur des vêtements, à lui seul, a créé un million d'emplois depuis 2010.

Bien que l'aide ait joué un rôle dans cette régénération, c'est une question de mobilisation de toutes les sources possibles de capital national et étranger.

Figure 9.4 : Aide au développement officielle nette reçue (% du revenu national brut), 1960–2010



Source : Aperçu de l'Aide au Développement de l'OCDE, Statistiques par Région, Africa 2015 édition, 5, <http://www.oecd.org/dac/stats/documentupload/2%20Africa%20-%20Development%20AidAid%20at%20a%20Glance%202015.pdf>

Le Vietnam a reçu une aide extérieure considérable au cours des 40 dernières années. Pendant la période soviétique, de 1975 à 1989, on estime à 1 milliard de dollars l'aide reçue. Comme dans toutes ces expériences d'économie centralisée, c'était jeter de l'argent par les fenêtres, et cela a échoué lamentablement, au moins si le but était de développer le Vietnam (plutôt que de le garder idéologiquement et stratégiquement « on side »). Avec l'avènement du *doi moi*, de 1993 à 2004, le Vietnam a reçu au total 14 milliards de dollars en aide officielle au développement, surtout de

l'Asie, des Etats-Unis, d'organismes multilatéraux (en particulier la Banque Mondiale et la Banque asiatique de Développement) et des pays membres de l'UE – environ la moitié de ce qui avait été promis. Au cours des années 2000, le montant annuel promis a plus que doublé de 2,5 milliards de dollars au début de la décennie à plus de 6 milliards de dollars en 2008.

Les donateurs font remarquer que l'impact de l'aide a été beaucoup plus important au Vietnam en raison l'appropriation locale et de l'orientation sectorielle. Dans les 15 ans qui ont suivi 1993, par exemple, le secteur le plus important de dépenses était celui des transports (28 pour cent), suivi par l'énergie (22 pour cent).¹⁶

Même ainsi, l'aide n'a jamais été considérée comme le moyen principal de développement. Prenez un journal de langue anglaise au Vietnam et vous trouverez probablement des listes détaillées du volume et du type d'IDE par pays et secteur. On y trouvera aussi des listes des programmes d'investissements privés possibles dans les projets d'infrastructure. Les volumes d'IDE sont passés quasiment de zéro en 1990 à une moyenne annuelle de 10 milliards de dollars en 2015.¹⁷ L'aide est utile au Vietnam car elle complète plutôt que supprime les programmes du pays.

Un déferlement d'argent ne peut pas surmonter la faible gouvernance

Les donateurs traditionnels ont un bilan mitigé lorsqu'il s'agit d'améliorer la gouvernance et en fait, ils peuvent parfois aggraver les problèmes, comme c'est le cas au Mozambique.

Le Mozambique a longtemps été considéré comme un exemple de réussite par les bailleurs de fonds. A la suite de son indépendance chaotique du Portugal en 1975, le pays d'Afrique orientale était l'un des principaux bénéficiaires de l'aide des pays soviétiques et des pays de l'Est, principalement sous forme d'équipement, et d'aide humanitaire et de développement de l'Occident. Au cours des années 1990, avec la fin de la guerre civile en 1992 et l'instauration de la démocratie, l'aide occidentale a augmenté énormément et a même doublé, passant d'un peu plus de 1 milliard de dollars au moment des élections démocratiques en 1994 à 2,3 milliards de dollars en 2013.¹⁸

En 1994, dévasté par le conflit politique prolongé et la mauvaise gestion économique, le Mozambique était officiellement l'un des pays les plus

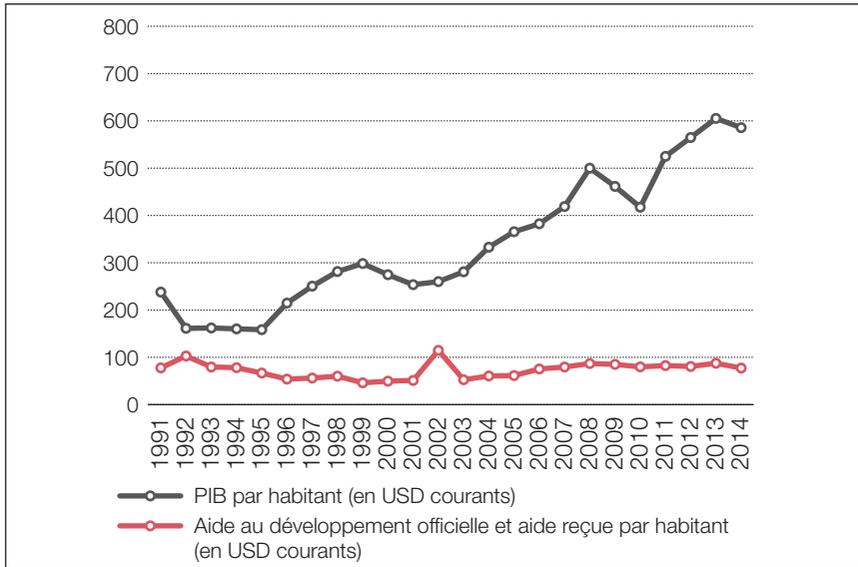
pauvres au monde, avec un revenu par habitant de tout juste 160 dollars.¹⁹ A la fin de la guerre civile, pendant les années 1990 et 2000, le PIB du Mozambique a connu une croissance spectaculaire de plus de 7 pour cent par an. Sa population a aussi augmenté de 80 pour cent pendant cette période, de 15 millions en 1995 à plus de 27 millions vingt ans plus tard.

A la fin de la première décennie des années 2000, le Mozambique se portait bien. En 2012, la monnaie nationale, le metical, était la plus performante au monde contre le dollar, tandis que les investissements affluaient. Même les citoyens portugais qui avaient fui le pays en masse après l'indépendance en 1975, revenaient doucement à l'ancienne colonie en quête de meilleures perspectives et pour échapper aux problèmes économique de l'Europe.²⁰

Le développement des gisements de charbon dans la province de Tete et les découvertes de gisements de gaz dans le nord au large des côtes a fait la une des médias avec des titres comme « une découverte massive de gaz transforme un coin perdu du Mozambique en Eldorado »²¹ et « La fortune pour le Mozambique, autrefois le grand invalide de l'Afrique ».²² Selon Standard Bank, on prévoyait que le gaz ajouterait 39 milliards de dollars à l'économie au cours des 20 prochaines années, haussant le PIB par habitant d'environ 650 dollars en 2013 à 4 500 dollars en 2035, créant en même temps 700 000 emplois.

Cependant en 2015, les choses se sont de nouveau gâtées pour le Mozambique. La cause immédiate de la crise a été la cessation de l'aide du FMI, de la Banque mondiale et d'autres mécanismes de financement quand les donateurs ont découvert que le Mozambique n'avait pas déclaré des prêts de plus d'un milliard de dollars qui avaient été contractés par des entreprises associées à l'Etat. En 2013, le Crédit Suisse avait levé 500 millions de dollars au nom de l'Empesa Moçambicana de Atum, une société publique de pêche au thon établie à la hâte. La banque russe Vneshtorgbank a levé encore 350 millions de dollars, supposément pour acheter une flotte de bateaux de pêche. Mais une fois que ces fonds ont été collectés, ils ont été détournés pour d'autres achats, tels que des vedettes rapides pour la garde-côtière, tandis que l'industrie de la pêche n'était presque pas opérationnelle. Les prêts ont amené la dette du Mozambique à près de 10 milliards de dollars alors que son PIB était inférieur à 16 milliards de dollars.²³

Figure 9.2 : Mozambique – Aide et PIB par habitant (en USD actuels), 1985–2020



Source : Données des comptes nationaux de la Banque mondiale et dossiers des données des comptes nationaux de l'OCDE ; Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, Distribution géographique des flux financiers aux pays en développement, Rapport de Coopération au Développement, et Base de données des statistiques de développement international, www.oecd.org/dac/stats/idsonline

A la révélation des dettes le metical a plongé de presque 40 pour cent (la chute la plus spectaculaire survenue à une monnaie d'Afrique à part le kwacha de la Zambie), en dépit du fait que la banque centrale ait dépensé en vain 1 milliard de dollars de ses réserves pour sa défense.²⁴ En 2015, le gouvernement a dû avoir recours au contrôle des changes pour préserver ses réserves. Avec la plupart de ses dettes en dollars, le krach a rendu intenables les obligations extérieures du Mozambique. La crise économique était si grave qu'en juillet 2016 le Ministère des Finances du Mozambique a suspendu le budget national compte tenu « du contexte macroéconomique national et international défavorable ». Auparavant, et pour souligner la gravité de la crise, l'agence de notation Moody's avait rétrogradé le Mozambique « d'un modeste B2 à un lamentable B3 ».²⁵

Pour quelle raison, avec toutes ces ressources et potentiel économique les choses se sont-elles gâtées pour le Mozambique ? Finalement l'échec était dû à une mauvaise gouvernance et de faibles institutions. L'histoire soulève des questions sur l'efficacité de l'aide extérieure à améliorer la gouvernance et la nature des politiques au Mozambique.

A un certain niveau, la Banque mondiale l'a elle-même admis, la croissance rapide du Mozambique n'a eu qu'un impact modéré sur la réduction de la pauvreté. Ses indicateurs sociaux restent médiocres : le taux d'alphabétisation des adultes est de 56 pour cent et l'espérance de vie à la naissance est de 50,3 ans seulement. Le paludisme, une maladie étroitement liée à la pauvreté et aux faibles institutions, demeure la cause de décès la plus commune, responsable de 35 pour cent de la mortalité infantile et de 29 pour cent des décès dans l'ensemble de la population.²⁶ Malgré sa croissance et son arrogance, le Mozambique reste très bas sur l'indice de développement humain des Nations Unies – 180^{ème} sur 188 pays, avec 55 pour cent de sa population vivant dans la misère.

Certains estiment que l'accroissement des niveaux d'aide au Mozambique a permis une diminution de l'inégalité grâce à l'investissement dans le capital humain, et a agi en catalyseur de croissance. Mais, même pour ses défenseurs, « l'argument que la dépendance de l'aide extérieure au Mozambique affecte négativement la gouvernance est valide et basé sur de bonnes recherches. On observe que l'aide réduit la transparence dans le gouvernement central et met la gouvernance en question ».²⁷

Le Mozambique se trouve à la 133^{ème} place sur 140 dans le Rapport de compétitivité mondiale du Forum économique mondial qui évalue la qualité des institutions, des infrastructures, des systèmes d'éducation, du commerce et d'autres rendements.²⁸

Alors que le pays est fêté dans les capitales de certains bailleurs de fonds pour ses idéaux progressifs, la corruption reste omniprésente au Mozambique, avec en tête les représentants de Frelimo, le parti au pouvoir. Le Mozambique a également une longue histoire de violence politique et, depuis 2014, la propension de Frelimo et de l'opposition, Renamo, de recourir encore aux armes a fait craindre que le processus de paix du Mozambique annoncé de longue date, et qui repose en partie sur le patronage du gouvernement, est moins stable qu'on ne l'avait pensé.

Dans l'indice de perception de la Corruption de 2015 dans Transparency International, il était à la 112^{ème} place sur 168 pays.²⁹ Selon le centre de Ressource anti-corruption, la prévalence de la corruption est « inquiétante pour le public comme pour les donateurs qui soutiennent presque la moitié du budget national. La corruption », constate-t-il, « se manifeste sous différentes formes, telles que la corruption politique, la corruption à

petite et grande échelle, le détournement de fonds publics et un système de patronage bien ancré. Les mécanismes de contrôle sont faibles, étant donné que l'exécutif exerce une forte influence sur le législatif et le judiciaire. La corruption affecte aussi plusieurs secteurs du pays, tels que la police, l'administration publique, le judiciaire et la gestion des finances publiques. »³⁰ Il en résulte qu'une petite élite étroitement liée au parti dirigeant domine l'économie, tandis que le reste ramasse les miettes.

La communauté de donateurs ne semble pas avoir compris la nature de l'économie politique au Mozambique et, plus particulièrement, jusqu'à quel point les membres de la classe politique manipuleront le système dans leur propre intérêt. La rigueur et la solidité des mécanismes de contrôle mis en place avec l'aide des donateurs sont fines comme du papier à cigarette et ne peuvent pas résister aux intérêts personnels des dirigeants du Frelimo, qui semblent agir en toute impunité. Les signes avant-coureurs évidents, tels que les processus d'appel d'offre non transparents, ont été régulièrement ignorés. Trop longtemps, les donateurs ont été volontairement aveugles au manque de reddition de comptes, ou n'avaient pas la capacité de contrôler les mécanismes de gestion des finances publiques du Mozambique. On a mis trop l'accent sur le maintien de relations positives et un « dialogue ouvert », et pas assez sur un examen approfondi de ce qui se passait réellement. Une fois de plus, le Mozambique illustre le défi d'essayer d'importer la gouvernance au moyen d'aide extérieure où les donateurs n'osent pas troubler leurs relations par un langage plus ferme.

La leçon principale tirée du Mozambique est que les ressources et le potentiel ne sont en eux-mêmes pas suffisants. Pour créer un effet positif pour tout le pays, il faut absolument avoir une gouvernance forte, des institutions solides et la transparence. L'économiste Paul Collier a identifié un certain nombre de manières pour mieux utiliser l'aide financière dans les marchés faibles, y compris en subventionnant l'assurance contre les risques politiques et les investissements dans les régions à haut risque mais éventuellement catalytiques.³¹

Ou bien, la solution se trouve peut-être, pour les investisseurs en Afrique – publics ou privés- de faire les choses comme la Chine ?

Les solutions de la Chine ?

Une interview en 2008 avec un conseiller du président français fraîchement élu, Nicolas Sarkozy, a montré les changements et défis auxquels la France doit faire face dans sa politique en Afrique. Quand on lui a demandé ce qui a conduit la politique de la France dans cette région, il a répondu : « Trois chiffres : 4, 14 et 16 milliards ». Quand on lui a demandé ce que cela signifiait, il a répondu que 1,6 milliards était l'estimation de la population en Afrique subsaharienne vers 2020, un marché jeune à croissance rapide ; 14 est la distance en kilomètres du détroit de Gibraltar, qui sépare l'Afrique de l'Europe, « ce qui montre que nous ne pouvons pas ignorer la réalité économique et sécuritaire » ; et 4 était l'âge du président Sarkozy quand son prédécesseur, Jacques Chirac, avait servi pendant la guerre d'Algérie aux côtés (parmi beaucoup d'autres) du Sergent Gnassingbé Eyadéma, qui deviendrait le président du Togo – ce qui montre « le changement de générations depuis l'ancien régime ».

Le conseiller a ajouté : « Et la Chine a souligné tous ces facteurs, en nous montrant que l'Afrique n'est pas seulement un problème à résoudre, mais une opportunité commerciale à saisir ».

On trouve une pléthore de littérature sur le rôle changeant de la Chine en Afrique.³² Par exemple, dans *Continental Shift: A Journey into Africa's Changing Fortunes*,³³ les auteurs Kevin Bloom and Richard Poplak sont favorables au nouveau rôle de la Chine, comme négociateur, acheteur de matières premières et fournisseur d'infrastructures, et moteur principal de changement en Afrique. Sans doute, depuis la montée de la Chine dans les années 1990, quand son commerce annuel avec l'Afrique s'élevait à moins de 5 milliards de dollars, elle a injecté plus de fonds en Afrique, éveillé l'intérêt, fourni des infrastructures bien nécessaires et stimulé et multiplié le commerce par vingt.³⁴

Il faut bien dire que les entrepreneurs et hommes d'affaires chinois sont prêts à aller dans des endroits et à travailler dans des conditions que peu de gens en occident voudraient envisager. Si vous allez au fin fond du Cap Horn, vous y trouverez un entrepreneur chinois – en train de bitumer le col sinueux allant d'Asmara à Keren en Erythrée, ou de construire de nouvelles routes, ponceaux et ponts à Lalibela en Ethiopie. Mais ces progrès apparemment incontestables peuvent, en l'absence de gouvernance, avoir un prix. La RDC,

classée par la Banque mondiale en 2014 au 5^{ème} rang des pays les plus pauvres au monde (avec un PIB annuel par habitant de 442 dollars),³⁵ est aussi jugé comme les plus riches en minéraux, avec des réserves estimées à 24 billions de dollars. La RDC possède les ressources en cuivre les plus riches, la moitié du cobalt mondial (utilisé pour les aciers et alliages spéciaux, tel que dans les réacteurs et les turbines à gaz, les aciers magnétiques et inoxydables, et les outils de coupe), 80 pour cent des réserves mondiales de tout le coltan connu (utilisé dans les téléphones mobiles et autres appareils électroniques personnels). Le pays est aussi le cinquième producteur principal de tungstène et le sixième d'étain.

En Septembre 2007, le gouvernement congolais a annoncé une transaction de 9 milliards de dollars, plus que tout le budget national, avec deux entreprises publiques chinoises selon laquelle 3 milliards de dollars seraient investis dans les mines et 6 milliards de dollars seraient utilisés pour les infrastructures. En échange, la société Corp Sinohydro de Chine et la China Railway Engineering Corp recevraient une participation de 68 pour cent dans une coentreprise avec Gécamines, le prospecteur de cuivre public congolais, et des droits dans deux grandes concessions de cuivre et de cobalt.³⁶ Après que le FMI et des ONG locales aient fait des objections sur le manque de transparence et exprimé leur inquiétude sur le fait que la transaction accablait la RDC de dettes insoutenables, elle a été ramenée à 6 milliards de dollars en 2009, avec la moitié attribuée au développement minier et l'autre moitié aux projets d'infrastructures tout en supprimant la garantie souveraine qui couvrait le prêt minier. L'ONG anti-corruption Global Witness a calculé que la Chine avait reçu une concession de 10 millions de tonnes de cuivre et de 600 000 tonnes de cobalt en échange de la construction de 2 400 miles de routes et 2 000 de rails, 145 cliniques médicales, 32 hôpitaux, deux universités, des projets de transport d'électricité et deux barrages hydroélectriques. Au moment de la signature, on estimait que les mines produiraient dans les 120 milliards de dollars en revenus, ou 11 fois le PIB de la RDC. Le FMI a pu faire pression, étant donné qu'il était en train de négocier un allègement de la dette de 12,3 milliards de dollars avec la RDC qui a été finalement signé en juin 2010. Il ne voulait pas que les Congolais fassent de nouvelles dettes au moment où elle annulait la dette. L'Exim Bank de Chine, le financier de la transaction, s'est retirée en 2010, après que sa demande de reprendre une participation de 32 pour cent des

parties congolaises et de raccourcir la période de remboursement à moins des 25 ans initiaux n'ait pas été remplie, et aussi parce qu'il y avait de la zizanie entre les différentes sociétés chinoises. Le projet a repris en 2014, après une longue série de négociations.

A certains égards toutefois, la Chine n'est pas très différentes des autres investisseurs et donateurs. D'abord, elle s'inquiète, tout comme les autres acteurs, de recevoir un rendement sur l'argent investi. En fait, le programme chinois de ressources pour l'infrastructure et les autres accords d'aide partielle en Afrique suggèrent que, contrairement aux bailleurs de fonds occidentaux, la Chine est encore plus préoccupée par la rentabilité. En fait, l'IDE chinois va de pair avec la stabilité politique. Ce n'est pas pour rien que l'Afrique du Sud est le plus grand bénéficiaire d'investissements chinois sur le continent. Naturellement, « l'investissement de la Chine est plus visible dans les pays pauvres qui ont un mauvais bilan en matière d'état de droit (tels que l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République Démocratique du Congo, l'Erythrée, la Guinée et le Zimbabwe) parce que la Chine a investi dans ces pays tandis que les investissements occidentaux les ont évités ».³⁷

Finalement, la plus grande difficulté dans les relations entre la Chine et l'Afrique n'est pas la nature de l'engagement de la Chine, ou si ses normes de gouvernance respectent les normes occidentales, mais si ses partenaires africains peuvent conclure des accords qui garantissent une rentabilité optimale, profite à leur économie et ont les capacités nécessaires pour leurs industries locales. La Chine s'inquiète comme les autres donateurs et investisseurs car pour que les investissements réussissent il faut encourager le développement des compétences locales, des institutions de gouvernance, et trouver le moyen de réduire les risques inhérents aux investissements en Afrique.

Diminuer les risques en Afrique : une interview avec Donald Kaberuka

Donald a été élu Président de la Banque africaine de Développement en 2005, où il a rempli deux mandats qui ont pris fin en septembre 2015.³⁸

« Il a pris la présidence au moment de la Commission de Blair sur l'Afrique et du sommet du G8 à Gleneagles. La philosophie à cette époque était : 'pouvons continuer dans la même veine' en doublant l'aide à l'Afrique,

en annulant la dette etc. Il n'y avait pas de changement de paradigme, malgré la bonne volonté de Blair et de Bush.

« En même temps, je ne croyais pas qu'on doublerait l'aide à l'Afrique. Je n'étais même pas convaincu que ce serait une bonne chose. Au lieu de cela j'essayais de trouver un moyen de retourner l'aide pour jouer le rôle de levier sur les capitaux privés. Cependant, pour réaliser cet objectif je devais amener la banque à mettre l'accent sur la croissance du secteur privé plutôt que sur la réduction de la pauvreté. Pour cela il fallait que trois choses se produisent. Premièrement, nous devons diminuer le coût lié à la conduite des affaires. Deuxièmement, nous devons aborder le profil des risques du continent. Et troisièmement nous devons accélérer l'intégration économique.

« Cela demandait de promouvoir les programmes d'infrastructure, de mettre la gouvernance au centre de tout, et d'améliorer les réseaux d'infrastructure transfrontaliers en réduisant les obstacles non tarifaires et en facilitant la circulation des marchandises. Nous avons un proverbe qui dit « l'argent ne suffit pas ». Il faut un gouvernement plus avisé.

« Cela demande aussi de prêter autant d'argent aux entreprises qu'au gouvernement. Lorsque je suis entré en fonction, le coefficient de prêt était de dix contre un : 3 milliards de dollars au gouvernement contre 300 millions de dollars au secteur privé. Cependant, il était très difficile de vendre ce changement, étant donné que l'accent était sur la réduction de la pauvreté, et la lutte contre le VIH/Sida. Pour y arriver il me fallait des alliés. Les gens de l'administration Bush m'ont aidé de même que la Secrétaire du Développement international du gouvernement Blair [Hilary Benn]. Il était important également d'obtenir un siège pour l'Afrique du Sud au Conseil de la banque, pour mettre à profit le poids et la puissance de l'Afrique du Sud, et l'aide de Trevor Manuel [le Ministre des finances].

« A présent les prêts de la Banque au secteur privé sont de 4 milliards de dollars par an. Une quarantaine de fonds de placement privés sont impliqués. Il y a un nouveau fonds pour les infrastructures en Afrique, complétant nos gros efforts sur l'infrastructure, qui a vu un investissement de 28 milliards de dollars, y compris 12 milliards de dollars pour les seuls transports. Sur l'intégration, nous avons réussi à relier les pays africains entre eux par des routes et l'électricité, hormis la région de la rivière Mano (en Afrique occidentale) et avec des ponts à Kazungula [de l'autre côté du Zambèze], entre Kinshasa et Brazzaville, et entre la Gambie et le Sénégal.

« Ainsi, nous sommes passés du statut d'une ONG importante mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté à celui de bailleur de fonds axé sur la croissance du secteur privé. Si nous n'avions pas fait cette transition, nous nous serions enlisés dans de petits projets qui auraient pu être réalisés par des organisations comme Oxfam ».

Et qu'en est-il des échecs ? – « Nous n'avons pas réussi à développer une coopération autour des solutions technologiques, en raison des rivalités nationales. Si je devais le refaire, je donnerai le même poids à la promotion de la gouvernance et les choses physiques que nous avons construites, étant donné que la gouvernance fait bouger les choses automatiquement. C'était évident au Soudan du Sud, où le matin où les combats ont éclaté, j'avais obtenu une autorisation du Conseil pour un projet d'électrification de 25 millions de dollars. De même, bien que j'étais le premier président de la banque à mettre les pieds en RCA [République centrafricaine], le conflit s'est étendu ». *Que dites-vous du gouffre entre la liste de projets et leur viabilité financière en Afrique ?* – « Le problème n'est pas technique, mais plutôt politique, par exemple, sur la question de savoir si vous permettez des producteurs d'électricité indépendants en soi. Les projets ont besoin de faire diminuer les risques dès la phase initiale, ce qui demande une grande quantité de volonté politique, du capital patient et des réponses techniques. Souvent, ce n'est pas un problème de nouveau financement, mais c'est de mettre en route les projets pour lesquels les fonds sont disponibles, mais qui stagnent ».

Quel est la plus grande leçon apprise au cours de vos dix années à la banque ? – Il est possible d'établir des institutions africaines si l'on a un programme et qu'on trouve le moyen d'éviter les goulots d'étranglement et de ne pas devenir une autre bureaucratie consommatrice de budget ».



Le rendement du capital investi en Afrique est bien connu pour être au-dessus des normes du marché. Une étude des sociétés cotées en bourse qui ont opéré en Afrique de 2002 à 2007, la plupart dans les secteurs de la manufacture et des services, a trouvé que leur retour moyen sur capital était environ des deux tiers plus élevés que celui des sociétés comparables en Chine, en Inde, en Indonésie et au Vietnam.³⁹

La raison en est que les niveaux de risques perçus ne soutiennent pas ceux qui offrent des rendements inférieurs ou ceux qui sont étalés sur une

plus longue période. « A présent, la concentration des investissements est dans l'échéance à court terme », note la Banque mondiale. Cela reflète la réticence « des investisseurs » de s'engager dans des secteurs tels que l'infrastructure, où les rendements s'étalent sur une plus longue période or, le taux de rendement sur les investissements étrangers est plus élevé en Afrique que dans n'importe quelle autre région en développement ». ⁴⁰ Autrement dit, comme l'a noté un analyste, « les rendements sont en fonction des risques ». ⁴¹ Les investisseurs parlent avec inquiétude des niveaux de préoccupation – perçus ou réels – sur la corruption, les taxes arbitraires et les changements des régimes fiscaux, l'instabilité de la politique et l'absence de processus net et de calendrier réaliste pour le redressement judiciaire quand tout va mal. « Au Ghana et au Nigeria, dit un spécialiste du gaz et du pétrole basé à Londres, « nous prévoyons de perdre 70 pour cent et 80 pour cent, respectivement, dans notre modélisation de LGD [perte en cas de défaut] ⁴², comparé à environ 2 pour cent au Royaume-Uni. Ceci », déclare-t-il, « reflète le haut niveau de risques en Afrique. » ⁴³

La diminution des risques sur les investissements en Afrique exige une politique et une stabilité réglementaire, la clarté sur l'Etat de droit et des mesures pour obtenir réparation. Cela passe par une relation ouverte sans confrontations entre le secteur des affaires et le gouvernement. Cela implique aussi une évaluation profonde, indépendante et objective des risques potentiels.

Conclusion : Maitrise des risques et mobilisation des ressources.

L'éternelle question pour l'Afrique a été de savoir s'il y avait assez d'argent pour le développement ? En fait c'est la mauvaise question. La vraie question à poser est que, étant donné les fonds colossaux disponibles, est-ce que les pays d'Afrique ont la rigueur de gouvernance, les institutions et l'état de droit nécessaires pour pouvoir utiliser efficacement l'argent disponible Il y a un certain nombre de contraintes clés pour mobiliser les capitaux en Afrique. Pendant les années 2000. l'intérêt dans les investissements en Afrique était dû à une combinaison du prix des matières premières, des taux comparativement bas de rentabilité à d'autres endroits, le désir de rapporter de bonnes nouvelles du continent, et l'orgueil occasionnel de surmonter

de mauvaises données, ou leur absence, et de se fier au contraire à des preuves anecdotiques. Cependant, à la suite du ralentissement des matières premières, les bailleurs de fonds ont été de moins en moins disposés à prendre des risques sur le continent. Par exemple, les transactions de capital –investissement en Afrique sont tombées de 8.1 milliards de dollars en 2014 à 2,5 milliards de dollars en 2015.⁴⁴

La crainte de rater le boom africain et le désir d’avoir une bonne histoire à raconter sur le continent ont récemment été remplacés par les préoccupations de savoir à quel point les choses ont vraiment changé dans les années 2000, et si les produits du boom économique ont été surtout utilisés pour être redistribués aux élites plutôt que d’être investis dans la population et les infrastructures. Cela est aggravé par les (grandes) attentes des vendeurs d’actifs africains, qui n’ont pas tenu compte de la chute des matières premières, ce qui reflète en partie le rôle et le coût des banques africaines, qui dans des cas notables sont aux prises avec des prêts non productifs qu’elles hésitent à rayer de leurs livres. Finalement, les difficultés à investir ont été augmentées par la pénurie de devises et l’absence, en général, d’un régime politique stable.

Les sérieux défis de gouvernance de la plupart des pays d’Afrique rendent difficile l’élaboration d’un dossier d’investissement convaincant. De ce fait, bien que le capital potentiel disponible à investir soit élevé, très peu a été utilisé pour produire des résultats évidents. Et bien que beaucoup de pays d’Afrique aient aussi la capacité de recueillir des fonds internes importants, ils n’ont pas pu le faire parce que leurs systèmes bancaires sont sous-développés.

D’autre part, le milieu africain des affaires est généralement pauvre en termes de données, ce qui entrave l’octroi de crédits. Cela reflète le petit nombre d’entreprises cotées en bourse et le manque relatif de liquidité. Sur les 21 bourses dans l’Association africaine des Bourses de Valeurs, la Bourse sud-africaine en 2013 a représenté 1,1 milliard de dollars de la capitalisation totale du marché de 1,6 milliards de dollars.⁴⁵ Comparez cela, par exemple, avec la valeur de l’Alternative Investment Market de Londres (pour les plus petites sociétés en croissance) qui a 1 000 sociétés cotées avec une capitalisation boursière de 100 milliards de dollars.

Par conséquent, une stratégie de réduction des risques pour les investisseurs dans le secteur des affaires en Afrique doit tenir compte des points suivants :

- Diligence requise : que peut-on trouver sur les acteurs clés ? Dans quelle mesure leur modèle commercial dépend-il de transactions entre apparentés-c'est à dire de leurs contacts politiques?
- Qualité de l'équipe de gestion locale : Quelles sont leurs compétences, et de quoi a-t-on besoin ? Sont-ils ouverts sur leurs relations avec le gouvernement, et sur les possibilités de corruption ? Dans quelle mesure a-t-on besoin d'avoir une équipe extérieure sur le terrain ?
- Relations avec le gouvernement : Dans quelle mesure le gouvernement sera-t-il dépendant des revenus gouvernementaux ? Le gouvernement a-t-il des garanties souveraines en place ? La relation avec le gouvernement dépend-elle d'individus importants et est-elle en danger s'il y a un changement de régime ? De combien d'interfaces a-t-on besoin pour gérer la relation avec le gouvernement ?
- Risques réglementaires et politiques : La politiques est-elle claire ou peut-il y avoir un changement de politique ? Y a-t-il une menace de nationalisation ? Quelle est l'efficacité de la bureaucratie, et quelle est la taille du facteur de contrariété avec le gouvernement ? De combien de licences a-t-on besoin dans ce secteur ? (Plus le nombre est élevé, comme dans la production électrique, plus il y a de dangers de corruption). Y a-t-il une menace de politicaillerie sur la tarification et la propriété au moment des élections?

Etant donné ces préoccupations légitimes des investisseurs, le gouvernement peut aider le processus en simplifiant et en rationalisant la demande d'investissement et le processus d'autorisation, en respectant le droit des contrats dans les délais fixés et en tenant les promesses de s'attaquer à la corruption. Il peut aussi instaurer un système de comptabilité publique qui permette d'évaluer plus facilement l'environnement économique général et de localiser de nouvelles sociétés dans lesquelles on pourra investir.

En général, l'aphorisme « améliorez et ils viendront » n'est pas exagéré pour décrire la relation entre le capital (étranger ou national) et l'environnement économique général. Si les pays prennent les décisions difficiles qui résultent en une bonne gouvernance, l'argent rentrera à flots. Si l'on ne prend pas des décisions difficiles, ou si elles ne sont pas suivies d'actions, aucune somme d'argent de bailleurs de fonds ou d'investisseurs, aussi bien intentionnées soient-elles, n'amèneront la croissance économique

et les emplois nécessaires pour satisfaire la population jeune et croissante du continent.

Cette incertitude – et mauvaise performance – a été amplifiée par l'absence de plans de développement viables et réalistes de la part des gouvernements africains – le sujet du chapitre suivant.

Planifier pour réussir

Une réussite en cinq étapes :

- Utiliser le processus de planification pour montrer qu'il est impératif et urgent de promouvoir la croissance et de créer des emplois.
- Mettre l'accent sur le partenariat du gouvernement avec les entreprises, et non, comme le font beaucoup de plans, sur la primauté du gouvernement.
- Un plan utile dépend d'un ordre de priorité impitoyable, de ressources suffisantes et d'un séquençage minutieux.
- Les gouvernements doivent recruter les personnes disponibles les plus compétentes pour la planification et ailleurs.
- Le rôle des gouvernements étrangers et des institutions doit être circonscrit.

Défis et opportunités : Les pays africains font face à la double contrainte du manque de ressources financières et de l'insuffisance en personnes assez qualifiées pour produire des plans nationaux de développement complexes. Ces insuffisances sont aggravées par la nécessité de gérer des circonscriptions de ratés en raison des choix difficiles. Par conséquent, bien qu'il existe une multitude de plans, le bilan de la mise en œuvre de leurs objectifs demeure faible.

Statistiques clés : Au début des années 70, 32 pays africains avaient élaboré des plans nationaux. Aujourd'hui, plusieurs d'entre eux ont des visions qui projettent une trajectoire entre 2020 et 2035, comme c'est le cas avec Malawi 2020, Cameroun 2035, Gabon 2025 et Côte d'Ivoire 2020. Selon les indicateurs¹ mondiaux de la gouvernance de la Banque mondiale, entre 1996 et 2014, l'efficacité globale des administrations publiques est restée la même. Une enquête Afrobaromètre, réalisée entre 2014 et 2015, qui a ciblé les populations de 32 pays africains, a indiqué que le problème cité comme étant le plus urgent, était le chômage.²

Les noms des rues de Windhoek sont les vestiges du passé difficile de la Namibie – mais témoignent également de son pragmatisme.³

Là où la rue Fidel Castro se croise avec l'avenue Independence (anciennement Kaiser), certains signes indiquent la présence de Christus Kirche, Reiterdenkmal et Alte Fest. Kenneth David Kaunda, Dr Kwame Nkrumah et Nelson Mandela figurent parmi ceux qui ont été honorés et dont les noms ont été attribués aux rues qui reflètent l'histoire de la libération en Afrique, et aujourd'hui, ces derniers forment un panthéon entrecroisé de héros locaux et de colons allemands.

La période coloniale allemande a été courte, elle n'a duré que 30 ans, mais brutale. Elle a engendré le massacre de près de 25 000 à 65 000 Hereros et 1 000 membres de la tribu Namaqua, ce qui représente 50 à 70 pour cent et 50 pour cent de leurs populations respectives. À cela, s'en suivirent 75 ans d'occupation sud-africaine, qui ont eu pour conséquence de perpétuer les modèles coloniaux de privilèges associés à l'identité et à la couleur de la peau. Aujourd'hui, un espace est intentionnellement aménagé pour les cultures allemandes – namibiennes et afrikaners–namibiennes. En dehors des excursionnistes en provenance d'Angola et de Zambie, les Sud-africains et les Allemands constituent la majorité des 1,5 millions de touristes internationaux en Namibie par an. Ils y vont non seulement pour sa beauté naturelle mais également parce qu'ils s'y sentent en sécurité et bienvenus. Il existe encore des écoles allemandes et leurs particularités culturelles sont non seulement tolérées mais également encouragées.

Il y a à peine un quart de siècle, cependant, la Namibie – ou encore l'Afrique du Sud-ouest, terme familier pour certains – ne faisait (souvent) l'actualité que pour des raisons de conflits et d'incapacité à trouver un compromis.

Interviewé à la Présidence,⁴ à l'intersection de l'avenue Robert Mugabe et de l'avenue Laurent-Désiré Kabila, le Président Hage Geingob a précisé que le bilan notable, de stabilité et de prospérité accrue, si peu apprécié, est basé sur un mélange de respect pour la constitution libérale, la démocratie et l'entreprise privée (facteurs mis en exergue au Chapitre 2).

La paix, reconnaît Geingob, n'est que le commencement. « J'ai déclaré la guerre à la pauvreté » dit-il, en admettant cependant que « cela ne signifie pas que nous allons automatiquement éradiquer la pauvreté ».

Nous avons jeté un coup d'œil sur l'analyse SWOT de Namibie. Elle tire ses forces en partie de la stabilité politique et économique d'une population d'à peine 2,3 millions d'habitants, classée comme la 143e plus large au monde, répartie sur un vaste territoire riche en ressources, classé à la 34e place dans le classement mondial. Exportateur de diamants de joaillerie de première qualité et cinquième plus grand producteur mondial d'uranium, le pays est dépendant de l'exploitation minière pour plus de la moitié de ses recettes en devises étrangères et quelques 11,5 pour cent du PIB, bien que le secteur n'emploie que deux pour cent de la main d'œuvre.

L'économie continue de croître. Bien que l'espérance de vie ait diminué à partir de 1991, alors qu'elle était à 61,2 ans, elle est remontée au cours des années 2000 pour passer à 64,7 ans en 2015, témoignant d'un accroissement du revenu réel par habitant de 2 000 dollars américains à 5 210⁵ dollars américains. Comme l'a précisément indiqué le gouvernement, « Pendant la période de l'indépendance, l'économie était très petite et la majorité des individus était exclue de toute véritable activité économique et de toute participation effective dans la société. Le niveau de pauvreté dans certaines régions allait jusqu'à 90 pour cent ... A de nombreux égards, la Namibie à l'époque de l'indépendance et la Namibie d'aujourd'hui sont à mille lieues l'une de l'autre. »⁶

Mais la principale faiblesse, comme le président l'a si bien fait remarquer, est que l'économie n'a pas créé suffisamment d'emplois. Le taux officiel de chômage s'élève à 28 pour cent ; officieusement, il peut s'avérer deux fois plus élevé si l'on inclut les paysans démunis.

En partie, le taux de chômage reflète un accroissement du nombre d'habitants qui s'élevait à peine à 1,4 millions à la période de l'indépendance. La population de Windhoek à elle seule par exemple, est passée d'environ 150 000 en 1990 à 380 000 en 2016.

Pour faire face au rythme de ce taux de croissance démographique et accélérer la croissance de l'emploi, le gouvernement a dû emprunter de l'argent. Le déficit du compte courant a atteint 14,3 pour cent du PIB en 2015. Les déficits successifs des finances publiques ont vu la dette passer d'environ 15 pour cent (du PIB) en 2009 à près de 36 pour cent en 2015, dont une grande partie a été consacrée au secteur public et à l'infrastructure. Par conséquent, la taille de la fonction publique qui emploie plus de 100 000 personnes, est démesurément grande pour un pays de la superficie de la

Namibie. Geingob ajoute que « l'un des facteurs qui contribue à ce scénario est le fait qu'à la période des indépendances, le gouvernement, dans un esprit de réconciliation nationale, a maintenu ces agents publics qui avaient servi sous le régime de l'apartheid, et à ces derniers, a rajouté les groupes qui en avaient été auparavant exclus. »⁷

Geingob est particulièrement préoccupé par la montée du chômage chez les jeunes qui dépasse les 50 pour cent. « Ceci est lié à une croissance économique sans emploi, à la nature et au niveau d'éducation et à l'état d'esprit » indique-t-il. « Nous sommes un pays de demandeurs d'emplois plutôt que de créateurs d'emplois ».

Alors que le chômage constitue à la fois une faiblesse, une éventuelle opportunité et s'il n'est pas bien géré, une menace distincte, la même chose pourrait être dite des relations entre la Namibie et l'Afrique du Sud, dont les liens « culturels et économiques » sont intimement liés, note le président. La Namibie importe plus de 70 pour cent de ses besoins du « Sud » et reçoit près d'un tiers de ses recettes publiques de l'Union douanière de l'Afrique australe administrée par l'Afrique du Sud. « Lorsque 'l'Afrique du Sud éternue', comme le dit l'adage, 'nous risquons tous de prendre froid'. Mais nous investissons également en Afrique du Sud, par le truchement de nos fonds de pension, donc il s'agit d'un partenariat à double sens qui demande de la transparence et de la redevabilité, ce qui équivaut à la confiance. »

Pour continuer à faire avancer les choses, en particulier face à un ralentissement économique, le gouvernement a réagi en élaborant le Plan de prospérité Harambee (qui signifie littéralement « se ressaisir »), qui a été publié en avril 2016.

« Le problème en Afrique en ce qui concerne la planification du développement, c'est le manque de mise en œuvre », déclare Geingob. « Nous avons des idées pleines de sens qui se traduisent en visions et sur du papier glacé, mais elles s'arrêtent là et il n'y a pas de mise en œuvre pour les appuyer et les mener à bien. Nous devons apprendre » comme l'indique l'homme qui a assis une réputation formidable au cours de ses 12 ans en qualité de premier ministre à partir des années 1990, en instituant une éthique de la gestion, « à faire la distinction, à cet égard, entre efficacité et efficacie. Vous pouvez faire preuve d'efficacité en envoyant un courriel pour prendre un rendez-vous, mais il peut ne pas s'avérer efficace – la personne peut ne jamais arriver au rendez-vous. Tant que les biens et les services ne parviendront pas

auprès de notre peuple qui en a désespérément besoin, le gouvernement ne se montrera pas efficace. »

Conçu dans sa première phase étalée jusqu'en 2020, Harambee énonce 15 objectifs et 41 cibles à travers 5 piliers thématiques clés, à savoir : une gouvernance efficace, un avancement économique, une progression sociale, un développement de l'infrastructure et des relations internationales et de coopération.

En s'appuyant sur l'héritage de la stabilité politique de la Namibie, un système judiciaire indépendant, une gestion économique saine et des médias actifs, l'objectif d'Harambee est de faire en sorte que la Namibie devienne « l'économie la plus compétitive d'Afrique à l'horizon 2020 » – et dans ce processus, de réduire le ratio dette / PIB du pays à moins de 30 pour cent.

Il convient au préalable de se concentrer sur les choses qui n'impliquent pas de dépenser de l'argent, comme par exemple, réduire le nombre de jours pour l'enregistrement d'une entreprise, ou revitaliser le marché de l'énergie par la promotion de producteurs d'énergie indépendants. Les cibles spécifiques à atteindre comprennent notamment la construction de 20 000 nouvelles maisons et de 50 000 toilettes en milieu rural à l'échelle nationale au cours des quatre années du plan, et l'assurance que d'ici 2020, 121 nouvelles entreprises appartiendront à des jeunes issus de milieux ruraux.

Avec une petite équipe de conseillers à la Présidence, chargée de la rédaction et de la mise en œuvre du plan, Geingob s'est personnellement engagé à superviser son exécution. « J'ai apparié l'expérience et les qualifications des ministres à leurs portefeuilles dans des limites définies. J'ai identifié des échéanciers fixes et mis en place des contrats de performance. Mais le principal moteur », reconnaît-il, « est la présidence. Si c'était quelqu'un d'autre, cela poserait problème. Si je le fais, alors le gouvernement écoutera ».

Le secteur privé occupe une place centrale dans le plan. En dépit de la rhétorique marxiste de la SWAPO et du fait qu'il existe un groupe de personnes de 40-50 ans qui ont été scolarisées dans différents pays du Bloc de l'Est qui n'existent plus, à savoir, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est et la Yougoslavie, « même les anciens révolutionnaires réalisent que le secteur privé n'est pas l'ennemi, qu'il lui revient, et non pas au gouvernement, de créer des emplois » ajoute le président. C'est de nouveau une question de pragmatisme.

Il admet certes que les priorités sont nombreuses mais réduit ses trois principales priorités à la « création d'une architecture de gouvernance » ; la fourniture de « logements à des prix raisonnables » ; et « la remise en état du système d'enseignement qui inclut l'enseignement professionnel ». Il décrit le système scolaire comme étant « horrible », alors qu'il est nécessaire de briser tous les tabous sociaux. « En raison du contexte de l'apartheid, les gens considèrent le travail manuel comme étant dégradant. Mais nous devons apprendre, de l'Allemagne, et des autres, la valeur du travail manuel. »

Bien que la législation ait été formulée pour un Nouveau Cadre d'Autonomisation économique équitable, stipulant le transfert de 25 pour cent de la propriété des entreprises appartenant aux Blancs à des Namibiens auparavant défavorisés, Geingob rejette celle-ci qu'il conçoit comme étant une mauvaise idée. « Nous savons déjà que cela ne va pas se faire ». Nous ne sommes pas là pour agir contre un groupe. Nous devons apprendre à nous tenir par la main. Nous ne voulons pas envoyer de mauvais signaux aux investisseurs. Au contraire, nous devrions faire preuve d'équité ».

Le Plan de prospérité Harambee a été le sujet de discussions de réunions organisées dans les municipalités de l'ensemble des 14 régions de Namibie. « Nous sommes un pays qui repose sur ses ressources et un grand nombre d'investisseurs viennent ici pour ces [ressources]. Nous devons trouver les moyens d'y ajouter de la valeur, mais pour ce faire, nous devons fournir un environnement propice aux investisseurs ... et ces derniers, en retour, doivent nous aider à faire face aux clivages qui affectent notre société. Il s'agit là d'une responsabilité sociale, car si nous ne le faisons pas, nous en ferons tous les frais ».

La Namibie n'est pas la seule à réaliser qu'elle est responsable de son propre destin. Parmi les leçons tirées des autres pays qui ont réussi à planifier pour le développement, de Singapour au Chili, on retiendra l'importance de s'approprier au niveau local, le problème et la solution, en vue de continuer de mettre l'accent sur la croissance économique, les compétences et l'éducation, et d'attirer l'expertise suffisante, y compris, dans le processus de réforme lui-même, et même de la faire venir de l'extérieur, le cas échéant.⁸ La corruption doit être contrôlée et il doit y avoir une structure administrative capable d'apporter une transformation. A cela s'ajoute le leadership, qui a un rôle crucial à jouer. Comme Yong Ying-l, le secrétaire permanent auprès de la Division des services publics de Singapour, a déclaré de l'ancien premier

ministre de Singapour, Lee Kuan Yew : « C'était un excellent juge de talents, doté d'un leadership magnétique qui attirait des personnes exceptionnelles à travailler avec lui ». Lee a compris l'importance d'être soutenu par un appareil administratif efficace pour mener à bien ses programmes gouvernementaux. Il a personnellement conduit la réforme d'une bureaucratie qui abondait de mandarins nonchalants et complaisants.⁹ Et dans les exemples de réussite comme celle de Singapour, les plans et les actions de l'état étaient guidés par des principes commerciaux plutôt que par des impulsions politiques, notamment depuis que la viabilité exige que ces investissements soient rentabilisés.

Il est essentiel de ne pas définir des objectifs irréalistes. Le Malawi est un exemple perpétuel de cet échec. Par exemple, son projet Vision 2020, préparé en 1998, énonce que : « d'ici à 2020, le Malawi, une nation qui craint Dieu, sera un pays vivant en sécurité, mûr sur le plan démocratique, viable sur le plan environnemental, autosuffisant, offrant à tous l'égalité des chances en vue d'une participation active de tous, doté de services sociaux, de valeurs culturelles et religieuses dynamiques et d'une économie à revenu moyen axée sur la technologie ».¹⁰

En mai 2002, pour réaliser sa vision, le gouvernement a lancé la Stratégie de réduction de la pauvreté. Son évaluation en 2005 a conclu que les ministres et les départements avaient manqué de traduire les activités dans leurs budgets, qu'il y avait une lenteur au niveau de la mise en œuvre du processus de décentralisation et que l'ordre des priorités du plan avait été ignoré dans l'allocation des fonds.¹¹ Inébranlable, le gouvernement a élaboré la Stratégie de croissance et de développement du Malawi (2006–2011) (MGDS I), un document de 265 pages, qui contient 55 pages d'objectifs et 97 indicateurs clés. L'évaluation du plan en 2012 a révélé que : « l'accent mis sur la réduction de la pauvreté et la création d'emplois était plutôt faible et que très peu de progrès avaient été réalisés en vue de relever ces défis ». On a également observé que le plan « souffrait d'un système de suivi et d'évaluation faible qui était assez fragmenté et que la mesurabilité des résultats de performance était par ailleurs rendue plus difficile par des données de base insuffisantes ». Le plan de suivi,¹² le MGDS II, est tout aussi ambitieux. Il s'étale sur la période de 2011 à 2016, contient 271 pages, dont 128 pages d'objectifs et 100 indicateurs clés, pour un gouvernement faible, qui manque de volonté et qui est resté pendant les 50 dernières années parmi les cinq pays les plus pauvres du monde.

Il y a eu quatre grandes ères de planification de l'Etat africain depuis l'indépendance. Au cours des années 60 et 70 la planification centralisée avait tendance à prédominer. L'accent était alors mis sur le rôle de l'Etat, avec des entreprises publiques opérant dans la plupart des secteurs productifs. Les plans avaient généralement une durée de vie de trois à cinq ans. Dans l'ensemble, ils n'ont pas réussi à produire les résultats escomptés en raison des insuffisances dans la planification, de cibles trop ambitieuses et du manque de volonté politique de mener à bien et pleinement la mise en œuvre.

Puis, vint l'époque des programmes d'ajustement structurel. Ceux-ci ont mis l'accent sur la réduction du rôle de l'état, la privatisation d'un grand nombre d'entreprises publiques et la restructuration de plusieurs institutions du secteur public. Ils ont également mis l'accent sur la restriction des dépenses publiques en vue de réduire le déficit budgétaire, et sur la création d'une stabilité macroéconomique.

Mais ces programmes ont eu des conséquences négatives considérables pour les pauvres. D'où l'introduction en l'an 2000 de stratégies de réduction de la pauvreté visant à atténuer certains des effets sociaux les plus graves de l'ajustement structurel. L'allègement de la dette était souvent subordonné à la condition que le pays soit doté d'une telle stratégie, et ceci constituait en soi un facteur de motivation important pour bon nombre de pays. Cependant, l'accent mis sur le bien-être social ne s'est pas fait sans coûts pour le secteur productif de l'économie, ce qui a soulevé la question de leur viabilité à long-terme.

Au cours des dix dernières années, on s'est tourné vers des plans et stratégies de développement national plus exhaustifs, comprenant souvent des objectifs plus élargis de développement mondial. Mais en élargissant l'approche, les plans sont devenus larges, complexes et difficiles à exécuter, et souvent, les données précises nécessaires pour une planification et une mesure de performances effectives, sont généralement manquantes.

La section qui suit examine les modalités de création et d'exécution d'un plan national de développement, à partir de l'expérience de la Zambie comme étude de cas. Cet exemple explore la raison pour laquelle les plans n'ont pas réussi à produire les résultats escomptés et les raisons derrière l'efficacité de ceux qui ont produit des résultats.

Comment arriver à une planification opérationnelle

L'ancien président zambien, Guy Scott, se rappelle que lorsqu'il a pris ses fonctions de ministre de l'Agriculture en 1991, il a demandé à ce que tous les rapports sur comment améliorer la performance de la Zambie dans le secteur agricole, soient apportés à son bureau. Une énorme pile de papiers est apparue, mais très peu de ce qui avait été recommandé dans ces rapports avait été réalisé.

Tous les six plans nationaux de développement de la Zambie ont connu le même sort : une planification mais pas d'exécution. De tels plans présentent souvent une analyse approfondie des problèmes en jeu et décrivent d'éventuelles solutions. Cependant, les recommandations de politique sont trop générales dans l'ensemble et nécessitent par conséquent une élaboration plus poussée pour les rendre réalisables. Ces problèmes ont été systématiquement aggravés par un manque de capacité au sein de la fonction publique à les exécuter et par un manque de leadership politique et de volonté de fixer des priorités et de faire des choix.

En effet, souvent le blâme peut être fermement rejeté sur les politiciens qui ont tendance à favoriser les intérêts politiques à court terme au détriment de l'approche à plus long terme nécessaire pour résoudre les problèmes de la prochaine génération. Mais les bons dirigeants, en soi, ne suffisent pas: ils doivent être soutenus par un système qui leur permet d'obtenir des résultats.

En 2016, deux des auteurs ont été invités par le Industrial Development Corporation de Zambie et le parti de l'opposition *United Party for National Développement* (UPND) en vue d'entreprendre une étude sur ce qu'il faudrait pour revitaliser l'économie de la Zambie. Le pays n'a pas réussi à diversifier son économie au cours des années de hausse des prix des matières premières. Elle a sensiblement souffert de la baisse des prix du cuivre, du sous-investissement dans le domaine de l'infrastructure, du stress découlant de la croissance rapide de la population et de la combinaison toxique de la bureaucratie et de la corruption, qui ont constitué une contrainte majeure pour les entreprises. En dépit d'une population de 15 millions d'habitants, l'économie n'a soutenu l'emploi formel que de 625 000 personnes, dont 256 000 étaient des agents publics. En outre, comme il a été mentionné ci-dessus, le pays a souffert de l'insuffisance en personnes éduquées et expérimentées capables de planifier et de réaliser une stratégie nationale.

Pendant plusieurs mois, nous avons fait le tour du pays et consulté énormément d'ouvrages tout en interviewant plus de 150 personnes afin de mieux comprendre les enjeux et les solutions possibles. Nous avons été particulièrement frappés par le manque de compréhension commune des problèmes auxquels le pays est confronté et par le manque de données sur lesquelles fonder les discussions et les décisions. Les réalités du terrain étaient à peine compréhensibles.

Très peu de gens, par exemple, purent déterminer l'étendue de la dette de l'administration centrale de la Zambie ou de l'échéance des remboursements. Il en fut de même pour l'histoire derrière la pénurie d'électricité en Zambie. Par exemple, nous avons déterré un rapport de 1997, qui prévoyait très précisément le déficit énergétique en 2016 et suggérait un plan d'action pour parer à la crise. Rien n'a cependant été fait. Le moment le plus désolant fut lorsque nous nous sommes enquis, auprès d'un membre émérite de la *Zambian Electricity Supply Commission* (Commission zambienne d'approvisionnement en électricité), de leur plan de rattrapage. Sa réponse fut : « de meilleures précipitations ».

Étant donné que les six précédents plans nationaux de développement de la Zambie n'avaient pas pu être mis en œuvre, nous avons conclu que tout nouveau plan – s'il devait fonctionner – devrait tenir compte de la capacité disponible pour son exécution et devrait donc être bien ciblé et inclure une série de mesures de confiance rapides visant à insuffler une nouvelle dynamique. Avec la population de la Zambie appelée à augmenter de 25 millions d'habitants d'ici 2030, nous avons également conclu que le principal enjeu pour le pays, comme pour beaucoup d'autres en Afrique subsaharienne, était de réunir les conditions favorables à la création d'emplois durables. Enfin, au cours de nos recherches, nous avons observé que l'industrie minière de la Zambie, bien qu'étant une part importante des recettes fiscales pour le pays, était en sérieuse baisse et manquait des investissements dont le pays a tant besoin.

Notre plan était structuré autour de trois secteurs productifs, à savoir : l'agriculture, le tourisme et l'exploitation minière. Ceux-ci étaient soutenus par cinq secteurs habilitants, notamment : les finances et la dette ; la transparence ; la gouvernance ; l'électricité ; et la logistique. Sous chaque secteur, nous avons indiqué cinq actions à compléter dans un délai de six mois et cinq autres actions à réaliser au bout de 18 mois. Les actions de

six mois visaient généralement à établir la confiance, à semer les conditions d'une nouvelle réforme ou à obtenir des retombées positives rapides. Les actions de 18 mois portaient sur la réalisation de réformes plus substantielles. Les actions devaient être spécifiques, réalistes et réalisables et viser la création d'emplois.

Vers la fin de notre projet en Zambie, nous avons consacré beaucoup de temps à discuter du plan avec les principales parties prenantes pour nous assurer qu'il avait été largement accepté. Nous avons envisagé que le plan soit mené et suivi par une petite équipe basée à la Présidence, avec des ministres à qui des tâches spécifiques à réaliser seraient attribuées et que dans un premier, tous les trois mois, des réunions formelles d'évaluation soient assurées par le président. Une telle approche fait écho à celle suivie avec succès, ailleurs en Afrique, comme par exemple, au Sénégal dans le cadre du Plan Sénégal émergent, qui visait à accroître la productivité¹³ tant du secteur public que du secteur privé.

En tant qu'étrangers, nous savions que nous n'avions qu'un rôle limité à jouer en Zambie même si le gouvernement souhaitait adopter notre plan.

Travailleurs en place (*insiders*) et conseillers externes (*outsiders*)

« Le renforcement de la coordination et de la gestion de la réponse décentralisée et multisectorielle engendrée et fondée sur les droits face au VIH/SIDA », est lisible sur l'autocollant affiché à la portière d'une Land Cruiser sur le parking du *Lusaka Club*. De tels freins bureaucratiques ne font qu'inciter l'inertie du gouvernement et donnent lieu à une marge de manœuvre insignifiante.

Cela ne veut pas dire que les consultants ne peuvent pas ajouter de valeur au processus de développement. Ils peuvent apporter une énorme valeur aux entreprises. Par des interventions courtes et directes, ils peuvent identifier des mesures pour la réduction des coûts, la restructuration, la sélection et la promotion des produits, les processus et les coûts des fusions, les ventes et les acquisitions – en gros, pour tous les domaines dans lesquels ils ont une expertise évidente et véritable. Ceux qui effectuent des évaluations détaillées de diligence raisonnable des processus et des personnes, peuvent aider à faciliter les investissements et à produire de bons résultats.

McKinsey, par exemple, a joué un rôle important dans les réformes économiques marocaines en identifiant les priorités sectorielles. Les facilitateurs peuvent également jouer un rôle important dans la fusion des idées. Et il est parfois utile d'obtenir un point de vue externe, sans aucune contrainte institutionnelle, en les utilisant, comme les militaires, par exemple, utiliseraient des « équipes rouges » : pour tester les hypothèses et la logique dominantes. Etant donné la nécessité de réduire les risques des économies africaines, les conseillers externes ont en particulier, un rôle à jouer en tant qu'intermédiaires entre le gouvernement et les entreprises où ils peuvent identifier et aider à gérer les contraintes qui entravent les investissements.

Mais inversement, il y a le danger que les consultants externes n'aient pas suffisamment d'intérêt personnel dans la mise en œuvre et dans les résultats à produire, en dehors de leurs gains financiers immédiats. Et il y a le risque connexe, qu'en venant de l'extérieur, en particulier, inhibés du bagage d'autres missions, leurs idées ne soient ni fondées ou même dérivées du marché national. Les donateurs et les gouvernements doivent également être conscients des conséquences d'employer des personnes non commerciales dans des postes qui sont supposés traiter du développement du secteur privé et pour lesquels ces individus peuvent manquer d'expérience ou auxquels ils peuvent y être idéologiquement opposés.

Il est indubitablement difficile de mener à bien le type d'analyse nécessaire à la réforme des processus. Cela va au-delà du modèle de l' « arbre à problème », concept favorisé par les consultants, qui dissèquent les matières graphiquement, d'abord verticalement en composantes, et de gauche à droite, en de plus amples informations. Les solutions nécessitent plutôt, une appréciation de la superposition complexe de la politique, de l'économie, des affaires et de la sécurité, qui s'éloignent en général du domaine de la consultation traditionnelle. Il est également nécessaire de faire une distinction fondamentale entre le leadership intellectuel, où une évaluation est faite de la façon dont l'environnement évolue, et la création de scénarios à plus long terme, qui implique des prescriptions politiques précises à atteindre dans un délai déterminé.

Autrement dit, il est nécessaire d'accepter que le processus – en particulier, le processus politique – fait autant partie du problème que de la solution.

En effet, la complexité des plans nationaux passés, ne peut être uniquement reprochée aux dirigeants nationaux. Une part de tort doit

revenir à la communauté internationale pour insister sur l'ajout de nombreux objectifs qui, bien qu'importants, ne sont pas cruciaux. Une des conséquences de ces plans généraux, est l'aide dispersée des donateurs, qui leur donne la possibilité de choisir et de sélectionner, à partir d'un éventail de points, ce sur quoi ils veulent apporter leur assistance, au lieu de concentrer leurs efforts sur les problèmes fondamentaux.

Étant donné l'exigence chronique de l'Afrique en matière d'emplois dans les 40 prochaines années, les plans de développement devraient porter sur la croissance économique et la création d'emplois.

Exécution du plan

Dans tout plan, les actions doivent être clairement articulées, tangibles, visibles, dotées de ressources et considérées à la fois comme ambitieuses et réalistes. Ces actions doivent également être clairement liées au programme déclaré du gouvernement, car, de cette façon, une exécution réussie peut être utilisée pour communiquer le programme élargi du gouvernement. Le plan doit également être très clair en ce qui concerne le responsable chargé de la réalisation d'une action ; les actions avec une multitude de pistes ont moins de chances de réussir.

Un des défis majeurs d'une telle approche de planification est qu'il est difficile pour un gouvernement d'apporter des changements significatifs sur un seul mandat.

Face à une situation similaire et intervenant lors du lancement du premier plan national de développement singapourien, Lee Kuan Yew a déclaré : « Nous, les grands d'aujourd'hui, devons supporter les épreuves d'aujourd'hui pour le bien de la prochaine génération ... Si un homme politique prétend pouvoir changer une société en quelques années, c'est un charlatan ».¹⁴ Naturellement, dans une démocratie, la réalité est que la réélection est l'objectif principal du parti au gouvernement. Par conséquent, une double approche qui cherche à fournir des résultats synchronisés au mandat du gouvernement et à rallier toutes les parties au plan, offrira probablement les meilleures chances de succès à long terme.

Si la capacité d'exécution du gouvernement est faible, il est logique qu'il s'emploie à trouver activement les moyens de se dégager de toutes les fonctions, sauf des plus essentielles, afin de permettre au secteur privé de

prendre la suite, le cas échéant. Ce problème devrait être pris en compte lors du processus de planification. Un Zambien, que nous avons interviewé, a expliqué que son modèle d'entreprise était de trouver des domaines où l'intervention du gouvernement était faible, puis de construire une nouvelle entreprise avant que le gouvernement ne se réveille et n'intervienne avec de nouvelles réglementations et une autre bureaucratie.

En substance, les ministères et les gouvernements peuvent être considérés comme exploitant quatre processus de travail parallèles. Ils essaient continuellement de comprendre ce qui se passe autour d'eux ; ils planifient et contrôlent leurs activités ; ils communiquent et influencent en vue d'essayer de façonner les personnes et les événements ; et enfin, ils évaluent leurs progrès. Tous ces processus s'appuient fortement sur des informations de gestion précises qui, comme déjà indiqué, sont souvent insuffisantes. Deuxièmement, tous ces processus interagissent et, par conséquent, l'objectif principal pour l'équipe chargée de l'exécution du plan est de s'assurer que les processus restent synchronisés de manière à développer une dynamique positive et à réaliser des progrès. Cela nécessite un engagement soutenu et une approche disciplinée. Dès que des cadres supérieurs commencent à envoyer leurs représentants aux réunions de synchronisation clés, la dynamique est rapidement perdue.

L'expérience du plan¹⁵ de 150 jours de la présidente Ellen Johnson Sirleaf pour le Libéria au début de sa deuxième administration, en 2012, montre que la participation de la société civile a généré une véritable pression, qui a motivé le gouvernement à respecter ses engagements. Une telle approche reposait sur la volonté du gouvernement d'entamer un dialogue constructif et sur la capacité des organisations de la société civile à assurer un rôle de surveillance indépendant.

Pour de nombreux pays africains sous pression de produire une croissance rapide, une double approche est probablement requise. Pour faire avancer les choses, une équipe centrale chargée de la planification reliée à des unités spécifiques de livraison, devra être mise en place. Et il faudra faire preuve d'un effort soutenu pour restructurer, changer la culture, former et éduquer la fonction publique. Cela demande plus que des énoncés de visions et des exercices de cohésion d'équipe. Il faudra faire des exemples et régler la question des intérêts directs.

L'importance des personnes

Kishore Mahbubani, doyen de l'École de politique publique de Lee Kuan Yew, attribue le succès à la mise en œuvre de trois politiques exceptionnelles : la méritocratie, le pragmatisme et l'honnêteté. « En effet, je partage cette formule 'secrète' MPH avec tous les étudiants étrangers à l'école Lee Kuan Yew, et je leur garantis que s'ils l'exécutent, leur pays réussira aussi bien que Singapour. La méritocratie signifie qu'un pays choisit ses meilleurs citoyens, et non pas les membres de familles appartenant à la classe dirigeante, pour diriger un pays. Le pragmatisme signifie qu'un pays n'essaie pas de réinventer la roue. Comme Dr Goh Keng Swee, premier ministre indépendant des Finances de Singapour, dirait : 'peu importe le problème rencontré par Singapour, quelqu'un, quelque part, l'a résolu. Copions la solution et adaptons-la à Singapour'. Mettre en œuvre le principe 'd'honnêteté' est la chose la plus difficile à faire. La corruption est la seule raison pour laquelle la plupart des pays du tiers monde ont échoué. La plus grande force des pères fondateurs de Singapour était qu'ils étaient impitoyablement honnêtes. Cela a également contribué à leur caractère exceptionnellement judicieux et rusé. »¹⁶

Le dilemme auquel sont confrontés de nombreux pays africains est qu'ils ont besoin d'accroître leur croissance économique rapidement et de créer des emplois, mais ils n'ont pas beaucoup de temps pour rendre leurs services publics plus efficaces. Et ce, en dépit du fait qu'ils n'ont jamais réussi à améliorer leur vivier de talents.

En passant en revue une décennie de réforme du gouvernement de l'Afrique subsaharienne, le FMI a relevé en 1997, que de nombreux pays avaient commencé à opérer des changements dans la fonction publique dans les années 80, après 10 ans de croissance rapide de l'emploi dans la fonction publique, conjuguée à l'érosion des salaires, en valeur réelle, en particulier pour le personnel de niveau supérieur. Il a noté qu'« il était difficile pour les gouvernements de conserver un personnel compétent et que les incitations à accepter les pots-de-vin étaient en nombre élevé ».¹⁷ Les donateurs ont continué à concentrer leurs efforts sur le gonflement des coûts, le phénomène des travailleurs fantômes et la pénurie de compétences dans les domaines critiques.

Les indicateurs mondiaux de gouvernance de la Banque mondiale ont tenté de mesurer un ensemble de six indicateurs mondiaux de gouvernance pour plus de 215 économies, entre 1996 et 2014.¹⁸ Une de ces mesures, à savoir, l'efficacité du gouvernement, est compilée en utilisant des données qui capturent les perceptions de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et son niveau d'indépendance face aux pressions politiques, à la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, et à la crédibilité de l'engagement du gouvernement envers de telles politiques.

Naturellement, ces chiffres cachent une image mitigée. Maurice s'est amélioré au fil du temps et a obtenu un score élevé de 83 en 2014. Le Rwanda a obtenu un score de 11 en 1996, mais a augmenté pour atteindre 56 en 2014. La RDC a obtenu un score systématiquement faible de quatre en 2014. Le Malawi a connu une tendance à la baisse depuis 2011 avec un score de 25 en 2014. Malgré de nombreuses tentatives de réforme de la fonction publique en Afrique subsaharienne, son classement régional n'a pas vraiment changé. Pour l'ensemble de la région, l'analyse a signalé une légère baisse du rang centile de 28 à 26 sur 19 ans. Les trajectoires du Rwanda et de Maurice montrent qu'une amélioration est possible, mais cela demande du temps et des efforts constants.

Un sujet de conversation familier en Afrique, est la difficulté d'obtenir des permis de travail pour les travailleurs expatriés, en particulier, pour les spécialistes techniques. Les entreprises et d'autres organisations sont constamment appelées à employer des travailleurs locaux et à réduire leur main-d'œuvre expatriée. Les organisations signalent que les travailleurs locaux sont moins chers à utiliser que les expatriés et qu'ils les engageraient avec plaisir, mais les personnes qualifiées et expérimentées ne sont pas disponibles. Cela semble comme un débat sans fin, et un qui rajoute beaucoup de tensions aux entreprises qui essaient de faire des affaires. En fin de compte, cette question doit être résolue en se concentrant sur ce qui, à long terme, créera le plus d'emplois pour l'ensemble du pays.

Une partie du problème du manque de talent dans la région, a été la difficulté de retenir des professionnels talentueux et qualifiés. La Banque mondiale estime que le nombre de migrants en provenance de Zambie représente 1,5 pour cent de la population (environ 235 000).¹⁹ Une étude en 2011 de la diaspora zambienne²⁰ estime que de ceux qui étaient partis, les trois quarts avaient obtenu un premier diplôme ou un niveau plus élevé.

L'étude note également que 71 pour cent des répondants étaient prêts à être physiquement présents en Zambie, afin de transférer leurs connaissances et leur expertise. Elle souligne également que la corruption, le népotisme et l'inefficacité dans les services publics freinent et découragent ceux qui envisagent de revenir.

Bien que les chiffres figurant dans le rapport doivent être traités avec une certaine réserve, il est clair qu'il existe de nombreux professionnels dans la diaspora zambienne qui, avec de bonnes incitations, pourraient être encouragés à revenir, et que ces incitations relèvent plus des traitements équitables, des opportunités et de la facilité de faire des affaires que de l'incitation financière directe.

Le Liberia présente une étude de cas intéressante sur la façon d'améliorer le stock de talents humains. En 2000, on estimait que 45 pour cent des travailleurs qualifiés du Libéria vivaient à l'extérieur du pays, avec une forte proportion résidant aux États-Unis. Le gouvernement a introduit deux programmes réussis, le transfert de connaissances par l'intermédiaire des ressortissants expatriés (TOKTEN) et le service aux cadres supérieurs (SES) pour encourager les personnes qualifiées à revenir. TOKTEN visait à recruter des expatriés sur des contrats de courte durée pour combler des lacunes spécifiques ou à en former d'autres, alors que le SES cherchait à recruter 100 Libériens qualifiés sur des contrats de trois ans renouvelables.²¹

Il y a eu bon nombre de textes émouvants sur l'importance des personnes, mais cet extrait du plan économique stratégique de Singapour, rédigé en 1991, intitulé « Vers une nation développée », est très révélateur de la pensée d'un quart de siècle dans la transformation du développement de ce pays : « Le facteur le plus important pour atteindre le statut de pays développé, est d'améliorer la ressource la plus importante de Singapour, son peuple. Ils devraient bénéficier d'un haut niveau de compétence ; d'un niveau d'instruction élevé ; d'un haut niveau de programmes de formation bénéfiques à l'industrie ; de programmes efficaces pour des formations à mi-carrière ; et nourrir d'importantes qualités de ressources humaines, telles que l'éthique du travail et la créativité. »²²

Pour s'attaquer à la question du déficit en capital humain, des actions à court et à long terme sont susceptibles d'être nécessaires. À court et à moyen terme, les lacunes critiques doivent être identifiées, les talents locaux doivent être localisés et incités à revenir, et les talents externes doivent être attirés

pour combler les lacunes. Parallèlement, des programmes de bourses ciblés, comme ceux qui se font à Singapour et au Chili, doivent être mis en place pour accélérer le renforcement en diplômés compétents et ils doivent être reliés au retour au pays pour travailler dans des postes clés. À plus long terme, il faut que l'on s'efforce de développer le système éducatif et de l'adapter aux besoins de la nation.

Conclusion: Planifier pour résoudre le problème

Les chances de voir la mise en œuvre de notre plan pour la Zambie se sont évanouies avec la réélection du gouvernement d'Edgar Lungu. Même si son gouvernement allait être contraint par le FMI de suivre la voie de réforme en raison de sa situation financière difficile et de sa dette internationale croissante, Lungu était ce même parti, qui les avait mis initialement en difficulté. Ils se réformeront, non pas parce qu'ils y croient, mais parce qu'ils n'ont pas d'autres options. Aussi, comme l'histoire le démontre, était-il peu probable, lorsque la pression est tombée, de s'en tenir aux réformes difficiles et impopulaires sur le plan politique.

Cette expérience illustre la nécessité pour tout plan de prendre en compte les intérêts acquis dans l'économie politique pour avoir un espoir de réussite. Ces intérêts doivent être identifiés, reconnus et traités. Bien que la rédaction d'un plan soit un bon début, elle ne résout pas en soi le problème. Pour réussir, il faut une approche beaucoup plus équilibrée, qui corresponde au plan et qui soit dotée de la capacité de le mener à bien.

D'autres directives sont également nécessaires. Tout d'abord, le nombre d'actions doit être maintenu à un nombre véritablement réalisable. L'élaboration d'une longue liste d'interventions gouvernementales fait fi de la réalité des capacités de la plupart des pays en développement en Afrique et mènera au désenchantement.

Deuxièmement, tout plan, et en réalité toute action, doit être soigneusement adapté à la société et réitéré dans son élaboration, et mis à jour en permanence, à mesure que le plan est mis en œuvre, avec de nouvelles actions remplaçant celles menées à bien. L'appropriation locale du plan et de ses actions, est essentielle.

Troisièmement, il est nécessaire de respecter des délais stricts. Ceux-ci devraient avoir une date spécifique de livraison ou de mise en œuvre.

Quatrièmement, la façon dont le plan est orienté, à la fois au sein et par le gouvernement, doit faire l'objet d'une réflexion approfondie. Bien qu'une certaine forme d'équipe centrale, opérant probablement du bureau du président, soit nécessaire pour maintenir la cohérence, il faut veiller à ce que les ministres, les secrétaires permanents et les fonctionnaires soient séduits par le système afin qu'ils puissent jouer un rôle actif et constructif dans sa livraison. Arriver dès le début à des succès réalisables, sera essentiel, pour établir la confiance et développer une dynamique.

Enfin, bien que des recommandations générales soient possibles, chaque pays est unique et nécessite un plan qui lui est propre, en tenant compte de ses points forts, de ses faiblesses, de ses opportunités et des menaces spécifiques.

Il existe des limites claires pour les travailleurs en marge. La capacité des donateurs ou des conseillers à créer des incitations politiques pour que les acteurs internes fassent « ce qui est nécessaire », est limitée par l'impératif de rester au pouvoir, quelle que soit l'incitation d'aide extérieure proposée. C'est pourquoi l'appropriation locale est une condition sine qua non de toute réforme réussie : les travailleurs en marge ne peuvent pas la désirer davantage que les habitants locaux. C'est aussi la raison pour laquelle les initiatives de réforme réussies doivent remporter le débat sur le changement à l'échelle nationale. Et cela explique pourquoi les facteurs dissuasifs du leadership, comme – la peur de l'isolement externe, voire de l'opprobre – doivent également être signalés et parfois employés.

Il est très rare qu'en cas de gouvernement mal géré ou dysfonctionnel – marqué par la corruption ou le clientélisme – les responsables ne savent pas à quoi ressemble un gouvernement qui fonctionne bien. Ils sont bombardés de conseils et de modèles de meilleures pratiques internationales, de systèmes de gestion et d'information les plus efficaces, et ainsi de suite. La raison pour laquelle les réformes, souvent, ne fonctionnent pas, est qu'il n'est pas dans les intérêts de certains fonctionnaires clés de les voir mises en place ; en réalité, ces derniers bénéficient des dysfonctionnements existants. À différents niveaux, ce scénario a compromis les efforts de développement dans de nombreux États africains.

Et dans tout cela, il est nécessaire de résister à la tentation de recourir à des solutions grandioses ou à des miracles. Non pas que ces dernières ne se concrétiseront jamais ou qu'elles ne résoudreont pas les problèmes

fondamentaux. Lorsque l'on apprend qu'il y a des programmes nucléaires en Afrique du Sud ou des programmes spatiaux au Nigéria, par exemple, la conclusion est inévitable pour tout investisseur qui s'y connaît : ils flairent la corruption et les manœuvres visant à éviter les principaux enjeux. Les plans nationaux peuvent être absolument essentiels à la croissance d'un pays, ou ils peuvent être un peu plus que des presse-papiers. Il ne s'agit pas tant de planification, mais plutôt, de savoir si un plan national pourrait être envisagé à la fois pour les défis les plus importants auxquels un pays est confronté et pourrait être mis en œuvre par un leadership déterminé. La création d'un plan n'est pas la fin du processus, mais simplement, s'il est réussi, le début d'une réaffectation de ressources en vue de résoudre les problèmes les plus importants et la création d'une structure gouvernementale motivée à mettre en œuvre le plan.

Leadership et performance

Une réussite en cinq étapes :

- Les dirigeants doivent utiliser la démocratie pour susciter un nationalisme discipliné qui explique la voie du développement du pays.
- Les dirigeants doivent mettre l'accent sur l'exécution et l'attention aux détails de la gouvernance.
- Le leadership nécessite d'utiliser toute la gamme de compétences et de patience diplomatiques personnelles.
- La responsabilité des fonctionnaires doit être assurée par la transparence.
- Les dirigeants forts acceptent de déléguer l'autorité.

Défis et opportunités : Changer la trajectoire économique d'un pays et traiter une question aussi importante que celle de la croissance démographique projetée de l'Afrique, demande un leadership politique fort. Un tel leadership nécessite non seulement de définir une vision et de faire des choix difficiles lorsque les ressources sont rares, mais demande également l'énergie, l'engagement pour le bien commun et l'attention aux détails en vue de piloter l'exécution. Améliorer la gouvernance, renforcer les institutions et agir de manière transparente, sont des réformes vitales pour les pays qui ont besoin d'investissements étrangers, et ici, un leadership fort est également vital.

Statistiques clés : Dix¹ des 16 pays² dans les catégories « alerte très élevée » ou « alerte élevée » dans l'Indice des États fragiles de 2016 sont en Afrique subsaharienne³. Six⁴ des 10 pays des pays⁵ classés en dernière position sur l'Indice de perception de la corruption de 2015 de Transparency International sont africains⁶. Selon le Forum économique mondial, les 10 économies les plus compétitives en Afrique subsaharienne sont (avec leur rang mondial indiqué entre parenthèses): Maurice (46), l'Afrique du Sud (49), le Rwanda (58), le Botswana (71), la Namibie (85), la Côte d'Ivoire (91), la Zambie (96), les Seychelles (97), le Kenya (99) et le Gabon (103), des 140 économies qui ont été mesurées. Les pays africains occupent également 15 des 20 derniers rangs du classement dans le même sondage⁷.

Lorsque j'ai été nommé Président du Nigéria en 1999, j'ai [Olusegun Obasanjo] découvert que la dette accumulée du Nigéria au Club de Paris⁸ était d'environ 30 milliards de dollars. Certains des projets qui constituaient la dette étaient douteux, sinon totalement frauduleux. Un exemple typique a été un projet clé en main de 8 millions de dollars, où l'argent a été prélevé, sans aménagement du site, et encore moins, sans la mise en place des fondations. Et pourtant, il y avait une vidéo de la prétendue mise en service du projet. Cela s'est produit dans l'état d'Enugu, un des 36 états du Nigéria. De toute évidence, il s'agissait de collusion et de corruption entre le gouvernement de l'État, le prêteur et le promoteur du projet. Il n'empêche que le prêt était un engagement et qu'il fallait le rembourser.

Telle était devenue la pratique de la dette nigériane envers la communauté internationale.

Je ne me suis pas attardé sur le bien-fondé ou pas et sur l'irrégularité de ces projets que les gouvernements précédents avaient acceptés et sur lesquels des intérêts ou des pénalités étaient déjà versés en cas de non-paiement des intérêts. Je me suis attelé à rechercher un allègement de la dette des gouvernements des pays créanciers, qui se sont consolidés en cartel qu'ils ont appelé le Club de Paris. Le Nigéria dépensait près de 3 milliards de dollars par an pour servir toute sa dette. C'était un poids énorme pour l'économie du pays. Toutefois, ne pas servir la dette donnerait lieu à des pénalités.

Il n'y avait que deux voies de sortie pour le Nigéria : ne pas honorer l'engagement auquel les gouvernements précédents étaient parvenus avec le Club de Paris ou négocier l'allègement de la dette. Ne pas honorer l'engagement, mènerait le Nigéria à une situation d'isolement et à de lourdes sanctions dans l'arène et les marchés économiques internationaux.

La voie la plus durable et la plus prudente était la négociation. Mais quelle sorte de négociation ? Les administrations précédentes avaient négocié le report des modalités de remboursement et de service, ce qui a continué à accroître le montant de la dette et l'a rendu de plus en plus lourde et insupportable, en particulier avec le prix d'un baril de pétrole en dessous de 10 \$ lorsque j'ai pris mes fonctions en 1999.

Je me suis lancé dans une navette diplomatique pour redorer l'image et la perception du Nigéria aux yeux du monde et chercher à obtenir un allègement de la dette. Je me suis rendu dans la plupart des capitales occidentales afin de présenter de nouveau le cas du Nigéria. L'une de ces

visites, a eu lieu à Washington DC où j'ai rencontré le Président Clinton et le président de la Banque mondiale, Jim Wolfensohn. J'ai soulevé la question de l'allègement de la dette auprès de mes deux interlocuteurs et j'ai sollicité le soutien et les conseils de Jim. Il a conseillé que le Nigéria se lance d'urgence dans une réforme globale en vue d'impressionner ses créanciers. Si le Nigéria arrivait à mener à bien sa réforme et sa gestion économiques, il recevrait le soutien de la Banque mondiale.

Telle fut ma mission. Pendant mon premier mandat, de 1999 à 2003, je me suis rendu dans de nombreux pays et j'ai rencontré plusieurs leaders mondiaux, certains, plus d'une fois, pour militer en faveur de l'allègement de la dette. Lors de ces visites, certains ont semblé être séduits, mais il y a eu très peu d'action de la part des dirigeants politiques. Après mon premier mandat, je me suis rendu compte que mes entretiens aux niveaux politiques les plus élevés nécessitaient un suivi aux niveaux inférieurs. J'ai donc sollicité Ngozi Okonjo-Iweala de la Banque mondiale, en la nommant ministre des Finances du Nigéria. Mon plan était de faire en sorte qu'elle gère le suivi à un niveau inférieur. Même alors, le fait que le Nigéria soit classé sixième pays exportateur de pétrole au monde, était régulièrement utilisé comme motif de refus de l'allègement de la dette. Il me fallait alors expliquer que la population du Nigéria de près de 150 millions à l'époque et son stade de développement, devraient justifier un tel allègement.

Peu à peu, le message a commencé à passer. Mais le Nigéria avait besoin d'une nation créancière qui croyait aux réformes, aux programmes et aux progrès qu'il avait réalisés. Ce pays fut le Royaume-Uni sous le Premier ministre Tony Blair avec Gordon Brown comme Chancelier de l'Échiquier. Avec leur soutien ferme, le Royaume-Uni a dirigé le mouvement lors de la réunion du G7 pour plaider en faveur de l'allègement de la dette du Nigéria. À cette époque, le Royaume-Uni était le plus grand créancier du Nigéria. Brown s'est appuyé sur de solides principes moraux pour plaider et diriger la croisade en faveur de l'allègement de la dette du Nigéria.

En fin de compte, le Nigéria a obtenu un allègement de la dette d'environ 18 milliards de dollars et a versé environ 12 milliards de dollars pour se débarrasser de ce poids. Ce fut une avancée majeure et les économies qui en ont découlées, ont été acheminées au profit des objectifs du Millénaire pour le développement, une des promesses faites aux créanciers. Avec l'allègement

de la dette accordé par le Club de Paris, le Nigéria se retrouva en position de force pour négocier également l'allègement de la dette d'autres créanciers.

Le deuxième grand défi durant mon mandat présidentiel fut la question de la charia. En tant que pays dont la population est divisée à moitié entre musulmans et chrétiens, la charia a toujours fait partie des systèmes juridiques et judiciaires dans le Nord, mais seulement sur le plan coutumier ou aux prétendus niveaux de la magistrature. Même alors, la constitution nigériane prévoit l'établissement d'une Cour d'Appel de la sharia, le cas échéant. La charia n'a donc jamais été un enjeu car elle traite les problèmes personnels tels que le mariage, l'héritage et les problèmes mineurs et civils, tels que la dette, les conflits frontaliers et les questions foncières. Très rarement, est-il arrivé qu'elle traite des questions criminelles qui, le cas échéant, étaient transmises à la Haute Cour, pour confirmation.

L'initiateur de la controverse sur la charia, le gouverneur de l'époque, de l'État de Zamfara, Sani Yerima, a soulevé le problème, pour des raisons d'autosuffisance et d'autodéfense, et non pas, par véritable ou réelle conviction religieuse. Lorsqu'il s'est présenté en tant que gouverneur de son état sous la bannière du parti *All People's Party* (Parti de tous les peuples), l'homme qui est devenu plus tard le conseiller à la sécurité nationale (NSA), le général Aliyu Mohammed, a parrainé un candidat sous la bannière du parti au pouvoir de l'époque, le *People's Democratic Party* (PDP) (Parti démocratique populaire). Le candidat du PDP a perdu l'élection, mais il semblerait que la NSA, souhaitant trouver une faute contre le gouverneur, a commencé discrètement à recueillir des preuves de faute lourde et de corruption à l'encontre du gouverneur. Entre-temps, j'ai fait plusieurs tentatives pour qu'ils puissent se réconcilier, mais ce fut en vain. Je les ai même conviés tous les deux à une visite officielle en Chine, l'occasion pour eux de se rapprocher. Quand il est apparu que la NSA s'entêtait, le gouverneur Yerima a décidé de se rendre intouchable.

Il a convoqué les imams, les dirigeants musulmans et les prêtres dans son état et a informé ces derniers de son action consistant à transformer complètement Zamfara en un État dirigé par la charia. Il a promulgué une loi déclarant Zamfara comme un état régi par la charia. Et, il est vrai, qu'il est devenu intouchable. Ne voulant pas être considéré comme agissant de manière isolée, il a incité les imams dans d'autres états islamiques au Nord à militer pour une déclaration complète de la charia. Au total, 12 états sur 19 au nord ont promulgué une loi complète sur la charia.

L'ensemble des musulmans du pays surveillaient mes actions de près. Toute mauvaise déclaration ou action de ma part serait vue comme incendiaire, car un président « infidèle », antimusulman, serait considéré comme un piétinement de la sainte religion qu'est l'islam. Mais, en même temps, les ecclésiastiques chrétiens et les dirigeants à l'intérieur et à l'extérieur du Nigéria m'exhortaient à éliminer la charia, le nouveau phénomène de masse, des états où il y avait une majorité musulmane mais également un contingent important de chrétiens. Ils ont insisté sur le fait que le Nigeria était une société laïque ou multireligieuse, et non un état musulman. Tout au long de cette controverse, la seule déclaration que j'ai faite était que si la charia, que le gouverneur de Zamfara faisait vénérer, était authentique, elle survivrait et prospérerait. Si par contre, tel n'était pas le cas, elle finirait par s'évanouir.

Pour justifier son action et prouver son « allégeance à la charia » à ceux qu'il avait recrutés dans le cadre de sa « politique » pro-charia, le gouverneur Yerima a fait couper la main d'un voleur – un châtiment musulman traditionnel. Après cela, naturellement, la ferveur de la charia a commencé à se dissiper. Les musulmans, qui s'attendaient à ce que je me retourne contre la charia, leur fournissant ainsi des munitions pour provoquer le chaos, et les chrétiens, en colère et mécontents du fait que je n'aie pas déployé de chars militaires pour écraser les partisans de la charia, se sont sentis, des deux côtés, à la fois gagnants et perdants. Mais le Nigéria était certainement le gagnant incontesté. Par la suite, Yerima s'est détaché des ecclésiastiques musulmans et la charia s'est effondrée dans son état.

Quelques mois plus tard, Yerima m'a rendu visite dans ma résidence officielle et en ma présence, saluant ma jeune cousine, il l'a prise dans ses bras de manière familière. J'ai fait remarquer à Yerima, en plaisantant, que ce geste n'était pas compatible avec la charia. Yerima a répondu : « N'aviez-vous pas dit que la charia finirait par se dissiper et ne s'est-elle pas éteinte ? ».

À cet instant, le sujet s'est transformé en plaisanterie. Si ce problème avait été mal géré, ce serait devenu un véritable désastre pour le Nigéria. J'ai reçu plus de lettres de l'intérieur et de l'extérieur du Nigéria sur l'affaire de la charia que sur toutes les autres questions réunies durant mon mandat présidentiel de huit ans.



Une tête froide et une diplomatie habiles sont attendues des hommes et des femmes d'État. Comme le montrent les exemples du Nigéria ci-dessus, bien qu'il existe des défis communs, les états africains se différencient de plus en plus, non seulement en termes de géographie, mais également dans la taille de leurs populations, dans leur constitution économique et sociale et dans leur bilan politique. Certains sont stables et disposent de régimes solides de protection des droits humains ; d'autres émergent de situations de conflits ou y plongent. Ci-dessous, vous trouverez quatre exemples qui illustrent les aspects de la performance, à savoir : l'Éthiopie et le Botswana – un grand et un petit pays ; l'un en grande partie sans produits de base et l'autre, dépendant de produits de base; et, respectivement, l'un est classé (par Freedom House) comme « n'étant pas libre » et l'autre « comme étant libre ».9 La Mauritanie est également citée comme un exemple des défis et des opportunités de la réforme au Sahel, une région qui présente des défis particuliers et extrêmes. Enfin, le chapitre examine une économie clé en Afrique de l'Ouest, il se penche sur le bilan de la Côte d'Ivoire dans le rattrapage des retards causés par les conflits.

La ténacité économique de l'Éthiopie est-elle suffisante ?

En Éthiopie, il est difficile de ne pas être impressionné par la clarté de la vision stratégique, la ténacité et l'accent mis sur l'exécution.¹⁰

« Nous voyons la Chine devenir chère, mais l'Afrique ne pas être prête à en profiter, en partie, parce que les coûts de la main d'œuvre du continent sont élevés », indique le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn. « Cependant, en Éthiopie, pour réaliser notre marge de bénéfice dans l'industrie légère, nous avons maintenu ces coûts bas. Cela commence avec les salaires du secteur public. Si les salaires du secteur public sont importants, cela affecte et gonfle le marché. »

L'Éthiopie, confirme son dirigeant, dont le salaire officiel est inférieur à 400 dollars par mois, a « les salaires de fonctionnaires les plus bas en Afrique. Nous avons également des augmentations de salaire basées sur la productivité, et non pas seulement de simples augmentations ». Hailemariam, originaire de la communauté minoritaire Wolayta dans le Sud du pays, est devenu Premier ministre en août 2012 à l'âge de 47 ans, à la mort de Meles Zenawi. Lorsqu'il était jeune, il aspirait à devenir médecin, mais a été découragé par une visite

avec son père malade dans un hôpital à Addis-Abeba. Au lieu de cela, il a suivi une formation d'ingénieur civil, et dans son parcours, il a obtenu une maîtrise en hydrologie de l'Université de Tampere en Finlande. À son retour, alors âgé de 27 ans seulement, il est devenu Doyen de l'Institut de technologie de l'eau (*Water Technology Institute*), un poste qu'il a trouvé « très difficile » compte tenu de son âge et de son expérience. Passé à la politique, il a été nommé Vice-Gouverneur de la Région des nations, nationalités et peuples du Sud¹¹ à l'âge de 35 ans et, un an plus tard, il est devenu gouverneur, en service pendant près de cinq ans, jusqu'en 2006. Après avoir passé un certain temps en tant que Conseiller spécial de Meles, il a été promu Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères en octobre 2010.

Sans grandes ressources naturelles, avec une population en croissance rapide qui tend vers 100 millions¹² et enclavée depuis l'indépendance de l'Érythrée en 1991, les options de développement de l'Éthiopie semblent limitées. Cinquante-cinq pour cent de la population est âgée de moins de 24 ans et, par conséquent, le gouvernement est obsédé par la création d'emplois.

L'absence de croissance axée sur les ressources naturelles a été quelque peu un avantage pour l'Éthiopie, en particulier, lors de l'effondrement des prix des produits de base. L'Éthiopie a émergé comme l'une des économies à la croissance la plus rapide – peut-être *la* plus rapide – d'Afrique. Même si la croissance à deux chiffres est devenue un mantra officiel, des évaluations indépendantes l'ont encore placées à plus de 10 pour cent de 2003 à 2013, contre une moyenne régionale subsaharienne de 5,3 pour cent.¹³ Cette performance économique a considérablement réduit le seuil national de pauvreté, qui a baissé, en passant de 45,5 pour cent en 1995 à moins de 30 pour cent 15 ans plus tard.¹⁴

« Tout d'abord, nous devons nous concentrer sur nos avantages comparatifs et concurrentiels dans un contexte global », déclare le Premier ministre. « Notre première priorité est l'agriculture – la nécessité de la mécaniser et d'en tirer un peu plus ». L'agriculture représente encore 80 pour cent de l'emploi en Éthiopie. « Nous avons une stratégie pour soutenir les petites exploitations agricoles et accroître la demande dans le domaine agricole. Mais cela seul », dit-il, « n'est pas durable. Nous devons penser aux prochaines étapes ».

En partie, ces prochaines étapes consistent à augmenter la valeur obtenue du secteur agricole en passant de la culture de subsistance à la culture d'exportation. La phase suivante de transformation économique de l'Éthiopie implique, souligne le Premier ministre, l'amélioration des compétences en quête de ce que son prédécesseur, Meles, avait qualifié d' « avantages comparatifs relatif ».¹⁵

Nous devons mettre l'accent sur la formation technique et professionnelle. Autrement, nous aurons une population jeune non qualifiée, qui témoigne d'une mauvaise attitude et qui ne comprend pas le marché. Cela implique plus que des compétences techniques. Il s'agit de former des gens, de soutenir les entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises », dit-il.

Hailemariam reconnaît que les sources locales de capital et de main-d'œuvre ne peuvent satisfaire les besoins que jusqu'à un certain niveau. « Nous sommes déterminés à attirer davantage d'IDE, en nous basant sur notre avantage concurrentiel, qui est axé sur l'industrie légère à forte intensité de main-d'œuvre. »

Les chiffres le confirment. En 2005, le flux annuel entrant d'IDE en Éthiopie représentait 200 millions de dollars, soit 3,6 pour cent du PIB, taux similaire au flux entrant chinois au cours des années 90. Maintenant, il s'est multiplié par dix. L'IDE des États-Unis, à lui seul, entre 2013 et 2015, a totalisé 4 milliards de dollars, y compris un investissement de 200 millions de dollars dans une entreprise d'exportation de fleurs et une expansion de 250 millions de dollars par Coca-Cola.

La tâche la plus importante pour le gouvernement, du point de vue du Premier ministre, est d'attirer l'attention des investisseurs sur 20 parcs industriels dispersés dans le pays. « Ces parcs », souligne-t-il, « ne sont pas simplement des hangars, mais des programmes complets, qui englobent tout, des services à guichet unique aux services publics, la gestion de l'environnement et les dispositions en matière de formation et de développement des compétences – toutes les infrastructures et tous les services adaptés à une ville moderne. Pour que ces parcs fonctionnent, dit-il, « nous devons aussi comprendre pourquoi ils échouent en Afrique et ailleurs ».

À quarante kilomètres d'Addis se trouve la zone industrielle de l'Est, qui, dès 2016, comptait plus de 20 investisseurs chinois, attirés par des droits de douanes réduits ou nuls sur les importations de produits manufacturés et par

l'exonération temporaire d'impôts qui pouvait aller jusqu'à sept ans. La pièce maîtresse du parc est « Shoe City » du *Chinese Huajian Group*, une usine de chaussures employant 3 200 travailleurs qui fabriquent 180 000 paires de chaussures par mois à des fins d'exportation.¹⁶

« Nous visons 50 000 emplois par parc », indique le Premier ministre. Ce secteur est celui où la question des coûts de la main d'œuvre fait la différence. Les travailleurs éthiopiens gagnent, en moyenne, un dixième des salaires de leurs homologues chinois. Par exemple, les usines de chaussures d'Addis paient entre 700 et 800 birrs (30 à 35 dollars) par mois.

À mesure qu'on parcourt le Nord-est de la capitale, qu'on passe les logements sociaux récemment construits, on arrive dans un autre parc, à Legetafo. Bien que les routes soient encore en construction, un peu plus que des chemins de boue à certains endroits, des usines jaillissent de partout, allant de la transformation au conditionnement des produits alimentaires, au savon et, encore, aux chaussures. Ces produits ne sont pas seulement destinés au marché d'exportation.

Top Shoes vient d'installer cinq nouvelles machines fournies par Taiwan, à côté des quatre unités de traitement existantes de l'entreprise, pour fabriquer des sandales en caoutchouc et des nu-pieds, qui se vendent en gros aux consommateurs locaux à moins de 1.00 dollar la paire. Cependant, bien que chaque machine puisse sortir 5 000 chaussures par semaine, elles dépendent des fluctuations de la demande intérieure. Au moment de notre visite, seulement deux des neuf machines marchaient à pleine vapeur en cliquetant.

Il existe des défis de taille dans l'exploitation des entreprises manufacturières où la quasi-totalité des composants et des matériaux sont importés et où l'électricité n'est pas fiable, d'où la nécessité d'investir dans des générateurs de secours. Néanmoins, il semble que le gouvernement s'efforce de rendre l'Éthiopie assez attrayante pour que de tels défis vailent la peine d'être surmontés.

Toutefois, le Premier ministre note la nécessité de générer un capital domestique pour contribuer à renforcer les investissements étrangers, « en particulier dans les textiles, les vêtements, les chaussures et l'industrie agro-alimentaire ». Le gouvernement éthiopien met également l'accent sur l'expansion dont le réseau ferroviaire régional a fortement besoin et sur la production d'électricité. De telles améliorations sont absolument nécessaires pour absorber le nombre de jeunes venant sur le marché du travail en

Éthiopie, qui est estimé à 2 millions chaque année¹⁷, une situation d'autant plus pressante avec l'accroissement des migrations vers les villes. Le taux d'urbanisation actuel du pays est encore très faible, il est estimé seulement à 19 pour cent de la population. Cependant, cette situation est appelée à changer.

L'avantage concurrentiel de l'Éthiopie – à savoir, le faible coût de sa main d'œuvre – n'est pas la seule question sur laquelle le Premier ministre s'exprime avec une franchise désarmante.

Le succès de la transition de l'Éthiopie et sa capacité à créer des emplois en masse, passeront par la promotion d'une classe d'entrepreneurs autochtones comme base domestique solide pour la croissance. Un manque de capital y fait obstacle, en partie parce que le gouvernement en utilise tellement pour ses projets d'infrastructure et en partie, en raison de la volonté du gouvernement de maintenir le contrôle et de son incapacité correspondante à ouvrir certains secteurs aux étrangers.

« Nous devons rendre l'économie politique plus réceptive au capital », explique le Premier ministre. « Si elle est favorable à la recherche de rente et si les fonctionnaires du gouvernement sont impliqués dans le mécénat et dans le pillage à court terme, cela décourage le secteur privé local d'investir dans des domaines productifs. Cela demande que nous éradiquions la corruption. Mais cela signifie également », ajoute-t-il, « que nous supprimions les déficits dans les infrastructures, les règles et les procédures, et les finances, afin d'encourager l'investissement du secteur privé dans des activités productives et à valeur ajoutée.

Alors que l'Éthiopie cherche à attirer des investisseurs dans les textiles de Turquie et dans les matériaux de construction d'Inde, entre autres, le pays a besoin, indique Hailemariam, « non seulement de garder les pieds sur terre, mais aussi, de penser à l'étape suivante, ce qui signifie rechercher les domaines à franchir, y compris dans la biotechnologie et la nanotechnologie ». Cela signifie, admet-il, « s'engager et investir dans la recherche et le développement en vue de faciliter la compétitivité ».

La création d'emplois de qualité prendra au moins 20 à 30 ans, dit-il. « Mais nous savons où nous avons commencé, où et comment nous voulons créer des emplois. Dans un premier temps, nous devons commencer par des solutions peu coûteuses, à forte intensité de main-d'œuvre et à basse technologie.

Le Premier ministre est tout aussi franc en ce qui concerne la responsabilité individuelle des Éthiopiens. « Notre plus grand frein est l'attitude, la perspective et l'exposition de notre peuple. Nous avons une énorme population rurale. Vous devez susciter une compréhension, parmi eux, de la nécessité de créer de la valeur, de manière à ce que chacun travaille dur et à sa façon – par exemple, dans le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture rurale. Vous devez également convaincre les populations que les emplois non manuels ne sont pas tout, que l'agriculture peut être une profession moderne.

« Tout cela, explique-t-il, exige une bonne stratégie de communication, y compris [indiquer] les menaces auxquelles nous nous exposons si nous ne changeons pas notre façon de faire. En Corée du Sud, la menace qu'on utilisait pour motiver les gens était le danger du communisme. Notre danger est le danger de la pauvreté et de la désintégration du pays si nous ne nous attaquons pas aux problèmes et nous ne devenons pas actifs et travailleurs. »

A côté de tous ces défis, il y a eu des succès remarquables en Ethiopie. La compagnie aérienne, Ethiopian Airlines, telle que couverte au chapitre 7, et l'industrie des fleurs du pays, discutée au chapitre 4, sont des exemples de développement commercial réussi dans des industries très différentes.

Shoe City est le résultat d'une invitation personnelle de Meles au fondateur de l'entreprise, lui proposant, lors d'un voyage en Chine en 2011, d'ouvrir une usine. Il n'est alors guère surprenant que le Premier ministre Hailemariam ait été « choqué » par la mort de Meles. « Ce fut un moment traumatisant. Je ne pensais pas pouvoir diriger le pays en son absence, ni comment le faire. Mais nous avons pu le piloter avec le soutien de collègues. Quand je me suis rendu compte qu'il me revenait de prendre des décisions ultimes dans ce pays, vous pouvez seulement imaginer le niveau de stress. C'est pourquoi j'ai opté pour un processus de leadership plus consultatif et collectif en politique et avec le secteur privé ». Il permet des rencontres avec ce dernier trois fois par an pour des séances stratégiques, tous les trimestres pour traiter des questions liées à la compétitivité et chaque mois pour évaluer les progrès réalisés sur les exportations.

Hailemariam reconnaît que « l'élément le plus important dans le leadership est de gagner la confiance des gens. Nous devons montrer l'exemple par notre politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption, en n'utilisant pas l'argent public à des fins d'enrichissement personnel et en

faisant montre de sacrifices. Si vous ne pouvez pas le faire, vous ne pouvez pas vous attendre à ce que d'autres le fassent ».

Lorsqu'on lui a demandé quelle était sa définition du succès, le Premier ministre a répondu : « Il s'agit d'apporter des changements significatifs dans la vie de notre peuple. Ce n'est pas simplement une question de chiffres ou de croissance, il s'agit de transformer les vies. La croissance », ajoute-t-il, « doit être partagée pour être durable ».

En dépit de la clarté de la planification et de la volonté de faire des sacrifices, des préoccupations, quant à la durabilité à long terme du modèle éthiopien, ont été soulignées par les mesures de police en 2016, en riposte aux manifestations dans les régions d'Oromo et d'Amhara. Les manifestations ont été déclenchées par les tentatives du gouvernement de réaffecter les terres dans ces régions, qui abritent près des deux tiers de la population du pays. Ces groupes voient la coalition au pouvoir de l'Éthiopie comme dominée par les Tigryans, qui représentent environ 6 pour cent de la population; c'est le groupe qui a dirigé la guérilla contre le régime militaire de Mengistu Haile Mariam. Le message est clair: la croissance et la prospérité économiques dépendent de l'adoption de bonnes politiques. En fait, bon nombre des manifestations ciblaient les investissements étrangers, mettant en exergue l'indivisibilité de la paix domestique et la capacité d'attirer et de conserver des investissements étrangers.

Son rôle dans la stabilisation de la sécurité régionale associé au bilan traumatisant de sa politique intérieure, amène la communauté internationale, juste pour un temps, à laisser passer le bilan de l'Éthiopie en matière de droits de l'homme. Ceci pourrait, cependant, ne pas être dans les intérêts à long terme des donateurs. Paradoxalement, le plus grand défi du gouvernement pourrait venir avec la réussite économique. À mesure qu'il s'enrichit, la demande croissante de liberté de sa classe moyenne peut bien se conjuguer aux exigences de ceux qui se sentent exclus. Si cela se produit dans un contexte de crise économique, comme ce fut le cas en Indonésie à la fin des années 90, la pression pour le changement pourrait devenir écrasante et s'avérer impossible à gérer. L'histoire nous enseigne qu'un renforcement de démocratie continu, serait la réponse aux défis de développement à long terme de l'Éthiopie.

Botswana : le défi au-delà des produits de base

À quelques kilomètres du nouvel aéroport international Sir Seretse Khama à Gaborone, se trouve De Beers Global Sightholder Sales.¹⁸ Connu auparavant sous le nom de Diamond Trading Company (DTC), il s'agit d'un centre de tri, d'évaluation et de vente. En 2014, il a traité plus de 32 millions de carats de diamants (d'une valeur de plus de 7 milliards de dollars) à des fins de distribution mondiale. À proximité du bâtiment angulaire en verre et en pierre, se trouvent la voûte nationale, le Bureau de normalisation, divers ateliers de coupe et de polissage des diamants et les archives nationales.

Le DTC a été déplacé de Londres en 2012 dans le cadre d'un accord portant sur le renouvellement du bail des mines géantes de Jwaneng et Orapa, qui possèdent les dépôts de diamants les plus riches au monde. L'objectif du Botswana est d'obtenir une plus grande part des bénéfices en aval de ses principales exportations. Toutes les cinq semaines, 86 « sightholders » autorisés ou clients se rencontrent au Botswana pour acheter des parcelles de diamants bruts. Dans le cadre du même processus de valorisation, le gouvernement a également créé la société Okavango Diamond Trading Company, qui gère indépendamment 3 millions de carats de diamants par an.

Le tri des diamants est un processus complexe, technologique et à forte intensité de main-d'œuvre. Il faut 1 500 employés, dont 550 trieurs, pour trier les pierres précieuses non polies en 11 344 catégories, qui représentent près de 500 colis en vente à chaque vente.¹⁹

Avec ses grues, ses embouteillages, ses nouveaux hôtels et ses gratte-ciel brillants, Gaborone est aujourd'hui loin de la période où Sir Seretse a mené le pays à l'indépendance le 30 septembre 1966. A cette période-là, le Botswana était devenu l'un des pays les moins avancés et les plus pauvres du monde, avec un revenu par habitant d'à peine 83 dollars, et la plupart de ses habitants dépendaient de l'agriculture de subsistance. À l'époque de l'indépendance, il y avait moins de 30 000 personnes qui occupaient des emplois salariés, à peine une cinquantaine de diplômés universitaires, un faible taux d'alphabétisation et un faible accès aux soins de santé, à l'assainissement, à l'eau, au téléphone, à l'électricité, aux transports publics et à d'autres services. Le pays dépendait de l'aide étrangère britannique pour survivre.

Au tournant du 21^{ème} siècle, le PIB par habitant du Botswana, alors à 7 300 dollars, était de 15 pour cent supérieur à celui de son puissant voisin

l'Afrique du Sud. La raison de son succès était le partenariat de l'État avec De Beers, qui visait à développer ses ressources en diamant. Avec plus d'un quart de la production mondiale en diamants, l'industrie représente 35 pour cent du PIB du Botswana et environ 85 pour cent des exportations.

La dépendance du Botswana en matière de diamants, son meilleur ami depuis l'indépendance, est presque totale, un fait qui ne s'est pas perdu avec les gouvernements successifs.

Comment apporter une valeur ajoutée intérieure, a été l'une des préoccupations du gouvernement d'Ian Khama, le fils aîné du leader de l'indépendance, qui est devenu Président en 2008 à l'âge de 55 ans. Le « système » du Botswana permet à un nouveau président de prendre la relève avant la fin du mandat de son prédécesseur, lui permettant ainsi de prendre son temps avant de conquérir le pouvoir, à son propre compte, lors de l'élection nationale.

Un ancien commandant de la force de défense, et encore passionné d'aviation, Khama est franc et clair au sujet du succès du pays. « Il repose sur un engagement culturel et traditionnel envers la démocratie », dit-il, « et ce qu'implique la démocratie. Contrairement à certains, qui déforment le concept de démocratie à leur convenance, nous avons adhéré à ces principes, dans ce sens où tout ce que nous faisons, doit être dans l'intérêt de nos citoyens. Cela explique notre position difficile à l'égard de la corruption – qui porte sur l'intérêt personnel et l'image de soi. De la démocratie et de la bonne gouvernance », observe-t-il à partir de ses modestes bureaux à Gaborone, « dérive tout le reste, y compris une gestion financière prudente de l'économie ».

L'engagement envers la démocratie, dit Khama, « a peu à voir avec l'héritage colonial, surtout depuis que la capitale britannique du territoire était à l'extérieur du [pays], à Mafikeng. Au contraire, il est à la fois culturel et dépendant du leadership. Plus que de simples bonnes intentions ou rhétoriques, les engagements envers la démocratie et la bonne gouvernance sont maintenant profondément enracinés ».

Le Botswana a tenté plusieurs fois de stimuler sa quête de diversification. La politique d'Assistance financière, qui a pris fin en 1999, a fourni des subventions de main-d'œuvre et de capitaux à de nouvelles entreprises, mais très peu des 3 000 opérations qui ont été lancées dans le cadre de ce programme, ont survécu. La politique de l'Agence de développement de

l'entrepreneuriat citoyen, qui l'a remplacée, a offert des prêts à faible taux d'intérêt ainsi que des programmes de mentorat et de soutien.

En 2005, la Fondation Brenthurst a aidé à monter un groupe de spécialistes internationaux, à l'invitation du gouvernement du Botswana, en vue d'élaborer une stratégie de diversification économique. De ces discussions préliminaires, a émergé le Comité consultatif économique du Botswana (BEAC), plus tard communément appelé le Conseil, qui devait superviser cette stratégie.

Khama fait valoir le tourisme comme une belle réussite dans la poursuite de la diversification. Le Botswana a légèrement augmenté son nombre de visiteurs internationaux, qui est passé de 1,4 million d'arrivées en 2006 à 1,5 million en 2014²⁰. En 2013, le voyage et le tourisme ont soutenu directement 31 000 emplois, soit 4,6 pour cent de l'emploi total. La contribution directe des voyages et du tourisme au PIB, est estimée à 510 millions de dollars, soit 3,2 pour cent du PIB total du pays en 2014²¹. L'une des premières recommandations de la BEAC, était de ramener le coût des affaires en dessous de celui de son plus proche et plus grand concurrent, l'Afrique du Sud, dans le but de devenir le « Maurice de l'Afrique australe » dans le secteur des services. Cette stratégie ne nécessiterait pas de subventions, mais plutôt une amélioration générale du climat de concurrence en faisant face à la forte valeur de sa monnaie, l'un des effets des flux entrants et de la dépendance en ressources naturelles, ainsi qu'aux coûts de la banque et des télécommunications.

Le Président a fait allusions à certaines tensions entre la croissance et la stabilité qui doivent être constamment gérées – comme le taux de change, afin de trouver l'équilibre juste pour maintenir l'inflation dans une fourchette de 3 à 6 pour cent, toujours assez faible pour assurer la compétitivité des exportations avec les principaux partenaires commerciaux du Botswana. Dans le même contexte, il a souligné « un choix difficile » à faire en ce qui concerne la compagnie aérienne nationale, un autre sujet brûlant de la BEAC, à savoir, s'ils devaient organiser les coûts et comment y parvenir ou s'ils devaient l'utiliser comme atout stratégique pour attirer les touristes et les hommes d'affaires. Une autre recommandation par anticipation mais qui a été avortée, portait sur le positionnement de l'aéroport en tant que centre de fret régional, le long des lignes de Memphis ou de Hong Kong.

Le gouvernement a remplacé la BEAC par un forum conjoint entre le gouvernement et le secteur privé pour faire avancer les choses. Le conseil était-il alors un échec? « Il a fait du bon travail, en particulier sur les questions stratégiques, mais pour rendre ces organes efficaces », a répondu le Président, « vous avez besoin de la présence de tous les ministres et de leurs secrétaires permanents ».

Toutefois, en faveur de la BEAC, le passage au profit des entreprises du diamant, a créé plus de 2 000 emplois. Mais il y a des limites à cette initiative, et pas des moindres, à savoir, les coûts globaux comparatifs de la coupe et du polissage des pierres. Ce traitement coûte au moins 45 dollars le carat au Botswana mais seulement 10 dollars en Inde. Et en Afrique du Sud, le coût est au moins trois fois plus élevé que celui du Botswana, ce qui a encouragé la relocalisation de certaines entreprises basées en Afrique du Sud, dans le pays voisin. Bien que le déplacement du commerce des diamants au Royaume-Uni ait entraîné la relocalisation de 80 familles à Gaborone, ce qui a permis de relancer le logement local et d'autres services, la délocalisation du DTC, n'a pas encore entraîné le boom chez les voyageurs d'affaires, qui avait été envisagé, surtout que les « sightholders » préfèrent souvent « faire un tour rapide » d'un jour au Botswana, à partir de Johannesburg.

Il existe d'autres défis, note le Président Khama, avec la diversification vers la fabrication. « Lorsque vous êtes assis à côté d'un voisin avec une économie de la taille de l'Afrique du Sud, qui est extrêmement actif dans sa quête pour tenter d'attirer l'IDE et qui se qualifie de passerelle régionale, c'est encore plus difficile. Je trouve cet étiquetage personnellement malheureux, car ce qu'il nous dit c'est que dans la région, aux alentours de l'Afrique du Sud, nous ne devrions pas être des fabricants, mais uniquement un marché. Ce n'est pas la seule façon dont l'Afrique du Sud a étouffé les tentatives d'industrialisation dans les pays voisins. Ils ont également mis en place des mesures commerciales pour le faire. Pourtant, ils disposent d'un marché plus vaste, d'infrastructures plus développées, de ports maritimes et d'aéroports, et d'autres avantages importants. Néanmoins, nous avons essayé de nous vendre comme étant le *centre* », souligne-t-il, de la région de l'Afrique australe, c'est pourquoi nous avons investi dans la logistique ».

Pour ce qui est des échecs spécifiques, Khama évoque la question de l'électricité : « Nous dépendions des importations d'Eskom en Afrique du Sud. Lorsqu'il est apparu clairement qu'Eskom ne pouvait pas approvisionner

adéquatement son propre marché, et que cela nous rendait vulnérables, nous avons dû produire nos plans pour devenir autosuffisants en matière énergétique à l'horizon 2012. Mais nous avons été déçus par l'entrepreneur, résultat, nous courons encore comme des dératés pour devenir non seulement autosuffisants, mais également exportateur d'énergie dans un intervalle de deux à trois ans ».

Vu sous le prisme du succès de l'Asie de l'Est, il semble que, plus que tout, le succès dans la diversification demande de se concentrer avec une acuité particulière sur la croissance et le développement. Qu'est-ce que Khama a appris du rôle de leadership dans cette tâche?

« Dans mon cas », sourit le Président, derrière un bureau et à côté d'étagères encombrées de bric-à-brac martial, « je n'ai aucun doute que l'expérience militaire a eu une grande influence, en particulier sur la nature de la prise de décision et sur la gestion. Pour moi, avoir fait l'armée, fut un très grand avantage dans ma vie. Cela vous prépare à faire face à toutes sortes de choses dans la vie, et c'est quelque chose que je conserverai et que je n'abandonnerai pas.

« En partie, il s'agit aussi du type de personne que vous êtes. J'ai avancé la question de la dignité et de la compassion et des soins à l'égard de nos concitoyens pendant mon mandat, surtout à l'attention des personnes défavorisées. Naturellement, vos parents ont également une influence. J'ai eu la chance d'avoir un père du métier, et une mère dévouée aux causes caritatives. Tous ces aspects m'ont aidé à relever les défis ».

Ici, dans la lutte contre la pauvreté, le Botswana a eu l'avantage de bénéficier de l'éthique de leadership de Khama. « Toute situation difficile au commencement a le potentiel de s'arranger ». Mais il reconnaît qu'il existe un problème d'apathie parmi ses citoyens. La garantie des revenus des diamants démotive les entreprises à « se lancer ». « Parfois, on nous offre des opportunités, mais nous adoptons une position décontractée, et ne sautons pas sur l'occasion parce que nous possédons des diamants. En outre, il existe un syndrome de dépendance à l'égard du gouvernement, puisque nous étions autrefois si pauvres et avons beaucoup fait par le biais d'interventions sociales. Bon nombre de personnes, qui devraient se prendre elles-mêmes en charge, obtiennent probablement une aide – c'est une tendance. La question qu'ils ont toujours est la suivante : « Que va faire le gouvernement pour moi ? ».

« Peut-être que ce que nous avons réalisé grâce aux revenus du diamant nous a rendu complaisants. Mais, nous devons nous rappeler, souligne-t-il, que les diamants ne sont pas éternels. »

Réforme au Sahel

Le marché du poisson de Nouakchott à la Plage des Pêcheurs est un lieu débordant d'énergie. Des équipes d'hommes, certains en peaux huilées, la plupart pieds nus, soulèvent des pirogues décorées et colorées sur la plage. D'autres rangent les moteurs hors-bord et les filets faits à la main. Les garçons et les filles vendent des boissons et de la nourriture, et des sacs de charrettes à ânes et des cartons de poisson. Les tables en béton sur le marché sont empilées de poissons, le sol jonché de têtes et d'entrailles rejetées, tandis que les commerçants scellent les glacières destinées aux camions réfrigérés garés à l'extérieur.²²

Des centaines de bateaux de pêche traditionnels et non pontés bordent le rivage. Les mers situées au large des côtes de 754 kilomètres de la Mauritanie renferment les zones de pêche les plus riches du monde, générant un quart des exportations du pays. Mais l'industrie est sous pression. Près de 1,2 million de tonnes de poissons sont capturés chaque année dans les eaux mauritaniennes, bien que les pêcheurs se plaignent d'avoir à aller jusqu'à 30 kilomètres au large pour faire leurs prises. En juillet 2015, l'UE a renouvelé un accord de 20 ans avec la Mauritanie permettant aux navires de l'UE de pêcher au chalut jusqu'à 281 500 tonnes par an en échange d'un paiement à des fins commerciales et d'un ensemble d'aide en vue de soutenir les contrôles locaux de la pêche et de l'environnement. Les chalutiers commerciaux peuvent faire des prises allant jusqu'à 250 tonnes de poisson par jour; une pirogue pourrait faire 5 tonnes par an. Les chalutiers chinois, russes et sud-coréens sont, comme les Européens, attirés dans la région par la demande accrue des consommateurs et la baisse de leurs stocks au niveau national. On estime que plus d'un tiers des poissons attrapés en Afrique de l'Ouest sont illégaux, non déclarés ou non réglementés, ce qui entraîne une perte de 1,3 milliard de dollars en revenus annuels.

Des plans sont en cours pour tirer davantage de valeur de la pêche et mieux intégrer l'industrie dans l'économie mauritanienne. Cela nécessitera une rupture avec le passé, y compris la réalisation d'investissements

considérables dans l'infrastructure, l'implantation d'un nouvel ensemble de politiques et la garantie d'une nouvelle façon de faire les choses.

Cette industrie sera un test clé pour un pays qui, s'il joint le geste à la parole, pourrait devenir un modèle régional.

La pénurie d'eau conjuguée aux tentations populistes, y compris l'Islam, et l'illusion d'un état local sur une superficie de plus de 6 millions de kilomètres carrés, font du Sahel, un lieu destiné à un échec chronique. À cela s'ajoutent, le changement climatique et la dégradation des sols (déjà estimés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture comme affectant plus de 80 pour cent du Sahel) et une population à prédominance jeune, et on devrait s'attendre à une migration à grande échelle au sud et au nord. La population de la région devrait passer de 135 millions à 330 millions d'ici 2050 et environ 670 millions d'ici 2100.

Jusqu'à présent, le rôle de la communauté internationale a été de gérer les cas extrêmes tactiques et d'essayer de renforcer la capacité de l'État, et en particulier dans le domaine militaire, là où des problèmes fondamentaux de contrôle de la société et de territoire sont en jeu. Cette approche est plus susceptible de contourner ces problèmes plutôt que de les résoudre, en particulier lorsqu'il n'est pas toujours évident de déterminer qui est le gouvernement et qui sont les bons.

Nouakchott – la « zone des vents » – a été établie à nouveau en tant que capitale, au moment de son indépendance de la France en 1960, alors que seules 10 000 personnes vivaient dans ce qui n'était autrefois pas plus qu'un village de pêcheurs. Maintenant, abritant plus de 1,5 million de personnes, ou un tiers de la population mauritanienne, la ville est jalonnée de résidences en béton en construction. Il n'existe aucune limite physique de l'agglomération dans l'étendue infinie. « Si vous avez quelque chose contre le sable », observe un diplomate, « vous ne devriez pas être ici ». L'extension anarchique et la pauvreté exercent des pressions différentes mais extrêmes sur les infrastructures.

L'histoire politique troublée du pays n'a pas non plus aidé. Il y a eu une douzaine de coups ou de tentatives de coups d'État depuis l'indépendance, le premier en 1978, qui a mis fin au règne du leader, précurseur du mouvement vers l'indépendance, Moktar Daddah. Une junte militaire a contrôlé le pays jusqu'en 1992, date de la tenue des premières élections multipartites. Un autre coup d'État sans effusion de sang en août 2005 a vu une phase de transition

vers la démocratie. Bien que Sidi Ould Cheikh Abdellahi ait été investi en avril 2007 en tant que premier président démocratiquement élu du pays, son mandat s'est terminé brusquement en août 2008 avec un putsch dirigé par le général Mohamed Ould Abdel Aziz. Le général a par la suite été élu Président en juillet 2009 et réélu pour un second mandat, apparemment son dernier mandat, en 2014 avec 82 pour cent des voix. Les deux événements, cependant, ont été boycottés par divers mouvements d'opposition.

Bien qu'il y ait eu des réformes importantes – dans la liberté des médias, par exemple – le système politique de la Mauritanie demeure classé comme « non libéral » par Freedom House. Les divisions nationales semblent être plus profondes que sa démocratie. Des tensions ethniques et raciales subsistent parmi les trois principaux groupes : les descendants arabophones des esclaves (Haratines), qui représentent environ 40 pour cent de la population; les arabophones soi-disant appelés « Maures blanches » (Bidhan), qui forment 30 pour cent de la population; et le reste, les Afro-Mauritaniens originaires de la vallée de la rivière Sénégal au Sud. Alors que les Bidhan Mauritaniens occupent la plupart des postes d'élite dans le gouvernement et dans les entreprises, il existe un débat public tendu sur l'esclavage et ses effets.

En dépit de telles différences et conditions défavorables, il existe un fort sentiment d'attachement national et d'ingéniosité. « Nous pensons toujours comme des nomades », explique un politicien vétérinaire local, « à nos dépens. Nous jetons des ordures où nous choisissons, et nous ne nous installons pas de façon permanente. Cela se reflète dans la manière dont nous conduisons ». La Mauritanie est l'un de ces rares pays où on vous dépassera pendant que vous attendez à un feu rouge, un endroit où les vieilles Peugeot et les taxis Mercedes usés viennent mourir. « Mais en tant que nomades », il sourit, « cela signifie aussi que nous pouvons survivre face aux conditions les plus difficiles ».

L'image de la Mauritanie à l'extérieur du pays reste entachée. Cela est aggravé par des défis dans les affaires. Il est classé 168e sur 189 pays dans l'Indice de facilité de faire des affaires 2016 de la Banque mondiale. Les investisseurs disent qu'ils sont freinés par des pratiques fiscales irrégulières et un système juridique inefficace et corrompu.

Pendant, rien de tout cela n'échappe au gouvernement. Le chef d'état-major du Premier ministre, Mohamed Djibril, admet que gérer la corruption et assurer un gouvernement inclusif sont les points deux et trois sur la

liste des trois plus grandes priorités du gouvernement – la première étant de « développer le secteur privé sans lequel il est impossible de créer des emplois ».

Toutefois, il existe des défis plus profonds. Ahmed Mahmoud Dahan, un ancien ministre des Affaires étrangères et, plus tard, des Affaires islamiques, et maintenant chef de l'Institut d'études stratégiques à Nouakchott, affirme que l'État a été « établi par les autorités coloniales essentiellement à des fins d'extraction. Après l'indépendance, il a été remplacé par un état au service de l'exécutif. En conséquence », dit-il, « le pouvoir est très important, car l'État est pratiquement la seule source d'emplois ». Par conséquent, comme on pouvait s'y attendre, dans le gouvernement, jusqu'à présent, « il n'y a guère eu d'incitation au changement ».

Le Premier ministre Yahya Ould Hademine fait également valoir ce point de vue. Doté d'une expérience acquise en travaillant pour la compagnie de production de minerai de fer nationale, Hademine a également des idées claires sur ce qu'il faut faire. Nommé en août 2014, le technocrate qui a fait ses études au Canada, identifie le fait que « la Mauritanie n'ait pas été un état avant l'indépendance » comme étant le premier frein. Nous avons dû construire des institutions et éduquer notre peuple à entrer dans la modernité. Maintenant, 50 ans plus tard, nous avons atteint le niveau de pays comme le Sénégal, qui le font au moins depuis des centaines d'années ». Cette situation a été rendue plus difficile par « une grande sécheresse de 20 ans dans les années 70, qui a eu un impact considérable sur notre société qui dépend de l'élevage et qui a augmenté le taux d'urbanisation. Mais ensuite, nous avons eu à fournir de nouvelles infrastructures dans les villes – l'eau potable, les routes, les services, le maintien de l'ordre – et nous avons également essayé de les mettre à exécution », dit-il, « sur un vaste territoire ».

En plus de ces freins, dit-il, il est également nécessaire d'accroître les investissements, d'améliorer le système juridique et la justice. Ces efforts ont été compliqués par la montée d'un « extrémisme violent ». Le gouvernement a identifié trois domaines pour la croissance et l'emploi : la pêche, l'agriculture et l'élevage. « Nous voulons ajouter plus de valeur à la pêche », dit Hademine. « Bien que le Maroc ait juste la moitié de notre production, il compte 500 000 travailleurs. Le Sénégal produit un quart de ce que nous faisons, mais en a 400 000. Nous n'en avons que 36 000. L'initiative de zone franche dans le [port au Nord de] Nouadhibou vise à changer cela, tout comme le

développement de petits ports le long de la côte ». Le gouvernement prévoit de dépenser jusqu'à 1 milliard de dollars dans l'industrie de la pêche seule. Cependant, c'est un peu plus compliqué, étant donné que l'industrie de la pêche locale est dominée par les Sénégalais. De nombreux emplois serviles vont aux étrangers, principalement d'Afrique de l'Ouest.

« Dans le secteur agricole », a déclaré le Premier ministre, « le plan est de préparer la terre au Sud, le long du fleuve Sénégal, où nous disposons de centaines de milliers d'hectares. Nous produisons déjà 80 pour cent de nos besoins en riz dans cette zone ». Se concentrer sur ces domaines viendrait s'ajouter au succès du secteur minier, a-t-il dit.

Qu'en est-il du va-et-vient en matière de démocratie?

« Vous devez comprendre que la Mauritanie n'est pas exactement comme tous les pays africains », répond le Premier ministre Hademine. « Notre population a une longue histoire culturelle. Au Moyen Âge, ils ont conquis l'Espagne et le Maroc, en les convainquant que le besoin en nouvelles règles de gouvernance exige une approche différente des autres populations africaines qui ont appris à lire avec l'arrivée de la puissance coloniale. Notre destinée est donc faite de petites étapes à franchir ».

Ces « étapes » comprennent le débat autour du gouvernement inclusif, que certains considèrent comme fondé de pouvoir, cependant, en vue d'étendre le régime du Président à un troisième mandat. Avec un rôle de leadership proactif dans l'UA et la Ligue arabe, le gouvernement est étonnamment défensif à propos de son engagement international. Même si la France a pris un engagement régional à long terme pour lutter contre l'extrémisme violent, elle est habituellement pointée du doigt comme étant la coupable lorsque les choses vont mal, comme c'est le cas avec Israël, depuis que Nouakchott a coupé ses liens avec Jérusalem en 2009. Et on soupçonne que les travailleurs et les investisseurs étrangers accaparent les emplois des Mauritaniens, d'où les conditions strictes auxquelles les entreprises doivent s'adapter lorsqu'elles transfèrent des emplois d'expatriés à des habitants locaux, ce qui peut constituer un équilibre entre autonomisation locale et apaisement, d'une part, et compétitivité continue de l'autre.

Pourtant, ironiquement, la plus grande force de la Mauritanie réside dans ses relations avec la communauté internationale. Dans le Sahel, c'est un pays dévoué étant donné sa sécurité relative, capable de rapprocher, plutôt que de diviser, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

Cote d'Ivoire : Rattraper le retard occasionné par le conflit

En 1983, le président Félix Houphouët-Boigny a déclaré son lieu de naissance, Amoussoukro, situé à 250 kilomètres d'Abidjan, comme étant la capitale administrative de la Côte d'Ivoire. Alignée, avec de larges boulevards bordés de grands lampadaires, plus parisienne que provinciale, elle était composée du nouveau parlement, d'un centre de congrès et d'un aéroport international capable d'accueillir le Concorde. La pièce maîtresse était la basilique de Notre-Dame de la Paix, nommée en reconnaissance pour la stabilité du pays depuis l'indépendance et construite sur une plantation de noix de coco offerte par le Président lui-même. Avec son dôme de 158 mètres de haut et son mur de 100 mètres de diamètre inspiré de la basilique Saint-Pierre à Rome, elle a été achevée en 1990, et a demandé 1 500 travailleurs de 36 entreprises travaillant 24 heures sur 24 et 7 jours sur trois sur trois ans. Avec 7 400 mètres carrés de vitraux – dont un représentant le dimanche des Rameaux et Houphouët, les architectes et les entrepreneurs – et sept hectares de marbre, la basilique est classée comme la plus grande église au monde, capable d'accueillir 200 000 fidèles à l'intérieur et à l'extérieur.

Le filet de pèlerins et de visiteurs de la « Basilique Bush » à Yamoussoukro suggère que le geste théâtral d'Houphouët était démesuré dans un pays où seulement un tiers de la population est chrétienne. De tels actes de générosité étaient beaucoup moins précieux pour le jeune pays que l'investissement dans une génération de compétences pendant les 33 années de mandat d'Houphouët.

Au contraire, la construction de la nouvelle capitale a marqué le début d'un quart de siècle de crise financière et politique en Côte d'Ivoire²³.

Le pays a accédé à son indépendance de la France en août 1960, lorsque Houphouët, un infirmier, devenu l'un des agriculteurs les plus riches du pays, est arrivé à la présidence. Il a hérité d'une économie axée sur l'exportation du cacao, du café et de l'huile de palme, qui représentaient 40 pour cent des exportations de la région. L'économie de la Côte d'Ivoire était dominée par une population importante de « colons » français, d'environ 50 000 dans les années 70 pour une population locale de seulement 7 millions.

Le président a valorisé l'agriculture, un secteur dans lequel on trouvait les petits agriculteurs immigrés Burkinabés qui travaillaient sur les terres

agricoles appartenant à des Ivoiriens urbanisés, et qui faisaient la culture du café, du cacao et du caoutchouc.

Plus d'un quart de la population aujourd'hui sont des étrangers²⁴. Sur le boulevard Valéry Giscard d'Estaing, qui mène à l'aéroport d'Abidjan, il y a un carrefour « le Carrefour du Kumasi », nommé après la ville Ghanéenne. La banlieue d'Abidjan de Treichville, autour du port, est dominée par les Sénégalais. Et il y a eu un afflux plus récent de migrants du Sahel.

Pendant deux décennies après l'indépendance, la Côte d'Ivoire a maintenu un taux annuel de croissance économique de plus de 10 pour cent. La production agricole a triplé au cours de cette période²⁵. Dans les années 70, le pays est devenu le troisième plus grand producteur de café au monde (derrière le Brésil et la Colombie) et le premier producteur de cacao. Même aujourd'hui, le pays produit 40 pour cent de la production mondiale de cacao. C'était le plus grand producteur africain d'ananas et d'huile de palme, et, dans l'ensemble, son économie était seulement deuxième après celle du Nigeria en Afrique de l'Ouest. Le PIB a doublé dans les années 60, tout comme l'alphabétisation, et pratiquement toutes les villes étaient dotées de routes et alimentées en électricité. Ce n'était pas pour rien qu'Abidjan était étiquetée comme étant le « Paris de l'Afrique de l'Ouest », avec son quartier Plateau, un centre cosmopolite de commerce, fourmillant de personnes et cœur de la vie nocturne. Mais ces manifestations de développement, à première vue, flatteuses, se sont avérées trompeuses et l'effondrement a été brusque. Une baisse du prix du cacao, conjuguée au fardeau des dépenses excessives de l'État, a entraîné une chute de la croissance en 1979, une chute dont elle ne s'est rétablie qu'au milieu des années 90, et seulement temporairement. Dans le processus, le revenu par habitant est passé de 1 230 dollars en 1979 à moins de 600 dollars en 1995²⁶, exacerbé par une triple augmentation de la population, passant de 4 millions à la période de l'indépendance à 12 millions en 1990. Une baisse du commerce extérieur a été aggravée par la surévaluation du franc CFA régional, une situation qui a favorisé les habitudes de dépenses de l'élite.

Quand Houphouët est resté au-delà de son départ anticipé lors du 25^e anniversaire de l'indépendance, les entreprises ont décidé d'attendre et de voir comment les choses allaient évoluer, plutôt que d'investir dans l'économie. Et une culture de corruption a commencé à mordre. Comme le régime d'Houphouët a failli, la faiblesse administrative a été exposée.

Le fonds de stabilisation privé pour le cacao établi dans les années 90 était vide, dévalisé en toute impunité par l'élite administrative. La crise et le changement politiques ont parallèlement contribué au stress économique. Le PIB a chuté lorsque la dette extérieure du pays a triplé. Entre 1985 et 2008, le pourcentage de la population estimée vivre en dessous du seuil de pauvreté a quintuplé pour passer à 49 pour cent.²⁷

Au cours de ce processus, la Côte d'Ivoire a présenté cinq tendances qui servent généralement de précurseur du radicalisme politique, de détresse socio-économique et même d'échec de l'Etat :²⁸ une crise économique, généralement signalée par une absence de croissance; une corruption généralisée, y compris l'accent mis sur la redistribution plutôt que sur la création de richesse; l'exclusion d'une grande partie de la population d'opportunités sur la base de la division sociale (éducation ou genre) ou la division raciale (y compris les aspects ethniques et religieux); une migration à grande échelle, y compris l'immigration; et la présence d'un mauvais dirigeant à un moment crucial. La situation s'est aggravée par la confusion qui a suivi la mort d'Houphouët à l'âge de 88 ans en 1993. Sans l'appel du vieil homme à la nation, ceux qui ont pris la suite, ont trouvé plus facile de jouer la carte de l'identité – la xénophobie – stimulée par un ensemble de difficultés économiques et l'immigration répandue autrefois encouragée.

La carrière politique d'Alassane Dramane Ouattara, communément appelé « ADO », Président depuis 2010, illustre la complexité et la tentation de la politique ethnique dans la région. Titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Pennsylvanie, le Président a travaillé pour le FMI avant et après son mandat de Premier ministre et en tant que gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest à Dakar.

« Au cours de la crise des années 80 », rappelle-t-il, « j'ai été appelé de la Banque centrale pour aider à stabiliser la situation. Malgré mon désir de retourner à la banque, en novembre 1990, j'ai été nommé Premier ministre. Les résultats des mesures que nous avons menées étaient assez bons. Nous avons mis un frein au déficit et amélioré la gouvernance. Le Président avait été au pouvoir pendant 30 ans et par conséquent, les problèmes de gouvernance étaient énormes.

« Puis, le Président est mort, et les problèmes économiques », a-t-il noté, « se sont transformés en une deuxième phase politique de problèmes. Le nouveau Président [Henri Konan-Bédié] a tenté de renverser toutes les

réformes, y compris l'ouverture traditionnelle de notre société et de notre économie. Il a même, dit-il avec un sourire, « essayé de me déclarer inéligible au mandat de président ».

Konan-Bédié a été contraint de partir à la fin de 1999 par un coup militaire dirigé par le général Robert Guéï. Puis, Laurent Gbagbo est arrivé au pouvoir en octobre 2000 suite à des élections marquées de violence. Ouattara a été disqualifié de la course électorale en raison de sa prétendue nationalité burkinabé. Les protestations ont abouti à un soulèvement armé en septembre 2002, lorsque les troupes se sont mutinées, ont lancé des attaques dans plusieurs villes et la France a déployé des soldats pour empêcher les rebelles d'avancer.

Quand Guéï a été tué, Ouattara s'est réfugié dans l'ambassade de France, et Gbagbo est revenu au pays pour négocier un accord, qui a abouti à un gouvernement d'unité nationale. Au cœur de la violence en cours, le mandat initial de Gbagbo en tant que Président, qui a expiré le 30 octobre 2005, a été prolongé jusqu'à la tenue des élections en octobre/novembre 2010.

En dépit d'une forte participation électorale de plus de 80 pour cent et d'une victoire claire pour Ouattara, Gbagbo n'a pas accepté les résultats. Sa poursuite d'entreprendre une action destructrice et violente a été, aux dires d'un diplomate basé dans le pays à l'époque, « la cristallisation de l'effondrement économique et politique de la Côte d'Ivoire; tandis que l'intervention internationale pour assurer l'installation d'un dirigeant élu démocratiquement était un effort évident pour ramener le pays sur une voie de croissance économique et politique libérale. Et bien, cette intervention a été fructueuse »²⁹.

Gbagbo fut finalement expulsé de sa cachette à Abidjan en avril 2011 par les forces de l'ONU. En novembre 2011, il est devenu le premier ancien chef d'Etat à être extradé à La Haye par la Cour pénale internationale. « Quand j'étais Premier ministre, l'espérance de vie était de près de 60 ans », déclare Ouattara pensif. « Vers 2010, elle était tombée à seulement 50. La situation était terrible. Il y avait une anarchie totale dans l'armée. Le système judiciaire n'était pas opérationnel. Plus de 3 000 personnes ont été tuées.

« Donc, notre premier objectif était d'apporter la sécurité au pays. Une fois que cela a été réalisé, nous avons dû revenir aux fondements de la bonne politique économique. Il s'agissait notamment de rétablir un système

démocratique qui avait souffert sous la politique ethnique de Gbagbo », dit-il, [et] où seulement 5 pour cent de la population détenait le contrôle de l'armée et de la police. Mais nous avons appris de l'expérience américaine en Irak. Nous n'avons pas renvoyé toute l'armée mais nous avons engagé un vaste processus de DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion).

« La réintégration de la milice a été facilitée », reconnaît-il, très facilement, par la croissance économique que nous avons connue. Cela s'explique en partie par nos réformes mais cela a été facilité par de meilleurs termes d'échange. Le prix du cacao a vu les agriculteurs gagner le double des revenus entre 2012 et 2016, et leur production est en hausse de 50 pour cent ».

Le taux de croissance réel moyen a atteint 8,5 pour cent par an entre 2012 et 2015, l'un des taux les plus élevés en Afrique subsaharienne. Cela reflète l'accroissement des investissements entre les secteurs, y compris le gouvernement. Alors que seulement 5 pour cent du budget était affecté à des investissements en 2012, a déclaré Ouattara, cela a augmenté quatre ans plus tard pour atteindre plus de 30 pour cent³⁰. La Côte d'Ivoire est devenue le pays en cours de rattrapage d'Afrique.

« Parallèlement », a déclaré le Président, « nous avons mis l'accent sur l'infrastructure, en particulier l'énergie ». La production d'électricité a presque doublé pour passer à 2 000 mégawatts de 2012 à 2016. Ouattara admet que les choses sur le « front social » ne sont pas aussi bien passées que sur les fronts économiques et sécuritaires. Une des tactiques qu'il a adoptées, fut la création de conseils présidentiels – sur l'éducation, l'enseignement supérieur, l'électricité, l'eau et l'infrastructure. « Une fois que nous en tirons le tableau complet, je prends une décision sur la voie à suivre ».

Un autre « point faible », admet-il, se trouve dans le système judiciaire. Et la réconciliation, dit-il, « ne s'est pas déroulée comme je l'aurais souhaité ».

Le gouvernement a rédigé un plan national de développement de 50 milliards de dollars sur cinq ans. Avec ses 1 400 projets, disent les critiques, le plan est trop éparpillé. Cela reflète le défi de créer une économie compétitive et, ce faisant, « d'améliorer le logiciel », explique Eric Kacou, un économiste formé à Harvard, basé dans le pays, « pour créer un secteur privé dynamique, et non pas simplement soutenir une classe de commerçants et d'intermédiaires ».³¹ Comme l'illustre la saga de l'effondrement économique dans les années en déclin de Houphouët, il existe des limites (et des coûts) claires à une croissance gouvernementale et macro-économique.

La prospérité tend à provenir des spécificités de la politique microéconomique et non de la marge du commerce ou des grands projets, ni des quotas et des contrats du gouvernement. Le succès de la transition de la croissance du secteur public au secteur privé déterminera l'avenir économique et politique du pays. Cette transformation nécessitera, en Côte d'Ivoire comme ailleurs, d'encourager la performance et l'emploi dans l'activité économique, et non pas simplement de récompenser la proximité au pouvoir.

Ouattara est d'accord. « Les Ivoiriens n'ont pas eu l'esprit orienté vers les affaires dans le passé. Le pays vivait du cacao, de l'agriculture et de l'intermédiation logistique. La plupart des industries appartenaient aux Français et beaucoup d'entre elles, ont été vendues aux Libanais après que les Français aient été chassés par Gbagbo en 2004. « Bien qu'il y ait des incitations pour encourager les entreprises locales à participer aux appels d'offres, Ouattara ne croit pas en « l'institutionnalisation d'avantages pour favoriser les habitants. Ce type de régime va à l'encontre de mes principes en tant que libéral. De telles politiques libérales ont bien fonctionné pour la Côte d'Ivoire pendant des décennies, et continueront à le faire ».

Quelles leçons a-t-il à partager avec les autres dirigeants africains? « La première est que vous devez vraiment travailler dur. Je suis désolé de dire que dans de nombreux pays, les dirigeants ne sont là que pour essayer de faire plaisir aux gens. Au lieu de cela, ils doivent faire attention aux détails et gérer le pays comme une entreprise. Deuxièmement, le succès dépend d'un processus ouvert, qui nécessite de déterminer ce que les gens veulent et d'ajuster les politiques en fonction ».

« Troisièmement, il est très important pour les économies africaines de renforcer leurs systèmes de liberté, y compris les institutions qui s'inscrivent dans cette démarche, et la liberté d'expression, qui accompagne l'innovation et le développement. Cela nécessite une opposition forte mais disciplinée, qui fait partie de ce processus. « Le succès, dit-il, exige d'aborder l'avenir. Notre grand défi consiste à faire en sorte que les jeunes ne soient pas découragés. Nous avons créé 2 millions d'emplois au cours des dernières années, et nous avons l'un des taux de chômage les plus bas en Afrique, ce qui explique pourquoi nous attirons tant de travailleurs d'ailleurs dans la région. Mais cela ne me satisfait pas. Si nous voulons prévenir des perturbations majeures à l'avenir, nous devons répondre aux préoccupations des jeunes. Cela signifie,

dit-il, aborder la question de l'éducation et se concentrer sur l'éducation technique et pas seulement l'éducation classique.

« Je pense que j'ai eu beaucoup de chance », dit Ouattara. « Je dis toujours à mes ministres que le fait d'avoir travaillé pour une organisation comme le FMI m'a aidé, un lieu où la qualité et la compétence sont importantes et les performances peuvent être mesurées. Lors de mon deuxième mandat, entre 1994 et 1999, je me suis concentré sur les pays d'Amérique latine et d'Asie, en particulier dans la gestion des problèmes d'endettement et d'inflation, mais aussi dans la compréhension du bilan de croissance, en particulier en Asie.

« Avoir été aux États-Unis dans le cadre de mes études et plus tard aussi dans le cadre de ma carrière, a également aidé à façonner mes points de vue sur la politique libérale et la démocratie. Ces deux attributs sont essentiels pour les Africains. L'ère des anciens idéaux socialistes, où vous dépensez de l'argent que vous n'avez pas et vous ne pouvez pas trouver de travail, est révolue. Et si vous devez vous sortir d'une situation difficile », dit-il, « j'ai appris que vous devez le faire vous-même ».

Conclusion: circonscriptions des gagnants

Il ne manque pas de dirigeants africains qui n'aient demandé de sacrifices à leurs citoyens. Cependant, leurs appels n'ont généralement pas été couplés d'une vision nationale et suivis d'exécution de politiques détaillées pour convaincre les gens d'un nouvel avenir. Ceux qui ont des moyens sont plutôt tentés de rejoindre la partie de l'économie dominée par le patronage, non pas parce qu'ils sont mal intentionnés, mais parce que c'est le moyen le plus simple de fuir la pauvreté et de parvenir à la prospérité.

L'émergence démographique à venir et le défi connexe posé par un grand nombre de jeunes sans emploi, devraient permettre aux dirigeants africains disposés de créer un scénario qui justifie les décisions difficiles. La forte croissance des populations et la menace de jeunes gens mécontents, sont des problèmes faciles à comprendre, d'autant plus que ces derniers sont la continuation de tendances qui existent depuis un certain temps. Le grand nombre de jeunes sans emploi en milieu urbain ne sera pas une crise lointaine dans une zone rurale sans importance stratégique, mais deviendra une menace évidente au cœur de l'État.

Baser le scénario sur cette menace démographique peut aussi permettre d'unifier la nation parce qu'aucun groupe en particulier ne peut être tenu responsable de cela.

De nombreux plans nationaux africains, à ce jour, se sont avérés être des opportunités perdues. Des déclarations larges qui couvrent de nombreux problèmes, pendant une longue période de temps, avec des espoirs limités d'exécution, ne mobiliseront pas les circonscriptions dont les dirigeants africains ont besoin pour conduire la réforme. Ces plans doivent être fondamentalement modifiés s'ils doivent transmettre l'urgence et la résolution nécessaires pour résoudre les problèmes clés et concentrer les ressources limitées.

La conception d'un scénario national – un script engageant – est essentielle pour expliquer le choix d'action, le besoin de choix difficiles et parfois pénibles, et pour obtenir le soutien du public. Aucuns coups de grâce ne résulteront probablement de la réalisation de réformes et de la poursuite du développement, comme c'est le cas en temps de guerre. Comme le souligne Lawrence Freedman, en politique, tout comme en affaires et en temps de guerre, les succès au début ne sont guère décisifs : le pouvoir doit être consolidé par voie de gouvernance, d'innovation et d'exécution continues.

Les dirigeants Africains auront naturellement à développer leurs propres tactiques pour faire face au sentiment d'urgence et prouver qu'ils sont véritablement attentifs aux besoins de leurs citoyens. La performance du Président Álvaro Uribe en Colombie, comme l'indique une étude, a été déterminante pour transformer ce pays, en l'espace de dix ans, d'un état en déclin à un état pleinement opérationnel. Compte-tenu de l'énorme défi de sécurité, il a néanmoins refusé de rester à Bogotá, optant plutôt de sortir chaque week-end pour se rendre dans les municipalités et échanger avec les populations locales. Il lui arrivait souvent de leur donner son numéro de téléphone personnel et il les encourageait à l'appeler s'ils étaient confrontés à un problème de sécurité. Uribe s'est inspiré de ces visites pour comprendre les défis et stimuler le changement.³² Les dirigeants africains auront à penser de même aux types de profils qu'ils devraient adopter afin de changer la culture politique qui prévaut.

Un défi particulier pour les dirigeants africains est d'identifier et de cultiver les circonscriptions pour la réforme. Au début du processus de réforme, il est beaucoup plus facile de voir qui aura plus à perdre plutôt

que qui en fin de compte en profitera. Les avantages des réformes à long terme sont difficiles à vendre à une population nécessiteuse. Les nouveaux investissements et l'activité entrepreneuriale prennent du temps et il n'est peut-être pas possible pour ceux qui finiront par en bénéficier d'envisager leurs propres futurs prospères dans 10 ou 15 ans. Ou, comme l'a dit un conseiller du gouvernement local sud-africain, « On ne peut pas manger la politique. »³³

D'autre part, ceux qui dépendent de l'ancien ordre peuvent immédiatement voir ce qui se passe et se battent brutalement pour défendre le statu quo. L'un des meilleurs arts politiques qu'un dirigeant devrait pratiquer, est d'aller là où les circonscriptions investissent dans le futur plutôt que de simplement faire des calculs politiques du moment; ce sera essentiel au développement à long terme d'un soutien à la réforme.

En préparant les circonscriptions pour la réforme, les dirigeants devraient s'atteler à montrer qu'ils sont compétents, concentrés et capables d'être performants.³⁴ Leur exemple personnel pourrait inciter davantage la société à s'inspirer de la réforme. Les dirigeants qui s'attardent et avancent à pas de tortue, seront moins capables d'attirer des partisans qui auront inévitablement à attendre plus longtemps pour voir les fruits de leurs allégeances.

Conclusion

Kashim Shettima est le gouverneur de l'Etat de Borno, l'épicentre de la rébellion de Boko Haram. Élu en 2011, il ne cache pas sa frustration évidente et ne mâche pas ses mots à propos des défis auxquels cette société est confrontée : « A l'origine de Boko Haram on trouve – l'extrême misère. Tout cela provient du dénuement économique ».

La misère a été aggravée par le taux de croissance élevé au Nigeria. Avec une population officielle de 185 millions aujourd'hui, Shettima constate qu'en 2020 « le Nigeria aura 206 millions d'habitants; en 2030 ils seront 230; et en 2050, 398 millions, ce qui en fera le troisième pays le plus peuplé du monde. A ce moment-là, dit-il, 70 pour cent des Nigériens vivront dans le nord du Nigeria, avec son cocktail de désertification, de chômage des jeunes et de faible rendement. Il n'y a pas une seule partie du nord qui n'échappe à cette folie » dit-il.

La route du nord qui va de la capitale, Abuja, à Jaji, apporte d'innombrables preuves de l'ampleur des problèmes. L'autoroute est bordée de magasins vendant des bouteilles d'huile de palme, des œufs de pintades, du maïs et des ignames terreuses. Dans l'une des villes qu'on appelle «villes des camions-citernes » plus d'une centaine de camions-citernes se sont arrêtés pour permettre à leur conducteur de se restaurer « de toutes sortes de choses » nous explique notre guide. Les petites entreprises font leur commerce négligemment sous la chaleur et dans la poussière : elles cuisinent et vendent de la nourriture, fabriquent des meubles, changent et réparent les pneus, les voitures, les camions et les motos.

Les scènes chaotiques de la rue témoignent de la capacité de l'esprit humain, de l'ingénuité apparemment irrépressible des Nigériens et du prix de la mauvaise gouvernance.

Shettima, un économiste agricole de formation, énumère des statistiques pour illustrer la situation difficile du Nigeria : « Alors que nous importons des pommes de terre d'Afrique du Sud, de la pâte de tomate de Chine et des choux des Etats-Unis, qui sont réemballés à Dubai, 70 pour cent de nos

fermiers vivent péniblement de l'agriculture vivrière. Alors que nos vaches produisent un litre de lait par jour, l'Europe en produit 40 fois plus. Alors que le capitalisme entrepreneurial est enchâssé dans la psyché même des Nigériens, nous manquons de compétences et d'organisation techniques », se lamente-t-il.

De ce fait, malgré ses sols riches et ses précipitations abondantes, le Nigeria est importateur net de denrées alimentaires. Bien que l'agriculture emploie les deux tiers de la population active, la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) calcule qu'au cours des 20 dernières années, la valeur ajoutée par habitant en agriculture a augmenté de moins de 1 pour cent par année. La FAO estime que le Nigeria a perdu 10 milliards de dollars en opportunités d'exportations annuelles d'arachides, d'huile de palme, de cacao et de coton. Le Nigeria consomme 5 millions de tonnes de riz par an, dont 3 millions au moins sont importées. Bien qu'il soit le plus grand producteur de manioc dans le monde, le rendement moyen est estimé à moins de 14 tonnes par hectare ; alors que le rendement potentiel est de 40 tonnes. De même, la productivité des autres céréales est faible à environ 1,2 tonnes par hectare en comparaison des fermes sud-africaines, par exemple, qui ont en moyenne un rendement trois fois supérieur !

Les raisons de cette mauvaise performance agricole sont les taux d'intérêt élevés et le manque d'investissements, l'absence de grandes plantations commerciales, la faible utilisation d'engrais, et l'absence de services de vulgarisation. A l'origine de cette mauvaise performance on trouve la domination du pétrole brut comme source des revenus nationaux et l'absence de volonté de diversification tant que le prix de celui-ci était élevé.

Le Nigeria et les nombreux défis auxquels il fait face devraient servir d'avertissement aux autres pays africains et à leurs dirigeants. Le pétrole, une manne géologique que peu de pays peuvent égaler, n'a pas isolé le Nigeria des problèmes énormes auxquels son gouvernement doit faire face. En fait, le pétrole a peut-être empiré les choses. A moins d'entreprendre maintenant des réformes dans le but de générer des économies durables qui créent des emplois, la population croissante de l'Afrique qui recherche désespérément du travail, submergera bientôt les institutions gouvernementales dans de nombreux pays. En effet, depuis 2000 le nombre de manifestations populaires en Afrique a été multiplié par 2,5. Et, comme il fallait s'y attendre, les trois revendications principales des manifestants sont des augmentations

de salaire, de meilleures conditions de travail et des demandes pour la dissolution du gouvernement et pour la démission du chef de l'Etat. Sans progrès, ce genre de manifestations augmentera, menaçant la stabilité du continent et le mandat de ses gouvernements et dirigeants.

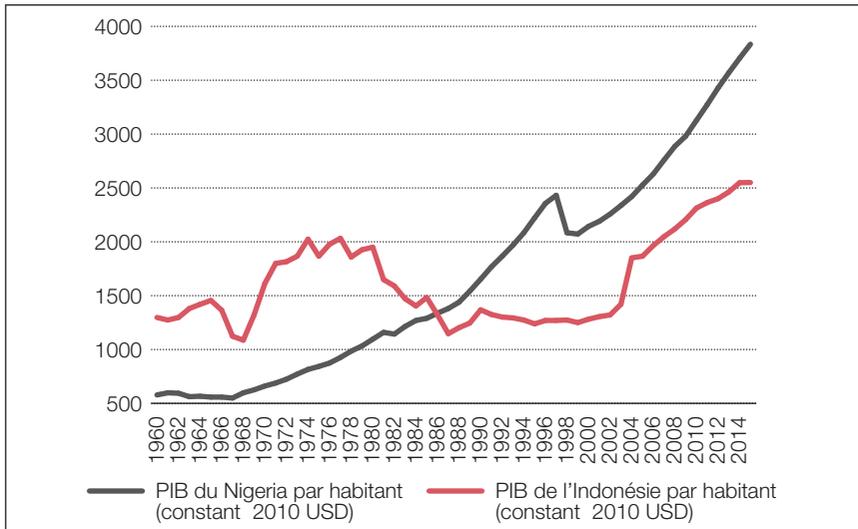
Certes, le Nigeria a beaucoup de lignes de clivage et de défis économiques, mais d'autres pays ont fait face à des conditions et difficultés semblables, et ont réussi.

L'Indonésie, notamment, montre comment les choses pourraient être, malgré le fait que le pays a vécu une croissance rapide de sa population après l'indépendance, qu'il dépend de ses ressources naturelles (particulièrement du pétrole) pour ses revenus d'exportation, et qu'il a une géographie et une topographie discontinues et difficiles, des schismes religieux et ethniques, et une mauvaise infrastructure. La différence entre les deux géants démographiques de l'Afrique subsaharienne et du sud-ouest asiatique est, en termes directs, le leadership. L'Indonésie a connu une meilleure croissance économique à la suite de la prise du pouvoir forcée par Suharto de l'icône de l'Indépendance, Sukarno, au milieu des années 60.

En dépit de la mythologie rétro larmoyante autour de Sukarno, son gouvernement n'était pas démocratique et n'avait pas amené le développement. Au lieu de cela, alors que la corruption et l'inefficacité étranglaient la croissance, il comptait sur une combinaison de charme personnel, de gestuelle anti-occidentale et d'architecture héroïque à grande échelle pour s'en sortir. Au moment où il quittait le gouvernement et était assigné à résidence, l'inflation s'élevait à 1 000 pour cent. En dépit de toute sa corruption, son népotisme et la nature répressive de sa dictature, Suharto a apporté l'ordre économique et la croissance pendant ses trois décennies de gouvernement. Ce n'est pas pour rien qu'il est surnommé *Bapak Pembangunan* (Père du Développement), tandis que Sukarno, le polygame en série, était surnommé *Bung* (camarade).

Le plan de Suharto visait à améliorer les rendements agricoles, à libéraliser et internationaliser peu à peu l'économie pour obtenir des investissements dans les industries manufacturières axées sur l'exportation. L'Indonésie a produit son premier surplus de riz en 1983 par suite de l'amélioration des rendements et de la production par habitant. Vers la fin des années 80, l'Indonésie était devenue non seulement exportateur agricole, mais aussi exportateur de textiles, de chaussures, de vêtements et de biens de

Figure 1 : Voies différentes, politiques différentes : le Nigeria et l'Indonésie, 1960–2014



Source : Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale et dossiers de données des comptes nationaux de l'OCDE, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-developmentindicators&preview=on#>

consommation.² Au cours des années 60 et au début des années 70, le revenu par habitant de l'Indonésie était inférieur à celui du Nigeria. Cependant, comme le montre la Figure 1, au milieu des années 80, quand le Nigeria était en proie à l'instabilité politique et une mauvaise gestion, l'Indonésie a commencé à aller de l'avant. Bien que les choses se soient équilibrées depuis la hausse du prix du pétrole des années 2010 et que la gouvernance se soit améliorée au Nigeria, les Indonésiens sont aujourd'hui plus riches en moyenne que les Nigériens. Toutefois, en comparaison il y a moins d'inégalité en Indonésie.³

La nécessité d'une croissance à long terme et la bonne gouvernance séparent la trajectoire de développement de l'Indonésie de celle de l'Afrique. Cela explique aussi pourquoi l'Asie du sud-est a connu une croissance de l'emploi, et pas seulement une croissance économique. Cela a nécessité un plan d'amélioration de la prospérité dont peuvent profiter les entrepreneurs – un plan qui a aussi été mis en œuvre par les gouvernements successifs, y compris celui de Suharto et de ses successeurs, chacun d'entre améliorant et élargissant le cadre de gouvernance du pays. Alors que le succès de l'Indonésie illustre l'importance de définir le contexte, la chute de Suharto

après 3 décennies de gouvernement illustre paradoxalement la raison la plus importante de la réussite de l'Indonésie – un engagement en faveur du bien-être pour tous. Contrairement à l'idée qu'il faut avoir un état autoritaire pour le développement, les Indonésiens n'ont accepté le régime autocratique de Suharto que quand il a assuré la croissance. Quand les excès de Suharto ont dépassé ses succès et que la corruption est devenue un fardeau trop lourd à supporter, l'ancien système de « démocratie dirigée » a fait place à la démocratie parlementaire.⁴

D'autres études sectorielles dans cet ouvrage fournissent d'importantes observations analogues sur la façon pour les dirigeants africains de transformer la vague démographique déferlante en une dynamique économique positive. En particulier, nous avons montré que d'autres pays, surtout en Asie et en Amérique centrale et du Sud, ont résolu des crises semblables, relancé l'économie, arraché leur population à la pauvreté et créé les emplois et les logements nécessaires. Bien qu'il se fasse tard, il est encore possible d'agir pour faire une grande différence dans la vie de millions de jeunes africains à la recherche d'un emploi et dans celle de ceux qui vont naître.

Changement de rhétorique

Comme nous l'avons indiqué dès le début de ce livre, le développement n'est plus un mystère mais un processus bien compris dans lequel un bon nombre de pays se sont engagés. Les bases du succès résident dans l'adoption de bonnes politiques et de bons dirigeants. Après cela, on peut mettre en application les leçons importantes apprises par les autres pays.

Au cœur du redressement de nombreux pays, ce qui leur a permis de mettre en place des politiques favorables à la croissance, c'est de susciter un sentiment d'urgence et la réalisation que le statu-quo mènerait à la catastrophe. Plusieurs pays asiatiques, y compris nos études du cas de Singapour et de l'Indonésie, ainsi que de la Corée du Sud et de Taïwan, ont pu utiliser leurs crises pour créer un discours permettant aux dirigeants de mettre en place des politiques difficiles et d'expliquer pourquoi le changement était nécessaire. Les dirigeants ont pu montrer d'abord que l'état même, protecteur de la population actuelle, serait en danger si des décisions difficiles n'étaient pas prises immédiatement.

Deuxièmement, en mettant en place de bonnes politiques, les dirigeants ont pu convaincre leurs citoyens que les sacrifices demandés ne seraient pas en vain mais, en fait, qu'ils résulteraient en une meilleure économie et société pour leurs enfants parce que le gouvernement était un intendant compétent de l'économie.

Thèmes pour faire avancer les réformes

Chaque pays africain doit mettre au point un programme de réformes adapté à sa situation. Les pays africains ont naturellement des histoires et des trajectoires différentes ; ils sont organisés différemment. Leurs économies sont aussi différentes : certains ont beaucoup de pétrole ; d'autres dépendent d'un seul produit de base ; certains sont plus urbanisés que d'autres ; certains sont en faillite d'autres défaillants ; la plus part, mais pas tous, dépendent d'importations de nourriture et de carburant. Certains sont géographiquement vastes, avec une toute petite population. Trois seulement – la RDC, le Nigeria et l'Ethiopie – représentent presque 40 pour cent de la population totale de l'Afrique subsaharienne. D'autres sont minuscules : 15 pays⁵ représentent un peu plus de 2 pour cent de la population du continent. Pas tous les petits pays d'Afrique sont riches mais, avec l'exception de l'Afrique du Sud, tous les pays relativement riches ont une petite population.

Mais il y a aussi des points communs. La plupart des pays sont pauvres, ont des structures gouvernementales affaiblies, n'encouragent pas la croissance du secteur privé, et n'ont pas convaincu leurs citoyens de l'urgence des réformes. La plupart font face à la perspective d'une énorme explosion démographique dans leurs villes.

Par conséquent, il y a plusieurs thèmes communs dans les études de cas qui devraient informer les dirigeants gouvernementaux africains. Premièrement, les avantages à court terme des réformes sont très difficiles à percevoir, mais les grands changements sont possibles sur une période de cinq à dix ans. L'ampleur des changements que nous proposons dans le secteur agricole, minier, manufacturier et autre sont considérables, mais les avantages mettront du temps à se faire sentir. Cependant, l'effet du taux de croissance accumulée peut bientôt s'affirmer. Que ce soit l'augmentation des fortunes à Singapour, de l'agriculture au Vietnam, ou de la production

manufacturière au Mexique, les pays peuvent changer de façon fondamentale en une ou deux décennies. La pénurie de produits livrables à très court terme (en fait, il peut y avoir des difficultés à court terme) rend la création d'un discours d'autant plus importante.

Deuxièmement, il faut qu'il y ait une prime pour faire avancer les choses. Pour aborder les priorités nationales, il faut un ordre de priorité impitoyable et résolu qui est axé sur la capacité disponible du gouvernement de fournir les éléments essentiels d'un programme de réforme. Par exemple, il faut abandonner l'aversion à employer des étrangers qui peuvent fournir des compétences qui font cruellement défaut. Les ressources humaines étrangères devraient être considérées comme des atouts nécessaires pour progresser. Les étrangers, naturellement, ne peuvent pas en garantir la réalisation et cela pourrait créer des difficultés si les étrangers voulaient régler le problème plus que les citoyens locaux. Les dirigeants africains doivent montrer à leurs bureaucraties qu'ils n'accepteront pas l'échec tout comme l'avaient fait les dirigeants asiatiques pendant leurs périodes critiques de croissance. Certes, une partie du succès du Rwanda et de l'Éthiopie est due au fait que les dirigeants sont profondément intéressés dans la performance du gouvernement.

Les dirigeants doivent notamment être soutenus par une fonction publique efficace. Si la fonction publique, en tant qu'institution, ne fonctionne pas efficacement, les gens se rabattront sur d'autres réseaux pour faire « avancer les choses ». Ainsi, pour que la fonction publique inspire confiance et soit efficace il faut la mettre en tête du programme.

Le gouverneur Shettima remarque dans le contexte des défis du Nigeria que « [le Président] Buhari a apporté quelque chose d'étonnamment non-Nigérian : l'intégrité avec l'austérité. » Cette approche est nécessaire car, comme le dit le gouverneur, « la corruption est devenue intolérable. Bien qu'il y ait des niveaux tolérables et intolérable de corruption, à l'heure actuelle c'est devenu un but en soi, ce qui est insupportable ».

Accorder la priorité à la mise en œuvre n'est pas l'apanage exclusif des régimes autoritaires bien intentionnés. « C'est dans notre propre intérêt de servir les intérêts de notre peuple », dit Shettima. « Les gens haïssent avec passion le gouvernement du Nigeria. Ils le méprisent. Nous avons besoin d'une approche beaucoup plus réaliste pour résoudre les problèmes. » Pour y arriver nous avons besoin d'un gouvernement fort qui défie le système de

récompenses basé en grande partie sur l'ethnicité, la religion et la géographie, et le remplacer par une méritocratie. La Transparence et l'état de droit sont essentiels. Ce sont des caractéristiques tributaires d'un système démocratique de gouvernement.

Troisièmement, il faut mettre l'accent sur ce que l'état doit et ne doit pas faire. Nos études de cas révèlent que l'état a un rôle vital à jouer en créant un environnement économique qui encourage la confiance et la croissance, et développe des institutions solides. Etant donné les capacités matérielles et humaines limitées des gouvernements africains, il est aussi important de comprendre ce que les états ne doivent pas faire, pour qu'ils puissent se concentrer sur les initiatives qu'ils doivent mener. Dans de nombreux pays africains, la bureaucratie excessive concourt à restreindre la croissance économique en ajoutant un énorme fardeau bureaucratique aux affaires. Il incomberait au gouvernement de réduire la bureaucratie en diminuant, par exemple, le nombre de permis requis par les entreprises pour fonctionner et en facilitant les démarches pour les obtenir ; ou, pour prendre un autre exemple, en simplifiant – ou supprimant – les visas pour simplifier l'entrée des touristes et des hommes d'affaire.

Quatrièmement, il faut consacrer une immense énergie pour développer un secteur privé dynamique. Dans de nombreux pays d'Afrique, les entreprises sont encouragées à vivre du patronage que l'état fournit, car il y a peu d'autres manières de faire de l'argent. Si l'on veut créer du travail, les entreprises doivent s'assumer en générant des investissements et en créant des emplois. Il faut absolument que les marchés bancaires et les assurances fonctionnent plus efficacement avec un contrôle adéquat, mais pas onéreux.

Le gouvernement doit aussi fournir et sponsoriser l'infrastructure, pour limiter les coûts de transaction supportés par les entreprises. Nos études de cas de projets réussis montrent que les états compétents entreprennent des projets complexes, comme la construction de ports ou de canaux. Le mélange exact variera d'un pays à l'autre. Même les firmes les plus efficaces ne peuvent pas rivaliser au niveau mondial si elles paient trop pour une alimentation irrégulière en électricité, si les routes empêchent les livraisons rapides, et si leurs marchandises sont retenues dans des ports dysfonctionnels.

Finalement, il faudrait comprendre le vrai rôle des ressources financières. Il y a encore beaucoup de bonne volonté envers le continent – pour des raisons d'altruisme et d'intérêt personnel. Si les dirigeants africains créent un

contexte politique où les ressources, y compris l'aide, peuvent être utilisées de manière productive, l'assistance internationale sera abondante. Elle sera très utile pour soutenir les institutions démocratiques, les infrastructures et les compétences. Cependant, les étrangers ne peuvent pas résoudre les problèmes de l'Afrique : au mieux, ils peuvent aider, mais ils peuvent aussi les rendre pire quand ils agissent seuls. Les dirigeants africains se trompent s'ils pensent qu'une estimation d'aide internationale probable suffira pour faire face à leurs problèmes dans un proche avenir ou que d'accuser la communauté internationale de ne pas donner assez d'aide les rendra plus crédibles aux yeux de leurs citoyens. Ils devaient plutôt se soucier de faire des réformes internes.

Notre expérience au niveau de la planification dans de nombreux pays met en évidence qu'il est à la fois possible et nécessaire de distinguer entre les activités intersectorielles et les activités proprement sectorielles quand on envisage des réformes. De plus, bien qu'elles soient basées sur une analyse solide des difficultés, les initiatives de réformes africaines sont souvent caractérisées par des réformes considérables de grand format avec des objectifs peu réalistes. Il faut les transformer en activités réalisables. Le tableau 1 montre ces « produits livrables », les différentes initiatives recommandées dans cet ouvrage pour réussir.

Tableau 1 : Résumé des étapes nécessaires au succès

<p>Population et villes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les villes doivent être vues comme des moteurs de croissance et d'emplois diversifiés. La croissance autour des villes représente un changement dramatique de l'exportation des ressources naturelles qui formait le cœur de la plupart des économies africaines. • Une intervention urgente est la seule manière de faire face à l'explosion démographique éventuelle. • Se concentrer sur le financement et les autorités au niveau urbain pour redéfinir les ressources afin de permettre aux gouvernements locaux de faire face à l'accroissement rapide des populations. • Promouvoir la densité des logements et des solutions de transports rentables pour réaliser le dividende urbain. • Considérer la mise en application de la sécurité locale comme la porte par laquelle tout le reste découlera.
------------------------------------	--

<p>Démocratie et Développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La démocratie et le développement sont indivisibles. Le gouvernement démocratique représente les intérêts du grand public, et pas seulement d'une élite. • Les périodes de stabilité amenées par les régimes autoritaires doivent être considérées avec scepticisme, si on les compare à la supériorité à long terme de la performance et de la stabilité économique mondiale des gouvernements démocratiques. • Les démocraties doivent être élaborées pour relever les défis politiques, économiques et démographiques particuliers auxquels sont confrontés les pays. • La démocratie est essentielle à l'émancipation des villes car seuls les dirigeants démocratiques peuvent déléguer le pouvoir. • Il faut avoir un « manuel » de démocratie pour affronter les menaces aux élections et institutions démocratiques.
<p>Infrastructure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le développement des infrastructures nécessite une approche à long terme pour soutenir des projets qui demanderont des années, et pour conserver la confiance des investisseurs. • Il faut développer dès le départ des modèles de revenus précis pour les projets d'infrastructure importants. • Le rôle essentiel du secteur privé dans le développement des infrastructures sera influencé par l'étendue des monopoles du secteur public. • Les infrastructures doivent être liées avec soin à la politique en matière de commerce, connectivité, compétences et transparence. • La construction de logements peut être soutenue en donnant aux autorités locales plus d'autonomie, en poursuivant une politique de densification dans les villes, en simplifiant les procédures d'acquisition de titres fonciers et en soutenant les initiatives de logements abordables.
<p>Agriculture</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Éliminer les distorsions du gouvernement au sujet de la tarification de l'agriculture. • Faire face aux craintes concernant la pénurie alimentaire grâce à une meilleure prévision des Marchés. • Faire en sorte que les politiques gouvernementales adoptent des pratiques agricoles modernes, telles que la mécanisation, les économies d'échelle et de plus grands rendements. • Assurer la sécurité des titres à long terme pour les fermiers, que ce soit en location à bail ou en pleine propriété. • L'amélioration de la logistique est essentielle pour réussir dans la production alimentaire et les exportations de produits agricoles non alimentaires.

Exploitation minière	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la politique et la confiance des investisseurs. Les processus administratifs et réglementaires transparents et efficaces sont des déterminants essentiels de l'investissement pour les sociétés minières. • Développer un discours réaliste, convaincant et tourné vers l'avenir avec le secteur minier sur le rôle qu'il jouera dans le développement national, et s'y tenir. • D'autres valorisations dépendent d'une électricité bon marché et des opportunités de fabrication intérieure. • Être conscient des systèmes logistiques nécessaires pour s'investir dans les minéraux en vrac (surtout le fer et la houille) et les immenses coûts impliqués. • La politique du gouvernement doit refléter les réalités des fluctuations dans le prix des marchandises et la nécessité d'avoir des investisseurs à long terme.
Industries manufacturières	<ul style="list-style-type: none"> • Attirer les entreprises de fabrication venant de Chine, et bien comprendre ce dont ces entreprises ont besoin pour « déménager en Afrique ». • Pour attirer les entreprises manufacturières il faudra être plus compétitif que ses rivaux mondiaux. • Le gouvernement devra s'attaquer à la lenteur bureaucratique et réduire les possibilités de corruption, car ce sont les éléments primordiaux pour créer un environnement économique réussi. • Utiliser des politiques commerciales, des préférences et des accords pour stimuler le développement industriel plutôt qu'une « stratégie industrielle ». • La « fabrication des cerveaux » de plus grande valeur dépend du développement des compétences de base dans le domaine de la production et de les compléter par des institutions d'éducation, de formation et de recherche.
Services	<ul style="list-style-type: none"> • Le secteur des services doit être activement encouragé par les gouvernements, en mettant l'accent sur la fourniture des infrastructures nécessaires et d'un environnement réglementaire. • Si l'on maintient à un faible niveau les coûts (et frais généraux) du gouvernement et si l'on conjugue ambition et pragmatisme, la croissance suivra, comme on l'a démontré dans le cas d'Ethiopian et d'Emirates Airlines. • Aider le développement d'une industrie touristique interne en rendant l'accès plus facile que celui des concurrents. Cela comprend : faciliter l'obtention des visas et réduire les coûts et les tracasseries liés à la direction des hôtels, en offrant une procédure de permis unique. • Créer les conditions pour encourager les banques étrangères à aider l'accélération rapide du développement et de la sophistication des systèmes bancaires locaux. • Soutenir activement le développement du secteur des assurances et reconnaître sa nature régionale en supprimant le protectionnisme et en le réglementant efficacement.

Technologie	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut absolument s'ouvrir à l'économie internationale si les entreprises africaines veulent bénéficier des nouvelles technologies et les développer localement. • Un gouvernement efficace dépend de son intégration avec la technologie pour améliorer la prestation de service des soins de santé à l'éducation. • Les barrières réglementaires doivent être éliminées pour étendre l'accès large bande à plus de citoyens. • Il faudrait encourager les investissements dans la recherche et le développement par des exemptions fiscales. • Le gouvernement devrait accepter la réalité des pertes d'emploi dans certains secteurs dues à la technologie, tout en essayant d'optimiser les gains dans d'autres.
Mobilisation des ressources, élimination des risques au niveau des investissements	<ul style="list-style-type: none"> • L'aide extérieure peut aider, mais les investissements viendront du secteur privé; il est donc essentiel d'adopter un état d'esprit favorable aux entreprises. • La création de stabilité et de certitude dans le domaine politique, juridique et réglementaire est la clé d'une stratégie d'investissement réussie. • L'aide ne surmontera pas une faible gouvernance. Une meilleure performance et prestation de services de l'état doivent être générées et endossées localement. • L'engagement de la Chine doit être accepté, mais il convient de garantir les intérêts du peuple africain plutôt que d'enrichir les élites. • Il faut aligner l'aide sur les plans nationaux et l'utiliser pour réduire les coûts des activités commerciales.
Planification	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser le processus de planification pour montrer qu'il est impératif et urgent de promouvoir la croissance et de créer des emplois. • Mettre l'accent sur le partenariat du gouvernement avec les entreprises, et non, comme le font beaucoup de plans, sur la primauté du gouvernement. • Un plan utile dépend d'un ordre de priorité impitoyable, de ressources suffisantes et d'un séquençage minutieux. • Les gouvernements doivent recruter les personnes disponibles les plus compétentes pour la planification et ailleurs. • Le rôle des gouvernements étrangers et des institutions doit être circonscrit.
Leadership et exécution	<ul style="list-style-type: none"> • Les dirigeants doivent utiliser la démocratie pour susciter un nationalisme discipliné qui explique la voie du développement du pays. • Les dirigeants doivent mettre l'accent sur l'exécution et l'attention aux détails de la gouvernance. • Le leadership nécessite d'utiliser toute la gamme de compétences et de patience diplomatiques personnelles. • La responsabilité des fonctionnaires doit être assurée par la transparence. • Les dirigeants forts acceptent de déléguer l'autorité.

Si les pays africains veulent relever les défis auxquels ils sont confrontés et fournir du travail à leurs jeunes populations à croissance rapide, leurs dirigeants doivent rendre leur pays à la fois attractif et compétitif sur le plan régional et international.

Réformer ou périr

Tout au long de cet ouvrage, nous avons soutenu qu'il faut rapidement effectuer des réformes pour assurer l'avenir prospère que le continent et ses habitants méritent.

Cependant, l'Afrique ne fait pas face à la crise imminente par accident. Elle s'y trouve confrontée à cause des décisions prises, ou pas prises, par ses dirigeants. La Zambie, par exemple, avait prédit exactement sa demande en électricité de 2010 à 2015, deux décennies auparavant. Les dirigeants savaient ce qu'il fallait faire pour éviter une pénurie d'électricité et il y avait beaucoup d'investisseurs qui étaient prêts à fournir des capitaux. Néanmoins, il ne s'est rien passé car des intérêts personnels et l'inertie y ont fait obstacle.

Nous ne voulons pas prétendre qu'il est facile de faire des réformes. Faire des réformes c'est mettre en cause le statu quo et il y a des individus et des groupes puissants qui se battront avec acharnement pour empêcher le changement. Etant donné l'accroissement de la population et des villes en Afrique, l'inaction finira mal pour tous, même les élites. Les dirigeants d'Afrique ne jouissent pas de la bonne volonté que leurs prédécesseurs avaient en raison de la lutte pour l'indépendance : ils seront simplement jugés sur ce qu'ils ont délivré à leurs circonscriptions.

Le défi des dirigeants africains est d'exploiter l'énorme potentiel de croissance du continent, ainsi que l'intérêt et la bonne volonté internationaux, pour le bénéfice de leur population, avant d'être submergés par les enjeux de la croissance rapide de la population et de l'urbanisation. Il est urgent que les initiatives essentielles de réformes commencent maintenant parce qu'il sera trop tard une fois que les vastes populations de jeunes avec leurs smartphones et leurs grandes attentes arrivent dans les villes.

Notes et références

Préface : Pourquoi écrire maintenant ?

1. Il y a eu 630 conflits africains depuis 1990. Voir la présentation de Paul Williams, « Conflict in Africa : Why it persists » (Les conflits en Afrique : pourquoi ils perdurent), African Centre for Strategic Studies, Washington DC, 24 octobre 2016.
2. World Bank, « While poverty in Africa has declined, number of poor has increased » (Si la pauvreté a reculé en Afrique, le nombre de pauvres a augmenté), <http://www.worldbank.org/en/region/afri/publication/poverty-rising-africa-poverty-report>, accédé en décembre 2016.
3. Nos remerciements à l'ambassadeur Philip Carter pour cette notion.

Remerciements

1. Résultat d'un dialogue sur la politique en matière de ressources naturelles en Afrique.
2. Quotidien sud-africain en ligne.
3. Quotidien sud-africain.

A propos des auteurs

1. Pourquoi l'Afrique est pauvre et ce que les africains peuvent y faire.
2. La troisième libération de l'Afrique.
3. Pourquoi les Etats se relèvent.
4. Comment fonctionne l'Afrique du Sud.
5. Les Etats et le pouvoir en Afrique : des leçons comparatives en matière d'autorité et de contrôle.
6. Un grand peut-être ? La Colombie : conflit et convergence.

Introduction

1. World Bank, *The Current Economic Position and Prospects for Zambia* (La position économique et les perspectives actuelles de la Zambie), mai 1966, ii.
2. Voir *Population Pyramids of the World*, Zambia, <https://populationpyramid.net/zambia/2030/>, ouvert décembre 2016; audit de la *Zambian Association of Manufacturers*, cité dans « Bringing back the 'glory days' of Zambian manufacturing » (Ramener les « jours glorieux » de la manufacture zambienne), *The Bulletin and Record*, mars 2012, 14–15; D. Limpitlaw, « Nationalisation and mining: Lessons from Zambia » (La nationalisation et les mines : les leçons de la Zambie), *The Southern African Institute of Mining and Metallurgy*, 111, octobre 2011; et Banque Mondiale, « Zambia », Aperçu, <http://www.worldbank.org/en/country/zambia/overview>, accédé en December 2016.
3. Steven Radelet, « Africa's rise – interrupted ? » (L'essor de l'Afrique – interrompu ?) *Finance & Development* 53(2), juin 2016.
4. World Bank, « Sub-Saharan Africa », <http://data.worldbank.org/region/SSA>, mesuré en real (2005) PNB par habitant, accédé en décembre 2016.

5. Voir World Bank, http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/Africas-Pulse-brochure_Vol7.pdf, accédé en juin 2016.
6. Voir World Bank, <http://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS>, accédé en décembre 2016.
7. Voir World Bank, <http://documents.worldbank.org/curated/en/2014/01/18829981/youth-employment-sub-saharan-africa-vol-1-2-overview>, accédé en décembre 2016; voir aussi <http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2014/08/12-youth-unemployment-africa-mcarthur>, accédé en décembre 2016.
8. Abdi Latif Dahir, « It's bleak: Africa is in a slump for the first time in twenty years » (C'est sombre : l'Afrique se trouve dans un marasme pour la première fois en vingt ans), Quartz Africa, 11 octobre 2016, <http://qz.com/806292/imf-sub-saharan-africagdp-economic-growth-will-fall-to-its-worst-level-in-two-decades/>, accédé en décembre 2016.
9. Ceci est le thème de plusieurs ouvrages contemporains sur l'Afrique, dont: Vijay Mahajan, *Africa Rising: How 900 Million African Consumers Offer More Than You Think* (L'Afrique en essor : comment 900 millions de consommateurs africains représentent plus que vous croyez). US: Prentice Hall, 2008; Kingsley Moghalu, *Emerging Africa: How the Global Economy's « Last Frontier » Can Prosper and Matter* (L'Afrique émergente : comment la 'dernière frontière' de l'économie mondiale peut prospérer et faire une différence). Londres: Penguin, 2014; Charles Robertson, *The Fastest Billion: The Story Behind Africa's Economic Revolution* (Le milliard le plus rapide : l'histoire derrière la révolution économique de l'Afrique). Londres: Renaissance Capital, 2012; et Kevin Bloom et Richard Poplak, *Continental Shift: A Journey into Africa's Changing Fortunes* (Dérive des continents : un voyage dans le sort changeant de l'Afrique). Johannesburg: Jonathan Ball, 2016.
10. « 1,2 billion opportunities » (Un milliard d'opportunités), *The Economist*, 16 avril 2016, <http://www.economist.com/news/special-report/21696792-commodity-boom-may-be-over-and-barriers-doing-business-are-everywhere-africas>, accédé en décembre 2016.
11. « One million people out of poverty in Rwanda, » (Un million de personnes arrachées à la pauvreté au Rwanda) CNBC Africa, 30 juin 2016, <http://www.cnbc.com/africa/video/?bcpid=1572473874001&bckey=AQ~~,AAABbepMIE~,YSfB5eRxPEbUu52DyyunfxqhQ1KV6HP4&bctid=5012356830001>, accédé en décembre 2016.
12. World Bank, « Can Africa claim the 21st century? » (L'Afrique peut-elle s'approprier le 21^{ème} siècle ?), <http://go.worldbank.org/Z7KUASD0N0>, accédé en décembre 2016.
13. « Africa's middle class: Few and far between » (La classe moyenne africaine : une espèce rare.), *The Economist*, 24 octobre 2015, <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21676774-africans-aremainly-rich-or-poor-not-middle-class-should-worry>, accédé en décembre 2016.
14. La croissance du PIB d'Afrique Sub-saharienne a augmenté de 4,2 pour cent en 2013 à 4,6 pour cent en 2014, mais reste en-dessous de la moyenne de 6,4 pour cent de 2002-2008. Voir, par exemple, <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/GEP/GEP2015b/Global-Economic-Prospects-June-2015-Sub-Saharan-Africa-analysis-pdf>, accédé en décembre 2016.
15. Pour plus de détails sur ces augmentations, voir <http://www.un.org/en/development/desa/news/population/2015-report.html>; <https://africacheck.org/factsheets/factsheet-africas-population-projections/>; https://esa.un.org/unpd/wpp/publications/files/key_findings_wpp_2015.pdf, accédé en décembre 2016.
16. Max Fisher, « The amazing, surprising, Africa-driven demographic future of the earth, in 9 charts » (L'avenir démographique incroyable, surprenant et dirigé par l'Afrique, en 9 graphiques) *The Washington Post*, 16 juillet 2013, https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2013/07/16/the-amazing-surprising-africa-driven-demographic-future-of-the-earth-in-9-charts/?utm_term=.31a6a7c11bc5, accédé la dernière fois en décembre 2016.
17. Voir <http://www.bbc.com/news/world-africa-34188248>, accédé en décembre 2016.

18. ONU, « World population prospects, the 2012 revision » (Projections démographiques mondiales, révision 2012), vol. 1, 2013, 57-58, http://esa.un.org/wpp/Documentation/pdf/WPP2012_Volume-1_Comprehensive-Tables.pdf, accédé en décembre 2016.
19. « The young continent » (Le jeune continent), *The Economist*, 12 décembre 2015, <http://www.economist.com/news/briefing/21679781-fertility-rates-falling-more-slowly-anywhere-else-africa-faces-population>, accédé en décembre 2016.
20. « The world's 10 youngest populations are all in Africa » (Les 10 populations les plus jeunes du monde sont toutes en Afrique), World Economic Forum, <https://www.weforum.org/agenda/2016/05/the-world-s-10-youngest-countries-are-all-in-africa/>, accédé en décembre 2016.
21. FMI, Projection économique régionale, « Sub-Saharan Africa: Navigating headwinds », (L'Afrique Sub-saharienne : gérer les vents contraires) <https://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf>, 25, accédé en décembre 2016.
22. Perspectives économiques en Afrique, une publication annuelle issue d'une initiative conjointe de la Banque africaine de développement et du Centre de développement de l'OCDE.
23. Banque de développement africaine, OCDE, Programme de l'ONU sur le développement, *African Economic Outlook 2015*, 2015, xiii.
24. Ibid., xiv.
25. British Council, « Can higher education solve Africa's job crisis? » (L'enseignement supérieur peut-il résoudre la crise de l'emploi en Afrique ?), 2014, https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/graduate_employability_in_ssa_final-web.pdf, accédé en décembre 2016.
26. Mark Anderson et Achilleas Galatsidas, « Urban population boom poses massive challenges for Africa and Asia » (L'explosion de la population urbaine pose des problèmes énormes pour l'Afrique et l'Asie), *The Guardian*, 10 juillet 2014, <http://www.theguardian.com/global-development/2014/jul/10/urban-population-growth-africa-asia-united-nations>, accédé en décembre 2016.
27. « World's population increasingly urban with more than half living in urban areas », (La population mondiale s'urbanise de plus en plus, avec plus de la moitié vivant dans des zones urbaines) 10 juillet 2014, <http://www.un.org/en/development/desa/news/population/world-urbanization-prospects-2014.html>; voir aussi <http://www.prb.org/publications/datasheets/2013/2013-world-population-data-sheet/data-sheet.aspx>, accédé en décembre 2016.
28. Remi Jedwab, Luc Christaensen et Marina Gindelsky, « The speed of urbanization and economic development: A comparison of industrial Europe and contemporary Africa », (La rapidité de l'urbanisation et du développement économique : une comparaison entre l'Europe industrielle et l'Afrique contemporaine), présenté à la Conférence Banque Mondiale-GWU sur l'urbanisation et la pauvreté. Réduction, http://siteresources.worldbank.org/INTIE/Resources/475495-1368648404460/Jedwab_The_Speed_of_Urbanization_Tales_from_Europe_and_Africa.pdf, accédé en décembre 2016.
29. World Bank, « An analysis of issues shaping Africa's future » (Une analyse des questions qui façonnent l'avenir de l'Afrique), avril 2016, <http://documents.worldbank.org/curated/en/970911468563846454/text/104729-REVISED-PUBLIC-WB-AfricasPulse-Spring2016-vol13-v17-final.txt>, accédé en décembre 2016.
30. McKinsey & Company, « What's driving African growth » (Les moteurs de la croissance africaine), avril 2010, http://www.mckinsey.com/insights/economic_studies/whats_driving_africas_growth, accédé en décembre 2016.
31. McKinsey & Company, « Lions on the move » (Des lions en marche), juin 2010, <http://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/lions-on-the-move>, accédé en décembre 2016.
32. McKinsey & Company, « Lions on the move 2 », août 2016, <http://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/lions-on-the-move-realizing-the-potential-of-africas-economies>, accédé en décembre 2016.

33. Frik Els, « IMF warns of another 14% drop in metal prices this year » (Le FMI met en garde contre une nouvelle chute de 14% des prix des métaux cette année), Mining.com, 12 avril 2016, <http://www.mining.com/imf-predicts-another-14-drop-in-metal-prices-this-year/>, accédé en décembre 2016.
34. « Africa discovers the downside of foreign borrowing » (L'Afrique découvre les désavantages des emprunts extérieurs), *The Economist*, 2 avril 2016, <http://www.economist.com/news/finance-and-economics/21695939-africa-discovers-downside-foreign-borrowing-ante-upped?zid=304&ah=e5690753dc-78ce91909083042ad12e30>, accédé en décembre 2016.
35. World Bank, « Zambia », <http://data.worldbank.org/country/zambia>, accédé en décembre 2016.
36. *Voir Index of Economic Freedom* (Indice de liberté économique) 2015. Washington DC: Heritage Foundation, 2015, <http://www.heritage.org>, accédé en décembre 2016.
37. Mo Ibrahim Foundation, « A decade of African governance, 2006–2015 » (Une décennie de gouvernance africaine), 2016, http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2016/10/01184917/2016-Index-Report.pdf?_ga=1.149205750.1138767584.1476258984, accédé en décembre 2016.
38. Mo Ibrahim Foundation, « The 2016 Ibrahim Index of African Governance: Key findings » (l'Ibrahim Index of African Governance 2016 : principaux constats), <http://mo.ibrahim.foundation/news/2016/progress-african-governance-last-decade-held-back-deterioration-safety-rule-law/>, accédé en décembre 2016.
39. « World Bank: Extreme poverty to 'fall below 10%' » (banque Mondiale : la pauvreté extrême va « passer en-dessous des 10% »), BBC News, 5 octobre 2015, <http://www.bbc.com/news/world-34440567>, accédé en décembre 2016.
40. « Towards the end of poverty » (Vers la fin de la pauvreté), *The Economist*, 30 May 2013, <http://www.economist.com/news/leaders/21578665-nearly-1-billion-people-have-been-taken-out-extreme-poverty-20-years-world-should-aim>, accédé en décembre 2016.
41. ONU, Sustainable Development Knowledge Platform (Plateforme de connaissances sur le développement durable), Sustainable Development Goals (Objectifs de développement durable), <https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs>, accédé en décembre 2016.
42. Le nom malais pour le conflit violent de 1963 à 1966, provoqué par l'opposition de l'Indonésie à la création de la Malaisie.
43. Généralement considérés comme père fondateurs : le Premier ministre Lee Kuan Yew, l'avocat David Marshall, le syndicaliste Devan Nair, l'avocat Eddie Barker, l'économiste Goh Keng Swee, Lim Kim San, Ong Pang Boon, Othman Wok, S. Rajaratnam et Toh Chin Chye. Voir *Founding Fathers. Singapore: The New Paper*, 2015.
44. Discussion de Greg Mills avec Raila Odinga, 1er février 2016, Nairobi.
45. Milton Osborne, *South East Asia: An Introductory History* (Asie du Sud-est : un bref historique) Sydney: Allen & Unwin, 2013, 45.
46. Nos remerciements à Christopher Clapham pour cette contribution.
47. Voir « Remarks by the President to the Ghanaian Parliament » (Les remarques du Président au parlement ghanéen), <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-ghanaian-parliament>, accédé en décembre 2016.
48. Dambisa Moyo, *Dead Aid: Why Aid is Not Working and How There is a Better Way for Africa* (L'aide morte : pourquoi l'aide ne marche pas et l'autre voie qui existe pour l'Afrique). New York: Farrar, Straus and Giroux, 2009.
49. Cette discussion figure dans Greg Mills, *Why Africa is Poor: And What Africans Can Do About It* (Pourquoi l'Afrique est pauvre et ce que les africains peuvent y faire). Johannesburg: Penguin, 2010.
50. Pour une discussion sur la nature de l'économie politique africaine depuis les indépendances, voir Jeffrey Herbst et Greg Mills, *Africa's Third Liberation: The New Search for Prosperity and Jobs* (La troisième libération de l'Afrique : la nouvelle recherche de prospérité et de travail). Johannesburg: Penguin, 2012.

51. Voir, par exemple, <http://www.washingtonpost.com/sf/world/2015/07/20/a-remote-city-of-smugglers/>. Aussi <https://www.iom.int/news/iom-records-over-60000-migrants-passing-through-agadez-niger-between-february-and-april-2016>, accédé en décembre 2016.

Chapitre 1

1. Mo Ibrahim Foundation, <http://mo.ibrahim.foundation/news/2016/progress-african-governance-last-decade-held-back-deterioration-safety-rule-law/>, accédé en novembre 2016.
2. Il a préféré être identifié par son prénom seulement.
3. Discussion téléphonique avec Greg Mills, juin 2016.
4. Mesuré à des unités équivalentes de 20 pieds, ou TEUs.
5. Wolfgang Fengler, « Why Kenya needs a world-class port in Mombasa » (Pourquoi le Kenya doit avoir un port de niveau international à Mombasa), Africa Can World Bank Blog, 4 April 2012, <http://blogs.worldbank.org/african/why-kenya-needs-a-world-class-port-in-mombasa>, consulté décembre 2014.
6. Indice 2012 de la Banque Mondiale sur la facilité de faire des affaires, Doing Business, Mombasa, Kenya, <http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/kenya/sub/mombasa/>, Consulté décembre 2014.
7. Voir Adam Smith international, <http://www.adamsmithinternational.com/exploreour-work/east-africa/kenya/mombasa-county-youth-employment-programme>, accédé en décembre 2014.
8. Margaret Ngayu, « Sustainable urban communities: Challenges and opportunities in Kenya's urban sector » (Communautés urbaines durables : défis et opportunités dans le secteur urbain du Kenya), International Journal of Humanities and Social Sciences 1, 4, avril 2011, http://www.ijhssnet.com/journals/Vol._1_No._4;_April_2011/9.pdf.
9. Voir Adam Smith international, <http://www.adamsmithinternational.com/exploreour-work/east-africa/kenya/mombasa-county-youth-employment-programme>, accédé en décembre 2014.
10. « Gunned down in Mombasa – The clerics that have died » (Abattus à Mombasa – les religieux qui sont morts), IRIN, 28 July 2014, <http://www.irinnews.org/report/100412/gunned-down-in-mombasa-the-clerics-thathave-died>, accédé en décembre 2014.
11. « Migrant crisis: Migration to Europe explained in seven charts » (Crise des migrants : la migration vers l'Europe expliquée en sept diagrammes), BBC News, 4 mars 2016, <http://www.bbc.com/news/world-europe-34131911>, accédé en novembre 2016.
12. « Everything you want to know about migration across the Mediterranean » (Tout ce que vous voulez savoir sur la migration à travers la méditerranée), *The Economist*, 4 mai 2015, <http://www.economist.com/blogs/economist-explains/2015/05/economist-explains-6>, accédé en novembre 2016.
13. Nos remerciements à Paul Collier pour ses observations.
14. « African cities: Left behind » (Villes africaines : laissées pour compte), *The Economist*, 15 septembre 2016, <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21707214-all-over-world-people-escape-poverty-moving-cities-why-does-not-frsc-dg%7Ca>, accédé en novembre 2016.
15. Jeremy Barofsky, Eyerusalem Siba, et Jonathan Grabinsky, « Can rapid urbanization in Africa reduce poverty ? Causes, opportunities, and policy recommendations » (L'urbanisation rapide peut-elle réduire la pauvreté ? Les causes, les opportunités et le recommandations de politique), Brookings Institute, 7 septembre 2016, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2016/09/07/can-rapid-urbanization-in-africa-reduce-poverty-causes-opportunities-and-policy-recommendations/>, accédé en novembre 2016.
16. « If mayors ruled the world: A new Freakonomics radio podcast » (Si les maires régnaient sur le monde : un nouveau podcast de Freakonomics), Freakonomics, 10 avril 2014,

- <http://freakonomics.com/2014/04/10/if-mayors-ruled-the-world-anew-freakonomics-radio-podcast/>, accédé en novembre 2016.
17. Ibid.; voir aussi Annual Bank Conference on Africa (Conférence annuelle des banques sur l'Afrique), séance d'ouverture, 13 juin 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=37O58T4Jyx4&feature=youtu.be&t=10m07s>, accédé en novembre 2016.
 18. Entretien par courriel avec Tim Harris, 4 décembre 2014.
 19. Entretien avec Tim Harris, Cape Town, 13 janvier 2015.
 20. Cette section est basée sur un article de Greg Mills and Lyal White publié à l'origine en novembre 2015 dans le Daily Maverick. Voir <http://www.dailymaverick.co.za/article/2015-11-25-brazils-lerner-driver/#.WC3YG3ecaA8>.
 21. Entretien, Bogotá, 8 novembre 2016.
 22. Voir Paul Williams, *War and Conflict in Africa* (Guerre et conflits en Afrique). Cambridge: Polity, 2016.
 23. 2016 Ibrahim Index of African Governance : Principaux constatations, Mo Ibrahim Foundation, 4 octobre 2016, <http://mo.ibrahim.foundation/news/2016/progress-african-governance-last-decade-held-back-deterioration-safety-rule-law/>, accédé en novembre 2016.
 24. Pour le classement international sur les villes violentes, voir <http://www.worldatlas.com/articles/most-dangerous-cities-in-the-world.html>.
 25. Voir Western Cape Provincial Crime Analysis. Analyse de la criminalité basée sur les statistiques 2015/16 publiées par le Service de police sud-africain, 2 septembre 2016, datée 7 octobre 2016.
 26. Buchule Raba, « Cape Town's police-to-population ratio way below national norm » (Le rapport police : population de Cape Town est loin en dessous de la norme nationale), *Times Live*, 27 juillet 2016, <http://www.timeslive.co.za/local/2016/07/27/Cape-Town%E2%80%99s-police-to-population-ratio-way-below-national-norm>, accédé en décembre 2016.
 27. Entretien, Civic Centre, Cape Town, 24 November 2016.
 28. Western Cape Provincial Crime Analysis. Analyse de la criminalité basée sur les statistiques 2015/16 publiées par le Service de police sud-africain, 2 septembre 2016, datée 7 octobre 2016.
 29. Données extraites de Jorge Giraldo-Ramírez et Andrés Preciado-Restrepo, « Medellín, from theater of war to security laboratory » (Medellin, de théâtre de guerre à laboratoire de la sécurité), *Stability: International Journal of Security and Development*, juin 2015, <http://www.stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.fy/>, accédé en novembre 2016.
 30. Francis Fukuyama and Seth Colby, « Half a miracle » (Un demi-miracle), *Foreign Policy*, 25 avril 2011, <http://foreignpolicy.com/2011/04/25/half-a-miracle/>, accédé en novembre 2016.
 31. Pour plus d'information sur le rôle de la planification et l'architecture dans cette transformation, voir <http://www.architectural-review.com/archive/colombias-infrastructure-reclaimed-as-public-space/8684196.fullarticle>; <http://www.pps.org/reference/ten-strategies-for-transforming-cities-through-placemaking-public-spaces/>; <http://architectureindevelopment.org/news.php?id=49>, et <http://www.forbes.com/sites/ashoka/2014/01/27/the-transformation-of-medellin-and-the-surprising-company-behind-it/#35b9b3954752>, accédé en novembre 2016.
 32. Traité dans Greg Mills, David Kilcullen, David Spencer et Dickie Davis, *A Great Perhaps? Colombia: Convergence and Conflict*. (Un grand peut-être ? Colombie : convergence et conflits) Londres: Hurst, 2016.
 33. Le Département d'Antioquia a une population de 6 millions, dont environ 2,5 millions sont de Medellín. Les habitants de Medellín et de l'aire métropolitaine additionnés ensemble font 3,5 millions.
 34. Par comparaison, en 2000 il y avait 5 863 agents de police dans la zone métropolitaine. Informations fournies par Anamaría Botero Mora, Agencia de Cooperación e Inversión de Medellín y el Área Metropolitana, 17 août 2015.

35. Le nombre d'officiers diplômés est passé de 10 pour cent en 1994 à 70 pour cent des officiers en 2015, principalement grâce à la stratégie ressources humaines de 2004. Discussion avec la police de Medellín, mars 2015.
36. Voir Edwin Heathcote, « Venice Biennale: Architects' social conscience » (Biennale de Venise : la conscience sociale des architectes), *Financial Times*, 20 mai 2016, <http://www.ft.com/cms/s/0/4a3b84a8-18fc-11e6-b197a4af20d5575e.html?siteedition=uk#axzz4LYVM2Tur>.

Chapitre 2

1. David E. Kiwuwa, *Africa is young: Why are its leaders so old ?* (L'Afrique est jeune : pourquoi ses leaders sont-ils si vieux ?), CNN, 29 octobre 2015, <http://edition.cnn.com/2015/10/15/africa/africas-old-mens-club-op-ed-david-e-kiwuwa/>, accédé en novembre 2016.
2. Fareed Zakaria, *A conversation with Lee Kuan Yew* (Une conversation avec Lee Kuan Yew), *Foreign Affairs*, mars - avril 1994, <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/1994-03-01/conversation-lee-kuan-yew>, accédé en novembre 2016.
3. Lee Kuan Yew, *From Third World to First: The Singapore Story, 1965 to 2000*. (Titre français : Du Tiers-monde à la prospérité : Histoire de Singapour 1965 à 2000), New York: Harper Collins, 2000.
4. « In his words », *Asia Week Magazine*, 22 septembre 2000, <http://edition.cnn.com/ASIANOW/asiaweek/magazine/2000/0922/cs.singapore.words.html>, accédé en novembre 2016.
5. Freedom House, *Freedom in the World, 2015*. (La liberté dans le monde, 2015), New York: Freedom House, 2015.
6. « The march of democracy slows » (La marche de la démocratie ralentit), *The Economist*, 20 août 2016, <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21705355-threats-democratic-rule-africa-are-growing-time-and-demography-are?zid=304&ah=e5690753dc-78ce91909083042ad12e30>, accédé en novembre 2016.
7. Selon le classement Freedom House, un pays « libre » est un pays « où il y a une concurrence politique ouverte, un climat de respect pour les libertés civiles, une vie citoyenne signifiante et indépendante et des médias indépendants » ; un pays « partiellement libre » est un pays où « il y a un respect limité pour les droits politiques et les libertés civiles », et qui « souffre souvent d'un environnement de corruption, d'un état de droit fragile, de rivalités ethniques et religieuses, et d'un paysage politique où domine un seul parti malgré un certain degré de pluralisme » ; et un pays « pas libre » est un pays « où les droits politiques de base n'existent pas, et où les citoyens sont systématiquement et généralement privés de libertés civiles de base ». Voir <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/freedom-world-2013>, accédé en novembre 2016.
8. « The march of democracy slows » (La marche de la démocratie ralentit), *The Economist*, 20 août 2016, <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21705355-threats-democratic-rule-africa-are-growing-time-and-demography-are?zid=304&ah=e5690753dc-78ce91909083042ad12e30>, accédé en novembre 2016.
9. Ibid.
10. Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme, http://www2.ohchr.org/english/law/compilation_democracy/ahg.htm, accédé en novembre 2016.
11. Entretien avec Hakainde Hichilema, février 2016.
12. Entretien avec Raila Odinga, Nairobi, 9 septembre 2016.
13. « Are elections giving democracy a bad name ? » (Est-ce que les élections donnent mauvaise réputation à la démocratie ?), <http://www.kofiannanfoundation.org/articles/4696/>, accédé en novembre 2016.

14. Cet argument était basé sur une interprétation restrictive de la Constitution namibienne, prétextant que, comme le Président avait été élu la première fois par une Assemblée Constituante, son premier mandat ne rentrait pas dans le calcul de la limite.
15. Joseph Siegle, « Why term limits matter for Africa » (Pourquoi les mandats limités sont un enjeu en Afrique), Center for Security Studies blog, 3 juillet 2015.
16. « Kagame says he is seeking a third term for the sake of democracy » (Kagame déclare briguer un troisième mandat dans un souci de démocratie), *Quartz Africa*, <http://qz.com/682038/kagame-pushes-back-at-third-term-critics-but-for-the-westits-not-just-about-rwanda/>, accédé en novembre 2016.
17. Jeffrey Sonnenfeld, bilan de sortie du PDG: *A season to stay, a season to go* (Un temps pour rester, un temps pour partir), *Fortune*, 6 mai 2015, <http://fortune.com/2015/05/06/ceo-tenure-cisco/>, accédé en novembre 2016.
18. Ibid.
19. Jeremy Barofsky, Eyerusalem Siba et Jonathan Grabinsky, « Can rapid urbanization in Africa reduce poverty ? Causes, opportunities, and policy recommendations » (L'urbanisation rapide peut-elle réduire la pauvreté en Afrique ? Les causes, les opportunités et les recommandations de politique), Brookings, 7 septembre 2016, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2016/09/07/can-rapid-urbanization-in-africa-reduce-poverty-causes-opportunities-and-policy-recommendations/>, consulté novembre 2016.
20. Alberto F. Ades and Edward L. Glaeser, « Trade and circuses : Explaining urban giants » (Le commerce et les cirques : comprendre les géants urbains), document de travail du NBER (Bureau national américain de recherches économiques) No. 4715, avril 1994, <http://www.nber.org/papers/w4715>, accédé en novembre 2016.
21. Joseph Siegle, Michael Weinstein et Morton Halperin, *Why democracies excel* (Pourquoi les démocraties réussissent), *Foreign Affairs* 83, 5, 2005, 57-71. Voir aussi Morton Halperin, Joseph Siegle et Michael Weinstein, *The Democracy Advantage: How Democracies Promote Prosperity and Peace*. (L'avantage démocratique : comment les démocraties promeuvent la prospérité et la paix), London: Routledge, 2010.
22. Considéré à cet égard comme appartenant à la Chine.
23. Takaaki Masaki et Nicolas van de Walle, *The impact of democracy on economic growth in sub-Saharan Africa, 1982-2012* (L'impact de la démocratie sur la croissance économique en Afrique sub-saharienne), document de travail WIDER (Institut Mondial pour la recherche en économie du développement) 2014/057, mars 2014.
24. Merci à Terry McNamee pour cette contribution.
25. Sebastian Elischer, « Taking stock of 'good coups' in Africa » (Le bilan des « bons coups d'état » en Afrique), *The Washington Post*, 18 mai 2015, <https://www.washingtonpost.com/blogs/monkey-cage/wp/2015/05/18/taking-stock-of-good-coups-in-africa/>, accédé en novembre 2016.
26. Correspondance avec Joe Siegle, août 2016.
27. Ibid.
28. « Preventing conflict in the next century » (Prévenir les conflits au siècle prochain), *The World In 2000*. Londres: Economist Publications, 1999, 91.
29. Pour le contexte de la Conférence sur la Sécurité, la Stabilité, le Développement et la Coopération en Afrique, voir UA, <http://www.au2002.gov.za/docs/background/cssdca.htm>, accédé en novembre 2016.
30. Afrobarometer, http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab_r6_dispatchno30.pdf, consulté novembre 2016.
31. The Becker-Posner Blog, « Autocracy, democracy and economic welfare » (L'autocratie, la démocratie et la prospérité économique), <http://www.becker-posner-blog.com/2010/10/autocracy-democracy-and-economic-welfareposner.html>, accédé en novembre 2016.
32. Daron Acemoglu, Suresh Naidu, Pascual Restrepo et James A. Robinson, *Democracy does cause growth* (La démocratie mène bien à la croissance), juin 2014, <https://www.aeaweb.org/conference/2015/retrieve.php?pdfid=333>, accédé en novembre 2016.

33. Correspondance par courriel avec Guy Scott, 21 octobre 2016.
34. Basé sur notre correspondance avec l'équipe UPND. Voir aussi « UPND demands resignation of ECZ director Pricila Isaac » (L'UPND demande la démission de la directrice de la CEZ, Pricila Isaac), *Lusaka Times*, 13 août 2016, <https://www.lusakatimes.com/2016/08/13/upnd-demands-resignation-ecz-director-pricila-isaac/>, accédé en novembre 2016.
35. Voir <http://www.freemedia.at/IPIMain/wp-content/uploads/2016/08/2016-IPIAMI-Zambia-Press-Freedom-Mission-Report-Final.pdf>, consulté novembre 2016. Voir aussi <http://ccmgzambia.org/wp-content/uploads/2016/08/CCMGPreiminary-EDay-Statement-12-Aug-2016.pdf>, accédé en novembre 2016.
36. Voir <http://zambiareports.com/2016/07/12/znbc-right-to-reject-unethical-upnd-adverts/> et sur le documentaire lui-même, <http://www.zambiawatchdog.com/high-court-orders-znbc-to-air-upnd-documentaries/>, accédé en novembre 2016.
37. Le rapport de la mission de l'UE, en constatant la partialité des médias d'Etat, a affirmé que la couverture des actualités à la radio et à la télévision d'Etat avait « largement exclu les autres partis, ou les avait couverts seulement de façon négative ». Il a aussi constaté que « des conditions et l'application de la Loi sur l'ordre public (avait) démesurément restreint la liberté d'association, au bénéfice du parti au pouvoir », voir <http://africanarguments.org/2016/08/17/zambias-disputed-elections-on-binned-ballots-and-systematic-bias/>, accédé en novembre 2016.
38. Initialement, la marge officielle était de 13 000, mais les chiffres avancés au début par la Commission électorale de la Zambie pour Lundazi dépassaient de 8 000 ceux qui ont ensuite été fournis sur les certificats officiels. La commission électorale a mis cela sur le compte d'une erreur administrative.
39. « Zambia general elections 2016: Observer group interim statement » (Elections législatives de la Zambie 2016 : déclaration provisoire du groupe observateur), <http://thecommonwealth.org/media/news/zambia-general-elections-2016-observer-group-interim-statement#sthash.sswQUDgc.dpuf>; and http://eeas.europa.eu/statements-eeas/2016/160816_01_en.htm, accédé en novembre 2016.
40. Alexander Mutale, « Zambian elections: clear, but narrow, win » (Elections zambiennes : victoire claire mais serrée), *Financial Mail*, 19 août 2016, <http://www.financialmail.co.za/features/2016/08/19/zambian-elections-clear-but-narrow-win>, accédé en novembre 2016.
41. « Zambian court throws out election petition case – Lungu to hold inauguration » (La Cour zambienne déboute le recours contre les résultats de le scrutin – Lungu prépare l'inauguration) *Africa News*, 5 septembre 2016, <http://www.africanews.com/2016/09/05/zambian-court-throws-out-election-petition-case-lungu-to-hold-inauguration/>, accédé en novembre 2016.
42. Conversation téléphonique entre Hakainde Hichilema et Greg Mills, août 2016.
43. Voir UA, *African Peer Review Mechanism* (Mécanisme africain d'examen par les pairs), <http://www.au.int/en/organs/aprm>, accédé en novembre 2016.
44. Correspondance par courriel, 28 octobre 2016.
45. Nic Cheeseman, *Deconstructing the Magufuli miracle in Tanzania*, Déconstruire le miracle de Magufuli en Tanzanie), 17 octobre 2016, https://africajournalismtheworld.com/2016/10/17/deconstructing-the-magufuli-miracle-in-tanzania/?fb_action_ids=10154594723621419&fb_action_types=news.publishes, accédé en novembre 2016.
46. Ibid.
47. Voir les résultats d'une étude de 2016 du *Guardian* sur <https://www.theguardian.com/world/2016/mar/07/revealed-30-year-economic-betrayal-dragging-down-generation-y-income>, consulté novembre 2016. Voir aussi Chris Belfield, Jonathan Cribb, Andrew Hood et Robert Joyce, « Living standards, poverty and inequality 2016 » (Niveau de vie, pauvreté et inégalités 2016), *Institute for Fiscal Studies* (Institut d'études fiscales), 19 juillet 2016; et Jonathan Cribb, Andrew Hood et Robert Joyce, « The economic circumstances of different generations: The latest picture » (La situation économique des différentes générations : l'image actuelle), *Institute for Fiscal Studies Note de briefing BN187*, 2016.

Chapitre 3

1. Cette section est basée sur un diagnostic de route effectué par rapport à Tazara, et inclut des entretiens avec plusieurs fonctionnaires et entreprises à Lusaka, Dar es Salaam, Kabwe et la Ceinture de cuivre zambienne en mai et juin 2015.
2. « Tazara's new CEO pledges to revive Chinese-built railway line » (Le nouveau PDG de Tazara s'engage à revitaliser la ligne ferroviaire construite par les chinois), *Xinhua*, 24 avril 2016, https://web.archive.org/web/20160703220928/http://news.xinhuanet.com/english/2016-04/24/c_135307983.htm, accédé en novembre 2016.
3. Voir, par exemple, http://siteresources.worldbank.org/INTAFRREGTOPTRADE/Resources/PN35_Dar_port_reform_Feb_2013.pdf, accédé en novembre 2016.
4. Entretien, mai 2015.
5. Banque mondiale, « Transforming Africa's infrastructure » (Transformer les infrastructures africaines), <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/0,contentMDK:22386904~pagePK:146736~piPK:226340~theSitePK:258644,00.html>, accédé en novembre 2016.
6. Ibid.
7. Voir « Investment trends and outcomes in the power sector in sub-Saharan Africa: Why are some countries more successful than others in attracting capital ? » (Tendances et résultats d'investissement dans le secteur énergétique en Afrique Subsaharienne : pourquoi certains pays réussissent mieux à attirer des capitaux ?), présentation par Anton Eberhard, 2015.
8. « Fact sheet: Infrastructure in sub-Saharan Africa' (Fiche d'informations : les infrastructures en Afrique Subsaharienne), Banque mondiale, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/0,,contentMDK:21951811~pagePK:146736~piPK:146830~theSitePK:258644,00.html>, accédé en novembre 2016.
9. http://www.brasembottawa.org/en/brazil_in_brief/transportation.html, accédé en novembre 2016.
10. See Logistics Barometer 2016 South Africa (Baromètre logistique Afrique du Sud 2016), <http://www.sun.ac.za/english/faculty/economy/logistics/Documents/Logistics%20Barometer/Logistics%20Barometer%202016%20Report.pdf>, accédé en novembre 2016.
11. « Transport costs and specialisation » (Coûts du transport et spécialisation), Banque mondiale, http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2009/Resources/4231006-1225840759068/WDR09_12_Ch06web.pdf. Le coût du fret ferroviaire par tonne/kilomètre en Inde et en Chine était de 0,19 et 0,15 dollars, respectivement. Voir <http://www.supplychain.cn/en/art/3455/>, et http://fieo.org/view_section.php?lang=0&id=0,63,74,501, accédé en novembre 2016.
12. Entretien, Londres, 27 septembre 2016.
13. Cette section est basée sur un voyage de recherches de Greg Mills au Panama (et le canal) en novembre 2015 dans la compagnie de Lyal White. C'est une adaptation d'un article publié dans le *Daily Maverick*, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2015-11-17-panama-locks-stocks-and-a-smokin-economy>, accédé en novembre 2016.
14. « What are the Panama papers? A guide to history's biggest data leak » (Qu'est-ce que les Panama Papers ? Un guide sur la plus grande fuite de données de l'histoire), *The Guardian*, 3 avril 2016, <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/03/what-you-need-to-know-about-the-panama-papers>, accédé en novembre 2016.
15. Voir Paul Collier et Anthony Venables, « Housing and urbanization in Africa: Unleashing a formal market process », (Logement et urbanisation en Afrique : lancer un processus de marché formel.) Document de travail CSAE WPS/2013 01, Département d'économie, Oxford University, 9 janvier 2013, <http://www.csae.ox.ac.uk/workingpapers/pdfs/csae-wps-2013-01.pdf>, accédé en novembre 2016.
16. « A 360° View. Africa construction trends report 2015 » (Une vue à 360 degrés. Rapport sur les tendances de construction en Afrique 2015), Deloitte, <https://www2.deloitte.com/>

- content/dam/ Deloitte/za/Documents/manufacturing/ZAConstructionTrendsReport-2015.pdf, accédé en novembre 2016.
17. « Urbanisation in Africa » (L'urbanisation en Afrique), Banque de développement africaine, 13 décembre 2012, <http://www.afdb.org/en/blogs/afdb-championing-inclusive-growth-across-africa/post/urbanization-in-africa-10143/>, accédé en novembre 2016.
 18. Paul Collier et Anthony Venables, « Housing and urbanization in Africa: Unleashing a formal market process » (Logement et urbanisation en Afrique : lancer un processus de marché formel), document de travail CSAE WPS/2013 01, Département d'économie, Oxford University, 9 janvier 2013, <http://www.csae.ox.ac.uk/workingpapers/pdfs/csae-wps-2013-01.pdf>, accédé en novembre 2016.
 19. Cette section est basée sur une visite de recherche à Khayelitsha, Harare, Langa et Hanover Park en juin 2016, organisée par le bureau du maire de la ville de Cape Town . Voir aussi https://www.capetown.gov.za/en/stats/2011CensusSuburbs/2011_Census_CT_Suburb_Khayelitsha_Profile.pdf, accédé en novembre 2016.
 20. Entretien, Cape Town, 13 juin 2016.
 21. « Stocktaking of the housing sector in sub-Saharan Africa » (Bilan du secteur logement en Afrique Subsaharienne), Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/stocktaking-of-the-housing-sector-in-sub-saharan-africa-summary-report.pdf>, accédé en novembre 2016.
 22. Ibid.
 23. « Lions on the move 2: Realizing the potential of Africa's economies » (Lions en marche 2 : réaliser le potentiel des économies africaines), McKinsey, août 2016, <http://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/lions-on-the-move-realizing-the-potential-of-africas-economies>, accédé en novembre 2016.
 24. « Stocktaking of the housing sector in sub-Saharan Africa » (Bilan du secteur logement en Afrique Subsaharienne), Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/stocktaking-of-the-housing-sector-in-sub-saharan-africa-summary-report.pdf>, accédé en novembre 2016.
 25. « The construction industry in the 21st century » (L'industrie du bâtiment au 21^{ème} siècle), Organisation internationale du travail, 2001, <http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/gb/docs/gb283/pdf/tmcitr.pdf>, accédé en novembre 2016.
 26. « Labour and work conditions in the South African construction industry » (Les conditions de travail et de l'emploi dans l'industrie du bâtiment sud-africaine), *Construction Industry Development Board, 2015*, <http://www.cidb.org.za/publications/Documents/Labour%20and%20Work%20Conditions%20in%20the%20South%20African%20Construction%20Industry;%20Status%20and%20Recommendations.pdf>, accédé en novembre 2016.
 27. « Stocktaking of the housing sector in sub-Saharan Africa » (Bilan du secteur logement en Afrique subsaharienne), Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/stocktaking-of-the-housing-sector-in-sub-saharan-africa-summary-report.pdf>, accédé en novembre 2016.
 28. Voir, par exemple, « Lions on the move 2: Realizing the potential of Africa's economies » (Lions en marche 2 : réaliser le potentiel des économies africaines), McKinsey, août 2016, <http://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/lions-on-the-move-realizing-the-potential-of-africas-economies>, accédé en novembre 2016.
 29. *The scandal of Sweet Home Farm* (Le scandale de Sweet Home Farm), 6 juillet 2010, voir <http://mnrowland.blogspot.co.za/2010/07/scandal-of-sweet-home-farm.html>, accédé en novembre 2016.
 30. Ibid.
 31. Cité dans « Stocktaking of the housing sector in sub-Saharan Africa » (Bilan du secteur logement en Afrique Subsaharienne), Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/stocktaking-of-the-housing-sector-in-sub-saharan-africa-summary-report.pdf>, accédé en novembre 2016.

32. Paul Collier et Anthony Venables, « Housing and urbanization in Africa: Unleashing a formal market process » (Logement et urbanisation en Afrique : déclencher un processus de marché formel), document de travail CSAE WPS/2013 01, Département d'économie, Oxford University, 9 janvier 2013, <http://www.csaee.ox.ac.uk/workingpapers/pdfs/csaee-wps-2013-01.pdf>, accédé en novembre 2016.
33. Discussion entre Greg Mills et Andrew Charman de la Sustainable Livelihoods Foundation (Fondation pour la subsistance durable), Muizenberg, juin 2016.
34. « Stocktaking of the housing sector in sub-Saharan Africa » (Bilan du secteur logement en Afrique Subsaharienne), Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/stocktaking-of-the-housing-sector-in-sub-saharan-africa-summary-report.pdf>, accédé en novembre 2016.
35. Steve Johnson, « China by far the largest investor in African infrastructure » (La Chine est largement le plus grand investisseur dans les infrastructures africaines), *Financial Times*, <http://www.ft.com/cms/s/3/716545c0-9529-11e5-ac15-0f7f7945adba.html#axzz4F2Zfy3qC>, accédé en novembre 2016.
36. Comme présenté sur Bloomberg Television, 14 octobre 2016.

Chapitre 4

1. « Africa : The commodity warrant », Credit Suisse New Perspectives Series, 14 avril 2008.
2. FAO, Comprehensive Africa Agriculture Development Programme, « Extending the area under sustainable land management and reliable water control systems », <http://www.fao.org/docrep/005/y6831e/y6831e-03.htm>, accédé en juin 2016.
3. Tendai Dube, « Investing in Africa's agriculture is the next best thing », CNBCAfrica, 13 août 2015, <http://www.cnbc africa.com/news/southern-africa/2015/08/13/africa-agriculture-investment/>, accédé en juin 2016.
4. Pour plus de renseignements sur les programmes agricoles en Afrique, voir <http://www.fao.org/do-crep/005/y6831e/y6831e-03.htm>. Ce chapitre est basé en partie sur des recherches dirigées en Argentine, en Zambie, au Malawi et en Ethiopie en 2016, et sur des entretiens au FAO en juin 2016.
5. « Brazil's soybean production increases », *World Grain News*, 2 février 2016, http://www.world-grain.com/articles/news_home/World_Grain_News/2016/02/Brazils_soybean_production_inc.aspx?ID=%7BAF13567A-6BA0-4ACE-B858-10568A45C3AE%7D, accédé en juin 2016.
6. Jacob Taylor, « India's Green Revolution », <https://explodie.org/portfolio/in-dia-green-revolution.html>, accédé en juin 2016.
7. Saby Ganguly, « From the Bengal Famine to the Green Revolution », <http://www.indiaonestop.com/Greenrevolution.htm>, accédé en novembre 2016.
8. Voir les statistiques de l'International Coffee Organization sur le marché du café vietnamien, https://infogr.am/_/Y6Z0hQyzw4MNXvhwNAu, accédé en novembre 2016.
9. Chris Summers, « How Vietnam became a coffee giant », *BBC News*, 25 janvier 2014, <http://www.bbc.co.uk/news/magazine-25811724>, accédé en novembre 2016.
10. Entretien avec Tsegaye Abebe, Addis Ababa, juin 2016.
11. Jan Greyling, « A look at the contribution of the agricultural sector to the South African economy », *GrainSA*, Mars 2015, <http://www.grainsa.co.za/a-look-at-the-contribution-of-the-agricultural-sector-to-the-south-african-economy>, accédé en novembre 2016.
12. Department of Agriculture, Forestry and Fisheries, <http://www.daff.gov.za/docs/statsinfo/Trends13.pdf>, accédé en novembre 2016.
13. « Western Cape fruit and wine exports blossoming », *Business Day*, 19 mars 2015, <http://www.bdlive.co.za/business/agriculture/2015/03/19/western-cape-fruit-and-wine-exports-blossoming>, accédé en novembre 2016.

14. South African Wine Industry Information and Systems, Final report – Macroeconomic impact of the wine industry on the South African economy (also with reference to the impacts on the Western Cape), 30 janvier 2015, http://www.sawis.co.za/info/download/Macro-economic_impact_study_-_Final_Report_Version_4_30Jan2015.pdf, accédé en novembre 2016.
15. A growing industry (agriculture), Western Cape Top 300, <http://western-cape.top300.co.za/a-growing-industry-agriculture/>, accédé en novembre 2016.
16. Voir « Crop prospects and food situation », FAO, 2 juin 2016.
17. Pour plus de renseignements sur l'aspect nutrition-développement, voir, par exemple, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTCY/EXTECD/0,,contentMDK:20207804~menuPK:528430~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:344939,00.html>, accédé en novembre 2016.
18. Voir US Department of Agriculture, http://www.ers.usda.gov/datafiles/Food_Expenditures/Expenditures_on_food_and_alcoholic_beverages_that_were_consumed_at_home_by_selected_countries/table97_2012.xlsx, accédé en novembre 2016.
19. Washington State University, Washington State Magazine, « Annual income spent on food », http://wsm.wsu.edu/researcher/wsmaug11_billions.pdf, accédé en novembre 2016.
20. Voir US Department of Agriculture, <http://www.ers.usda.gov/data-products/chart-gallery/detail.aspx?chartId=40044&ref=collection>. Les subventions ont également contribué à la baisse du prix des aliments par la stimulation de la production, voir <http://www.usda.gov/wps/portal/usda/usdahome?navid=farmbill>, accédé en novembre 2016.
21. Entretien, Rome, juin 2016.
22. Informations fournies aux auteurs par la FAO, juin 2016.
23. Martin Ford, *The Rise of the Robots*. London : One World, 2015, 24.
24. Cette section est basée, en partie, sur une visite chez Equalizer le 26 août 2016.
25. « World map with top 10 countries by wheat production », Maps of the World, <http://www.mapsofworld.com/world-top-ten/world-map-countries-wheat-production.html>, accédé en juin 2016.
26. « The top 5 soybean-producing countries », Top 5 of Anything, <https://top5ofanything.com/list/69ee35b6/Soybean-Producing-Countries>, accédé en juin 2016.
27. Sur <http://www.grainsa.co.za/pages/industry-reports/production-reports/>, accédé en novembre 2016.
28. Les visites à Caledon ont été dirigées par Greg Mills en août 2016.
29. Voir Foskor Pty Ltd, <http://www.foskor.co.za/SitePages/Home.aspx>, accédé en novembre 2016.
30. J.P. Landman, « Agriculture – A tale of two sectors », Nedbank Investment Research and Fund Management, 7 juin 2016.
31. Voir « Agricultural outlook » de l'OCDE2015/2016, <http://www.agri-outlook.org/specialfeature/>, accédé en juin 2016.
32. Cette section est adaptée d'un article qui est apparu dans le *Daily Maverick* en avril 2016. Voir <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-04-19-tobacco-road-ma-lawis-ten-oxcartsworth-of-development/>, accédé en novembre 2016.
33. World Bank, GDP per capita, <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD>, accédé en août 2016.
34. Table ronde, Lilongwe, avril 2016.
35. L'Espagne a exporté 1,3 milliards de dollars d'oranges en 2015, l'Afrique du Sud 589,6 millions de dollars, soit 13,2% du marché mondial, voir <http://www.worldstopexports.com/oranges-exports-by-country/>. Le Brésil est le plus gros producteur d'oranges (avec 35,73 millions de tonnes), suivi des USA (15,86 millions de tonnes) et de la Chine (14,51 millions de tonnes). L'Égypte est en septième place (avec 3,17 millions de tonnes) et l'Afrique du Sud en dixième place (1,72 millions de tonnes) ; voir <http://worldknowing.com/top-10-largest-orange-producing-country-in-the-world/>, accédé en novembre 2016.
36. Entretien, Cape Town, août 2016.

Chapitre 5

1. « The role of mining in national economies », International Council on Mining and Metals, octobre 2012, <http://www.icmm.com/document/4440>, accédé en novembre 2016.
2. UN Development Programme, « Managing primary commodity booms and busts: Emerging lessons from sub-Saharan Africa », <http://www.sl.undp.org/content/dam/sierraleone/docs/annualreports/undp-rba-primary%20commodities%20boom%20bust%20april%202016.pdf?download>, accédé en novembre 2016.
3. Il n'a pas voulu que son nom soit révélé. Cette section est basée sur la visite de recherche de Greg Mills en juin 2016 pour s'informer sur les activités d'exploitation minière artisanale, qui a été initialement publié dans le Daily Maverick sur <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-07-05-take-a-chance-welcome-to-the-golden-underground-world-of-zamazamas/#.WDqXJ3ecbLF>, accédé en novembre 2016.
4. « What is artisanal and small-scale mining ? » Mining Facts.org, <http://www.mining-facts.org/communities/what-is-artisanal-and-small-scale-mining/>, accédé en novembre 2016.
5. Stats SA, « The decreasing importance of mining in South Africa », <http://www.statssa.gov.za/?p=4252>, accédé en novembre 2016.
6. Ed Cropley et Agnieszka Flak, « Special report: Why South African mining's in decline », Reuters, 4 février 2011, <http://uk.reuters.com/article/uk-south-africa-mining-idUKLNE71303020110204>, accédé en novembre 2016.
7. Informations obtenues de la Chambre des mines d'Afrique du Sud.
8. Nous remercions Neal Froneman pour cette précision.
9. Entretien, Durban Deep Mine, juin 2016.
10. Voir l'African Natural Resources Center, African Development Bank, <http://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/african-natural-resources-center-anrc/>, accédé en novembre 2016.
11. Ces chiffres sont basés sur une enquête auprès de sept sociétés minières ghanéennes. Nous remercions Tom Butler de l'ICMM pour cette précision ; voir également <https://www.icmm.com/document/8264>, accédé en novembre 2016.
12. Voir « The role of mining in national economies », ICMM, octobre, 2012, <http://www.icmm.com/document/4440>, accédé en novembre 2016.
13. « Commodity shock knocks Africa's growth prospects - World Bank », *Mining Weekly*, 11 avril 2016, <http://m.miningweekly.com/article/commodity-shock-knocks-africas-growth-prospects-world-bank-2016-04-11>, accédé en novembre 2016.
14. Comme c'est le cas pour Zambian Consolidated Copper Mines.
15. Entretien, Londres, 21 septembre 2016.
16. Paul Kiernan, « AngloAmerican's troubled Brazil mine finally ships iron ore », 3 novembre 2014, *The Wall Street Journal*, <http://www.wsj.com/articles/anglo-americans-troubled-brazil-mine-finally-ships-iron-ore-1415050405>, accédé en novembre 2016.
17. Entretien téléphonique, 24 septembre 2016.
18. « Mining company Vale authorised to sell portion of coal business in Mozambique », Macau Hub, 10 juin 2016, <http://www.macauhub.com.mo/en/2016/06/10/mining-company-vale-authorised-to-sell-portion-of-coal-business-in-mozambique/>, accédé en novembre 2016.
19. Entretien téléphonique, 24 septembre 2016.
20. Cette section est basée sur une recherche en Guinée dirigée en 2013 et publiée une première fois dans Greg Mills, *Why States Recover*. London: Hurst, 2014, 52-65.
21. Les autres étant (en 2013) : le Burundi, le Liberia, la Guinée-Bissau et la République Centrafricaine. Voir <http://www.un.org/en/peacebuilding/>, accédé en novembre 2016.
22. Patrick Radden Keefe, « Buried secrets », *The New Yorker*, 8 juillet 2013, http://www.newyorker.com/reporting/2013/07/08/130708fa_fact_keefe?printable=true¤tPage=all#ixzz2fiX7hKqN, accédé en novembre 2016.
23. Ibid.

24. Discussion avec Fodé Idrissa Touré, communément connu sous le nom de Briqui Momo, alors conseiller présidentiel en avril 2013. Touré avait fait fortune en Côte d'Ivoire. Il est revenu à Conakry où il a construit un bâtiment à plusieurs étages. A chaque fois qu'il avait fini un étage, il se tenait sur le haut et jetait de l'argent aux gens dans la rue en bas. C'est comme ça qu'il a reçu son surnom de Briqui Momo: momo est une expression utilisée pour les vieilles personnes et « briqui » signifie des « paquets d'argent ». Briqui Momo est mort en septembre 2013. Voir aussi <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-10-13/rio-runs-out-of-goodwill-in-guinea-as-giant-iron-ore-mine-lags>, accédé en novembre 2016.
25. Basé en partie sur des entretiens dirigés par Greg Mills à Conakry en avril 2013.
26. Frik Els, « Iron ore price: Vale makes boldest over supply move yet », Mining.com, 14 September 2016, http://www.mining.com/iron-ore-price-vales-made-the-boldest-oversupply-move-yet/?utm_source=digest-en-fe-160915&utm_medium=e-mail&utm_campaign=digest, accédé en novembre 2016.
27. Megan van Wyngaardt, « Rio to sell Simandou stake to Chinalco », 28 octobre 2016, *Mining Weekly*, <http://m.miningweekly.com/article/rio-to-sell-simandou-project-stake-to-chinalco-2016-10-28>, accédé en novembre 2016.
28. A. Fraser et J. Lungu, « For whom the windfalls? Winners and losers in the privatisation of Zambia's copper mines », http://www.revenuewatch.org/documents/windfalls_20070307.pdf, accédé en novembre 2016. Voir également NdangwaNoyoo, « Nationalisation: A case study of Zambia, Rhodes University Summer School, 13 septembre 2011 ».
29. « Mine nationalisation lost Zambia \$45bn, Eunomix study finds », *Mining Weekly*, <http://www.miningweekly.com/article/mine-nationalisation-lost-zambia-45bn-euno-mix-study-finds-2013-03-22>, accédé en novembre 2016.
30. Ce diagramme a été dessiné en partie à partir de l'étude de NdangwaNoyoo, « Nationalisation: A case study of Zambia, Rhodes University Summer School, 13 septembre 2011 », des calculs de David Littleford, et des propres calculs de l'auteur, basés en partie sur les archives privées de Zambian Consolidated Copper Mines.
31. Au prix de la Bourse des Métaux de Londres, c'est-à-dire 25 pour cent net pour les opérations zambiennes qui n'ont pas vendu aux prix de la Bourse des Métaux de Londres.
32. « Zambia: Selected issues », IMF, juin 2015, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15153.pdf>, accédé en novembre 2016.
33. Encore une fois, ces royalties sont calculées aux prix mensuels de la Bourse des Métaux de Londres, par opposition à une marge bénéficiaire.
34. « A guide to understanding mineral royalty tax », Chamber of Mines of Zambia, février 2016.
35. Cité dans *The Post*, 29 avril 2016.
36. Voir <https://vimeo.com/channels/1190374>.
37. Voir Invest Chile, http://www.foreigninvestment.cl/index.php?option=com_content&view=article&id=123, accédé en novembre 2016.
38. Ricardo French-Davis, *Reforming the Reforms in Latin America*. London: Macmillan, 2000.
39. Cette section est basée sur une recherche dirigée en Mauritanie en octobre 2016 par Greg Mills.
40. Voir <http://data.worldbank.org/indicator/EN.POP.DNST>, accédé en décembre 2016.
41. Voir <http://data.worldbank.org/en/country/mauritania/overview>, accédé en décembre 2016.
42. Ibid.

Chapter 6

1. « An awakening giant », *The Economist*, 8 février 2014, <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21595949-if-africas-economies-are-take-africans-will-have-start-making-lot>, accédé en novembre 2016.

2. KPMG, « Sector report: Manufacturing in Africa », 2, <http://www.kpmg.com/Africa/en/IssuesAndInsights/Articles-Publications/General-Industries-Publications/Documents/Manufacturing%20in%20Africa.pdf>, accédé en novembre 2016.
3. « Made in Africa: Is manufacturing taking off across the continent ? », *BBC Africa*, 29 May 2014, <http://www.bbc.com/news/world-africa-27329594>, accédé en novembre 2016.
4. Banque Mondiale, indicateurs de développement mondial, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators&preview=on>, accédé en novembre 2016.
5. Ibid.
6. Cette section est basée sur un voyage de recherche au Vietnam en février et mars 2016. Nous voudrions remercier Thomas Vester et Dafydd Lewis de leur assistance à cet égard. Voir Greg Mills, « Lessons From Nam: Learning from Vietnam's manufacturing experience », *Daily Maverick*, 29 mars 2016, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-03-29-lessons-from-nam-learning-from-vietnams-manufacturing-experience/>, accédé en décembre 2016.
7. Banque mondiale, PIB par habitant, <http://data.worldbank.org/indikator/NY.GDP.PCAP.CD>, accédé en novembre 2016.
8. Données de *Saigon Times Weekly*, 27 février 2016.
9. Katrina Manson, « Chinese manufacturers look to Rwanda », *Financial Times*, 6 May 2015, <http://www.ft.com/cms/s/0/8c3b27ec-e8e1-11e4-87fe-00144feab7de.html#axzz4K2HfVNKB>, accédé en novembre 2016.
10. Banque Mondiale, *Doing Business*, Classement économique, <http://www.doingbusiness.org/rankings>, accédé en novembre 2016.
11. Ces informations sont basées sur des voyages de recherche au Lesotho en août 2015 et en février 2016.
12. Greg Mills, « 'A fractious lot' : Anatomy of (another) coup in Lesotho », *Daily Maverick*, 3 juillet 2015, https://www.dailymaverick.co.za/article/2015-07-03-a-fractious-lot-anatomy-of-another-coup-in-lesotho/#.WE_Ohtj971U, accédé en novembre 2016.
13. Ibid.
14. *Business Day*, 30 octobre 2014, <http://www.bdlive.co.za/economy/2014/10/30/little-change-in-jobless-rate>, accédé en novembre 2016. Ces données ont été extraites entre 2000 et 2007, de Statistics SA's Labour Force Survey, et entre 2008 et 2016 du Quarterly Labour Force Survey.
15. Les visites de Greg Mills à Newcastle et Ladysmith ont été effectuées en novembre 2014.
16. Cette section est basée sur divers entretiens et visites dirigés par Greg Mills et Dickie Davis à Port Elizabeth, Pretoria et Uitenhage, novembre 2016.
17. Cette section est basée sur un voyage de recherche au Mexique en octobre et novembre 2015 en compagnie de Lyal White. Voir Greg Mills, « In Mexico manufacturing is a race to the top », *Daily Maverick*, 12 November 2015, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2015-11-12-in-mexico-manufacturing-is-a-race-to-the-top/>, accédé en novembre 2016. Là où ils ne sont pas référencés individuellement, les entretiens ou informations ont été obtenus durant cette visite.
18. Littéralement, une usine au Mexique gérée par une société étrangère et exportant ses produits vers le pays de cette société.
19. Nous voudrions remercier Enrique Dussel Peters pour cette citation.

Chapitre 7

1. World Bank, « Growth of the service sector », http://www.worldbank.org/depweb/beyond/beyondco/beg_09.pdf, accédé en mars 2016.
2. David Fine *et al.*, « Africa at work: Job creation and inclusive growth », McKinsey Global Institute, August 2012, <http://www.mckinsey.com/global-themes/mid-dle-east-and-africa/africa-at-work>, accédé en décembre 2016.

3. Wim van der Beek, « Five factors that differentiate Africa's fintech », CNBCAfrica, 13 juin 2016, http://www.cnbc africa.com/news/financier/2016/06/13/factors-that-differentiate-fintech-in-africa/?utm_source=CNBC+Daily+Newsletter&utm_campaign=74209677bf-RSS_EMAIL_CAMPAIGN_Daily&utm_medium=email&utm_term=0_37ea1a8e5e-74209677bf-216248097, accédé en décembre 2016.
4. « Dubai gets 2% GDP from oil after diversifying revenue sources », <http://www.bloomberg.com/news/articles/2010-09-28/dubai-gets-2-gdp-from-oil-after-diversifying-revenue-prospectus-shows>, accédé en décembre 2016.
5. Ejaz Ghani and Stephen D.O'Connell, « Can services be a growth escalator in low income countries ? », World Bank, Policy Research Working Paper 6871, July 2014, http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/07/22/000158349_20140722093642/Rendered/PDF/WPS6971.pdf. p. 10, accédé en décembre 2016.
6. World Bank, « Growth of the service sector », http://www.worldbank.org/depweb/beyond/beyondco/beg_09.pdf, accédé en mars 2016.
7. Voir Fly SAA, <http://www.flysaa.com/za/en/footerlinks/aboutUs/saaAwards.html>. Accédé en décembre 2016.
8. Ilse de Lange, « Comair challenges government bailout of SAA », *The Citizen*, 5 May 2015, <http://citizen.co.za/376178/comair-challenges-government-bailout-of-saa/>, accédé en décembre 2016.
9. Greg Mills, « Ethiopian Airlines: An example to SAA ? », *Daily Maverick*, 17 juin 2016, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-06-17-ethiopian-airlines-an-example-to-saa/#.WEASbHechNA>, accédé en décembre 2016.
10. L'Ouganda est classé second en Afrique orientale, avec 44 pour cent de ses citoyens ayant accès services bancaires, suivi du Rwanda avec 42 pour cent, la Tanzanie avec 40 pour cent et le Burundi avec 7 pour cent. <http://www.theeastafrican.co.ke/business/Kenya-tops-list-of-banked-population/2560-2697138-jh9o4iz/index.html>.
11. « Banking Africa's unbanked—time for a reality check », *Business Day*, 12 May 2015, <http://www.bdlive.co.za/africa/africanbusiness/2015/05/12/banking-africas-un-banked-time-for-a-reality-check>, accédé en décembre 2016.
12. Correspondance par courriel avec Laurie Dippenaar, 29 octobre 2016.
13. Cette section est basée principalement sur une discussion à Johannesburg au siège de la Banque à Rosebank et sur un échange de courriels avec un stratéliste de Standard Bank, 10 mars 2016.
14. Correspondance par courriel avec Simon Dagut, 14 mars 2016.
15. « For most urban Africans, owing anything other than a slum home is out of reach », *The Economist*, 14 décembre 2015, <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21684033-unaffordable-houses-make-sub-saharan-africa-worlds-smallest-mortgage>, accédé en décembre 2016.
16. Le délai moyen d'attente d'enregistrement au cadastre en Afrique subsaharienne est de 58 jours, comparés aux 22 jours dans les pays de l'OCDE. La moyenne africaine, cependant, est plus faible que celle de l'Asie du Sud (98), de l'Asie de l'Est (73) et de l'Amérique latine (63). Voir <http://blogs.worldbank.org/opendata/youthink/chart-how-long-does-it-take-register-property>, accédé en décembre 2016.
17. Basé sur des entretiens dirigés chez Hollar à Johannesburg et en Zambie, mars 2016. Voir également <https://www.lloyds.com/news-and-insight/press-centre/speeches/2015/07/the-challenges-and-opportunities-facing-the-south-africa-insurance-market-today>; et <http://www.businessinsurance.com/article/20150610/NEWS09/150619997/insurance-challenges-in-africa-exec>, accédé en décembre 2016.
18. Cette section est basée sur une série de conversations et une correspondance avec des experts de chez Aon et autres assurances en mars 2016.
19. En 1993, SAB a dépensé 50 millions de dollars pour une participation de 80 pour cent dans Dreher, la plus grande brasserie de Hongrie. En 1996, la société a pris le contrôle de deux des plus grandes brasseries de Pologne, Lech et Tyskie, ainsi que trois brasseries en Roumanie

- et une en Slovaquie. En 1994, SAB a créé une joint-venture avec China Resources Enterprise Limited basée à Hong Kong qui, au début de 1998, avait le contrôle de cinq brasseries en Chine. En 1997, SAB était devenue la quatrième plus grande brasserie au monde avec un empire brassicole international en croissance rapide. La société a par la suite vendu le reste de ses activités non-principales dans OK Bazaars, Afcol, Da Gama Textiles, Lion Match et le fabricant de chaussures Conshu Holdings. Voir <http://www.fundinguniverse.com/company-histories/the-south-african-breweries-limited-history/>, accédé en décembre 2016.
20. Entretien avec Michael Macharia, 18 septembre 2016.

Chapitre 8

1. <http://www.pewglobal.org/2015/04/15/cell-phones-in-africa-communication-lifeline/>.
2. *Internet Usage for Africa 2016*, <http://www.internetworldstats.com/stats1.htm>.
3. Internet Development and Internet Governance in Africa, Internet Society, 22 mai 2015, <http://www.internetsociety.org/sites/default/files/internet%20development%20and%20internet%20governance%20in%20africa.pdf>.
4. Emmanuel Wanjala, « Facebook's Mark Zuckerberg makes surprise visit to Kenya », *The Star*, 1 septembre 2016, http://www.the-star.co.ke/news/2016/09/01/facebooks-mark-zuckerberg-makes-surprise-visit-to-kenya_c1413233, accédé en décembre 2016.
5. Stephan Faris, « The solar company making a profit on poor Africans », Bloomberg, 2 décembre 2015, <http://www.bloomberg.com/features/2015-mkopa-solar-in-afri-ca/>, accédé en décembre 2016.
6. « Inside Kenya's silent techrevolution », *African Business*, 9 décembre 2015, <http://africanbusinessmagazine.com/sectors/technology/kenyas-silent-tech-revolution/#sthash.ckH7dDd8.dpuf>, accédé en décembre 2016.
7. Cité dans « Kenyan tech successes Zuckerberg should know about », *Forbes*, 9 septembre 2016, <http://www.forbes.com/sites/tobyshapshak/2016/09/09/kenyan-tech-successes-zuckerberg-should-know-about/#635230d13090>, accédé en décembre 2016.
8. Entretien téléphonique, 14 mars 2016.
9. CIA, *The World Factbook*, Kenya, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ke.html>, accédé en décembre 2016. Cette section est en partie basée sur deux voyages au Kenya en février 2013, pour travailler avec le bureau du Premier Ministre de l'époque, Raila Odinga, sur une approche de développement post-élection, et encore une fois en août et septembre 2013.
10. Peter Ngau, *For town and country: A new approach to urban planning in Kenya*, Africa Research Institute, 5 décembre 2013, <http://www.africaresearchinstitute.org/publications/policy-voices/urban-planning-in-kenya/>, accédé en décembre 2016.
11. Voir Kenya National Bureau of Statistics, 2009 Kenya population and housing census analytical reports, http://www.knbs.or.ke/index.php?option=com_content&view=article&id=371:2009-kenya-population-and-housing-census-analytical-reports&catid=82&Itemid=593, accédé en décembre 2016.
12. Cette section s'inspire d'un certain nombre de publications, y compris: Martin Ford, *The Rise of the Robots: Technology and the Threat of Mass Unemployment*. London : One world, 2015 ; « The rise of big data », *Foreign Affairs* 92,3, mai/juin 2013; the special Davos anthology « The Fourth Industrial Revolution » of *Foreign Affairs*, janvier 2016 ; the special collection « African farmers in the digital age: How digital solutions can enable rural development », *Foreign Affairs*, 2016 ; et « Inequality: What causes it, why it matters, what can be done », *Foreign Affairs*, 95,1, janvier/février 2016. Voir également Viktor Mayer-Schönberger and Kenneth Cukier, *Big Data: A Revolution That Will Transform How We Live, Work and Think*. London: John Murray, 2013 ; Danny Dorling, *Population 10 Billion : The Coming Demographic Crisis and How to Survive It*. London : Constable, 2013; et le blog du World Economic Forum sur la technologie et l'Afrique sur <https://www.weforum.org/>

agenda/2016/05/africa-s-digital-revolution-a-look-at-the-technologies-trends-and-people-driving-it, accédé en décembre 2016.

13. SongezoZibi, « Unemployment set to threaten SA's welfare system », *Financial Mail*, 12 December 2013, <http://www.financialmail.co.za/features/2013/12/12/unemployment-set-to-threaten-sa-s-welfare-system>, accédé en décembre 2016.
14. Amogelang Mbatha, « South African poverty rate drops as government expands welfare », Bloomberg News, 3 avril 2014, <http://www.bloomberg.com/news/2014-04-03/south-african-poverty-rate-drops-as-government-expands-welfare.html>, accédé en décembre 2016.
15. « Developing countries are cutting fraud and waste from anti-poverty schemes. Deciding who should be eligible is harder », *The Economist*, 8 janvier 2015, <http://www.economist.com/news/international/21638127-developing-countries-are-cut-ting-fraud-and-waste-anti-poverty-schemes-deciding-who?frsc=dg%7Ca>, accédé en décembre 2016.
16. Entretien, Nairobi, 8 septembre 2016.
17. World Bank, « Africa still poised to become next great investment destination », 30 juin 2015, <http://www.worldbank.org/en/news/opinion/2015/06/30/africa-still-poised-to-become-the-next-great-investment-destination>, accédé en décembre 2016.
18. Kyle Rother, « Technology can revolutionise university access », *Daily Maverick*, 21 June 2016, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-06-21-op-ed-technology-can-revolutionise-university-access/#.VSH1P03lqM8>, accédé en décembre 2016.
19. « Get smarter: Cape company disrupting world's higher education, one MIT, Cambridge at a time », <https://soundcloud.com/biznews-com/getsmarter-cape-company-disrupting-worlds-higher-education-one-mit-cambridge-at-a-time>, accédé en décembre 2016.
20. Voir « The secret decoder ring: How cell phones let farmers, governments, and markets talk to each other », « African Farmers in the Digital Age », *Foreign Affairs*, 2016, 89–90.
21. « 9 African tech hubs of the future », *CNN*, 11 novembre 2015, <http://edition.cnn.com/2015/06/19/africa/gallery/african-tech-hubs/>, accédé en décembre 2016.
22. Voir, par exemple, http://www.cnbcfrance.com/news/financier/2016/06/13/factors-that-differentiate-fintech-in-africa/?utm_source=CNBC+Daily+Newsletter&utm_campaign=74209677bf-RSS_EMAIL_CAMPAIGN_Daily&utm_medium=email&utm_term=0_37ea1a8e5e-74209677bf-216248097, accédé en décembre 2016.
23. Entretien, Riverside, Nairobi, 13 septembre 2016.
24. Cité dans Tiyambe Zeleza and Ibulaimu Kakoma, *Science and Technology in Africa*. Africa World Press, 2003, https://books.google.co.uk/books?id=x6nVozGjc_IC&pg=PA99&lpg=PA99&dq=africa+telephone+connections+1995&source=bl&ots=5S-p75Ekg-y&sig=T_NnYAsfhzuLvAhE8Ng1uTX5gOY&hl=en&sa=X&ved=0CD8Q6AEwBmoVChMIm4GA3MfLyAIViV0aCh2upAaC#v=onepage&q=africa%20telephone%20connections%201995&f=false, accédé en décembre 2016.
25. Voir Manuel Castells, *End of the Millennium: The Information Age: Economy, Society, and Culture*. Oxford: Blackwell, 1997, Volume 3,95.
26. International Telecommunication Union, *World Telecommunication/ICT Development Report* and database, <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>, accédé en décembre 2016.
27. Concernant l'internet africain et l'utilisation des mobiles, voir <http://www.theguardian.com/world/2014/jun/05/internet-use-mobile-phones-africa-predicted-increase-20-fold>, accédé en décembre 2016.
28. Patrick Kihara and Juliet Njeri, « Africa cracks down on social media », BBC News, 10 septembre 2016, <http://www.bbc.com/news/world-africa-37300272>, accédé en décembre 2016.
29. Erik Brynjolfsson, Andrew McAfee and Michael Spence, « New world order: Labor, capital, and ideas in the power law economy », in the special Davos anthology « The Fourth Industrial Revolution » of *Foreign Affairs*, Janvier 2016.

30. Alex Barinka, « Blockbuster video rental chain will shut all US stores », *Bloomberg*, 6 novembre 2013, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2013-11-06/blockbuster-video-rental-chain-will-shut-remaining-u-s-stores>, accédé en décembre 2016.
31. Martin Ford, *The Rise of the Robots: Technology and the Threat of Mass Unemployment*. London: One world, 2015.
32. Cité dans Niall Ferguson, Hillary Snafu and Donald Fubar. « It's all about which mess America wants », *The Sunday Times*, 18 septembre 2016, <http://www.thetimes.co.uk/edition/comment/hillary-snafu-and-donald-fubar-its-all-about-which-mess-america-wants-kkhvmbkdg>, accédé en décembre 2016.
33. Rhys Blakely, « Hard-hitting Trump winning on points in key swing states », *The Times*, 24 septembre 2016, <http://www.thetimes.co.uk/edition/world/hard-hitting-trump-winning-on-points-in-key-swing-states-th8fdvzvnv>, accédé en décembre 2016.
34. Caelainn Barr et Shiv Malik, « Revealed: The 30-year economic betrayal dragging down Generation Y's income », *The Guardian*, 7 mars 2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/mar/07/revealed-30-year-economic-betrayal-dragging-down-generation-y-income>, accédé en décembre 2016.
35. Ronald Inglehart, « Inequality and modernization: Why equality is likely to make a comeback », in « Inequality: what causes it, why it matters, what can be done », *Foreign Affairs*, 95, 1 janvier/février 2016.
36. Ibid.
37. Cet entretien a été dirigé par Greg Mills à la Mine de diamant Venetia, en Afrique du Sud en 2015.
38. Entretien dirigé par Greg Mills, Angloplats, Johannesburg, 21 novembre 2014.
39. Pour plus de statistiques sur l'industrie des fruits en Afrique du Sud, voir Key deciduous fruit statistics 2015. Paarl: Hortgro, 2016.
40. Voir World Apple and Pear Association, World data report, http://www.wapa-association.org/asp/page_1.asp?doc_id=446, accédé en décembre 2016.
41. La visite chez Kromcoa été dirigée par Greg Mills en août 2016.
42. Cette section est en partie basée sur Greg Mills et Dickie Davis, « Countries as companies; Morocco's use of technology for development », *Daily Maverick*, 11 août 2016, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-08-11-countries-as-companies-mo-roccos-use-of-technology-for-development/>, accédé en décembre 2016.
43. Ces informations ont été acquises et ces entretiens dirigés lors d'un voyage de recherche au Maroc en juillet 2016.
44. « Predictions: voLTE/voWiFi-capacity, reach, and capability », Deloitte, <http://www2.deloitte.com/rs/en/pages/technology-media-and-telecommunications/articles/tmt-pred16-telecomm-volte-voWiFi-capacity-reach-capability.html>, accédé en décembre 2016.
45. « Lessons in entrepreneurship from two of Africa's most successful business leaders », World Economic Forum, 5 May 2016, <https://www.weforum.org/agenda/2016/05/lessons-in-entrepreneurship-from-two-of-africa-s-most-successful-business-leaders>, accédé en décembre 2016.
46. « Africa's digital revolution: A look at the technologies, trends and people driving it », World Economic Forum, 4 mai 2016, <https://www.weforum.org/agenda/2016/05/africa-s-digital-revolution-a-look-at-the-technologies-trends-and-people-driving-it>, accédé en décembre 2016.
47. « The notion of leap frogging poor infrastructure in Africa needs to come back down to earth », *The Economist*, 6 août 2016, <http://www.economist.com/news/business/21703399-notion-leapfrogging-poor-infrastructure-africa-needs-come-back-down-earth-look>, accédé en décembre 2016.
48. Entretien, Nairobi, 8 septembre 2016.
49. Hanna Ziady, « Start-up visas: Countries draw top talent », *Financial Mail*, 1 September 2016, <http://www.financialmail.co.za/features/2016/09/01/start-up-visas-countries-draw-top-talent>, accédé en décembre 2016.

50. World Bank, Research and development expenditure (% of GDP), <http://data.worldbank.org/indicator/GB.XPD.RSDV.GD.ZS>, accédé en décembre 2016.

Chapter 9

1. Conférence de l'ONU sur le Commerce et le Développement, *World Investment Report 2015: Reforming International Investment Governance*, UN 2015, http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015_en.pdf, accédé en décembre 2016.
2. Voir World Bank, « Net official development assistance and official aid received », <http://data.worldbank.org/indicator/DT.ODA.ALLD.CD>, accédé en décembre 2016.
3. Cette section est basée sur un article publié pour la première fois dans le *Daily Maverick*. Greg Mills et Dickie Davis, « Decline and regeneration: Zambia's ghosts of development past », *Daily Maverick*, 11 avril 2016.
4. Voir le *KGL Independent Power Project Report*, Burns & McDonnell, The Dahlgren Group, et McKenna & Co, mars 1997. pour plus de détails sur les problèmes d'énergie en Zambie, voir <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-02-29-the-deficits-behind-zambias-power-problems/#.VvLboU3lqM8>; <http://www.dailymaverick.co.za/article/2015-09-02-zambias-power-woes-all-roads-lead-to-kariba-dam/#.VvLbzK3lqM8>, accédé en décembre 2016.
5. World Bank, « Net official development assistance and official aid received », <http://data.worldbank.org/indicator/DT.ODA.ALLD.CD>, accédé en décembre 2016.
6. Pour la soi-disant aide programmable par pays, « the portion of ODA [official development aid] that donors programme for individual countries or regions, and over which partner countries could have a significant say » excludes humanitarian and emergency assistance, administrative costs, and food aid. Voir <https://www.oecd.org/dac/stats/documentupload/2%20Africa%20-%20Development%20Aid%20at%20a%20Glance%202015.pdf>, accédé en décembre 2016.
7. Kwame Anthony Appiah et Henry Louis Gates (eds), *Africana: The Encyclopaedia of the African and African American Experience*. US: Basic Civitas, 1999, 142.
8. Voir, par exemple, <https://www.oecd.org/derec/denmark/Review-of-BudgetSupport-Evaluation.pdf>, accédé en décembre 2016.
9. Daron Acemoglu et James A. Robinson, « Why foreign aid fails – and how to really help Africa », *The Spectator*, 25 January 2014, <http://www.spectator.co.uk/2014/01/why-aid-fails/>, accédé en décembre 2016.
10. Brad Parks, « 10 essential facts about Chinese aid in Africa », *The National Interest*, 30 November 2015, <http://nationalinterest.org/feature/10-essential-facts-about-chinese-aid-africa-14456>, accédé en décembre 2016.
11. Paul Adams, « Africa debt rising », Africa Research Institute, 22 January 2015, <http://www.africaresearchinstitute.org/publications/africa-debt-rising-2/>, accédé en décembre 2016.
12. World Bank, « Foreign direct investment flows into sub-Saharan Africa », mars 2014, http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/03/18/000456286_20140318105721/Rendered/PDF/860600BRI0WB0H00Box382147B00PUBLIC0.pdf, accédé en décembre 2016.
13. Conférence de l'ONU sur le Commerce et le Développement, *World Investment Report 2015: Reforming International Investment Governance*, UN 2015, http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015_en.pdf.
14. Mikolaj Radlicki, « The 30m-strong Africa diaspora likely sends \$160bn home every year: Where does it go ? », *Mail & Guardian Africa*, 29 May 2015, <http://mgafrica.com/article/2015-05-29-remittance-in-africa-where-does-it-go>, accédé en décembre 2016.
15. « Africa losing billions from fraud and tax avoidance », *The Guardian*, 2 février 2015, <https://www.theguardian.com/global-development/2015/feb/02/africa-tax-avoidance-money-laundering-illicit-financial-flows>; see also Caroline Kende-Robbe, « Africa is rich in resources but tax havens are keeping its people poor », *World Economic Forum*, 17 may 2016,

- <https://www.weforum.org/agenda/2016/05/africa-is-rich-in-resources-but-tax-havens-are-keeping-its-people-poor>, accédé en décembre 2016.
16. « Overview of ODA and international NGOs in Vietnam », Danske Vietnameseisk Forening, <http://www.davifo.dk/userfiles/file/pdf/International%20NGOs%20in%20Vietnam8.pdf>, accédé en décembre 2016.
 17. World Bank, « Foreign direct investment, net inflows », <http://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD?locations=VN>, accédé en décembre 2016.
 18. World Bank, « Net official development assistance and official aid received », <http://data.worldbank.org/indicator/DT.ODA.ALLD.CD>, accédé en décembre 2016.
 19. World Bank, « Mozambique », <http://data.worldbank.org/country/mozambique>, accédé en décembre 2016.
 20. David Smith, « Boom time for Mozambique, once the basket case of Africa », *The Guardian*, 27 mars 2012, <https://www.theguardian.com/world/2012/mar/27/mozambique-africa-energy-resources-bonanza>, accédé en décembre 2016.
 21. Alex Court et Dianne McCarthy, « Massive gas discovery transforms Mozambique backwater into boomtown », CNN, 3 February 2015, <http://edition.cnn.com/2015/02/03/africa/pemba-port-mozambique-gas/>, accédé en décembre 2016.
 22. David Smith, « Boom time for Mozambique, once the basket case of Africa », *The Guardian*, 27 mars 2012, <https://www.theguardian.com/world/2012/mar/27/mozambique-africa-energy-resources-bonanza>, accédé en décembre 2016.
 23. « World Bank delays aid to Mozambique pending debt analysis: spokesman », *CNBC Africa*, 28 avril 2016, <http://www.cnbc.com/news/africa/2016/04/28/world-bank-delays-aid-to-mozambique/>, accédé en décembre 2016.
 24. Tom Bowker et Michael Cohen, « Mozambique resorts to foreign exchange curbs as metical dives », *Bloomberg*, 8 décembre 2015, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-12-08/mozambique-resorts-to-foreign-exchange-curbs-as-meticaldives>, accédé en décembre 2016.
 25. « Mozambique is floundering amid corruption and conflict », *The Economist*, 18 mars 2016, <http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21695203-scandals-and-setbacks-gas-and-fishing-industries-darken-mood-mozambique>, accédé en décembre 2016.
 26. World Bank, « Mozambique, overview », <http://www.worldbank.org/en/country/mozambique/overview>, accédé en décembre 2016.
 27. « Mozambique: Foreign aid dependency necessary for growth and not the other way around », *Econ 488 at JMU*, 3 November 2014, <http://econ488.com/2014/11/03/mozambique-foreign-aid-dependency-necessary-for-growth-and-not-the-other-wayaround/>, accédé en décembre 2016.
 28. World Economic Forum, « Mozambique », <http://reports.weforum.org/global-competitiveness-report-2015-2016/economies/#economy=MOZ>, accédé en décembre 2016.
 29. Voir L'indice de Perception de corruption internationales, <http://www.transparency.org/research/cpi/overview>, accédé en décembre 2016.
 30. « Overview of corruption and anti-corruption in Mozambique », U4 Anti-Corruption Resource Centre, <http://www.u4.no/publications/overview-of-corruption-and-anti-corruption-in-mozambique/>, accédé en décembre 2016.
 31. Paul Collier, « The role of donors in fragile African states », paper presented to the African Development Bank high-level panel on fragile states, août 2013.
 32. Voir, par exemple, le projet la Chine en Afrique de l'Institut sud-africain des Affaires internationales, <http://www.saiia.org.za/news/china-in-africa-project>, accédé en décembre 2016.
 33. Kevin Bloom et Richard Poplak, *Continental Shift: A Journey into Africa's Changing Fortunes*. Cape Town: Jonathan Ball, 2016.
 34. « 5 myths about Chinese investment in Africa », *Foreign Policy*, <http://foreignpolicy.com/2015/12/04/5-myths-about-chinese-investment-in-africa/>, accédé en décembre 2016.

35. World Bank, « GDP per capita », http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?order=wbapi_data_value_2013+wbapi_data_value&sort=asc, accédé en décembre 2016.
36. Joe Bavier, « China's DRC investment \$9 billion – \$3 billion for mining », *Mineweb*, 16 février 2008, <http://www.mineweb.com/archive/chinas-drc-investment-9-billion-3-billion-for-mining/>; voir aussi « China and Congo : Friends in need », *Global Witness*, mars 2011, https://www.globalwitness.org/sites/default/files/library/friends_in_need_en_lr_1.pdf, accédé en décembre 2016.
37. Wenjie Chen, David Dollar et Heiwei Tang, « China's direct investment in Africa: Reality versus myth », Brookings Institute, 3 septembre 2015, <http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2015/09/03-china-africa-investment-trademyth-chen-dollar-tang>, accédé en décembre 2016.
38. Cet entretien a eu lieu à Come, Italie, le 2 août 2016.
39. Paul Collier, « The case for investing in Africa », McKinsey, June 2010, <http://www.mckinsey.com/global-themes/middle-east-and-africa/the-case-for-investing-in-africa>, accédé en décembre 2016.
40. Makhtar Diop, « Africa still poised to become the next great investment destination », World Bank, 30 juin 2015, <http://www.worldbank.org/en/news/opinion/2015/06/30/africa-still-poised-to-become-the-next-great-investment-destination>, accédé en décembre 2016.
41. Ceci provient d'une discussion à un club d'investissement basé à Londres, 27 septembre 2016.
42. Le terme « perte en cas de défaut » se réfère à la part d'un actif qui est perdue en cas de défaut de la part d'un emprunteur, qui reflète la caution et le degré de subordination de la dette.
43. Discussion à UBS, Londres, 21 septembre 2016.
44. Joe Brock, « Weak economy takes gloss of 'Africa Rising' optimism », *CNBC Africa*, 16 septembre 2016, http://www.cnbc.com/africa/news/special-report/2016/09/16/private-equity-in-africa-loses-its-shine/?utm_source=CNBC+Daily+Newsletter&utm_campaign=d0f3c17366-RSS_EMAIL_CAMPAIGN_Daily&utm_medium=email&utm_term=0_37ea1a8e5e-d0f3c17366-216248097, accédé en décembre 2016.
45. « Listing in Africa – extractive industries », KPMG, 2015, <https://www.kpmg.com/Africa/en/IssuesAndInsights/Articles-Publications/Documents/KPMG%20Listing%20in%20Africa-extractive%20industries.pdf>, accédé en décembre 2016.

Chapitre 10

1. Voir les indicateurs mondiaux de la gouvernance de la Banque mondiale, <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#reports>, accédé en décembre 2016.
2. « Where to start ? Aligning sustainable development goals with citizen priorities », Afrobarometer, http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab_r6_dispatchno67_african_priorities_en.pdf, accédé en décembre 2016.
3. Cette partie est basée sur un article publié pour la première fois dans le *Daily Maverick*. Voir Greg Mills, « Inside the house Namibia built: Open windows and a breath of fresh air », *Daily Maverick*, 12 septembre 2016, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-09-12-inside-the-house-namibia-built-open-windows-and-a-breath-of-fresh-air/#.WEY5SXecbJI>, accédé en 2016.
4. Interview le 6 septembre 2016.
5. Banque mondiale, Namibie, <http://data.worldbank.org/country/namibia>, accédé en décembre 2016.
6. République de Namibie, Plan national de développement basé sur le Plan de prospérité Harambee Development Plan, <http://www.gov.na/documents/10181/264466/HPP+page+70-71.pdf/bc958f46-8f06-4c48-9307-73f242c9338>, accédé en décembre 2016.

7. Pour plus d'informations sur la fonction publique, consulter : <http://www.namibian.com.na/index.php?id=138292&page=archive-read>, accédé en décembre 2016.
8. Par exemple, un des cerveaux derrière la stratégie nationale de développement économique de Singapour était Albert Winsemius, un économiste néerlandais, qui a joué un rôle important dans la planification industrielle de l'économie de son propre pays après la seconde guerre mondiale. Une des premières actions du gouvernement nouvellement établi, a été de solliciter l'avis du Programme d'assistance technique des Nations unies (désormais désigné par le Programme des Nations unies pour le développement). La mission qui s'est déroulée en 1960 était conduite par Winsemius. A la fin de la mission, il a présenté une ébauche de plan de développement économique étalé sur 10 ans, que Singapour a largement adopté. Il a continué à servir de conseiller économique en chef du gouvernement de 1961 à 1984, jouant un rôle essentiel dans la transformation du pays. En 1985, l'ONU avait fourni les services de 744 experts techniques et, entre 1950 et 1985, a accordé 2 029 bourses aux étudiants de Singapour. Pour plus d'informations sur les rôles de Winsemius et du PNUD, voir https://issuu.com/undppublicserv/docs/booklet_undp-sg50-winsemius_digital, accédé en décembre 2016.
9. « Remembering Lee Kuan Yew », Channel News Asia, <http://www.channelnewsasia.com/news/specialreports/rememberingleekuan-yew/features/team-s-porestrong/1740616.html>, accédé en décembre 2016.
10. Vision 2020, *Perspective de développement national à long-terme*, Conseil national économique, Malawi, http://www.africanchildforum.org/clr/policy%20per%20country/malawi/malawi_vision2020_en.pdf.
11. Stratégie de croissance et de développement du Malawi (2006–2011), 3–4, http://api.ning.com/files/R9O3ej52zzLO0AZVM*p7O9s7bOPX2Adsbc8Mq942QLrY0epESA*mlf1PT8dEtl9wPkGQ16q7XP8QGOGOUKLq8rBqwNHWAE/MalawiGrowthandDevelopmentStrategy20062011.pdf, accédé en décembre 2016.
12. Note consultative conjointe du personnel sur la Deuxième document de stratégie de croissance et de développement du Malawi Joint Staff Advisory Note, Association internationale de développement et le FMI, 5 juillet 2012, 2, http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/07/18/000386194_20120718044147/Rendered/PDF/691340PRSP0P120Official0Use0Only090.pdf, accédé en décembre 2016.
13. Pour plus d'informations, voir, Banque mondiale, Sénégal, Vue d'ensemble, <http://www.worldbank.org/en/country/senegal/overview> accédé en décembre 2016.
14. « *Blueprint for coming generation in store, says Lee* », *The Straits Times*, 9 avril 196.
15. 'Seizing the moment : Liberia's 150-day plan', Initiative pour la gouvernance en Afrique de Tony Blair, <http://www.africagovernance.org/article/case-study-delivering-liberias-150-dayplan> accédé en décembre 2016.
16. Kishore Mahbubani, « Why Singapore is the world's most successful society », *The World Post*, 8 avril 2015, http://www.huffingtonpost.com/kishore-mahbubani/singapore-world-successful-society_b_7934988.html, accédé en décembre 2016.
17. Ian Lienert and Jitendra Modi, « A decade of civil service reform in sub-Saharan Africa », IMF working paper, 4, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/wp97179.pdf>, accédé en décembre 2016.
18. Banque mondiale, Indicateurs mondiaux de la gouvernance, <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#home> accédé en décembre 2016.
19. Banque mondiale, Panorama des statistiques, 2016, Glossaire des pays, http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/4549025-1450455807487/Factbook2016_Countries_M-Z_Glossary.pdf, accédé en décembre 2016.
20. Bureau du Président de la République de Zambie, 'Zambian diaspora survey', <https://www.ion.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/activities/countries/docs/zambia/Zambian-Diaspora-survey-Report.pdf>, accédé en décembre 2016.
21. Greg Mills, *Why States Recover*. Johannesburg : Pan Macmillan, 2014, 272.

22. Plate-forme de connaissances de l'ONU sur le développement durable, <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/1431Singapore.pdf>, accédé en décembre 2016.

Chapitre 11

1. Il s'agit de la Somalie, du Soudan du Sud, de la République centrafricaine, du Soudan, du Tchad, de la RDC, de la Guinée, du Nigéria, du Burundi et du Zimbabwe.
2. Les autres six étant, le Yémen, la Syrie, l'Afghanistan, Haïti, l'Iraq et le Pakistan.
3. [Le Fonds pour la paix, Indice des Etats fragiles de 2016] Fund for Peace, *Fragile States Index 2016*, <http://fsi.fundforpeace.org/>, accédé en décembre 2016.
4. Dans l'ordre (le dernier classé en premier) : la Somalie, le Soudan du Sud, l'Angola, la Libye et la Guinée-Bissau.
5. Les autres étant la Corée du Nord, l'Afghanistan, le Venezuela et l'Iraq.
6. Transparency International, Indices de perception de la corruption de 2015, <http://www.transparency.org/cpi2015>, accédé en décembre 2016.
7. Dans l'ordre (en partant du bas) : la Guinée, le Tchad, la Mauritanie, la Sierra Leone, le Burundi, le Malawi, Haïti, le Mozambique, le Venezuela, Myanmar, Madagascar, le Liberia, le Swaziland, le Mali, le Pakistan, le Zimbabwe, le Nigéria, la Gambie, le Bénin, la Guyane et la Tanzanie. Voir <https://www.weforum.org/agenda/2015/09/what-are-the-10-most-competitive-economies-in-sub-saharan-africa/>, accédé en décembre 2016.
8. Le Club de Paris a été créé en 1956 lorsque des négociations entre l'Argentine et ses créanciers publics ont eu lieu à Paris. Il compte 21 membres permanents en tant que grands pays créanciers, dont le but est de coordonner et de trouver des solutions durables aux difficultés de paiement de la dette des pays débiteurs. Les membres permanents du Club de Paris sont l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, la Fédération de Russie, la Corée du Sud, l'Espagne, la Suède, la Suisse, Le Royaume-Uni et les États-Unis.
9. Freedom House, *Freedom in the World, 2015*. New York: Freedom House, 2015, www.freedomhouse.org, accédé en décembre 2016.
10. Cette section est basée sur un article initialement paru dans le *Daily Maverick*. Voir Greg Mills, « Ethiopia's Hailemariam Desalegn: Growth has to be shared to be sustainable », *Daily Maverick*, 7 juin 2016, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-06-07-ethiopia-hailemariam-desalegn-growth-has-to-be-shared-to-be-sustainable/>, accédé en décembre 2016.
11. Un des neuf états régionaux de l'Ethiopie formé sur une base ethnique.
12. La population de l'Ethiopie s'élevait à 94 millions en 2016.
13. Banque mondiale, « Ethiopia, Overview », <http://www.worldbank.org/en/country/ethiopia/overview>, accédé en décembre 2016.
14. World Bank, « Ethiopia », <http://data.worldbank.org/country/ethiopia>, accédé en décembre 2016.
15. Tous nos remerciements à Christopher Clapham pour cette observation.
16. « L'usine de chaussures chinoise Huajian, emploie maintenant 3 200 personnes », Addis Ababa Online, <http://addisababaonline.com/chinese-shoe-factory-huajian-now-employs-3200-people/>, accédé en décembre 2016.
17. « Economic development : The good news from Ethiopia and what might make it even better », UK Department for International Development, <https://www.gov.uk/government/speeches/economic-development-the-good-news-from-ethiopia-and-what-might-make-it-even-better>, accédé en décembre 2016.
18. Cette section est basée sur un article initialement publié dans le *Daily Maverick*. Greg Mills, « Botswana's President Ian Khama: 'Diamonds are not forever' », *Daily Maverick*, 29 June

- 2016, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-06-29-botswanas-president-ian-khamadiamonds-are-not-forever/>, accédé en décembre 2016.
19. Leah Granof, « DTC sight week revealed », *Rapaport Magazine*, janvier 2008, <http://www.diamonds.net/Magazine/Article.aspx?ArticleID=20171&RDRIssueID=21>, accédé en décembre 2016.
 20. Banque mondiale, « International tourism, number of arrivals », <http://data.worldbank.org/indicator/ST.INT.ARVL>, accédé en décembre 2016.
 21. Victor Baatweng, « Botswana loses up to 90% of tourism revenue », *Sunday Standard*, 10 juillet 2014, <http://www.sundaystandard.info/botswana-loses-90-tourism-revenue>, accédé en décembre 2016.
 22. Cette section a été l'objet d'une recherche de Greg Mills, lors d'une visite en Mauritanie en octobre 2016 et repose sur un article initialement publié dans le *Daily Maverick*. Voir Greg Mills, « Reform in the Sahel: Mars, Mauritius or Mauritania », *Daily Maverick*, 19 octobre 2016, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-10-19-reform-in-the-sahelmars-mauritius-or-mauritania/>, accédé en décembre 2016.
 23. Cette section est basée sur deux visites en Côte d'Ivoire, en 2012 et en 2016, y compris sur l'interview menée par Greg Mills avec le Président ADO.
 24. Ce chiffre a été fourni par Fidèle Sarassoro, Conseiller auprès du Président, 15 décembre 2016.
 25. Cité dans Martin Meredith, *The Fortunes of Africa: A 5,000-Year History of Wealth, Greed and Endeavour*. London: Simon & Schuster, 2015, 619.
 26. Banque mondiale, taux de croissance du PIB par habitant, <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.KD.ZG?locations=CI>, décembre 2016.
 27. Banque mondiale, Vue d'ensemble par pays, <http://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview>, décembre 2016.
 28. A cet égard, nous sommes reconnaissants envers Stephan Malherbe pour les informations qu'il a apportées.
 29. Correspondance par courriel avec l'Ambassadeur (à la retraite) Phil Carter, 17 décembre 2016.
 30. Banque mondiale, Vue d'ensemble par pays, <http://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview> décembre 2016.
 31. Discussion, Abidjan, 14 décembre 2016.
 32. L'exemple de la lutte du gouvernement colombien contre le mouvement de guérilla FARC et ses descendants idéologiques, peut être pertinent. Le remblai derrière l'effort militaire par la mise en place d'une gouvernance améliorée et des infrastructures de base, en particulier les routes et les communications cellulaires, a été largement réussi. La mise en place d'une gouvernance améliorée a été une initiative dirigée par le Président, dans l'ensemble des 1 100 communes du pays. Voir Dickie Davis, David Kilcullen, Greg Mills et David Spencer, *A Great Perhaps? Colombia: Conflict and Convergence*. London: Hurst, 2015.
 33. Entretien avec Greg Mills et Dickie Davis, Législature de la province du Gauteng, 24 novembre 2016.
 34. Nos remerciements au Général (à la retraite) George Casey Jnr pour ses réflexions à cet égard.

Conclusion

1. UN FAO, « Nigeria at a glance », <http://www.fao.org/nigeria/fao-in-nigeria/nigeria-at-a-glance/en/>, accessed December 2016.
2. Central Intelligence Agency, *The World Factbook*, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/id.html>, accessed December 2016.
3. 302
4. For the Gini coefficient, see <http://hdr.undp.org/en/content/income-gini-coefficient>, accessed December 2016.

5. For a detailed examination of the parallels with Africa, see Greg Mills, « A new Bandung Consensus ? What Africa and Indonesia can learn from each other », *Daily Maverick*, 9 March 2016, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2016-03-09-anew-bandung-consensus-what-africa-and-indonesia-can-learn-from-each-other/>; and Greg Mills, « Indonesia: A messy democracy that somehow works », *Daily Maverick*, 1 September 2014, <http://www.dailymaverick.co.za/article/2014-09-01-indonesia-a-messy-democracy-that-somehow-works/#.WEQeL03lqM8>, accessed December 2016.
6. In order of increasing size: Seychelles, São Tomé and Príncipe, Cape Verde, Comoros, Djibouti, Swaziland, Mauritius, Guinea-Bissau, Gabon, Lesotho, Equatorial Guinea, Gambia, Botswana, Namibia and Mauritania.
7. See Kagame's comments at Bahir Dar's Tana Forum, <http://allafrica.com/stories/201304222011.html>, accessed December 2016.

Index

- 3M 86
- Abacha, général Sani xvii
- Abdellahi, Sidi Ould Cheikh 284
- Abdulsalami, général Abubakar 64
- Abebe, Tsegaye 103
- Abidjan 5, 287, 288, 290
- Abiola, le chef M.K.O. iv, 64
- Aburra, Vallée de 47
- Accord sur le textile 157
- Acemoglu, Daron 226
- Addis-Abeba 96, 103, 178, 179, 271
- ADMARC 117
- Aérienne Emirates 173
- Aéropole, la zone 210
- Aéroport international de Cape Town 35
- Aéroport international de Tân Sơn Nhát 150
- Aéroport international Jomo-Kenyatta 103
- Aéroport international Kenneth Kaunda 176
- Aéroport international Sir Seretse Khama 277
- Aero Zambia 176
- African Economic Outlook 11
- African Growth and Opportunity Act (AGOA) xix, 154
- Afrikaner 246
- Afrique centrale 179, 222
- Afrique de l'Est 31, 55
- Afrique de l'Ouest 22, 32, 63, 83, 270, 282, 286, 288, 289
- Afrique du Nord 89, 92, 148, 173, 211, 286
- Afrique du Sud xvi, xx, 2, 5, 6, 28, 35, 37, 41, 42, 61, 75, 77, 78, 82, 83, 90-92, 104-106, 109-112, 119, 123, 123-126, 151, 153-155, 158-165, 170, 173, 174, 177, 180, 182-189, 191, 196, 198, 207-209, 217, 224, 227, 228, 238, 239, 246, 248, 264, 265, 278-280, 296, 301
- Afrique du Sud-ouest 246
- Afrique subsaharienne xviii, xix, 1, 5, 7, 11, 54, 57, 59, 60, 62, 74, 75, 81, 82, 89, 91, 92, 100, 112, 126, 127, 144, 148, 153, 195, 199, 203, 217, 222, 227, 236, 254, 259, 260, 265, 286, 291, 298, 301
- Afrobaromètre 245
- Afro-Mauritaniens 284
- Agache, le Plan 40
- Agadez 22
- Agence de développement de l'entrepreneuriat citoyen (Botswana) 278
- Airbus 173, 210
- Aircelle 210
- Air Malawi 179

Airwaves 176
 Akjoujt 142, 143, 144
 ALENA (accord de libre-échange nord-américain) xix, 165–168
 Algérie 22, 236
 Allemagne 2, 163, 210, 250
 Allemagne de l'Est 249
 Allen West & Co 223
 All People's Party 268
 Al Maktoum, Sheikh Saeed bin Maktoum bin Hasher 174
 Alte Fest 246
 Alternative Investment Market 242
 Américains 84, 86, 150
 Americans, Le (Gang de Cape Town) 43
 Amérique centrale 84, 300
 Amérique du Nord 131, 166
 Amérique du Sud 300
 Amérique latine xiv, xviii, 23, 33, 85, 92, 101, 140, 191, 217, 293
 Amériques, les 179
 Anambra, l'Etat (Onitsha) 190
 Anglo American Corporation 3
 Angola 8, 60, 76, 190, 209, 238, 246
 Anheuser-Busch InBev (AB InBev) 188
 Annan, Kofi 56, 63
 Arabie Saoudite 163
 Argentine 100, 101, 110
 Asie 7, 12, 23, 27, 33, 95, 107, 154, 155, 156, 179, 222, 226, 229, 231, 300
 Asie de l'Est 7, 16–21, 23, 51, 75, 92, 209
 Asie du Sud 6, 81, 84
 Asie du sud-est 299
 Asie-Pacifique 189
 Asmara, Erythrée 236
 Assistance financière, La politique d' 278
 Association africaine des Bourses de Valeurs 242
 Association éthiopienne des producteurs et exportateurs d'horticulture 103
 Atlantique 84
 Australie 82, 109, 124, 125, 134, 217
 Automotive Production and Development Programme 162
 Avenue Kenyatta, Mombasa 30
 Aziz, le général Mohamed Ould Abdel 284
 Back Streets (Gang de Cape Town) 43
 Bâle 185
 Banda, Hastings 113
 bangladais 28, 29
 Bangladesh 156, 159
 Banque africaine de développement i, xvi
 Banque asiatique de Développement 231
 banque centrale d'Afrique du Sud 158
 Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest 289
 Banque centrale (Mexique) 168
 Banque mondiale 11, 12, 19, 31, 60, 79–83, 85, 95, 175, 232–234, 237, 241, 245, 260, 267, 284, 299

- Bapak Pembangunan (Père du Développement) 298
- Barack Obama Road 30
- Barclays 177
- Barletta, Nicolás 85, 87
- Barrage de Muela, Lesotho 156
- Barrage Polihali, Lesotho 156
- Basée à la Présidence 255
- BASF 86
- Basilique Saint-Pierre à Rome 287
- Basotho, le Parti du Congrès (Basotho Congress Party) 154
- Basotho/s 154, 157, 158
- Beechcraft Baron 177
- Beira 79, 118
- Belge 22
- Belhassen, Ben 107
- Bénéfices tirés des ressources minérales 134
- Bengale, La famine du 101
- Bénin 54, 105
- Benn' chahab 143
- Benn, Hilary 239
- Beny Steinmetz Group Resources (BSGR) 136
- Berea 28
- Berlin, du mur de 53
- Bidhan Mauritaniens 284
- Bishop Lavis 42
- Blair, Tony 57, 225, 238, 239, 267
- Blockbuster 204, 205
- Bloom, Kevin 236
- Boeing 103, 173, 210
- Bogotá 41, 294
- Boko Haram 296
- Bombardier 210
- Bongo, du Président Ali 68
- Boontjieskraal 111
- Borno 296
- Botswana xiv, xix, 53, 61, 122, 142, 153, 186, 189, 265, 270, 277–281
- Brasseries du monde 188
- Brazzaville 239
- BRCK 195
- Brenthurst, la Fondation iv, xi, xiii, xiv, xvi, xvii, 157, 279
- Brésil 37, 39, 40, 101, 110, 132, 229, 288
- Bretagne xvii, 88, 184
- Brexit 74, 188
- Brighton 28, 223
- British Airways 177
- Broken Hill Development Company 222
- Broken Hill 222, 223
- Brookings, l'Institut 33
- Brown, Gordon 225, 267
- Brunei 58
- Bruxelles 78
- Budweiser 188
- Buffet, Warren 180
- Buhari, Muhammadu 71, 302
- Bung (camarade) 298
- Bureau de normalisation 277
- Burj Khalifa 173
- Burkina Faso 105
- Burundi 8, 9, 105, 116, 228, 238
- Bush, President 239
- Caire 12
- Caledon xiv, 110, 111
- Cambodge 20, 156
- Cambridge 201

- Cameroun 61, 105, 245
- Canada 109, 110, 124, 206, 217
- Cape Flats 35
- Cape Town xvi, 35, 36, 41-44, 88-90, 93
- Cape Town, l'Université de xvi, 201
- Cap occidental xiv, xvi, 110, 119
- Cap Vert 61, 228
- Caracas 43
- Caraïbes 92
- Carlyle, le Group 227
- Carrefour du Kumasi 288
- Carson, Tim 197
- Carter Centre 70
- Casablanca 210, 213
- Castel Group 188
- Caterpillar 86
- Centre pour le financement du logement abordable 93
- Centres Huduma 203
- Centro de Investigación y Docencia Económicas 168
- Chambre chinoise de commerce et d'industrie 160
- Chami, Ahmed 211-214
- Changamwe, du rond-point 30
- Cheeseman, Nic 73
- Chiapas (Mexique) 168
- Chicago, l'Université de 85
- Chichewa 115
- Chikasauka 113
- Chiluba, Frederick 56
- Chinalco 137
- China Railway Engineering Corp 237
- Chine 14, 16, 17, 20, 37, 51, 55, 76, 80, 81, 94, 95, 101, 110, 124, 144, 147, 150, 151, 155, 159, 164, 167, 181, 189, 199, 208, 221, 222, 227, 228, 235-238, 240, 268, 270, 275, 296, 306, 307
- Chinese Huajian Group 273
- Chipata, Zambie 116
- Chirac, Jacques 236
- Chongqing Huayuan Hydroelectric Technical Engineering Co. Ltd 223
- Christus Kirche 246
- Churchill 51
- Cirque Maxime 104
- Cité du Savoir 87
- Citibank 125
- Ciudad Juárez 45
- Clinton, le Président Bill 267
- Club de Paris, Nigeria 266, 268
- Cluver, Paul 119, 209
- Cobra, robotique de chez 162
- Coca-Cola 30, 272
- CODELCO 141
- Coetzee, Willem 209
- Colgate-Palmolive 2
- Collier, Paul i, 15, 88, 137, 235
- Collymore, Bob 199, 216
- Colombie xviii, 23, 37, 41, 44-46, 124, 157, 288, 294
- Comité consultatif économique du Botswana 279
- Commission de Blair sur l'Afrique, de la 238
- Commission électorale 67
- Commonwealth 70

Communauté d'Afrique
 orientale 184
 Communauté de Développement
 de l'Afrique Australe (SADC) 55,
 70, 184
 Conakry 135
 Concorde 287
 Condé, d'Alpha 135
 Confédération des Syndicats
 ouvriers du Mexique 168
 Confucianisme 17
 Congo xvii, xx, 1, 29, 145, 238
 conseillers à la Présidence 249
 Conté, Lasana 136
 Continental Shift: A Journey into
 Africa's Changing Fortunes 236
 Copa airline 85
 Copperbelt 78, 177
 Corée du Sud 20, 51, 164, 275, 300
 Corne de l'Afrique 32
 Corona 188
 Corp Sinohydro 237
 Costa Rica 23, 157
 Côte d'Ivoire xiv, 54, 105, 227, 245,
 265, 270, 287, 288, 289, 290, 291,
 292
 Côté Pacifique 87
 Cour Constitutionnelle 70
 Cour d'Appel de la sharia 268
 Cour pénale internationale 290
 Cowboy Town (Gang de Cape
 Town) 43
 Craven, Docteur Danie 42
 Crédit Suisse 232
 Crossroads 88
 Curitiba xix, 37-41
 Da Costa, Luis Fernando
 Ferreira 40
 Daddah, Moktar 283
 Dahan, Ahmed Mahmoud xiv, 285
 Dakar 289
 Danemark 217
 Daniel arap Moi, l'aéroport
 international 30
 D'après la loi de Moore 198
 Dar es Salaam 76, 78, 84
 Das, Avijit 161, 162
 De Beers 277, 278
 Déclaration de Yamoussoukro 174
 De la Calle, Luis 166
 Delft 42, 93
 Dell 86
 Deloitte 90, 215
 Desalegn, Hailemariam 270
 DTC xix, 277, 280
 Diaz 41
 Diederichs, N 161
 Dippenaar, Laurie 183
 Disraeli 51
 Djibouti 61
 Djibouti à Addis-Abeba, liaison
 ferroviaire reliant 96
 Djibril, Mohamed 284
 Doig, Keith 189, 190, 192
 Doing Business 31, 153
 Dubai 71, 296
 du Cap oriental 88
 Dunlop 2
 Duracell 161
 Durban 78, 158, 159
 Durban Deep 122, 125
 Eagle, de marque 2

- East African Breweries 190
 EAU xix, 58
 Ecole d'ingénieurs de São Paulo 40
Economist, The 5, 6, 9
 Edward VIII 222
 église pentecôtiste 43
 Egypte 15, 91
 Eleta, Fernando 87
 El Salvador 23, 43, 157
 Emirates 172
 Empesa Moçambicana de
 Atum 232
 Engel, Father Craven 42–44, 48
 English Electric Company Ltd 222
 Enugu, Etat d' (Nigeria) 266
 Equalizer 108, 109
 Ernst & Young 178
 Erythrée 178, 238
 Érythrée 271
 Escobar, Colombie 45, 46
 Escobar, Pablo 45
 Eskom 156, 280
 Espagne 167, 206, 210, 217, 286
 Ethiopian Airlines xix, 172,
 178–180, 193
 Éthiopie xiv, 72, 96, 102, 103, 105,
 156, 170, 184, 190, 236, 270–276,
 301, 302
 Europe 11, 22, 23, 81, 84, 95, 103,
 151, 179, 232, 236, 297
 Eveready 161
 Exim Bank 237
 Eyadéma, Gnassingbé Sergent 236
 Facebook 195
 Fanta 77
 FAO xix, 99, 104, 106, 107, 297
 Farmer's World 118
 Fédération Malaise 17
 Fès 22, 213
 Fiat 2, 210
 Fick, Lampie xiv, 109
 Fidel Castro, la rue 246
 Finlande 271
 Finlay, Doctore Carlos 84
 First Quantum 143
 FirstRand 183
 Floride 87
 Fondation Mo Ibrahim 15
 Fonds Hassan II 213
 Fonds Monétaire International
 (FMI) xix, 11, 139, 155, 232, 237,
 259, 262
 Forces Armées Révolutionnaires de
 la Colombie (les FARC) 45
 forces nationales de défense sud-
 africaines 155
 Ford 163
 Fort Clayton 87
 Fox, Vincente 167–169
 français 22, 84, 206, 214, 229, 236,
 287
 France 38, 206, 210, 217, 228, 236,
 283, 286, 287, 290
 Free Basics 215
 Freedom House 59, 60, 63, 66, 270,
 284
 Frelimo 234, 235
 Front patriotique 68
 Gabon 60, 61, 68, 245
 Gambie 239
 Gates, Bill 201
 Gatun, lac Panama 84

- Gauteng 28, 123
 Gbagbo, Laurent 290–292
 Gearbox 195
 GebreMariam, Tewolde 178
 Gécamines 237
 Geingob, Hage 217, 246, 248–250
 General Motors 163, 164, 166
 GetSmarter 201
 Ghana xvi, 8, 9, 14, 54, 80, 105, 182, 186, 191, 227, 241
 Giannakis, Jimmy 118
 Gibraltar, détroit de 84, 236
 Gillette 161
 Gladstone 51
 Glaeser, Edward 34
 Gleneagles 225, 238
 Global Witness 237
 Google 43, 213
 Google Earth 43
 Grabouw 208
 Grain SA 111
 Grande Dépression 206
 Grand Renaissance, le barrage 96
 Great East Road 1
 Greca, Rafael 40
 Grosskopff 29, 30
 Groupe d'action financière 133
 Guanajuato 165–167, 169
 Guéï, le général Robert 290
 Guerre froide 53, 58, 61, 225
 Gugulethu, Cape Town 42
 Guimaraes, Carlos 40
 Guinée 56, 60, 134, 135, 136, 238
 Guinée équatoriale 60
 Guinée forestière, la région de 135
 Hackblock, William 191
 Hademine, Yahya Ould 285, 286
 Hanoi 150, 229
 Hanover Park 42–44, 91, 93
 Hanson 161
 Harare 89–91
 Haratines 284
 Harris, Tim 35, 36
 Harrower Road 161
 Harvard 34, 291
 Haut-Ogooué, Zambie 68
 Haye, La 290
 Heritage Foundation 15
 Hero 191
 Hichilema, Hakainde ii, 55, 68, 70, 71
 Hillbrow 28–30, 32, 37
 Hino Motors 166
 Ho Chi Minh City 229
 Hollard 186, 187
 Honda 166
 Honduras 43
 Hong Kong 15, 58, 86, 159
 Hopefield 108
 Hôtel Vatican 30
 Hottentots-Holland 109
 Houphouët-Boigny, le président Félix 287, 288, 289, 291
 Howard, base aérienne américaine de 86
 Ibadan, Nigeria 190
 Ibos 29
 Ibrahim Index of African Governance de 2016 15, 27, 42
 iHub 195, 202, 215
 Inde xvii, 80, 101, 110, 156, 159, 162, 192, 217, 240, 274, 280

Indépendance, l'avenue, Windhoek 246
 Indice de développement humain 143, 234
 Indice de liberté économique 15
 Indice des États fragiles de 2016 265
 Indonésie xiv, 17, 21, 51, 110, 240, 276, 298, 299, 300
 Industrial Development Corporation de Zambie 2, 253
 Instagram 204
 Institut de recherche et de planification urbaine de Curitiba (IPPUC) 38
 Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique 70
 Institut international de la presse 68
 Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano de Curitiba xix, 38
 International Council on Mining and Metals (ICMM) 126
 International Finance Corporation 137
 iPhone 216
 Irak 49
 Irlande 217
 Irwin 177
 ISIS (Cape Town gang) 43
 islam 269
 Islande 142
 Israël 34, 286
 Italie 206, 217
 ITT Supersonic 2
 Jaji, Nigeria 296
 Japhta K. Masemola route, Khayelitsha 92
 Japon 95, 228
 Jérusalem 34, 286
 CRJ 177
 Jetstream 177
 Johannesburg iv, xiv, xv, xvi, 28, 122, 158, 191, 280
 Johannesburg Consolidated Investments 122
 John Deere 109
 Johnson & Johnson 2
 Jonathan, Goodluck 71
 Jonathan, Leabua Chief 154
 Jungle, The (Cape Town gangs) 43
 Jwaneng, des mines (Botswana) 277
 Kaberuka, Donald 238
 Kabwe, Zambie 2, 222, 223
 Kacou, Eric 291
 Kafue Gorge Lower projet hydroélectrique 224
 Kafue Textiles 2
 Kagame, Paul 51, 56, 57
 Kahn, Meyer 189, 191
 Kahona, Malawi 116
 Kaiser, l'avenue, Windhoek 246
 Kalumbila mine, Zambie 139
 Kamwendo, Malawi 116
 Kamzawa, Michael 113, 114, 115, 117, 119
 Kansanshi, Zambie 128, 138
 Kapiri Mposhi, Zambie 2, 76, 79
 Kapwila, Zambie 77
 Kaunda, Kenneth 1, 2, 3, 76, 176, 246

- Kazungula, Zambie 239
- Kenitra, Maroc 211, 213
- Kenya ii, xiii, xvi, 18, 31, 32, 54, 61, 102, 103, 105, 106, 156, 173, 180, 182, 185, 190, 191, 195, 196, 197–199, 203, 207, 215, 227
- Kenyatta, Uhuru président 31
- Keren, Érythrée 236
- Kestrel turbines 161
- Khama, Ian (president) 278–281
- Khama, Sir Seretse 277
- Khayelitsha 42, 88–90, 92, 93
- Kibera 89
- Kinshasa, RDC 239
- Kirby, Jon 188–191
- Kirchner, Néstor 100
- Kissinger, Henry 51
- Kodak 204
- Kollek, Teddy 34
- Komboni FM 68
- Konan-Bédié, Henri 289, 290
- Kraaifontein, Cape Town 42
- Krige, Richard 111, 112
- Kromco 208, 209
- Kumandakuyitana, Gabriel 115, 116
- Kusaya township, Khayelitsha 90, 91
- Kuwait station des taxis 92
- La Aurora 46
- La Bourse de Ho Chi Minh 149
- La Bourse d’Hanoi 150
- Iscor 159
- La Comuna 46
- Lagos 12
- Lalibela, Éthiopie 236
- La mine de fer de Minas-Rio au Brésil 132
- Land Cruiser 255
- Land Rover 2
- Langa, Cape Town 42
- Langston, Joy 168
- Laos 20
- Laurent-Désiré, l’avenue, Kabila 246
- Lee Kuan Yew, l’École de politique publique de 259
- Lee Kuan Yew 17, 51, 251, 257, 259
- Legetafo 273
- Lekhanya, Justin Metsing Major General 154
- Lerner, Jaime 38–41
- Lesotho xvi, 123, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 170, 189
- Lesotho Highlands Water Project 157
- Le Thanh Liem 148
- Letsie, Majesté le Roi 157
- Lever Brothers 2
- Lewis, Gabriel 87
- Liberia 228, 261
- Libye 22, 32
- Ligue arabe 286
- Lilongwe, Malawi xiv, 113, 116, 118
- Lions on the Move* 13
- Lions on the Move 2* 14
- Lits’iba, Thabiso 157
- Liu, Alex 160
- Livingstone Motor Assemblers 2
- Livingstone, Zambie 2, 177
- Londres xiii, xvii, 12, 131, 177, 192, 201, 241, 242, 277

- Luangwa Industries 2
- Luangwa, rivière, Zambie 1
- Lungu, Edgar Président 70
- Lunsemfwa Hydro Power
Company 223
- Lusaka Club 255
- Lusaka, Zambie 1, 2, 69, 76, 176,
178
- Macharia, Michael 202, 203
- Madadeni zones industrielles,
Newcastle 159
- Mafikeng 278
- Magufuli, John 79
- Mahbubani, Kishore 259
- Mahogany Airlines 176
- Majoro, Moeketsi 155, 157
- Makoko, Lagos 89
- Makupa chaussée 30
- Makupa, rond-point 30
- Malaisie 20, 21, 150
- Malawi i, xvi, xix, 1, 8, 56, 61, 94,
105, 113–118, 123, 133, 179, 216,
245, 251, 260
- Malawi Stratégie de réduction de la
pauvreté 251
- Mali 8, 54
- Mandela-Machel, la Fondation xiii
- Mandela, Nelson 246
- Manenberg, Cape Town 89
- Manhattan d'Afrique (Hillbrow) 29
- Mano rivière, Afrique
occidentale 239
- Mansa, Zambie 2
- Manuel, Trevor 239
- Marché Commun pour l'Afrique
Orientale et Australe 70
- Maroc xiii, 22, 41, 84, 173, 185,
210–215, 285, 286
- Maroc Numeric Fund 213
- Martinelli, Ricardo 87
- marxiste 249
- Masaki, Takaaki 59
- Maseru, Lesotho 122, 153, 155
- MasterCard 182
- Matero, réformes 3
- Matis 210
- Maurice 53, 61, 142, 153, 185, 260,
265, 279
- Mauritanian Copper Mines 143
- Mauritanie xiv, 140–144, 270, 282,
284–286
- Mayfair, Johannesburg 28
- Mazda 166
- Mbeki, Thabo 72
- Mchinji, Malawi 116, 118
- McKay, Graham 191
- McKinsey 13, 14, 93, 172, 256
- McKinsey Global Institute 13
- MD-11 103
- Mécanisme africain d'Examen par
les Pairs (MAEP) xix, 72
- Medellín, Colombie 44–48
- Medellín, La ligne J 46
- Menem, Carlos 100
- Mercedes 284
- Mexique xix, xx, 45, 148, 150, 154,
164–170, 302
- M-Farm 202
- MGDS II 251
- MGDS I (Stratégie de croissance
et de développement du
Malawi) 251

- Microsoft 211–213
 Microsoft, PowerPoint 212
 Microsoft Word 212
 Millénaire pour le
 développement 17, 267
 Miller Brewing 188
 Ministère de l’Afrique orientale
 italienne 104
 Ministère des Finances du
 Mozambique 233
 Mission d’observation électorale de
 l’UE 70
 MIT xix, 201
 Mita Hills, Zambie 222, 223
 Mitsubishi 2
 M-Kopa 196
 Moatize, Mozambique 132, 133
 Mohammed, Aliyu le général 268
 Mohammed VI 214
 Mombasa 30–32, 79
 Mombasa, l’Île 30
 Mongrels, les (Cape Town
 gangs) 43
 Mongu, Zambie 2
 Montagne de Nimba 135
 Monterrey, Mexique 165
 MOOC – Massive Open Online
 Courses 201
 Moody’s 233
 Mookh 195
 Moraes, Daniele 40
 Moshoeshoe, l’aéroport de 153
 Mossack Fonseca 87
 Moyen-Orient 92, 103, 148, 179
 Mozambique xvi, 76, 78, 117, 123,
 132, 185, 186, 188, 231–235
 M-Pesa 182, 195–197, 203, 215, 218
 Mphandula, Malawi 116
 Mugabe, Robert 218, 246
 Mulungushi, le barrage de 223
 Mulungushi, réformes de 3
 Mulungushi Textiles 2
 Mulungushi, Zambie 2, 3, 222–225
 Muluzi, Bakili 56
 Mumbai, Inde 93
 Museveni, Yoweri 56
 Mussolini 104
 musulman 31, 269
 MUVI télévision 68
 Mwami, Zambie 116, 118
 Mwinilunga, Zambie 2
 My Phuoc, Ho Chi Minh 150
 Nacala, Mozambique 133
 Nairobi, Kenya 5, 30, 195, 196, 197,
 202
 Namaqua, membres de la tribu 246
 Namibie xiv, 56, 78, 142, 185, 186,
 192, 217, 246–250, 265
 Natal 158
 National Bargaining Council 159
 Nations Unies xix, 234, 283, 297
 Ndola, Zambie 2
 Nemeth, Jeff 163
 Netflix 205
 Newcastle 158–160
 New York 47, 178
 Nicaragua 85
 Nicholls, Ian 163
 Niger 8, 9, 22, 56, 116
 Nigeria iv, 64, 65, 106, 182, 184,
 187, 190, 191, 209, 228, 241, 269,
 288, 296, 297, 298, 299

- Nixon, Richard 51
- Nkanini, Khayelitsha 89
- Nkrumah, Kwame Dr 246
- Nord de la ville du Cap 108
- Notre-Dame de la Paix, la basilique de 287
- Nouadhibou, Sénégal 285
- Nouakchott, Mauritanie xiv, 142, 143, 144, 282, 283, 285, 286
- Nouveau Cadre d'Autonomisation économique équitable 250
- Nouvelle-Zélande 217
- Nujoma, Sam 56
- Nyali Bridge, Mombasa 31
- Nyanga, Cape Town 42
- Nyerere, Julius 76
- Obama, Barack 19, 196
- Obasanjo, Olusegun iii, iv, xii, xvii, 64, 72, 266
- Océan Indien 76
- Odinga, Raila ii, 18, 55
- OECD 60
- Ohio 206
- Okavango Diamond Trading Company 277
- Okonjo-Iweala, Ngozi 267
- ONU, l'Assemblée générale de l' xvii, xix, 7, 8, 9, 10, 17, 34, 56, 58, 70, 91, 135, 143, 152, 290
- ONU, Secrétaire général de l' 56
- Opération Boleas 155
- Orapa Mine, Botswana 277
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) 32
- Oromo, régions d', Éthiopie 276
- OUA 63
- Ouarzazate, Maroc 212
- Ouattara, Alassane Dramane 289–293
- Ouganda 8, 10, 55, 56, 68, 105, 182, 191, 197
- Oujda, Maroc 213
- Overberg, Cape 109, 110
- Oxfam 240
- Oxford i, 88, 137
- Oxford, l'Université d' 88
- Pabod Breweries 190
- Pacifique 84, 87, 92, 149, 150, 189
- Paddock, Rob 201
- Paddock, Sam 201
- Pakistan 80
- Palestiniens 34
- Panama 84–88, 96
- Panama, canal du 87
- Panama Canal Railways 87
- Panama City 86
- Panama Pacifico 86, 87
- Panama Papers 87
- Panamax 86
- Paraná, Brazil 37
- Parc national de South Luangwa, Mfuwe 177
- Paris de l'Afrique de l'Ouest, Abidjan 288
- Parisienne 287
- Parque de Investigación e Innovación Tecnología 165
- Partenariat Trans-Pacifique 149, 150
- Partido Acción Nacional ou PAN xix, 167

Partido Revolucionario
 Institucional xx, 168
 PayGo Energy 195
 Pays-Bas 217
 Peñalosa, Enrique 41
 Pennsylvanie, l'Université de 289
 People's Democratic Party 64
 Pepsi 30
 Pérou 124
 Peugeot 2, 211, 284
 Philippi, Cape Town 42
 Pietermaritzburg 159
 Piketty, Thomas 206
 Piper Chieftain 177
 Plage des Pêcheurs 282
 Plan de prospérité Harambee 248,
 250
 Plan Sénégal émergent 255
 Polo 162
 Pont des Amériques 86
 Ponte City, Johannesburg 29
 Poplak, Richard 236
 Port Elizabeth 161–163
 Port Harcourt, Nigeria 190
 Portugais 22, 232
 Portugal 163, 231
 PowerPoint 212
 Premier Group 197
 Pretoria ii, 160, 163
 Primrose Terrace, Johannesburg 30
 Printemps Arabe, le x, 74, 204, 214
 Proflight 177
 Projet Microsoft 212
 Province de Faranah 135
 Provinces de l'Etat 110
 Qatar 58
 Rabat, l'Université internationale
 de 210
 Rabat, Maroc 210, 213
 Ramaema, Elias Colonel 154
 Rameaux, dimanche de 287
 Ramos, Silva 37
 Ranger, Ford 163
 Reed, Walter Doctore 84
 Amhara 276
 Reiterdenkmal, Windhoek 246
 Renamo 234
 Renault 210, 211
 République centrafricaine xx, 238,
 240
 République Démocratique du
 Congo xx, 1, 238
 République Tchèque 163
 Ressource anti-corruption, le centre
 de 234
 Révolution verte 101
 Rhodésie 76
 Rio Tinto, Guinee 136, 137
 Roan Air 177
 Roan Selection Trust 3
 Robert Mugabe, l'avenue 246
 Robinson, James A. 226
 Rogan, Janet 70
 Rome 104, 287
 Rosling, Hans 7
 Royaume-Uni 38, 108, 155, 162, 163,
 206, 209, 217, 241, 267, 280
 Russie 124, 125
 Russie, Bloc de l'Est 249
 Rwanda xvi, 51, 56, 57, 153, 202,
 216, 260, 265, 302
 SABMiller 86, 188–192

- Safaricom 195, 199, 216
 Sagem 210
 Sahara 5, 12, 142
 Sahara occidentale 142
 Sahel 22, 144, 270, 282, 283, 286, 288
 Salinas, Carlos 168
 San Cristobel, Mexique 169
 San Javier, station, Medellin 46
 San Pedro Sula au Honduras 43
 San Salvador, El Salvador 43
 São Paulo, Brazil 39
 Sarkozy, Nicolas 236
 SAR le Prince de Galles 222
 Schäfer, Thomas 163, 164
 Schönfeldt, Heinrich 109, 112
 Schreuder, Gideon 108, 119
 Scott, Guy 67, 253
 Sénégal 61, 227, 239, 255, 284–286
 Sénégal, la vallée de la rivière 284
 Sept merveilles naturelles du monde 3
 Serioes International 2
 Serra Puche, Jaime 166
 Service aux cadres supérieurs (SES) 261
 Services publics de Singapour 250
 Seven Seas Technologies 202, 203, 218
 Seychelles 58, 153, 265
 Shanghai 31
 Shettima, Kashim 296, 302
 Shoe City 273, 275
 Shoprite 116
 Siegle, Joseph xiv, 58
 Sierra Leone 135
 Silicon Savannah 196
 Silicon Valley 216
 Silverado 166
 Simandou, Guinée 135–137
 Singapour xiv, 17, 18, 21, 31, 51–53, 58, 84, 106, 157, 173, 217, 250, 251, 259, 261, 262, 300, 301
 Sirleaf, Ellen Johnson présidente 258
 Site C de Nolungile Station, Khayelitsha 92
 Smith, J.P. 44
 Snecma 210
 Solomon Tshuku route, Khayelitsha 92
 Somalie 8, 55
 Soudan 60, 240
 Soudan du Sud 240
 South African Airways (SAA) 176, 181
 South African Breweries (SAB) 188
 South African Motor Assemblers and Distributors 162
 Spar 116
 SPI 113–115
 Sri Lanka 80
 Standard Bank 183–185, 232
 Start-Up Chile 217
 The States 43
 Stella Artois 188
 Subsaharienne, l'Afrique xviii, xix, 1, 4, 5, 7, 11, 54, 57, 59, 60, 62, 74, 75, 81–83, 89, 91, 92, 100, 112, 126, 127, 144, 148, 153, 195, 199, 203, 217, 222, 227, 236, 254, 259, 260, 265, 271, 286, 291, 298, 301

Suharto 298–300
 Suisse 232
 Sukarno 298
 Surinam 15
 Swahili 196
 SWAPO xx, 249
 Swaziland 61, 105, 159, 189
 Swee, Goh Keng Dr 259
 Sweet Home Farm, Cape Town 93
 Taiwan 20, 51, 159, 273
 Taliban Area, The (Gang de Cape Town) 43
 Tampere, l'Université de 271
 Tangerang 210, 213
 Tanger-Casablanca, autorout 210
 Taniguchi, Cassio 40
 Tanzania Breweries 189
 Tanzanie 8, 41, 54, 61, 77–79, 105, 182, 188, 190, 197, 215
 Tazara, train 76–79, 83, 95
 Tchad 10, 56
 Tchécoslovaquie 249
 Technopark Casablanca 210
 Technopolis 210
 Tel Aviv 47
 Télé médecine 192, 203
 Terracina, Frank 87
 Tete, la Province de 117, 132
 Tétouan, Mexique 213
 Tetra Pak 150
 Teuchos 210
 Thahane, Tim 158
 Thaïlande 80, 102, 150, 163
The Post 68
 Tigrayans 276
 Togo ii, 105, 179, 236
 Top Shoes 273
 Toyota 166
 tranchée Gaillard 84
 Transfert de connaissances par l'intermédiaire des ressortissants expatriés (TOKTEN) 261
 Trans-Guinean Railways 136, 137
 Transparency International, l'indice de perception de la corruption de 141, 265
 TRB TransMilenio 41
 Treichville, Abidjan 288
 Trophy 191
 Trump, Donald 74
 Tshabalala, Sim 185
 Turkana 216
 Turkish Airlines 180
 Turquie 164, 211, 274
 Twiga Foods 195
 Uitenhage 162
 UNESCO 200
 Union africaine (UA) ii, xx, 55
 Union des Douanes d'Afrique australe 154
 Union Européenne 103, 211
 Union internationale des télécommunications 205
 United Party for National Développement (UPND) 253
 Urbanização de Curitiba 37
 Uribe, Álvaro Président 45, 294
 USA 61, 151, 155, 156, 227
 Uzi 43
 Vale 132, 133, 136, 137
 Valéry Giscard d'Estaing, boulevard 288

- Valley of the Plenty (Cape Town gangs) 43
- van de Walle, Nicolas 59
- Velásquez, Fidel 168
- Venables, Anthony 88
- Victoria, les chutes, Zambie 3
- Vietnam xiv, 20, 102, 106, 148–151, 156, 157, 170, 228–231, 240, 301
- Vietnam Airlines 150
- Vietnams du Nord 102
- VIH/sida 153, 216, 239, 255
- Vinamilk 150
- Vinatex 150
- Vision 2010 178
- Vision 2020 251
- Vision 2025 179
- Vision 2030 225
- Vivo Active Wear 195
- Vneshtorgbank 232
- Volkswagen (VW) 162, 163, 166
- Waddel, Gordon 191
- Wallach, Eli 165
- wa Mutharika, Bingu 118
- Washington DC xv, xvi, 45, 185, 267
- Water Technology Institute 271
- West Wits Mining 123
- WhatsApp 215
- Windhoek 246, 247
- Wits, le filon du 126
- Witwatersrand, universités du 201
- Wolayta communauté 270
- Wolfensohn, Jim 267
- World Development Indicators 60
- Wyman, Malcolm 192
- Yamoussoukro, Côte d'Ivoire 287
- Yar'Adua, Shehu 64
- Yeoville, Johannesburg 29
- Yerima, Sani 268
- Yong Ying-I 250
- Yougoslavie 249
- Zaïre 225
- Zambezi xiv, 176
- Zambezi Airlines 176
- Zambezi Lodge xiv
- Zambezi Protocol xiv
- Zambia Express 176
- Zambian Airways 176
- Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC) xx, 68
- Zambian Railways 79
- Zambia Skyways 176
- Zambie ii, xiv, xvi, xx, 1–4, 8, 14, 17, 54, 56, 61, 67–71, 76, 78, 79, 83, 94, 105, 116, 117, 122, 124, 128, 138–141, 153, 176–178, 186, 188, 215, 222–224, 225, 227, 233, 246, 252, 253–255, 260–262, 265, 308
- Zamfara, Nigérie 268
- Zapatistes 168
- ZCCM [Zambian Consolidated Copper Mines] 177
- Zedillo, Ernesto 168
- Zenawi, Meles Premier ministre 72, 270
- Zimbabwe ii, xvi, 2, 4, 113, 123, 124, 189, 238
- Zones industrielles de Riverside, Newcastle 159
- Zuckerberg, Mark 195, 215